

FORDHAM UNIVERSITY LIBRARY



0 2016 0293346 1

DX
40

P52

V-5

Cop. 2

PLEASE DO NOT REMOVE
TRANSACTION SLIP FROM BOOK POCKET
IT IS NEEDED TO CLEAR YOUR RECORD

FORDHAM UNIVERSITY LIBRARY
LIBRARY
AT LINCOLN CENTER

This book is due not later than the date
on slip. For each book kept overtime
there is a fine for each day.

FACULTY MEMBERS MUST RETURN ALL
BOOKS AT THE CLOSE OF THE
SPRING SEMESTER

RUSSIAN CENTER
FORDHAM UNIVERSITY
NEW YORK 58, N. Y.

*Il a été tiré de cet ouvrage 7 exemplaires sur papier
de cuve des papeteries d'Arches, numérotés de 1 à 7.*

LA RUSSIE
ET LE
SAINT-SIÈGE

RUSSIAN CENTER
FORDHAM UNIVERSITY
NEW YORK 58, N. Y.

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

La Russie et le Saint-Siège. Études diplomatiques.

- I. *Les Russes au Concile de Florence. — Mariage d'un tsar au Vatican. — Les Papes Médicis et Vasili III. — Mystification et projets d'ambassade.* 2^e édition. Un vol. in-8° avec portrait.
- II. *Arbitrage pontifical. — Projets militaires de Bathory contre Moscou. — Le tsar Fedor et Boris Godounov.* Un vol. in-8° avec portrait.
- III. *La Fin d'une dynastie. — La Légende d'un empereur. — L'Apogée et la Catastrophe. — Les Polonais au Kremlin.* Un vol. in-8° avec deux portraits en héliogravure.

(Couronné par l'Académie française, prix Thiers.)

- IV. *Pierre le Grand. — La Sorbonne. — Les Dolgorouki. — Le duc de Livie. — Jubé de la Cour.*

(Couronné par l'Académie française, prix Théroutanne.)

Prix de chaque volume..... 7 fr. 50

P. PIERLING

FORDHAM
UNIVERSITY
LIBRARIES

WITHDRAWN
FROM
COLLECTION

LA RUSSIE

ET LE

SAINT-SIÈGE

ÉTUDES DIPLOMATIQUES

V

Catherine II — Paul I^{er} — Alexandre I^{er}

John XXIII Ecumenical Center
Fordham University
Bronx, New York



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

1912

Tous droits réservés

DK

40

-P52

v. 5

Cop. 2

Fordham University
LIBRARY
AT
LINCOLN CENTER
New York, N. Y.

834937

Droit de reproduction et de traduction
réservé en Russie, d'après la loi du 20 mars
1911 (art. 33). L'auteur est sujet russe.

Droits de reproduction et de traduction
réservés pour tous pays.

AVANT-PROPOS

Avec l'avènement de Catherine II au pouvoir, la Russie reprend ses allures novatrices, et se remet en marche vers ses destinées. L'effort gigantesque d'activité provoqué par Pierre le Grand n'avait pas épuisé le jeune et vigoureux empire, mais, faute de bras assez puissant pour diriger l'œuvre de la réforme, celle-ci avait subi un moment d'arrêt. Désormais, l'intensité de la vie nationale ne laissera plus rien à désirer, et une force ordonnatrice présidera à son développement.

Le génie éminemment pratique de Catherine II se complaisait non seulement dans les conquêtes, dont la gloire retombait sur de fameux capitaines, mais aussi dans le travail plus personnel de tassement et d'organisation. L'admiratrice de Montesquieu excellait à tracer les grandes lignes maîtresses pour assurer la marche régulière des affaires, à sauvegarder ses intérêts au milieu des complications extérieures. Son esprit de suite lui suggérait des procédés systématiques d'où devait résulter, toujours à son avantage, un ordre parfait.

Dans les relations avec le Saint-Siège et, en général, dans le domaine catholique, une excellente occasion s'offrait d'exercer ce genre de talent intellectuel. La législation sommaire, appliquée aux cultes étrangers par Pierre le Grand et maintenue par ses successeurs, n'avait prévu ni le rapide accroissement des catholiques par suite des partages de la Pologne, ni les conséquences inévitables qu'il comporterait. Une nouvelle organisation s'imposait donc nécessairement. Catherine II s'en préoccupa. Elle s'affranchit de la contrainte gênante des traités avec la Pologne. Elle n'eut garde de se conformer aux exigences canoniques de Rome. Le but qu'elle poursuivait était l'asservissement de l'Église par l'État. Déjà les Césars de Byzance avaient caressé cet idéal, Pierre le Grand l'avait incarné dans l'orthodoxie officielle, Catherine II l'étendait aux catholiques. Le concept d'une Église divinement établie, chargée ici-bas d'une mission surnaturelle, soumise au Vicaire du Christ, lui était complètement étranger. De là, ses efforts constants pour restreindre l'action du pape. De là aussi, des difficultés inextricables avec le Saint-Siège.

Au fond, la politique de Catherine II à l'égard de Rome se réduisait à l'exploitation impérieuse et brutale du fait accompli, renforcée par un double système d'intimidation et de gracieuseté. Lorsqu'elle se heurtait à la résistance, l'impératrice menaçait le pape de détruire complètement la foi catholique en Russie. En même temps, elle comblait de faveurs et de prévenances des intermédiaires intéressés ou ambitieux, effrayés peut-être eux-mêmes, qui, à leur tour, faisaient valoir les menaces. Alors, en face d'une perspective alar-

mante, afin d'éviter un mal plus grand, on passait l'éponge sur le passé, on validait les actes canoniquement nuls, et l'on s'efforçait de réserver, au moins pour l'avenir, les droits pontificaux.

Assurément, cette manière d'agir valut à Catherine II quelques petits triomphes diplomatiques, mais elle exerça sur le clergé et le peuple une influence déprimante, et bouleversa complètement les affaires de l'Église romaine. Pour y remédier, on négociait péniblement l'envoi d'un nouvel ambassadeur en Russie, lorsque, avant la fin des pourparlers, Catherine II vint à mourir.

Le règne de son fils et successeur, Paul I^{er}, présente un spectacle étrange. Le résumé satirique en a été fait en trois mots : ordre, contre-ordre, désordre. Quelle qu'ait été sa versatilité, il est un point sur lequel Paul I^{er} n'a jamais varié : c'est son attitude respectueuse envers les papes. Il a entouré d'égards Pie VI qu'il connaissait personnellement, et Pie VII qui correspondait avec lui. Dans les moments les plus critiques, il leur a offert l'hospitalité en Russie, et il s'est érigé en champion désintéressé du pouvoir temporel. Ces sentiments affectueux ne l'empêchaient pas de se croire maître absolu dans la sphère ecclésiastique. Même les mesures les plus favorables, concertées avec le représentant du pape, devaient émaner de son autorité souveraine, l'oukaze frayait le chemin au bref pontifical, et, de même qu'Archetti, du temps de Catherine II, Lorenzo Litta se vit obligé, sous le règne de Paul I^{er}, de recourir, pour sauvegarder les droits du pape, aux précautions oratoires. Mais il y avait au fond de l'âme impériale un

germe de mysticisme qui l'entraînait vers les régions supérieures. Sa haine implacable de la Révolution jacobine lui faisait découvrir des alliés du côté de Rome. En dépit de ses tendances despotiques, il allait jusqu'à insinuer au P. Gruber que dorénavant les affaires des catholiques seraient réglées d'après les canons du concile de Trente. Et, au moment où une conspiration de palais mettait un terme tragique à ses jours, un projet d'union entre les Églises d'Orient et d'Occident partait pour Rome, et, sur l'ordre de l'empereur, les évêques orthodoxes taillaient leur plume.

Un revirement se produisit au début du règne de l'empereur Alexandre. On revint au système de Catherine II, mais avec moins de rigueur et de logique dans l'application. Le disciple de Laharpe, jouant au libéral, tranchait de l'autocrate byzantin. Il ne savait pas s'interdire l'accès du sanctuaire, et la constitution hiérarchique de l'Église lui inspirait méfiance et crainte. Lorsqu'il fut question, en 1803, d'envoyer le comte Boutourline représenter la Russie auprès du pape, — ce qui, du reste, n'eut pas lieu, — Alexandre I^{er} lui recommanda spécialement de limiter autant que possible les pouvoirs du pape en Russie, et de laisser plutôt élargir ceux des évêques. Sans doute, ces mesures déplaisantes ne visaient pas une séparation complète de Rome, à l'instar du schisme anglican, mais l'asservissement de l'Église en découlait fatalement. Les procédés d'Alexandre étaient même en certains cas, au point de vue personnel du pape, plus inquiétants que ceux de Catherine II. A la pratique du fait accompli, qui bravait la résistance, succédaient parfois des négociations

préliminaires, qui essayaient de la réduire pacifiquement. Ainsi la création du collège ecclésiastique avait été une surprise déconcertante, rien ne l'avait fait pressentir, tandis que pour des nominations d'évêques, lors même qu'elles répugnaient au pape, on demandait qu'il y consentît et qu'il étouffât le cri de sa conscience. Malgré ces difficultés, il n'y eut jamais de rupture formelle et éclatante, mais, par suite de l'incident Vernègues, l'ambassadeur papal, Mgr Arezzo, que l'on avait admis à grand'peine et pour quelques mois seulement, fut mis en demeure de quitter Pétersbourg en toute hâte. Les rapports diplomatiques n'en persistèrent pas moins.

Faute de documentation ultérieure suffisante, le récit s'arrête un peu brusquement peut-être à cette date de 1804. Il contient l'histoire des trois ambassades pontificales en Russie, et, à ce titre, peut former un tout complet.

Bruxelles, 8 décembre 1911.

LA RUSSIE

ET

LE SAINT-SIÈGE

LIVRE PREMIER

LE VATICAN ET CATHERINE II

CHAPITRE PREMIER

UN CHEVALIER DE MALTE A PÉTERSBOURG

- I. LE RÈGLEMENT DE 1769. — Liberté des cultes étrangers sous Pierre 1^{er} et ses successeurs. — Mesures législatives de Catherine II. — Sa politique religieuse. — L'incident de l'archevêque de Rostov. — Le *virus* du système. — Dissensions parmi les catholiques. — Recours à l'impératrice. — Enquête du 6 novembre 1766. — *Règlement* du 12 février 1769. — Franciscains en désaccord. — Renseignements contradictoires. — Protestations de la Propagande. — Le nonce de Varsovie chargé d'envoyer un visiteur en Russie. — La visite n'a pas lieu. — Autre mission concertée. — Intervention du roi de Pologne. — Nouvel échec. — Réponses transmises par Chouvalov. — Mémoires remis à Chouvalov et à Sinolin. — Le *Règlement* de 1769 jugé en 1854.
- II. L'ÉVÊQUE DE MALLO. — L'agonie de la Pologne. — Le butin de la Russie. — La question religieuse à l'étude. — Oukaze du 14 décembre 1772. — Organisation des Latins et des Uniates. — Consistoires diocésains. — Appel au collège de justice et au Sénat. — Contre-mémoire de la Propagande. — Stanislas Siestrzencewicz, sa jeunesse, sa vocation. — Agréé par Catherine II, soutenu par Massalski, recommandé par Garampi.

— Départ pour Pétersbourg. — Qualités et défauts de l'évêque de Mallo. — Obséquieux envers l'État, avide de pouvoir. — Historien, poète, écrivain. — Illusions des nonces sur son compte. — Le *statu quo* promis par Catherine II. — Obéissance exclusive à l'impératrice. — Mémoires présentés à Catherine II et à la Propagande. — Textes différents. — Réponses du gouvernement. — Siestrzencewicz nommé par Catherine II évêque de la Russie Blanche. — Hésitations de Rome. — Instances du nouvel élu. — Mesure provisoire.

III. LES JÉSUITES DE LA RUSSIE BLANCHE. — Le collège de Polotsk fondé par Bathory. — Le Père Recteur Czerniewicz. — Tchernychev gouverneur général de la Russie Blanche. — Le serment de fidélité. — Les Jésuites à Pétersbourg. — Le sénateur Teplov. — Bonnes dispositions de Catherine II. — Le bref de suppression en Russie. — Aspect juridique de la question. — Ordres de Massalski. — Silence de Garampi. — Czerniewicz appelé à Pétersbourg. — Désir de se conformer au bref. — Refus du gouvernement. — Action diplomatique. — Démarches de Siestrzencewicz. — Ses antilogies. — Compromis entre lui et Czerniewicz. — Évolution à Rome. — Témoignages.

IV. INTERVENTION DE L'AUTRICHE. — Position délicate de Marie-Thérèse vis-à-vis de Catherine II. — Le nonce Visconti demande l'intervention de l'Autriche. — Mémoire de la Propagande. — Difficultés. — Correspondance entre les deux impératrices. — Belles promesses sans résultat. — Les ministres ne réussissent pas mieux. — Malice de Panine. — Échec de Lobkowitz. — Plus d'intervention.

V. MISSION SECRÈTE DE SAGRAMOSO. — Le nonce Garampi, diplomate et savant. — Sa position à Varsovie. — Ses rapports avec Siestrzencewicz. — Son amitié pour Sagramoso. — Humeur vagabonde du chevalier de Malte. — Relations avec la maison Zerbst et voyages en Russie. — Projet de mission à Pétersbourg. — Morceau de fantaisie de Garampi. — Arrêt causé par la mort de Clément XIV. — Nouveau projet sous Pie VI. — Instructions de Garampi. — Sagramoso à Pétersbourg. — Succès de société. — Échec auprès de Panine. — Réponse évasive de Catherine II. — La question des jésuites inabordable. — Vaines finasseries de Garampi. — Le cardinal Pallavicini peu satisfait de la mission. — Appel gracieux à sa bourse. — Réponses laconiques du gouvernement russe. — Lettres de Panine. — Sagramoso au pied du Vésuve.

I

LE RÈGLEMENT DE 1769

De sa main de fer, qui pesait si lourdement sur l'Église nationale, Pierre le Grand inscrivit dans le code civil la

liberté des cultes étrangers. Cette concession s'imposait de vive force, car, pour réaliser promptement son idéal, l'impétueux réformateur avait besoin du concours de l'Occident, et il importait de ne pas effaroucher les nouveaux arrivants par d'odieuses restrictions. Aussi bien, sauf quelques lubies de despote, prit-il constamment soin de ménager la conscience de ses collaborateurs exotiques, sans jamais troubler leurs relations avec leurs chefs spirituels. La Propagande, pour ne parler ici que des catholiques, correspondait, soit directement, soit par les nonciatures de Varsovie ou de Vienne avec les missionnaires de Russie, délimitait les préfectures apostoliques, nommait et révoquait les supérieurs, se faisait adresser des rapports détaillés, et tranchait en dernier appel les questions litigieuses.

Ainsi en fut-il encore sous les successeurs immédiats de Pierre I^{er} jusqu'à l'avènement de Catherine II. Si les tribunaux civils, si le synode lui-même intervenaient parfois dans les affaires des catholiques, il ne faut s'en prendre qu'à ces derniers, trop prompts à chercher partout des remèdes à leurs discordes. D'ailleurs, provoqués par des circonstances spéciales, ces cas isolés ne faisaient pas jurisprudence.

Soumettre l'Église romaine à une législation d'ensemble et l'enserrer dans des bornes plus étroites était réservé à la lectrice assidue de l'*Encyclopédie*, à la plus arbitraire des souveraines. Catherine II maniait à merveille le langage libéral courant : témoin son fameux *Nakaz*, où de larges emprunts à Montesquieu et à Beccaria ne heurtent pas son propre style. Ce vernis artificiel dissimulait aux yeux de l'Europe le penchant vers l'absolutisme que l'exercice du pouvoir développait en elle et qui, à dire vrai, constituait le fond même de sa mentalité.

L'Église nationale eut à en souffrir autant, si ce n'est plus encore, que l'Église romaine.

En effet, dans sa politique religieuse, Catherine II s'inspirait des principes de Théophane Prokopovitch, mauvais génie de Pierre le Grand, auteur du *Règlement ecclésiastique* qui a bouleversé l'ancien ordre de choses. Elle y adaptait tant bien que mal ses aphorismes favoris : prévoir, attendre, profiter, ou bien encore : circonstances, conjonctures, conjectures. A entendre cette convertie, la veille de son mariage, réciter sa profession de foi, à la voir pieusement recueillie aux funérailles de l'impératrice Élisabeth ou prosternée au pied des icones à la cathédrale de Kazan, on l'eût prise pour une néophyte fervente et convaincue; en réalité elle n'était que voltairienne et sceptique. Mais comprenant l'importance de l'élément religieux dans un peuple attaché à la foi ancestrale, elle gardait soigneusement cet atout entre ses propres mains, et comptait faire du clergé un instrument docile et souple. Elle exposa, un jour, son programme en plein synode avec la plus audacieuse franchise et un mépris ironique de son auditoire, se complaisant à morfondre archimandrites et archevêques (1).

La résistance imprévue d'un prélat, jointe au pressant besoin d'argent, dictait cet impérieux langage. Lorsque Catherine II étendit sa main profane vers les propriétés ecclésiastiques, convoitées depuis longtemps par les tsars, Arsène Matsiévitch, archevêque de Rostov, fut le seul à protester vigoureusement contre l'injuste confiscation. Cet acte de courage, imposé par la conscience, lui valut de terribles représailles. Arrêté et livré au synode, Arsène fut, le 7 avril 1763, condamné par ses confrères

(1) *Tchteniâ*, 1862, t. IV, n° V, p. 234. — BILBASOV, t. II, p. 271. — Л'ОПОВ, *passim*.

à la dégradation et à l'exil dans un monastère éloigné, avec défense de lui donner des plumes et de l'encre. Catherine II mitigea d'abord la dure sentence, délivra le vieillard de la torture qui était de rigueur, lui conserva le froc monacal, mais revenant bientôt sur sa décision, et y mêlant la politique, elle le fit traîner de prison en prison et garder au fond d'un cachot, où il mourait de faim et de froid. Son nom même devait disparaître : on le fit appeler *André Vral*, c'est-à-dire André le radoteur.

Ainsi fut brisé le champion de l'opposition. La complicité du synode dans cette condamnation révélait au grand jour son impuissance et sa faiblesse. Il n'y avait plus qu'à le constater officiellement pour assurer le triomphe définitif du pouvoir civil sur la hiérarchie ecclésiastique. L'impératrice se chargea de le faire dans son discours, dont le point culminant se réduit à la déclaration catégorique, sous forme d'axiome, que les évêques sont des personnages d'État (*gosoudarstvennyia osoby*), soumis « au pouvoir du monarque et aux lois de l'Évangile ». Tout le virus du système est contenu dans ces mots savamment assortis : l'État prime l'Église, l'Église est asservie, l'un et l'autre relèvent du bon plaisir du souverain.

Les auditeurs de cet étrange discours sentirent immédiatement le poids de leurs chaînes. L'impératrice voulait bien les reconnaître comme successeurs des apôtres, mais seulement pour en conclure que, leur royaume n'étant pas de ce monde, ils ne devaient pas s'attacher aux biens de la terre. Insistant sur son projet de confiscation, elle jetait à la tête des évêques des reproches immérités et sanglants. « Comment pouvez-vous », disait-elle, « comment osez-vous, sans trahir votre mission et sans éprouver de remords de conscience, posséder des

richesses incalculables, avoir des propriétés sans limites qui vous rendent égaux aux rois?... Vous êtes éclairés, vous ne pouvez ne pas voir que toutes ces propriétés sont dérobées à l'État, vous ne pouvez les posséder sans injustice envers lui... Si vous êtes soumis aux lois, si vous êtes les plus fidèles de mes sujets, ne tardez pas à rendre à l'État ce que vous possédez irrégulièrement. »

Un silence d'approbation accueillit la parole impériale. Les évêques ne songèrent pas à défendre la justice de leur cause, et acceptèrent la spoliation inique. Ce jour-là, le clergé russe abdiqua volontairement la liberté que Pierre I^{er} lui avait enlevée par force, il sacrifia sa dignité et ratifia son asservissement.

Après avoir, sur les traces de Pierre I^{er}, usurpé le gouvernement de l'Église dite dominante, Catherine II se crut en droit et à plus forte raison, quoique à l'encontre du grand réformateur, d'usurper celui de l'Église romaine qui n'était que tolérée en Russie. Il est vrai, nous le verrons, qu'à partir de l'année 1773 les traités avec la Pologne lui interdisaient toute espèce d'innovation dans le domaine ecclésiastique, mais elle savait se mettre au-dessus des scrupules de ce genre. Le fait est qu'elle chercha constamment à étendre son autorité sur les catholiques de Russie, et, ne pouvant s'arroger de nouveaux droits sans empiéter sur ceux du pape, elle se voyait fatalement amenée à prendre des mesures hostiles au Saint-Siège. Aussi bien toute la législation de Catherine II en cette matière dérive, à travers quelques contradictions, des deux principes suivants : soustraire les fidèles à l'action du pape, les soumettre, au point de vue ecclésiastique, à l'État. C'était le système de Febronius ingénieusement adapté aux circonstances et rigoureusement appliqué. Le premier pas dans cette voie fut le *Règlement*

promulgué le 12 février 1769 (vieux style), et accompagné d'une *gramota* qui maintenait, au moins sur le papier, les anciennes libertés (1).

Malheureusement les catholiques, ou plutôt un certain nombre d'entre eux, le parti turbulent d'opposition, fournirent à Catherine II non seulement un prétexte plausible d'intervenir, mais firent même auprès d'elle des instances dans ce but. La communauté catholique avait été fondée, sur les bords de la Néva, par les jésuites, vers 1715. Quatre nations, selon le terme consacré, y étaient représentées : Allemands, Français, Italiens et Polonais. Après l'expulsion des jésuites, en 1719, franciscains et capucins convoitèrent la place restée vacante, et, pour s'évincer mutuellement, déployèrent tant d'acharnement que, sur l'initiative des catholiques, le synode orthodoxe s'érigea en médiateur, donna gain de cause aux franciscains, leur confia l'administration de l'église, et relégua les capucins à Moscou. Ceci se passait en 1724 (2).

La séparation des rivaux ne rétablit point la tranquillité et la paix à Pétersbourg. Trop de passions, trop d'intérêts étaient en jeu, trop de nationalités, hostiles les unes aux autres, se trouvaient en présence pour qu'on pût éviter de se heurter. Les discordes intestines allaient toujours croissant, et, vers 1769, la situation devint intolérable. Les pasteurs ne prêchaient pas d'exemple : ils ne s'entendaient pas entre eux. Le P. Adolphe Frankenberg causait des ennuis à son supérieur, le P. Remi de Prague, et semblait vouloir à tout prix le supplanter. La communauté se morcelait aussi en factions. Chacune des quatre

(1) *P. S. Z.*, t. XVIII, nos 13251, 13252, p. 832. 833.

(2) *Opisanié...*, *synoda*, t. IV, p. 150. — *P. S. Postanovl.*, p. 65, n° 1207. A la même occasion on défendit aux religieux de s'appeler *missionnaires*.

nations aspirait à voir son propre candidat à la tête des affaires, et s'efforçait constamment d'y parvenir. Les Allemands, paraît-il, se remuaient plus que les autres, et voyaient d'un mauvais œil les moines envoyés de Rome, et ne sachant d'autre langue que l'italien. Enfin, ce qui provoquait les plus vives altercations, c'était la gestion financière. Les bons Pères dépensaient l'argent sans contrôle d'aucune sorte, contractaient des dettes à leur gré, et, quand ils partaient, laissaient retomber sur la communauté tout le poids des responsabilités pécuniaires. Les victimes de cet état de choses protestaient énergiquement, envoyaient à la Propagande des volumes de plaintes, et insinuaient des remèdes.

Christian Feser, « confiturier et chef d'office à la cour », et Regenspurger, directeur de la fabrique de porcelaine, passent pour avoir été les meneurs de l'affaire. Les deux principaux objets de leurs réclamations concernaient l'élection du supérieur et le contrôle des finances. Ils se croyaient plus compétents et mieux placés que la Propagande pour faire un bon choix, en tenant compte des intérêts locaux. Et quant aux affaires d'argent, des syndics électifs offraient, à leur avis, les plus sûres garanties. Cependant les réponses de Rome tardaient à venir, car on cherchait à écarter ces innovations, et d'autres mesures, moins radicales, semblaient préférables. A bout de patience, les catholiques eurent le tort de s'adresser à Catherine II, lui exposèrent leurs plaintes et réclamèrent son assistance.

L'impératrice accueillit gracieusement la demande, ordonna une enquête et découvrit aussitôt des lacunes dans la législation (1). Elle s'empressa de les combler

(1) L'enquête qui aboutit au *Règlement* a été ordonnée le 6 novembre 1766. — *P. S. Z.*, t. XVII, n° 12776, p. 1032.

par son *Règlement*, où ses tendances autocratiques se donnent libre cours. Elle s'interdit de toucher au dogme, — cette formule lui est familière, — c'est-à-dire qu'elle n'imposera jamais de nouvelles croyances aux Latins, mais en dehors de cette sphère, dont les dimensions dépendront de son bon plaisir, elle s'attribue hardiment des droits illimités, sans tenir aucun compte ni des canons de l'Église, ni de l'immunité ecclésiastique.

Le *Règlement*, on s'en doute bien, a été rédigé à l'insu des autorités catholiques compétentes, d'après les principes dictés par Catherine II, il est donc l'œuvre du pouvoir civil, et le Saint-Siège ne l'a jamais approuvé. Ses onze chapitres contiennent en germe toutes les mesures législatives postérieures. Dès le début, Catherine II a soin d'inculquer que, sauf toujours les dogmes de la foi, l'Église romaine en Russie est sujette aux lois civiles de l'empire. En conséquence, pour mettre fin aux discordes et assurer la marche régulière des affaires, le nouveau for judiciaire, établi dès le 6 novembre 1766, à la suite de l'enquête, est définitivement confirmé.

Jusque-là les catholiques avaient joui d'une position privilégiée. Tandis que les autres confessions étrangères, par suite d'une combinaison bizarre, dépendaient depuis longtemps du département des affaires livoniennes, esthoniennes et finnoises, partie intégrante du collège de justice qui sera, sous Alexandre I^{er}, transformé en ministère du même nom, les catholiques échappaient le plus souvent aux étreintes des tribunaux séculiers. Ils recouraient à la Propagande, au nonce de Varsovie ou de Vienne, et rien ne les empêchait de parvenir ainsi jusqu'au Saint-Siège. A partir du 6 novembre 1766, ils sont soumis à la filière ordinaire, et le *Règlement* investit à nouveau le collège de justice des pouvoirs nécessaires pour juger promp-

tement toutes les affaires contentieuses et économiques qui surgiraient entre les fidèles et leurs pasteurs. Et il ne faut pas s'y méprendre, c'est une orientation nouvelle que l'on voudrait, par cette procédure, imposer à l'Église. Quelques dispositions du *Règlement* trahissent cette arrière-pensée.

Aussi bien, tout ce que les catholiques avaient en vain demandé à la Propagande leur est accordé, et au delà. L'élection du supérieur par la communauté est érigée en principe. Sitôt que la place est vacante, le collège de justice convoque les quatre nations. Le secrétaire du collège promulgue l'autorisation impériale, recueille les suffrages, et, l'élection faite, en donne avis au collège des affaires étrangères, afin d'obtenir « *ubi de jure* la confirmation spirituelle ». *Ubi de jure* est un euphémisme, il désigne la Propagande qui se voit ainsi arbitrairement privée du droit de nommer le supérieur, et mise en demeure d'approuver seulement l'élu de la communauté.

Accordées également la création et l'élection des syndics. Chaque nation présentera quatre candidats dont deux seront élus. Les huit syndics ainsi favorisés par les électeurs seront confirmés par le collège de justice. Leurs fonctions durent trois ans, et se bornent à l'administration du temporel. De concert avec le supérieur, ils dressent les inventaires, discutent les contrats, veillent à la conservation du matériel. Le coffre-fort est confié à leur garde. La surveillance de l'école, destinée exclusivement aux catholiques, leur incombe aussi.

Les autres chapitres du *Règlement* ont trait à l'appel des prêtres étrangers qui est réservé au collège de justice, aux droits de propriété de la communauté, enfin à des dispositions locales : le nombre des franciscains à Pétersbourg est porté de quatre à six, celui des capucins à Moscou de

un à deux. Les uns et les autres sont autorisés à séjourner en Russie huit ans au lieu de quatre. Le serment de fidélité est imposé aux nouveaux arrivants, et les colonies de la Volga sont attribuées aux franciscains.

La promulgation officielle de ce *Règlement* jeta dans la communauté déjà si troublée un nouveau brandon de discorde (1). L'étincelle mettait le feu aux poudres. Il devint évident que le décret impérial était l'œuvre d'une faction, et que les meilleurs catholiques y restaient étrangers. Ils n'avaient jamais songé à se mettre sous la coupe du gouvernement, et ne prétendaient pas aux droits de patronage sur l'Église. Surpris et indigné, le P. Remi de Prague ne cacha point sa plus formelle désapprobation. Du haut de la chaire, il fulmina l'anathème contre tous ceux qui se conformeraient au *Règlement* avant que le Saint-Siège se fût prononcé. Son rival, le P. Adolphe, se montra plus conciliant. Dès lors, de fâcheuses complications se laissaient prévoir.

Effectivement, l'incartade du P. Remi lui valut l'exil, tandis que le P. Adolphe, grâce à sa réserve, parvint à se faire élire supérieur. Une scène très vive se passa entre les deux franciscains, lorsque les agents vinrent saisir le P. Remi. Chargés de le conduire à la frontière, ils lui enjoignirent de remettre l'église au P. Adolphe.

— Refus péremptoire du P. Remi, le P. Adolphe devant partir lui-même par ordre de la Propagande.

— Protestation du P. Adolphe, qui restera tant qu'il n'aura pas reçu de passeport.

PÈRE REMI. — Père Adolphe, je vous suspends.

PÈRE ADOLPHE. — Vous n'avez, pour le faire, ni juridiction, ni motif suffisant.

(1) Archives de la Propagande, *Lettere della S. C. dell' anno 1770*, t. 216, f. 207 v. *Relazione*.

PÈRE REMI. — Je vous suspends au nom de la Sacrée Congrégation.

PÈRE ADOLPHE. — Exhibez donc vos pouvoirs, et puisque vous n'en avez pas, je me moque de votre suspens.

C'est par ce « compliment », ajoute la relation de la Propagande, avec beaucoup d'autres injures à l'adresse du P. Remi, que le P. Adolphe termine sa lettre du 8 mai, où il reproduit lui-même le fâcheux dialogue. On s'imagine l'embarras de la Congrégation en présence de ces déplorables incidents. Lorsque le texte du *Règlement* lui eut été communiqué, elle comprit aussitôt les fatales conséquences qu'entraîneraient à leur suite les envahissements du pouvoir civil et le danger d'anarchie qui en résulterait. La situation était d'autant plus difficile et critique que les renseignements, arrivant de toutes parts, se contredisaient formellement, et l'on ne savait plus à qui accorder sa confiance. Une seule chose était hors de doute : il y avait des droits compromis par le *Règlement*, l'obligation de les défendre revenait à la Propagande. Celle-ci ne recula point devant l'accomplissement de son devoir. La gravité des circonstances exigeait des mesures plus efficaces qu'un simple échange de lettres. On résolut d'envoyer un visiteur à Pétersbourg, et, le 5 août 1769, ordre fut donné au nonce de Varsovie de s'entendre à ce sujet avec l'ambassadeur de Russie (1).

Pour une commission de ce genre, étant données les circonstances, personne n'était moins indiqué que le nonce Pier Angelo Maria Durini, dans la suite légat d'Avignon et cardinal (2). Prélat de la Renaissance par

(1) Archives de la Propagande, *Lettere della S. C. dell' anno 1770*, t. 246, f. 184 v. *Relazione*.

(2) MARCHESI, p. 51 et suiv. La correspondance de Durini se trouve au Vatican et aux archives de la famille Durini à Milan et à Gorla Minore.

certains côtés, littérateur et poète infatigable, aimant le faste, protégeant les artistes, assidu dans les salons, il ne manquait pas de fermeté et d'énergie. Le sort de la Pologne l'attristait, il prévoyait le partage prochain, et se prononçait ouvertement contre les envahisseurs. Son rude langage ne plaisait pas toujours au Vatican, le roi Stanislas-Auguste le trouvait encombrant. Ses relations avec l'ambassadeur de Russie, le prince Repnine, ne pouvaient être qu'extrêmement tendues, bien que la nonciature fût redevable à ce dernier de son existence, car un projet de suppression avait été présenté à la diète en 1768, et, sur l'ordre de l'impératrice, Repnine l'avait lacéré en pleine séance. D'ailleurs, il venait d'être rappelé et avait quitté Varsovie. Il a annoncé son départ, écrit Durini, le 24 mai, à ses « Messalines », et les voilà toutes en larmes. Que faire « pour montrer leurs regrets et leur gratitude envers le destructeur de la patrie » ? Vite, elles se cotisent, chacune verse une vingtaine de ducats, et on donne un bal d'adieu à « ce fameux danseur (1) ». Une période sanglante s'ouvre à nouveau, et Repnine commande une armée sur les confins de la Podolie.

En vue de ces complications guerrières, au lendemain de la diète orageuse de 1768, les démarches de Durini, à supposer qu'il les ait faites, ne pouvaient certainement pas aboutir. En effet, le 5 mai 1770, la Propagande est aux regrets de n'avoir jamais obtenu de réponse, et elle revient à son projet de visiteur.

Cette fois, les mesures sont soigneusement concertées (2). D'avance on jette les yeux sur Thomas Husar-

(1) 24 mai 1769, *Durini à son oncle, le cardinal Carlo Francesco*. MARCHESE, p. 62, note.

(2) Archives de la Propagande, *Lettere della S. C. dell' anno 1770*, t. 216, f. 184, 1770, 5 mai, à *Durini*, f. 189 v., à *Husarzewski*; f. 190 v., *Instructions au même*; f. 186, *Mémoire pour le roi de Pologne*.

zewski, prêtre de la congrégation de la mission. On le munit d'instructions détaillées et de pleins pouvoirs pour traiter avec les ministres russes. Il s'agissait d'atteindre un double but : obtenir des modifications au *Règlement*, et rétablir la concorde parmi les catholiques. Des résistances et de grosses difficultés se laissaient prévoir de la part du gouvernement. Pour triompher des obstacles, on recourait à la condescendance. En principe, le visiteur était autorisé à céder sur tous les points d'ordre purement temporel. Ses efforts devaient tendre à sauvegarder les intérêts spirituels gravement atteints par le *Règlement*, tels que l'établissement d'un for séculier pour le clergé ou l'ingérence laïque dans le choix des supérieurs. Du reste, la Propagande ne traçait pas clairement la ligne de démarcation entre les concessions admissibles et inadmissibles, les concessions à faire ou à refuser, elle se contentait d'indiquer l'esprit anticanonique de quelques articles, et de signaler dans d'autres les difficultés d'exécution. Évidemment on s'en remettait à la sagacité du visiteur pour trouver des tempéraments et concilier les exigences des deux parties.

Mais comment s'y prendre pour le faire pénétrer dans cette Russie inaccessible aux représentants du pape ? L'idée vint de se servir du roi de Pologne. Le 5 mai 1770, le nonce de Varsovie fut chargé de lui remettre un mémoire rédigé à la Propagande. Il contenait l'exposition succincte des faits, tels que nous les connaissons déjà, et la prière d'obtenir l'assentiment de la cour de Russie pour l'envoi d'un visiteur. Auprès du roi, à défaut du nonce qui n'était pas *persona grata*, on comptait sur un personnage influent dont le nom est resté inconnu. Mais s'adresser à Stanislas-Auguste n'était-ce pas s'appuyer sur un roseau ? Le temps était loin où le jeune et

brillant Polonais échangeait des billets doux avec la grande-duchesse Catherine, et lui procurait de l'argent pour payer ses dettes. En revanche, elle lui accordait ses faveurs, au su et au vu de son mari, qui n'avait ni le droit, ni l'envie d'être jaloux (1). Or, l'impératrice reniait la grande-duchesse. Son cœur changeait de maître au gré du caprice, et, pour avoir jeté la pourpre sur les épaules de l'amant congédié, elle n'en convoitait pas moins les lambeaux du royaume qu'on s'apprêtait à découper. Stanislas-Auguste ne pouvait ignorer que sa voix ne trouverait pas d'écho à Pétersbourg. Mais pourquoi ne pas faire preuve de bonne volonté? Il accepta le mémoire présenté par Durini, et se montra tout disposé à prêter son appui (2). Après quoi le silence se fit, et la mission du visiteur, comme l'atteste Garampi, successeur de Durini, n'eut pas lieu (3).

La cour de Russie ne donna signe de vie que l'année suivante. Spontanément ou sur les instances de Stanislas-Auguste, elle fit parvenir une réponse (4). Et quelle réponse! Ivan Chouvalov, ancien favori de l'impératrice Élisabeth, en mission artistique à Rome et diplomate d'occasion, fut chargé de la présenter. Brutalement, la note russe déclarait que le *Règlement* ne serait modifié en aucune manière, étant fondé sur des principes incontestables, et sanctionné par l'autorité suprême de l'impératrice de toutes les Russies qui l'a revêtu de sa signature. L'ironie renforçait cette fin de non recevoir. A en croire la note, le *Règlement*, au point de vue spirituel, ne dimi-

(1) PONIATOWSKI, p. 6 et suiv. — WALISZEWSKI, *le Roman*, p. 98.

(2) Durini reçut le mémoire destiné au roi le 2 juin 1770. Archives du Vatican, *Polonia*, t. 283 (alias 282 A), f. 67.

(3) Bruxelles, Bibl. slave, 1772, 2 novembre, *Garampi à Smogorzewski*.

(4) Archives de la Propagande, *Scritt. rif., Moscovia*, t. XV, *Relazione* 1783.

nuait en rien le pouvoir de la Propagande. On espérait par conséquent que celle-ci voudrait bien se donner pour satisfaite, approuver l'élection régulière du P. Adolphe au poste de supérieur, et lui enjoindre ainsi qu'à tous ses subordonnés d'observer exactement le *Règlement*.

La Propagande ne se laissa point décourager par ce fier langage. Un mémoire explicatif fut remis à Ivan Chouvalov, un autre du même genre, en 1771, au baron Simolin (1), ministre de Russie à la diète de Ratisbonne. En général, on s'en tenait à la distinction entre le temporel, où les concessions seraient accordées, et le spirituel que l'on se réservait entièrement. Mais le départ à faire entre les deux éléments n'était pas un problème de solution facile. Catherine II fixait à son gré les limites du spirituel, faisant toujours à la loi civile la part du lion, de sorte que, théoriquement, on ne trouvait pas d'issue pour sortir de l'impasse. Peu à peu, la pratique suggéra et admit des accommodements. Le *Règlement* survécut à tous les arrangements conclus avec le Saint-Siège, même au concordat de 1847. Les catholiques laïcs se réclamèrent toujours des dispositions financières qu'il contenait, et qui étaient tout à fait à leur convenance. Et, le 5 mai 1854, lorsque l'église de Saint-Louis de Moscou fut, à cause de la guerre avec la France, privée de ses privilèges, Mgr Holowinski, archevêque de Mohilev, recommanda au curé et aux syndics de s'en tenir « avec toute l'exactitude possible » et sous peine de « sévère responsabilité » « au règlement donné par S. M. l'impératrice Catherine II, de glorieuse mémoire, le 12 février 1769 (2) ». Toutes les églises de Russie en étaient là.

Ce résultat ne se laissait pas prévoir, lorsqu'on échan-

(1) Archives du Vatican, *Missioni di Moscovia, Pietroburgo*, f. 39.

(2) *Documents officiels*, p. 169.

geait tant de notes à propos du *Règlement*. Les événements se précipitaient alors en Pologne. Le contre-coup s'en faisait sentir en Russie, et bientôt on se vit en face d'une situation autrement compliquée et menaçante. La communauté catholique de Pétersbourg se renferma dans le silence. Le 2 novembre 1772, Garampi, nonce de Varsovie, se plaignait de n'en avoir pas de nouvelles, et se mettait à la recherche d'un correspondant, diplomate ou autre, qui voulût bien le tenir au courant et le renseigner.

La nouvelle condition des catholiques, par suite du partage de la Pologne, l'accroissement considérable et subit de leur nombre, provoquèrent des négociations diplomatiques qui devaient régler les conditions d'existence de l'Église romaine en Russie.

II

L'ÉVÊQUE DE MALLO

L'agonie de la Pologne date de l'année 1772. Profondément miné à l'intérieur, entouré d'ennemis rapaces, l'édifice vermoulu de la République ne s'effondre pas encore complètement, mais il est déjà lézardé, quelques pièces s'en détachent et des voisins perfides se les partagent.

Dès le 9 avril, Frédéric II écrivait à son frère, le prince Henri : « Le gros de notre ouvrage est fait. » Et il ajoutait sur le ton de persiflage qui lui était familier. : « Cela réunira les trois religions grecque, catholique et calviniste ; car nous communierons d'un même corps eucharistique, qui est la Pologne, et si ce n'est pas pour le bien

de nos âmes, cela sera sûrement un grand objet pour le bien de nos États (1).

Le roi de Prusse s'entendait mieux en politique qu'en théologie. Le traité du 25 juillet 1772 (2) qui livrait en partie la Pologne à l'Autriche, la Prusse et la Russie n'eut pas les conséquences unitaires qu'il raillait cyniquement, et ne provoqua, surtout en Russie, que des dissensions et des luttes religieuses.

Pour le moment, on n'y songeait pas. Catherine II avouait n'avoir jamais rien signé avec plus de satisfaction que ce traité spoliateur. La part de butin, qui lui revenait, comprenait la rive droite de la Dvina, la Russie Blanche avec ses plaines, ses forêts, ses tertres funéraires, ses nombreux *gorodistcha*, ses pauvres villages, ses quelques villes commerçantes et industrielles, ses ruines de couvents et de châteaux, témoins attristés des guerres et des ravages récents.

Pays annexé, — pays conquis, il subira la loi du plus fort. Les troupes de l'impératrice campaient depuis longtemps sur le territoire polonais. Il suffit de les déplacer pour transformer la nouvelle acquisition en province russe, et assurer le fonctionnement régulier des organes administratifs. A la féodalité polonaise succède le régime moscovite. La dépouille du vaincu défraie le luxe du vainqueur. Elle se dissipe en donations fastueuses, et sert à payer des favoris illustres ou obscurs, des Potemkine et des Zoritch.

Quel sera le sort des catholiques des deux rites, latin et uniate, habitant cette province et victimes d'une annexion qui leur impose une souveraine orthodoxe et autocrate? Leur nombre est considérable : cent mille Latins, huit

(1) Citations de SOREL, *la Question*, p. 207.

(2) G.-F. DE MARTENS, t. II, p. 21 n° 31.

cent mille uniates. Ils sont violemment arrachés à leurs évêques et mis en face de l'inconnu, car le pays annexé ne représente que les lambeaux de trois diocèses : Vilna, Livonie, Smolensk, et le premier soin de l'impératrice est de soustraire leurs troupeaux aux pasteurs qui restent sous la domination polonaise.

La réponse à ces doutes ne se fit pas longtemps attendre. On avait mis sans tarder la question religieuse à l'étude (1). Le baron Saldern, accrédité à Varsovie, présente, le 9 novembre, un mémoire détaillé sur ce sujet. Soumis à l'examen, ce mémoire donna lieu à un contre-projet. Le comte Tchernychev, gouverneur général des provinces annexées, se servit des deux pièces pour faire son rapport à Catherine II, et, le 14 décembre 1772 (vieux style), parut l'oukaze adressé au Sénat, réglant le sort des catholiques, et ne tenant aucun compte des réclamations du Saint-Siège (2).

Et d'abord, au nom de la liberté qui leur est accordée, parce que leurs « dogmes » et leurs « canons » sont réputés intacts et intangibles, on dénonce aux catholiques la défense absolue de publier les bulles ou ordres quelconqués, en matière spirituelle, émanant du pape, soit directement, soit indirectement par la Propagande ou n'importe quel autre bureau romain. Toutes les pièces de ce genre doivent être présentées au pouvoir civil et soumises à l'approbation impériale. C'est, on le voit, l'*exequatur* dans sa forme la plus rigoureuse. Sans doute, il sévissait déjà en Europe, et dans les pays catholiques plus peut-être qu'ailleurs, mais jamais encore on ne l'avait

(1) Bois, avril 1909, p. 321, n° I, *Rapport de Saldern* (item chez GONLEWSKI, *Mon.*, t. III, p. 7), n° II, *contre-projet*; p. 332, n° VI, *Rapport de Tchernychev*.

(2) *P. S. Z.*, t. XIX, n° 13922, p. 688. — THEINER, *Die neu. Zust.*, p. 224, n° LXX. — LETHONEN, p. 540 à 560.

appliqué au nom de la liberté. Le but que l'on se propose d'atteindre par cet article, qui est le dernier de l'oukaze et devrait être le premier, est évident : il s'agit d'écarter, mieux encore, de prévenir toute opposition du Saint-Siège aux mesures qui vont être prises.

Catherine II a son programme qu'elle veut mettre à exécution en dehors de toute ingérence pontificale. Elle ne se soucie point que le pape lui suscite des entraves ou se mette en relation avec les fidèles. Clément XIV ne sera même pas tenu au courant de la nouvelle organisation donnée à l'Église romaine. Tardivement, incomplètement, par des voies détournées, il apprendra ce qui se passe en Russie, où la gravité des affaires qui s'agitaient eût nécessairement exigé son intervention active. Délimitation d'une province ecclésiastique, constitution d'une hiérarchie, gouvernement diocésain, voilà le domaine que l'impératrice s'attribue sans hésitation sous le spécieux prétexte que « le dogme » n'y entre pour rien.

De sa propre autorité elle décrète donc qu'il n'y aura pour les Latins qu'un seul diocèse dans tout l'empire, y compris la Russie Blanche : il s'étendra de la Dvina par-dessus l'Oural jusqu'aux confins de la Chine, et de la mer Baltique à la mer Caspienne. L'évêque qui doit gouverner ce diocèse colossal n'est pas encore nommé, mais il le sera bientôt dans la personne de Siestrzencewicz. D'avance l'impératrice lui assigne comme sphère d'activité toutes les affaires spirituelles, à décider d'après « la foi et les rites » de l'Église. Sans se préoccuper de la discipline romaine, elle soumet à l'autorité de cet évêque les paroisses et les couvents, le clergé régulier et le clergé séculier. Quant aux affaires économiques, on s'en tiendra au *Règlement* du 12 février 1769, maintenu en dépit des réclamations pontificales.

Organisation analogue pour les unis. Ils ne formeront aussi qu'un seul diocèse, mais dans les limites des provinces annexées, car l'union n'existe pas ailleurs, et l'on ne désire pas qu'elle se propage. Ces unis ou uniates de la Russie Blanche sont les descendants des orthodoxes qui, au concile de Brest, en 1596, sous Clément VIII, ont fait, sans changer de rite, profession de foi catholique. Par leurs croyances ils sont donc intimement liés aux Latins, tandis que les dehors liturgiques les assimilent aux orthodoxes. Ce double contact rend leur situation épineuse, d'autant plus qu'au point de vue ethnique, ils sont plus rapprochés des Russes que des Polonais. Maintenant qu'ils ont changé de maître, qu'ils sont les très humbles sujets non plus d'un roi catholique, mais d'une impératrice orthodoxe, on voudrait qu'ils changeassent aussi d'Église, et revinssent à la foi de leurs ancêtres. D'ailleurs, une partie de la nation ne l'a jamais abjurée. Problème redoutable, dont la solution est réservée à un prochain avenir. Pour le moment, l'archevêque uni de Polotsk, Jason Smogorzewski, est maintenu dans l'exercice de ses fonctions, le lieu de sa résidence étant désormais en plein territoire russe, et il est en tous points assimilé à l'évêque latin.

Il fallait prévoir que les deux prélats seraient vite débordés, et qu'à eux seuls ils ne suffiraient pas à la besogne. Aussi l'impératrice les met-elle en demeure de créer, pour l'expédition des « affaires spirituelles », à l'instar des protestants, des consistoires composés de deux ou trois assesseurs. Évêques et assesseurs seront salariés par l'État sans que celui-ci en ait à souffrir, car il se dédommage amplement avec les biens confisqués à l'Église.

Ainsi constituée, la double hiérarchie, latine et

ruthène, doit chacune se renfermer strictement dans sa sphère, et ne pas chercher à augmenter le nombre de ses ouailles. Le prosélytisme est sévèrement défendu. Les tsars l'ont toujours eu en horreur. Des oukazes de date plus récente, conformes à l'antique tradition du Kremlin, en font un délit qui relève du code pénal. Et l'amie des philosophes, qui se vante d'un excès de tolérance, défend sous des peines rigoureuses « aux évêques, chanoines, prêtres séculiers, à tout le clergé en général » de propager la doctrine catholique, soit publiquement, soit en secret. Les autorités civiles ont l'ordre péremptoire d'y veiller, et des mesures policières arrêteront la marche des idées et l'essor des consciences. C'est que la profession de l'orthodoxie, ne fût-elle qu'extérieure, doit cimenter l'unité nationale et servir de rempart contre le polonisme qui s'insinue avec la foi catholique.

Enfin, la nécessité d'une cour d'appel offre encore à l'État l'occasion d'une mainmise sur le sanctuaire. Le collège de Justice et le Sénat sont constitués en tribunaux de première et seconde instance, et cela pour « toutes les affaires économiques et touchant le bon ordre dans les monastères et les églises paroissiales ». Ainsi un for laïque remplaçait le for ecclésiastique, et, grâce à la formule équivoque, une large porte s'ouvrait à l'ingérence arbitraire du pouvoir civil.

Telles sont les principales dispositions de l'oukaze du 14 décembre 1772. Il a fait époque dans la législation russe, et, de nos jours, les rapports avec Rome s'en ressentent encore.

Les sénateurs, auxquels il était adressé, n'y trouvèrent rien à redire, mais la Propagande crut devoir protester. L'échec subi à l'occasion du *Règlement* ne pouvait que stimuler son zèle. Le secrétaire de la congrégation, Bor-

gia, rédigea un mémoire destiné à éclairer la cour de Russie (1). D'allure doctrinale et dogmatique, cet écrit est l'œuvre d'un professeur de séminaire plutôt que d'un diplomate avisé. L'argument théologique y prédomine, en vain y chercherait-on des solutions d'un autre genre. Les promesses de liberté si souvent prodiguées par Catherine II, dont il vante la sagesse et la vertu, enhardissent Borgia à proposer la conclusion d'un traité particulier, nous dirions d'un concordat. Et, pour sa part, il n'y voit aucune difficulté, pourvu que la Russie admette plus d'un diocèse, qu'elle laisse au pape le choix des évêques, et aux fidèles le recours au pape.

Ce mémoire, présenté à Clément XIV vers le 17 mai 1773, ne fut envoyé à Pétersbourg par la voie de Vienne que l'année suivante. Pour lors, une autre affaire absorbait l'attention et les efforts de la prélature et de la diplomatie. On était à la veille de la suppression de la Compagnie de Jésus. L'inexorable Monino, au nom de Charles III, l'exigeait impérieusement, les cours bourboniennes prêtaient leur appui à l'Espagne, et le pape, lié par des promesses, terrorisé, angoissé, se débattait en vain dans l'espoir de retarder le dénouement. Une lutte épuisante et quotidienne épuisait ses forces morales et paralysait son énergie.

Quant à Catherine II, elle n'a cessé d'agir comme si personne n'eût protesté. Elle a poursuivi son œuvre, réalisé son programme de point en point, et mis constamment le Saint-Siège en face du fait accompli. Sans doute, les évolutions qu'elle méditait n'auraient pas réussi si facilement, si elle n'eût trouvé des intelligences dans la place. Au premier rang figure ici Stanislas Siestrzencewicz

(1) Archives de la Propagande, *Scritt. rif.*, t. XI, avec une lettre de Borgia à Pallavicini.

Bohusz. Je ne saurais me dispenser de présenter avec quelque détail « le personnage bizarre » du comte Joseph de Maistre. Il a gouverné les catholiques de Russie pendant plus d'un demi-siècle, méritant les éloges des uns, encourageant le blâme énergique des autres, et son nom reviendra sans cesse sous ma plume (1).

Sa jeunesse a été, sinon orageuse, au moins accidentée. De petite noblesse lithuanienne, calviniste de religion, sans fortune, mais bien doué, il eut vite égalé ses maîtres polonais, et ne rêva plus que les académies étrangères. En route pour Berlin, au moment où l'Allemagne était en feu, il se laisse séduire par le démon de la guerre, s'engage en qualité de volontaire et endosse l'uniforme prussien. Cette escapade lui valut, à la bataille de Kesselsdorf, une blessure à l'annulaire de la main droite, dont il garda les traces sa vie durant, et un long séjour à l'hôpital militaire de Berlin. Il s'y lia d'amitié avec un dominicain, le P. Amand, qui exerça sur son avenir une influence décisive. Le soldat manqué abjura l'hérésie, brisa son épée d'un jour, et le voilà de nouveau penché sur ses livres et absorbé par l'étude. Pendant cinq années consécutives, à Berlin et à Francfort, il cultiva son domaine favori. A la souplesse de son talent correspondait la variété de ses aptitudes : poésie, histoire, philosophie, mathématiques, médecine, langues anciennes et modernes, toutes les branches des connaissances humaines l'intéressaient vivement et le tenaient en haleine. De

(1) PARCZEWSKI. — SZANTYR, t. I, p. 10. — STACHOWSKI. — SZERPINSKI. — LORET, p. 43, 207. — GODLEWSKI, *Mon.*, t. I, 93. Plusieurs circonstances de la jeunesse de Siestrzencewicz restent obscures : ainsi, il aurait été blessé non à la guerre, mais dans un duel ; un roman d'amour aurait provoqué l'abjuration, non à Berlin, mais chez les Radziwill, vers 1572. — Sur Massalski, voir Archives du Vatican, *Polonia*, t. 314, f. 342 v., f. 395 v.

retour dans son pays natal, il accepta, faute de ressources, une modeste position de précepteur auprès des enfants de Martin Radziwill, et obtint en même temps un brevet d'officier aux gardes de Lithuanie. « Vous êtes donc, en vérité, membre de l'Église militante », lui dira à ce propos l'empereur Paul dans un accès de bonne humeur.

La maison aristocratique des Radziwill n'offrait pas une ambiance favorable à un néophyte, et c'est là cependant que se manifesta, si ce n'est la vocation sacerdotale du jeune précepteur, au moins sa volonté d'embrasser la carrière ecclésiastique. Le chef de la famille, homme d'esprit, mais privé de bon sens, n'y fut pour rien. Entouré de juifs, judaïsant lui-même, il étudiait la cabale et les sciences occultes, et se livra à tant d'excentricités qu'on se vit obligé de lui enlever ses enfants. Un autre personnage, un habitué de la maison, le prince Ignace Massalski, évêque de Vilna, donna au futur confrère les meilleurs encouragements. Prélat mondain celui-là, très répandu dans les salons de Varsovie, apprécié à Paris, en faveur auprès des grandes dames, joueur passionné et jouant gros jeu, toujours besogneux d'argent et criblé de dettes malgré une fortune considérable, avec cela bâtisseur d'églises, jaloux de répandre l'enseignement dans le peuple. Disons de suite que, partisan des Russes, il fut jeté dans un cachot par ses compatriotes, et, le 28 juin 1794, massacré par la populace. Siestrzencewicz avait su gagner ses bonnes grâces. Massalski lui facilita, vers 1764, l'accès des ordres majeurs, et, sitôt après l'ordination, fit de lui son homme de confiance, le combla de bénéfices, le promut chanoine, et lui passa *ad interim* l'administration du diocèse.

D'autres honneurs devaient bientôt lui échoir en par-

tage (1). Un sermon d'allure politique, prononcé le 3 novembre 1770, à l'occasion de l'attentat avorté contre Stanislas-Auguste, le mit en évidence et lui concilia les sympathies de la cour. Il paraît que Catherine II en eut connaissance au bon moment, lorsqu'elle cherchait en Pologne un évêque pour la Russie Blanche. Dès l'année 1772, sur l'ordre de Tchernychev, un diplomate et un militaire russes, Saldern et Kakhovski, pressentirent Siestrzencewicz au sujet du nouveau siège épiscopal, et le trouvèrent dans d'excellentes dispositions. « Homme très raisonnable et très savant qui se chargera de la besogne », écrivait Saldern, en proposant de le faire consacrer évêque *in partibus*. Massalski, bien vu de Catherine II, toujours prêt à lui rendre service, se chargea des démarches à faire auprès du Vatican. Dans le cours du mois de mars 1773, faisant valoir les mérites et les qualités de son confident, sans trahir les projets russes, il demanda pour lui les honneurs de la mitre, et la charge de suffragant.

Le nonce de Varsovie, Garampi, appuya fortement cette requête qui visait, disait-il, « un sujet excellent et exemplaire ». En agissant ainsi, il voulait, à la veille d'une diète tempétueuse, s'assurer du même coup le concours de Massalski, qui posait en défenseur de la nonciature, et dont l'influence était appréciable. Peut-être y eut-il aussi pression de la part de la Russie. Dans un moment d'humeur, le cardinal Pallavicini dira plus tard que Siestrzencewicz a été « élevé au sublime ministère par la prépotence des souverains acatholiques (2) ». Quoi qu'il en soit, le 27 mars, tout fut accordé. Clément XIV

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 312, 1773, 3 mars, 21 avril, Garampi à Pallavicini; *Lettere di Propaganda*, t. 70, *Mémoire sur Siestrzencewicz*. — Bois, janvier 1909, p. 71.

(2) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 337, 1779, 28 août, Pallavicini à Archetti.

adressa, le 10 avril, à l'évêque de Vilna une lettre très flatteuse pour le futur prélat (1). Après quoi, Garampi fut chargé d'instruire le procès canonique, qui se réduisit à un tissu d'éloges hâtivement réunis (2).

A peine consacré, le 1^{er} octobre 1773, évêque de Mallo *in paribus infidelium*, le nouveau dignitaire, muni des instructions de Garampi, s'empessa de prendre le chemin de Pétersbourg. Le nonce avait déjà prévenu la Propagande, le 9 juin, que Massalski et Siestrzencewicz acceptaient l'évêché offert par Catherine II, en le limitant à la partie annexée du diocèse de Vilna (3). Il n'y avait là aucune difficulté majeure. Massalski, de plein droit, déléguait un substitut et lui accordait les pouvoirs, on s'arrangerait ensuite pour les enclaves des autres diocèses. Malgré cela, le cardinal Castelli, préfet de la Propagande, déconseillait le voyage de Pétersbourg (4), mais son conseil ne fut pas suivi, et, en vérité, il était difficile de le suivre. Non seulement les hautes convenances exigeaient que le nouvel élu présentât ses hommages à l'impératrice, mais il fallait encore s'entendre sur les détails de l'organisation projetée.

Siestrzencewicz avait un ensemble de qualités, et, disons-le, aussi de défauts qui devaient le faire réussir à la cour de Pétersbourg. Son extérieur prévenait en sa faveur : des traits réguliers, le front large, l'œil intelligent, la taille élevée, grand air et belles manières. Ses connaissances variées lui permettaient d'aborder facilement les sujets les plus disparates, et de rendre sa conversation brillante et agréable. Les langues étrangères, le

(1) THEINER, *Clem. XIV Ep.*, p. 300, n° CCLXII.

(2) LORET, p. 214.

(3) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 308, 1773, 9 juin, *Garampi à Castelli*.

(4) *Ibidem*, *Missioni di Moscovia*, t. 104, f. 47.

français, l'allemand, l'anglais, lui étaient plus ou moins familières, et il faut croire, d'après les spécimens qui nous restent, qu'il les parlait mieux qu'il ne les écrivait. Son genre de vie était simple, même austère, sa table frugale. Jamais on ne lui a reproché de légèreté dans sa conduite. C'est plutôt l'ambition et la cupidité qui ont fait de lui l'homme lige du pouvoir civil, toujours prêt à s'incliner devant l'autorité laïque et rémunératrice aux dépens même de l'autorité spirituelle.

Les affaires courantes d'administration ne l'empêchaient pas de se livrer aux travaux littéraires, objet constant de ses prédilections. Et que n'a-t-il pas écrit, en prose et en vers? Un poème sur Stanislas-Auguste, échappé à l'attentat, un autre sur la prise d'Otchakov en l'honneur de Potemkine, une pièce de théâtre pour Tchernychev, une traduction du traité d'hygiène de Mac-kenzie, sans compter les sermons, les mandemens, les dissertations. Et ce ne sont là que des bagatelles, on a encore de lui une histoire de la Crimée, qu'il a visitée deux fois, et des recherches, en quatre volumes, sur les origines des Slaves, ouvrages sans valeur, mais qui supposent des lectures systématiques. Quant aux douze volumes de son journal, utilisés naguère par quelques écrivains, on ne se décide pas encore à les publier.

Obséquieux outre mesure envers l'État, ce lettré, épris de grandeur opulente et mondaine, aspirait au pouvoir spirituel sans limites en Russie. Ces deux tendances se partagent toute sa vie, règlent sa conduite, expliquent ses succès d'un côté et ses déboires de l'autre. Il avait à son service une théorie fallacieuse sur les droits des évêques avant Grégoire VII et Boniface VIII, et, s'il y a dans sa correspondance des sursauts de dévouement filial au pape, c'est toujours la note de l'asservissement à l'État

qui prédomine. Il s'appuyait de préférence sur les textes bien connus de saint Paul, oubliant volontiers le *non possumus* des apôtres, la hardiesse d'un Ambroise devant Théodose.

A Pétersbourg, on savait parfaitement à quoi s'en tenir sur les dispositions de l'évêque de Mallo. Moins perspicaces que les diplomates russes ou plus confiants, les nonces pontificaux se firent longtemps illusion. Siestrzenciewicz avait réuni en un grand volume in-quarto les lettres de Garampi, et il en résumait ainsi le contenu : « Je puis dire que c'est un archive (*sic*) d'éloges de l'évêque et des témoignages de bienveillance de Sa Sainteté envers lui (1). » Parfois Garampi lui inculquait bien « de ne point s'acharner avec tant d'empressement à l'exécution des ordres du gouvernement », de défendre le plus possible l'immunité ecclésiastique, « mais l'évêque n'eut garde de suivre ce conseil, et il ne perdit jamais de vue l'obéissance à sa souveraine, — bienfaitrice de l'Église et la sienne », et Garampi continua de lui payer son tribut d'éloges. Le nouveau nonce, Archetti, à peine arrivé en Pologne, lui adresse des lettres gracieuses, et, quoiqu'il le juge parfois timide et faible, lui prodigue quand même périodiquement des promesses d'amitié éternelle, et lui procure l'extension de facultés déjà très larges. Au début, même déférence de l'ambassadeur papal Litta qui demande et obtient pour lui le privilège de la pourpre. Il fallut deux ans de séjour sur les bords de la Néva et d'amères expériences pour arracher à Litta, en 1799, cet aveu : « L'évêque de Mallo est notre adversaire. » A partir de cette époque le revirement s'accroît toujours davantage.

(1) *Lettre du ci-devant secrétaire du Métropolitain*. C'est le titre d'un mémoire autographe de Siestrzenciewicz publié par GODLEWSKI, *Mon.*, t. I, p. 35, n° III. Les citations suivantes sont empruntées au même document.

Naguère la Propagande avait eu des accès de méfiance, elle se demandait si ce n'était pas un nouveau pape qui allait surgir en Russie, mais on finissait toujours par se tranquilliser. Désormais il n'en sera plus ainsi. La lutte est engagée. Pour être sourde, le plus souvent, elle n'en est pas moins vive; l'ancien évêque de Mallo, devenu archevêque de Mophilev, est appelé couramment dans la correspondance romaine « fléau de l'Église », « fléau suscité par la colère de Dieu ». Nous verrons plus bas comment il a mérité ce funeste renom.

Lors de son départ pour Pétersbourg, en octobre 1773, l'évêque de Mallo possédait la confiance du nonce de Varsovie, et, quant aux affaires russes, il pouvait encore se bercer de quelques illusions. Sans doute, Catherine II avait déjà lancé son fameux oukaze du 14 décembre 1772, mais depuis, le 18 septembre 1773, elle avait signé un nouveau traité avec la Pologne, et admis dans ce traité un article dont l'importance exceptionnelle exige qu'il soit cité textuellement :

« Les catholiques romains *utriusque ritus* », dit cet article V, « jouiront dans les provinces cédées par le présent traité de toutes leurs possessions et propriétés quant au civil, et, par rapport à la religion, ils seront entièrement conservés *in statu quo*, c'est-à-dire dans le même libre exercice de leur culte et discipline, avec toutes et telles églises et biens ecclésiastiques qu'ils possédaient au moment de leur passage sous la domination de Sa Majesté Impériale au mois de septembre 1772, et Sa Majesté Impériale et ses successeurs ne se serviront jamais des droits de souverain au préjudice du *statu quo* de la religion catholique romaine dans les pays susdits (1). »

(1) *P. S. Z.*, t. XIX, n° 14042, p. 827. — G.-F. DE MARTENS, t. II, p. 133.

A prendre cet article à la lettre, et c'est ainsi qu'il doit être pris, la dignité des consciences est respectée, la hiérarchie catholique est maintenue ainsi que la liberté des rapports avec Rome. Mais comment sera-t-il appliqué?

En 1838, dans un aperçu présenté à l'empereur Nicolas I^{er} et destiné à l'orientation politique du grand-duc héritier, le baron Brunnov s'exprime ainsi : « Nous ne saurions nous empêcher de reconnaître que les moyens choisis par l'impératrice Catherine pour l'exécution de ses plans (*destruction de l'indépendance de la Pologne et affaiblissement de l'empire ottoman*) sont loin de s'accorder avec ce caractère de droiture et de loyauté qui font aujourd'hui la règle invariable de notre politique, *et*, ajoutait en marge l'empereur Nicolas, *notre véritable force* (1). »

L'évêque de Mallo en fit l'expérience, mais sans se troubler, sans faire mine de s'en apercevoir, acceptant de parti pris et en bonne part les mesures arbitraires et hostiles de Catherine II, et ne cherchant qu'à faire ressortir aux yeux de Rome ses mérites vrais ou faux. Voici comment il raconte lui-même, en médiocre français et en se servant de la troisième personne, sa première audience.

« Sa Majesté Impériale le fit appeler chez elle et lui dit : « Monsieur, je ne gêne pas l'exercice d'aucune religion dans mon empire, ni votre relation avec Rome. « Mais comme je sais que cette cour a des prétentions « fortes, je veux que vous ne partagiez pas votre obéissance. Je le veux. » L'évêque répondit que le précepte de saint Paul est trop clair pour qu'en bon chrétien il pût agir autrement. Il faut obéir aux souverains non seulement tant par crainte que de conscience, et qu'il obéirait exclusivement à Sa Majesté Impériale. »

(1) *Sbornik... ist. obstch.*, t. XXXI, p. 197.

Il tint parole. En même temps, adoptant un système de bascule et de réticences qui devait le maintenir en faveur aussi bien à Rome qu'à Pétersbourg, il présente à l'impératrice, en novembre 1773, un mémoire respectueux et fortement motivé sur l'érection canonique de la hiérarchie, l'étendue des diocèses, la suppression du for séculier et le retour à l'ancienne procédure, enfin sur la libre publication des bulles papales (1).

Ce mémoire, inspiré par Garainpi, fut rejeté avec la dureté, dit le nonce, d'un despotisme vraiment oriental. Il n'est pas conforme, c'est l'unique raison qu'on allègue, aux oukazes de 1769 et 1772, par conséquent inacceptable. Peu importe que les oukazes ne soient pas conformes au droit canon.

Que va faire Siestrzenciewicz? Il avait parlé en évêque, il parlera maintenant en courtisan (2). « Il baise avec respect les traces de la plume qu'a dirigée la main qui tient le sceptre. Il ne prétend point « qu'on ôte ce qu'il y a d'écrit (*sic*) », ainsi s'exprime-t-il lui-même dans un second mémoire, destiné à remplacer le premier et à quémander des faveurs pécuniaires et honorifiques, sans heurter de front les ordres impériaux. Mais comme il tient aussi à rester bien en cour au Vatican, il se voit, pour ne pas se trahir, réduit à des finasseries. Le mémoire présenté à Pétersbourg sera tronqué, amputé, expurgé, avant d'être expédié au nonce de Varsovie qui le transmettra à la Propagande.

Cette précaution n'était pas superflue. En traitant avec

(1) Archives de la Propagande, *Scrutt. rif.*, t. XI; du Vatican, *Polonia*, t. 313, f. 431. Premier mémoire de Siestrzenciewicz.

(2) Second mémoire de Siestrzenciewicz du 5/16 novembre 1773 en double rédaction : à l'usage de Catherine, GODLEWSKI, *Mon.*, t. III, p. 13, à l'usage de Rome avec les réponses officielles, Archives de la Propagande; *Scrutt. rif.*, t. XI; du Vatican, *Polonia*, t. 313, f. 434.

les Russes, Siestrzencewicz se plaçait à leur point de vue, adoptait leurs conclusions, et ne cherchait qu'à les développer à son propre avantage, en supposant toujours que l'oukaze du 14 décembre 1772 était ratifié, tandis que Rome, on s'en souvient, ne s'y prêtait guère. Dominé par la hantise des grandeurs, il propose de nommer le nouvel évêque, évêque de la Russie Blanche, de lui assigner pour résidence la ville de Mohilev, point central de la province, de l'entourer de six chanoines salariés par l'État, de lui assigner un rang et un titre convenables fixés une fois pour toutes, de lui accorder le droit de nommer les nouveaux titulaires aux postes vacants, de lui aménager un palais à Pétersbourg, où il passerait chaque année quelques mois avec l'espoir « que la très gracieuse Souveraine daignera... lui rendre imperceptible la différence qu'il y a entre vivre et dépenser dans la capitale d'un vaste empire et dans une ville de la province (*sic*) ». Enfin, il esquisse en termes embrouillés et obscurs la création d'une commission intermédiaire entre l'Église et l'État, où naturellement l'évêque « servira à tous d'exemple d'obéissance et de fidélité ».

Tous ces articles furent supprimés dans l'exemplaire communiqué à la Propagande. Elle ne devait rien savoir de ces arrangements domestiques qui, à n'en pas douter, risquaient de lui paraître pour le moins prématurés. Quant aux articles maintenus dans la même pièce, ils furent soigneusement écourtés, adaptés à la mentalité romaine, et pourvus des réponses officielles du sénateur Teplov.

Siestrzencewicz avait déclaré à l'impératrice — et c'était là un devoir inéluctable — que l'approbation du pape était d'absolue nécessité pour exercer la juridiction en dehors du diocèse de Vilna, où suffisait la délégation

de Massalski. Il répète la même chose à la Propagande, moins le préambule suivant : « L'évêque de Mallo (*sic*) est cet homme heureux qui avant même d'avoir osé lever les yeux pour regarder la grande Souveraine a entendu son heureuse destinée prononcée par elle-même, il reste d'obtenir la confirmation du pape. » Ainsi présentée à Catherine II, la déclaration fut qualifiée d'impressionnante. On ne se souciait pas d'imposer un intrus à des populations récemment annexées, encore moins voulait-on recourir à Rome. Le *mezzo termine* que Napoléon cherchera en vain, à grand renfort de concile national, fut trouvé de suite et sans peine aucune : que l'évêque s'arrange lui-même avec le pape. Le pape s'appelait alors Clément XIV, et nous verrons que l'on saura s'arranger.

Louvoyant à travers les écueils, et cherchant à tourner les oukazes plutôt qu'à les contredire, l'évêque de Mallo avait demandé en outre que la compétence du collège de justice fût restreinte aux affaires d'ordre administratif, et qu'il y eût recours au pape pour les affaires d'ordre spirituel, telles que dispenses et indulgences. A ce propos, il insinue à l'impératrice, mais non à la Propagande, que le tribunal de première instance, distinct du consistoire, pourrait être composé d'un juge séculier et d'un juge ecclésiastique. Ces demandes n'eurent pour réponses officielles que des échappatoires : la dépendance spirituelle du pape, réplique-t-on, fait partie du dogme, et la liberté du dogme est hors d'atteinte. Belle assurance, qui permet de se taire sur les modalités de l'appel à Rome, et cette réticence équivaut à une fin de non recevoir.

La différence entre les deux mémoires s'accroît et atteint son point culminant dès que les intérêts matériels sont en jeu. « J'ai prié », dit Siestrzencewicz à la Propagande, « d'être dispensé d'occuper les terres qui ont appar-

tenu au chapitre de Vilna ou à quelques autres ecclésiastiques. » Rien de plus légitime que cette prière : chanoine de Vilna lui-même, il devait lui répugner de s'enrichir et de constituer sa mense épiscopale avec la dépouille de ses confrères. Mais ce beau geste dissimule un vulgaire calcul, soumis à l'impératrice et non au pape. Le fait est que, par suite des événements politiques, les revenus capitulaires ne suffisaient plus pour l'entretien de l'évêque, et, tout compte réglé, celui-ci « devrait encore ajouter 500 roubles du sien au lieu de tirer (*sic*) ». Siestrzencwicz ne l'entendait pas ainsi. Et voici sa conclusion, mélange discordant de flatteries et de chiffres : « L'évêque de Malle pour son particulier, qui a 1 500 roubles de revenus annuels de sa cure de Bobruisk, à peu près autant du canonat de Vilna, 500 roubles d'une prévôté, un logement décent et commode à Vilna, une retirade (*sic*) hors de la ville, et d'ailleurs un roi qui le connaît, des parents, quelques égards comme évêque, des prétentions à l'avancement comme administrateur du diocèse, et presque tout son temps à lui, et qui, outre les premiers 1 500 roubles qu'il peut tirer de sa cure partout où il se trouvera, sacrifie tout au pied du trône d'une grande souveraine qu'il adore et qu'il veut servir le reste de ses jours, est entièrement persuadé qu'il ne doit plus songer à son sort, dès qu'il l'a vu une fois remis entre les mains qui font des heureux. » La réponse officielle à cette effusion d'espérance, transmise à Rome par Siestrzencwicz, est si laconique qu'on la croirait presque tronquée. La voici en entier : « A la demande que l'évêque a ajoutée à la fin de ce mémoire d'être dispensé d'occuper les terres qui ont appartenu au chapitre de Vilna, on répond que l'évêque aura son appointement en argent comptant et un palais à Mohilev. »

Cet échange de mémoires et de réponses avait lieu dans la première partie de novembre 1773, et, le 22 du même mois, sans attendre que Rome se prononce, sous les yeux de Siestrzencewicz qui s'attarde à Pétersbourg, Catherine II, de son propre chef, adresse au comte Tchernychev, gouverneur général, un oukaze en vertu duquel le diocèse de la Russie Blanche est établi, et Siestrzencewicz nommé évêque de tous les catholiques de l'empire avec résidence à Mohilev et un traitement de 10 000 roubles par an pour lui et son consistoire (1).

La brusque ingérence d'une souveraine acatholique dans le domaine réservé à l'Église et au pape constituait un fait sans précédent. Elle bouleversait la discipline ecclésiastique, et lésait les droits pontificaux. C'eût été à l'évêque de Mallo de relever cette anomalie, mais, loin de protester, le complice de Catherine II ne cherchait qu'à dissimuler ces empiétements, demandait leur confirmation par un diplôme officiel, et se pressait d'obtenir la sanction de Rome.

En effet, le 1^{er} décembre, il envoie à Garampi les deux mémoires, dont l'un authentique et l'autre tronqué, avec les réponses officielles, mais il se garde bien de lui transmettre l'oukaze du 22 novembre, et de révéler l'engagement pris au sujet des jésuites, dont il sera question plus bas. Dans la lettre qui accompagne ces pièces, il se félicite de n'avoir pas été « le chien muet » si justement maudit par le Prophète (2). Du reste, il en prend lestement son

(1) *P. S. Z.*, t. XIX, n° 14073, p. 864. — THEINER, *Die neu. Zust.*, p. 229, n° LXXII.

(2) Archives de la Propagande, *Scritt. rif.*, t. XI, 1773, 1^{er} décembre, Siestrzencewicz à Garampi; du Vatican, *Polonia*, t. 314, 1773, 15/26 décembre, le même au même; f. 195, 1774, 10 février, le même à Clément XIV; f. 200, 7 mars, Garampi à Siestrzencewicz; f. 334; 10 avril, Siestrzencewicz à Clément XIV (corrigé de la lettre du 10 février).

parti. C'est au gouvernement russe de s'expliquer sur la création du nouveau diocèse. Quant à lui, il demande d'ores et déjà que sa nomination, improvisée en dépit des canons, soit confirmée, et pas un mot de regret ou de blâme ne tombe de sa plume. Il se fait une loi du silence. « En attendant et même après, écrit-il en style original, Votre Excellence voudra bien me dispenser d'y faire mes réflexions, puisque ce n'est pas à moi d'en juger. » Par contre, il espère que le Saint-Siège acceptera la combinaison de l'impératrice, et il vante « la sagesse de la grande Catherine » qui mettra fin « aux horreurs causées par le ralentissement de la hiérarchie ». Le 15/26 décembre, il revient à la charge : il a obtenu des succès, il fera de sages réformes, pourvu qu'on se dépêche de lui conférer la juridiction épiscopale.

A Rome, on ne partageait pas cet optimisme. L'inquiétude y prévalait sur l'admiration. Les rapports du nonce Garampi donnaient à réfléchir, et on hésitait à se prononcer, lorsque l'évêque de Mallo intervient de nouveau avec une lettre, datée du 10 février 1774 et adressée directement au pape. C'est uniquement à lui qu'il se professe redevable de son élévation à la dignité épiscopale. Mais c'est l'impératrice qui assigne un diocèse de sa création au prélat consacré, et le Saint-Siège n'a plus qu'à donner son approbation. Cette singulière théorie est noyée, derechef dans un flot d'éloges de Catherine II, jalouse d'éclipser la gloire de ses prédécesseurs par « sa clémence, sa sagesse, sa sollicitude, son amour maternel envers ses sujets et par ses autres vertus ». Marchant sur les traces de Pierre le Grand qu'elle tient à imiter, voire à surpasser, elle veut non seulement accorder la liberté aux catholiques, mais encore les couvrir d'une protection spéciale. Or, elle entend confier à un seul pasteur tout

le troupeau catholique de l'empire, elle l'a élu, lui, Siestrzencewicz, pour ces fonctions, comblé de faveurs et nommé évêque de la Russie Blanche. L'« humanité » de l'impératrice va encore au delà. Elle a gracieusement permis qu'on lui demandât de se concerter avec le Saint-Siège, et d'attendre, pour entrer en fonctions, l'assentiment et la bénédiction du pape. Et inconscient ou grotesque jusqu'au bout, il signe sa lettre : évêque nommé de la Russie Blanche.

Garampi ne donna pas son approbation à ce message qu'il était prié de faire parvenir à destination. Il prévoyait qu'à moins de correction, le pape se verrait obligé de protester, et ne laisserait pas la nomination des évêques à la merci de l'impératrice. Siestrzencewicz se montra de bonne composition. Le passage incriminé fut supprimé, et le texte de Garampi, d'ailleurs très obséquieux, adopté (1). Pur changement de style, qui ne modifiait en rien le fond des choses.

Cependant il devenait urgent de prendre une décision. Siestrzencewicz n'avait que des pouvoirs délégués sur les lambeaux des diocèses de Vilna et Smolensk ; pour la Livonie et le reste de l'empire on recourait à des expédients. La situation était anormale. Lorsqu'on en vint à la régulariser, Clément XIV réprova hautement les procédés de Catherine II et ceux de l'évêque de Mallo. Mais que faire pour y remédier ? On hésitait à laisser les fidèles sans pasteur, et s'entendre avec le gouvernement était à

(1) Voici le texte de Garampi : « Ea propter incolumitati ejus (catholicæ religionis) consultum voluit (Imperatrix) per episcopum qui omnium catholicorum veteris novique imperii curam gereret. In me igitur ad eam alacriter suscipiendam, plurimis gratis auctum et in episcopum Albæ Russiæ declarandum, oculos suos benignissime convertit. » Siestrzencewicz avait écrit : « Me ad id benigne elegit... episcopum Albæ Russiæ nominavit ». Archives du Vatican, *Polonia*, t. 314, f. 334, 198.

peu près impossible. Une mesure provisoire qui n'engagerait pas l'avenir et sauverait le présent parut le meilleur moyen de se tirer d'embarras. Sans rien approuver, ni l'érection du diocèse, ni la nomination du titulaire, le pape confia à Siestrzencewicz les pouvoirs canoniques d'ordre et de juridiction sur tous les Latins de l'empire. La Propagande fut chargée, le 31 janvier 1774, de rédiger un décret dans ce sens, et, le 20 février suivant, Clément XIV le munit de sa sanction suprême (1).

Il ne restait plus qu'à remettre à l'évêque de Mallo la pièce qu'il convoitait si ardemment, et qui avait provoqué sa lettre du 10 février. A cet effet, on recourut aux bons offices du nonce de Varsovie qui se garda bien d'y apporter de l'empressement. Il préféra garder, jusqu'à nouvel ordre, le décret romain en portefeuille, et laisser Siestrzencewicz avec des pouvoirs délégués et précaires. C'était là un provisoire renforcé que des événements imprévus firent se prolonger longtemps. Le cardinal Castelli, préfet de la Propagande, s'en remettait à Garampi, et Garampi ne voyait pas grand mal à tergiverser. Ainsi croyait-il pouvoir mieux contenir et brider l'évêque de Mallo, que la consécration épiscopale semblait avoir rendu moins souple, et dont il se prenait parfois à redouter les agissements.

(1) Archives de la Propagande, *Moscovia, Rel. Misc.*, t. I^{er}, n^o 4, *Nota d'archivio*; du Vatican, *Lettere della Propaganda*, t. I^{er}, n^o 70. — LONER, p. 60, 212.

III

LES JÉSUITES DE LA RUSSIE BLANCHE.

Lorsque Siestrzencewicz se rendait à Pétersbourg, l'affaire des jésuites battait son plein. Les cours bourbonniennes avaient arraché à Clément XIV un bref de suppression de la Compagnie, et, âprement, sans répit, elles en pressaient partout l'exécution jusque dans les missions du Nouveau Monde les plus reculées. Des obstacles inattendus surgirent sur le seuil de la Russie et de la Prusse, de la part d'une impératrice orthodoxe et d'un roi hérétique. Les relations diplomatiques entre le Vatican et Pétersbourg, pour ne rien dire de Berlin, s'en ressentirent profondément. L'évêque de Mallo se trouva souvent entre l'enclume et le marteau, entre une souveraine impérieuse et des papes plus ou moins exigeants. Afin de se rendre compte de ces complications, il importe de remonter un peu plus haut.

Depuis l'année 1719, il n'y avait plus en Russie de jésuites à demeure. Pierre I^{er} les avait sacrifiés à ses rancunes contre l'empereur Léopold. S'ils pénétraient encore dans leur ancienne mission, c'était à la dérobée et pour peu de temps (1). Avec l'annexion de la rive droite de la Dvina un changement complet se produisit. Du jour au lendemain, vingt établissements de jésuites, quatre collèges, deux résidences, quatorze missions se trouvèrent à l'improviste en plein territoire russe, sous le sceptre de l'impératrice Catherine II.

(1) T. IV, p. 281; t. II, p. 420.

Le plus important de tous était le collège de Polotsk. Les murs de cette ville fortifiée ruisselaient de sang slave. Prise et reprise, elle avait souvent changé de maître. En 1579, Stéphane Bathory en avait fait la conquête. Lors de l'assaut sanglant et furieux, les Russes rivalisèrent d'héroïsme avec les Polonais. La victoire restant longtemps indécise, Bathory, à genoux sous sa tente, les bras levés vers le ciel, fait vœu, en cas de triomphe, d'ériger un collège à Polotsk. Sa prière ayant été exaucée, il tint royalement sa promesse, en dépit de tous les obstacles. Bientôt dans la ville conquise on vit s'élever un superbe édifice aux corridors spacieux, aux cloîtres élevés, et accourir de toutes parts des élèves en grand nombre. Selon la pensée du fondateur, ce collège devait servir de foyer lumineux et répandre au loin, dans toute la Russie Blanche, le bienfait de l'enseignement.

La lignée des recteurs de Polotsk commence avec Pierre Skarga, dont la voix éloquente a retenti en Pologne comme celle d'un voyant. A l'époque où nous sommes, les fonctions rectorales étaient exercées par le P. Stanislas Czerniewicz, homme providentiel, qui, surpris par des événements prodigieux, ne se laissa point déborder, et rendit à son ordre des services éminents (1). Dans cette nature d'élite, des qualités contraires, qui semblent devoir s'exclure, se réunissaient harmonieusement. Actif et concentré, autoritaire et condescendant, ferme et courtois, il se répandait au dehors sans se dissiper, sans jamais perdre la maîtrise de soi-même. Au physique également, une singulière capacité de travail s'alliait chez lui avec une constitution plutôt délicate. D'un extérieur distingué, maniant la parole avec élégance

(1) Bruxelles, Bibl. slave, MUSNICKI, ms. f. 20. — *Ueber Leben*, passim.

et facilité, le P. Stanislas, très populaire à Polotsk, y exerçait une certaine influence. Quelques années de séjour dans la Ville éternelle lui avaient appris cette mesure dans les affaires et ce tact exquis que les Romains se flattent d'avoir hérités des anciens légistes.

Lors du premier démembrement de la Pologne, l'impératrice Catherine n'était pas sans savoir qu'un nombre considérable de jésuites, environ deux cents, passaient sous sa domination. Imbue d'idées philosophiques, partageant les préventions haineuses de ses maîtres, elle ne voyait pas de bon œil ces « très astucieux personnages », comme elle les appelait, et recommandait qu'on les surveillât de près (1). Mais cette femme supérieurement douée ne tarda point à se ressaisir. Elle eut l'intuition subite et lumineuse des avantages à obtenir, de l'enseignement à répandre, des sympathies à gagner, et aussitôt la méfiance se changea en protection. Plus libre d'esprit que les idéologues de Paris ou de Genève, se piquant de savoir gouverner, elle sacrifiait sans hésiter les préjugés à la politique, pratiquait un opportunisme de bon aloi, et ne reculait pas, on le verra, devant un changement de front. Il se trouva parmi ses entours des hommes qui la soutinrent dans cette voie.

En octobre 1772, les provinces nouvellement annexées furent divisées en deux gouvernements dont l'un, celui de Pskov, fut confié à Kretchetnikov, l'autre, celui de Mohilev, à Kakhovski. Ces deux chefs militaires furent, à leur tour, subordonnés à Zakhar Tchernychev, investi de la confiance de Catherine, et nommé gouverneur général de la Russie Blanche.

Ces choix furent communément approuvés et surtout

(1) *P. S. Z.*, t. XIX, n^{os} 13807, 13808, p. 507.

le dernier (1). Naguère brillant officier de la garde, attaché au service de la cour, Tchernychev s'éprit follement de la grande-duchesse Catherine, et demanda une entrevue qui ne lui fut pas accordée. Toutefois il y eut échange de lettres galantes, dont vingt-trois, trouvées au fond d'une cachette, furent publiées en 1881. Les Mémoires de Catherine II n'avouent que la correspondance. Quoi qu'il en soit, les préférences intimes échurent bientôt à Saltykov et à Poniatowski, tandis que des missions diplomatiques éloignaient Tchernychev de Pétersbourg. Rentré dans la carrière militaire, celui-ci prit part à la guerre de Sept ans, et exerça de grands commandements. Ses talents naturels, développés par l'expérience, lui acquirent de l'autorité, et Catherine, devenue impératrice, se servait volontiers de lui. Il cumulait les fonctions et les charges, et se montrait à la hauteur de sa mission. Grand seigneur, aux idées larges, aux sentiments élevés, préoccupé du sort et du bien-être des populations confiées à ses soins, il porta son attention sur l'enseignement et l'éducation de la jeunesse. De la sorte, il fut amené à se rapprocher des jésuites, à visiter leur collège de Polotsk, et, ayant appris à les connaître, il devint leur protecteur le plus dévoué et leur plus fidèle ami. Aussi bien, à l'encontre de ses détracteurs, n'ont-ils pour lui dans leurs annales que des allusions élogieuses..

Le premier contact eut lieu à l'occasion du serment à prêter au nouveau maître (2). Les habitants des provinces

(1) BILBASOV, t. I, p. 287. — CATHERINE II, *Mémoires*, p. 18, 26, 77, 66. — *Rousski Arkhiv*, 1881, t. I, p. 390. — WALISZEWSKI, *Autour*, p. 17, 345. — LETHONEN, p. 366.

(2) Pour l'histoire des jésuites en Russie Blanche, voir ZALENSKI, *Istoriya; Jezuici*, t. V, 1^{re} partie; *Les Jésuites*. — GAGARINE, *Récit*. — Bruxelles, Bibl. slave : MUSNICKI, ms. BRZOWSKI, ms. ROZAVEN, ms. La contre-

annexées se virent obligés, sur le déclin de l'année 1772, d'opter entre deux partis : ou rester sur place et se lier par le serment de fidélité, ou rentrer en Pologne et traverser la Dvina avec armes et bagages. C'était un tourment dans la vie, et il fallait se décider le pied levé. On devine quelle lutte angoissante et pénible devait se livrer au fond des cœurs, agités en tous sens par des sentiments religieux et patriotiques, obsédés par des préoccupations matérielles et les incertitudes de l'avenir.

Le nouveau gouvernement ne craignait rien tant qu'une émigration frondeuse qui aurait entretenu en Russie Blanche l'esprit d'opposition et de révolte. Désireux de conserver sur place le plus grand nombre possible d'habitants, il lançait des proclamations rassurantes avec des promesses de liberté religieuse, et tenait surtout à gagner la noblesse et le clergé (1). Cependant l'évêque latin de Polotsk, Towianski, suffragant de Vilna, et quelques chanoines résolurent de s'expatrier. Les jésuites ne suivirent pas leur exemple, et s'en tinrent plutôt à celui de Mgr Smogorzewski, archevêque uniате de Polotsk. Un puissant motif leur imposait la prestation du serment : on ne pouvait laisser les écoles sans maîtres et le pauvre peuple sans pasteurs ; c'eût été désertir un poste de dévouement, et trahir la confiance des fidèles. Ils refoulèrent donc au fond de leur âme l'ardent amour de la Pologne, et affrontèrent les reproches des patriotes fanatiques plutôt que d'exposer le peuple à périlcliter dans la foi. Loin de rester isolés, ils trouvèrent des imitateurs dans la noblesse et le clergé.

Aussitôt après la prestation du serment à Polotsk, les

partie dans MOROCHKINE. — Pour la prestation du serment, voir LETHONEN, p. 256 à 271. — LORET, p. 21 à 30.

(1) THEYNER, *V. M. Poloniae*, t. IV, p. 436, n° 166.

délégations des différentes classes de la province annexée durent se rendre à Pétersbourg pour y faire acte d'hommage à l'impératrice. L'évêque latin ne pouvant en faire partie, le P. Czerniewicz fut désigné pour le remplacer, et, accompagné des Pères Lenkiewicz et Katerbring, il prit le chemin de la capitale. Leur présence y provoqua une certaine curiosité. La première visite fut naturellement pour le gouverneur de la Russie Blanche qui eut soin de leur procurer une audience auprès de l'impératrice. Les trois jésuites furent absolument fascinés par l'accueil qui les attendait au palais d'hiver. Catherine II jouait son rôle en perfection. Elle savait si bien être gracieuse avec mesure, trouver le mot juste de la situation, exciter les sympathies en inspirant le respect. Comme gage de bienveillance, elle invita les nouveaux venus à une de ces fameuses représentations de l'Ermitage, réservées à de rares élus et à quelques personnages de distinction. Embarras des jésuites. Ils s'excusent de leur mieux, mais Catherine II coupa court à leurs hésitations en déclarant qu'ils peuvent très bien paraître là, où paraît l'impératrice. Cette décision n'admettait pas de réplique. Il fallut l'exécuter.

Les jésuites trouvèrent encore un appui inattendu dans le sénateur Teplov, ancien élève, peut-être même fils naturel, de leur irréconciliable adversaire, Théophane Prokopovitch (1). Faiseur sans scrupule, gagné d'avance au parti du plus fort, mais intelligent et travailleur, Teplov avait assisté au drame de Ropcha, et prêté sa plume à Catherine II pour le manifeste d'avènement au trône; depuis lors il sut par son application et sa souplesse se maintenir constamment en faveur. C'est par lui que l'on

(1) SÉMÉNOV, p. 16.

apprit ce qui s'était passé au Sénat. Deux motifs y furent invoqués en pleine séance contre la conservation des jésuites en Russie Blanche : d'abord l'édit d'expulsion de Pierre le Grand, et puis les procédés des autres États, car la suppression de la Compagnie était imminente, et déjà l'Espagne, le Portugal et la France avaient lancé des lois d'exil. Catherine II n'était pas fâchée de faire acte d'indépendance et de maîtrise dans l'art de gouverner. Elle demanda, avec une modestie calculée, si son autorité égalait celle de Pierre le Grand. Et, rassurée sur ce point : « Puisqu'il en est ainsi, dit-elle, s'il a eu de bonnes raisons pour expulser les jésuites, j'en ai d'excellentes pour les garder. » Quant aux mesures rigoureuses prises par les autres États, elle ne voyait pour le moment aucune nécessité d'y recourir. Les jésuites n'avaient pas démérité en Russie, elle saurait, le cas échéant, prévenir les abus, et, au besoin, elle sévirait. Les sénateurs n'en demandèrent pas davantage. L'incident fut clos.

La réponse impériale à la requête présentée, à la même époque, par le père Czerniewicz ne laissa subsister aucun doute sur les bonnes dispositions du gouvernement russe envers les jésuites. Il s'agissait d'obtenir l'assurance que l'Institut de la Compagnie, c'est-à-dire l'ensemble de toutes ses lois, serait conservé intact, et que l'autorité du général de l'ordre ne subirait aucune entrave. C'était le point essentiel de la requête. Les deux autres avaient trait aux impôts à remplacer en partie par l'éducation gratuite de quelques enfants, et à certaines propriétés exposées en Pologne à la confiscation. Tout fut accordé sans difficulté, et l'appui nécessaire gracieusement promis.

Désormais l'existence des jésuites en Russie était légalement reconnue. Ils pouvaient se livrer à leurs travaux

en toute sécurité. Le péril les guettait ailleurs, c'est au Vatican qu'éclata l'orage. A peine les trois députés furent-ils rentrés à Polotsk, vers la mi-février 1773, que des bruits sinistres de suppression de la Compagnie, par le pape, se répandirent. Vers la fin de la même année, le bref *Dominus ac Redemptor*, déjà promulgué à Rome, le fut aussi en Pologne : frappée à mort, la Compagnie cessait d'y exister canoniquement. Cette destruction était l'œuvre des cours bourbonniennes, secondées par les philosophes, les parlementaires et les incrédules de tous les pays. Le signal partait de Madrid. C'est à l'ombre de l'Escurial que depuis longtemps se forgeaient les chaînes qui devaient garrotter papes et cardinaux, chaînes dorées ou chaînes de fer, mais chaînes toujours. Arraché à Clément XIV (1), le bref de suppression fit le tour du monde, acclamé par les uns, subi tristement par les autres. Il dut s'arrêter, nous l'avons déjà dit, sur le seuil de la Russie.

Une parenthèse s'impose ici d'elle-même. L'historien doit, un instant, céder la plume au juriste (2). La question de droit à discuter est celle-ci : le bref papal atteignait-il les jésuites de la Russie Blanche ou bien les laissait-il indemnes?

Sans doute, le bref portait la suppression en tous pays, sans restriction aucune. Mais était-ce la suppression immédiate, *ipso facto*? Assurément non. Pour entrer en vigueur, le bref devait, de toute nécessité, être régulièrement promulgué. Ce principe est incontestable, aucun canoniste ne l'a jamais révoqué en doute.

(1) « Il est certain que si le pape avait cru pouvoir se dispenser de supprimer les jésuites, il l'aurait fait. » Paris, Aff. étrang., *Rome*, t. 862, 1773, 4 août, *Bernis à Choiseul*.

(2) PHILÆRETUS. — BOERO, *Osservazioni*, t. II, p. 134. — SANGUINETI. — NILES, t. I, p. 180. — MASSON. — CHAILLOT.

Or, le droit canon admet deux espèces de promulgation : l'une se fait par voie d'affichage aux endroits traditionnels déterminés d'avance, l'autre par voie de dénonciation personnelle ou locale, au choix du législateur.

D'ordinaire, on s'en tient à l'affichage. La promulgation locale n'a été, à partir du concile de Trente, imposée que deux fois : une première fois, pour le décret sur les mariages clandestins, à promulguer dans chaque paroisse; une seconde fois, pour le bref de suppression de la Compagnie, à promulguer dans chaque domicile par l'évêque du diocèse ou son délégué.

Et que l'on ne s'y trompe pas. Cette procédure n'est pas une formalité banale, mais une condition rigoureuse. Dans l'espèce, une considération d'ordre matériel avait fait adopter ce tempérament. En vertu du même bref qui supprimait la Compagnie, tout ce qu'elle possédait, ses collèges avec leurs bibliothèques et leurs biens fonds, ses églises avec leurs sacristies et leurs trésors, tombaient en deshérence. Or, Clément XIV n'entendait pas les livrer à la merci des gouvernants. Pauvre moine cordelier avant d'être pape, il n'avait pas, c'est une justice à lui rendre, de famille à enrichir ou de neveux à doter, mais il voulait conserver à l'Église ce qu'il enlevait à la Compagnie. En réservant aux évêques la promulgation du bref, il leur donnait le temps de prévenir le pouvoir civil, et de se garantir contre un pillage éventuel. Et l'on fut de toutes parts si prompt et si âpre à la curée que la mesure régulatrice ne parut pas inutile.

Omettre la promulgation canonique, c'est par là même suspendre l'action des arrêts pontificaux. Ainsi le mariage clandestin, sous le régime du concile de Trente, est valide dans toute paroisse où le décret de Pie IV n'a pas été promulgué. Il en est de même pour la Compagnie :

elle restait intacte et debout dans les diocèses où la promulgation n'avait pas lieu, les jésuites n'étaient ni déliés de leurs vœux, ni dispensés de leurs obligations, ni autorisés à se disperser. Telle est la théorie qui se dégage nettement des principes du droit canon. Elle ne se laisse pas toujours appliquer avec la même rigueur; il faut tenir compte des complications qui surviennent, et donc elle n'exclut pas les tâtonnements. On verra bientôt qu'il y en eut.

Fermions la parenthèse et revenons à l'histoire. La position des jésuites en Russie Blanche ne tarda point à devenir embarrassante et critique. Tout autour, sitôt que les évêques dénonçaient le bref, les confrères de Pologne quittaient les collèges et s'éparpillaient aux quatre vents. Les Pères de Polotsk attendaient leur tour, et vivaient dans une pénible incertitude, le bref restant, comme une épée de Damoclès, suspendu au-dessus de leurs têtes.

Tout le poids de la responsabilité retombait sur le Père Czerniewicz, à titre de recteur du principal collège. En déposant sa charge, le dernier Provincial de Mazovie lui avait délégué ses pouvoirs, et l'avait nommé vice-provincial. C'était donc à lui de trancher la question et d'indiquer la marche à suivre. Pour le moment, il avait les mains liées. L'évêque de Vilna, Massalski, qui aurait dû promulguer le bref, avait écrit aux Pères de Polostk, le 29 septembre 1773, de ne pas bouger et de ne pas disposer de leurs propriétés (1). Assurément, il comptait bien en profiter lui-même. D'autre part, l'impératrice refusait l'*exequatur* au bref de Clément XIV, et le considérait comme nul et non avenue. Tandis que le Père Czerniewicz essayait de s'orienter au milieu de ces écueils, il fut

(1) *Romana*, p. 88, n° XI. — Garampi accuse Massalski d'avoir pillé les biens des jésuites. Archives du Vatican, *Polonia*, t. 314, f. 395 v.

appelé officiellement à Pétersbourg. Il partit, fin novembre 1773, avec les mêmes Pères qui l'avaient accompagné lors de son premier voyage. Le prétexte de l'appel dans la capitale était une affaire à régler avec la Pologne, celle des biens-fonds du collège de Polotsk, exposés à la confiscation, mais il était naturel de supposer que la nouvelle situation, créée aux jésuites par le bref, y entraînait aussi pour quelque chose. Aussi bien, arrivé à Riga, Czerniewicz écrivit au nonce de Varsovie, le 1^{er} décembre, exposant les faits, réclamant des conseils et des ordres, promettant de les exécuter fidèlement. Garampi garda le silence. La lettre lui est cependant parvenue, car elle se conserve encore parmi ses papiers aux archives du Vatican (1).

A Pétersbourg, les jésuites trouvèrent le comte Tchernychev aussi accueillant que naguère. On parvint promptement, à travers les affaires courantes, à la question capitale et préoccupante. Le grand seigneur orthodoxe déplorait la mesure prise par Clément XIV, et offrait aux jésuites ses bons offices pour leur conservation en Russie. Quelle ne fut point sa stupeur, lorsque, loin d'abonder dans son sens, Czerniewicz demanda, au contraire, que le bref papal fût légalement promulgué et admis avec toutes ses conséquences. En route, on s'était concerté et arrêté à cette résolution. Elle dégageait la responsabilité des jésuites, mais elle renversait aussi les projets civilisateurs de Tchernychev. Où trouver sur l'heure de nouveaux maîtres capables de remplacer les anciens? Et comment les écoles résisteraient-elles à cette épreuve? Impressionné par ces pensées, le gouverneur général conseilla de réfléchir et accorda quelques jours de répit.

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 313, f. 393.

Ni le temps, ni la réflexion ne modifièrent la résolution prise après mûr examen des circonstances. Czerniewicz réitéra sa demande et présenta au gouverneur, comme c'était d'ailleurs convenu, un mémoire à soumettre en haut lieu. « Par tout ce qu'il y a de plus sacré nous supplions Votre Majesté », disait-il dans un langage simple et serré, « de faire en sorte que nous puissions obéir promptement et publiquement à notre juridiction spirituelle qui réside dans le Pontife Romain, et exécuter les ordres donnés pour la suppression de notre Compagnie. En permettant que le bref d'abolition nous soit intimé, Votre Majesté exercera son autorité royale (*sic*), et nous, en obéissant, nous nous montrerons non moins fidèles à Votre Majesté qui permet l'exécution du bref qu'à l'autorité du Souverain Pontife qui l'impose (1). »

La réponse impériale se fit attendre environ quatre semaines. Ce n'était pas que Catherine II fût hésitante, son siège était fait depuis longtemps (2). Dès le 8 novembre 1773, elle avait déclaré formellement sa volonté bien arrêtée de conserver les jésuites dans son empire, de les protéger et de sauvegarder l'intégrité de leurs biens. En conséquence, les autorités ecclésiastiques furent averties de ne rien entreprendre en sens contraire, de ne pas promulguer le bref de suppression, et de ne pas souffrir qu'il se répandît subrepticement. Le sénateur Teplov fut chargé d'intimer ces ordres verbalement à l'évêque de Mallo, et le comte Tchernychev d'exiger sa signature, « comme gage d'obéissance... et d'accomplissement exact et absolu ». Il va sans dire que Siestrzencewicz

(1) *Romana*, p. 89, n° XII.

(2) Bois, avril 1909, p. 333, n° VII, *Ordre impérial du 8 novembre 1773*; p. 334, n° VIII, *Tchernychev à Siestrzencewicz, 22 novembre 1773*. — LETHONEN, p. 568, 586.

s'y prêta, en apparence au moins, de bonne grâce.

La cause des jésuites était donc gagnée dans l'esprit de Catherine II, mais peut-être a-t-elle retardé sa réponse à cause de l'action diplomatique qu'elle méditait, car Czerniewicz dans son mémoire invoquait l'autorité du pape, et l'impératrice pouvait s'entendre avec le pape. En effet, vers la fin de décembre, Tchernychev fit appeler le recteur de Polotsk, et lui expliqua le mécanisme de l'*exequatur* en usage chez les souverains catholiques, dont, à plus forte raison, Catherine II avait le droit, disait-il, de se servir pour arrêter le bref papal aux frontières de son empire. Puis le frappant sur l'épaule : « Croyez-moi », ajouta-t-il, « les Souverains Pontifes nous sauront gré, un jour, de vous avoir conservés (1). » Tchernychev, à moins que son discours n'ait été volontairement écourté par les annalistes, ne disait pas tout. D'après des sources également véridiques, Catherine II aurait donné aux jésuites la réponse suivante : « Vous devez obéir au pape dans tout ce qui touche le dogme, et quant au reste, vous devez obéir au souverain. Mais puisque vous avez des scrupules, j'ordonnerai à mon ambassadeur de Varsovie de traiter avec le nonce et de les dissiper (2). » Nous n'avons pas sous les yeux les dépêches de cette époque, mais il est sûr, et on en verra la preuve, qu'il y eut des négociations diplomatiques. En attendant, Czerniewicz envoyait une seconde lettre à Garampi qui n'eut pas plus de succès que la première, et, le 13 janvier 1774, paraissait un décret, réglant la situation des jésuites en Russie Blanche et les délivrant des impôts fonciers (3).

(1) Bruxelles, Bibl. slave, ROZAVEN, ms. f. 13.

(2) *Romana*, p. 89, n° XII.

(3) Bruxelles, Bibl. slave, ROZAVEN, ms. f. 15. — *P. S. Z.*, t. XIX, n° 14102, p. 892.

Tout ceci se passait sous les yeux de Siestrzencewicz. Il s'attardait à Pétersbourg, réclamant de Rome ses pouvoirs, écrivant les lettres élogieuses déjà citées. Czerniewicz lui avait communiqué le mémoire présenté à l'impératrice, il en fit de même pour la réponse de celle-ci. L'évêque de Mallo conseilla d'insister encore, mais comme il ne voulait pas risquer lui-même cette démarche, le jésuite crut devoir également se récuser. Défense expresse avait été faite à celui-ci de revenir sur ce sujet, et le conseil contraire n'était pas sérieux. Siestrzencewicz savait très bien à quoi s'en tenir. Il avait non seulement engagé sa signature, promis à l'audience « d'obéir exclusivement à Sa Majesté Impériale », mais c'est encore lui qui intervint en faveur des jésuites auprès de Garampi, soit qu'il l'ait fait spontanément, soit que l'impératrice le lui ait imposé.

Nous entrons ici dans une phase obscure où les personnages en jeu semblent tour à tour se donner à eux-mêmes des démentis, et se complaire à mettre leurs actes en opposition avec leurs paroles, quitte à se rétracter ensuite et à se trouver d'accord avec leurs contradicteurs. Essayons de dissiper ces ténèbres.

En fait d'antilogies, Siestrzencewicz est passé maître. Stimulé par Tchernychev, il s'adresse à Garampi : « J'ai reçu hier », lui écrit-il, le 7/18 janvier 1774, « l'ordre de la part de Sa Majesté Impériale de laisser les jésuites comme ils sont, et il faut qu'Elle soit obéie. Suppliez, Monseigneur, Sa Sainteté qu'Elle daigne soulager leur conscience, et accorder la dispense de porter le nom et l'habit des jésuites, d'administrer le service spirituel aux étrangers et de demeurer en commun ; en un mot, en ce que Votre Excellence croit à propos selon les circonstances. » Quoi de plus précis et de plus clair que l'ordre de l'im-

pératrice : *laisser comme ils sont*? L'évêque de Mallo y ajoute un commentaire qui l'obscurcit étrangement : « Ils (*les jésuites*) cessent déjà », écrit-il, « d'être obligés des vœux d'obéissance à leurs supérieurs homogènes, et d'être exempts, et ils dépendront de moi (1). » C'était renier hardiment ce qu'il venait d'avancer, mais ces contradictions n'embarrassaient pas l'auteur de la lettre.

Du reste, il pouvait se réclamer de l'impératrice elle-même. Les ordres qu'elle donnait maintenant en faveur des jésuites et qui les rendaient à peu près intangibles vis-à-vis de l'évêque étaient diamétralement opposés à l'oukaze du 14 décembre 1772. Celui-ci soumettait à l'évêque le clergé régulier au même titre que le clergé séculier, et ne spécifiait aucune exception. Sciemment ou non, Catherine II, lorsque l'occasion se présentait, renouvelait à l'évêque les pouvoirs les plus étendus sur les religieux, sauf à exclure ensuite nommément les jésuites, autorisés à se conformer à leur institut.

Rester fidèle au drapeau, c'était bien leur idéal, mais privés à l'improviste de leur chef, laissés sans direction par le nonce, en face d'une situation anormale, ils tombèrent aussi dans des contradictions. Le bref papal ne les atteignait pas, et ils se laissaient entamer. Le 1^{er} février 1774, un compromis s'établit entre l'évêque de Mallo et le vice-provincial. Ils signèrent ensemble une espèce de charte, en forme de questionnaire avec réponses, qui devait régler leurs rapports mutuels (2). Les jésuites, en dépit de l'exemption, reconnaissaient la juridiction de l'évêque, pour se conformer, du consentement de l'impératrice, ne fût-ce qu'en ce point, au bref de Clément XIV, et ils lui soumettaient des questions de discipline intérieure, y

(1) *Romana*, p. 90, n° XIII.

(2) *Ibidem*, p. 92, n° XIV.

compris le choix des supérieurs. Était-ce une abdication complète? Non, ce n'était qu'une demi-mesure provisoire, valable tant que le bref ne serait pas promulgué. Malgré cette restriction, au point de vue doctrinal, elle ne se laisse pas suffisamment justifier dans tous ses détails, et de fâcheux malentendus devaient en être l'inévitable conséquence. En effet, l'évêque de Mallo, dans ses réponses, en appelle à la lettre de Massalski du 29 septembre 1773, à la volonté expresse de l'impératrice, à la lettre de Tchernychev du 18 janvier 1774, et après avoir conclu que les jésuites doivent rester dans l'état où ils sont, il se déclare implicitement leur supérieur, délègue ses pouvoirs au Père Czerniewicz pour trois mois, et demande à être exactement renseigné sur le personnel, le matériel et les études.

Quoique signée et paraphée, cette convention ne fut pas exécutée, et resta pour toujours à l'état de lettre morte. C'est que les circonstances se modifiaient, et la lumière commençait à se faire. Des bruits persistants portaient que le pape, secrètement interrogé, ne désapprouvait pas l'existence des jésuites en Russie. La politique de Rome se laissera encore mieux constater plus tard. En attendant, voici comment Siestrzencewicz résume ces négociations mystérieuses dont les détails nous échappent : « La plume à la main qui venait à peine de mettre la date à la bulle (*lisez au bref*) et était encore mouillée, le pape Clément XIV accepta les représentations que l'évêque fidèle dans l'accomplissement de son devoir fit par le nonce, et Sa Sainteté capitula, pour ainsi dire, avec lui. Elle permit que l'évêque se servit des individus des jésuites, pourvu qu'ils ne fassent (*sic*) nulle part et aucune mention de leurs communautés. Loin de désapprouver cette fermeté, et de diminuer la confiance paternelle

qu'il avait pour l'évêque, Sa Sainteté lui accorda certains privilèges (1). » Et quelques années plus tard, disons-le ici de suite, dans le mandement fameux du 30 juin 1779, il revient sur le même sujet et dit expressément que, par égard pour Catherine II, Clément XIV « a omis de faire exécuter » le bref de suppression en Russie, et que Pie VI, pour le même motif, n'a pas défendu aux clercs réguliers de la Société de Jésus de garder en Russie leur état, leur nom et leur habit (2).

Les jésuites se doutaient bien de cette évolution. Il s'est même conservé parmi eux la tradition que Clément XIV a adressé, à leur sujet, une lettre, d'ailleurs non encore retrouvée, à l'impératrice Catherine (3). Le fait est que, se croyant plus rassurés du côté de Rome, ils s'organisaient peu à peu en Russie Blanche, et revenaient à l'application rigoureuse de l'exemption, ce qui contrariait nécessairement Siestrzencewicz. Les bons rapports avec lui en souffrirent. En 1774, on lui avait fait au collège de Polotsk un accueil chaleureux, acclamé sa nomination comme divinement inspirée (4), mais lorsqu'il prit ses pouvoirs au sérieux, limitant ceux des autres, disposant à son gré du personnel, il rencontra des difficultés et des résistances. Les plaintes des intéressés parvinrent jusqu'au pied du trône, et l'on jugea qu'il y avait là des torts à redresser. Chargé de la besogne et mis au courant des griefs, le comte Tchernychev rappelle sérieusement, le 7 novembre 1775, à l'évêque de Mallo « la volonté immuable » de l'impératrice que les jésuites ne soient pas molestés, et qu'ils restent dans l'état où ils

(1) GODLEWSKI, *Mon.*, t. I, p. 39.

(2) THEINER, *Die neu. zust.*, p. 121, n° XXXIII.

(3) BOERO, (*Osservazioni*, parte 2, p. 154) énumère les arguments en faveur de l'existence de cette lettre de Clément XIV.

(4) ZALENSKI, *les Jésuites*, t. I, p. 262.

se trouvaient lors de l'annexion de la Russie Blanche (1).

Tous les efforts de Siestrzencewicz se brisaient ainsi contre un obstacle insurmontable. L'Autriche dut aussi s'avouer vaincue et reculer, lorsqu'on recourut à son intervention pour améliorer la situation générale de l'Église catholique en Russie.

IV

INTERVENTION DE L'AUTRICHE (2)

Tout en conservant intacte la Compagnie de Jésus, Catherine II avait, à coups d'oukazes et de sa propre autorité, réorganisé à sa façon l'Église romaine en Russie. Saut ce qu'elle-même déclarait « dogme », le reste passait à ses yeux pour un domaine relevant de son bon plaisir, à telles enseignes qu'elle ne tenait aucun compte des engagements vis-à-vis de la Pologne et des promesses prodiguées aux catholiques des provinces annexées.

On ne savait que trop à Rome combien il était difficile de faire rapporter des décrets « sanctionnés par l'autorité suprême de l'impératrice de toutes les Russies et revêtus de sa signature ». Dernièrement encore les protestations réitérées du Saint-Siège n'avaient pas prévalu contre le *Règlement* de 1769 que l'on maintenait toujours en vigueur. Mais devant les nouveaux empiétements de Catherine II, occasionnés par le partage de la Pologne, il n'était guère possible de garder le silence et de se résigner à l'inaction. Malgré les lettres élogieuses de Sies-

(1) THEINER, *Die neu. Zust.*, p. 119, n° XXXII.

(2) M. LORET (p. 86 à 93) a épuisé cet incident. Aussi, quant à la documentation, je ne puis que marcher sur ses brisées.

trzencewicz, malgré un message du même genre de Smogorzewski (1), le Vatican tenait à formuler ses réserves, à soumettre ses *desiderata* à la cour de Pétersbourg. N'ayant pas de relations directes avec elle, ne comptant plus sur Poniatowski, il s'adressa, cette fois, à l'Autriche qui, depuis l'empereur Léopold I^{er}, patronnait les catholiques de Russie, et, dans les questions de détail, intervenait parfois avec succès.

Nous sommes en 1774. L'impératrice-reine Marie-Thérèse ne manquait pas de dévouement envers le Saint-Siège, mais sa position vis-à-vis de Catherine II était particulièrement délicate. Il en coûtait à la fille des Habsbourg, irréprochable dans sa vie privée, de recourir à une « sœur », dont l'humeur galante la choquait profondément, et à laquelle elle ne pouvait, comme femme, accorder son estime. La souveraine se sentait encore moins à l'aise vis-à-vis d'une complice. Éprise théoriquement de justice et d'équité, Marie-Thérèse cédait en pratique aux insinuations de Kaunitz, aux convoitises de Joseph II, aux exigences d'une politique inexorable. Les larmes aux yeux et la douleur dans l'âme, elle prit part à la grande iniquité du siècle, et partagea avec la Prusse et la Russie la dépouille de l'infortunée Pologne. Les remords qu'on lui supposait excitaient la verve railleuse de Frédéric II. « L'impératrice Catherine et moi, disait-il, nous sommes des brigands, mais l'impératrice-reine comment fait-elle pour s'arranger avec son confesseur? » Dans tous les cas, intervenir pour une victime que l'on aidait à égorger ne pouvait être que très embarrassant.

A Rome, on n'entrait pas dans ces détails, et les nouvelles circonstances ne modifièrent pas l'ancienne rou-

(1) Archives de la Propagande, *Scritt. rif.*, t. XI, 1773, 4 décembre, Smogorzewski à Clément XIV.

tine. A vrai dire, on n'avait pas la liberté du choix : ou les Habsbourg ou personne, car il ne fallait pas compter sur les Bourbons. Et comme on voulait à tout prix se servir d'un intermédiaire, force fut de s'adresser aux Habsbourg.

Des ordres et des instructions furent envoyés au cardinal Visconti, nonce de Vienne. Il devait s'entendre avec son collègue de Varsovie, Garampi, et se faire aussi renseigner par lui. Le document qui révélait les vues du Vatican et traçait la ligne de conduite à suivre était le mémoire rédigé à la Propagande par le secrétaire Borgia, transmis, le 17 mai 1773, au cardinal Pallavicini et destiné à la cour impériale de Russie, dont il a été déjà question plus haut. On n'y supprima que le passage relatif à la France et aux libertés gallicanes : autant valait ne pas en parler en Autriche. Jusque-là ce mémoire était resté en portefeuille chez Garampi. Il admettait, on s'en souvient, qu'il serait facile de conclure un concordat avec la Russie. Rome s'y prêterait avec une extrême condescendance, pourvu que l'impératrice maintint les libertés promises aux catholiques, laissât au pape la nomination des évêques, augmentât le nombre des diocèses, et admit le recours au Saint-Siège. Un double plan d'organisation, l'un pour les latins, l'autre pour les unis, accompagnait le mémoire, et visait surtout la délimitation des diocèses (1).

En contact plus fréquent et plus proche avec les cours, Visconti ne prévoyait que déboires et « misérable issue » de l'affaire, bien qu'à son avis, en écrivant « avec de la bonne encre », Marie-Thérèse aurait pu obtenir quelques concessions. Mais, d'autre part, il constatait que la poli-

(1) Voir le texte de ces pièces dans LORER, p. 218, d'après *Polonia Russia*, t. 10^k. Comparer avec celui de la Propagande, *Scritt. rif.*, t. XI.

tique du cabinet de Vienne était absolument « mondaine », que l'on craignait de causer le moindre ennui aux puissances copartageantes, et cela non pas tant par égard pour elles-mêmes qu'en vue d'un nouveau et plus radical démembrement de la Pologne, victime d'un appétit insatiable. Quant à la cour de Russie, il la jugeait « tenace, prétentieuse et despotique ». Ainsi des deux côtés peu d'espoir et dispositions fâcheuses. Visconti se mit quand même courageusement à l'œuvre. Cardinal de fraîche date, les instances de Marie-Thérèse auprès de Clément XIV lui avaient valu une abbaye (1). Il n'en résolut pas moins d'agir avec vigueur, des motifs supratherrestres le guidaient, et l'importance même de l'affaire surexcitait son zèle. Le baron Pichler, chanoine et confesseur de l'impératrice, secondait ses efforts.

Encore fallut-il acheter, pour ainsi dire, l'intervention que l'on prévoyait inefficace. En fait de despotisme clérical, Kaunitz ne le cédait en rien à Catherine II. L'Autriche, de même que la Russie, ne souffrait pas de juridiction étrangère sur son territoire. Ni les anciens évêques de Pologne, ni le nonce de Varsovie ne devaient plus exercer leur action dans les provinces annexées. D'un ton impérieux, et sans ménager l'amour-propre national, le cabinet de Vienne exigeait que les tronçons de diocèses récemment acquis fussent organisés sans aucune dépendance de l'extérieur « comme s'il n'y avait pas en Europe de pays appelé Pologne ». Le nonce dut donner pleine et entière satisfaction sur ce point, et, la rançon payée, il fut admis à l'audience dans les premiers jours d'avril.

Marie-Thérèse prit connaissance de la lettre confiden-

(1) CHOTKOWSKI, t. I, p. 443, 444.

tielle de Clément XIV, présentée par Visconti, et ne dissimula point les difficultés qu'il y aurait à vaincre. L'insaisissable impératrice de Russie promettait tout gracieusement, et ne faisait à peu près rien de ce qu'elle avait promis. Récemment encore, après avoir prodigué des assurances tranquillisantes sur le sort des unis de l'Ukraine, elle avait ordonné à ses généraux de les molester de plus belle. Contradiction évidente et tangible, que les hautes convenances ne permettaient pas de relever. Il n'y avait qu'à battre en retraite et s'avouer déçu. Cependant, respectueuse envers le pape, Marie-Thérèse ne refusa pas son concours.

En effet, dès le 17 avril, elle écrivit à Catherine II une lettre qui se ressent de sa fausse position. Ne pouvant pas blâmer des mesures administratives qu'elle tolérait elle-même en Autriche, soucieuse de ne pas donner de sa personne, elle s'en réfère aux renseignements venus de Rome, d'après lesquels les catholiques seraient persécutés dans les provinces dernièrement réunies à l'empire. Cela ne pouvait se faire, selon la formule consacrée, qu'à l'insu de l'impératrice, dont la tolérance envers tous est hors de doute. Lobkowitz, ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg, est chargé d'entrer dans quelques détails, Marie-Thérèse se contente de recommander les catholiques en général, latins et uniates.

Cette lettre suggérait la réponse à Catherine II, et lui donnait le beau rôle. Elle n'avait, pour faire son apologie, qu'à prendre au mot sa correspondante, et abonder dans le même sens. Son talent épistolaire se prêtait facilement à ce genre de coquetterie ingénieuse. Voici le texte de son message :

« Madame ma sœur, on ne peut être plus sensible que je le suis à la lettre pleine de confiance et d'amitié qu'il a

plu à Votre Majesté Impériale de m'écrire. Quand ce ne seroit pas en moi autant l'effet du sentiment que maxime d'État de faire jouir d'une tolérance juste et raisonnable les différents peuples de mon empire, je me porterois, par égard pour l'intercession de Votre Majesté, par estime pour ses vertus, par attention pour le lien politique de nos monarchies, à marquer une protection spéciale à ceux de la religion catholique, romaine et unie. Leur tranquille existence et le maintien de leur dogme et de leur discipline leur sont assurés à l'abri de mes loix, et je ne les connois que comme mes sujets dans tout ce qui peut procurer et augmenter leur bien-être.

« Quoique je puisse me flatter que mon application suffit à ce dernier objet, je pèserai avec mûre réflexion et dans une juste combinaison civile les mémoires, que le ministre de Votre Majesté Impériale a été autorisé par Elle de recommander à ma considération. Je la prie d'être toujours persuadée que ses vues seront abondamment remplies pour la protection et le libre exercice de la religion, en faveur de laquelle elle s'intéresse, et qu'en ceci, comme en toute chose, j'aurai particulièrement à cœur de marquer la haute considération et la parfaite estime avec lesquelles je suis, madame ma sœur, de Votre Majesté Impériale la bonne sœur. — Zarskoé-Sélo, 26 mai 1774 (1). »

Après ces deux lettres, les rapports directs de souveraine à souveraine subirent un moment d'arrêt. Venait le tour des ministres de s'escrimer entre eux. Une attaque furieuse n'était pas à craindre. Pour faire plaisir au pape, Kaunitz n'irait pas se compromettre ou indisposer Catherine II. Il transmet à Pétersbourg le mémoire

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. 135, p. 121 à 128; t. 125, p. 363 à 392.

omain, Lobkowitz y ajouta un commentaire, et le comte Panine n'y trouva qu'une bonne occasion de faire de l'esprit et de dire des banalités prétentieuses. A travers les aphorismes bizarres sur le rôle du clergé, les reproches et les conseils au Saint-Siège, les éloges aux mesures prises par l'État, il aborde la question capitale d'un seul et unique diocèse pour tout l'empire, et celle de l'exclusion de la Propagande qui avant le partage de la Pologne exerçait sa juridiction dans toute la Russie. L'étendue du diocèse ne l'effraie pas, les catholiques étant dispersés par groupes et ne formant pas une masse compacte. Il ne s'aperçoit pas que cet argument milite contre lui, et il se presse de s'en servir d'une autre manière. Le mémoire d'omain invoquait aussi les distances non seulement pour augmenter le nombre des évêques, mais aussi pour faire entrer la Propagande dans ses droits. A ce propos, Panine remarque avec une satisfaction triomphante que l'évêque, fût-il unique dans l'empire, est toujours plus rapproché de ses ouailles que ne le serait la Propagande. C'est bien là qu'il voulait en venir, et c'est surtout cette malice qu'il avait à cœur de lancer, pour s'arroger le droit de conclure que des intérêts purement matériels étaient en jeu, et non les besoins réels des catholiques.

Les ministres autrichiens se contentèrent de cette réponse. Le 10 juin, Lobkowitz mit Garampi au courant des démarches que l'on avait tentées, en ajoutant que le rapprochement entre Rome et Pétersbourg ne serait pas impossible, si des deux côtés on se faisait des concessions mutuelles. Tout serait donc à recommencer.

Malgré ce premier échec, Marie-Thérèse écrivit encore une fois à Catherine II, et chargea Lobkowitz de remettre son message en mains propres. L'audience se fit attendre. On exigea une copie de la lettre, puis l'original, et, pour

toute réponse, on n'envoya à Vienne que des formules vagues et courtoises avec la promesse d'étudier à fond le mémoire romain.

Rien d'étonnant si, après cette déconvenue, l'impératrice-reine, malgré les instances du nonce, ne consentit plus à intervenir personnellement. D'autre part, le cabinet russe fit comprendre à Lobkowitz que son zèle en faveur de Rome était intempestif, et que rien n'empêchait le Vatican de s'adresser directement à Pétersbourg. Il y avait là des motifs plus que suffisants pour engager les ministres à suivre l'exemple de leur impératrice et à ne plus risquer de nouvelles démarches. C'est à ce parti que l'on se rallia. Le chanoine Pichler fut chargé, en septembre 1774, d'annoncer au nonce que l'affaire devait être considérée comme terminée. Une seule fois, avant de quitter son poste, Visconti revint à la charge, et invoqua pour les catholiques de Russie la protection impériale. Il est juste, dit-il à Marie-Thérèse, qui se plaignait des efforts de Catherine II en sens contraire, que Sa Majesté Apostolique surpasse en ardeur et en zèle la souveraine orthodoxe (1).

Le cardinal Visconti n'avait pas réussi à Vienne. A Pétersbourg, l'envoyé de Mgr Garampi ne réussira pas mieux.

V

MISSION SECRÈTE DE SAGRAMOSO

Giuseppe Garampi, archevêque de Beyrouth, titulaire de la nonciature de Varsovie, était un diplomate doublé

(1) CHOŦKOWSKI, t. I, p. 146.

d'un savant (1). Talents précoces et ardeur à l'étude avaient signalé sa jeunesse. Rimini, sa ville natale, était fière de l'envoyer à Rome pour y suivre la carrière ecclésiastique. De brillantes dissertations, qui méritèrent les suffrages de l'académie pontificale, lui valurent les bonnes grâces de Benoît XIV, et lui ouvrirent l'accès aux archives du Vatican, dont la préfecture lui fut confiée en 1751. Les trésors historiques, accumulés par les siècles, captivèrent sa pensée pénétrante et chercheuse. Rendre la vie à ces volumes poudreux, et la parole à ces témoins trop discrets du passé lui parut une œuvre digne d'envie. Il s'y attacha passionnément. Sa plume ne connut plus de repos. Ce qu'il a laissé de manuscrits est prodigieux : catalogues, mémoires, dissertations, notes quotidiennes, journal de voyage, ébauches de l'*Orbis Christianus*, sans compter sa correspondance officielle et privée qui, à elle seule, eût absorbé même un vaillant travailleur (2).

Une mission pontificale l'arracha, de 1761 à 1764, à ses travaux favoris. Il fit, sous quelques prétextes plausibles, des voyages en Allemagne; au fond et en réalité, pour étudier la situation, renseigner le Saint-Siège, et prendre part, en qualité d'agent officieux, à un congrès qui, du reste, ne put avoir lieu.

Rentré à Rome, il partagea son temps entre les archives et la secrétairerie d'État. On le tenait, à bon droit, pour spécialiste dans les affaires d'Allemagne et, en général, dans celles du Nord. Il avait non seulement vu de près hommes et choses, constaté des déchéances, mais encore indiqué des remèdes : création d'un bureau à Ratis-

(1) DENGEL, *Die politische; Nuntius*. — GARAMPI, *Viaggio*. — DE ROMANIS.

(2) Aux archives du Vatican il y a un *fondo Garampi* spécial. La correspondance diplomatique de Garampi se trouve en dehors de ce fonds, dans les nonciatures de Varsovie et de Vienne.

bonne pour suivre les travaux de la diète et orienter dûment les nonciatures, formation, soit à Rome, soit ailleurs, d'un centre d'action qui eût canalisé le mouvement catholique, exploité la presse, lancé des apologies. Cet esprit d'initiative lui assure un rang honorable parmi les précurseurs.

En 1772, Garampi fut nommé nonce auprès de la république expirante de Pologne. Déjà sévissait la tourmente où devait sombrer l'indépendance nationale. Les meilleurs esprits étaient alarmés. Soutenir l'Église dans cette épreuve, une énergie indomptable le pouvait seule. Et le nonce, plus conciliant que combattif, peu fait pour les coups d'audace et les mesures hardies, appartenait à l'école des timorés, il croyait encore à la vertu souveraine des ménagements et des concessions. Il est vrai de dire qu'il est mal secondé par le clergé et la noblesse. Qu'on lise la dépêche véhémement de Durini du 21 avril 1770 (1). Sur les dix-sept évêques de Pologne, écrit-il, à peine cinq sont dignes de ce nom, les magnats sont en majorité pervertis (*ridotti ad ultima malizia*), le clergé séculier est dévoré par la soif des bénéfices, seuls les réguliers servent de rempart à la foi. Encore les verra-t-on prochainement décimés par la suppression des jésuites.

Du côté de la Russie qui nous occupe exclusivement, les appréhensions n'étaient pas moindres. Garampi n'eut pas de peine à saisir les tendances fébronniennes de Catherine II, et à prédire les funestes conséquences qui en résulteraient. Cette doctrine lui était bien connue. Il avait même découvert le vrai nom de l'écrivain qui se dissimulait sous le pseudonyme de Febronius, et l'avait signalé à Rome. La condescendance excessive de Sies-

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 283.

trzencewicz aggravait la situation. Garampi restait avec lui en bons rapports, se vantait même de savoir les maintenir, mais, à la sourdine, il le traitait en suspect, le faisait surveiller par l'archevêque uni de Polotsk, et ne comptait pas sur un concours efficace de sa part (1). L'Église unie était encore plus exposée que l'Église latine. On parlait ouvertement de sa destruction complète. Et vers 1774, l'évêque de Mallo écrivait à Garampi en style imagé : « Entre autres, marquez, Monseigneur, avec des lettres noires sur le mur de votre cabinet qu'au bout de quelque temps les unis ne seront plus à nous (2). » L'unique moyen de les sauver eût été, d'après lui, de les faire passer au rite latin. A Rome, on désirait le maintien du rite slavons avec les tempéraments du concile de Zamosc. Garampi n'avait pas, sur cet article important, d'opinion personnelle. Il sentait bien la nécessité de soutenir les unis, d'assurer d'une manière générale l'avenir de l'Église en Russie, ses prolixes dépêches se remplissaient de prévisions sombres, et, voyant l'impuissance de sa plume, il essaya de recourir à un messenger qui s'en irait à Pétersbourg traiter de vive voix et secrètement ces affaires épineuses.

Du même coup il rendait service à un ami. Le marquis de Sagramoso se trouvait de passage à Varsovie, et, globe-trotter intrépide, il brûlait d'envie de reprendre à nouveau le chemin de Pétersbourg (3). Voyager était sa

(1) Bruxelles, Bibl. slave, 1774, 28 février, *Garampi à Smogorzewski* : « Suppongo che ormai sia egli (*Siestrzencewicz*) giunto in codeste parti; ed ella mi farà sommo favore, se osservando più d'appresso la sua condotta, e le sue operazioni, si compiacerà con egual segretezza che confidenza di rendermene inteso. »

(2) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 314, f. 327. Citation de Garampi, 11 mai 1774.

(3) BERTOLA, *passim*. — GREPPI, *Un gentil.*, p. 14, 32. — PÉKARSKI, t. II, p. xxxvii. — GENDRY, t. I, p. 334. — HELLWALD, p. 107, 108. —

vocation. Pourvu, à dix-neuf ans, de la croix de Malte, il accompagna, en 1739, le marquis de Castellane, ambassadeur de France, à Constantinople. Sous le ciel enflammé d'Orient, l'enfant obtus devint un homme curieux de voir et de savoir, et dès lors il ne rêva plus que déplacements et caravanes. Après le tour de la Méditerranée sur les galères de l'ordre, il entreprit plus d'une fois le tour de l'Europe, visitant les cours princières sans négliger les savants. A Upsal, Linné le subjugué. Ce petit homme aux yeux flamboyants, plongé dans la science, mais alerte et communicatif, lui inspire l'amour de la nature, et le voilà qui se met à herboriser et collectionner des fossiles. Montesquieu lui fait des confidences à Paris : « J'ai écrit », lui dit-il, « l'*Esprit des lois* pour ma gloire, les *Lettres persanes* pour mon plaisir, mais, pour vivre tranquille, j'aurais dû ne rien écrire du tout. »

Or, dans le cours de ses voyages, Sagrarnoso avait réussi, on ne sait trop comment, à nouer des relations amicales avec la maison princièrre de Zerbst. Il avait passé quelques mois à Lausanne dans l'intimité du frère de Catherine II, alors encore grande-duchesse. A Zerbst, chaque fois qu'il s'y présentait, on lui faisait excellent accueil. Enfin, sa bonne étoile le conduisit, en 1748, à Pétersbourg, où lui échurent les plus gracieuses attentions. La princesse Jeanne-Élisabeth l'avait chargé de remettre en secret un message à sa fille, étroitement surveillée par les entours, et Catherine raconte elle-même comment on s'y prenait pour soustraire la correspondance aux yeux des profanes (1). Les *Mémoires* ne mentionnent que ces petites ruses et constatent que l'arrivée du che-

VILLENEUVE-BARCEMONT, t. II, p. 253, 383. Sagrarnoso fait passer Catherine II pour une fille naturelle de Frédéric II.

(1) CATHERINE II, *Mémoires*, p. 92.

valier de Malte fut une espèce d'événement. Au départ, l'impératrice Élisabeth offrit à Sagramoso vingt livres de rhubarbe, présent très recherché en ce temps-là, des collections de médailles, des gravures, et des éditions de luxe. Le voyageur peu fortuné n'était pas insensible à ces traits de générosité souveraine. Il revint à Pétersbourg en 1773, et il ne demandait pas mieux que d'y aller maintenant une troisième fois.

Un excellent prétexte s'offrait de lui-même. L'ordre de Malte devait hériter des immenses propriétés de la famille désormais éteinte des princes d'Ostrog. Elles se trouvaient en partie dans les provinces annexées par les Russes. Les clauses du testament, les réclamations des collatéraux, les convoitises des gouvernants, créaient à Sagramoso, chargé par le grand maître de liquider l'affaire, les plus graves difficultés. A Varsovie, il eut recours à un stratagème que son biographe, le moine olivétain défroqué Bertola, qualifie de *colpo ingenuissimo*. « Si vous n'acceptez pas mes conditions, dit-il aux opposants, l'ordre de Malte cède tous ses droits au roi de Prusse, Frédéric II, qui saura les faire valoir. » La menace d'une intervention hérétique et intéressée triompha de la résistance. C'était peut-être ingénieux, chevaleresque point.

Quoiqu'on se montrât en Russie plus coulant qu'en Pologne, bien des questions restaient encore à résoudre. Il y avait là un motif suffisant pour légitimer une apparition à Pétersbourg. Sous le couvert des prétentions de Malte, la mission ecclésiastique pouvait se faire secrètement, et, on l'espérait du moins, gratuitement. Rome serait intervenue auprès du grand maître, qui avait souvent des commanderies lucratives à distribuer, et, grâce à son concours, les lointaines négociations n'eussent pas grevé le Vatican.

Dès le 16 février 1774, Garampi se met en campagne (1), développe sa pensée au secrétaire d'État, et fait l'éloge de son ami : il est admirablement doué, dit-il, pour réussir à Pétersbourg, ses succès dans l'affaire d'Ostrog sont de bon augure. Et que n'aura-t-il pas à traiter ? Obtenir la restitution des églises unies de l'Ukraine polonaise, la promulgation du bref *Dominus ac Redemptor*, en général réglementer et améliorer le sort des catholiques. A coup sûr, le champ était immense. Deux mois après, le 20 avril, ce n'est pas une dépêche, c'est un morceau de fantaisie que Garampi envoie à Rome : la mission de Sagramoso, écrit-il, fortuite et éphémère, doit porter le cachet de l'inattendu et du merveilleux ; il faut oublier la carte géographique, renoncer à la routine, et, pour hasarder le coup, se lancer en dehors des sentiers battus. La trame ourdie par Garampi se réduisait à mettre Sagramoso en état de prouver que toutes les concessions obtenues « de la main bienfaisante » de Catherine II seraient pour lui personnellement autant de mérites auprès du pape. L'affection envahissait ainsi le domaine de la politique. L'individu passait avant l'affaire. Pour amorcer convenablement celle-ci, Garampi rêvait une pièce ostensible, que l'on pût présenter « *con apertura di cuore* ». Aussi bien, il proposait timidement soit une lettre confidentielle du pape, soit une lettre de créance du secrétaire d'État. Le message devrait être rédigé en italien, car personne à la cour n'entend le latin, pas même les ministres, tandis que les tragédies de Métastase et le Sixte-Quint de Gregorio Leti sont souvent cités par Catherine II. Une allusion au titre impérial ne pou-

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 314, f. 112, 282 ; t. 45 ; *Addit.* XVI, 1774, 28 mai, *Pallavicini à Garampi* ; *Polonia-Russia*, t. 37, f. 180, 181.

vait manquer, et une promesse dans ce sens paraissait convenable.

En transmettant ses projets à Rome, le nonce prévoyait que leur allure paraîtrait peut-être étrange, il se confondait en excuses et invoquait, vis-à-vis de Pallavicini, les droits de l'amitié. Tant d'efforts étaient superflus. Le secrétaire d'État n'eut pas de peine à comprendre que « le coup » à hasarder visait surtout les jésuites. D'avance, pour œuvre pareille, son concours était assuré. Le grand mérite de ce cardinal souffreteux et médiocre, pensionné par l'Espagne, consistait dans son parfait asservissement aux cours bourboniennes, et celles-ci s'acharnaient encore contre les dernières épaves de la Compagnie de Jésus. Les deux projets furent donc soumis au pape qui opta pour le second, c'est-à-dire pour la lettre ministérielle de créance. D'autres lettres particulières furent adressées, le 28 mai, à Sagrarnoso par Clément XIV et Pallavicini. Garampi fut chargé de rédiger les instructions, toutefois sans jamais mentionner les jésuites. La prudence, disait-on, l'exigeait. On n'oublia pas non plus de sonder le grand maître, qui agréa la mission, mais refusa les subsides. A son défaut, Sagrarnoso se chargea lui-même des frais, quitte à essayer ensuite de se compenser.

Tous ces arrangements furent brusquement interrompus, le 22 septembre, par la mort soudaine de Clément XIV. La réunion du conclave, l'élection papale, les embarras des premières heures firent oublier la mission moscovite. Mais Garampi ne la perdait pas de vue. Le 29 mars 1775, il propose de la reprendre, et sa proposition est acceptée. De nouvelles lettres sont adressées à Sagrarnoso. Il est chargé de réclamer les églises unies d'Ukraine et l'augmentation des diocèses

en Russie, et pour les détails renvoyé à Garampi (1).

Le nonce les fournit consciencieusement à son ami. Ses prolixes instructions, datées du 26 juin avec un post-scriptum du 28, offrent un curieux mélange d'érudition et de politique surannée. A fréquenter les archives, le savant avait perdu le sens de la réalité. Il croyait bonnement encore à la vertu magique des titres octroyés par le pape. Aussi après un hommage à Possevino pour le traité de 1582 et des reproches aux Polonais pour celui de 1686, se lance-t-il dans un examen méticuleux des concessions honorifiques exigées jadis par le prince Kourakine, et désormais de nulle valeur aux yeux de l'impératrice.

Les demandes à présenter par Sagramoso sont basées sur l'article V du traité de 1773, titre de justice, que Rome mettra sans cesse en avant. Si cette clause n'est pas observée, les Polonais, dit le nonce, pourraient déclarer caduc tout le traité. Caduc, il l'était bien, mais au gré de Catherine II, non au gré des Polonais. Garampi s'obstinait à ne pas le comprendre, et, s'appuyant sur le texte du traité, il s'efforce de prouver que c'est contraire à l'article V de prohiber la propagande catholique et d'admettre la propagande orthodoxe. En guise de minimum, il demandait que l'on défendit aux catholiques de passer à l'orthodoxie, avec recours, en cas de besoin, au bras séculier. Imagine-t-on des cosaques orthodoxes empêchant les latins ou les unis de désertir leurs églises? Était-ce là un rêve à caresser?

Autres concessions à exiger en vertu du même article : liberté complète de la juridiction papale, contentieuse et gracieuse, qui s'exercera, du reste, avec une extrême con-

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 315, f. 371; t. 316, f. 118 v., 144 v., 155 et suiv., f. 162 à 222, *instructions de Garampi à Sagramoso*, en double exemplaire. Imprimées dans LORET, p. 227.

descendance, admettant même l'*exequatur*; déclaration officielle de tolérance pour les unis; érection de quatre diocèses en place de deux; entente avec le Saint-Siège sur la nomination de Siestrzencewicz; maintien des missions allemande et arménienne sous la dépendance directe de Rome; permission au clergé d'administrer ses biens et sauvegarde contre la confiscation; restitution aux unis, dans l'Ukraine polonaise, des églises qu'on leur a enlevées et qui se chiffrent par centaines; retour au *statu quo* de l'année 1768.

Garampi venait d'achever ses instructions, lorsque des nouvelles inquiétantes lui arrivèrent : les catholiques sont sollicités d'apostasier; les mariages mixtes se multiplient; on prévoit la ruine complète de l'Union. Aussitôt il ajoute un supplément à sa feuille, renseigne exactement son messenger, et, mettant l'occasion à profit, lui enjoint un peu au hasard de visiter les capucins de Moscou, de faire un rapport sur leur situation, et de proposer l'érection à Rome d'une agence russe officieuse qu'aurait pu gérer quelque nouveau Chouvalov.

Lié par la consigne, le nonce n'écrit rien sur les jésuites. Ses maximes politiques nous disent assez quelles ont dû être, à ce sujet, ses instructions orales (1). Bien avant que l'orage n'éclatât, il prêchait la condescendance envers les cours. Son plan eût été l'apposition subite des scellés aux archives des jésuites, une enquête papale confiée à quatre enquêteurs, dont deux hostiles à la Compagnie et deux indifférents, communication des résultats aux souverains qui seraient mis en demeure de produire leurs accusations. Une réponse très dure de Clément XIII n'avait pas modifié sa manière de voir : « Nous ne voulons

(1) DENCÉL, *Die politische*, p. 83. — Bruxelles, Bibl. slave, 1774, 15 août, *Garampi à Smogorzewski*.

pas faire d'injustice », lui avait dit le pape, « quelle que soit notre réponse, si elle n'est pas conforme au désir des cours, elle passera pour négative, et les conséquences seront toujours les mêmes. » Lorsque Clément XIV eut supprimé la Compagnie, Garampi n'admettait pas qu'elle pût ressusciter. Il se retranchait derrière le texte biblique *ubi cecidit, ibi erit*, travaillait à la promulgation du bref en Russie et en Prusse, sans toutefois se compromettre, et reprochant aux jésuites de ne pas courir au suicide. On verra tout à l'heure les tempéraments qu'il y apportait.

Muni de ces instructions, pourvu d'un vrai dossier sur les affaires de Russie, Sagramoso arrivait à Pétersbourg, en juin 1775, au lendemain de la paix glorieuse conclue avec les Turcs, après l'apaisement des jacqueries provoquées par Pougatchev. On était à la joie des triomphes, et moins que jamais en veine de concessions. Les succès de société, comme à l'ordinaire, ne manquèrent pas au chevalier de Malte. Corberon, secrétaire de la légation de France, en indique la source : « C'est un digne et galant homme », écrit-il, « rempli de connoissances et de philosophie avec l'aménité la plus engageante dans le commerce de la vie (1). » Malgré cela l'échec diplomatique fut complet (2).

Catherine II ne traitait jamais personnellement avec les ministres étrangers, et Sagramoso se trouvait dans le cas de leur être assimilé. Il suivit donc la filière d'usage, et s'adressa au comte Nikita Panine, dont il croyait posséder les bonnes grâces. Intéresser ce grand seigneur in-

(1) CORBERON, t. I, p. 150.

(2) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 316, 1775, 30 août, 4 oct., *dépêches de Garampi sur Sagramoso*. Le *diario* de celui-ci ne s'est pas retrouvé; *Polonia-Russia*, t. 57, 28 oct., Pallavicini à Garampi.

dolent aux affaires d'Église d'un pays annexé eût été un vrai tour de force. Homme de plaisir, d'une paresse légendaire, dans les peu d'heures libres que lui laissaient les banquets et les femmes, il avait à orienter toute la politique de l'empire, à diriger en outre l'éducation du grand-duc Paul. Et l'impératrice avait ses bonnes raisons pour lui imposer ce cumul de fonctions.

Intimement persuadé que Catherine II aurait pour lui des égards personnels, Sagramoso fit ressortir les avantages qui émaneraient pour lui des concessions impériales. C'était se méprendre singulièrement et se préparer de cruelles déceptions. Cependant Panine ne fit pas difficulté de se placer au même point de vue, et après avoir fait languir son client pendant quelques semaines, il lui déclara, le 23 août, qu'il regrettait de ne pas pouvoir lui donner une réponse favorable. J'ai présenté, lui dit-il, l'affaire sous tous ses aspects. J'ai dit que « cela rejaillirait sur votre personne, et que le pape vous obtiendrait une bonne commande (*sic*) ». L'impératrice a répondu que le pape comme chef de l'Église et comme souverain de Rome n'avait cessé de la contrarier dans toutes ses vues, et qu'elle n'était pas disposée à lui complaire dans les siennes, et il conclut par la tirade de rigueur sur l'esprit de tolérance et les hautes qualités de Catherine II. Sagramoso quelque peu déconcerté allait se retirer, lorsque Panine releva son courage. Le ministre, dit-il, a parlé jusqu'à présent; c'est l'ami qui va parler à l'ami. Prenez patience. Je vais demain pour trois ou quatre semaines à la campagne. Au retour, j'en reparlerai à l'impératrice dans un moment plus favorable.

En attendant, Sagramoso, qui ne s'accordait pas de vil-légiature, eut l'occasion de paraître devant Catherine II, et, bravant l'étiquette, essaya de l'intéresser aux affaires.

— J'en parlerai à Panine.

— Daignez, Madame, en parler plutôt à moi-même.

— Nous verrons.

Ce fut le mot de la fin, et l'épilogue des négociations confidentielles. Les jésuites avaient eu aussi leur tour. Serait-il téméraire de supposer que leur suppression en Russie était même un des buts principaux de la mission de Sagramoso? En dehors de cette affaire, toutes les autres avaient été récemment vidées, et les réponses reçues par l'intermédiaire de l'Autriche n'encourageaient pas à remettre sur le tapis les mêmes questions de la même manière et avec plus d'instance. L'invitation de traiter directement avec Pétersbourg ne pouvait guère être prise au sérieux, encore moins était-ce indiqué d'y correspondre par une mission officielle.

Quoi qu'il en soit, Sagramoso sentait le terrain se dérober sous ses pas, lorsqu'il abordait la question des jésuites. La cour de Russie se faisait un mérite de les avoir conservés, et le chevalier ne savait comment s'y prendre pour lui en faire un grief. Laisser aux catholiques des pasteurs et des maîtres que personne, d'ailleurs, ne pouvait remplacer, n'était-ce pas une preuve évidente de bonnes dispositions envers l'Église? Garampi stimulait en vain le zèle de son émissaire. Il eût voulu que les jésuites commençassent par se disperser, après quoi, moyennant dispense, ils se seraient réunis de nouveau et auraient repris l'enseignement, quitte à changer d'étiquettes. De la sorte, les cours bourboniennes eussent été satisfaites, et Catherine II n'aurait pas eu à se plaindre. A Pétersbourg, personne n'entendait rien à ces finasseries italiennes, et Sagramoso dut s'avouer vaincu.

Trompé de ce côté dans son attente, il se rephia sur un vague espoir d'être, au moins, indemnisé par le pape.

Son protecteur Garampi proposa de lui donner cent ducats par mois au lieu de lui demander des comptes. Mais Pallavicini, dur à la détente et pourvu de bonne mémoire, rappela que les frais incombait au chevalier, qui spontanément s'était substitué au grand maître. Et puis, à quel titre serait-il rétribué? Son voyage n'aura profité qu'à lui seul, et non au Saint-Siège. Le cardinal ne se berçait pas d'illusions, et il reprochait à Sagramoso de ne pas avoir relevé avec vigueur les accusations portées contre le gouvernement papal, dont la condescendance envers la Russie méritait d'être mieux récompensée. Pallavicini rappelle, à ce propos, que Chouvalov a été entouré d'égards au Vatican, qu'il a exporté des objets d'art ancien, modelé le Laocoon et l'Apollon du Belvédère, et, passant à un autre ordre d'idées, il rappelle encore que les déserteurs de la flotte russe ont été livrés au chevalier Cavalcabo, représentant de Catherine II auprès du grand maître de Malte, et il s'étonne qu'avec ces atouts Sagramoso n'ait pas gagné la partie.

La réponse du cardinal mettait Garampi dans l'embarras vis-à-vis de son ami. L'indemnité, lui écrit-il, le 1^{er} octobre 1775, a été « cavalièrement » refusée à Rome. Personne n'étant obligé au service gratuit, qu'il prenne désormais conseil de son propre cœur, ou bien qu'il se fasse nommer agent officieux de Russie en cour de Rome. C'était une manière détournée de passer à Catherine II la carte à payer, et courir au-devant d'un échec.

L'avant-veille de son départ, qui eut lieu le 27 janvier 1776 (vieux style), Sagramoso reçut par écrit la réponse à ses « insinuations », car on restait toujours en dehors de la sphère officielle (1). Elle était datée de

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 317, f. 131, 133; 1776, 27 mars, *Garampi à Pallavicini*; f. 127, 26 mars, *Sagramoso au même*.

Moscou, du 24 décembre 1775. Les multiples et verbeuses demandes de Garampi avaient été condensées par son messenger en deux mémoires présentés le 30 août et le 7 novembre. Le premier résumait en six points les *desiderata* romains, le second n'était qu'un supplément explicatif.

Réponses laconiques et tranchantes. Sur deux points : soumission des missions à la Propagande et érection d'une agence à Rome, on refuse péremptoirement de s'expliquer. Trois autres points sont repoussés : pas de déclaration officielle en faveur des unis, pas de nouveaux diocèses. Quant à l'Ukraine, il y a des traités avec la Pologne qui seront fidèlement exécutés. Un seul point est pris en considération. Encore n'est-ce que pour renouveler une concession déjà faite en 1773 et qui n'avait pas de valeur : on permet à Siestrzencewicz de se pourvoir en cour de Rome pour exercer canoniquement ses fonctions dans toute l'étendue de la Russie.

Des lettres de Panine accompagnaient les réponses, et adoucissaient quelque peu leur amertume. Le patriote russe rendait justice au loyalisme des nouveaux sujets catholiques de l'impératrice, les reconnaissait dignes de « l'attention » souveraine, et comme preuve du maintien scrupuleux « des dogmes et des préceptes de l'Église », il en appelait hardiment à la juridiction, d'ailleurs abusive, attribuée par Catherine II à un évêque de son choix. Tout cela était farci d'éloges de l'impératrice. La fermeté de ses principes et la solidité de son caractère valaient mieux, au gré de Panine, que n'importe quelle convention écrite. Ces qualités devaient suffire pour tranquilliser les catholiques et les rendre heureux.

Redresser ce qu'il avait d'inexact dans ces assertions

eût été rouvrir la discussion au moment du départ. Sagramoso n'était pas d'humeur à le faire. D'ailleurs, on s'empressa de lui fermer la bouche avec des pièces d'or. Quoiqu'il n'eût pas de caractère politique, il reçut les cinq mille roubles que l'on donnait aux ministres à leur départ, et, en audience de congé, Catherine II lui offrit « une fort belle boîte enrichie de diamants (1) ».

De retour à Varsovie, en mars 1776, après un long et désastreux voyage, il fit ses confidences à Garampi qui se chargea d'atténuer la gravité de l'échec. Tout autre, écrivait-il à Pallavicini, le 27 mars, eût rapporté une réponse encore plus dure. Il attribuait la raideur de Catherine II à une mise en scène de piété en vue de gagner le clergé et le peuple. Dévot à sa manière et à ses heures, Potemkine passait pour le promoteur de ces procédés mi-religieux, mi-politiques. A Sagramoso, qui l'engageait à bien mériter du pape, l'impératrice aurait répondu : « Vous voulez donc me perdre ? » De la sorte, il semblait que la sécurité de l'État exigeât l'hostilité envers Rome.

Le chevalier expliquait sa déconvenue plus simplement et non sans bonhomie. La cour, y compris la souveraine elle-même, était envers lui dans les meilleures dispositions, mais « les circonstances » lui ont été contraires. Et vous savez, écrit-il laconiquement à Pallavicini, le 26 mars, que ce sont les circonstances qui décident des affaires. Quelque chose pourtant a été obtenu : des ordres secrets ont été envoyés en Ukraine et en Russie Blanche, afin que les catholiques soient traités avec « toute l'indulgence, douceur et humanité possibles », qu'ils ne souffrent aucune violence dans le libre exercice

(1) CORBERON, t. I, p. 150.

de leur religion, et qu'ils jouissent ainsi de la tolérance qui est censée leur être accordée. C'est à ce maigre résultat qu'aboutissaient les efforts de Garampi et les déplacements de Sagramoso. La mission idéale qui devait tenir du merveilleux retombait dans le néant. Et le chevalier conclut sa lettre par ce trait délicieux : « Que je serai heureux si je puis obtenir des signes évidents de votre généreuse approbation. » Cet appel à la bourse du cardinal n'eut pas plus de succès que n'en avait eu la mission elle-même.

Malgré ce mécompte, Sagramoso n'était pas à plaindre, il avait su rendre ses voyages fructueux et ses finances prospères. Encore quelques années de vie nomade, et il viendra goûter un long repos au pied du Vésuve. Une villa confortable, admirablement située, d'un accès facile, abrite ses vieux jours. Parcimonieux dans ses dépenses, prodigue dans ses discours, il soignait anxieusement sa santé, d'ailleurs excellente. Toujours de bonne humeur, d'une verve intarissable, il se reportait souvent vers les années écoulées, évoquant ses souvenirs devant des auditeurs avides de l'entendre. Parmi eux se trouva, un jour, la princesse Dachkov. L'impératrice Catherine lui avait envoyé son portrait que la famille conserve encore soigneusement, et qui lui rappelait les voyages en Russie. Philosophe chrétien, au gré de Bertola, il estimait la science des encyclopédistes, et détestait chez eux le reste.

Quant à Garampi, il fut, en 1776, transféré en qualité de nonce à Vienne. Ses relations constantes avec Archetti, son successeur en Pologne, lui permettaient de suivre, ne fût-ce que de loin, les événements de Russie. Ceux-ci justifiaient, en se déroulant, ses prévisions sagaces. L'idée d'une mission pontificale en Russie reparut à son heure.

CHAPITRE II

AMBASSADE D'ARCHETTI

- I. LE NOVICIAT DE POLOTSK. — Le type du *monsignor* de carrière. — Archetti à Rome et à Varsovie. — *Madama Caterina*. — Amitié avec l'ambassade de Russie. — Excellents rapports avec Siestrzencewicz. — Pointe de méfiance. — Catherine II protège les jésuites. — Politique de Rome. — Mémoire de Czerniewicz à Pie VI. — Bonne réponse. — Hostilité d'Archetti. — Ordination des jésuites. — Menaces de Siestrzencewicz. — Avis du théologien romain. — Catherine II autorise l'érection d'un noviciat. — Facultés accordées à Siestrzencewicz par la Propagande. — Mandement du 30 juin 1779. — Surprise d'Archetti. — Fureur de Pallavicini. — Position délicate du Vatican.
- II. UNE CAMPAGNE DIPLOMATIQUE. — Les cours bourbonniennes protestent contre le noviciat. — Note d'Archetti à Stackelberg. — Lettre à Siestrzencewicz. — Panine « rectifie » les idées du nonce. — L'intervention de Poniatowski écartée. — Négociations rompues. — Confidences à Grimm. — Catherine II à Polotsk. — Spoliation du pape proposée à Joseph II. — L'affaire des unis devient alarmante. — Lettre de Pie VI à Catherine II. — Exigences de l'impératrice. — Ses procédés arbitraires. — Le coup de foudre. — Archetti conseille une ambassade en Russie. — Ses vues conciliantes. — Triomphe de Stackelberg. — Archetti désigné pour Pétersbourg. — Benislawski à Rome. — Deux versions sur les réponses du pape. — Bref du 29 janvier 1783. — Scrupules et préparatifs de voyage. — Le serment d'Annibal. — Départ de Varsovie.
- III. ARCHETTI A LA COUR DE CATHERINE II. — Le palais d'hiver. — Sainte luxure. — Mot cruel à l'audience. — Rapports avec le clergé orthodoxe. — Conversation doctrinale. — Les instructions d'Antonelli. — Le retour du *Cyclope*. — L'incident du serment. — Signature des actes. — Rédaction habile. — Jugée, en 1791, par les évêques assermentés de France. — Lissowski est accepté pour le siège de Polotsk. — Questions épineuses évitées. — Admission des prêtres étrangers. — Facultés accordées à Siestrzencewicz. — Consécration de l'église de Sainte-Catherine. — Tradition du pallium. — Consécration de Benislawski. — L'affaire des jésuites écartée. — Archetti déchiffré par Catherine II. — Démarches pour son cardinalat. — Elles aboutissent. — Archetti reçoit des cadeaux et demande des abbayes. — Résultat de l'ambassade.

IV. LE PRINCE IOUSOPOV A ROME. — Le rejeton d'Édigueï, ministre à Turin, envoyé à Rome en 1784. — Chargé d'obtenir le chapeau pour Siestrzencewicz. — Trois audiences auprès du pape. — Pas de succès. — Plaintes de Iousoupov. — Les demandes de l'archevêque de Polotsk. — Une seule est accordée. — Audience à Terracine. — Petite ruse inutile. — Le prince s'adresse à Archetti. — Un spécieux prétexte. — Départ pour Turin. — Interpellé par Ostermann, Archetti trouve moyen de lui échapper. — Le nonce de Varsovie ne s'y prête pas non plus. — Triste état des latins et des unis. — Koniski, Bulgaris, Sadkowski. — Émotion du Vatican. — On propose une nouvelle ambassade. — Elle est agréée en principe.

I

LE NOVICIAT DE POLOTSK

La mission de Sagramoso avait manqué son but : selon le mot de Pallavicini, elle n'avait profité qu'à l'envoyé, non à l'Église. Catherine II continuait, comme par devant, à protéger les jésuites, à tracasser les unis, à s'arroger sur l'Église latine des droits souverains. Tour à tour victime et complice, l'évêque de Mallo poussait de temps en temps des cris d'alarme, se plaignait amèrement des jésuites, mais, au demeurant, immuable dans ses principes, exécutait rigoureusement les ordres impériaux et s'en faisait un devoir de conscience (1).

A défaut de l'évêque, c'eût été au nonce de Varsovie, plus indépendant et mieux qualifié, de réagir contre les empiétements de la cour de Russie, mais le successeur de Garampi, l'archevêque de Corinthe, Jean André Archetti, n'avait ni la trempe de caractère, ni l'envergure requises

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 317 à 324; *Polonia, Add.* t. XI. correspondance d'Archetti avec Pallavicini, lettres de Siestrzencewicz, 1776 à 1779; *Polonia*, t. 337, Pallavicini à Archetti; t. 340, Archetti à Siestrzencewicz.

pour affronter, dans des conditions écrasantes, la lutte avec l'impérieuse souveraine du Nord. Type éternel du *Monsignor* de carrière, suffisamment instruit, de mœurs correctes, soucieux de ses intérêts, il montait d'échelon en échelon vers le cardinalat, évitant les écueils, recherchant des appuis, d'ailleurs sans initiative, sans essor, sans vastes horizons, sans ligne de conduite bien arrêtée (1).

A Rome, son train de vie ordinaire avait été paisible, honnête et confortable. Ses devoirs d'office lui laissaient des loisirs, et il regrettera plus tard de n'en avoir pas mieux profité. D'un sens pratique affiné, il cultivait les relations sociales, nouait des amitiés utiles, correspondait avec frère et sœur, et se faisait envoyer par ses parents des huitres de Venise, des fromages de la Carona, des *salami* et du *vino santo* de Scanzo. A l'approche de la tempête provoquée par les cours bourbonniennes, gardant l'équilibre, il était bien avec le parti Rezzonico qui protégeait les jésuites, et pas mal avec leurs adversaires. Après avoir pendant quelque temps favorisé secrètement les futurs proscrits, il présida, sous Clément XIV, à leur expulsion du séminaire romain. Philosophiquement imperturbable, il écrit à son frère : « On vendra bientôt aux brocanteurs les portraits de quatre papes et ceux de plus de deux cents cardinaux qui avaient tous été élevés dans ce séminaire ».

Nommé nonce à Varsovie, il prit, pour rejoindre son poste, le chemin de Vienne, se laissa fasciner par Kaunitz qu'il trouva sublime, et l'entretint de cardinalat et bénéfices. Très peu de jours passés sur les bords de la Vistule suffirent au nouvel arrivant pour se persuader que la Pologne n'était plus qu'une province de la Moscovie. A

(1) Rosa, *passim*.

part soi, il comparait les deux pays, la prospérité croissante de l'un, la décadence de l'autre, concluait par ces mots : *Madama Caterina è fortunata*, et orientait sa barque vers *Madama Caterina*. Admirant l'harmonie parfaite qui régnait dans le Nord, il prit en horreur les notes discordantes de Varsovie, et, faisant un retour sur lui-même, il s'accusait humblement de vanité, d'orgueil, de paresse. Le cœur de l'homme, écrit-il à sa sœur, est un vrai labyrinthe. Heureusement pour lui, il eut bientôt trouvé, à l'ambassade de Russie, son fil d'Ariadne.

Le baron de Stackelberg représentait alors l'impératrice Catherine à Varsovie, et, se conformant au mot d'ordre, travaillait avec ardeur à la perte de la Pologne. Après une pique insignifiante au sujet de la première visite, les meilleures relations s'établirent entre l'ambassade et la nonciature. Archetti, dans ses dépêches, ne ménageait pas les éloges à Stackelberg, et celui-ci lui rendait la pareille. Il relevait avec satisfaction sa condescendance « dans toutes les occasions de collision en fait de matière de religion », et témoignait « qu'il n'avait jamais cessé de prendre le contre-pied de ses prédécesseurs qui attisaient le fanatisme contre les dissidents (1) ». Le conseiller d'ambassade, Königsfels, jouissait aussi des faveurs du nonce. Quoique protestant, il prétendait se faire décorer de la croix de Malte, réservée par les statuts de l'Ordre aux catholiques; Archetti suggéra un moyen ingénieux de tourner la difficulté. Une cousine du conseiller se trouva dans le cas de régulariser à Rome une dispense de mariage; Archetti se chargea de l'obtenir à titre gratuit. L'échange réciproque de bons procédés dura jusqu'à la fin, et, au moment des adieux, nous verrons Stackel-

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. I, p. 461, 533.

berg se mettre en frais de gracieusetés. Ceci n'empêchait pas le nonce de tenir à ses gages un espion dans les bureaux de Pétersbourg. Lorsque les missives du pape restaient sans réponse, le malin délateur attribuait le silence inquiétant et prolongé au rhumatisme brachial de Catherine II, et s'attendait à être pris au sérieux.

Les affaires ecclésiastiques de Russie ressortissant au nonce de Pologne, celui-ci s'empressa de se mettre en correspondance avec *l'évêque de Mallo*, car on se gardait bien à Rome, et pour cause, de lui donner un autre titre. Le 3 juillet 1776, il manifeste le désir d'admirer « les preuves lumineuses de sa vertu », sa valeur et son zèle étant connus et appréciés au Vatican aussi bien qu'à la Propagande. Comme entrée en matière, il lui prodigue des éloges, approuve sa conduite, lui rend « d'immortelles actions de grâces », pour le mandement de 1775, et lui pardonne même une maladresse regrettable. Une somme de cent écus avait été furtivement déposée à la nonciature par un agent de Siestrzencewicz, chargé de livrer des papiers d'office. Aussitôt Archetti demande des explications, et déclare qu'il ne reçoit pas de taxes de bureaux. Deux ans après, le 5 février 1778, c'est à coups de grec et de latin qu'il épanche ses sentiments : « Dominationem Vestram », écrit-il, « non solum amo, sed (ut) ἐμφορνικωτέως me explicem, etiam diligo. » Et le 1^{er} avril, il inculque au secrétaire d'État qu'il ne saurait assez se louer de Siestrzencewicz, et que la protection divine plane évidemment sur lui. En 1779, survint un gros malentendu dont il sera question plus tard, mais à s'en tenir aux déclarations du 2 novembre 1780, il fut complètement dissipé, car, à cette date, Archetti en vient à exhiber des promesses de service, de dévouement, d'amitié éternelle, invariable et qui n'a jamais varié.

Siestrzencewicz se laissait faire, et, de son côté, n'était jamais à court de compliments. Toutefois, dans les moments d'humeur, il s'exprimait durement sur le compte du nonce, qu'il prétendait vendu à l'Espagne. Peut-être se doutait-il que celui-ci avait aussi envers lui des accès de méfiance, le jugeant capable d'ambition, le taxant d'homme lige de Catherine II, et surveillant à l'occasion sa correspondance secrète (1). L'amitié entre les deux prélats était donc plutôt de convention que réelle et sincère : la profondeur et la confiance manquaient de part et d'autre.

Le malentendu mentionné plus haut éclata soudainement à propos du noviciat de Polotsk. L'affaire des jésuites tient, à cette époque, tant de place dans les rapports de la Russie avec Rome, les négociations qu'elle provoque sont si complexes, qu'il est nécessaire d'en préciser la portée et l'esprit.

Catherine II protégeait ouvertement les jésuites, elle le disait aux diplomates bourbonniens d'un ton si hardi et résolu que la réponse expirait sur leurs lèvres. Les malices qu'elle jetait en pâture aux philosophes de Paris ne l'empêchaient pas de promulguer des décrets et des lois en faveur des « chers coquins de la Russie Blanche ». Dans son entourage, tous ne partageaient pas, à ce sujet, sa manière de voir, mais tous, sans exception, se courbaient devant son geste impératif, à commencer par Nikita Panine qui, en dépit de ses opinions contraires, exécutait fidèlement les ordres souverains. Et donc, il y avait dans la politique russe de l'unité et de l'entente, on marchait d'accord et ostensiblement vers un but avoué : conserver les jésuites et les propager en Russie.

Il en était autrement à Rome. La Compagnie de Jésus

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 324, 12 janvier 1780.

avait été sacrifiée aux cours bourboniennes, et les esprits non prévenus s'apercevaient du contre-coup qu'en ressentait le Saint-Siège. Bataillon supprimé pour cause de valeur, dira le comte Joseph de Maistre. Renouveler la lutte avec les gouvernements hostiles aux proscrits eût été prématuré, mais, à la sourdine, les plus hardis et les plus résolus n'étaient pas fâchés de laisser subsister les survivants du grand naufrage. De là, une politique hésitante, ou, si l'on veut, deux politiques, l'une apparente, l'autre secrète.

Officiellement et dans les dépêches diplomatiques, on traitait les jésuites de la Russie Blanche de réfractaires aux ordres du pape. Ils étaient censés ne plus jouir des privilèges accordés aux réguliers. Cette thèse de façade, discutable en elle-même, comptait cependant des partisans convaincus ou désireux de se laisser convaincre. Garampi mettait les Pères de Polotsk en demeure d'obtenir la promulgation du bref de Clément XIV, de gagner la cause que lui-même et son chevalier de Malte avaient perdue. Plus ardent et plus prompt à se monter, Archetti ne trouvait pas de termes assez forts pour stigmatiser ce qu'il appelait la révolte des jésuites contre le Saint-Siège, et, tant que la calotte rouge ne paraîtra pas à l'horizon boréal, il jugera leur complète disparition absolument nécessaire pour « la tranquillité et la paix de l'Église ». Le cardinal secrétaire d'État, inféodé à l'Espagne, dévoué aux Bourbons, excitait son zèle et abondait dans le même sens.

D'autres personnages haut placés, les papes eux-mêmes, tenaient, loin des cours et au milieu des intimes, un langage tout à fait différent. Déjà, on s'en souvient, Clément XIV, au témoignage de Siestrzencewicz, avait « capitulé » sur l'article des jésuites. A en juger d'après les

antécédents, on pouvait espérer encore mieux de Pie VI. Le P. Czerniewicz en eut la preuve indéniable. Aussitôt après l'élection, le 15 octobre 1775, il adressa au cardinal Rezzonico, neveu de Clément XIII, héritier de sa bienveillance envers les jésuites, un mémoire à remettre au pape : grand éloge de Catherine II, pour laquelle on sollicitait une lettre pontificale, exposition de l'état des choses, demande d'un signe quelconque d'approbation avec faculté de s'agréger les jésuites du dehors, tel en était le contenu (1).

Il ne tenait qu'à Pie VI de répondre : « Je ne vous approuve pas, je veux que le bref de Clément XIV, quoique non promulgué, vous atteigne, vous n'appartenez plus au clergé régulier. » Mais au lieu de reproches viennent des encouragements. Le mémoire a été présenté au pape, qui en a pris connaissance, et Rezzonico ajoute : *Precum tuarum exitus, ut auguro et exoptas, felix*. Approbation discrète, datée du 13 janvier 1776, dont l'abbé Felici, auditeur du cardinal, explique le laconisme. Le mémoire, écrit-il, a été reçu par le pape « avec souveraine clémence », et, si la réponse n'est pas plus explicite, c'est qu'il y a des précautions à prendre. Lui-même n'ose pas en dire davantage, tout en déplorant que l'on suive encore des voies trop humaines, d'après lui, dangereuses et inutiles.

Rien n'indique que le nonce ait eu vent, au moins à cette époque, de ces dispositions bienveillantes, mais secrètes. Par contre, à moins de fermer volontairement les yeux, il devait voir les funestes conséquences, en Pologne, du bref de Clément XIV. Dès la première audience, le 21 août 1776, le roi, peu suspect de partia-

(1) *Romana*, p. 107, 112, 114, 115.

lité, l'avertit spontanément que le vide causé par la suppression des jésuites n'était pas encore comblé. Et sous les yeux mêmes du nonce, les écoles passaient à des maîtres imbus d'idées philosophiques; des voltairiens s'emparaient de l'éducation des filles; la franc-maçonnerie levait la tête et pénétrait jusqu'en Russie, et il se trouvait des évêques, comme ceux de Vilna et de Posen, qui ne pensaient qu'au pillage des biens confisqués aux jésuites.

En présence de ces faits lamentables, qui exigeaient un prompt remède, une activité inlassable, une attention concentrée, on s'étonne de la grande place réservée dans la correspondance du nonce à l'affaire des jésuites. Cette poignée d'hommes, regrettés en Pologne, appréciés en Russie, dont les Bourbons ont juré la perte, que le Vatican approuve en secret, Archetti ne peut pas se résigner à les voir au fond d'une province, où personne n'eût voulu les remplacer. Contre les francs-maçons on proposera de publier les vieux décrets pontificaux, encore ne sera-ce qu'avec l'agrément très problématique du roi; tous les efforts sérieux seront dirigés contre les jésuites.

Le premier incident se produisit à propos des ordinations sacerdotales. Le comte Tchernychev, de concert évidemment avec les jésuites, insistait depuis longtemps sur ce point. Siestrzencewicz s'excusait, tergiversait, se dérobait adroitement, et s'en faisait un mérite auprès du Saint-Siège, espérant obtenir enfin sa bulle de préconisation, car il n'avait encore que des pouvoirs délégués. Mais la bulle n'arrivait pas, et les instances du gouverneur général devenaient de plus en plus pressantes. « Les jésuites prennent soin de ma santé, » écrivait Siestrzencewicz à ce sujet, le 4 avril 1774, « ils me donnent, de temps

en temps, des pilules à avaler (1). » L'année suivante, le 2 juillet 1775, il se proclame à bout de patience, la dose qui en reste est minime, et il se compare au pantin de la foire de Saint-Germain, condamné « à épier continuellement les moments pour sauter çà et là à travers (*sic*) le marteau et l'enclume sans être frappé ». Très vexé de se voir traité d'usurpateur par les catholiques, il essaya, pour ne plus scandaliser les fidèles, d'exercer une pression sur Rome, en déclarant que désormais il ne serait plus évêque, mais simple fonctionnaire. « Je suis donc déterminé », écrit-il à Garampi, le 17 octobre 1775, « de cesser d'exercer toute la juridiction spirituelle jusqu'à ce que je ne reçoive la bulle du sacre. En attendant, pour ne point abandonner entièrement les brebis, lesquelles le Saint-Siège n'a pas encore pourvues de pasteur, je me comporterai en bon sujet et officier civil établi par Sa Majesté Impériale : je jugerai, je visiterai même les églises, ... mais je n'y examinerai, ni ne demanderai que l'exécution des ordres civils de Sa Majesté Impériale dont la publication a passé par mes mains. Drôle de visitation, il est vrai ! Mais aussi on m'appelle drôle d'évêque ! »

Il va sans dire que Siestrzencewicz continua à exercer ses fonctions comme par le passé. Le jubilé de 1776 lui en offrit même des occasions plus fréquentes. Aussi bien fut-il sollicité plus vivement que jamais de conférer les ordres aux jésuites. La résistance paraissant désormais impossible, il s'adressa au nouveau nonce de Varsovie, Mgr Archetti, en le priant « très humblement » de l'éclairer sur la conduite à tenir à l'égard de la « Société ». « Elle est ici gouvernée », écrit-il, le 5 août 1776, « par le recteur du collège principal (2) qui, avec la charge de

(1) Loner, p. 260, 262, 263, 264 à 266.

(2) Le père Czerniewicz, recteur du collège de Polotsk.

général qu'il s'est arrogée, la dirige comme un corps à part et sans aucune dépendance de moi, pas même pour ce qui regarde les confessés (*sic*) ; ce qui refroidit visiblement les fidèles et les rend douteux sur le dogme de l'unité de l'Église. Malgré cette séparation, ce prétendu chef ne m'a pas cessé de tourmenter pour que j'ordonnasse ces écoliers, mais notamment au titre de pauvreté. Sourd à mes excuses et à mes exhortations, il porte ses plaintes par devant le trône, et sans la sagesse et la modération de la Souveraine, et sans la protection qu'elle daigne accorder à l'Église et à moi, les traits qu'il avait lancés allaient me blesser grièvement. Maintenant l'affaire traîne, je souffre et je refuse, comme c'est à vous, Monseigneur, d'appeler ma conduite fermeté ou opiniâtreté, ma persévérance ou le changement en dépendra de la décision de Votre Excellence que j'attends. »

L'attente se prolongea jusqu'au 16 novembre. Ce jour-là, l'évêque de Mallo conféra les ordres majeurs à vingt jeunes jésuites, non à titre de pauvreté, mais à titre de *provision impériale*. Il avait inventé ce biais extracanonique pour ne pas leur reconnaître, ne fût-ce qu'implicitement, la qualité de religieux.

Il ne restait plus que deux candidats à ordonner, lorsque, le 17 novembre, arriva la réponse de Mgr Archetti avec une lettre d'excuses qui n'est pas désignée autrement, mais qui devait venir de l'administration des postes, car il y avait de quoi s'excuser. La réponse était datée de Varsovie, 28 août, donc presque trois mois de voyage jusqu'à Mohilev, le cachet avait été brisé plus d'une fois, l'enveloppe portait les traces des doigts qui l'avaient maniée et remaniée. Évidemment la lettre avait été interceptée et soumise à une censure indiscreète. Supposons charitablement que Siestrzenciewicz n'y était pour

rien, que, de bonne foi, il se disait surpris : d'autres auront songé à lui enlever des prétextes ou à lui épargner des scrupules.

Le contenu de la réponse n'était pas moins étonnant que le piteux état du paquet. Archetti félicitait l'évêque de Mallo de sa fermeté, l'encourageait, ne se doutant de rien, à refuser la collation des ordres sacrés, et, quoique, de son propre aveu, médiocrement versé en droit canon, lançait une décision, dont il semblait lui-même ne pas soupçonner la gravité, ni prévoir les conséquences. « Les jésuites de la Russie Blanche », écrivait-il, « ne doivent pas être ordonnés, et ceux qui sont déjà prêtres ne peuvent administrer les sacrements, ni exercer aucun ministère spirituel. » Autant eût valu mettre d'emblée toute la province en interdit.

Consterné et absolument dérouté, l'évêque de Mallo suspendit par déférence le cours des ordinations, mais défendre aux jésuites d'administrer les sacrements, il ne pouvait s'y résoudre. Leurs églises desservaient des paroisses, les paroissiens étaient nombreux. Comment enlever tout à coup leurs pasteurs à des milliers de fidèles? Comment bouleverser toutes les mesures concertées avec l'impératrice? « Fils de l'Eglise, disait l'évêque, je ne puis fermer les paroisses; citoyen, je ne puis renvoyer les jésuites. » En désespoir de cause, ne pouvant satisfaire à la fois les uns et les autres, il annonce, le 18 novembre, qu'il ne lui reste plus qu'une seule chose à faire : franchir la frontière et abandonner « à Dieu et à son vicaire suprême » les pauvres soixante-dix paroisses que l'impératrice voulait constituer en diocèse de la Russie Blanche. Et puis, paraphrasant un texte célèbre de saint Paul, les larmes aux yeux, il prévoit le chagrin de ses ouailles et l'entrée des loups dans la bergerie.

Cette fois, la menace tenait au fait. Il est probable que l'évêque n'eût jamais desisté son poste, mais, n'étant pas sûr, Archetti s'enfuit et se laisse emporter par la peur. Il comprend qu'il s'est fait lui-même et à son honneur trop. Ses rapports existeront à la satisfaction d'un État de vives appréhensions. Pallavicini voyant de l'évêque en fuite, le diocèse délaissé, l'avant compris, et tout cela par suite peut-être d'un simple malentendu, car on était encore à se demander si les ordonnances de Metaxev étaient licites ou illicites. L'incertitude allait même si loin que Pallavicini crut devoir recourir à son théologien attitré, Angelo Monsagrati. La réponse de celui-ci, basée aux meilleures sources canoniques, lui pérorait que les jésuites de la Russie blanche ne sauraient passer pour des refractaires publics. En vertu des clauses spéciales du bref de suppression, ils ne sont pas obligés de s'y soumettre tant que le bref ne sera pas promulgué, à moins que l'évêque ne prouve juridiquement que ce sont eux qui empêchent la promulgation. D'ailleurs, leur institut a été approuvé par tous les papes antérieurs à Clément XIV, et Clément XIV lui-même ne les a pas supprimés à cause de leur institut, mais pour des motifs tout à fait différents. Ils peuvent donc être ordonnés, surtout quand il y a disette de prêtres ou cause majeure. (1)

Cette réponse était peut-être plus concluante qu'on ne l'eût désiré. Pallavicini en fit bien la matière d'une feuille d'instructions pour le nonce, mais sans s'y conformer entièrement, il prend et il laisse, et ne recule pas devant les antilogies. Que l'évêque ne quitte pas son poste, écrit-il, le 22 mars 1777, et que, selon la stricte nécessité, il ordonne les candidats, car il vaut mieux s'y

(1) *Romano*, p. 410, n° XXIV, p. 421, n° XXV.

résigner que laisser un diocèse sans pasteur. Jusque-là Pallavicini était à peu près d'accord avec Monsagrati et le droit canon. Il se sépare de l'un et de l'autre en sommant ces « hallucinés », ces « visionnaires » de se soumettre à un bref non promulgué, et il se donne un démenti à lui-même en permettant d'ordonner ceux qu'il juge réfractaires au Saint-Siège et par conséquent coupables. Procédés équivoques, grâce auxquels il espérait épargner le diocèse en formation et ne pas heurter Catherine II.

Mais ceci n'était qu'une escarmouche, la grande bataille s'annonçait à peine. L'évêque de Mallo réservait au Vatican une surprise tapageuse, dont la presse fera un événement, et qui donnera de graves soucis au nonce de Pologne. Toujours à propos des jésuites.

De plus en plus persuadés que Rome leur était secrètement favorable, ceux-ci ne songeaient plus qu'à consolider leur situation en Russie. Les encouragements du pouvoir civil leur facilitaient la besogne courante, mais l'avenir se dressait devant eux incertain et problématique. Les rangs des travailleurs s'éclaircissant, il fallait, à moins d'abandonner l'œuvre ébauchée, leur trouver des successeurs. Ces pensées préoccupantes, insinuées naguère, dès 1774, au comte Tchernychev et à Mgr Siestrzencewicz, furent exposées de nouveau et avec plus d'insistance au gouverneur général, en mai 1776, lorsqu'il vint visiter le collège de Polotsk (1). On le fit assister à des exercices scolaires, académies polyglottes, déclamations en prose et en vers. Le grand seigneur, coutumier des champs de bataille, des salons, de la cour, n'ayant jamais fréquenté de séances littéraires, resta émerveillé et combla d'éloges les élèves et leurs maîtres. Il comprit

(1) Bruxelles, Bibl. slave, ROZAVEN, ms. f. 21.

d'autant mieux le danger qu'offrait le point noir à l'horizon : sans recrutement, les bras manqueraient au labeur, et, sans noviciat, pas de recrutement. Entrant aussitôt dans cet ordre d'idées, il demanda un mémoire et promit son concours.

A la vérité, forts du droit qu'ils avaient ou qu'ils croyaient avoir, les jésuites construisaient déjà, en marge du collège de Polotsk, l'édifice qui, le cas échéant, servirait de noviciat. Dès le 22 juillet 1775, Catherine II écrivait triomphalement à Grimm : « Mais vous aurez beau dire, vous ne les distrairez pas (*mes chers coquins de la Russie Blanche*) de la bâtisse de leur beau et grand noviciat, qui va grand train en dépit de vous et de tous ceux qui leur veulent du mal (1). » Cependant il fallait tenir compte de la politique du Saint-Siège. La plus vulgaire prudence exigeait que l'on s'entourât de précautions, sans se fier uniquement à la lettre du droit canon.

Ce légitime souci domine la correspondance qui s'engagea, au sujet du noviciat, entre Tchernychev et Czernewicz (2). A deux reprises, le 21 septembre et le 21 novembre 1776, le vice-provincial des jésuites manifeste le désir que le projet en cours soit approuvé par le pape, il en fait une condition essentielle, il suggère des pourparlers entre Stackelberg et le nonce de Varsovie. Ces représentations successives furent accueillies par Tchernychev avec une extrême bienveillance et soumises, chaque fois, à l'impératrice. Au bas du rapport du 13 décembre parut la décision souveraine. Catherine II approuvait les désirs des jésuites, ne doutait pas de leur accomplissement, et autorisait la construction du noviciat. L'oukaze du

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. XXIII, p. 32.

(2) ARSÉNIEV, p. 464 et suiv.

16/27 février 1777, adressé à Tchernychev, munissait ces mesures de la sanction légale (1).

Tandis que les sphères officielles de Russie déployaient leur activité bienveillante en faveur des jésuites, que se passe-t-il à Rome, et quelle est l'attitude de Siestrzencewicz?

Il est probable que les premiers soupçons de la secrétairerie d'État furent excités par les feuilles publiques qui, de bonne heure, parlèrent à tort et à travers du noviciat de Polotsk. Toujours est-il que l'attention de Pallavicini fut mise en éveil. Il recourut, pour s'éclairer, au nonce de Varsovie, et le nonce à l'évêque de Mallo. On était à bonne source. Témoin oculaire, partie intéressée, de connivence avec l'impératrice, responsable devant le pape, Siestrzencewicz saura doser les nouvelles avec un art merveilleux, les exagérer ou les atténuer, aiguillonner la vigilance ou l'endormir, frapper soudainement le grand coup, et puis battre en retraite. Il se doutait bien qu'il aurait le dernier mot.

Donc, le 17 février, tandis que Catherine II lançait son oukaze, il écrit en réponse à la question posée par Archetti : « Les jésuites ne reçoivent pas de novices et ne construisent pas de noviciat (2). » A cette date, des deux faits le premier seul était matériellement vrai. Et après un mot énigmatique : « Je n'ai pas la prescience de l'avenir », — il se hâte de dégager sa responsabilité, et d'avouer, en termes bibliques, sa parfaite impuissance : « Les jésuites font leurs affaires tout seuls, ils s'arrangent avec leur supérieur, et ne demandent que les pouvoirs de confesser

(1) *Ibidem*, p. 467, rapport du 13 décembre 1776; p. 471, apostille de Catherine II. — Oukaze du 16/27 février 1777 dans *P. S. Z.*, t. XX, n° 14582, p. 500.

(2) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 319. Extrait de la lettre de Siestrzencewicz envoyée à Rome par Archetti, le 19 mars 1777.

qui leur sont, d'ailleurs, accordés. J'ai cessé de les admonester. « On m'a fait comprendre clairement », dit-il, « que cela ne servirait à rien, et tournerait au détriment de l'Église. L'impératrice veut qu'on les protège, le comte Tchernychev les protège. *Quid ego, et quid domus mea?* »

Pallavicini se laissa facilement persuader que les bruits répandus sur le noviciat n'étaient qu'une fausse alerte. Sa sécurité fut bientôt troublée. Archetti lui communiqua, le 20 août, un petit billet mystérieux, anonyme, laconique, daté du 11 juillet, inclus dans une lettre de Siestrzencewicz, et adressé au nonce *solì*. L'auteur prétendait avoir découvert, après enquête minutieuse, « qu'ils sont tolérés » (*sic, erui toleratos esse*), et que le pouvoir civil avait écrit à un cardinal pour solliciter l'ouverture d'un noviciat soit à Polotsk, soit à Dunabourg (1).

Et ce billet n'était que l'avant-coureur d'une nouvelle autrement grave et précise. Vers la fin de l'année 1777, au cours de sa visite pastorale à Polotsk, l'évêque de Mallo put voir et contempler de ses yeux les murs du noviciat qui s'élevaient au grand jour. Désormais le fait devenait incontestable. Tôt ou tard on le saurait à Rome. Ne valait-il pas mieux prendre les devants? En janvier 1778, Siestrzencewicz, faisant trêve à ses lenteurs, se décide à parler. Deux lettres quelque peu discordantes entre elles, l'une ostensible, l'autre confidentielle, vont trouver Mgr Archetti (2). La lettre ostensible annonce l'érection du noviciat, et propose la conservation de la Compagnie en Russie. Le pouvoir civil y est intéressé, il presse les

(1) D'après LORET, p. 270, le billet serait de Mgr Smogorzewski. — Dunabourg, actuellement Dvinsk.

(2) Voir les deux lettres de Siestrzencewicz, la lettre d'Archetti du 21 janvier 1778, celle de Pallavicini du 28 février dans LORET, p. 270 et suiv.

jésuites de s'agréger des confrères, fût-ce même de l'étranger, et, pour vaincre leurs hésitations, il a promis de s'entendre, à ce sujet, avec le Saint-Siège. L'évêque lui-même est d'avis que la suppression des jésuites serait une source intarissable de maux pour les fidèles, et, s'associant au désir général, à celui du pouvoir civil surtout, il estime qu'il faudrait, d'une manière ou d'une autre, pourvoir au maintien des jésuites. Tout autre est la lettre confidentielle. « Après la promulgation de la bulle *Jesus Christus* (ainsi est désigné le bref *Dominus ac Redemptor*), les jésuites m'ont proposé plus d'une fois », écrit Siestrzencewicz, « de gouverner la Compagnie, mais j'ai toujours refusé de m'en charger. » Il oubliait la convention du 1^{er} février 1774, qui, à la vérité, n'avait jamais été exécutée. « Maintenant, poursuit-il, la situation est changée, les jésuites se sont rendus tout à fait indépendants. Si l'on veut les conserver, en leur accordant la vie commune et le port de l'habit, car le gouvernement n'y consentirait pas autrement, il faudrait que le Saint-Siège les soumit à l'ordinaire du diocèse ou à tout autre prélat de son choix. »

En dernière analyse, ce que Siestrzencewicz demandait, c'était d'avoir la haute main sur les jésuites, et de l'avoir par délégation expresse du Saint-Siège. Archetti n'y voyait pas d'inconvénient. Il se lançait à perte de vue dans des combinaisons variées, suggérait des stratagèmes ingénieux, se flattait d'amener le gouvernement, sans qu'il s'en doutât, à composition, finalement il consentait à remettre la cause des jésuites entre les mains de Siestrzencewicz. La secrétairerie d'État ne voulut point s'engager dans cette voie. Soit qu'il flairât un piège, soit qu'il craignît des abus, Pallavicini répondit, le 28 février, que le bref de Clément XIV et les instructions subséquentes

avaient tout prévu, tout épuisé, et qu'une nouvelle délégation n'était pas nécessaire.

Cet échec fut promptement réparé. L'évêque de Mallo se prit d'un beau zèle pour la discipline des ordres religieux et la parfaite observance. La visite canonique lui avait révélé des faits déplorables, il ne demandait qu'à y mettre ordre. La cause du mal se manifestait d'elle-même : les religieux n'avaient plus de supérieurs majeurs, ceux-ci ne résidant pas dans les provinces annexées. Le remède n'était pas difficile à trouver : Siestrzencewicz s'offrait spontanément pour gouverner le clergé régulier de la Russie Blanche. Cette idée mérita la pleine approbation d'Archetti. Il l'appuya vigoureusement auprès du cardinal Castelli, préfet de la Propagande. Dans sa lettre motivée du 3 juin, il renchérisait sur les arguments de Siestrzencewicz, citait un cas d'apostasie d'un moine, relevait l'impossibilité de s'adresser au nonce. A la même occasion, il proposait de conférer à l'évêque de Mallo le titre d'évêque *en* Russie Blanche, pour le consoler de n'avoir pas de diocèse en propre (1).

Ces raisons parurent si convaincantes à la Propagande et de si bon aloi, qu'un rapport favorable fut présenté au pape, le 9 août, et, le 15 du même mois, des facultés identiques à celles des nonces furent octroyées à Siestrzencewicz pour la durée de trois ans, selon le désir d'Archetti, qui conseillait cette mesure de prudence. On s'abstint même de rédiger un bref spécial, et on ne délivra qu'une patente, *ex audientia Sanctissimi*, avec la signature du secrétaire Borgia. Archetti la transmit au destinataire, le 17 septembre, en le félicitant chaleureusement

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 339, f. 243, *Archetti à Castelli*, 3 juin 1778; t. 340, f. 63, à *Siestrzencewicz*, 17 septembre 1778; f. 65, texte des facultés du 15 août; f. 67 v.

d'avoir reçu un témoignage de haute confiance du Saint-Siège, et obtenu des facultés que l'on n'accorde jamais aux évêques. A l'endroit des jésuites, — silence complet. Ignorait-on que l'impératrice les considérait comme réguliers?

Cependant les projets de Siestrzencewicz sur les ordres religieux et en particulier sur les jésuites, présentés au bon moment, amortissaient le coup porté par la nouvelle déplaisante de Polotsk. Ils exigeaient un examen approfondi, indiquaient d'autres issues, et détournaient l'attention du malencontreux noviciat. Pour plus de sécurité, l'évêque de Mallo se fit répéter et inculquer que, grâce à la patente, il était le maître absolu du clergé séculier et régulier (1); ensuite il prit soin d'administrer à Mgr Archetti un narcotique qui le fit s'assoupir encore plus doucement. « Le comte Tchernychev », lui écrit-il, le 1^{er} septembre, « semble changer d'avis au sujet du noviciat (2). » Bien entendu, il n'en était rien. Mais le nonce de Varsovie n'en déploiera que plus de zèle pour obtenir le grand cordon de l'Aigle Blanc ambitionné par le prélat de Mohilev. Pallavicini lui-même, parfaitement remis de sa première émotion, ne trouvant plus rien d'inquiétant dans les dépêches diplomatiques, paraissait oublieux du noviciat ou rassuré sur ce point.

C'est qu'à Rome la patente du 15 août n'était pas estimée à sa juste valeur. On ignorait l'inspiration d'où elle partait, et le rôle qu'elle aurait à remplir. Et d'abord, Siestrzencewicz ne l'avait pas demandée spontanément,

(1) Voir surtout *Polonia*, t. 340, f. 73 v., Archetti à Siestrzencewicz : « Videtur quod rigorosioribus potestatis saecularis interrogationibus I. D. V. satisfacere possit affirmando in tota regione russiaca clerum latinum tam regularem quam saecularem sibi in omnibus obtemperare atque a suo nutu imperioque pendere. »

(2) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 323.

comme on aurait pu le croire, mais sur l'ordre formel de l'impératrice (1). Il y avait là infraction flagrante au système, à l'oukaze du 14 décembre 1772, et recours inattendu au pape. Peut-être est-ce ainsi que Catherine II comptait tenir la promesse faite aux jésuites de s'entendre avec le Saint-Siège. Rappelons ici que l'évêque de Mallo entretenait une correspondance secrète avec Rome. On lui envoyait des lettres anonymes qui justifiaient l'existence des jésuites en Russie. Archetti en prenait connaissance lorsqu'elles s'égarèrent dans son courrier, et les remettait ensuite au destinataire (2). Libre à chacun d'en tirer des conjectures.

Lorsque la Propagande eut ainsi, sans s'en douter, satisfait le désir de Catherine II, Siestrzencewicz s'empressa de présenter la patente du 15 août à Potemkine, grand protecteur des jésuites, qui se réservait le manie-ment des affaires ecclésiastiques (3). Potemkine fit son rapport à l'impératrice, la patente fut promulguée le 2 mars 1779, et, le 8 juin, Siestrzencewicz est mis en demeure de s'en prévaloir : autoriser l'ouverture du noviciat ou déclarer les facultés insuffisantes. On devine qu'il préféra s'exécuter.

Un jour, le 29 juin, fête des apôtres saint Pierre et saint Paul, après avoir célébré la messe et invoqué les lumières d'en haut, l'évêque réunit en conseil les chanoines de son chapitre. On lut et relut la patente du cardinal Castelli, et la question du noviciat fut posée en ces termes : en vertu des facultés énumérées dans la patente,

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. I, p. 512.

(2) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 324, Archetti à Pallavicini, 12 janvier 1780 : *la corrispondenza romana secreta continua...*

(3) *Sbornik... ist. ob.*, t. I, p. 427, avec renvoi à une note autographe de Siestrzencewicz, n° 284, conservée aux archives du chapitre de Mohilev. La lettre à Potemkine est du 9 novembre.

l'évêque a-t-il, oui ou non, le droit d'accorder l'autorisation recherchée? On examina la valeur des facultés : elles comportaient d'une part la réforme, la suppression, l'érection des maisons religieuses, elles n'étaient limitées d'autre part que par les sacrés canons et le Concile de Trente. Le bref de Clément XIV n'était pas mentionné. Tout bien considéré, les chanoines se prononcèrent à l'unanimité dans le sens affirmatif. Leurs suffrages s'accordaient avec les ordres impériaux.

Désormais Siestrzencewicz n'avait plus qu'à lancer le mot décisif. Il voulut y joindre l'éloge de l'impératrice. Grâce à elle, les proscrits, dont rois et philosophes avaient juré la perte, que l'on croyait frappés mortellement, vont renaître de leurs cendres et revendiquer leur place au soleil. Ce triomphe pacifique méritait d'être mis en lumière. Il servira d'objectif au fameux mandement du 30 juin 1779 (vieux style), promulgué modestement au fond de la Russie Blanche, mais dont les échos se répercuteront dans toute l'Europe (1). La place d'honneur y est réservée « à la très auguste et très clémentine impératrice », à ses bienfaits envers les catholiques. Par égard pour elle, Clément XIV « a omis de faire exécuter » en Russie le bref de suppression. Déférant à ses désirs, Pie VI « ne défend pas aux clercs réguliers de la Société de Jésus de conserver en Russie leur profession, leur habit et leur nom ». Et puisque l'impératrice a ordonné, de vive voix et par écrit, de protéger les jésuites, de pourvoir à leur renouvellement, l'évêque de Mallo ne saurait, dans la mesure de ses facultés, se soustraire à ce devoir, et, après avoir cité *in extenso* la patente du 15 août, en vertu de ses pouvoirs sur tous les réguliers,

(1) Le texte du mandement dans THEINER, *Die neu. Zust.*, p. 121, n° XXXIII.

« y compris les clercs de la Société de Jésus », il accorde solennellement à ces derniers la permission d'ouvrir un noviciat, de recevoir des novices, et il leur donne sa bénédiction pastorale.

Revêtu de l'approbation impériale, le mandement devait être affiché aux portes des églises, proclamé du haut de la chaire, trois dimanches consécutifs, expliqué aux fidèles en langue vulgaire. Cette publicité exceptionnelle ne présentait pas d'inconvénient en Russie. A l'étranger il en était autrement. Le mandement dévoilait aux cours bourboniennes le secret de la politique pontificale : on tolérait en Russie les jésuites que l'on avait supprimés, et supprimés officiellement partout ailleurs. Les préjugés et les haines n'étant pas assouvis, l'Espagne et la France n'ayant pas désarmé, il était à craindre que cette découverte ne provoquât une formidable opposition et des attaques violentes contre le Saint-Siège. Aussi l'évêque de Mallo n'eût pas été fâché que son mandement passât inaperçu. Cela ressort, du moins, de sa lettre très touffue, pleine de renseignements, adressée, le 12 juillet, au nonce de Varsovie. A la fin, en deux mots, il annonce l'envoi de son mandement qui s'explique, dit-il, de lui-même, et il se hâte de conclure par des assurances de haute vénération (1).

Déplaisante surprise pour Mgr Archetti. Il venait d'obtenir, nous l'avons déjà dit, grâce à l'appui de Stackelberg, les insignes de l'Aigle Blanc pour Siestrzencewicz, et s'attendait plutôt à des témoignages de reconnaissance. D'un ton aigre-doux, il lui reproche d'avoir outrepassé les facultés de la Propagande, et réclame, à bref délai, une légitime satisfaction. Un beau geste fut la réponse de

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 323, *Siestrzencewicz à Archetti*, 12 juillet; 13 septembre 1779 (imprimé dans *Romana*, p. 128, n° XXVII).

Siestrzencewicz. Le 13 septembre, il rappelle l'échec de ses combinaisons, la pression de Pétersbourg, ses angoisses continuelles, et il demande avec assurance : « Fallait-il donc provoquer un coup de foudre comme celui qui a frappé les unis ? Fallait-il livrer les écoles aux voltairiens et les églises aux non-catholiques ? C'est alors que j'eusse été un pasteur vigilant. J'en appelle à la conscience de Votre Excellence... » et il se lance dans une dernière période que le nonce n'arrive pas à comprendre, et qui en somme réclame des éloges au lieu de blâme.

A Rome, la conduite de l'évêque fut jugée sévèrement (1). Archetti ne se sentait pas à l'aise, il avait autorisé une interprétation très large de la patente, et, afin d'écarter tout soupçon de connivence, il envoie au cardinal secrétaire d'État sa correspondance avec Siestrzencewicz (2). Ces lettres ne faisaient pas honneur à sa perspicacité, mais elles lui donnaient le droit de condamner hautement l'évêque de Mallo et de l'accabler de reproches. Et comme le mandement exhibait en vedette le titre d'évêque de la Russie Blanche, et traitait Catherine II d'autocrate, il en fait deux nouveaux chefs d'accusation. Toute l'indignation de Pallavicini se rabattit alors sur le mandement. Il le trouvait détestable, monstrueux, énormément abusif, et au plus haut point compromettant pour son auteur. Reportant sa pensée en arrière, il se demande si, grâce aux facultés du 15 août, on n'est pas tout simplement tombé dans un piège ? « Non », répond résolument Archetti, le 27 octobre 1779, « il n'y avait pas de piège. Je n'ai pas songé à exclure les jésuites, et peut-être est-ce pour le mieux. Autrement on aurait dit : il les exclut,

(1) *Pallavicini à Archetti*, 28 août 1779. LORET, p. 275.

(2) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 323, dossier envoyé à Rome avec la dépêche du 28 juillet 1779.

donc ils sont compris (1). » A prendre ce paradoxe à la lettre, il faudrait, pour réussir, dire toujours le contraire de ce que l'on pense.

La position du Vatican n'en était pas moins délicate. Des pouvoirs presque illimités sur les religieux avaient été donnés à l'évêque de Mallo, docile instrument entre les mains d'une impératrice qui mettait les jésuites en tête des religieux de son empire, et qui leur avait ordonné officiellement de construire un noviciat. La patente du cardinal Castelli venant à point nommé, rentrant dans les vues de Catherine II, quoi d'étonnant que l'on s'en soit prévalu (2) ?

Pendant une permission expresse et formelle d'autoriser un noviciat de jésuites n'avait pas été accordée à Siestrzencewicz. On pouvait donc le prendre en faute et se mettre en campagne contre lui, mais il fallait prévoir une défaite.

II

UNE CAMPAGNE DIPLOMATIQUE

Les indiscretions de la presse eurent bientôt divulgué dans toute l'Europe la nouvelle irritante pour les uns, réconfortante pour les autres du noviciat érigé à Polotsk. Les cours bourbonniennes en prirent ombrage, et réso-

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, Add. XIX, 17 octobre 1779 : « La dimanda delle facolta non è un laccio a noi teso in cui siamo caduti. Non ho pensato a avvertire che non comprendono i Gesuiti, forse è meglio così, se non direbbero : avvertisce, dunque sono compresi. »

(2) La part prise par les jésuites dans la concession de la patente du 15 août ne pourra être exactement déterminée tant que les correspondances de Siestrzencewicz avec Potemkine et de Tchernychev avec Czerniewicz ne seront pas tombées dans le domaine public.

lurent d'intervenir vigoureusement. Grimaldi, au nom de Charles III, Bernis au nom de Louis XV, portèrent plainte au secrétaire d'État, et exigèrent des mesures coercitives. Très mortifié, Pallavicini jugea indispensablement nécessaires une réparation éclatante, une satisfaction adéquate, une annulation complète. Il semblait ne pas se douter qu'en prenant à partie l'évêque de Mallo, il s'attaquait à l'impératrice Catherine (1).

Le nonce de Varsovie l'encourageait, de gaité de cœur, à s'engager dans la lutte, et ne désespérait pas du succès. Il comptait sur l'amitié purement imaginaire de Catherine II pour les Bourbons, sur quelques paroles gracieuses que l'impératrice lui avait fait adresser, sur « la manière de penser », du reste, problématique de Stackelberg, enfin sur « l'amitié personnelle » de l'ambassadeur russe envers lui. D'illusion en illusion, il attribuait à la Russie, le 24 novembre 1779, le désir de négocier avec Rome « pour arranger cette affaire à la satisfaction mutuelle des deux puissances », et timidement il se déclarait, à cet effet, *persona grata*. Avait-il déjà une arrière-pensée, ou bien se laissait-il emporter par son zèle? On le verra dans la suite.

La première pièce officielle du débat est une note d'Archetti remise à Stackelberg, dès le 6 octobre 1779 (2). Dure pour « l'évêque catholique siégeant en Russie Blanche », que l'on accuse de contradiction et d'abus de pouvoir, élogieuse pour Catherine II à raison de la « pro-

(1) Pour les années 1779 à 1783, la correspondance entre Pallavicini et Archetti se trouve aux archives du Vatican, *Polonia*, t. 323 à 328; 333 à 337; *Add.* XIX. Ce dernier volume contient aussi les lettres d'Archetti à Antonelli.

(2) *Sbornik... ist. ob.*, t. I, p. 468, n° IV bis, p. 469, n° V. Ce premier tome contient la plupart des pièces des archives russes sur le noviciat de Polotsk, p. 421 à 539.

tection éclatante accordée aux catholiques de l'empire », elle déplace à plaisir les responsabilités. D'ailleurs, vague et modérée, ne précisant aucune demande, ne réclamant aucune satisfaction, elle établit que les jésuites ne sont plus des réguliers, et se propose seulement de « lever toute incertitude » que le mandement aurait pu faire naître.

Auparavant le nonce avait déjà manifesté sa pensée directement à Siestrzencewicz. Le 7 septembre, il lui avait adressé une lettre véhémence, presque pathétique : le mandement du 30 juin est un scandale, le pape en ressent un profond chagrin, il exige des excuses et un désaveu. Le nonce adjure l'évêque de se rétracter publiquement, de rendre cet hommage au Saint-Siège. « L'immortelle souveraine », dit-il, le 7 octobre, y consentira certainement, et il donne libre cours à son admiration pour l'impératrice (1).

Sur ce point particulier, Siestrzencewicz savait mieux que personne à quoi s'en tenir. Ce n'est pas lui qui aurait proposé à Catherine II de se donner un démenti. Sa ligne de conduite était inébranlablement fixée. Stackelberg lui avait communiqué la note d'Archetti, demandant des éclaircissements, et se plaignant d'être « accablé » par la nonciature. La réponse bigarrée de l'évêque déborde de sophismes et d'antilogies mêlés à quelques vérités, mais la raison ultime est toujours l'ordre impérial, la soumission à l'État. Dans cette matière, écrit-il, le même langage se tient sur les bords de la Néva, sur ceux de la Seine et du Mançanarez : « Je le veux ; et on répond : Oui, Votre Majesté sera obéie. »

Or, l'impératrice avait ordonné l'ouverture du novi-

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 323, 340, f. 87.

ciat par lettre ministérielle du 8 juin 1779 (vieux style). Mais qu'on le mette à l'épreuve, qu'on lui ordonne de publier un bref papal sans l'agrément de la souveraine, et, pour ne pas désobéir au pape (*sic*), il quittera « son service et ses églises », sans se soucier de l'avenir. « Je sers Catherine II », écrit-il. « Et un citoyen qui a servi tellement quellement l'empire de Russie pendant quelque temps y est toujours pourvu pour le plus long reste de ses jours. » Et puis, après avoir esquissé à l'adresse de la « gracieuse souveraine » une lettre touchante, dont « une larme ferait le point », il conclut par un apologue champêtre, quelque peu embrouillé : le noviciat de Polotsk y est figuré par une ruche d'abeilles, et la morale qui s'en dégage est celle-ci : l'impératrice et le pape finiront par s'entendre sur le dos de l'évêque, et l'évêque seul sera la victime (1).

Vaine crainte. Catherine était décidée à couvrir l'évêque qui avait exécuté ses ordres. Elle s'en faisait un point d'honneur. D'ailleurs, bonnes ou mauvaises, les raisons, pour agir ainsi, ne lui manquaient pas. Elle avait fréquenté des légistes célèbres, les notions de jurisprudence ne lui étaient pas étrangères, et sur les droits de l'État elle avait des idées arrêtées. A ses yeux, le bref de Clément XIV était nul et non avenu, à cause de la violence exercée sur le pape par les « enfants chéris ». L'eût-elle reconnu valide ailleurs, que, faute d'*exequatur*, elle l'eût jugé nul et non avenu en Russie. Aussi bien elle se doutait qu'au fond le pape ne serait pas fâché de conserver les jésuites, et Stackelberg lui dira bientôt que secrètement Pie VI approuve sa conduite.

Au début, on se plaça sur un autre terrain. Panine fut

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. I^{er}, p. 471, n^{os} VI, VII.

chargé de « rectifier » les idées d'Archetti. Hostile à la Compagnie, médiocre éducateur lui-même, — son pupille, le grand-duc Paul, ne le prouvait, hélas ! que trop, — il jugeait peu satisfaisante l'éducation donnée par les jésuites, et le confiait à Stackelberg sous le sceau du secret. Officiellement il devait rendre la pensée de l'impératrice, et répondre aux préoccupations du pape plutôt qu'aux arguments de son ministre. Avec le tact exquis qui la distinguait, Catherine II avait découvert dans l'affaire de Polotsk une question de dignité personnelle. On avait laissé les Bourbons expulser les jésuites, pourquoi et à quel titre l'empêcherait-on de les conserver ? Sur l'article de l'indépendance, la minuscule princesse allemande, devenue impératrice de toutes les Russies, se montrait intraitable, le moindre empiétement était repoussé avec dédain, et, au besoin, avec une altière arrogance. Panine le fit sentir à la cour de Rome qui agissait — on le savait pertinemment — sous la pression de Madrid et de Versailles. Sans se départir des formes courtoises, et sans faire la moindre allusion aux Bourbons, il s'étend, dans sa dépêche du 22 octobre, sur les principes de tolérance adoptés par Catherine II, sur les avantages accordés aux provinces « revendiquées », sur la nécessité de bien élever la jeunesse et de la pourvoir d'excellents maîtres, et il finit par conclure que l'ouverture du noviciat à Polotsk n'est qu'un « arrangement particulier et domestique », adopté, dans des fins civilisatrices, par un gouvernement indépendant qui n'a de compte à rendre à personne. Cette maxime d'État allait devenir le palladium de la politique russe. La dépêche se terminait par l'éloge de Siestrzencewicz. Sur un feuillet séparé l'impératrice ajoute de sa main : « L'exemple des autres pays prouve que dans aucun on n'a pu les remplacer, et pourquoi en priver précisément

ceux qui, parmi tant d'autres ordres, ont voué leurs soins à l'éducation de la jeunesse et par conséquent au bien public (1) ? »

Dérouté par la nouvelle tournure que prenait cette affaire, Archetti se retranchait dans de « fausses finesses », devenait « indéchiffrable », et semblait prêt à frapper comme un sourd. Son air mystérieux, sa réserve affectée ne laissaient pas de faire impression sur Stackelberg. L'ambassadeur avait vu et apprécié les jésuites en Espagne, il les croyait utiles à la Russie et plaidait leur cause, mais il craignait par moments que les foudres vaticanes ne vinssent s'abattre sur l'évêque de Mallo, et, à tout prix, il voulait éviter ce coup d'éclat. Dans ce but, tout en négociant avec Archetti, tout en proposant à Panine des demi-mesures conciliatrices, il crut opportun de se faire seconder par le roi de Pologne. C'était un pas de clerc.

Sur son désir formel, Poniatowski, toujours prêt à rendre service aux Russes, donna des ordres un peu vagues au marquis Antici, son agent à Rome, et, pour comble de malheur, ses ordres furent mal compris et plus mal interprétés. D'abord Antici lui-même avec sa hantise du chapeau rouge prêtait au ridicule, et Pallavicini ne lui épargnait pas les railleries, le déclarant de trop petite naissance et de trop mince mérite pour le cardinalat (2). Mais ces malices ne décourageaient pas le marquis : il servait en même temps la Pologne et la Prusse, et l'espoir de servir aussi la Russie le remplit d'enthousiasme « pour la héroïne du Nord (*sic*) ou bien plus proprement

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. I^{er}, p. 476, n° IX. — La syntaxe de Catherine laisse à désirer, mais on comprend ce qu'elle veut dire.

(2) Antici obtint cependant la pourpre. Il y renonça spontanément lors de l'invasion française en Italie, et le conclave de Venise ne lui permit pas de la reprendre.

celle du siècle ». Son plan fut vite fait : il aurait équilibré les prétentions, et satisfait les désirs de Catherine et des Bourbons, du Saint-Siège et des catholiques, pour ne pas dire des jésuites, de Russie. Sa parole dut cependant, à l'audience papale, dépasser sa pensée, car Pie VI crut comprendre que Poniatowski posait en médiateur dans l'affaire du noviciat de Polotsk (1).

Ce malentendu ne dura pas longtemps. A peine l'impératrice en eut-elle un léger soupçon qu'elle écrivit à Stackelberg, le 14 février 1780, une lettre fière et hautaine, et lui donna des ordres péremptoires. Ce n'était plus, comme le 22 octobre de l'année précédente, une paisible exposition de principes, mais un plaidoyer vibrant avec une apologie des jésuites et un programme invariablement fixé. Panine cédait la plume à Catherine II, et voici ce qu'elle inculquait à son ambassadeur : le bref de Clément XIV n'ayant jamais été promulgué en Russie, les jésuites y ont une existence légale. Leur ordre est plus utile que tous les autres qui s'adonnent à l'oisiveté et se dérobent aux devoirs civiques. Impossible de remplacer les jésuites dans leur collège pour l'instruction de la jeunesse. Ils seront donc maintenus et protégés. Toute opinion défavorable sur leur action est inadmissible. Un noviciat leur était absolument nécessaire pour le recrutement de nouveaux sujets. Convaincu lui-même de l'opportunité de cette mesure, Siestrzencewicz l'a autorisée sur l'ordre formel qu'il en avait reçu, et avec la bénédiction du pape, transmise par un décret de la Propagande. La conservation des jésuites à Polotsk ne peut faire tort à personne, et que personne ne s'avise d'en demander compte à la Russie. C'est ainsi que, le cas échéant, on

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. I^{er}, p. 486, n^o XV.

répondra aux cours bourbonniennes. Une double sanction venait à l'appui de ces paroles : ordre à l'ambassadeur de rompre les négociations à Varsovie et de les faire rompre à Rome ; menace de priver le pape « du peu d'autorité » qu'on lui laisse encore en Russie. Les ambassadeurs russes de Versailles et de Madrid reçurent, pour ne pas être pris au dépourvu, les mêmes instructions (1).

Les avis donnés aux ambassades en langage diplomatique se traduisaient, à l'usage de Grimm, en langage familier. Le baron Frédéric Melchior de Grimm, déjà nommé plus haut, était, depuis 1760, le correspondant « souffredouleur » de l'impératrice, et son commissionnaire factotum à Paris. Ami des philosophes, il se permettait parfois d'attaquer discrètement les jésuites, et recevait des réponses destinées à édifier toute la coterie. Tantôt railleuse et impertinente, tantôt agressive et ironique, la pensée impériale s'y révèle tout entière et sans égard pour qui que ce soit. Laissons la parole à l'impératrice. Voici ce qu'elle écrivait à Grimm, le 7 mai 1779 : « Non, non, il ne faut pas que sire pape crève, et ce ne sera jamais moi qui lui donnerai du chagrin, ni mes coquins en titre, les jésuites de la Russie Blanche qui lui sont très soumis et ne veulent jamais que ce qu'il veut, lui. Je crois en vérité que c'est vous qui fournissez aux gazetiers de Cologne les articles qu'il imprime (*sic*) au grand détriment de la serre chaude (2). Vous trouvez donc que c'est parce que je trouve cela plaisant que je leur fais du bien : il faut avouer que vous me donnez de jolis motifs, tandis que je n'ai d'autre vue que de remplir ma parole

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. I^{er}, p. 488, n° XVI.

(2) La *Gazette de Cologne* avait la spécialité des articles contre les jésuites. La serre chaude désigne le noviciat de Polotsk.

donnée, et que j'y vois un motif de bien public (1). Pour de vos épiciers (2), je vous en fais présent, et je ne m'y arrêterai pas même un seul instant, mais je sais bien qu'ils ne viendront point me chanter la chanson qui dit : Bonhomme, tu n'es pas maître dans ta maison, quand nous y sommes ; et voilà sur quoi roule ma thèse, qu'on fait semblant de ne pas comprendre, mais tant y a que, comme chah Baham (3), je me comprends bien moi-même et agirai en conséquence. »

Cette déclaration ne dut pas surprendre le baron Grimm, car, dès le 12 avril 1775, l'impératrice lui avait écrit : « Mais dites-moi un peu, ce papa Braschi me paraît un peu jésuitique ; je n'en serais pas fâchée, car vous savez l'affection que j'ai pour cette graine précieuse que je conserve comme les plus doux et les plus sages citoyens de la Russie Blanche. En vérité, ces coquins-là sont les meilleurs gens du monde, et nulle part encore on n'a pu remplacer leurs écoles, quoiqu'on ait pillé leurs biens à cet effet. » Et le 29 novembre de la même année : « Tenez, je ne cesserai d'attaquer votre orthodoxie... aussi longtemps que vous ne cesserez d'attaquer mes chers jésuites : qu'est-ce que ces gueux vous ont fait, et pourquoi les aller dénoncer à papa Braschi, qui vous les dira hérétiques malgré lui ! Est-ce joli d'aller venir de delà les monts pour faire violence aux gens ? Voilà, ma foi, la malice d'un démon et la conduite d'un damné. Aussi l'êtes-vous par M. Braschi, et, si vous voulez, vous le serez encore par le patriarche de Constantinople que j'ai l'honneur de posséder ici (4). »

(1) Allusion aux traités avec la Pologne.

(2) Les Bourbons et leurs ministres.

(3) Personnage fantastique du *Sopha* de Crébillon fils.

(4) *Shornik... ist. ob.*, t. XXIII, p. 138, 22, 38. — Le papa Braschi est le pape Pie VI. Le patriarche de Constantinople s'appelait Sophro-

Mais revenons au nonce de Varsovie. Ce fut maintenant son tour, par suite de la brusque interruption des pourparlers, d'être surpris et interloqué. Il avait en portefeuille, paraît-il, un second mémoire qu'il eût produit volontiers. Normandez, agent d'Espagne à Pétersbourg, lui conseillait d'insister auprès de Stackelberg; Stackelberg se renfermait dans un mutisme imposé d'office. Fort à propos le voyage impérial amena un moment d'arrêt dans les affaires (1).

Catherine II allait visiter ses nouvelles acquisitions, parcourir la Russie Blanche, traverser les cinq gouvernements récemment délimités. Une suite brillante et nombreuse l'accompagnait : Potemkine avec deux de ses nièces, Lanskoï avec sa sœur, Zakhar Tchernychev, et puis tout un monde de courtisans et de valets.

Polotsk se trouvait à mi-chemin. L'impératrice y arriva, le 19 mai (vieux style). Le lendemain, à la visite du collège, elle eut pour les Pères des mots gracieux qu'elle racheta par des malices envoyées à Paris. « Billet fait à Polotsk », écrivait-elle à Grimm, « le 20 mai 1780, au sortir des jésuites. J'ai été chez eux ce matin; j'y ai entendu le *Te Deum* et j'ai été dans la maison. Ici tout est allégresse; j'ai été frappée hier, à mon entrée ici, de la magnificence de leurs représentations (2); tous les autres ordres sont des... près d'eux; seulement que ces gens ne dansent pas; il nous en est venu de tous pays : morgué, qu'ils sont lestes! Ils ont ici une fort belle église; ils m'ont dit toutes les douceurs possibles dans toutes les

nies. Au commencement du volume, il y a une esquisse biographique de Grimm.

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. I^{er}, p. 384; t. IX, p. 39; t. XXIII, p. 175. — ARNETH, *Joseph II*, p. 6.

(2) L'église et le collège avaient été splendidement illuminés. La devise portait en lettres de feu : *Victoriis clara, beneficiis clarior*.

langues possibles, hormis celles que j'entends. Ah! qu'il y en a qui ont l'air coquins. »

A Mohilev eut lieu l'entrevue avec l'empereur d'Autriche Joseph II, qui voyageait sous le nom de comte Falkenstein. Flânant incognito dans la ville, l'illustre touriste fut étonné d'y trouver une maison de jésuites. Une sentence de Siestrzencewicz en style lapidaire lui en donna l'explication : *Populo indigente, Imperatrice jubente, Roma tacente*, et Joseph II n'y trouva rien à redire.

Tout le voyage fut une continuelle féerie, arcs de triomphe, canonnades, sonneries de cloches, illuminations, feux d'artifice, spectacles et banquets, bals et mascarades. Aux plaisirs s'entremêlaient des affaires sérieuses. C'est au milieu de ce fracas que l'impératrice fit ses confidences à Joseph II sur le partage éventuel du monde : Rome à l'Autriche, et Constantinople à la Russie. Le grandiose projet oriental, si cher à Potemkine, hantait alors son cerveau. Sa fantaisie prime-sautière voyait déjà le drapeau russe flotter sur le Bosphore, et elle offrait généreusement le Capitole aux Habsbourg. Ces audacieuses rêveries ne devaient jamais sortir du domaine idéal, mais leur contre-coup se fit sentir dans la réalité : à partir de ce moment la Russie échappe à la Prusse et se rapproche de l'Autriche, une politique nouvelle est inaugurée en Europe.

Le plus profond mystère entourait la genèse de ces combinaisons. Archetti ne se doutait même pas que Catherine II était prête à spolier le pape, à livrer ses États aux Autrichiens, et les oscillations des grandes alliances le laissaient indifférent. Encerclé dans des préoccupations mesquines, il lisait les relations de la visite de Polotsk, et se consolait en disant que les jésuites se met-

taient eux-mêmes en scène (1). Cependant dans sa correspondance romaine il esquisse un mouvement tournant. Stackelberg et le roi de Pologne lui répètent à satiété que Catherine II restera inébranlable. On lui rapporte que Tchernychev a toujours « ses jésuites » à la bouche, et qu'il ne tolère pas leurs ennemis. Potemkine lui-même fait trêve d'opposition et se met d'accord avec Tchernychev, dès qu'il est question des jésuites. De ce côté, il n'y avait donc rien à faire. Restait Siestrzencewicz, mais sa correspondance passait par des bureaux indiscrets, et dans les lettres secrètes il avait trouvé le bon moyen de se garer. Lorsque le nonce insinuait des mesures contre les jésuites, l'évêque de Mallo lui recommandait les uns exposés à de grands dangers. Sauvegarder les uns était aussi difficile que supprimer les autres, et c'est ainsi qu'on se jetait mutuellement le défi. Au fond, Archetti n'était pas fâché de l'accepter. De la sorte un motif sérieux s'offrait à lui de renouer les relations avec Stackelberg.

A la même époque, l'affaire des unis, prenant à l'improviste des proportions menaçantes, s'imposait de vive force. Le siège de Polotsk devint vacant dans des conditions particulièrement critiques. Smogorzewski, nommé métropolite, passa en Pologne, et Ryllo, évêque de Chelm, qui devait lui succéder, préféra se rendre en Autriche, et fit faux bond à Catherine II qui sut en profiter habilement. Aussitôt, en place du déserteur, un consistoire composé de trois membres est chargé de gouverner le diocèse, et il n'est plus question de titulaire (2). Il y avait là de quoi alarmer la nonciature et le Vatican,

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 325 : *Diarium adventus S-mae Imperatricis Rossiae Polociam*. — Bruxelles, Bibl. slave, ROZAVEN, ms. f. 51. — MUBNICKI, ms. f. 145. — ARNETH, *Mar. Th.*, p. 269.

(2) *P. S. Z.*, t. XX, n° 15028, p. 953.

c'était la hiérarchie qui périlait, et son maintien était une condition essentielle de prospérité. De concert avec le roi, Archetti propose de mettre pour l'instant de côté les jésuites et de s'occuper des unis.

Voici comment il conseillait de s'y prendre : Pie VI aurait écrit une lettre autographe à l'impératrice, et demandé la nomination d'un archevêque à Polotsk. Le roi promettait son appui : laissant le pape invoquer les motifs religieux, il aurait insisté sur le traité de 1773. Le nonce ne doutait presque pas du succès, et son principal motif d'espoir était le prestige en Russie du nom de Pie VI. A la cour et en ville, dans le monde et dans le clergé, on le disait entouré à Pétersbourg d'estime et de vénération. L'idée d'Archetti fit rapidement fortune. Il l'avait exposée dans sa dépêche du 30 août, le 16 septembre le pape écrivait déjà sa lettre à Catherine II, dans les premiers jours d'octobre la pièce était entre les mains de Stackelberg, en route pour sa destination, et Archetti l'annonçait à Panine en ces termes : « Le meilleur des pontifes vient de choisir de son propre mouvement un moyen qui fait également l'éloge de Sa Sainteté et de Sa Majesté Impériale. » C'est directement à l'impératrice que le pape voulait « dévoiler son cœur ».

En effet, la lettre respire la confiance et la sincérité (1). Pie VI aborde son sujet franchement : il demande avec instance que l'on nomme pour le siège uni de Polotsk un évêque catholique et non un évêque orthodoxe. On lui a fait craindre, cela se devine, l'invasion d'un pasteur étranger dans le bercail commis à sa garde, il réclame sérieusement et se reporte à la bienveillance de Pierre le

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. I^{er}, p. 501, n° XXIX; *Catherine à Pie VI*, 31 décembre 1780 (vieux style), p. 505, n° XXXI; *Pie VI à Catherine II*, 27 octobre 1781, p. 507, n° XXXII.

Grand, dans des circonstances analogues, envers Clément XI. Il termine sa lettre par la même formule que son prédécesseur avait déjà employée, et qui devait sonner étrangement aux oreilles de Catherine II : « Nous prions Dieu, le Père des lumières, de répandre favorablement les rayons de sa clarté sur votre esprit, et d'unir Votre Majesté en charité parfaite à l'Église catholique. »

Tandis que le nonce, trop sûr de son fait, revendiquait d'avance la gloire du triomphe exclusivement pour le pape, l'affaire étant encore « vierge », et personne n'y ayant réussi, pas même Deboli, ministre de Pologne à Pétersbourg, Catherine II rédigeait sa réponse, le 31 décembre 1780, et, le mois suivant, la faisait remettre, contrairement à l'usage sans copie officielle, au nonce de Varsovie. Celui-ci, après quelques difficultés, consentit enfin à la recevoir non pas au nom du Souverain, mais au nom du Pontife, déclarant qu'il demanderait au préalable la permission à son maître de la lui envoyer. Secrètement, elle partait le jour même pour Rome par la voie de Vienne, et, le 14 mars, Archetti avertit Stackelberg que le pape sacrifiait l'étiquette à la religion, et que la lettre lui parviendrait.

Eût-elle été retardée, qu'à raison de son contenu elle ne serait toujours arrivée que trop tôt. Sans se formaliser ni de la sincérité du pape, ni de son élan de prosélytisme, Catherine II faisait l'histoire de la création du consistoire de Polotsk, en soulignant que les trois membres étaient catholiques et non orthodoxes. Comme preuve nouvelle de tolérance et de liberté, elle représentait qu'à la mort de chaque curé en Russie Blanche les paroissiens pouvaient choisir un successeur catholique ou orthodoxe. En réalité, la mesure dont elle se vantait audacieusement était une de celles que l'on redoutait le plus, la liberté du

choix n'étant rien moins que garantie. Mais voilà ce qu'il y avait de plus déconcertant : sans rien promettre au sujet de Polotsk, l'impératrice demandait que « l'évêque de Mohilev » reçût le titre d'archevêque avec le pallium, et qu'il fût pourvu d'un coadjuteur.

Grande fut la déception du Vatican à la lecture de cette lettre, et l'embarras plus grand encore. Le succès pronostiqué par Archetti tournait à l'échec. Par suite de la requête présentée d'un ton impérieux, on se trouvait à l'improviste dans la cruelle alternative ou d'irriter l'impératrice ou de combler Siestrzencewicz d'honneurs. Cette dernière éventualité exaspérait Pallavicini. Il n'a jamais été « évêque de Mohilev », écrivait le cardinal, il est simple délégué pontifical; accorder l'insigne faveur du pallium, emblème de l'étroite union avec le Saint-Siège, à l'auteur d'un mandement réprouvé, et en dépit de ses allures d'indépendance, serait « monstrueux ». Toutes les difficultés eussent disparu, si l'évêque de Mallo se fût résigné à une éclatante rétractation, malheureusement il ne montrait aucune envie de s'y prêter. En vain différait-on la réponse, du côté de Mohilev rien ne paraissait. Retour de son excursion aux Marais Pontins, dont le dessèchement devait être une gloire de son pontificat, pleinement renseigné sur l'arrivée prochaine à Rome du grand-duc Paul, à bout de prétextes plausibles, le pape se vit enfin obligé, le 27 octobre, de rompre le silence. Excuses, remerciements, instances pour Polotsk, promesse de nommer un archevêque de Mohilev, de lui conférer le pallium et de lui donner non pas un seul, mais deux ou trois suffragants, tel était le contenu de la lettre qui se terminait par une seule et unique restriction : Pie VI n'agréait pas la personne de Siestrzencewicz, à moins que celui-ci ne désavouât publiquement sa lettre

pastorale. Le pape espérait même que l'impératrice lui imposerait ce désaveu. La condition était donc nettement posée. Elle s'appuyait sur des motifs si graves qu'on semblait à dessein vouloir s'interdire la retraite.

De longues et pénibles négociations s'engagèrent à la suite de cette lettre. En la remettant à Stackelberg, Archetti lui révéla le fond des choses : le grand délit de Siestrzencewicz n'était pas d'avoir créé un nid de jésuites à Polotsk, mais d'avoir monté les Bourbons contre le pape, « parce qu'il aurait pu », disait le nonce, « fonder le rétablissement des noviciats sur un ordre impérial sans compromettre le chef de l'Église (1) ». Or, Catherine II ne se souciait pas des Bourbons, et leurs intrigues contre Siestrzencewicz ne pouvaient que la confirmer dans ses projets. Laissant l'ambassadeur se chamailler avec le nonce, elle se réservait de frapper elle-même le grand coup. Le fait brutalement accompli, comme d'ordinaire en pareil cas, devait avoir raison de toutes les difficultés.

En effet, le 17/28 janvier 1782, malgré l'opposition expresse du pape, Siestrzencewicz est nommé archevêque de Mohilev et muni arbitrairement de facultés extraordinaires (2). Outre cette nomination et celle du coadjuteur dans la personne de l'ex-jésuite Benislowski, l'oukaze contient des dispositions importantes qui atteignent et modifient dans des points essentiels la discipline ecclésiastique. L'archevêque reçoit des pouvoirs à peu près illimités sur le clergé séculier et régulier du rite latin dans tout l'empire. Il doit présenter un rapport sur les ordres religieux, conserver les uns et signaler les autres

(1) *Ibidem*, t. I^{er}, p. 510, n° XXXIII, *Stackelberg à Ostermann*; p. 527, n° XLI, *Stackelberg à Catherine II*.

(2) *P. S. Z.*, t. XXI, n°s 15326, 15346, p. 383, 396. — THEINER, *Die neu. Zust.*, p. 233, n° LXXVI. Résumé de l'oukaze du 17-28 janvier par Archetti dans *Polonia*, t. 340, f. 163.

au pouvoir civil. Lui-même est soumis à l'impératrice et au Sénat; en dehors d'eux, il n'a d'ordres à recevoir de personne, car le collège de justice n'aura plus rien à voir dans les affaires des catholiques. Quant à Rome, c'est encore le Sénat qui admettra ou repoussera les bulles et les brefs du pape. Pour expédier les affaires ecclésiastiques, l'archevêque est autorisé à créer un consistoire composé de chanoines avec adjonction, dans certains cas, d'un député laïque, et faculté d'appel du consistoire au Sénat.

Quelques semaines après l'oukaze, le 14 février, paraît la charte d'érection de l'archidiocèse, et, le 20 du même mois, on procède à l'installation solennelle du nouvel élu de Mohilev. Ce jour-là, tous les bourdons de la ville s'ébranlent, au son de leurs balancements rythmés, au milieu d'un cortège imposant, précédé de religieux, entouré de chanoines, Siestrzencewicz s'avance vers l'église des Carmes, monte les degrés de l'autel, chante la messe, assiste à la lecture du décret impérial, prête le serment de fidélité, et reçoit les congratulations du clergé et des plus hauts dignitaires. Un banquet servi au palais du nouvel archevêque clôture la cérémonie. Personne ne songeait à se demander jusqu'à quel point les lois canoniques avaient été observées. *Quid agendum?* écrira bientôt Siestrzencewicz au nonce, et il répondra obséquieusement : *exsequendum erat*.

Tandis que Mgr Archetti se leurrait encore d'une réunion d'évêques en Allemagne, sous les auspices de la Russie, en vue de rétablir l'unité de l'Église (1), Catherine II répondait le 30 janvier 1782 (vieux style) à la lettre papale du 27 octobre de l'année précédente, et

(1) Dépêche du 10 février 1782, citée par GENDRY, t. I^{er}, p. 373.

s'expliquait avec une franchise voisine de l'arrogance (1). Elle se réclame de « l'autorité suprême que Dieu lui a donnée sur toutes les communautés et tous les états de son empire ». C'est en vertu de cette autorité qu'elle a érigé un archevêché à Mohilev, nommé un archevêque, désigné un coadjuteur, créé un consistoire latin, remplacé par un autre consistoire l'évêque uniate démissionnaire. Le pape n'a plus qu'à s'incliner, ratifier les décisions prises, faire sacrer le coadjuteur, envoyer le pallium, réformer son opinion sur Siestrzencewicz et lui conserver sa bienveillance. Déjà la patente du 15 août 1778 avait été un témoignage de satisfaction envers lui, il s'en est servi « selon le devoir d'un sujet fidèle », et, s'il l'a mentionnée dans sa lettre pastorale, c'est uniquement par respect « pour le premier évêque de son église ». L'allusion aux jésuites était suffisamment claire, elle ne sera, du reste, jamais relevée. L'impératrice conclut sa lettre en promettant de donner des ordres au comte Stackelberg pour s'entendre avec Mgr Archetti, nommé au sujet du sacre du coadjuteur, en se réservant toujours l'initiative et le rôle principal. « Connaissant votre façon de penser, puissant souverain », écrit-elle, « nous ne doutons pas que notre soin pour le bien de l'Église romaine ne vous soit agréable, et que vous ne refuserez pas d'y contribuer de votre côté conformément à nos désirs... »

On se figure aisément l'impression déprimante que produisit au Vatican cette mise en demeure si hautaine, si contraire au droit ecclésiastique et au désir exprimé par le pape. Succédant à l'oukaze du 17-28 janvier, dont Archetti avait communiqué l'analyse, la missive im-

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. I^{er}, p. 519, n° XXV b.

périale révélait un état de choses anormal. Dans les deux pièces, il y avait le germe d'une Église asservie par l'État, d'une lutte sérieuse à soutenir. Les pourparlers entre Archetti et Stackelberg n'en devinrent que plus difficiles. Pallavicini résumait ses instructions en un seul mot : ne pas tolérer que Siestrzencewicz devienne pape de l'empire de Russie. L'ambassadeur revenait sans cesse à la charge, insistait non sans véhémence, exigeait une réponse favorable, et n'essuyait que des refus très courtois, très bienveillants et tout aussi catégoriques (1).

Catherine II n'était pas d'humeur à supporter longtemps ces fins de non recevoir. Dès le 30 septembre, à propos d'une invitation venant de Rome, elle écrivait à Grimm : « Sachez que je ne veux pas être inscrite parmi les pastori de l'Arcadia, parce que je n'ai non seulement aucun talent pour les vers, mais encore nommément parce que cela ferait plaisir au pape, qui ne veut en faire aucun, pas même des misères que je lui demande, comme le pallium pour mon archevêque de Mohilev et de sacrer évêque in partibus son coadjuteur. Je vous avoue qu'à la fin Pie VI m'obligera à avoir recours à des moyens, pour me défaire de ces embarras, qui ne me feront pas plaisir à employer; je suis très lasse de tous ces délais et pauvretés; ma foi, s'il avale des couleuvres, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même (2). Ces propos annonçaient l'orage qui est sur le point d'éclater.

Pour forcer la main au pape, l'impératrice va l'intimider, le terroriser. Encore assez respectueuse des hautes convenances, elle lui épargne une déclaration

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 337, 7 septembre et 19 octobre 1782, *Pallavicini à Archetti* : « un nuovo papa dell' impero russo ».

(2) *Sbornik... ist. ob*, t. XXIII, p. 259; t. I^{er}, p. 525, n° XI, *Catherine II à Stackelberg*, 4 novembre 1782, v. st.; p. 527, n° XII, *Stackelberg à Catherine II*, 19/30 novembre 1782.

directe, et c'est devant son ambassadeur qu'elle pose en « Jupiter femelle ». Le 30 novembre, Stackelberg taillait sa plume pour rendre compte, une centième fois, de la réponse négative du nonce « enveloppée dans un volume d'excuses et de compliments », lorsqu'on lui apporte une dépêche impériale, datée du 4 novembre, faite de reproches et de menaces, — un coup de foudre, dira le nonce. Reproches à l'ambassadeur : il a certainement été trop mou, il n'a pas su s'inspirer des deux notes du 22 octobre 1779 et du 14 février 1780, et faire valoir les arguments irréfutables qu'elles contiennent. Menaces pour le pape : il sera privé de toute autorité, l'Église romaine sera pros-crite, déclarée incompatible avec les lois de l'État, et la Russie Blanche lui échappera immédiatement, car elle n'attend qu'un signe pour se déclarer orthodoxe. Stackelberg devait adresser au nonce une dernière sommation agrémentée d'une petite leçon au pape : exiger une réponse « prompte et satisfaisante », « conforme à la sagesse qu'on lui connaît (*à Pie VI*) ainsi qu'à la modération et l'humilité si convenables à la dignité ecclésiastique qu'il occupe ».

A la lecture de cette dépêche terrifiante, Stackelberg se sentit profondément atteint. C'était la défaveur à brève échéance, et il avouait lui-même qu'il ne pourrait pas survivre à une disgrâce. Affolé, il s'en va trouver le nonce, lui fait part de ses angoisses, lui dépeint l'avenir sous les plus sombres couleurs, et s'acharne à lui inspirer une conciliante frayeur. Il y réussit sans trop de peine. « Fort ému et très affligé », Archetti promet d'écrire à Rome, et s'exécute le même jour, 30 novembre. Quelles désolantes prévisions se pressent sous sa plume ! L'impératrice est capable d'exécuter les menaces qu'elle a proférées : ce serait la ruine complète de l'Église catholique

en Russie. L'idée d'une résistance motivée n'a pas de prise sur le nonce. Sans doute, il avait naguère préconisé la fermeté et poussé Siestrzencewicz dans cette voie, mais, son tour venu, il ne voit de remède que dans les concessions. Et dans son cerveau la satisfaction de Catherine II est inséparable d'une mission pontificale à Pétersbourg, et cette mission est toujours liée à une préoccupation personnelle.

Dès le 28 mars 1781, il avait conseillé à Pallavicini l'érection de Mohilev en archevêché, ce qui, d'après lui, nécessitait une mission pontificale en Russie, et, le même jour, il avait écrit à son ami Antonelli, cardinal influent et actif, qu'il ne fallait pas envoyer sur les bords de la Néva un simple abbé quelconque, mais un prélat représentatif, « una persona condecorata ». « Quant à moi », ajoutait-il modestement, « qui suis peu de chose, je ne désire pas cette mission (1). »

Presque deux ans après, le 4 décembre 1782, c'est avec le secrétaire d'État qu'il traite le même sujet en homme qui l'a étudié à fond et considéré sous toutes ses faces. L'envoi de l'ablégat, que l'impératrice ne demandait pas, est, selon lui, l'expédient unique et suprême. Il le prouve longuement, et ses prolixes déductions reviennent à dire qu'il n'y a pas autre chose à faire. Comme pièce justificative, il ajoute à sa dépêche un bref du treizième siècle adressé par le pape Grégoire IX au kniaz Iouri de Vladimir avec un extrait de Dlugosz, historien polonais du quinzième siècle. C'était remonter bien haut dans le passé. Et comme s'il n'y avait plus qu'à nommer le titulaire, le nonce prend les devants, s'avoue incapable de remplir cette mission, et, bravant l'amour-propre et l'ambition,

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 340, f. 43.

il se déclare odieux aux « réfractaires » qui s'efforceront certainement de faire avorter toutes ses entreprises. Excellentes dispositions, si ce n'est qu'il parle autrement à Stackelberg, et ne lui cache pas quelle serait « l'étendue de son bonheur » si l'impératrice voulait bien agréer sa personne pour représenter le pape à Pétersbourg (1).

Mais n'y aurait-il pas à craindre l'opposition des cours bourboniennes, exaspérées contre Siestrzencewicz, jalouses de le voir désavoué? Archetti est d'avis qu'elles devraient plutôt approuver le projet de mission : s'il faut commencer par céder sur toute la ligne, c'est qu'il y aura moyen de réclamer ensuite. Comment imposer une rétractation à celui qu'on aurait décoré du pallium, Archetti ne le dit pas, mais il s'indigne contre les Espagnols qui n'ont rien tenté à Pétersbourg, qui n'ont pas osé souffler mot à l'impératrice, et il croit qu'on peut faire mieux.

Cependant la nouvelle année 1783 s'annonce, et aucune décision n'arrive encore de Rome. Talonné par Stackelberg, Archetti devient, à son tour, pressant. Sa dépêche du 8 janvier ressemble à un ultimatum : un refus, voire une dilation ultérieure de la réponse aurait pour conséquence inévitable une rupture complète, et on tient cependant à ne pas être réduit à cette extrémité.

Le Vatican allait prévenir cette éventualité, et renoncer enfin à son silence déjà trop prolongé. Pallavicini savait pertinemment à quoi s'en tenir sur les prétentions de Catherine II et de Siestrzencewicz. Les dépêches d'Ar-

(1) Comparer la dépêche du 4 décembre 1782 (*Polonia*, t. 336, f. 375 v., « non m'è viene l'idea d'esservi destinato, privo di talenti... ») avec celle de Stackelberg à Catherine II du 22 janvier/2 février 1783 (*Sbornik... ist. ob.*, t. 1^{er}, p. 533, n° XLII) : « Le nonce d'ici m'a fait entendre à quel point il sentiroit toute l'étendue de son bonheur, si sa personne pouvoit ne pas être désagréable à V. M. I... »

chetti ne laissaient pas de l'édifier sur ces deux points, mais en même temps elles préparaient le terrain de conciliation. Ne valait-il pas mieux tolérer quelques jésuites et oublier un mandement maladroit, que se sacrifier inutilement pour les Bourbons, délaisser les intérêts vitaux de l'Église, l'exposer à des dangers imminents et compromettre son avenir? En dernier lieu, ces observations jusque-là habilement dosées furent renforcées par le dilemme menaçant : ou céder, céder sans retard, ou voir s'écrouler le catholicisme en Russie. La lettre papale du 11 janvier 1783 est écrite évidemment sous cette impression de terreur (1). Quel contraste avec celle du 27 octobre 1781 ! L'une pose des conditions, l'autre y renonce complètement. Siestrzencewicz aura son pallium, Benislowski sera coadjuteur, le pape propose en outre d'envoyer un ministre à Pétersbourg. L'hommage à rendre à Catherine II n'était qu'un prétexte, au fond il s'agissait de régulariser l'érection anticanonique de l'archevêché de Mohilev. Le siège uni de Polotsk n'est pas oublié, et la demande qu'il soit pourvu d'un titulaire est renouvelée. En traçant ces lignes, le pape n'avait en vue que le bien de l'Église. Il lui en coûtait de revenir sur ses décisions premières, mais il croyait devoir éviter un plus grand mal. Les menaces de Catherine II, confirmées par Archetti, lui servent d'excuse à ses propres yeux.

Le triomphe de Stackelberg est complet, il saura le faire valoir. Une estafette porte à l'impératrice la missive romaine. « M'ayant rendu compte de son contenu », écrit l'ambassadeur, le 2 février, « je ne puis que me féliciter de pouvoir mettre à la fin aux pieds (*sic*) de votre trône, Madame, le repentir du pape, son obéissance, et une ré-

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. I^{er}, p. 518, n° XLII; p. 533, n° XLIII, *Stackelberg à Catherine II*, 22 janvier/2 février 1783.

paration qui fournit à l'histoire un trait de plus de la ressemblance (*sic*) entre votre règne et les momens les plus glorieux de celui de Louis XIV. Le pape demande à Votre Majesté Impériale la permission de lui envoyer un ministre. Sous l'apparence d'exécuter vos ordres, Madame, ce légat ira chercher le pardon de son maître là, où la bienfaisance, la modération et la tolérance ont élevé le trône le plus auguste pour l'ornement de notre siècle. » Il faut supposer, à l'honneur d'Archetti, qu'il ne se doutait pas de ces flatteries prodiguées aux dépens du pape, car c'est à ce même courtisan qu'il s'adresse pour être agréé par l'impératrice, et paraître non seulement à Mohilev, mais aussi et principalement à Pétersbourg. Ce scrupule le tourmentait, semble-t-il. Faire un long voyage pour ériger un archevêché au fond d'une province, et ne pas se rendre à la cour de Catherine II eût été pour le nonce une amère déception. Stackelberg se fit un devoir de combler Archetti d'éloges, et d'appuyer sa candidature qui, du reste, s'imposait d'elle-même.

Désormais l'impératrice pouvait se dire satisfaite. Tout pliait devant elle. Ses admirateurs l'adulaient. Elle s'attribuait hardiment le mérite du succès. Sa lettre du 1^{er} mars contient, il est vrai, le mot de « reconnaissance », mais l'impératrice prend soin de relever que c'est elle qui a « établi » Siestrzencewicz « archevêque de l'Église romaine », elle remercie le pape de « l'empressement à satisfaire » ses demandes, tout en promettant bon accueil pour le ministre pontifical (1).

Pallavicini constatait avec dépit que toutes ces formules étaient « vagues ». On passait sous silence l'affaire du siège uni de Polotsk. Plus indulgent, Archetti, désigné

(1) THEINER, *Die neu. Zust.*, p. 207, n° LXII.

finalemeut, après quelques hésitations, pour la mission de Pétersbourg, écrivit à Catherine II, le 18 mai : « La dernière lettre très gracieuse de Votre Majesté Impériale a comblé le cœur du Saint-Père Pie VI d'une joie inexprimable et de la satisfaction la plus complète, voyant que Votre Majesté a daigné agréer l'offre qu'il a faite d'envoyer un ministre à Votre Majesté. » Il s'agissait pour l'élu du Vatican d'obtenir aussi l'assentiment officiel de Pétersbourg, simple formalité, qui permettait toutefois d'en appeler à l'incomparable souveraine, à ses « belles et sublimes qualités (1) ».

Cependant la joie d'Archetti n'était pas sans mélange. Un messenger officieux dépêché mystérieusement à Rome par Catherine II lui inspirait des appréhensions. Qu'allait faire cet intrus au Vatican? On aura observé que, depuis quelque temps, entre Stackelberg et Archetti il n'était plus question de jésuites, quoique dans la position de ceux-ci aucun changement ne fût survenu. Ils continuaient de recevoir des novices; réunis en congrégation à Polotsk, ils avaient même, le 17 octobre 1782, élu le Père Czerniewicz vicaire général. L'évêque de Mallo forgeait bien des plans de suppression, adressait au nonce des billets *solì, solissimo*, mais ni l'un ni l'autre ne mettait la main à l'œuvre. Catherine II elle-même, après une mesure équivoque, avait décidé le maintien de l'Institut des jésuites dans son intégrité. Archetti n'aurait pas à s'en préoccuper, c'est directement avec le pape qu'on voulait s'arranger.

Dans ce but, Jean Benislavski fut chargé de se rendre à Rome. Ancien jésuite, il avait à regret abandonné sa vocation pour se conformer au bref de Clément XIV,

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. I^{er}, p. 535, n^o XLV.

mais il restait profondément dévoué à la Compagnie. Les honneurs vinrent le chercher à Dunabourg, où il était à la tête du clergé paroissial. Apparenté avec le général Mikhelson, celui-ci l'avait recommandé à Potemkine qui le proposa pour coadjuteur à Siestrzencewicz. Plutôt homme d'études qu'homme d'action, Benislawski avait naguère enseigné les mathématiques. Les brillantes qualités extérieures de l'évêque de Mallo lui faisaient complètement défaut. Il se distinguait par sa piété sérieuse et simple. A Rome, il ne sera pleinement apprécié que plus tard. Nous verrons, un jour, les représentants pontificaux en Russie mettre en lui toute leur confiance. D'après des sources contemporaines, il devait présenter au pape une triple requête : demander le pallium pour Siestrzencewicz, la consécration épiscopale pour lui-même en qualité de coadjuteur, enfin le maintien des jésuites en Russie Blanche (1). Sa mission ne faisait donc pas double emploi avec la lettre impériale du 11 janvier 1783, celle-ci n'allant pas aussi loin que celle-là. En outre, le messenger officieux avait à déclarer absolument inséparables les trois demandes : il fallait tout accorder ou s'attendre à la rupture.

En se rendant à Rome, Benislawski avait ordre de ne pas toucher barre à Varsovie, sans doute pour éviter l'entrevue avec Archetti. A Vienne, il fut présenté par le prince Golitsyne, ambassadeur de Russie, au nonce Garampi, et n'hésita point à lui faire ses confidences. Son mot d'ordre, disait-il, était de se montrer intransigeant, exiger tout *usque ad ultimum apicem*, et ne pas offrir d'autre garantie qu'une vague promesse de récipro-

(1) *Romana*, p. 137, n° XXX. — *Sbornik... ist. ob.*, t. I^{er}, p. 511, n° XXXIV. L'original est écrit en français de la main de Siestrzencewicz.

citée convenable (1). Sur ces entrefaites, la nouvelle se répand que le pallium et la consécration du coadjuteur sont déjà accordés. Le messenger n'en poursuit pas moins sa route. Il va donc traiter l'affaire des jésuites, conclut Archetti, quelle folie !

Benislowski parut au Vatican, en mars 1783, dans un moment critique. Les cours bourboniennes ne cessaient d'intriguer contre Siestrzencewicz et contre les jésuites. N'osant pas interpellier Catherine II, elles n'en sont que plus exigeantes vis-à-vis du pape. A Madrid, Florida Blanca crie au scandale, Vergennes lui fait écho à Versailles. A Rome, les ambassadeurs de France et d'Espagne, Bernis et Grimaldi, reprennent l'odieux refrain, assiègent le Vatican, réclament l'intervention du pape, autrement les cours seraient obligées de se faire justice à elles-mêmes. Obsédé et intimidé par ces incessantes objurgations, auxquelles s'ajoutaient celles de Lisbonne et de Naples, Pie VI avait adressé aux Bourbons, le 29 janvier, un bref justificatif de sa conduite : la nomination de Siestrzencewicz s'expliquait par les menaces de Catherine II ; quant aux jésuites, il confirmait le bref de suppression de la Compagnie, et annulait tout ce qui s'était fait de contraire en Russie Blanche (2). Satisfaction platonique, car le nouveau bref du 29 janvier restait enseveli dans le plus profond mystère. L'impératrice Catherine ne devait même pas se douter de son existence, et les jésuites n'étaient pas atteints, puisque le pape lui-même dissimulait ses ordres.

Cette circonstance favorisait les transactions dont pourrait bénéficier le messenger officieux. Introduit auprès du

(1) Archives du Vatican, *Germania*, t. 410, *Garampi à Pallavicini*, 30 janvier 1783.

(2) THEINER, *Clementis XIV Ep.*, p. 378, nos CCCXIII à CCCXV.

pape par Santini, agent de Russie près le Saint-Siège, il eut quelques audiences privées et présenta un mémoire qui développe amplement les trois demandes dont il était chargé, et s'attache à défendre la conduite de Siestrzenciewicz (1). Il importunait le pape, dit Pallavicini, et, au Vatican, on le voyait de mauvais œil.

Quelle a été la décision de Pie VI et quelles réponses a-t-il données? Les contemporains sont ici en désaccord. Les uns disent que Benislawski n'a rien obtenu, — c'est la version de Pallavicini; les autres qu'il a tout obtenu, nommément l'approbation de la Compagnie en Russie, — c'est la version des jésuites. Benislawski a témoigné en leur faveur. Déjà évêque, il a déclaré, le 24 juillet 1785, en pleine congrégation, à Polotsk, sous la foi du serment, de vive voix et par écrit, que Pie VI, dûment renseigné sur la situation, lui avait répété à trois reprises : *approbo, approbo, approbo*. Rappelons ici que, dès le 1^{er} avril 1780, le même pape, dans une conversation intime avec le cardinal Calino, avait qualifié la suppression des jésuites de « vrai mystère d'iniquité », et exprimé le désir de les rappeler à la vie en y mettant de la prudence et du temps (2).

Quoi qu'il en soit, Archetti ne perdait pas de vue le messager qui pouvait, croyait-il, devenir un compétiteur. Ses inquiétudes le tourmentent jusqu'à lui arracher un mot singulièrement dur. Mensonges, écrit-il, lorsqu'il apprend que Benislawski se donne pour satisfait de son voyage. Et surtout qu'on ne le charge pas de porter le pallium à Pétersbourg : cela pourrait compromettre la mission pontificale, à moins que ses maladresses ne la rendent plus nécessaire. Toutes ces craintes portaient à

(1) *Romana*, p. 137, n° XXX.

(2) *Institutum*, t. 1^{er}, p. 420. — BOERO, *Osservazioni*, p. 254, n° XII.

faux Benislawski avait hâte de rentrer en Russie et de reprendre ses fonctions. A son départ de Rome, vers le milieu d'avril, le pape lui avait offert une *corona alla cavaliere*, espèce de chapelet que l'on donnait aux étrangers de distinction, mais sans l'habiliter à des négociations diplomatiques ultérieures.

Rassuré de ce côté, officiellement agréé par la cour de Russie, Archetti se donna tout entier à ses préparatifs de voyage. On convint qu'il prendrait le titre d'ambassadeur et non celui de nonce, ce qui, du reste, au point de vue de l'étiquette, tournait à son avantage. Ambassadeur du pape, pourrait-il, se conformant à l'usage, baiser la main de l'impératrice orthodoxe? Longue discussion, dans laquelle Archetti eut gain de cause. D'après lui, ce n'était là ni un signe de soumission, ni un acte de vasselage, mais une simple cérémonie civile, qu'on ne pouvait décliner impunément. Autre difficulté à prévoir : la grande-duchesse Marie Fedorovna promettait à la famille impériale un nouveau rejeton, il y aurait donc baptême à la cour. Serait-ce permis d'y assister? La vision de Naaman au temple de Remmon flottait devant ses yeux, le *vade in pace* du prophète Élisée retentissait à ses oreilles, et, en proie à une troublante incertitude, il s'écriait : « Je n'ai pas de science, je n'ai pas de livres, je n'ai pas le temps », il regrettait les heures perdues inutilement pendant les quinze années de séjour à Rome, et finalement s'en remettait au petit bonheur.

Embarras de détails Pour les questions capitales à traiter avec les ministres on lui envoya des instructions détaillées. Elles étaient l'œuvre de son ami et fidèle correspondant, le cardinal Antonelli, préfet de la Propagande depuis l'année 1781. « Rien de si beau n'a jamais été écrit, disait Archetti avec ravissement, elles m'illu-

minent, elles m'enflamment » ; et il fit le serment d'Annibal de les lire tous les jours. Il fallait aussi songer à faire face aux dépenses et aux frais considérables qu'entraîne toujours une ambassade extraordinaire. Plus d'une fois Archetti s'était plaint que la nonciature de Pologne le ruinait. Ne recevant rien de sa famille, endetté chez son banquier, il demande maintenant à faire au Saint-Siège, à taux minime, un emprunt de six mille écus. L'euphémisme était facile à comprendre : le pape lui fit généreusement don de la somme désirée.

Archetti emmenait avec lui tout son personnel ecclésiastique : l'auditeur Guglielmi et les deux secrétaires Lucini et De Caesaris. Il confia la gérance intérimaire de la nonciature à Mgr Szembek, coadjuteur de Plock, se réservant le titre de nonce, renouvelant le loyer de l'hôtel, prenant toutes les mesures pour rentrer en fonctions, comme si le cardinalat ne figurait pas dans ses prévisions. Le roi avait bien fait une allusion flatteuse, mais il lui avait coupé la parole. Stackelberg et d'autres encore lui souhaitaient le chapeau, Czartoryski voulait même tenter des démarches dans ce sens. Il s'y était opposé et avait écarté toute espèce d'intervention. Celle de Catherine lui faisait peur. « A Dieu ne plaise, écrivait-il, le 21 mai, que pareille idée entre dans la tête de cette femme-là, *« quella donna »*, et qu'elle exige le cardinalat pour le ministre pontifical qui aurait paru à sa cour : c'eût été prétendre au privilège des plus grands monarques. » Ces beaux sentiments devaient s'émousser quelque peu en route.

Le 13 juin, départ de Varsovie. A Vilna, fastueuse réception. Mgr Massalski savait dépenser royalement ses revenus, il savait aussi se créer des ressources. Naguère Archetti lui-même avait eu ordre de casser un contrat

trop onéreux pour la mense épiscopale, trop favorable pour l'évêque. Il pouvait se convaincre maintenant que celui-ci n'en avait pas beaucoup souffert. Un grand déploiement d'honneurs militaires attendait le voyageur à Riga. C'était de bon augure.

III

ARCHETTI A LA COUR DE CATHERINE II

Lorsque l'ambassadeur pontifical arriva, le 4 juillet 1783, à Pétersbourg, l'impératrice Catherine traversait une période de bonheur et de gloire. Une tranquille sécurité régnait à l'intérieur, les jacqueries d'un Pougatchev n'étaient plus à craindre, la prospérité de l'État allait croissant. Au dehors, l'héroïque Pologne, déchirée par les factions, offrait à ses voisins une proie facile, tandis que les baïonnettes victorieuses de Potemkine prélevaient à l'annexion de la Crimée. Supprimant une page d'histoire, Catherine gravait fièrement son nom à côté du nom de Pierre le Grand. Sur le rocher de granit que surmonte le bronze de Falconet on lisait l'éloquente et laconique épigraphe : *Petro Primo Catherina Secunda*.

La cour impériale déployait un faste amollissant qui, par certains côtés, rappelait les lubies et les extravagances des satrapes orientaux. Au palais d'hiver, le luxueux appartement du rez-de-chaussée était occupé par le jeune Lanskoï, celui des favoris que l'impératrice vieillissante a le plus passionnément aimé, et dont la mort prématurée lui arracha des torrents de larmes. Malgré ce défi jeté perpétuellement aux plus vulgaires convenances, Catherine II, au témoignage impartial d'Adam

Czartoryski, « avait su conquérir la vénération et l'amour même de ses serviteurs et sujets... Tout lui était permis, dit-il. Sa luxure était sainte. Personne n'a jamais eu l'idée de critiquer ses débauches. C'est ainsi que les païens respectaient les crimes et les obscénités des dieux de l'Olympe et des césars de Rome (1). »

L'impératrice étant retenue en Finlande par le roi de Suède, Gustave III, l'audience solennelle fut retardée de quelques jours. Elle eut lieu, le 15 juillet, avec la profusion coutumière de magnificences (2). En réponse à ses compliments, Catherine II couvrit Archetti de fleurs, mais ne lui épargna point un mot cruel. Elle se félicita de voir le pape « disposé à seconder et accomplir » ses bonnes intentions au profit de ses sujets de croyance romaine. Du coup, les rôles étaient renversés : Catherine II se réservait l'initiative, et ne laissait au pape que l'exécution. L'ambassadeur écouta ce discours sans sourciller, et, lorsqu'il en transmit le texte à Rome, sa plume ne trahit pas le plus léger frémissement. Pallavicini sut même y trouver des *expressions obligeantes* pour le Saint-Père.

À l'audience succédèrent les visites officielles au grand-duc Paul et à la grande-duchesse Marie Fedorovna. Auparavant, dès son arrivée, les hauts dignitaires, les ambassadeurs et ministres étrangers s'étaient empressés d'offrir leurs hommages au représentant papal.

L'absence du prince Potemkine, toujours consulté sur les affaires d'église aussi bien que sur le choix des favoris, celle de Siestrzencewicz et de Benislowski valurent à

(1) CZARTORYSKI, t. I^{er}, p. 47.

(2) Archives du Vatican. *Polonia*, t. 338; t. 337; *Addit. XXI*, Pallavicini à Archetti; *Addit. XIX*, Archetti à Pallavicini et Antonelli — GACARINE, *Un nonce* (Mémoires d'Archetti attribués à Mgr Tosi).

Archetti quelques semaines de loisirs. Il en profita pour admirer la ville qu'il trouva superbe, pour prendre contact avec les catholiques et parcourir l'*Histoire de Russie* de Le Clerc, où il puisait ses renseignements.

Une fonction religieuse permit à l'ambassadeur de pénétrer dans le monde ecclésiastique orthodoxe. Le 8/19 août eut lieu, à la cour, le baptême de la grande-duchesse Alexandra, fille du grand-duc Paul. Les diplomates y assistèrent, et, comme d'ordinaire, tandis que le clergé officiait à la chapelle, ils causaient entre eux dans les salons avoisinants. Les angoisses d'Archetti, dont on se souvient, furent ainsi pratiquement dissipées. A l'issue de la cérémonie, il put faire connaissance et s'entretenir, en latin probablement, avec l'archevêque Gabriel Pétrov, quelques évêques et le confesseur de l'impératrice Panfilov. Échange mutuel d'amabilités, profusion de la part des Russes de formules banales et courantes, mais capables de frapper un étranger. Ces paroles jetées à l'avenant facilitèrent les rapports entre les prélats. On se fit des visites, on s'offrit des diners, et, en brave Italien, Archetti ne recula point devant le maigre à l'huile des vladkyi orthodoxes.

Une seule conversation doctrinale est rapportée avec quelques détails dans les dépêches (1). Un jour, Archetti, sous prétexte de promenade, s'en alla visiter la laure de Saint-Alexandre Nevski, résidence de l'archevêque, et se fit conduire, comme par hasard, dans les appartements de celui-ci. Rome et Byzance se trouvèrent en champ clos. Les deux évêques ne portaient pas le même costume, ils s'avouèrent, à ce propos, qu'ils ne professaient pas la même doctrine. L'opportunité d'un accord s'insi-

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 338, f. 113. — GAGARINE, *Un nonce*, p. 67.

nuait spontanément. Les points controversés, la procession du Saint-Esprit, l'addition du *Filioque* au symbole, l'unité de l'Église, la primauté du pape, furent passés en revue. Nous n'avons sous les yeux que la version d'Archetti : il s'attribue naturellement le beau rôle, citant les saints Pères, épluchant les textes, s'offrant en victime pour le rétablissement de la paix.

Sans résoudre, ne fût-ce que de loin, les difficultés de l'accord, l'essai était plutôt encourageant, et on peut se demander si Archetti a renouvelé sa tentative de rapprochement. Toujours est-il qu'il n'y a pas réussi, mais le bruit s'en répandit au dehors, parvint finalement jusqu'à Paris, au grand déplaisir de l'impératrice, qui se hâta d'y opposer un démenti formel. « Ne croyez pas un mot », écrivait-elle à Grimm, le 22 avril 1785, « à cette prétendue réunion des deux Églises. M. Archetti n'en a même jamais soufflé : le premier de tous les empêchements serait le pape lui-même (1). »

Assurément la mentalité de la capitale ne comportait pas pour lors des discussions de si haute allure. Celles-ci rentraient cependant dans les vues traditionnelles du Vatican, et Archetti ne devait pas l'oublier. Pour sa mission de Pétersbourg, il avait reçu une série d'instructions (2). Celles de la Secrétairerie d'État avaient trait à la hiérarchie. Celles de la Propagande, plus détaillées, se distinguaient par leur caractère confidentiel. Elles avaient pour auteur, on l'a déjà dit, le cardinal Antonelli qui se piquait de *dottoreggiare*. L'occasion s'y prêtait, il en profita amplement.

L'ambassade de Russie prenait à ses yeux les propor-

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. XXIII, p. 335.

(2) *Akty i Gram.*, p. 6. — Archives du Vatican, *Polonia*, t. 337, f. 295; *Addit. XIX*, 1783, 10 mai.

tions d'un événement. Il y rattachait des souvenirs historiques qui remontaient jusqu'aux conciles de Florence et de Lyon, et des rêves de conciliation moyennant des conférences avec les évêques, comme celle qui fut ébauchée à la laurè de Saint-Alexandre Nevski. Les instructions de Grégoire XIII à Rodolphe Glénchen devaient servir de guide à l'ambassadeur. Antonelli y ajouta une dissertation théologique sur la primauté du pape.

Ces lointaines et vagues espérances n'aveuglaient pas le préfet de la Propagande sur les difficultés de l'heure présente. Il déplorait profondément l'état de l'Eglise romaine en Russie, soumettait à une critique sévère l'oukaze du 28 février 1782, condamnait les mesures anticanoniques, insistait sur l'immunité du clergé, évoquait les grandes ombres des Ambroise et des Basile, mais en pratique il préférait ne pas heurter « les maximes qui forment la base de la législation despotique russe ». En conséquence, l'*exequatur* serait toléré, Siestrzencewicz, s'il le fallait, serait nommé métropolitain, et même sans nouveau procès canonique, le candidat du Vatican pour le siège de Polotsk serait sacrifié, et un autre admis à sa place.

Par compensation, et sans doute moyennant une entente cordiale, Antonelli demandait plus de liberté pour les missionnaires, l'admission des prêtres étrangers, la soustraction du sacré au pouvoir séculier, enfin, au nom de la tolérance, le droit de propagande.

Sur la question des jésuites il était rigoureux à l'excès. Plutôt sacrifier tous les privilèges des réguliers, disait-il, que laisser aux réfractaires la moindre chance de se reconstituer.

Archetti gardait ces instructions en portefeuille, et, s'il les lisait tous les jours, comme il avait juré de le faire, il ne s'en prévalait que rarement. Aux yeux de Catherine II,

sa mission se bornait à quelques cérémonies liturgiques : donner le pallium à Siestrzencewicz, conférer l'épiscopat au coadjuteur, consacrer l'église nouvellement construite, « et puis c'est tout ». Et non contente d'écarter les questions sérieuses, elle y ajoutait encore de l'ironie et du dédain. « J'ai obtenu tout cela », écrivait-elle à Grimm, le 28 septembre 1783, « parce que j'ai fait entendre que, si je n'obtenais rien de tout cela, je ne m'en souciais guère, et que je saurais bien prendre d'autres mesures. Alors au plus vite on m'a décoché cet ambassadeur (1). » Le contraste entre les réalités de Pétersbourg et les aspirations du Vatican ne pouvaient échapper au représentant papal. Il crut opportun de s'incliner devant le fait accompli, et de limiter le plus possible son action diplomatique. Affectant de n'être venu que pour organiser la hiérarchie, affectant surtout de ne pas se préoccuper des jésuites, il eut soin d'éviter scrupuleusement toute complication inopportune.

Cependant le « Cyclope », — ainsi appelait-on le prince Potemkine, — retour de Crimée, était rentré à Pétersbourg. Des infirmités visuelles lui avaient valu ce surnom que justifiaient son physique et ses allures. Taillé comme un géant, maniant de grandes affaires, remportant de grands succès, il tombait dans de grandes fautes, et se permettait en tous genres des écarts encore plus grands. Son influence à la cour était toujours prépondérante, bien que les fonctions de favori fussent passées à d'autres. Siestrzencewicz avait accompagné le prince dans son voyage. Il se hâta de se présenter à l'ambassadeur papal. Distingué par l'impératrice, estimé dans le monde officiel, logé chez un neveu de Potemkine, avec ses belles

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. XXIII, p. 287.

manières et son fin langage, il se concilia sans peine les plus vives sympathies d'Archetti. Oubliant les anciens griefs, celui-ci le combla d'éloges, rechercha son amitié, et ne songea même pas à lui demander sa démission, comme le suggéraient les instructions romaines. Il a le prestige d'un archevêque de Pétersbourg, écrit l'ambassadeur émerveillé. A côté de lui, Benislawski, arrivant de Dunabourg, n'est plus qu'un acolyte.

La présence de ces trois personnages permettait d'arranger les quelques affaires que Catherine II voulait bien que l'on traitât. Ce n'est plus comme à Varsovie, disait mélancoliquement Archetti, où je voyais le roi quand je voulais et à toute heure. En dehors des audiences d'apparat, des fêtes et réunions à la cour, l'impératrice était inabordable aux diplomates. Il fallait suivre la filière, et s'adresser au vice-chancelier Ostermann, successeur de Panine aux affaires étrangères. Sans avoir encore cet air de vieille tapisserie qu'on lui connut plus tard, il faisait déjà, grâce à son costume démodé, habit brun à boutons d'or et bottes en drap, l'effet d'un anachronisme. De haute stature et de capacité médiocre, pâle, maigre, raide et pointilleux, il était plutôt premier commis que chancelier ou ministre. Tous les mercredis, ses appartements s'ouvraient pour une réception diplomatique suivie d'un souper. On amorçait seulement les affaires, car Ostermann prenait tout *ad referendum*, et ne donnait la réponse que le mercredi suivant. L'impératrice se réservait à elle-même les décisions courantes, et si, en fait de politique extérieure, elle consultait quelqu'un, c'était non pas Ostermann, mais Potemkine et Bezborodko.

Au cours des négociations, d'ailleurs superficielles, il n'y eut qu'un seul incident qui faillit en compromettre le

succès (1). Emporté par son zèle ou stimulé par ses chefs, l'ambassadeur de Russie à Vienne, le prince Golitsyne, avait envoyé le texte du serment des évêques au pape avec les modifications que Joseph II y avait introduites. Elles éveillèrent l'attention de Catherine II qui souleva aussi des difficultés. En son nom, Ostermann déclara inadmissible la formule d'usage. Embarras d'Archetti, qui ne se croyait autorisé ni à la retoucher, ni à la supprimer. Là-dessus, discussions interminables et échange de notes. Pièces en main, l'ambassadeur épiloguait sur les variantes autrichiennes, et, philologue d'occasion, il épluchait minutieusement les textes. Ses efforts échouèrent devant la ténacité d'Ostermann. Deux passages, réputés choquants, devaient à tout prix disparaître de la formule. Dans l'un, l'évêque promet de poursuivre et de combattre les hérétiques, schismatiques et rebelles au Saint-Siège; dans l'autre, il s'engage à ne disposer des propriétés de la mense que conformément aux constitutions pontificales. Cette double élimination ne suffisait pas. De crainte que le serment au pape n'infirmât le serment à l'impératrice, on exigeait qu'une promesse rassurante sur ce point fût ajoutée à la formule.

Ce n'était ni plus ni moins qu'un ultimatum. Archetti le communiqua au secrétaire d'État qui en prit son parti, et ne marchandait pas les concessions. On suggéra, il est vrai, des échappatoires, telles que prestation du serment en secret ou rédaction du texte en double, mais finalement, après avoir constaté que les passages incriminés se prêtaient à des changements admissibles, Pallavicini accordait à l'ambassadeur plein pouvoir de modifier la for-

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 338, f. 159 et suiv; *Addit. XXI*, 1783, 22 novembre. — GAGARINE, *Un Nonce*, p. 228. — *Ahty i Uram*, p. 40. — *Tolstoï*, t. II, p. 6, n° 3.

mule, pourvu que les droits du pape à l'obéissance des évêques fussent sauvegardés.

Cette décision tranquillisa Ostermann. Il avait été anxieux de la voir arriver. Elle écartait la seule difficulté qui ait été soulevée. Dès lors, les trois actes principaux : érection de l'archevêché, nomination de l'archevêque, organisation du chapitre, purent être signés, le 15/26 décembre, et livrés à la chancellerie. Tout y était réglé conformément aux canons de l'Église (1). Sur la foi de quelques prêtres assermentés qui attestèrent que Mohilev possédait les conditions requises en pareil cas, cette ville fut érigée en siège archiépiscopal, et l'église de l'Assomption en cathédrale. Les Carmes qui la desservaient durent se retirer ailleurs, et abandonner aussi leur couvent, transformé en séminaire diocésain. Par égard pour l'impératrice, et à raison de ses propres mérites, Siestrzencewicz fut nommé premier titulaire de ce siège, et sa juridiction étendue sur tous les catholiques latins de l'empire. Les huit principaux curés de Mohilev constituèrent le chapitre en qualité de chanoines. Une combinaison ingénieuse permit d'assurer à leurs successeurs, lors même qu'ils n'auraient pas de paroisse, des revenus suffisants sans recourir à l'État. Le chapitre s'accrut de quatre membres non résidants et de six mansionnaires. Archetti lui recommanda l'enseignement, l'inspection des écoles en Russie Blanche, et même la traduction de quelque livre approuvé par le Saint-Siège. Ces dernières dispositions scolaires et littéraires restèrent à l'état de lettre morte. Cependant, grâce aux actes pontificaux, l'archevêché avec son titulaire et son chapitre recevait une existence légitime et canonique. De fait et matériel-

(1) *Alty i Gram.*, p. 1 et suiv. — *P. S. Z.*, t. XXII, n° 15982, p. 105.

lement, en vertu des oukazes impériaux, cette organisation existait déjà, mais, étant d'origine exclusivement laïque, elle passait aux yeux de Rome pour nulle et non avenue : il n'y avait pas d'archevêché, Siestrzencewicz était évêque de Mallo *in partibus*, les chanoines n'étaient que des intrus malgré la croix décorative que l'impératrice leur avait accordée. Or, pour ne pas compromettre les droits du pape, il importait de constater les abus du pouvoir séculier, sans soulever toutefois de polémique et sans blesser qui que ce fût. Archetti tourna la difficulté en insérant dans les actes officiels sa lettre de créance avec les allusions à Pie V et Portico ainsi que les instructions de la secrétairerie d'État (1). Les deux pièces passaient sous silence les dispositions anticanoniques de Catherine II et revendiquaient pour le pape le mérite de l'initiative. C'était une manière indirecte et discrète de remettre les choses au point. Personne ne s'en aperçut ou ne voulut s'en apercevoir. Aussi l'ambassadeur se félicitait d'avoir établi la hiérarchie latine sur une base canonique tout en ménageant l'impératrice, et rien qu'en rédigeant habilement les actes officiels.

Cette précaution n'était pas superflue. Les formules d'Archetti servirent non seulement à régulariser la situation, mais aussi à défendre le pape contre de cruelles accusations (2). En 1791, les évêques assermentés de France se prévalurent de l'oukase du 17-28 janvier 1782, et le firent passer pour une constitution civile du clergé, octroyée par Catherine II et sanctionnée par Pie VI. « Si l'on compare l'opération de l'impératrice et celle de l'Assemblée nationale de France « disaient-ils », ce n'est ni dans

(1) *Akty i Gram.*, p. 2. *Magnopere gratum*; p. 6, *Oncrosa pastoralis*.

(2) *Accord*, p. 170. ↗ *Gazette universelle*, t. II, p. 825. — *Recueil de pièces*, p. 5.

le fond, ni dans les termes que l'on trouvera de la différence. » Et comme ils ne tenaient aucun compte des amendements admis par le pouvoir civil, M. Bossard, directeur du séminaire Saint-Louis, à Paris, leur opposa le texte même des actes rédigés par Archetti dans un *Recueil de pièces authentiques concernant l'érection faite par le pape de la ville de Mohilow, dans la Russie Blanche, en archevêché du rit latin*. A Rome, on jugea la justification suffisante.

Les droits du pape étaient donc sauvegardés, mais en pratique et extérieurement l'Église latine de Russie était organisée selon les vues de l'impératrice et soumise à l'homme de son choix. Il n'y avait plus, pour l'instant, de ménagements à garder vis-à-vis de Rome. Ostermann s'enhardit à découvrir le nom du titulaire uniате de Polotsk, que l'on avait tenu secret jusque-là. Cette nomination était, on se le rappelle, le souci prédominant du pape. Elle avait provoqué sa correspondance personnelle avec Catherine II. Après quelques hésitations qui succédaient à un refus formel, on avait promis de pourvoir à ce siège, mais sans désigner, et pour cause, l'individu qui serait nommé. C'est qu'il y avait deux candidats en présence : Lissowski et Wazynski, l'un patronné par l'impératrice, l'autre préféré par le Vatican. Or, Catherine n'entendait pas céder sur ce point. A l'endroit des unis, elle partageait les préventions haineuses de Pierre le Grand, confondant la question religieuse avec la question nationale, exploitant celle-ci aux dépens de celle-là. A la tête de la hiérarchie il lui fallait un homme intelligent et souple. Elle croyait l'avoir trouvé dans Lissowski, et tenait à le faire archevêque de Polotsk ; toutefois craignant les représailles de la part de Rome, tant que la nomination de Siestrzencewicz restait en suspens, elle s'était renfermée

dans un mutisme discret. Mais Archetti était beaucoup moins combattif et plus conciliant qu'on n'osait le soupçonner. Loin de s'y opposer, il accepta avec joie la nomination de Lissowski qui était aussi le candidat de Siestrzencewicz. Toutes les pièces nécessaires furent rédigées immédiatement et envoyées à Polotsk, où le sacre devait avoir lieu.

Après la constitution canonique des deux hiérarchies qui laissaient elles-mêmes beaucoup à désirer au point de vue de l'étendue énorme des diocèses, il y aurait eu à régler les questions générales relatives à la situation des catholiques. La liberté confessionnelle, posée en principe par Pierre le Grand, avait souffert de graves et nombreuses atteintes. Naguère la Propagande avait protesté contre le règlement du 12 février 1769. Les autres mesures anticanoniques de Catherine II, quoique plus radicales, n'eurent pas le même retentissement et ne provoquèrent pas les mêmes résistances. Peut-être le Vatican n'était-il pas renseigné à temps et avec la précision nécessaire. Vaguement, mais à bon droit, Pallavicini se plaignait que Catherine II usurpât les droits pontificaux sur l'Église (1). Il redoutait, nous l'avons dit, que Siestrzencewicz n'aspirât à devenir pape en Russie. Antonelli voyait aussi que les choses ne marchaient pas. Il s'en prenait aux oukazes récents, mais la vue rétrospective d'ensemble paraît lui avoir échappé. Ce qui choquait le plus le Vatican, c'était l'appel en dernière instance au Sénat, tribunal séculier, qui devenait ainsi arbitre de l'Église. Archetti se garda bien de sou-

(1) Pallavicini écrivait à Archetti, dès le 23 septembre 1780, à propos de l'oukaze du 2 juillet ... « Presenta il prospetto di un assoluto despotismo... caratteriza la Sovrana delle Russie anclante al primato della Religione cattolica come già vien riconosciuta per capo della Chiesa scismatica ». Archives du Vatican, *Polonia*, t. 337, f. 117.

lever cette question épineuse, il préféra s'en tenir à l'expédient pratique suggéré par Siestrzencewicz. De sa propre autorité, celui-ci supposait que les oukazes impériaux n'atteignaient pas les causes spirituelles, il se proposait d'agir en conséquence, et de faire pénétrer cette manière de voir dans le monde officiel. Ce procédé semblait ingénieux à Archetti : il ne calculait pas les chances de succès ou le danger d'un échec. Quant aux autres questions également hérissées de difficultés et mentionnées dans les instructions, il était vraiment peu qualifié pour les traiter avec autorité. A tout propos, oublieux des griefs de Pallavicini et d'Antonelli, il faisait l'éloge de Catherine II, de sa bienveillance envers les catholiques, s'interdisant ainsi le droit de réclamer. L'impératrice elle-même, nous l'avons vu, ne lui reconnaissait qu'une mission liturgique.

Cependant à l'actif de l'ambassadeur il faut mettre un avantage de détail qu'il parvint à obtenir. Des quatre coins de l'Europe, Allemands, Français, Italiens, Espagnols, Portugais venaient faire fortune sur les bords de la Néva. Il y avait pénurie de pasteurs pour ces différentes nationalités, et l'oukaze du 3 juillet 1779 interdisait aux prêtres du dehors l'entrée de l'empire. Il était urgent de remédier à cet état de choses, et Mgr Archetti en fit l'objet d'une pressante réclamation. Ostermann observa que la frontière s'ouvrait du côté de la Russie Blanche, et qu'elle s'ouvrait précisément pour une certaine catégorie de prêtres étrangers, mais lorsque son interlocuteur essaya d'entrer dans le détail et de soulever des difficultés, il lui coupa immédiatement la parole. Ne parlons pas, dit-il, des jésuites, et l'affaire en resta là. Le mémoire d'Archetti, présenté à l'impératrice, eut plus de succès. L'oukaze du 3 juillet fut remplacé par [celui du 27 fé-

vrier 1784, qui autorisait l'archevêque de Mohilev à recevoir des prêtres étrangers, pourvu qu'ils devinssent sujets russes et prêtassent serment de fidélité (1). Dure condition, qui souvent rendait illusoire la faveur impériale.

Dans toutes ces négociations, Siestrzencewicz avait prêté main-forte à l'ambassadeur. Son secours était appréciable, car il jouissait d'une haute considération dans les sphères officielles russes. Il est vrai qu'il y allait aussi de sa satisfaction personnelle. La position amoindrie de simple délégué apostolique et évêque *in partibus* lui pesait lourdement. Jaloux d'avoir plus d'autorité, il avait souvent renouvelé ses instances à Rome. Maintenant que ses désirs étaient satisfaits, il ne restait plus qu'à le munir d'amples facultés. Le gouvernement y tenait, non sans l'arrière-pensée d'avoir entre les mains un outil mieux adapté et de paralyser les rapports directs avec Rome. Aux termes des instructions d'Antonelli, les pouvoirs à déléguer à l'archevêque devaient être conformes aux canons du concile de Trente et aux constitutions apostoliques. Archetti crut devoir s'adapter aux circonstances.

Et d'abord, il savait qu'une brèche à l'immunité des réguliers, exigée par l'impératrice, ne serait pas désapprouvée par la Propagande (2). Les fameuses facultés du 15 août 1778, accordées à Siestrzencewicz et qui avaient provoqué tant de tapage, étant expirées depuis longtemps, l'ambassadeur papal les renouvela provisoirement, à condition de les faire confirmer à Rome, et en spécifiant qu'elles s'étendaient seulement sur les réguliers reconnus par le Saint-Siège. L'allusion était évidente : les jésuites de la Russie Blanche, non reconnus comme réguliers,

(1) *P. S. Z.*, t. XXII, n° 15943, p. 58.

(2) *Akty i Gram.*, p. 44, n° 5.

échappaient comme tels à l'archevêque. Ils étaient censés dépendre de lui, à titre de prêtres séculiers. Cette combinaison n'était pas pour leur déplaire. Grâce à elle, Siestrzencewicz, de par la Propagande, n'avait pas de prise sur leur institut, et Catherine II, qui respectait l'immunité des jésuites, ne permettait pas de les traiter en prêtres séculiers. On vivait donc à Polotsk en pleine sécurité, escomptant toujours la secrète connivence du pape.

Autrement délicate était la délégation des pouvoirs au sujet des mariages (1). Le divorce et l'abus des dispenses étaient, au dix-huitième siècle, une plaie douloureuse de la société polonaise. Le mal sévissait aussi ailleurs. Benoît XIV avait essayé de l'enrayer, en 1741 et 1743, par de sévères mesures générales. Aux évêques de Pologne un bref spécial avait été adressé. En Russie, la question se compliquait encore de l'ingérence du gouvernement et de l'opposition de la loi civile. Malgré ces inconvénients, Archetti dérogea, en faveur de Siestrzencewicz, à la constitution tutélaire du 3 novembre 1743. Plus de défenseur attitré du mariage, plus d'appel en première et seconde instance; il suffisait que l'archevêque consultât deux ou trois chanoines, et sa décision acquérait de plein droit une valeur irréformable. Pour faire cette brèche dans la législation de Benoît XIV, Archetti se basait sur les facultés demandées pour Siestrzencewicz par Garampi, accordées en 1775 par la Propagande et approuvées par le pape. On s'en servit trop et trop souvent. Quelques années plus tard, Mgr Arezzo, accrédité à Pétersbourg, pourra constater les funestes conséquences de cette dérogation à la discipline ecclésiastique (2).

(1) *Akty i Gram.*, p. 39, n° 4.

(2) En dernier lieu, Archetti a réglé aussi la question des Arméniens unis en Russie.

Vers la fin de l'année 1783 et dans les premiers mois de l'année suivante eurent lieu les trois cérémonies auxquelles l'impératrice réduisait la mission d'Archetti. En première ligne se place la consécration de l'église, si riche en souvenirs, de Sainte-Catherine (1). Dès l'année 1735, l'impératrice Anna Ivanovna avait gratifié les catholiques d'un vaste et beau terrain en bordure de la perspective de Nevski. Aussitôt une chapelle provisoire y fut érigée, et, en 1763, on posa la première pierre d'une église à élever sur les plans de l'architecte italien Vellini de la Motte. La bâtisse, faute d'argent, se prolongea pendant vingt ans, et la consécration ne put se faire qu'en 1783, le 12/23 octobre, d'après Archetti, le 7 du même mois, d'après l'inscription lapidaire. Le concours des fidèles, y compris les diplomates catholiques, fut, ce jour-là, très considérable. Le prélat consécrateur s'y attendait. Il avait esquissé un discours de circonstance, où il assimilait l'empire de Russie à l'empire romain, et Catherine II à Cyrus, mais, en y réfléchissant, il le jugea lui-même plus recherché qu'édifiant, et il eut le bon goût d'en composer un autre moins long et moins prétentieux. Malgré cela, la cérémonie commencée à huit heures du matin ne se termina qu'à deux heures de l'après-midi.

Une autre occasion d'exercer son éloquence s'offrit à Mgr Archetti le 18/29 janvier 1784, fête de la Chaire de Saint-Pierre, lorsqu'il remit solennellement à Siestrzenciewicz le pallium envoyé par le pape. Devant un auditoire d'élite, composé de Russes et d'étrangers, il prononça un discours latin qui fut aussitôt traduit en polonais et imprimé dans les deux langues (2). Le sym-

(1) SIENNICKI, *passim*.

(2) Une traduction française fut distribuée aux assistants. Serracapriola

bolisme du pallium, simple ornement de laine blanche parsemée de croix noires, qui entoure le cou et se termine par des bandelettes, en fait les principaux frais. L'exorde paraphrase avec des précautions oratoires le discours de Catherine II à la première audience, et revendique en ces termes les droits du pape à la nomination des évêques.

« L'auguste impératrice, guidée par sa magnanimité que l'Europe admire dans Elle (*sic*), a voulu leur procurer (*aux catholiques*) tous les moyens qu'ils pouvoient désirer pour se livrer à l'exercice paisible de leur piété et à l'observance des préceptes de leur religion. Mais sa haute sagesse lui a fait connoître en même temps que le feu sacré de la religion s'éteignoit promptement, si le soin de l'entretenir n'étoit confié à des ministres qui tirassent du fondement et de l'essence de cette religion l'autorité nécessaire pour la conserver dans toute sa pureté. Ces considérations l'ont déterminée à fonder à Mohylow un siège archiépiscopal, y placer un chapitre et assigner des revenus pour l'entretien perpétuel de cet établissement.

« C'est vous, Frère très Révérend, sur qui le choix est heureusement tombé pour remplir ce ministère. Vous êtes devenu le pasteur légitime de ce troupeau confié désormais à vos soins et répandu sur la surface de cet empire dans un si grand nombre de provinces tant européennes qu'asiatiques. Conformément à l'antique institut, on a demandé au Souverain Pontife l'institution canonique de ce nouveau siège ainsi que les ornements ecclésiastiques appartenant à la haute dignité d'archevêque,

l'a envoyée à Naples (Archives d'État; *Russia, Diversi*, 1670). C'est à elle que sont empruntées les citations suivantes. Le texte latin dans TUEINER, *Die neu. Zust.*, p. 245, n° LXXXII.

et le Saint-Père s'est empressé de seconder les volontés pieuses de Catherine II. »

En finissant, Archetti demande à « épancher son âme dans le sein » de Siestrzencewicz, il loue la piété du peuple et les vertus de ses prélats, et il se dit : pourquoi faut-il que nous soyons séparés ? S'armant d'un texte de saint Paul et renouvelant une prière de Moïse, il résume ses vœux dans un désir de rapprochement des deux églises, russe et latine, « tant par le dogme de la même foi que par l'espérance de la même félicité et les liens de la même charité ». Belles paroles qui résonnèrent dans le vide, et que personne ne prit soin de relever. Le soir, banquet chez Potemkine.

Bientôt après, le 28 janvier/8 février, vint le tour de Benislawski. Il reçut au sacre le titre d'évêque *in partibus infidelium* de Gadara, bourgade obscure de Palestine. Au pied des autels, son trait distinctif ressortait mieux qu'ailleurs. Sa piété, en recevant les onctions saintes, impressionna Archetti, qui regretta peut-être de l'avoir desservi. Les instructions papales conféraient à Benislawski le droit de succession. L'impératrice l'avait demandé, et au Vatican, témoin le bref *Onerosa*, c'était affaire réglée. Mais Siestrzencewicz s'y opposa. A moins d'être contraint par la souveraine, il n'y consentait pas, et Archetti crut devoir, pour contenter son ami, modifier les ordres pontificaux. Il remit à l'élu, qui n'ignorait pas ses droits, un bref de nomination où aucune mention n'en était faite. Des réclamations eussent été légitimes. L'ambassadeur s'y attendait et préparait d'avance des réponses triomphantes. Ses prévisions ne se réalisèrent pas. Benislawski ne laissa pas tomber un seul mot de protestation.

Tout ceci se passait au grand jour. Une pénombre

discrète entourait l'affaire des jésuites reléguée au dernier plan. Flairant des obstacles insurmontables, après avoir jeté feu et flamme contre les réfractaires, Archetti avait esquissé, nous l'avons dit, un mouvement tournant qui allait s'accroissant à mesure qu'approchait l'heure du départ pour la Russie (1). Le 9 avril 1783, les réfractaires sont les seuls bons prêtres de la Russie Blanche, il ne faut pas y toucher. Le 7 mai, ils deviennent indispensables : il y a surabondance de preuves qu'on ne saurait les remplacer. Trois jours après, surgit la théorie du substantiel et de l'accidentel. On risque de perdre l'un et l'autre, si l'on se bute à l'accidentel au lieu de soigner le substantiel, c'est-à-dire si la suppression des réfractaires l'emporte sur l'établissement de la hiérarchie. Le rêve d'Archetti eût été que, pris de scrupules, les jésuites se décidassent d'eux-mêmes au suicide. Aussi bien, en passant par Orcha et Vitebsk, avait-il fait son possible pour les engager à se disperser (2). A Pétersbourg, il s'imposa une réserve extrême. Quelques jours avant son arrivée, l'impératrice avait fait subir à l'agent du Portugal un éloge emphatique des jésuites. C'était un avertissement pour Archetti, qui se le tint pour dit et garda longtemps le silence. Il essaya, on l'a déjà mentionné, de le rompre avec Ostermann qui changea immédiatement de conversation. Potemkine, persuadé d'être grand clerc en matière d'Église, ne se montra plus accessible que pour mieux décliner la discussion, et, mêlant à son refus un compliment : « L'impératrice », aurait-il dit, « ne veut pas parler elle-même des jésuites, et elle ne veut pas qu'on lui en parle. Vous avez été bien accueilli par Sa Majesté, et votre mission a réussi; soulever cette question serait en

(1) Archives du Vatican, *Polonia, Addit. XIX*, dépêches de l'année 1783.

(2) ZALENSKI, *Jezuici*, t. V, I^{re} partie, p. 201.

compromettre le succès et irriter l'impératrice. » Archetti n'insista point.

Les affaires peu nombreuses laissaient à l'ambassadeur d'autant plus de loisirs. Ses dépêches n'indiquent que vaguement la manière dont il les employait. Les devoirs de société, les réunions à la cour lui prenaient beaucoup de temps. Quelques mots sur les hommes et les choses qui l'entouraient eussent révélé bien des contrastes entre Rome et Pétersbourg, mais, soit manque d'esprit d'observation, soit crainte du cabinet noir, il s'est borné à consigner des banalités officielles, et n'a détaillé que sa visite, déjà mentionnée, à Saint-Alexandre Nevski.

Que de grandeurs, que de misères n'avait-il pas cependant sous les yeux ! Le favoritisme avec toutes ses fatales conséquences s'étalait alors au grand jour. On l'a dit, et c'est exact, qu'il était de fait une institution d'État. Le caprice volage de la souveraine lui octroyait des droits abusifs, et il s'en prévalait effrontément. Il a coûté des sommes folles à la Russie, car les favoris congédiés étaient toujours gorgés d'or. Autrement funeste et regrettable que cette brèche au trésor national était la dégradation morale qui en résultait. Les fonctions de favori étaient ardemment recherchées. Elles offraient une voie facile et sûre de parvenir aux honneurs, à la fortune. En vue de ces avantages séduisants, l'abdication de la dignité personnelle ne comptait pour rien. Et ceux qui portaient ces chaînes dorées, quand ils avaient mauvais caractère, prenaient une terrible revanche sur les entours. Domestiqués par leur maîtresse, ils croyaient se rehausser en abaissant les serviteurs de l'État. L'esprit public en souffrait, les caractères s'avalement, et un germe de réaction haineuse s'enfouissait au plus profond des âmes.

Archetti ne pouvait ignorer ce que tout le monde savait.

Les brillants et luxueux dehors qui frappaient même les habitués de Versailles l'auront ébloui et aveuglé. Des motifs personnels lui auront imposé une prudente réserve.

Avec la connaissance qu'elle avait des hommes et l'art exquis de pénétrer les caractères, Catherine eut vite déchiffré celui d'Archetti. Il s'était, d'ailleurs, trahi lui-même par son empressement, Stackelberg avait fait l'éloge de sa condescendance. Mis à l'épreuve à Pétersbourg, il n'avait pas résisté. Son horoscope était donc facile à tirer. Catherine II s'exprimait ainsi à son sujet, le 5 avril 1784 : « ... Notre ambassadeur du pape est tout à fait bon enfant, et on fera bien, un jour, de l'élire pape lui-même, tout le monde sera content de lui, et même je crois qu'il sera utile et nécessaire de l'élire, parce qu'il sera impossible d'en trouver un meilleur (1). »

Ainsi parlait-on familièrement à Grimm, mais avec Archetti les relations de Catherine II restèrent toujours sur le pied d'une sévère étiquette. Pas de longues conversations, pas d'épanchements comme avec Diderot. La libre religieuse ne vibrait pas chez cette femme sceptique qui se disait orthodoxe. Les impressions sensuelles étouffaient les envolées mystiques. Catherine II n'avait rien de particulier à dire au représentant papal, puisqu'elle le confinait dans la sacristie, et qu'elle-même se gardait d'y entrer. Mais en public, car il fallait bien qu'il parût à la cour, elle se montra toujours gracieuse et prévenante envers lui. A titre d'ambassadeur, il était de droit de toutes les fêtes et réunions officielles, et on le traitait avec une parfaite distinction. A la première occasion, il fut invité à faire la partie avec l'impératrice, mais, étant par hasard en soutane et rochet, il s'excusa et, respec-

(1) *Sbornik... ist. ob.*, t. XXIII, p. 300.

tueux de son habit, ne voulut pas toucher aux cartes. Bien lui en prit, car on jouait gros jeu. Le 9/20 février 1784, une fête magnifique réunit au palais l'élite de la société. Un seul détail à relever. Admis à la table de l'impératrice, où il n'y avait que quatre convives : Razoumovski, Zakhar Tchernychev, Potemkine, favori honoraire, Lanskoï, favori en fonctions, l'ambassadeur est très flatté de cet honneur, et il donne à Lanskoï le titre discret de général aide de camp de service.

Cependant l'impératrice se réservait de montrer à Archetti sa pleine satisfaction d'une manière plus éclatante. Le 7 mai, le duc de Serracapriola, ministre de Naples, fraîchement débarqué, lui chuchota à l'oreille qu'il serait nommé cardinal. Bientôt Ostermann confirma la nouvelle officiellement. Catherine II elle-même avait fait faire à Rome de pressantes démarches dans ce but, et des précautions minutieuses furent prises pour mettre en évidence que c'était l'ambassade de Russie et non la nonciature de Pologne qui donnait accès à la pourpre.

On s'attendait de toute part à ce dénouement. Pallavicini jugea néanmoins à propos de jouer à l'étonnement. Il se fit rendre compte de ce qui s'était passé à la cour de Russie. Le 13 mai, Archetti lui donna tous les renseignements désirables. En somme, il voulait bien être cardinal, mais par la grâce du pape, non par suite d'une intercession étrangère, et c'est bien du pape qu'il se flattait de tenir le chapeau. Explication convenue, car le même jour dans une autre dépêche, il remercie le secrétaire d'État d'avoir agréé l'auditeur Guglielmi en qualité de *berettante*. On appelle ainsi celui qui présente la barrette rouge au nouveau cardinal et reçoit les cadeaux d'usage.

L'historien prend acte des affirmations d'Archetti, de son horreur d'une intervention profane. La succession

es faits et leur engrenage n'en sont pas moins dignes d'être relevés. De bonne heure, un coin du ciel paraît émerger du côté de la Russie, et Archetti n'a pas l'air de s'en formaliser. En passant par Vienne, il avait fait à Kaunitz des confidences sur le cardinalat. Arrivé à Varsovie, il se lie d'étroite amitié avec Stackelberg, se montre pondérant dans les questions les plus délicates, propose la correspondance directe entre le pape et l'impératrice, insiste sur une mission pontificale à Pétersbourg, se porte candidat tout en avouant son indignité, se fait recommander par Stackelberg et accepter à la cour de Russie. Ambassadeur conciliant et souple, il évolue habilement à propos des jésuites, et ne tarit pas d'éloges sur Catherine II qui le traite de « tout à fait bon enfant », et s'intéresse à son cardinalat. Ne pourrait-on pas se demander ici, si c'est bien par l'effet du hasard que toutes ces démarches aboutissent à la pourpre?

Le départ de Pétersbourg d'Archetti fut signalé par une profusion de magnifiques présents : croix pectorale montée à jour en diamants et surmontée d'une grosse hyacinthe, valeur dix mille roubles, pelisse superbe de sibeline avec quarante autres fourrures, et, pour frais de voyage, sept mille deux cents roubles en espèces. L'auditeur Guglielmi reçut une tabatière de grand prix à double rangée de diamants et cinq cents ducats. La munificence impériale d'un jour ne devait pas faire tort aux rentes à et continu. Une riche abbaye dans le Milanais ou le Vénitien eût comblé les vœux du nouveau cardinal. Il s'en ouvrit à Ostermann. Aussitôt ordre est donné au prince Golitsyne et au comte Vorontsov de guetter à Vienne et à Venise les bénéfices vacants.

Ce fut à Grodno, le 24 octobre 1784, que le roi de Pologne, Stanislas Poniatowski, imposa sur le front de l'an-

cien nonce la barrette cardinalice (1). Les plus hauts personnages lui adressèrent des lettres de félicitations : Potemkine, Ostermann, Bezborodko, Gabriel de Pétersbourg, Innocent de Pskov, Platon de Moscou, Panfilov, confesseur de l'impératrice. Stackelberg le congratula en termes chaleureux, lui prêta ses plus beaux équipages, et lui offrit à Varsovie le premier banquet de gala.

L'ambassade d'Archetti avait duré onze mois et neuf jours, et coûté au trésor pontifical 29 627 roubles, 93 kopecks. Quels ont été ses résultats?

Les grandes questions vitales, rapports de l'Église avec l'État, nomination des évêques, délimitation des diocèses, ne furent ni résolues, ni même abordées. De part et d'autre, il y avait comme un accord tacite de s'en tenir au domaine des réalités courantes. On s'entendit donc sur l'élévation de Siestrzencewicz que le cardinal Consalvi comptera, un jour, parmi les ennemis de Rome. On s'entendit encore sur la nomination de Lissowski, soupçonné plus tard d'avoir quelque propension pour l'Église dominante. On ne toucha point aux jésuites : changeant d'avis, Archetti jugea que leur suppression n'était plus nécessaire pour la paix de l'Église. Les actes officiels dressés par Archetti mirent la forme et le droit du côté du pape. Sans doute on sanctionnait les mesures prises ou proposées par Catherine II, mais l'autorité pontificale ne s'en exerçait pas moins, et l'on y gagnait la sécurité des consciences et un point d'appui pour l'avenir. Enfin, la pourpre ayant été demandée pour Siestrzencewicz, Archetti promit son concours.

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 338, f. 447 et suiv.

IV

LE PRINCE IOUSOPOV A ROME

Dès le mois d'avril 1784, Archetti avait annoncé au cardinal secrétaire d'État que l'impératrice, à titre de réciprocité, enverrait sous peu à Rome le prince Iousoupov.

Grand seigneur, ami des arts et des artistes, ayant beaucoup voyagé, obtenu les suffrages de Voltaire à Ferney, excité à Londres la muse de Beaumarchais, ce rejeton d'un frère d'armes de Tamerlan, du Tatar Edigueï, était, depuis 1783, ministre de Russie à la cour de Turin, auprès du roi Victor-Amédée III. Vers la fin de l'année 1784, il reçut effectivement l'ordre de se rendre en mission temporaire à Rome. Sous prétexte d'éviter les embarras d'étiquette, il devait paraître au Vatican non en ministre caractérisé, mais en simple chambellan de l'impératrice, en « cavalier de la cour » de Russie, chargé d'une mission spéciale auprès du pape. On ne se croyait pas obligé, vis-à-vis de Rome, à plus de courtoisie. Tout en prenant les allures d'un voyageur de distinction, Iousoupov aurait déclaré cependant à qui de droit qu'il avait un message (*kabinetnaïa gramota*) de l'impératrice à remettre au pape et des assurances amicales à lui présenter (1).

Les instructions de cet envoyé officieux, datées du 10 novembre 1784 (vieux style), signées par Ostermann, Bezborodko et Bakounine, étaient évidemment inspirées

(1) IOUSOPOV, t. I^{er}, p. 145. — Instructions du 10 novembre 1784, *ibidem*, t. II, p. 235.

par Catherine II elle-même. L'article essentiel, on pourrait dire unique, est la promotion de Siestrzencewicz. Tout le reste, y compris les bénéfices pour Archetti, n'est qu'apparence ou accessoire. L'impératrice avait trouvé dans le prélat polonais un docile instrument des volontés souveraines, elle avait encore d'importants services à lui demander, et, afin de lui donner du prestige, elle prétendait maintenant que le pape revêtît le nouvel archevêque de la pourpre romaine.

Pour obtenir cette faveur, Iousoupov n'avait à offrir que des phrases banales et des promesses vaporeuses. Les motifs à faire valoir se réduisaient au désir de l'impératrice, très satisfaite de son archevêque, à l'utilité que l'Église romaine en retirerait, à la gloire qui en rejaillirait sur le pape « dans un siècle où le progrès presque partout en Europe remplace l'ignorance d'autrefois et l'esprit de persécution ». Tout cela, de même que l'appel dissimulé à une sage modération, était dûment encadré dans des expressions obligeantes d'estime et de reconnaissance, comme pour apprendre à Iousoupov la bonne manière de dorer la pilule. Mais au fond de ces compliments, il y avait une pointe de malice qui eût certainement excité la méfiance de Pie VI, si le texte des instructions fût tombé sous ses yeux. La concession du *pallium* ne lui était pas contestée, mais on se plaisait à reconnaître sa condescendance (*podatlivoste*), et l'érection de l'archevêché de Mohilev était péremptoirement attribuée à l'impératrice. C'était comme une reprise en sous-œuvre des déclarations d'Archetti dans les *Acta*, pour affirmer le contraire de ce qu'il avait insinué et revendiquer la supériorité du pouvoir civil.

Iousoupov eut le bon goût de ne pas soulever les questions de principes, et de s'en tenir aux ordres positifs et

déterminés. Parti de Turin le 2 janvier 1785, arrivé le 10 à Rome, il s'y trouva en pays de connaissance, pour y avoir passé quelques semaines avec le grand-duc Paul en 1782. Coup sur coup trois audiences lui furent accordées. Le pape l'accueillit toujours gracieusement, le faisant asseoir à ses côtés, l'entretenant des hautes qualités de Catherine II, s'estimant heureux d'avoir pu manifester son estime envers elle, approuvant le choix qu'on avait fait du messenger impérial (1).

La première audience du 11 janvier se passa en compliments. Iousoupov présenta la lettre dont il était chargé et fit ensuite les visites d'usage au secrétaire d'État et aux parents du pape. On n'entra dans le vif de la question que le 17 janvier. Le prince parla d'abord d'Archetti que l'impératrice désirait voir bien renté, et sur ce point il ne rencontra aucune difficulté. Au contraire, le pape se répandit en promesses et engagea à recourir aux Vénitiens, le nouveau cardinal étant natif de Brescia. Il en fut autrement, lorsque Iousoupov, après avoir comblé Sies-trzencewicz d'éloges, insinua que son dévouement à la cour de Rome et à l'impératrice méritait d'être reconnu publiquement. Le pape s'obstinait à ne pas comprendre cette allusion. Il fallut parler clair, et demander expressément le chapeau. La réponse fut si prompte qu'elle parut préméditée. Vous le savez, dit le pape, l'usage n'admet des cardinaux que dans les pays où le souverain lui-même est catholique. S'il y avait un cardinal en Russie, le roi de Prusse pourrait en réclamer un autre, et le cas serait embarrassant.

Peu initié à ces détails, n'ayant pas prévu cette échappatoire, Iousoupov se contenta de répéter que l'élévation

(1) Moscou, Archives principales, dépêches de Iousoupov (en français). Rome, liasse 8, n° 23. Elles vont du 4/15 janvier au 19/30 juillet 1785.

de Siestrzencewicz cimenterait l'amitié entre les deux cours. Le 19 janvier, Pie VI lui remit sa réponse au message de Catherine II, lui parla longuement d'Archetti, mais de Siestrzencewicz — pas un mot.

Aux trois audiences succédèrent de longs loisirs. Le diplomate russe put mieux étudier la situation. A vrai dire, il ne pénétra jamais le fond des choses. Les deux grands obstacles qui s'opposaient au cardinalat de Siestrzencewicz étaient la méfiance de la cour romaine et le parti pris des cours bourboniennes. Le mot brutal de Pallavicini : « Il veut donc être pape en Russie », résonnait encore dans toutes les oreilles à la Propagande et au Vatican, aucune assurance contraire n'avait pu le faire oublier. Et, d'autre part, il fallait prévoir que l'Espagne et la France, déjà mal disposées envers l'archevêque de Mohilev, réclameraient énergiquement contre son cardinalat. Mais ces réelles difficultés étaient passées sous silence. On ne mettait en avant que des prétextes plus ou moins spécieux, à peine risquait-on parfois de lointaines allusions.

Iousoupov se rendait compte de la sourde opposition qu'il rencontrait, il en recherchait les causes, et s'expliquait franchement avec le vice-chancelier Ostermann. Et d'abord, sa position lui semblait trop modeste. A son avis, il eût été préférable d'envoyer un ambassadeur attitré au lieu d'un messenger officieux. Aucune difficulté de préséance, les autres puissances, sauf Malte et Venise, n'étant représentées que par des ministres. Par contre, grands avantages : facilités de rapports avec le gouvernement, et surtout excellent moyen de gagner les bonnes grâces du pape. Médiocre psychologue, Iousoupov ne voyait qu'un fond de vanité dans le caractère d'un pontife qui, victime de son devoir, affrontera de longues souffrances et mourra en exil.

La clef d'or lui manquait aussi pour ouvrir les portes qui se fermaient devant lui. Un crédit de trois mille roubles avait été alloué pour sa mission de Rome. Cette somme ne suffisait pas pour couvrir ses frais personnels, impossible de faire des générosités. « Et les Romains d'aujourd'hui », écrivait-il, « sont comme les Turcs : c'est à force de donner que l'on parvient à son but. » A cette époque, l'Espagne et la France servaient encore des pensions aux cardinaux. Le fameux procès Lepri se plaidait juste à ce moment, et les richesses des Braschi défrayaient les conversations (1).

Cependant Iousoupov ne perdait pas courage. Le 14 février, il y eut une promotion de treize cardinaux, parmi lesquels se distinguaient Garampi, ancien nonce de Varsovie et de Vienne, et Chiaramonti, le futur pape Pie VII. Huit cardinaux ayant été réservés *in petto*, il restait encore deux vacances. La mort de Pallavicini, arrivée le 23 février, en ajouta une troisième. Donc, chance à courir.

D'ailleurs, Catherine II stimulait vigoureusement le zèle de son messenger (2). Le 26 février (vieux style), elle lui faisait parvenir les *desiderata* de l'archevêque uni de Polotsk, dont il sera question tout à l'heure, et renouvelait ses ordres pour le cardinalat de Siestrzencewicz. « Où trouvera-t-on », disait-elle, « pour ne pas parler des mérites du prélat lui-même, un diocèse aussi vaste que celui de Mohilev? Et les catholiques ne sont-ils pas mieux traités en Russie que partout ailleurs? Toute comparaison avec les autres souverains est donc inadmissible. Per-

(1) Amanzio Lepri avait, de son vivant, cédé sa fortune à Pie VI. De là, après sa mort, procès avec sa nièce. Le pape le perdit en première instance, le gagna en appel, finalement on recourut à une transaction.

(2) Iousoupov, t. II, p. 240.

sonne ne pourra se réclamer d'une faveur exceptionnelle. »

S'inspirant de ces idées, mais avec moins de présomption, Iousoupov représenta au pape, le 8 avril, que l'élévation de Siestrzencewicz ferait « époque dans l'amitié de deux souverains si célèbres par leurs vertus ». Le pape fit alors une légère allusion à la principale difficulté. Il faudrait auparavant, dit-il, s'assurer de la doctrine de l'archevêque. A Rome, on le soupçonnait imbu de fébronianisme, et on ne se souciait pas de l'encourager, mais le prince ne comprit pas la portée de cette parole enveloppée dans des protestations courtoises. Il se persuada que personnellement le pape était bien disposé, et se rabattit, dans son rapport, sur les intrigues de l'Espagne et de la France. Aussi essaya-t-il, le 27 avril, de forcer doucement la main à Pie VI et de le compromettre vis-à-vis de Catherine II. Il l'avertit qu'à l'issue de l'audience précédente, il avait cru pouvoir donner à la cour de Russie des espérances de réussite.

Dans le courant du mois de mai, l'affaire de Polotsk servit de diversion momentanée. Elle ressortissait au cardinal Antonelli, à titre de préfet de la Propagande. Les trois demandes présentées par Mgr Lissowski lui avaient été dictées à Pétersbourg (1). Elles n'étaient pas d'une solution facile, sauf la première qui fut vite expédiée. Constamment jalouse d'exclure l'ingérence étrangère et de concentrer l'autorité entre les mains des évêques, Catherine II ne souffrait pas que les basiliens de la Russie Blanche restassent sous la juridiction de leur protoarchimandrite qui résidait en Pologne. Elle désirait que Lissowski reçût sur les monastères basiliens des pouvoirs analogues à ceux de Siestrzencewicz sur les réguliers

(1) Bruxelles, Bibl. slave, dépêche d'Antici du 30 avril 1785.

latins. En cette matière, Antonelli avait la main faite. Il s'exécuta promptement et de bonne grâce. Dès le 3 mai, il remit à Iousoupov une note préliminaire, et, le 14 du même mois, le décret correspondant était rendu (1).

Les deux autres demandes de l'archevêque de Polotsk, en dépit de leur apparence inoffensive, étaient d'une nature plus délicate. Il s'agissait de supprimer quelques fêtes et de réimprimer les livres liturgiques. Mais parmi les fêtes, il y avait celle du *Corpus Domini*, adoptée au concile de Zamosc, et pour les livres, il fallait s'entendre sur le texte à suivre. Antonelli prétextait le manque de renseignements, et remit la réponse à plus tard.

Délivré de ce souci, Iousoupov put de nouveau concentrer ses efforts sur la poursuite du fuyant chapeau. Le pape s'étant rendu à Terracine pour inspecter les travaux des marais Pontins, il alla l'y rejoindre, le 16 mai, et fut reçu en audience le soir du même jour. Une petite ruse : le diplomate n'insista que sur la promptitude de la décision, supposant la faveur déjà accordée en principe. Moins pressé, le pape avoua franchement que cela ne pourrait pas se faire de sitôt. Et justifiant d'avance les retards, il observa que le chapitre de Mohilev était bien modeste, qu'il y avait très peu d'évêques en Russie : un cardinal y serait donc complètement isolé. Étranger à ces questions et pris encore au dépourvu, le prince ne savait trop que répondre. Il s'aperçut alors que ses instructions étaient plus impératives que pratiques ou détaillées, et il demanda au vice-chancelier des « lumières » sur le diocèse de Mohilev.

Après tant d'échecs, il ne restait plus à Iousoupov qu'un seul moyen à mettre en œuvre. Ostermann avait

(1) Le texte du décret du 14 mai 1785 se trouve parmi les dépêches de Iousoupov.

parlé du cardinalat de Siestrzencewicz à Mgr Archetti. Lié par des promesses, redevable de son chapeau à Catherine II, celui-ci ne pouvait refuser son concours en faveur d'un collègue dont il avait toujours l'éloge à la bouche. Sans hésiter, il se déclara gagné à une cause qu'il jugeait bien fondée (1). « Je suis parti de Pétersbourg », écrivait-il de Vienne à Ostermann, le 8 janvier 1785, « résolu d'y travailler de mon mieux et cela pour ma propre conviction (*sic*). Vos vœux donc ont été, sont et seront toujours les miens. » Et dans la même lettre, revenant sur « notre très cher et très respectable archevêque », il ajoutait : « Aussitôt que je me rendrai (*sic*) à Rome, j'entamerai cette affaire, à laquelle je crois pouvoir mieux travailler et avec plus d'efficace de vive voix de ce que je pourrais faire (*sic*) de loin par lettre. » Profusion de promesses qui autorisait les meilleures espérances.

Retenu à Brescia, sa ville natale, par des intérêts matériels et un procès avec ses parents, Archetti n'arriva à Rome que le 5 juin. Le lendemain, Iousoupov frappait à sa porte et réclamait son concours. Le nouveau cardinal lui parla beaucoup de ses propres affaires pécuniaires, et fort peu de l'archevêque de Mohilev. Les préoccupations personnelles l'absorbaient. Il fut admis à l'audience du pape, reçut le chapeau dans le consistoire du 23 juin, la légation de Bologne, la mieux rentée de toutes, dans celui du 27, et, malgré sa promesse, ne trouva pas moyen de souffler un mot en faveur de Siestrzencewicz, dont il ferait l'éloge, disait-il, « à la première occasion ». Et tandis que le prince Iousoupov remerciait le pape des gracieusetés accordées en vue de l'impératrice à l'ancien

(1) GODLEWSKI, *De Cardinalatu*, p. 16.

ambassadeur de Pétersbourg, celui-ci ne songeait qu'à se dégager de la gênante intervention. Une maladresse de Siestrzencewicz le servit à merveille (1). Il y avait en Géorgie des missionnaires arméniens qui dépendaient de la Propagande. Le protectorat de la Russie ayant été, en 1783, étendu sur tout le pays, Siestrzencewicz, quoique du rite latin, s'avisa, un jour, d'avertir les missionnaires qu'ils seraient désormais sous sa juridiction. Sa lettre fut déferée à Rome, elle produisit une impression déplorable, car il y avait là, au point de vue canonique, un abus énorme et répréhensible de pouvoir. Excellent prétexte pour Archetti de tergiverser et de ne pas se risquer.

Le pape s'en prévalut aussi pour laisser l'affaire du cardinalat en suspens. Dans les premiers jours de juillet, Iousoupov reçut l'ordre de rejoindre son poste. Il lui tardait de rentrer à Turin, où il se croyait plus nécessaire, et d'être délivré d'un double train de maison. Le pape lui accorda deux audiences de congé, le 23 et le 30 juillet, lui remit une lettre pour l'impératrice, exprima sa satisfaction sur les procédés du prince, reçut des explications à propos de l'incident arménien, mais se tint sur la réserve au sujet de Siestrzencewicz.

En résumé, Iousoupov avait échoué dans l'objet principal de sa mission : il n'avait pas décroché le chapeau cardinalice pour l'archevêque de Mohilev. Quant au reste, un demi-succès : obtenu pour Lissowski des pouvoirs sur les basiliens, une légation lucrative pour Archetti, de l'avancement pour son auditeur Guglielmi (2). Ces deux derniers prélats ayant été recommandés par la cour de Russie, Iousoupov se plaisait à voir dans leur pro-

(1) Tolstoï, t. II, p. 66.

(2) Il y avait aussi des difficultés à propos du consulat russe d'Ancône. Iousoupov ne parvint pas à les aplanir.

motion une preuve de déférence envers sa souveraine. A défaut de concessions réelles, il emportait les promesses réitérées d'Archetti qui comptait sur l'impératrice Catherine pour obtenir une pension de Joseph II, et faisait grand étalage de zèle. La lettre de ce cardinal, du 17 août, à Ostermann peut servir d'épilogue à la mission du prince Iousoupov : « Le nouveau secrétaire d'État Boncompagni », écrit-il, « est très bien disposé, mais il y a des obstacles à vaincre⁽¹⁾. » Ce refrain, agrémenté de variantes, se reproduira pendant longues années.

Il est à croire que la même lettre servit de stimulant pour remettre, l'année suivante, le cardinalat de Siestrzencewicz sur le tapis. Dès le 5 février 1786, Ostermann insinuait à Archetti de ne pas le perdre de vue. Au mois de juillet, nouvelles instances, pressant appel de faire « éclater zèle et dévouement ». Iousoupov ayant regagné son poste, toutes les démarches à faire retombaient sur Archetti, quoiqu'il fût lui-même installé à Bologne. A la vérité, on ne voit pas qu'il ait fait de grands efforts en cour de Rome pour contenter l'impératrice. Son ambition se bornait, paraît-il, à motiver et justifier les hésitations du pape. Après avoir tergiversé durant quelques semaines, le 2 septembre, il s'exécute. « Toujours excellentes dispositions en haut lieu », écrit-il à Ostermann, « mais il faut tenir compte d'une combinaison de circonstances qui présente des difficultés insurmontables. » Quelles sont-elles ? D'abord, on l'avait déjà dit à Iousoupov, les puissances acatholiques pourraient toutes se réclamer de ce précédent et causer ainsi des ennuis au Vatican. Ensuite — excuse dissimulée jusque-là — Siestrzencewicz, né calviniste et resté calviniste jusqu'après vingt ans, n'est pas

(1) GODLEWSKI, *De Cardinalatu*, p. 16. — Les lettres d'Archetti à Ostermann de 1786, *ibidem*, p. 17.

assez bien méritant de l'Église et du Saint-Siège. Ici se place une allusion discrète au mandement du 30 juin 1779, comme s'il n'y avait pas d'autres griefs à produire. En écrivant ces lignes, Archetti oubliait ses promesses de Pétersbourg, ses lettres de Vienne, les vœux partagés avec Ostermann, il réformait son jugement sur Siestrzencewicz, et battait évidemment en retraite. Cette ébauche d'explication lui valut quelques années de répit. En attendant, le Sénat de Pétersbourg justifiait, à son insu, les répugnances de Pie VI (1). Les facultés romaines accordées à Siestrzencewicz, le 28 août 1786, et soumises, d'après la loi, aux sénateurs, furent enregistrées avec d'autant plus de satisfaction, disaient ces graves magistrats, qu'elles rendaient moins fréquent et moins nécessaire le recours à Rome. Les honneurs du cardinalat eussent donné plus de prestige au distributeur de tant de grâces, et, si la Russie y trouvait son compte, le Saint-Siège n'y voyait qu'un danger pour l'avenir.

Lorsque l'horizon politique s'obscurcit autour du Vatican, lorsqu'on put prévoir que le pape chercherait partout des appuis, Ostermann prit les devants, et, sur ordre exprès de l'impératrice, chargea le cardinal Archetti, le 4 février 1791, de « réentamer » l'affaire du cardinalat (2). Nouvelle tentative étayée sur les anciennes prétentions : mérites exceptionnels de Catherine II, étendue du diocèse de Mohilev, aucune réclamation à craindre de la part de Berlin ou de Londres.

Cette injonction dut paraître au légat de Bologne aga-

(1) Tolstoï, t. II, p. 39. — *P. S. Z.*, t. XXII, n° 16521, p. 826, 23 mars 1787.

(2) GODLEWSKI, *De Cardinalatu*, p. 20. — La réponse d'Archetti est du 22 mars, *ibidem*, p. 21.

çante et importune. Il savait pertinemment, ses correspondants de Rome le lui répétaient sur tous les tons, que la nomination n'aurait pas lieu. Siestrzencewicz ne faisait rien pour la mériter, ne rendait aucun compte de son administration, on se plaignait hautement de son silence. N'importe, puisque « l'immortelle » Catherine le veut, Archetti reprendra, une troisième fois, l'ingrate besogne, mais, retenu d'office à Bologne, il agira de concert avec le consul de Russie, Santini, homme d'autorité, entouré d'estime, et qui a l'avantage de pouvoir traiter de vive voix avec le pape. Se prévalant de ce spécieux prétexte, au lieu de payer de sa personne, il se déchargeait sur un sous-ordre qui relevait directement de la chancellerie d'Ostermann. Autant eût valu se dérober complètement. Catherine II s'aperçut que l'instrument se brisait dans sa main. Le « tout à fait bon enfant » de jadis, désormais revêtu de pourpre et pourvu de bénéfices, s'émancipait pour de bon. L'impératrice n'abandonnera point son idée, mais elle se servira d'un autre intermédiaire.

Les épreuves toujours grandissantes du Saint-Siège l'obligèrent bientôt de recourir aux puissances étrangères (1). L'Assemblée nationale ayant décrété, le 14 septembre 1791, l'annexion à la France d'Avignon et du Comtat Venaissin, le pape protesta contre l'inique spoliation dans un mémoire qu'il fit circuler parmi les diplomates. La bonne grâce avec laquelle Catherine II s'associa à cette protestation engagea le pontife à lui proposer, le 3 novembre 1792, de seconder les armées italiennes qui défendraient les trouées des Alpes, et d'envoyer la flotte russe cingler dans la Méditerranée. Rome

(1) GENDRY, t. II, p. 177, 192, 399.

et l'Italie seraient de la sorte garanties contre l'invasion française.

Le pavillon russe, comme il fallait s'y attendre, ne flotta point devant Civita-Vecchia, l'impératrice s'acharnant alors à dépecer l'infortunée Pologne, et le cri pontifical de détresse ne provoqua qu'une nouvelle demande de cardinalat pour Siestrzencewicz. Mince résultat assurément, mais qui prouve l'importance que Catherine II attachait à ses prétentions. Cette fois, ce n'est plus Archetti, mais Saluzzo, nonce de Varsovie, que l'on engage à s'interposer. Le sachant sur pied d'amitié avec le comte Sievers, ambassadeur de Russie, c'est à ce dernier que, dans une lettre particulière, Catherine II « permet » de reprendre l'affaire Siestrzencewicz, et de prévenir le nonce qu'elle est mécontente des perpétuels refus de Rome. Surpris par cette confiance délicate, Saluzzo se retranche derrière les privilèges des puissances catholiques, et lorsque Sievers essaye d'assimiler à celles-ci les provinces polonaises annexées, le nonce ne trouve rien d'autre à dire, si ce n'est que la religion catholique n'y avait pas été déclarée dominante. Aussitôt le dialogue terminé, il envoie, le 8 septembre 1793, une dépêche chiffrée à Rome, demandant à être éclairé sur ce point, et exprimant l'avis de laisser tomber l'incident. A en juger d'après la correspondance diplomatique, c'est, paraît-il, ce qui arriva : le silence se fait, pour le moment, autour de ce cardinalat désormais légendaire. Le départ du nonce y fut peut-être pour quelque chose. Vers cette époque, Mgr Saluzzo est nommé président d'Urbino, et remplacé à Varsovie, en mars 1794, par Lorenzo Litta.

L'attention de l'impératrice fut aussi détournée de Siestrzencewicz et complètement absorbée par les affaires générales de l'Église romaine. Les partages successifs de

la Pologne, jusqu'en 1795, avaient placé sous le sceptre de la Russie, selon l'expression de Mgr Litta, « une quantité presque innombrable » de catholiques des deux rites. La population était dense dans certaines parties des provinces annexées : Volhynie, Podolie, Lithuanie, Samogitie, Courlande. De la sorte, six diocèses latins et quatre diocèses uniates passaient sous la domination russe. Assurément quelques rectifications de frontières ecclésiastiques s'imposaient d'elles-mêmes, et l'autorité légitime n'eût pas refusé de les entreprendre. Le respect de la liberté religieuse garantie par les traités exigeait que l'on se concertât avec le Saint-Siège, puisque c'est de lui que relève, d'après le droit canon, cette catégorie d'affaires. Catherine II ne l'entendait pas ainsi. En dépit de ses engagements, sans consulter le pape, sans même l'avertir, de sa propre autorité, elle bouleverse de nouveau la hiérarchie catholique, comme elle l'avait déjà fait lors du premier démembrement de la Pologne. Sur les ruines des anciens diocèses latins, trois autres diocèses furent érigés, ceux de Livonie (1), Pinsk et Latychev. Kossakowski, ancien évêque de Livonie, Cieciszewski, ancien évêque de Kiev, et Sierakowski, évêque de Pruse *in partibus*, furent désignés par l'impératrice, sans entente préalable avec Rome, pour occuper les sièges de récente création (2). Les plus grandes difficultés surgirent à Kaménéts, où le nouvel évêque de Latychev fut traité par le pasteur légitime d'intrus et de ravisseur.

Non contente de supprimer des diocèses canoniquement érigés et de les remplacer arbitrairement par

(1) On conserva l'appellation de Livonie, mais les frontières du diocèse furent modifiées.

(2) *P. S. Z.*, t. XXIII, 6 septembre 1795, n^{os} 17370 et 17380, p. 761, 763.

d'autres, Catherine II n'hésita point à s'ingérer dans leur administration intérieure. Elle s'avisa de régler elle-même les rapports des évêques avec leur archevêque, en les mettant de part et d'autre sur le pied d'égalité presque complète. L'autorité des évêques, désormais soumis aux tribunaux russes, fut étendue sur tous les monastères des diocèses respectifs. Défense d'appeler des prêtres de l'étranger, ordre au clergé de prêter le serment de fidélité, et, en cas de refus, défense d'exercer les saints ministères. Le double but de ces différentes dispositions est évident : isoler les évêques, isoler le clergé, et le tenir dans sa main. Des mesures spoliatrices aggravèrent encore cette situation pénible. La plus grande partie des menses épiscopales, des propriétés capitulaires et monastiques fut séquestrée, incorporée dans le Trésor domanial, et puis distribuée à des particuliers. Un clergé appauvri et salarié par l'État deviendrait, pensait-on, plus maniable et serait moins suspect.

Encore plus mal partagés que les Latins étaient les uniates. D'un trait de plume tous leurs diocèses furent supprimés dans les provinces annexées, et leur hiérarchie complètement détruite. Ils furent tous, laïcs, clercs et réguliers, soumis à l'archevêque de Polotsk, Mgr Lisowski, et ce n'était que le prélude des nouvelles épreuves qu'ils auraient à traverser. Faire rentrer les uniates dans le giron de l'Église orthodoxe était un des principaux articles du programme gouvernemental de Catherine II. Il n'y avait là rien de surnaturel ou de spiritualiste, mais simple réminiscence du passé et calcul politique en vue de l'unité nationale. L'impératrice se laissait complaisamment interpellé par Iouri Konisski, évêque de la Russie Blanche, ardent adversaire de l'Union, qui fraternisait avec les luthériens, et n'exigeait, pour répandre l'orthodoxie,

que le concours bienveillant du pouvoir séculier. Elle demandait conseil à des gens d'Église. Se conformant à ses ordres, Eugène Bulgaris, originaire de Corfou, patronné par Frédéric II et promu archevêque, écrivit un mémoire sur la meilleure manière de ramener les unis à l'Église orthodoxe (1). D'intelligence déliée, réputé savant, après avoir rangé Catherine II au nombre des apôtres, il se déclare partisan du césarisme dans le sanctuaire : Pierre le Grand, créateur du synode et inventeur de l'*ober-procureur*, voilà son idéal. A bon entendeur cet aveu eût suffi. Bulgaris conseille spécialement de s'emparer des enfants et du bas peuple par l'école et l'enseignement. Un collège de Saint-Athanase à Pétersbourg aurait pu, d'après lui, rendre aux orthodoxes les mêmes services que celui de Rome rendait aux unis. Pas de moyens violents, pas de dragonnades, il les condamne expressément. Du bout des lèvres et non sans ostentation, l'impératrice partageait la même théorie. A propos de la Révolution française, elle disait au grand-duc Paul, prêt à lancer des boulets, que les canons ne sauraient arrêter la marche des idées. En matière religieuse, même tolérance, même horreur de la contrainte, sauf à les renier pratiquement, surtout dans les provinces annexées et à l'égard des uniates. Une page lamentable s'ouvre ici. Le nom de Victor Sadkowski, archimandrite de Sloutsk, et depuis 1785 évêque dans différents diocèses, est resté tristement célèbre. C'est lui qui fut chargé de rétablir l'orthodoxie parmi ceux que l'on représentait comme victimes du prosélytisme romain. Une exposition détaillée et critique de l'évolution qui se produisit alors ne rentre pas dans le cadre du présent travail, et la

(1) BULGARIS, *Zapiska*.

nature du sujet ne comporte pas d'exposition rapide. De part et d'autre, on s'accuse, on récrimine, on s'attribue des torts graves, des rapines et des persécutions, et la discussion est loin d'être close. Une seule observation est à faire : sans remonter le cours des siècles, un fait contemporain est à noter. Si l'union a été imposée par la violence au seizième siècle, si le retour à l'orthodoxie a été spontané au dix-huitième, comment expliquer l'empressement des soi-disant convertis à rentrer dans l'union, sitôt que le décret libérateur du 17 avril 1905 eut paru? Il y a là une indication sérieuse.

Aussi bien les renseignements sur les uniates qui parvenaient à Rome, émanant de sources polonaises et catholiques, étaient tous d'un caractère alarmant. En vue des traités conclus avec la Pologne, des assurances données directement au pape, de quelques faveurs accordées aux Latins, — une église française en construction à Moscou, des missionnaires réclamés pour les colonies de la Volga, le collège de Polotsk maintenu en pleine activité (1), — on avait de la peine à croire que les noires prévisions de Siestrzencewicz se réaliseraient si promptement et si complètement, que l'existence même de l'Union périliterait. Désormais les illusions devenaient impossibles. Les funestes nouvelles, documentées et précises, affluaient à la Propagande. On y envoyait les lettres de Catherine II aux gouverneurs des provinces annexées, les oukazes qui visaient la suppression des monastères, des paroisses, des églises, et qui privaient le clergé uniate de ses moyens d'existence. De na-

(1) En 1793, Catherine II envoya quelques jésuites à Ferdinand I^{er} qui voulait les rétablir dans son duché de Parme. *Romana*, t. I^{er}, p. 3, n^o II. La correspondance échangée à cette occasion entre Pie VI et Ferdinand I^{er} explique la politique romaine. *Ibidem*, p. 1 et suiv., n^{os} I, III à V, VII, VIII, etc.

vrants commentaires accompagnaient les pièces officielles.

Le Vatican s'émut. Atteint par la tourmente révolutionnaire, exposé lui-même aux plus graves dangers, voyant ses États menacés et son autorité méconnue, Pie VI se montra plein de sollicitude envers les unis. Pour mettre leur foi à l'abri et améliorer leur sort, il voulut reprendre sa correspondance avec Catherine II et envoyer auprès d'elle un représentant pontifical. On jeta les yeux, à cet effet, sur Mgr Litta, nonce à Varsovie, et on fit des propositions à Pétersbourg. Des deux côtés surgirent des difficultés. Litta ne se souciait pas, pour le moment, d'aller en Russie, et l'impératrice demandait des explications plus précises (1). On finit cependant, semble-t-il, par s'entendre, et la mission fut agréée en principe.

La mort soudaine et imprévue de Catherine II remit tout en question. Le règne de Paul I^{er} inaugurait une ère nouvelle.

(1) *Consalvi à Litta*, WITTICHEN, p. 11 et suiv., nos 2 à 5. — Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, V, note du 29 janvier 1796.

LIVRE II

LE VATICAN ET PAUL I^{er}

CHAPITRE PREMIER

UN AMBASSADEUR PAPAL AU COURONNEMENT

- I. LE GRAND-DUC PAUL A ROME. — Un déséquilibré sur le trône. — Tare congénitale. — Éducation manquée. — Lettres galantes. — Second mariage. — Fausse position à la cour. — Souffrances et tristesses. — Voyage à l'étranger. — Chez les jésuites à Polotsk. — A Rome. — Audiences et fêtes. — Vivre avec les morts plutôt qu'avec les vivants. — Apparition impressionnante de Pie VI. — Échange de cadeaux. — Critique. — La pelisse de l'impératrice. — Les baisers du pape.
- II. SERRACAPRIOLA ET GIULIO LITTA. — Un demi-siècle passé à Pétersbourg. — La seconde patrie de Serracapriola. — Son salon, sa femme, sa parenté. — Adversaire de l'Autriche. — Optimisme de ses dépêches. — Giulio Litta. — Distingué par Catherine II. — Affaire d'Ostrog. — L'ordre de Malte. — Enthousiasme de Paul I^{er}. — Convention du 4/15 janvier 1797. — Opinion de Litta sur Paul I^{er}. — Sur Kourakine. — La convention parvient à Malte.
- III. LORENZO LITTA A MOSCOU. — Projets de mission en Russie et en Prusse. — Mort de Catherine II. — Paul I^{er} accepte l'ambassade papale. — Mgr Litta en est chargé. — Lettres de Pie VI à l'empereur et à l'impératrice. — Opinion de Mgr Litta. — Lettres de Consalvi. — Le mot de Salluste. — Mémoire présenté au pape. — Mgr Litta à Varsovie. — Soulèvement de la Pologne. — Deux évêques massacrés. — Le troisième est sauvé par Mgr Litta. — Entrevue avec Kosciuszko. — Départ pour Moscou. — Paul I^{er} *caput ecclesiae*. — Mgr Litta au couronnement.

I

LE GRAND-DUC PAUL A ROME

A l'impératrice Catherine II, excellemment pondérée,

stoïquement calculatrice, succédait, sur le trône de Russie, un déséquilibré aux élans généreux et chevaleresques (1). Prince adorable, despote implacable, disait de lui Souvorov, aussi fin observateur que grand capitaine. Et Rostoptchine, tour à tour en faveur et en disgrâce, observe non sans tristesse que « ce souverain avec tous les moyens de régner glorieusement et de se faire adorer n'a jamais goûté un seul instant de bonheur, et a fini tout aussi malheureusement qu'il avait vécu (2) ».

Une tare congénitale affectait le fils de Catherine II. Son organisme a dû nécessairement se ressentir du surmenage génétique de sa mère qui se donnait plaisamment pour cousins l'Etna et le Vésuve. Problème physiologique, qu'il aura suffi d'indiquer. Si Paul n'était pas, comme se l'imaginait Sainte-Beuve (3) « une espèce de Lapon camus, rabougri », sa constitution physique laissait certainement à désirer, et son moral tenait de la dégénérescence. Maladif, névrosé, impressionnable, il est sujet à des monomanies, des hallucinations, des crises de colère, des accès d'enthousiasme bizarre.

Naturels ou héréditaires, ces défauts ne furent pas atténués par l'éducation. Les premières années de l'enfant, soustrait à sa mère, se passèrent sous la garde de l'impératrice Élisabeth, sensuelle et mystique, atteinte de troubles nerveux, dominée par une crainte superstitieuse de la mort, peu faite pour soigner, sur le déclin de l'âge, une jeune et frêle existence. Les mêmes femmes, dont les récits saugrenus abrégeaient ses insomnies, entourèrent le berceau du nouveau-né, et ne

(1) SCHILDER, *Imp. Pavel I.* — KOBERO. — POROCHINE. — CHOUMIGORSKI, *Imp. Pavel I; Imp. M. F.; E. I. Nelidova.* — MORANE. — BRAY.

(2) *Arkhir kn. Vorontsova*, t. VIII, p. 292.

(3) *Nouveaux lundis*, t. II, p. 206.

purent avoir sur celui-ci qu'une déplorable influence.

En 1760, Élisabeth confia le petit grand-duc à Nikita Panine, auquel personne, et avec raison, ne soupçonnait des talents pédagogiques. Ce n'est pas ainsi que Catherine Alexéievna entendait l'éducation d'un prince destiné à régner. Devenue impératrice en 1762, encore férue des philosophes, elle fit à d'Alembert des « offres prodigieuses » — un traitement de cent mille livres avec immunité d'ambassadeur et beaucoup d'autres agréments — s'il voulait, seul ou accompagné de ses amis, venir à Pétersbourg et se charger d'élever et d'instruire le grand-duc. D'Alembert ne se laissa pas séduire. A deux reprises, il déclina en termes exquis l'offre impériale, mais à Voltaire il écrivit crûment : « Je suis trop sujet aux hémorroïdes ; elles sont trop sérieuses en ce pays-là, et je veux avoir mal au derrière en toute sécurité. » C'était une allusion au célèbre manifeste du 7 juillet 1762, qui attribuait la mort de Pierre III à une violente colique (1). Découragée par ces refus réitérés, l'impératrice, faute de mieux, laissa son fils entre les mains de Panine, aussi surchargé de besogne qu'il était indolent et frivole. Elle-même avait la fibre maternelle atrophiée : Paul ne connut jamais les tendresses et la sollicitude d'une mère.

Une forte et sérieuse instruction aurait pu jusqu'à un certain point discipliner le caractère de l'enfant, à la conception prompte, à l'intelligence éveillée. Encore la lui donnait-on un peu au hasard, sans système rigoureux, sans trop songer à la formation morale. Son maître de religion, le futur métropolite de Moscou, Platon, fut peut-être le seul à s'en préoccuper. Il jeta dans ce jeune cœur les germes d'une dévotion mystique qui, sans le mettre à

(1) BILBASOV, t. II, p. 131.

l'abri des entraînements, lui inspirait des envolées vers l'idéal supraterrrestre. D'autre part, on ne respectait pas suffisamment la dignité de l'enfant. Les vieux libertins du Palais d'hiver tenaient devant lui des propos équivoques. A dix ans, on laissait cet impulsif faire la cour aux demoiselles d'honneur, il lâchait la bride à son ardente fantaisie, et se renseignait sur « l'amour » dans l'*Encyclopédie*.

A en croire Castéra, avant de se marier, il était déjà père d'un enfant (1). D'avance, paraît-il, on avait voulu s'assurer que les successeurs ne manqueraient pas au trône impérial. Son premier mariage, en 1773, avec la princesse Wilhelmine de Hesse-Darmstadt, arrogante et frivole, ne lui laissa que des souvenirs amers et de cruelles déceptions. Une correspondance galante de la défunte avec André Razoumovski fut mise sous les yeux de Paul Pétrovitch. L'ami supposé fidèle se révélait tout à coup traître et trompeur vulgaire. Cette découverte ne pouvait exercer qu'une action funeste sur un caractère ombrageux déjà trop enclin à la méfiance.

Après un deuil de peu de mois, en 1776, nouveau mariage avec la princesse Sophie de Wurtemberg qui s'appela, en abjurant le protestantisme, Marie Fedorovna. Éprise de la vie de famille, méticuleuse et active, sachant s'adapter aux circonstances, la grande-duchesse entoura son mari d'égards et de soins, et, pendant quelques années, leur union fut heureuse, mais à la longue la différence de caractères, exploitée par l'intrigue, éloigna le grand-duc de sa femme.

Paul Pétrovitch avait besoin d'être soutenu et même dirigé et guidé sans toutefois qu'il s'en aperçût. Sa posi-

(1) CASTÉRA, t. II, p. 146.

tion à la cour, aussi fausse qu'effacée, ne laissait pas d'être excessivement pénible. Il avait depuis longtemps atteint sa majorité, que sa mère continuait de régner, tenant en lisière celui qui aurait pu poser en rival. Les affaires d'État, politique, finances, administration, l'armée surtout, l'attiraient irrésistiblement. Il étudiait ces questions à fond, rédigeait des mémoires, demandait avec instance le baptême du feu. Et l'on s'ingéniait à l'éloigner systématiquement du conseil et de toute ingérence dans le gouvernement. Au lieu de la campagne qu'il rêvait, il ne put faire qu'une promenade militaire en Suède. Profondément découragé, se repliant sur lui-même, « il suait l'ennui », et rongait son frein dans une inaction exaspérante. Pour comble de malheur, les joies apaisantes du foyer lui faisaient aussi défaut. Tandis que sa femme lui donnait, en garçons et en filles, une descendance superbe, il se voyait privé de ses droits paternels. Chaque fois, Catherine II s'emparait du nouveau-né, et, grand'mère affectueuse, se chargeait de l'éducation. Enfin, la présence à la cour des favoris attitrés, le crédit d'un Potemkine, l'insolence d'un Zoubov, étaient pour lui une source intarissable des plus profondes et cruelles humiliations. A eux, étrangers et nouveaux venus, l'influence, les honneurs, les dignités, les fastueuses dotations, et cependant que les flots d'or se déversaient sur les comparses, l'héritier présomptif du trône se débattait dans la pénurie, contractait des dettes et cherchait des prêteurs. On devine tout ce qui s'accumulait d'amertume et de fiel au fond de cette âme rêveuse, dévorée du besoin d'activité, passionnée de grandeur, avide d'autorité.

Au milieu de ces tristesses, le voyage à l'étranger entrepris en 1781 par le couple grand-ducal, sous le nom de comte et comtesse du Nord, servit de radieuse diver-

sion (1). Berlin leur fut interdit. La politique russe s'orientait déjà vers l'Autriche, et le grand-duc, admirateur de Frédéric II, qu'il connaissait personnellement et qu'il désirait revoir, dut se résigner à ce sacrifice, compensé d'ailleurs par d'attrayants séjours à Vienne et à Paris, à Rome et à Naples.

A cette tournée se rapporte le premier contact de Paul Pétrovitch avec le monde catholique. Auparavant il avait connu Siestrzencewicz, peut-être même profité de son obligeance pour faire un emprunt d'argent. Archetti lui avait présenté les hommages du pape, et accepté une invitation à dîner, mais ces relations d'étiquette officielle ou d'affaires pécuniaires n'établissaient aucun échange d'idées, n'effleuraient pas le sentiment. Ce fut maintenant tout autre chose (2).

Les voyageurs arrivèrent à Polotsk dans la soirée du 8 octobre, et furent agréablement surpris par l'illumination de la ville : un océan de lumières, et devant l'église des jésuites six colonnes de feu, hautes de soixante pieds. Le lendemain, dans l'après-midi, ils vinrent visiter le collège, non en touristes désœuvrés, mais en pèlerins intelligents, désireux de s'instruire et de connaître le pays qu'ils auraient à gouverner. Tout fut inspecté en détail : église, sacristie, collège, parloirs, salles d'études, salles de classes, cabinets de physique et de chimie, bibliothèque, réfectoires, dortoirs. On s'entretint longuement

(1) La Bibliothèque slave de Bruxelles possède un petit atlas, relié en cuir rouge, qui a servi certainement soit au tsarévitch lui-même, soit à un de ses compagnons de voyage. Il contient seize cartes empruntées à différents ouvrages, et qui correspondent exactement à l'itinéraire du grand-duc. Les cartes dressées, en 1780, pour le voyage de Catherine II en Russie Blanche, pour celui du comte Falkenstein, de Vienne à Pétersbourg, s'y trouvent aussi.

(2) Bruxelles, Bibl. slave, Brzozowski, ms. f. 7. — Rozaven, ms. f. 54.

sur le genre de vie des élèves et de leurs maîtres, sur les principes et méthodes d'enseignement. Après quoi, selon l'usage de l'époque, de jeunes rhéteurs déclamèrent, en langues classiques et modernes, des poésies de circonstance, à la louange des hôtes illustres qui les écoutaient.

Le grand-duc se montra aimable et causant. Il voulut voir les novices, dont la présence à Polotsk avait soulevé tant de tempêtes, les tint quelque temps sous le charme de sa parole, et trouva le mot pour rire, lorsque, apercevant parmi eux un vieux gentilhomme polonais, il lui dit plaisamment : « N'est-ce pas, à la vérité, voler le paradis, que donner au monde sa jeunesse, et puis ce qui reste au bon Dieu? »

Le jour suivant, les Altesses assistèrent aux offices dans l'église du collège. Quel contraste entre leur tenue recueillie et celle de Catherine II qui ricanait tandis qu'on célébrait à l'autel, et s'entretenait avec l'empereur Joseph. A l'issue de la procession et du *Te Deum*, lorsque la messe solennelle commença, elles quittèrent leur place d'honneur, se rapprochèrent du célébrant, et, à l'aide d'un missel interprété par le Père Vicaire, s'initiaient aux cérémonies sacrées.

Cette première entrevue avec les jésuites laissa dans l'esprit de Paul Pétrovitch une impression forte et durable. Les conséquences qui en dérivèrent apparaîtront plus tard. Dès à présent, le tsarévitch conseilla aux seigneurs polonais qui vinrent se présenter à lui d'envoyer leurs enfants au collège de Polotsk, et, de passage à Parme, il encouragea le duc Ferdinand à confier dans ses États l'éducation aux jésuites.

Laissons le comte du Nord partir avec sa femme pour Vienne et Venise. Nous les retrouvons à Rome, le mardi

5 février 1782 (1). La ville éternelle étalait encore en toute sécurité les splendeurs incomparables que la Renaissance et l'Antiquité avaient accumulées sur les bords du Tibre, mais un feu sinistre couvait déjà sous la cendre. Le nonce de Vienne, Garampi, dénonçait anxieusement l'extension des sociétés secrètes et l'hostilité croissante envers le Saint-Siège. Il n'augurait, pour l'avenir, rien de bon, mais ne prévoyait pas les plans de spoliation pontificale qui germaient déjà dans les esprits avancés.

Pour le moment, ces pensées troublantes n'obsédaient pas nos voyageurs. Sous le ciel bleu d'Italie, ils se livraient avec entrain à leurs studieuses et agréables préoccupations. Il leur tardait d'admirer les chefs-d'œuvre de Rome. Leur impatience était telle qu'arrivés à la Porte flaminienne, ils se rendirent directement par la via Ripetta et le pont Saint-Ange, en costumes et voitures de voyage, à la basilique de Saint-Pierre. La merveilleuse colonnade qui en forme l'accès, la coupole aérienne qui la couronne, ses proportions harmonieuses, la pureté de ses lignes, la profusion de ses marbres frappèrent l'imagination du grand-duc. Il sut apprécier le génie de Bramante et de Michel-Ange, et rêva dès lors de reproduire Saint-Pierre à Saint-Pétersbourg. L'architecte Voronikhine dressa, d'après cette idée, les plans de la cathédrale de Kazan, dont la construction ne fut achevée, et même commencée, que sous Alexandre I^{er}.

De Saint-Pierre on se rendit au Panthéon d'Agrippa. Ce fut le tour de la grande-duchesse de s'extasier à la vue de cette rotonde gigantesque avec voûte semi-sphérique et, au milieu, ouverture ronde qui répand la lumière et, d'après les anciens, symbolise le soleil. A

(1) RINIERI, *Gli Czar*. — *Sbornik... ist. ob.*, t. V, IX, XX, XXIII. — *Arkhiv kn. Vorontsova*, t. XXIX, p. 212. — *Rousskij Arkhiv*, 1876, t. II.

l'intérieur, l'édifice était alors encore rempli d'objets d'art qui furent dans la suite transportés au Musée du Capitole et à l'Académie de Saint-Luc. Catherine II plaisantait ces préférences de Marie Fedorovna. Elle la jugeait idéaliste à l'excès.

Rendus enfin à l'hôtel de Londres, leur résidence, le comte et la comtesse du Nord se firent annoncer chez le pape, et finirent leur soirée au théâtre de Torre Argentina, dans la loge du gouverneur de Rome, Mgr Spinelli, au son de la musique du *Demofonte*.

Le lendemain, toute la journée se passa au Vatican, entre la basilique et les musées. Artiste elle-même, la grande-duchesse cultivait le dessin et gravait sur la pierre dure. Elle s'entendait en peinture et sculpture. Un vaste champ s'ouvrait donc à son admiration. Vers le coucher du soleil, lorsque le pape vint, comme d'habitude, se prosterner devant la *Confession de l'apôtre saint Pierre*, le couple grand-ducal s'entretint avec lui à deux reprises, avant et après sa prière. La rencontre avait été concertée d'avance, mais elle devait avoir l'air d'être fortuite. L'apparition de Pie VI était doucement impressionnante : haute stature, port majestueux, belle tête expressive, ornée de cheveux blancs, longs et soyeux, voix caressante et sympathique, bienveillance et dignité dans les manières. Cette fois, on n'échangea sans doute que les compliments d'usage en pareille occurrence.

Nos voyageurs ne s'installèrent à Rome pour de bon, au palazzo Spada (1), que le 23 février, après avoir passé une quinzaine de jours à Naples. Les Romains les accueillirent avec cette grâce enveloppante dont ils possèdent le secret. En l'honneur des nouveaux arrivés, il y eut une

(1) Actuellement démoli. Il se trouvait piazza Colonna.

série de fêtes : réception somptueuse chez le neveu du pape, don Luigi Braschi-Onesti, marié à une Falconieri; *rinfrasco* au Capitole, offert par le sénateur Abondio Rezzonico et rehaussé par la présence de la noblesse; académie chez la princesse Santa-Croce; réunion d'un luxe éblouissant chez le cardinal de Bernis, ambassadeur de France, à l'occasion de la naissance du Dauphin.

Cependant on ne se laissait pas absorber entièrement par les distractions mondaines, celles-ci ne venaient même qu'en seconde ligne. Dans le pays des grands souvenirs et des grands artistes, au pied du Capitole, en face du Colisée, au milieu d'incomparables chefs-d'œuvre, les Altesses préféraient, et ne s'en cachaient pas devant Catherine II, vivre avec les morts plutôt qu'avec les vivants. En effet, le meilleur de leur temps était consacré non à des représentations banales, mais à des courses instructives et sérieuses. Les monuments, les églises, les bibliothèques, les ateliers, les attirèrent tour à tour. Un souffle de renouveau ébranlait la ville de Raphaël et de Michel-Ange. Pie VI avait le goût des arts, et les œuvres grandioses le séduisaient irrésistiblement. Il entreprit, et, au prix d'efforts inouïs, mena à bonne fin ce que César avait seulement rêvé : le dessèchement des marais Pontins. Sous ses auspices, d'après les plans de Simonetti, s'organisait le musée Pio-Clementino, collection d'antiques qui défie la rivalité. Quant à l'art moderne, on l'étudiait dans les ateliers de Valadier, Cavaceppi, Pardelli, Piranesi. Les achats les plus considérables se firent chez Girolamo Battoni. La *Sainte Famille*, réputée son chef-d'œuvre, coûta 1 500 ducats. La musique ne fut pas oubliée. Les filles de Battoni chantèrent devant la grande duchesse le *Stabat* de Pergolèse, et les meilleurs solistes se produisirent aux fêtes de Bernis.

Le grand-duc eut aussi, comme bien on pense, des audiences au Vatican. Aucun détail précis et circonstancié ne nous est parvenu sur ses conversations avec le pape, mais le souvenir attendri qu'en conserva Pie VI, les allusions qu'il y fit plus tard dans ses lettres, sa confiance dans le secours de Paul I^{er} devenu empereur, les constantes et réelles sympathies de celui-ci envers le pontife persécuté, exilé, errant sur les grands chemins, nous autorisent à croire que ces conversations étaient empreintes d'une parfaite cordialité et d'une affection mutuelle (1).

Le pape n'ignorait pas les goûts artistiques de ses augustes visiteurs, et, heureux de pouvoir les satisfaire, il leur offrit les vues de Rome, réunies par Piranesi en dix-neuf in-folio, un choix de superbes gravures, deux mosaïques richement encadrées et représentant le Colisée et le temple de la déesse de Tivoli, deux tapisseries avec Lucrèce et la Sibylle pour sujets. En fait de générosité, Paul Pétrovitch ne se laissait pas surpasser facilement. Les tabatières précieuses en or et en émail, les bagues montées en rubis et en diamants qu'il distribua à profusion excitèrent l'admiration générale.

Les sympathies personnelles du tsarévitch envers Pie VI ne s'étendaient pas jusqu'à l'approbation du gouvernement pontifical. Il le critiquait sévèrement, trop sévèrement peut-être, et donnait à sa critique une forme originale, rapprochant, dans une lettre à Platon, les défauts du régime de l'infailibilité du souverain (2). Il n'approuvait pas non plus le voyage de Vienne. Cathe-

(1) « Leurs Altesses Impériales ont été enchantées du pape, très satisfaites de son humanité; elles ne se sont pas rassasiées de le voir. » Dépêche de l'abbé Ciofani à Frédéric II, 7 février 1782. Citée par MORANE, p. 230.

(2) *Rousskij Arkhiv*, 1887, t. II, p. 28.

rine II partageait le même avis. Ce déplacement, disait-elle, fera plus de bien à la santé de Pie VI qu'à ses affaires. La divergence d'opinions n'empêcha pas le grand-duc d'assister au départ, et de prendre congé du partant avec les marques de haute estime et de vénération. Profondément touché, Pie VI en gardera pour la vie le souvenir reconnaissant. Le cardinal della Genga, le futur pape Léon XII, et alors camérier secret, présent à la scène d'adieu, aimait à en raconter les détails. Le pape embrassa le grand-duc qui voulut l'aider à monter en carrosse, la grande-duchesse jeta sur ses genoux une pelisse précieuse, cadeau de l'impératrice. Informée de tout cela, Catherine II écrivit à son fils : « Vous emportez de Rome les baisers du pape sur les deux joues que bien des catholiques vous envieront. »

II

SERRACAPRIOLA ET GIULIO LITTA

Lorsque le reclus de Gatchina vint s'installer au Palais d'hiver, recueillir l'héritage lourd à porter de Catherine II, et saisir fiévreusement les rênes du pouvoir, il y avait parmi les diplomates accrédités à Pétersbourg deux catholiques, le duc de Serracapriola et le comte Giulio Litta, qui ont été, de près ou de loin, mêlés aux affaires d'Église, et que la politique initiait aux affaires de cour. Il importe d'esquisser leur physionomie et de surprendre leurs impressions au premier contact avec le nouvel empereur.

Antonino Maresca, duc de Serracapriola, était, depuis l'année 1783, ministre plénipotentiaire et envoyé extraor-

linaire de Naples (1). Son titre ducal ne datait pas de loin, son père l'avait obtenu en 1740. Protégé par Tanucci, il parvint, à l'âge de trente-deux ans, au poste élevé qu'il devait occuper pendant près d'un demi-siècle. Sa position à la cour était tout à fait exceptionnelle. La Russie, froide et neigeuse, devint la seconde patrie, et peut-être la patrie préférée, de cet enfant de Sorrente. Des liens intimes et forts le rattachaient au pays où il exerçait ses fonctions. Remarié, en 1788, après la mort de sa première femme, à une princesse russe, Anna Viassemski, il donnera sa fille en mariage à un Russe, Stépane Apraxine, et se verra ainsi apparenté à une partie de la haute noblesse. Son salon arrangé avec goût, richement meublé, était des plus recherchés et des mieux composés. A la faconde italienne, le duc joignait des manières aimables et un tact parfait. Sa femme, intelligente et gracieuse, animait la conversation. Grandes dames et grands seigneurs se donnaient rendez-vous dans cette demeure hospitalière, largement ouverte aux diplomates, aux dignitaires de la cour, à tous les genres de célébrité. C'est là que Joseph de Maistre, spirituel et captivant, lancera ses bons mots qui feront le tour de la capitale. Les ambassadeurs du pape y seront les bienvenus. Ils pontifiqueront à la chapelle de la légation. Et à Rome, on craindra parfois que la discrétion diplomatique ait à souffrir d'une amitié trop grande avec le ministre du roi Ferdinand.

En qualité de Napolitain, adversaire de l'Autriche, le duc sera surtout en faveur, lorsque Paul I^{er}, champion désintéressé de l'honneur et du droit, aura lui-même à se

(1) *Notice*, passim. — GEORGEL, t. VI, p. 195. — D'après DOLEBOUKOV, t. II, p. 96, « mélange indescriptible de grand seigneur et de lazzarone, de gentilhomme et de bouffon ».

plaindre de l'empereur François, et renoncera pour de bon à son alliance. Après le congrès de Tilsit, tant que Joachim Murat détiendra le royaume de Naples, Serracapiola se verra obligé de renoncer à sa représentation diplomatique, mais il ne quittera point Pétersbourg, et jamais, dira-t-on de lui, il n'a été plus ministre qu'à cette époque, tellement, à défaut de caractère officiel, il était entouré des sympathies générales et soutenu par la confiance du gouvernement.

Ses relations de parenté et d'amitié lui donnaient les plus grandes facilités d'être renseigné sûrement et promptement. L'optimisme outrancier de ses premières dépêches n'en est que plus étonnant (1). Tandis qu'une morne stupeur envahit les courtisans à la vue des rustres en uniformes bizarres qui arrivent de Gatchina et s'emparent des plus hautes fonctions, tandis que des mesures odieuses appliquées avec la dernière rigueur bouleversent la vie publique et privée, exaspèrent les habitants de la capitale, auxquels on interdit les chapeaux ronds, les bottes à revers et les souliers à cordons, Serracapiola ne voit partout que d'opportunes innovations, et il n'a pour leur auteur que des sentiments d'admiration. Il admire l'homme, il admire ses réformes et sa politique. En lisant les dépêches de leur envoyé, le roi Ferdinand et son ministre des affaires étrangères, le prince Castalcicala, devaient se dire que la Russie entrait, sous les auspices d'un justicier magnanime, dans une ère nouvelle de bonheur et de prospérité.

« La pureté du cœur de Sa Majesté l'Empereur », écrit Serracapiola, le 17 janvier 1797, » se manifeste de plus en plus. Tout annonce que dignité et bonté seront les avant-

(1) Naples, Archives d'État, *Russia*, 1679, deux dépêches du 17 janvier 1797.

coureurs de ses actions tant pour les affaires d'intérieur que pour la politique extérieure. » Sa vie privée est laborieuse et méthodique. Lever entre quatre et cinq heures du matin, travail de bureau jusqu'à neuf; après quoi, selon la saison, à cheval ou en traîneau, accompagné de l'un ou l'autre de ses fils, il s'en va visiter quelque établissement public. A dix heures et demie, revue, puis travail encore, messe, cercle, et à une heure et demie, dîner de trente-six à quarante couverts. Après le café, l'empereur fait un tour au dehors ou reste en famille jusqu'à quatre heures. Les trois heures suivantes sont consacrées à la réception des ministres. La soirée se termine invariablement à neuf heures. La vie du souverain étant réglée comme une horloge, les services devaient nécessairement s'y conformer, et un ordre parfait régnait à l'intérieur du palais.

L'ambition de Paul I^{er} était de modeler tout l'empire à l'image de son palais, en réprimant les abus qui s'étaient glissés dans l'administration pendant les dernières années du règne précédent, en remédiant aux ravages causés par le favoritisme de l'impératrice vieillissante. Serracapriola avoue que les réformes se succèdent avec une rapidité vertigineuse, — impossible de les suivre en détail, — mais, selon les plus hostiles au nouveau régime, dit-il, elles n'ont en vue que le bien de l'État et le bien des individus, elles s'inspirent d'un sentiment de justice, elles se déroulent avec un tel accord et un tel ensemble qu'elles supposent une étude approfondie et le concours de sérieuses compétences. Même la réforme militaire, justement honnie par Souvorov, lui paraît excellente, et les rudes soldats de Kagoul et de Rymnik, accoutrés à la prussienne, poudrés et bouclés, sont, d'après lui, mieux protégés contre les intempéries des saisons.

La politique extérieure de Paul I^{er} ne pouvait, par certains côtés, ne pas séduire un tenant du légitimisme et un serviteur dévoué des Bourbons. Catherine II avait légué à son fils une « triplice », dont la pointe était dirigée contre la France de la Terreur (1). L'empereur restait fidèle aux engagements pris par la Russie, et maintenait, pour le moment du moins, l'alliance avec l'Autriche et l'Angleterre. Il se déclarait en même temps adversaire de la Révolution, partisan de la paix générale, et refusait l'envoi de troupes contre la France promis par Catherine II. C'est par la paix, mais par une paix honorable, qu'il rêvait de désarmer les prétendus libérateurs des peuples. D'autre part, ne voulant pas être pris au dépourvu, il tenait prêtes son armée et sa flotte. Et Serracapriola était assez fin pour deviner dans cet apôtre de la paix un futur promoteur de la guerre contre la Révolution, et un défenseur convaincu des monarques spoliés et opprimés.

La même note optimiste se retrouve dans les dépêches de Giulio Litta. La première apparition de celui-ci à Pétersbourg date de l'année 1789 (2). Fidèle aux traditions de Pierre le Grand, Catherine II avait demandé au grand maître de Malte, Emmanuel de Rohan, de lui envoyer un chevalier de valeur pour réorganiser la flottille de la mer Baltique, et la mettre en état de lutter contre les Suédois. Le choix du conseil de l'ordre se porta sur le comte Giulio Litta-Visconti-Arese, d'une famille patriicienne de Milan, qui saisit avec ardeur cette occasion de se distinguer.

Arrivé à Pétersbourg dans les premiers jours de janvier, il est nommé d'emblée, malgré ses vingt-six ans, géné-

(1) F. MARTENS, t. II, p. 248, n° 47; t. X, p. 310, n° 379 à 399.

(2) GREPPI, *Un gentiluomo*, p. 40 et suiv. — GOLOVKINE, p. 164, 177.

ral major, et affecté au service de la marine, avec deux mille roubles de solde réglementaire et quatre mille de supplément. Ses plus beaux rêves se transformaient en réalité. Aussi son enthousiasme n'a pas de bornes. Il l'exhale dans ses lettres à sa famille : Catherine II, qui l'a invité une fois pour toutes aux réunions de l'Ermitage, est au-dessus de la renommée qui en fait la plus grande des souveraines. Admirée de loin, à titre d'héroïne, elle est adorée de tous ceux qui l'approchent. Pétersbourg avec ses rues spacieuses, ses places publiques, ses quais de granit, ses canaux, ses palais, ses théâtres, ses clubs, est la plus belle ville d'Europe, attachante et grandiose, reproduisant sous des couleurs européennes tout le luxe asiatique. Les régiments aux uniformes variés qui défilent dans les rues font penser aux valeureuses phalanges des croisés chantées par le Tasse.

A la guerre, la fortune sourit aussi au jeune général. Sous les ordres du prince Nassau-Siegen, placé à l'avant-garde, il prend part à la bataille navale de Rochenselm. Les Suédois sont battus, le 13/24 avril 1789, et Litta obtient une triple récompense : la croix de Saint-Georges, un sabre d'honneur et le grade de contre-amiral.

L'année suivante fut moins heureuse. A Svinskunde, les Russes essuyèrent une défaite qui n'en valut pas moins au comte Giulio un second sabre d'honneur avec poignée enrichie de diamants. Bientôt, la paix ayant été conclue avec la Suède, les travaux de construction recommencèrent dans les chantiers, et Litta, chargé de les diriger, ignorant la langue du pays, se trouva aux prises avec d'insurmontables difficultés. Il comprit ou bien on lui fit comprendre que la meilleure issue serait une retraite honorable.

Rappelé à Malte, il n'y séjourna pas longtemps. En

octobre 1794, nous le retrouvons à nouveau, bailli et grand'croix de dévotion, sur les bords de la Néva. L'amiral russe, désormais ministre et envoyé de Malte, reprenait l'affaire d'Ostrog amorcée naguère par Sagramoso. On se rappelle qu'il s'agissait des vastes propriétés léguées à l'ordre de Malte par le prince d'Ostrog en cas d'extinction de sa race. Or, les partages successifs de la Pologne les faisaient passer peu à peu sous le sceptre russe, et il y avait là des intérêts d'ordre financier à régler (1).

Catherine II, pressée d'en finir, avait demandé au grand maître de se faire représenter à Pétersbourg par un chevalier italien, muni de pouvoirs spéciaux. Les antécédents de Litta le désignaient pour cette mission, mais au lieu de succès, il n'eut d'abord, grâce aux prétentions exagérées de l'ordre, que des déceptions. Les pygmées, disait-il de ses confrères, se conduisent en géants. Et tandis que Platon Zoubov, le favori en titre, contrecarrait ses efforts, survinrent de fâcheuses complications : le grand maître, au sensible déplaisir de Catherine II, délégua un représentant auprès du Directoire; un navire, battant pavillon russe, fut capturé par un capitaine maltais. La cour ne dissimulait pas sa mauvaise humeur, et Giulio Litta, à bout d'expédients, eût préféré se retrouver à Milan, au milieu des siens, menacés par l'invasion française. La mort subite de Catherine II changea la situation du tout au tout.

Le nouvel empereur posait en admirateur fanatique de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Pierre le Grand et Catherine II l'avaient aussi tenu en haute estime. Ils avaient même envoyé des Russes à Malte pour en faire de bons marins. Mais ce n'était pas la science nautique que

(1) *Sbornik... ist. obstch.*, t. II, p. 167.

Paul I^{er} demandait à l'ordre, il voulait hériter de ses gloires, s'imprégner de son esprit, en devenir le promoteur attiré. Jeune encore, il avait reçu des mains de sa mère l'*Histoire de l'ordre de Malte* par l'abbé de Vertot. A la lecture de cet ouvrage, d'ailleurs médiocre, sa fantaisie s'échauffa, et des projets séduisants germèrent dans sa tête. Il est fasciné par un idéal qui s'empare peu à peu de toutes ses facultés. Répandre au loin l'esprit chevaleresque, l'opposer victorieusement aux clameurs subversives de la Révolution, s'entourer d'une élite de preux et de savants, et, à leur tête, sauvegarder les intérêts les plus élevés de l'humanité, lui parut une mission réservée à sa puissance d'autocrate. Il s'y attacha passionnément. A peine parvenu au pouvoir, sa pensée se reporte vers l'ordre de Malte, et cette préoccupation ne le quittera plus pendant toute la durée de son règne.

Giulio Litta bénéficia des premières confidences. Son titre de bailli et de grand'croix de Malte prévenait en sa faveur. Il était aussi personnellement bien vu à la cour. Lors de son voyage d'Italie, Paul Pétrovitch avait reçu, à Milan, dans le palais Litta, une hospitalité princière. Il s'en souvenait avec reconnaissance, demandait des nouvelles de ses hôtes, et leur témoignait de l'affection. Aussi bien, les difficultés naguère insolubles disparurent comme par enchantement : la succession d'Ostrog fut réglée sans retard à l'avantage des chevaliers. Et ce n'est là qu'un avant-coureur des bienfaits qui vont suivre. L'empereur avait des idées bien arrêtées sur l'organisation de l'ordre en Russie. Elles tenaient du fantasque et du grandiose. Le prince Kourakine, vice-chancelier, les détaillait à Giulio Litta.

La mentalité de ces trois personnages, jaloux d'établir en pays orthodoxe et slave un ordre latin de chevalerie,

peut, à bon droit, passer pour énigmatique. Elle n'avait, dans tous les cas, rien d'homogène. Alexandre Kourakine, le serviteur dévoué, l'ami des mauvais jours, était depuis longtemps affilié à la maçonnerie. Il avait profité d'un voyage officiel en Suède pour faire la cour à la comtesse Fersen et se lier étroitement avec les maçons de Stockholm. Chargé de la direction d'une loge à Pétersbourg, il ne céda ses fonctions au prince Gagarine qu'en 1799 (1). Quant à Paul Pétrovitch, ses rapports avec les maçons ou martinistes, ainsi qu'on les appelait en Russie, semblent s'être bornés, malgré les efforts de Kourakine et les avances de Gustave III de Suède, à des sympathies éphémères et sans conséquences. L'empereur se croyait chef de l'église orthodoxe, il eût dédaigné d'être chef de la maçonnerie (2). Son idéal, nous l'avons vu, s'élevait au-dessus des machinations de loges, mais n'en restait pas moins d'une réalisation problématique. De tous les trois, le plus facile à déchiffrer est Giulio Litta, lié d'amitié avec Kourakine et très soucieux du « vénérable commun trésor » de l'ordre qui devait bénéficier si amplement des largesses impériales.

Quoi qu'il en soit, et malgré le désaccord latent qui ne devait éclater que plus tard, le vice-chancelier et le bailli entamèrent des pourparlers en règle (3). Les grands profits que l'ordre pourrait en retirer n'échappaient point à Giulio Litta. Il conseillait modestement au grand maître de déléguer un mandataire spécial à Pétersbourg, demandait son rappel en Italie, et, en attendant, poursuivait ses négociations avec Kourakine qui aboutirent à

(1) *Sbornik... ist. obstch.*, t. II, p. 146.

(2) CHROUMICOWSKI, *Imp. M. F.*, p. 248. — SOKOLOVSKAIA, p. 10, 163.

(3) Bien que Kourakine ne fût que second plénipotentiaire pour les affaires de Malte, c'est avec lui que Litta a surtout traité. *Sbornik... ist. obstch.*, t. II, p. 191, 199, 200, 211.

la fameuse convention du 4/15 janvier 1797, rédigée sous les yeux de Paul I^{er}, et insérée dans la *Collection complète des lois de l'empire de Russie* (1).

Jamais encore, fût-ce à l'apogée des plus beaux jours, « l'ordre souverain de Malte et Son Altesse Éminentissime Monseigneur le grand maître » n'avaient conclu un traité aussi honorable pour les chevaliers et aussi avantageux. Rien que le préambule vaut une apologie. L'empereur Paul est censé vouloir « donner à l'illustre ordre de Malte une preuve de ses sentiments d'affection, d'estime et de considération, assurer, consolider et augmenter dans ses États l'établissement dudit ordre déjà institué en Pologne, et particulièrement dans les provinces polonaises passées maintenant sous la domination de l'empire de Russie; procurer à ses propres sujets susceptibles d'être reçus dans l'illustre ordre de Malte tous les avantages, honneurs et prérogatives qui en dérivent ».

Au magnifique préambule correspondent les différents articles du traité : c'est une pluie d'or qui tombe sur les chevaliers. Le revenu annuel de cent vingt mille florins assuré à l'ordre en Pologne par le traité de 1775 est porté à trois cent mille, payables par la trésorerie de l'empire avec une partie des sommes prélevées annuellement sur les starosties de Pologne. Pour exploiter ce revenu, un grand prieuré est fondé en Russie avec dix commanderies. Le grand prieur recevra soixante mille florins par an, les commandeurs, selon l'ordre hiérarchique, trente, vingt, et quinze mille. Ils paieront tous, à titre de « responsions », de fortes redevances au trésor commun de l'ordre. Un traitement de vingt mille florins est attribué au

(1) *P. S. Z.*, t. XXIV, n° 17708, p. 261. — En français, chez MAISON-NEUVE, p. 48. — Confidences antérieures de Kourakine, *Sbornik... ist. obstch.*, t. II, p. 201.

ministre de Malte qui résidera désormais en Russie, en outre des douze mille florins pour l'entretien de la chapelle et des archives et les honoraires des officiers subalternes. Restaient encore douze mille florins disponibles pour les imprévus. La prospérité matérielle du prieuré se trouvait par ces mesures complètement assurée. L'empereur confirmait en outre toutes les commanderies de famille et de jus-patronat fondées en Pologne, et sanctionnait d'avance celles que l'on fonderait en Russie.

Quant à l'administration intérieure, non seulement il accordait aux chevaliers pleine liberté de s'en tenir au régime qui leur est propre, mais il leur imposait expressément « la stricte observance des loix et statuts de l'ordre, inséparable des devoirs que tout fidèle sujet a contractés avec sa patrie et son souverain ». En conséquence, preuves de noblesse, convocation de chapitre, caravanes, résidence conventuelle, taxes de passage, droit de dépouille, droits du mortuaire et du vacant, ancienneté statutaire, tout est maintenu comme par le passé, de même que les privilèges, prérogatives et honneurs accordés à l'ordre par les autres souverains.

Des articles séparés réglaient l'érection de trois commanderies à six mille florins chacune, pour les chapelains conventuels soit en Russie, soit à Malte, le paiement des arrérages d'Ostrog depuis l'année 1788, et de certaines sommes dues à l'ordre dès l'origine de son établissement en Pologne. La valeur du florin est élevée, nouveau bienfait impérial, de quinze à vingt-cinq kopeks, ce qui revient à doubler, ou peu s'en faut, la somme totale.

Cette convention signée d'un côté par Bezborodko et Kourakine, de l'autre, par Litta, réserve aux chevaliers, on le voit, tous les avantages matériels. Ceux-ci sont savamment calculés et soigneusement énumérés, tandis que

les obligations de l'ordre envers le pape, son chef suprême, sont dissimulées dans les formules générales de fidélité aux constitutions et règlements. Ainsi ménageait-on l'ombrageux souverain sans se soucier des difficultés à prévoir. Pour le moment, on était à la joie d'une parfaite satisfaction, à l'admiration sans bornes de l'empereur Paul.

Le 7/18 janvier 1797, Giulio Litta annonce au grand maître qu'il a conclu une convention « d'un grand profit pour le vénérable trésor commun », et il donne libre cours aux sentiments qui l'animent (1). Après un résumé des points principaux du traité, une mention de ses rapports personnels avec l'empereur, « qui a le bonheur de se faire chérir par ceux qui ont celui de l'approcher », il ajoute : « Il est de mon devoir de le faire connaître comme souverain de Russie en parlant de ses qualités publiques et personnelles, de son caractère et de son règne.

« C'est un prince entièrement consacré aux devoirs du trône ; son activité sans exemple a constamment pour but l'État et ses peuples ; le principe fixe de toutes ses dispositions est la dignité de l'empire et le bonheur de ses sujets.

« Ses qualités personnelles sont la piété, la religion, un grand amour de la justice qui est rendue à tout le monde, et d'une manière très expéditive. Il exige en tout la précision et l'exactitude, et il a des principes d'une grande modération. Ses bienfaits sont toujours consacrés à la reconnaissance et au soulagement de l'humanité. Son caractère manifeste un grand fond d'élévation et de no-

(1) L'original du rapport en français dans *Sbornik... ist. obstch.*, t. II, p. 209, n° 61. — Quelques extraits en italien dans GREPPI, *Un gentiluomo*, p. 99 et suiv.

blesse, et l'admiration qu'il a pour tout ce qui se réfère aux principes de l'ancienne et noble chevalerie. L'ordre de Malte qui en est le modèle et l'exemple par son institution et sa conduite est pour lui un objet de respect et d'affection.

« Son règne sera calme, tranquille et heureux. Très éloigné par ses principes et par son caractère personnel de toute idée gigantesque et ambitieuse, son système politique est celui de conserver la paix et la bonne intelligence avec tout le monde et particulièrement avec ses voisins; de ne se mêler en rien des affaires des autres, de n'empiéter sur les droits de personne, et de restreindre toutes ses vues dans les bornes de son empire. Il a la sagesse de savoir bien apprécier la vaine gloire des conquêtes, connaît toutes les playes qui les accompagnent toujours, et il sait combien pour un vaste empire toute conquête est inutile et même dangereuse. Il n'a pas tenu à lui d'en donner un grand exemple par la restitution même de toute la Pologne, dont il a toujours désapprouvé le partage; il aurait bien désiré de rétablir cette ancienne république, et il n'y a que les considérations bien différentes des deux autres cours copartageantes, avec lesquelles il aurait fallu nécessairement s'entendre, qui ont pu le retenir.

« Voilà le portrait que tous les ministres étrangers en résidence ici ont fait de ce prince juste, bienfaisant, modéré, éclairé et sage. Le souverain régnant de Russie préfère à la gloire illusoire et momentanée des armes celle bien plus solide et vraie de faire le bonheur de son empire. »

A citer encore ces lignes sur Kourakine : « Le prince Alexandre Kourakine, « écrit Litta », est auprès du souverain le ministre de confiance et l'ami du cœur. Il a des

principes honnêtes, nobles et très élevés; et il pense en tout comme son maître. Il est désigné à la première place de l'empire; et il en est digne. L'ordre de Malte lui doit toute sa reconnaissance; il en est le créateur en Russie, et il en sera constamment l'appui et le soutien. Comme il m'honore de ses bontés particulières, et que j'ai été lié avec lui d'amitié du temps même de sa retraite, c'est avec une véritable effusion de cœur qu'il s'est occupé tout de suite et avec tant d'empressement de nos affaires. Je ne saurais assez exprimer sa propre satisfaction d'en avoir fait le premier essay de son ministère et d'y avoir si bien réussi. La convention de Malte est le traité qui a été fait le premier sous le nouveau règne. » Ce prince Kourakine est le même qui, accrédité à Paris au lendemain de Tilsit, y déploya plus de pompe et de faste que de talent diplomatique. Entouré de ses quatre enfants naturels, habitué de l'Opéra, assidu auprès des actrices, héros d'aventures burlesques, il affichait l'orgueil d'un rang dont il gardait mal la dignité. Aussi Napoléon ne tenait aucun compte de cette « apparence » d'ambassadeur (1), et dans le Kourakine de Paris il est vraiment difficile de reconnaître le Kourakine de Pétersbourg. C'est qu'il faut se rappeler les circonstances dans lesquelles Giulio Litta rédigeait son rapport. Trois jours auparavant, il avait signé la convention qui soulageait les finances de l'ordre de Malte. L'empereur, confirmant la règle par l'exception, venait de lui attribuer, bien qu'il fût Italien, la première commanderie du grand prieuré russe avec un revenu annuel de trente mille florins. L'amitié de Kourakine portait ses fruits. Elle provoquait l'indulgence.

(1) VANDAL, t. II, p. 48.

Un courrier spécial fut chargé de porter à Malte le texte de la convention du 4-15 janvier 1797 et la correspondance du bailli. Les agents de Bonaparte l'arrêtaient à Ancône et lui enlevèrent ses dépêches. Elles furent envoyées à Paris, décachetées, examinées et jetées en pâture au public. C'est par les journaux français que le grand maître eut la première nouvelle du traité conclu à Pétersbourg (1). L'empereur ressentit vivement cette infraction à la police internationale. Il fallut faire une nouvelle copie de la convention qui, cette fois, confiée au chevalier O'Hara, parvint heureusement jusqu'à La Valette.

III

LORENZO LITTA A MOSCOU

Grand'croix et bailli, le ministre de Malte ne pouvait se désintéresser des affaires pontificales. Aussi bien c'est à lui qu'il faut attribuer probablement le succès d'une négociation officieuse en faveur de Rome.

Dès l'année 1795, le Vatican, alarmé par les actes arbitraires de Catherine II, songeait à dépêcher un représentant en Russie, ne fût-ce que pour régulariser une situation qui se compliquait étrangement. Peut-être cette idée a-t-elle été suggérée par Mgr Lorenzo Litta, frère du bailli Giulio, archevêque de Thèbes, et pour lors nonce à Varsovie. Toujours est-il que, préoccupé du sort des anciennes provinces de Pologne, annexées par la Russie et la Prusse, il insistait vigoureusement sur une mission

(1) MAISONNEUVE, p. 87.

diplomatique à Pétersbourg et à Berlin. Au conseil tenu à Rome à ce propos, on posa même directement la question, s'il fallait envoyer Mgr Litta auprès de ces deux cours, en quelle qualité et avec quelles instructions. Les cardinaux consultés appuyèrent de leurs suffrages la mission et le candidat, et proposèrent de donner à ce dernier le titre, d'ailleurs bizarre et hors d'usage, de « procureur des affaires du Siège Apostolique », *procurator negotiorum Sedis Apostolicae*. Quant aux instructions, la Propagande s'en chargerait. Le pape agréa le choix du mandataire, et Mgr Litta fut seul à protester contre cette nomination (1).

On se mit à l'œuvre quand même. La secrétairerie d'État échangea des dépêches avec le chancelier Ostermann, et put, à ses dépens, se convaincre de l'irréductible ténacité de Catherine II. Le cardinalat de Siestrzewicz fut remis sur le tapis, et même érigé en condition absolue de réciprocité. La gravité des circonstances, la crainte de représailles, allaient donner gain de cause à la Russie, et forcer la main à Pie VI, lorsque la mort de l'impératrice l'empêcha de profiter des avantages obtenus (2).

A l'avènement de l'empereur Paul, il fallut de nouveau reprendre les négociations. Elles se firent dans des conditions autrement favorables : disparue l'agaçante prétention du cardinalat; l'empereur convaincu de l'utilité de la mission, disposé à accorder de grandes facilités; le délégué pontifical invité au couronnement. Et tout cela proposé, discuté, décidé, dans l'espace de quelques semaines, de quelques jours peut-être, car dès le 12/23 décembre 1796, Giulio Litta prévient le grand

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, V. Mémoire non daté, présenté aux cardinaux, avec renvoi à la dépêche de Mgr Litta du 29 janvier 1796. — WITTICHEN, p. 12, n° 3.

(2) Archives du Vatican, *Polonia*, 344, I, *Relazione di Mgr Lorenzo Litta*, f. 21.

maître de l'heureuse issue de l'affaire. Lui-même est chargé d'en faire part au nonce de Varsovie qui se rendra à Pétersbourg sitôt qu'il aura reçu les lettres de créance pour le nouvel empereur. Le bailli se félicite de l'arrivée de son frère, dont la présence ne pourra que lui être utile. De son côté, Mgr Litta, revenant sur son refus, met le plus grand empressement à se rendre à l'invitation impériale. Le prince Kourakine le constate avec une visible satisfaction, et lui annonce, le 22 janvier 1797, que les passeports sont déjà entre les mains du bailli (1).

Dans toute cette négociation, le rôle principal, de concert évidemment avec Rome, semble devoir être attribué à Giulio Litta. Les dates confirment cette supposition. En effet, tandis que le bailli annonce, dès le 23 décembre 1796, l'admission de son frère à Pétersbourg, c'est seulement le 7 janvier 1797 que Pie VI, ne sachant rien de ce qui s'est passé, s'adresse à Paul I^{er}, et encore n'est-ce que pour le féliciter, et manifester le désir d'envoyer un nonce. Les bonnes nouvelles, qu'il reçoit, bientôt après, lui causent une agréable surprise, excitent sa reconnaissance, et lui font reprendre la plume. « Votre cœur a prévenu nos désirs et surpassé nos espérances », écrit-il à l'empereur, le 11 février, « l'archevêque de Thèbes vient de nous faire part que non seulement il serait bien accueilli de Votre Majesté, mais encore qu'elle agréé qu'il assiste à la cérémonie de son couronnement. De si favorables dispositions envers notre ministre, et conséquemment envers nous, remplissent notre âme de la plus douce consolation. Nous lui avons donc ordonné de se rendre aussitôt à Moscow, d'assister à cette auguste cérémonie, et de donner à Votre Majesté tous les témoignages

(1) *Sbornik... ist. obstch.*, t. II, 192, 205. — Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, IV, 1797, 22 janvier, Kourakine à Lorenzo Litta.

publics de l'intérêt que nous prenons à la gloire et à la prospérité de son empire. Nous éprouvons un surcroît de plaisir en pensant que le jour de cette grande solennité ne saurait manquer d'être du plus heureux présage. En effet, peut-on connaître la clémence, la bonté de vos sentiments envers les peuples qui vous sont soumis et ne pas se promettre que votre règne sera celui du bonheur, le règne d'un tendre père? »

Le même jour, autre lettre à l'impératrice Marie Fedorovna avec la même assurance que Mgr Litta « aura l'honneur d'assister au couronnement (1) ».

On pouvait être sûr d'avance que le délégué pontifical ne serait pas dépaycé à la cour de Russie, habitué qu'il était au plus grand monde (2). Ancien élève du collège Clementino de Rome, d'une vie sacerdotale irréprochable, s'exprimant avec facilité en français, il cultivait aussi le grec, et avec tant de succès qu'il ébaucha une traduction de l'*Iliade* d'Homère. Ce travail ne fut entrepris que lorsque Napoléon lui eut donné des loisirs à Saint-Quentin. Auparavant les devoirs de ses différentes charges avaient absorbé tout son temps. Employé d'abord dans les congrégations romaines, il était depuis 1794 nonce de Pologne. A cette époque se rapporte une intéressante correspondance avec Ercole Consalvi, le futur secrétaire d'État et négociateur du concordat de 1801. Quelques lettres de ce dernier se sont conservées, elles reflètent fidèlement celles, malheureusement perdues, de Mgr Litta, car les deux prélats poursuivaient le même idéal, et l'un nous fera connaître l'autre (3).

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 343 A, 344, IV.

(2) Rome, Bibliothèque Vallicelliana, Z, 73, f. 78.

(3) Les lettres de Consalvi à Lorenzo Litta ont été imprimées par WITTI-CHEN. Voir p. 17 à 20.

Modérément, modestement, Mgr Litta tranchait du novateur. Ses intentions étaient excellentes : le bien de l'Église et le prestige du Saint-Siège. En se renfermant dans la sphère diplomatique, il croyait qu'en vue de ce double but un changement radical de système dans les relations extérieures s'imposait impérieusement. La carte modifiée de l'Europe, le déplacement des catholiques en pays protestant ou orthodoxe exigeaient, d'après lui, que l'on établît une certaine égalité entre les princes catholiques et les princes acatholiques : moins d'égards pour les uns, plus de déférence envers les autres. Il constate avec tristesse que les égards n'avaient jusque-là servi à rien, et que le meilleur moyen d'inspirer du respect aux princes catholiques, voire d'éviter leurs outrages, serait d'établir de bonnes relations avec les princes acatholiques, et d'élargir ainsi le cercle d'action et d'influence du Saint-Siège.

Qu'on se rappelle les dangers du moment : la France ouvertement hostile au pape, l'Espagne désarmée par le traité de Bâle, l'Autriche tendant la main vers les légations, Naples refusant la haquenée et convoitant Terracine, — et l'on conviendra qu'il était urgent de se prémunir non seulement contre le Directoire, mais aussi contre les Bourbons et les Habsbourg. Sans doute, personne ne pouvait prévoir jusqu'à quel point la Russie, la Prusse et l'Angleterre se prêteraient aux désirs plus ou moins dissimulés du Saint-Siège : c'était aux diplomates pontificaux de gagner des partisans et des protecteurs. Quoiqu'il en fût, le malaise se faisait sentir, et les meilleurs esprits se mettaient en quête d'un remède.

Consalvi partage en tous points les idées de son ami, il les approuve avec entrain, si ce n'est que, la prudence prenant bientôt le dessus, il les juge prématurées. Elles

auront de la peine, dit-il, à pénétrer parmi des gens qui n'ont jamais fait trois lieues au delà de Ponte Molle, qui se contentent d'horizons resserrés, qui s'imaginent que tout le monde pense comme eux et partage leur avis. Le pape seul est accessible aux hardiesses, mais il est d'un âge trop avancé et prisonnier lui-même de la routine. Le mal est donc, pour l'instant, irrémédiable. Consalvi en appelle aux tentatives qu'il a faites lui-même. A réagir contre le courant, l'on n'arrive à convaincre personne, et l'on s'expose à perdre la confiance et l'estime générale. En conséquence, se prévalant du conseil de Salluste qui qualifie d'extrême démente les vains efforts que l'on ferait pour n'obtenir par son labeur que la haine, il adjure son correspondant d'abandonner pour l'heure tout programme de réforme.

Mgr Litta ne suivit qu'à demi le charitable conseil. Il présenta un mémoire où, sans condamner l'ancien système, il insinuait doucement quelques innovations. Félicitations empressées de Consalvi, qui n'en insista que plus vivement sur l'aphorisme de Salluste et la nécessité de se taire.

C'est en remuant des idées de ce genre que le nouveau nonce apparaissait, le 24 mars 1794, à Varsovie, où déjà se préparait le soulèvement national. A cette occasion, se produisit un incident qui lui permit de donner la mesure de son caractère, et qui, à ce titre, mérite d'être relevé (1). Le jour même de son arrivée dans la capitale, Thaddée Kosciuszko levait à Cracovie l'étendard de la liberté, et conviait les Polonais à reconquérir la Pologne. Son appel se propagea dans le pays comme une traînée de poudre. En peu de jours l'effervescence populaire fut

(1) Rome, Bibliothèque Vallicelliana, Z, 73, f. 78. Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, I, f. 4 et suiv.

à son comble. Le 17 avril, jeudi saint, des vêpres sici-liennes ensanglantèrent Varsovie : Russes et russophiles furent massacrés en grand nombre.

Aux meurtres succédèrent les arrestations. Entre autres personnages de marque, trois évêques, ceux de Vilna, de Livonie et de Chelm, furent jetés en prison, soi-disant pour les soustraire à la fureur des patriotes, en réalité parce qu'on les soupçonnait coupables de trahison. Le nonce comprit le danger, exigea leur mise en liberté immédiate, et ne cessa de faire des démarches pressantes auprès du gouvernement provisoire qui venait de s'établir.

Les événements déjouèrent ses calculs. Le 10 mai, des potences se dressent soudainement dans les rues, de lugubres placards dénoncent les noms des victimes, à leur tête se trouve Mgr Kossakowski, évêque de Livonie et coadjuteur de Vilna. Par un reste de scrupule, on vient prier le nonce de le dégrader avant le supplice. Litta refuse : ses facultés ne l'y autorisent pas, d'ailleurs un procès canonique est indispensable. Il veut sauver le condamné, gagner du temps. Dans ce but, il propose qu'on garde l'évêque à vue *nomine Ecclesiae*, et qu'on soumette le cas au pape. Mais tandis que les pourparlers se compliquent, la populace surexcitée s'empare de l'évêque, le traîne sur la place publique devant l'église des Bernardins et l'attache au gibet.

Même hâte furieuse, surprise encore plus étourdis-sante, lorsque l'heure fatale eut sonné pour le prince Massalski, évêque de Vilna. Les Polonais avaient subi des défaites militaires, Cracovie voyait les Prussiens dans ses murs, des désordres éclatent à Varsovie, des repré-sailles s'organisent. Le 28 juin, des forcenés, ivres de sang, pénètrent dans les prisons, saisissent huit détenus

parmi lesquels figure l'évêque de Vilna, et les égorgent sans autre forme de jugement.

Le nonce était tout entier à sa douleur, et se préoccupait fortement de Mgr Skarzewski, évêque de Chelm, dernier survivant des trois captifs, lorsqu'il apprend que le malheureux, condamné à mort par un tribunal militaire, doit être exécuté dans les vingt-quatre heures. Sa résolution est prise sur-le-champ. Il s'en va trouver Kosciuszko, chef suprême de la troupe, campé à quelques lieues de Varsovie, lui fait des représentations « véhémentes et pathétiques », comme il le dit lui-même, et n'obtient qu'à grand'peine la commutation de la peine de mort en celle de détention perpétuelle, à laquelle, du reste, l'évêque échappa dans la suite.

Cette énergique intervention auprès d'un chef exaspéré, dans un moment d'effervescence populaire, fut le point culminant des rapports de Mgr Litta avec le gouvernement provisoire de Pologne. Lorsque Souvorov eut pris d'assaut le faubourg de Prague, et lancé son funèbre hurra, en novembre 1794, le pouvoir civil et militaire passa entre les mains des Russes, et tant qu'ils occupèrent Varsovie, c'est-à-dire plus d'une année, Mgr Litta atteste avoir exercé librement ses fonctions de nonce. Elles ne furent entravées qu'à l'arrivée des Prussiens, auxquels un nouveau traité assurait la possession de Varsovie, et qui n'admettaient pas de représentant pontifical attitré, à peine le souffraient-ils sous le nom de délégué apostolique. La mission de Russie mit fin à cette situation anormale. Litta partit de Varsovie, le 14 mars 1797, avec son auditeur Giovanni Benvenuti, et se dirigea directement sur Moscou, afin d'y assister au couronnement de l'empereur.

En route, il s'arrêta au collège d'Orcha, où il eut avec

les jésuites des entretiens sur lesquels nous reviendrons. Des fêtes brillantes l'attendaient à Moscou. Paul I^{er} avait une idée exagérée de son pouvoir autocratique et de sa délégation divine. Il aimait à les relever par des pompes éclatantes et d'augustes cérémonies. Le couronnement lui en fournit l'occasion recherchée. Le 5/16 avril 1797, le Kremlin se remplit d'une foule enthousiaste. La cour, le corps diplomatique, les hauts dignitaires se réunirent à la cathédrale de l'Assomption. Ils formaient autour du trône un cortège éblouissant. L'empereur se comportait en maître absolu. Sous son manteau de drap d'or doublé d'hermine, il portait, comme les césars de Byzance, une dalmatique en velours rouge. Il reçut les onctions sacrées, après s'être approché de la Sainte Table, se posa lui-même la couronne impériale sur la tête et couronna son épouse. On fit ensuite la lecture de quelques actes législatifs de haute importance qui furent déposés sur l'autel et confiés à la garde du clergé. Parmi eux se trouvait la charte réglant la succession au trône, dans laquelle l'empereur se donne le titre de *caput ecclesiae* (*glava tserkvi*), qui retentit à l'improviste sous les voûtes de la cathédrale et fut répété par ses échos respectueux.

Les dépêches de Mgr Litta, datées de Moscou, ne se sont pas retrouvées, mais il est sûr, d'après son propre témoignage et celui des témoins oculaires, qu'il a assisté au couronnement (1). On lui donna même le pas sur tous les ambassadeurs. Et c'est ainsi qu'à l'audience du 7/18 avril, il prononça, le premier, l'allocution d'usage, que le roi détrôné de Pologne, Stanislas Poniatowski, trouva

(1) *Akty i Gram.*, p. 59. — Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, I, f. 22 : « Recatosi l'arcivescovo di Tebe a Mosca, secondo gli ordini della Sa. Mc. di Pio VI, si trovò presente all' incoronazione dell' Imperatore. » — PONIATOWSKI, p. 85, 90, 94. — Naples, Archives d'État, *Russia*, 1679, dépêche de Serracapriola du 6 avril 1797.

excellente. Aussitôt après le sacre, il présenta un mémoire en quatorze articles qui devait servir de base et de point de départ aux négociations.

A l'issue des fêtes, le 3/14 mai, l'empereur quitta Moscou, et, pour regagner Pétersbourg, prit le chemin de la Lithuanie. Mgr Litta se rendit directement dans la capitale.

CHAPITRE II

LORENZO LITTA A PÉTERSBOURG

- I. NÉGOCIATIONS COMPLEXES. — Le traité de Tolentino. — Pièce infâme à la Scala. — Ambiance favorable à Pétersbourg. — *Sic volo, sic jubeo*. — Les principes de Siestrzencewicz. — Dialogue avec l'empereur. — Le « délateur-né » du nonce. — Prudence de Mgr Litta. — Affaires politiques. — Affaire de Malte. — Difficultés de la réciprocité. — Plan de campagne. — Grieffs contre Catherine II.
- II. NOTE DU 17 AVRIL 1797. — Oukaze de liberté. — Les *desiderata* du Saint-Siège. — Préambule. — Nomination des évêques. — Ordres religieux. — Indemnités. — Un concordat en vue. — Le mémoire de Litta annoté par l'empereur. — Projet de nonciature permanente. — Un mémoire de Siestrzencewicz. — Dégradation de trois prêtres. — Dialogue avec l'Empereur. — Hautes faveurs. — Le département catholique réorganisé. — Nouveau personnel. — Mgr Litta satisfait.
- III. LES OUKAZES DU 28 AVRIL 1798. — Soucis personnels du nonce. — Aperçu général. — Concessions à faire. — Un métropolitain à nommer. — Les religieux soumis aux évêques. — Ouvertures flatteuses. — L'offre et la demande. — La pourpre de Siestrzencewicz. — L'aumônerie de Mgr Litta. — Éloge de l'archevêque. — Trait prodigieux de la Providence. — Note ministérielle du 30 avril. — Les oukazes du 28 avril. — Gratitude débordante. — Déception. — Rapport optimiste. — Un « pour ainsi dire » équivoque. — Le fait accompli. — S'incliner ou se brouiller. — Mgr Litta « premier prélat ».
- IV. LES ACTUS DE MGR LITTA. — Empressement motivé de Mgr Litta. — Malentendu non éclairci. — Dispositif des *Actus*. — Le « monument insigne ». — Critique d'Antonelli. — L'aumônier stipendié. — La lettre emphatique. — Admission des *Actus*. — Chiffres demandés par le Pape. — Bulle d'approbation. — Titre de légat refusé à l'archevêque. — Bonne besogne.

I

NÉGOCIATIONS COMPLEXES

La crise redoutable que traversait l'Europe et la situa-

tion faite aux catholiques en Russie rendaient les négociations d'un représentant papal auprès de l'empereur singulièrement complexes.

Lorenzo Litta paraissait à Pétersbourg au lendemain de la conclusion du traité spoliateur de Tolentino (1). Dures et humiliantes avaient été les conditions imposées au pape, le 19 février 1797 (1^{er} ventôse an VI), par le « général en chef, Buonaparte, commandant l'armée d'Italie », et confirmées ensuite par le Directoire exécutif. Une ville assiégée, réduite à la capitulation, n'eût pas été traitée avec plus de rigueur. Rome est sauvée ainsi que la religion, écrivait le cardinal Mattei, un des négociateurs du traité, mais au prix des plus grands sacrifices. La République française s'enrichit des dépouilles du pape, et, en dépit de « l'amitié et bonne intelligence » officiellement stipulées, on laisse jouer à Milan, au théâtre de la *Scala*, une pièce infâme : *Le général Colli à Rome*, où pape et cardinaux sont odieusement bafoués (2). C'était un signe du temps et l'interprétation pratique du traité.

A la cour de Russie, les excès du Directoire provoquaient l'indignation. Par contre-coup, les sympathies pour le pape n'en devenaient que plus vives, et rejaillissaient sur son représentant. Serracapriola témoigne que celui-ci fut reçu par Paul I^{er} avec des marques flatteuses de bonté et des promesses rassurantes (3).

La faveur impériale donnait le ton à la haute société qui, en partie du moins, était d'elle-même très bien disposée envers l'ambassadeur du pape, « le nonce », comme on l'appelait couramment. Le roi déchu, Poniatowski, établi désormais au palais de Marbre avec ses

(1) G.-F. DE MARTENS, t. VI, p. 642.

(2) GENDRY, t. II, p. 278.

(3) Naples, Archives d'État, *Russia*, 1679, 13 avril 1797.

objets d'art, ses tableaux et ses livres, fut des premiers à faire de gracieuses avances à Mgr Litta. Auprès des familles aristocratiques russes et polonaises, le bailli Giulio servit à son frère d'excellent introducteur. Ses belles manières et sa noble prestance lui ouvraient tous les salons, où l'élément étranger, déversé par le flot de l'émigration française, jouissait d'une vogue qui ne devait pas durer longtemps. Les diplomates firent aussi bon accueil à leur collègue. Cobentzl lui offrit ses services. Serracapriola devint son confident et ami. L'harmonie des sentiments les rapprochait l'un de l'autre aussi bien que les exigences de la politique, Rome et Naples se voyaient également menacées par le Directoire, tous deux recherchaient l'appui de la Russie, et Mgr Litta ne se doutait pas des petits complots qui se tramaient au pied du Vésuve.

Mais quelque propice que fût l'ambiance, le succès, à vrai dire, n'en dépendait que peu, ou n'en dépendait pas du tout. Le *sic volo, sic jubeo* de l'empereur planait au-dessus de tout. Même dans les affaires d'Église, l'autocrate se faisait sentir et tranchait du pontife. Paul I^{er} se complaisait dans je ne sais quelle prééminence mystique qui l'élevait au-dessus du vulgaire et le rapprochait de la Divinité. Il se croyait sérieusement *caput ecclesiae* (*glava tserkvi*), faisait grand cas de cette prérogative, que ses successeurs ont interprétée dans le sens de « défenseur suprême et gardien des dogmes de la confession dominante », « gardien de l'orthodoxie et de toute piété dans la sainte Église (1) ». Mgr Litta semble avoir ignoré

(1) Le titre de *caput ecclesiae* a été introduit par Paul I^{er} dans l'acte de succession au trône daté du 5 avril 1797. L'interprétation officielle du 25 janvier 1821, reproduite dans le Code des lois, n'est pas moins choquante que le titre lui-même.

l'usurpation de ce titre dangereusement équivoque et révélateur d'un état d'esprit. Par rapport aux catholiques, l'empereur, contre son habitude, s'en tenait ou prétendait s'en tenir à la théorie de sa mère, d'après laquelle, sauf le dogme, tout le reste dépend du pouvoir civil. Mais dans l'application de ce principe il variait étrangement, tantôt il l'exagérait, dépassant les bornes, croyant pouvoir se passer du pape et suffire à tout par les lois de l'État; tantôt il revenait en arrière, et semblait admettre l'autorité du Saint-Siège. Au fond, il y avait toujours la hantise de l'absolutisme : indépendante ou asservie, l'Église catholique ne le serait que selon le bon plaisir de l'empereur.

Pour tirer parti de ces dispositions et les tenir, autant que possible, en équilibre, il fallait user de grands ménagements et surtout ne pas broncher soi-même sur les principes. Par malheur, Siestrzencewicz, qui possédait pour lors la confiance de Paul I^{er}, et que sa position autorisait à s'en prévaloir, n'avait pas les qualités nécessaires pour s'acquitter dignement de cette besogne. Au contraire, il inculquait assidûment sa théorie malsonnante sur les pouvoirs limités des papes avant Grégoire VII et Boniface VIII, et sur leurs empiétements postérieurs aux dépens des évêques. Lui-même rapporte dans son journal un curieux dialogue, où l'empereur plaide la cause du pape contre l'archevêque (1).

SIESTRZENECWICZ. — « La relation (*avec le pape*) est nécessaire pour ce qui regarde sa primauté qui le fait centre de l'union de l'Église catholique, mais quant à la juridiction il en a autant dans les royaumes que les souverains lui accordent, et les évêques exercent leur juridiction

(1) MOROCHINE, t. I^{er}, p. 346, 347.

dans leurs diocèses. Ce pouvoir (*celui des évêques*) est restreint depuis les siècles de ténèbres, où les évêques ne savaient pas écrire, allaient à la guerre, à la chasse, alors les papes se sont réservé plusieurs points de leur autorité épiscopale et leur institution même. »

L'EMPEREUR. — « Il faut leur laisser (*aux papes*) déjà cela parce que cela tient à la loi coutumière, et est autorisé par une longue suite d'années. »

Plus jaloux de ses propres droits, vrais ou présumés, que de ceux des évêques, Paul I^{er}, dans un moment d'humeur, chargea Siestrzencewicz de surveiller Mgr Litta, de lui faire comprendre qu'en fait de juridiction « il n'y a ici qu'un gouvernement », — ainsi s'exprimait l'empereur, — et de le retenir, au besoin, dans les bornes. L'archevêque est constitué « délateur-né » du nonce, obligé, le cas échéant, de prévenir le procureur général, autorisé à recourir à l'empereur lui-même. Il faut croire que ce dénonciateur d'un nouveau genre s'est acquitté de sa tâche avec une habileté sans égale, car longtemps Mgr Litta n'eut pour lui que des éloges, apprécia son concours, le jugea digne de distinction, et ne reconnut en lui qu'après deux ans l'adversaire de Rome.

La méfiance, dissimulée sous des formes courtoises, régnait aussi dans les bureaux. A l'insu du nonce, on y traitait les questions en double. On prenait son avis, mais on prenait aussi celui de l'archevêque. On acceptait ses notes et ses mémoires, mais on se pourvoyait aussi de contre-notes et de contre-mémoires. A l'abri du secret, Siestrzencewicz exprimait librement ses opinions, et ne cessait d'insister sur l'extension des droits épiscopaux sans se soucier des droits du pape. Parfois des mesures assez graves d'ordre intérieur, il est vrai, mais intéressant le Saint-Siège, étaient prises sous les yeux du nonce, sans

que l'on songeât à le consulter ou même à le prévenir. Il ne s'en formalisait pas, et ne croyait pas devoir réclamer. Sa position était incertaine et délicate. Il le comprenait et se renfermait dans une prudence extrême.

Aux affaires d'Église, déjà hérissées de difficultés, s'ajoutaient les affaires politiques qui n'offraient pas moins d'embarras. Le traité de Tolentino avait enlevé au pape ses plus belles et plus riches provinces, les trois légations, Bologne, Ferrare et Ravenne, et l'on prévoyait que le Directoire, avide de butin, ne lâcherait pas sa proie. A ce torrent qui débordait sur l'Italie, Paul I^{er} pouvait opposer une digue. Après l'échec d'une première coalition contre la France, une seconde était en train de s'organiser. Il eût été désirable de voir l'empereur lui prêter le secours de son armée, et sauvegarder les États pontificaux en combattant la Révolution. Mais il fallait atteindre ce but sans exposer le pape aux représailles de la France, et sans compromettre les intérêts de l'Église de Russie qui devaient toujours passer avant les intérêts temporels du Saint-Siège.

Sur les affaires politiques se greffaient les affaires de l'ordre de Malte qui acquirent à Pétersbourg une importance hors ligne. L'empereur en faisait sa préoccupation personnelle, et ne souffrait pas qu'on le contrariât dans ses desseins quelque fantasques qu'ils fussent. Le nonce avait beau se tenir à l'écart, laisser dire et laisser faire, le pape étant chef suprême de l'ordre, et l'ordre subissant une transformation complète, l'intervention papale, à un moment donné, devait inévitablement se produire. Grand aumônier de l'ordre, frère de celui qui en était la cheville ouvrière, Lorenzo Litta n'en ressentait que plus vivement la fausseté de sa position.

Le champ d'action du nonce, on le voit, ne manquait

pas d'étendue. Il était aussi parsemé d'obstacles. Comment s'y prendre pour obtenir des avantages considérables sans rien offrir en échange? L'Église catholique en Russie devait être canoniquement hiérarchisée, les États pontificaux protégés, et il fallait que l'empereur s'y prêtât et satisfît les désirs du pape. De son côté, le pape ne pouvait être agréable à l'empereur qu'en approuvant les projets de transformation de l'ordre de Malte, et, sur ce point précisément, un devoir inéluctable de conscience lui interdisait de faire des concessions. Ainsi, de toutes parts, le nonce se voyait entouré de difficultés.

En quittant Varsovie, Litta emportait dans son portefeuille son plan de campagne. Les Polonais avaient pris soin de le documenter. Son attention se reportait spécialement sur les provinces dernièrement annexées. On lui avait fourni de copieux renseignements sur le sort des catholiques des deux rites; et il n'en jugeait Catherine II que plus sévèrement. Nous sommes loin des éloges emphatiques d'Archetti, de l'enthousiasme de Siestrzeniewicz. Il accuse l'impératrice d'être restée, lors du dernier partage de la Pologne, fidèle à son odieux système, d'avoir mis le désordre dans les affaires d'Église, bouleversé les deux hiérarchies, confisqué et dissipé les biens ecclésiastiques, persécuté à outrance les uniates (1). Aussi bien ce sont ces points qui le préoccupent et qu'il mettra en première ligne.

Il est à présumer que ses instructions, qui ne sont point parvenues jusqu'à nous, en faisaient aussi mention. D'ailleurs, la force même des circonstances lui attribuait une

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, I. *Relazione di Mgr Litta*, f. 14 et suiv. Dans son fameux projet de réunion des uniates, Siemaszko atteste que Catherine II voulait « déraciner l'union » et il énumère les moyens qu'elle a employés. *Wiéstn. Ew.*, 1872, t. II, p. 111.

large part d'initiative, car sa mission à Pétersbourg coïncidait avec les plus cruelles épreuves du Saint-Siège. L'exil du pape à Sienne et à la Chartreuse de Florence, sa déportation en France, la dispersion de ses bureaux, entravaient la correspondance et la mettaient en retard. Mgr Litta faisait son possible pour avoir à temps des décisions papales, et, au besoin, ne reculait pas devant les responsabilités.

II

NOTE DU 17 AVRIL 1797

Paul I^{er} n'avait pas attendu l'arrivée de Mgr Litta pour s'occuper de ses sujets catholiques au point de vue de leurs affaires d'Église. A cet effet, un département spécial naguère esquissé par Catherine II et dont il sera question plus bas, fut rappelé à l'existence et rattaché au collège de justice. Le 18 mars 1797 (vieux style), parut l'oukaze où l'empereur déclarait qu'il considérait comme un devoir sacré de laisser à chacun la liberté de professer la religion à laquelle il appartient (1).

De son côté, Mgr Litta se pressait de remplir sa mission qui, en principe, n'était que temporaire. Il avait une vision très nette des principaux avantages à obtenir, et il concentrait sur eux tous ses efforts. Dès le 17 avril, quelques jours seulement après le sacre, il présenta un mémoire en quatorze points qui résumait les *desiderata* du Saint-Siège et pouvait servir de base aux négocia-

(1) *P. S. Z.*, t. XXIV, n° 17879, p. 512. L'oukaze avait en vue les provinces annexées. Il défendait le prosélytisme et favorisait l'orthodoxie.

tions (1). Son tour d'esprit et les influences qu'il a subies s'y reflètent. En premier lieu, il invoque « les principes de religion, de justice et de bienfaisance qui forment la règle de conduite » de l'empereur, ses « dispositions favorables et amicales » envers le pape, et il insinue que les avantages de l'Église tournent invariablement au bien de l'État. Ces arguments reviendront sans cesse sous sa plume. Le bailli Giulio s'en servait déjà avec un succès croissant, il est à croire qu'il les a suggérés à son frère. Juridiquement, les réclamations papales se fondaient sur les oukazes de liberté religieuse, et, pour les provinces annexées, sur l'article V du traité de Varsovie de 1773 et l'article VIII du traité de Grodno de 1793. Afin de se ménager une plus grande liberté de langage, le nonce pose en principe que, s'il y a eu des abus de pouvoir, ils se sont produits à l'insu de l'empereur, qui est censé ne vouloir que l'ordre et la justice.

Après ces préambules destinés à capter la bienveillance, Litta expose le souci prédominant du pape : l'augmentation du nombre des évêques canoniquement institués, en proportion du nombre des fidèles qui s'est accru considérablement depuis les derniers partages de la Pologne. Les « anciens domaines de l'empire », selon l'expression du mémoire, ne contenaient que deux diocèses, un pour chaque rite, tandis que dans les nouvelles provinces, ajoutées depuis 1793, rentraient en entier ou en partie six diocèses latins et sept diocèses uniates. Le nonce propose de garder les anciennes limites des diocèses qui, moyennant quelques légers changements, coïncideraient avec les nouvelles limites administratives. De la sorte on se conformerait mieux à l'esprit des canons, et on éviterait les frais d'installation de résidence épiscopale.

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, IV.

Les diocèses ainsi formés devaient être pourvus de titulaires. En Russie, la nomination des évêques présentait plus de difficultés qu'ailleurs depuis les mesures anticononiques prises par Catherine II. Le pape désirait que l'on fixât une règle générale et invariable pour le choix et l'installation des ordinaires dans les diocèses. Tacitement, il se réservait le dernier mot dans cette question délicate, mais il insinuait que l'on aurait les plus grands égards pour l'empereur, ses préférences et son agrément.

Une nouvelle réglementation était également désirable pour les ordres religieux, dont les supérieurs majeurs résidaient pour la plupart à l'étranger, et ne pouvaient par conséquent communiquer avec leurs subordonnés. Il s'agissait de consolider l'existence des réguliers, de les rendre plus utiles au public et à l'État. A ce sujet, le nonce avait des instructions tout à fait particulières, et il parlait d'un « plan détaillé » à combiner avec le ministère.

Le quatorzième et dernier point du mémoire avait trait aux dédommagements et indemnités pour les nombreuses confiscations de biens ecclésiastiques. Cette réclamation était difficile à présenter. Il eût été inopportun d'appuyer sur ces avanies, et il n'était pas possible de les passer sous silence. Les lamentables péripéties des dernières années sont donc mentionnées sous forme hypothétique avec force précautions oratoires, mais aussi avec la remarque que l'on est bien documenté, que l'on pourrait, au besoin, fournir des preuves à l'appui, et que le pape espère de la justice et de la piété de l'empereur le redressement convenable de tous les torts.

La note du 17 avril n'entre pas dans les détails, elle pose seulement des jalons, et indique vaguement les matières à examiner. Dans la pensée de Mgr Litta, cette ébauche devait servir de prélude à une espèce de concor-

dat, comme l'indiquent les termes mêmes de la conclusion : « L'archevêque de Thèbes », y est-il dit, « ambassadeur du Saint-Siège, s'empresse de porter sans aucun délai les objets susmentionnés à la connaissance de Sa Majesté l'empereur. Ils forment les ouvertures préliminaires et générales relatives à sa mission, et, vu leur importance et le besoin urgent de l'Église et de la religion catholique, ils demandent une prompte décision. Le ministère impérial connaîtra la nécessité de procéder ensuite à établir d'un commun accord un système général, fixe et immuable, afin que tous les cas à venir soient réglés d'une manière uniforme, d'après les lois et suivant la discipline ecclésiastique, et afin que les avantages qui dériveront aux catholiques des deux rites de la justice et de la bienveillance de Sa Majesté Impériale soient durables et permanens.

« Ce plan général, pour lequel l'ambassadeur du Saint-Siège a tous les pleins pouvoirs et instructions nécessaires, assurera la tranquillité et la splendeur de l'Église, contribuera à la prospérité de l'État, et sera un monument éternel de la piété et de la munificence de Sa Majesté l'empereur. »

Grande eût été la déception de Litta, s'il eût appris l'impression produite par ses propositions. L'empereur se sentit touché dans son omnipotence d'autocrate. Ses droits souverains lui semblèrent compromis. Son humeur se traduisit dans ses notes, dictées à un secrétaire et consignées en marge du mémoire. Brèves et raides, ne désignant le pape qu'à la troisième personne, elles méritaient d'être citées textuellement en regard des demandes qui les ont provoquées (1).

(1) Moscou, Archives principales, *Saint-Siège*, IV. Chez Tolstoï (t. II, p. 104) et MOROCHKINE (t. I^{er}, p. 288), la reproduction de ces notes est inexacte.

Droits accordés par les traités, liberté confessionnelle, propriétés ecclésiastiques, confirmation des traités de Varsovie et de Grodno : « Tels le souverain les a reçus, tels il les conservera. »

Torts à réparer : « C'est en vain qu'il (*le pape*) s'en préoccupe. »

Augmentation du nombre des évêques : « Ce qu'il y avait et ce qu'il y a — restera. »

A propos de la hiérarchie uniate : « Soumettre tous les papes uniates à un seul. »

Restitution des biens ecclésiastiques confisqués, conservation des anciens sièges épiscopaux : « Laisser sans réponse. »

Mode de nomination des évêques : « Dans ce cas, le souverain ordonnera de faire ce qui lui paraîtra le plus utile. »

Ordres religieux : « Le souverain ne manquera pas de s'occuper lui-même de ces points. Puisque ce n'est pas son affaire (*du pape*), laisser sans réponse. »

A lire ces notes despotiquement régulatrices, on aurait cru le succès des négociations compromis d'avance, et leur ouverture même parfaitement inutile. Il n'en fut rien. Grâce à leur habileté, les négociateurs russes parvinrent à contenter à la fois et leur maître et le nonce. La haute direction des affaires étrangères était entre les mains de Bezborodko, chancelier, prince, altesse depuis le jour du couronnement, doté, en outre, de grandes propriétés foncières, et, selon l'expression navrante d'alors, de quelques milliers d'*âmes*. Le plus souvent il se faisait remplacer par le prince Kourakine, vice-chancelier, franc-maçon et intime ami, on le sait, du bailli Giulio. Tous deux firent grand étalage de courtoisie, sans renoncer à la finesse, et laissant sa part à l'imprévu.

Les premières dépêches de Mgr Litta ne se sont pas retrouvées. Sa correspondance régulière de Russie commence avec le n° 24, daté de Pétersbourg, 15/26 novembre 1797. Les bribes qui nous restent des mois précédents, les quelques lettres adressées à Litta de Rome, ne peuvent qu'augmenter nos regrets au sujet des renseignements désormais perdus (1).

Dès le début, surgit, paraît-il, l'idée d'une représentation papale permanente à Pétersbourg. Et l'on se demande avec étonnement, si l'initiative ne venait pas de la part du ministère russe? Toujours est-il que le cardinal Doria, secrétaire d'État, se croyait si sûr de son fait qu'il posait des conditions, et déclarait qu'avant d'établir une nonciature, il fallait s'accorder sur la juridiction du nonce. Et lorsque Mgr Litta lui eut appris que le nonce aurait immédiatement une juridiction convenable au représentant du chef de l'Église, que l'on profiterait de son installation pour exposer « en termes magnifiques, ses fonctions, son ingérence, son autorité, et l'utilité de son ministère », Doria ne se montra point encore satisfait. Le 25 novembre, il érigeait en thèse que l'envoi d'un nonce en pays acatholique est pour le Saint-Siège « un sacrifice » qui ne se fait pas sans « compensation ».

Ces dépêches n'étaient pas encourageantes. Elles rappelaient le mot de Consalvi sur les prélats qui n'ont jamais dépassé les environs du Ponte Molle. Auparavant, le 18 juillet, le cardinal Doria avait, par mesure de prudence (*per cautela*), envoyé la réfutation, rédigée par le cardinal Gerdil, du fameux projet d'union que les docteurs sorbonniens avaient présenté, en 1717, à Pierre le

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 343 A, secrétairerie d'État à Litta, 1797-1799; t. 344, Litta à la secrétairerie d'État, 1798-1799. Les autres registres de Litta vont de t. 344, I, à t. 344, VI.

Grand (1). Faut-il en conclure que les négociateurs, non contents de s'acquitter de la besogne courante, se sont élevés jusqu'à des problèmes de la plus haute importance? Il n'y aurait là, au demeurant, qu'un très faible indice.

Quelle que fût l'étendue des horizons, le ministère ne se hâtait pas de répondre au mémoire du 17 avril. Le prince Bezborodko donnait les meilleures assurances, Mgr Litta se montrait conciliant et multipliait ses démarches. Après une première déconvenue, il présenta, le 11/22 juin, un nouveau projet détaillé plus conforme aux vues du ministère, et le 23 juin (4 juillet), il y ajouta quelques modifications, afin de le rendre plus acceptable, mais l'affaire n'avancait pas.

C'est que derrière le ministère il y avait Siestrzencewicz. Et peut-être les pourparlers avec lui étaient-ils une des causes du retard des réponses. Aux archives de Moscou on conserve encore le mémoire présenté à cette occasion par l'archevêque avec les minutes autographes, écrites sur des bouts de papier en français et en russe, parfois en forme d'oukaze. Sa pensée intime se traduit fidèlement dans le préambule (2).

« Le souverain », écrit-il, « a droit à l'obéissance et à la fidélité de tous ses sujets de quelque religion et état qu'ils soient, ecclésiastiques ou séculiers, non seulement dans toutes leurs actions extérieures, mais aussi par conscience, suivant le précepte de la Sainte Écriture. Comme oint du Seigneur, il a dans son empire la suprématie de toutes les Églises et sur tous les clergés chrétiens. Quant à l'Église catholique, il lui accorde et maintiendra la dépendance du pape, comme chef de cette Église; pour la discipline et le gouvernement intérieur de l'Église

(1) T. IV, p. 254.

(2) Tolstoï, t. II, p. 20, 123, 128.

catholique dans ses États, il les confie aux évêques diocésains, ses sujets, sous les conditions ci-dessous spécifiées. » Suivent de longues explications sur la hiérarchie, les religieux et les séminaires. Nous y reviendrons ailleurs.

Tandis que ces questions s'agitaient entre les diplomates, l'empereur achevait son voyage dans les provinces annexées, et, le 6/17 novembre, rentrait à Pétersbourg. Bientôt se produisit un incident qui exerça sur les négociations une fâcheuse influence (1).

Trois religieux, prêtres, un trinitaire, un bénédictin et un dominicain, accusés d'avoir fomenté l'émeute en Pologne, furent envoyés de Vilna à Pétersbourg, jugés par le tribunal, condamnés à mort et graciés par le monarque, qui remplaça la peine capitale par les travaux forcés en Sibérie.

Selon l'usage de l'Église orthodoxe, l'empereur voulut que les coupables fussent auparavant dégradés, et il fit proposer à Mgr Litta d'accomplir cette cérémonie. Assurément il ne se doutait pas dans quel cruel embarras il jetait le représentant papal. Le cas est prévu dans le droit canon, il y a des précautions à prendre et des formalités à remplir. De même qu'il l'avait fait naguère à Varsovie, Mgr Litta exigea qu'on lui soumit les pièces à conviction, afin d'instruire le procès canonique et porter la sentence en connaissance de cause.

Là-dessus colère de l'empereur, qui n'admettait ni résistance à ses volontés, ni revision de ses décrets. On chercha une autre issue. Sondé par Kourakine, Siestrzenciewicz se déclara prêt à dégrader tout prêtre, de quelque

(1) MONOCHKINE, t. I^{er}, p. 301. — Naples, Archives d'État, *Russia*, 1680, dépêche de Serracapriola, 16 décembre 1797. — Dans sa note à Bezborodko du 21 novembre (2 décembre), Litta se décharge simplement sur Siestrzenciewicz. Moscou, Archives principales, *Saint-Siège*, IV.

diocèse qu'il fût, atteint par le code pénal. Il demandait seulement un résumé du procès pour identifier le sujet, disait-il, et peut-être bien pour se couvrir, le cas échéant, vis-à-vis de Rome.

L'accord se fit aussitôt. Le 23 novembre, les portes de l'église catholique s'ouvrirent largement aux fidèles et aux curieux, car la dégradation devait se faire avec tous les rites impressionnants qui l'accompagnaient. Entouré de son clergé, assisté de deux prélats, mitre en tête et crosse en main, l'archevêque fait comparaître devant lui les coupables revêtus de leurs insignes sacerdotaux. Il leur arracha des mains le calice et l'hostie, déchira leurs chasubles au-dessus de leurs têtes, leur enleva les étoles, leur gratta les paumes avec un couteau comme pour détruire les onctions sacrées, et, à chaque reprise, prononça les formules empoignantes du Pontifical.

Les ordres impériaux furent ainsi exactement remplis, grâce à la souplesse de l'un et malgré la raideur de l'autre. On devine lequel des deux gagnait à la comparaison. Le lendemain, 24 novembre, il y eut bal à la cour dans la salle Saint-Georges. L'empereur y assistait promenant, comme d'habitude, son regard scrutateur sur les invités et relevant les moindres infractions à l'étiquette. Litta et Siestrzencewicz s'y rencontrèrent. Le premier passa inaperçu, toutes les marques d'attention, gracieusetés, plaisanteries, furent pour le second, et voici un fragment qu'il rapporte lui-même de son dialogue avec l'empereur (1) :

L'EMPEREUR. — Avez-vous parlé à ce prélat d'église (*Litta*)? Qu'a-t-il dit sur votre fonction d'hier? Ne vous a-t-il pas blâmé?

(1) MOROCHKINE, t. I, p. 306, 307.

MOI. — Je n'ai pas été chez lui. Mais ici aux appartements je viens de lui parler quelques peu de mots. Il m'a dit : Comment avez-vous fait hier ? J'ai répondu que deux prêtres ont demandé ceux qui ont été amenés, s'ils étaient ceux en question, et, après leur réponse que oui, j'ai procédé à la cérémonie telle qu'elle est prescrite dans le Rituel.

L'EMPEREUR. — Je ne lui conseillerais pas non plus de dire son avis là-dessus, il sçait.

MOI. — Il me paraît qu'il s'est aperçu déjà qu'il fait un faux pas.

L'EMPEREUR. — Le sent-il ?

MOI. — Je crois qu'oui. Sire, si les évêques avaient leur ancien pouvoir, s'ils avaient les mains déliées, quoique même aujourd'hui on ne nous les tient pas trop serrées, alors ils pourraient plus promptement exécuter les ordres de leurs souverains, leur étant naturellement attachés comme sujets. Ce surcroît de pouvoir n'augmenterait pas le mien, car je le déposerais aux pieds de Votre Majesté.

Pareil langage n'était pas pour déplaire à Paul I^{er}. Il rentrait dans ses idées de césarisme absolu qu'il combinait, à sa manière, avec l'autorité du pape. Ses bonnes dispositions envers Siestrzencewicz s'accrurent, lorsque celui-ci sut contenter parfaitement ses désirs en matière, d'ailleurs, très légitime. Le 27 décembre 1797, on apprit la mort du prince Eugène de Wurtemberg. Le père de l'impératrice Marie Fedorovna était catholique, et l'empereur voulait honorer sa mémoire avec éclat. Il s'en ouvrit à Siestrzencewicz. Prenant ces ordres à cœur, celui-ci organisa un service qui ne laissait rien à désirer en fait de solennité, prononça lui-même une oraison funèbre en allemand, et lança une lettre circulaire au clergé pour

provoquer partout des prières publiques (1). Ce zèle toucha profondément les deux Majestés qui manifestèrent leur reconnaissance avec effusion. L'empereur offrit à l'archevêque des ornements épiscopaux, une croix pectorale en émeraudes, et, de ses propres mains, le décora du grand cordon de Saint-Alexandre Nevski. Un anneau précieux fut le souvenir de l'impératrice.

L'archevêque profita de sa faveur en cour pour obtenir une réforme qui mérita la pleine approbation du nonce. Le *Règlement* du 12 février 1769 admettait, on s'en souvient, en certains cas, l'appel au collège de justice. Malgré les protestations de la Propagande, Catherine II le maintint, et, en 1783, lors de l'érection de l'archevêché et du consistoire de Mohilev, le remplaça par l'appel au Sénat. Cette fois il n'y eut pas, que je sache, de réclamations par voie diplomatique. Une nouvelle procédure fut établie par l'oukaze de Paul I^{er} du 26 février 1797 (2). Les affaires des catholiques furent rattachées au collège de justice, avec appel au Sénat en seconde instance, et tombèrent entre des mains suspectes. Le président du département auquel elles ressortissaient était un protestant, le baron Heiking. Ses collègues rivalisaient avec lui de malveillance envers les catholiques. On en acquit des preuves indéniables, lorsque les archives du département passèrent à d'autres mains, et que ses funestes projets furent connus.

L'archevêque ne voyait pas de bon œil l'étrange tribunal qui empiétait sur ses droits. Entre lui et le président Heiking, il y eut des froissements et des compétitions. Les intrigues s'en mêlèrent. Des plaintes parvinrent jusqu'à

(1) Voir le dessin du catafalque érigé à l'église de Sainte-Catherine, le 16 janvier 1798, dans *Starye Gody*, avril 1910.

(2) *P. S. Z.*, t. XXIV, n° 17836, p. 493.

l'empereur. Il a toujours Potemkine en tête, dit celui-ci à propos de Siestrzencewicz, et lui exprima son mécontentement (*monarchée néoudovolstvie*) qui fut transformé par le département en remontrance (*vygovor*) : c'était un blâme officiellement infligé. Très affecté, l'archevêque roulait dans sa tête des pensées sombres, et se croyait en disgrâce.

Tous ces nuages se dissipèrent vers la fin de l'année, lorsqu'il eut donné les preuves de soumission et de zèle mentionnées plus haut, et qu'il fut rentré dans les bonnes grâces de l'empereur. Il jugea le moment opportun pour prendre sa revanche sur Heiking, le mettre complètement à l'écart et assurer aux affaires catholiques un fonctionnement moins anormal. Dans ce but, il proposa de remanier le département du tout au tout. Bezborodko et Kourakine entrèrent dans ses vues et son succès fut éclatant. Le 26 janvier et le 15 février 1798 parurent des oukazes qui transformaient radicalement l'odieux bureau (1). Désormais, les affaires catholiques, à l'exclusion de toutes les autres, furent concentrées dans un département spécial qui devenait un organisme complet en lui-même, avec secrétaire et chancellerie tout en restant attaché au collège de justice. Le choix du nouveau personnel soulignait la nature du changement qui venait d'être opéré. La présidence du département fut déférée à l'archevêque, et sur les six membres à nommer par lui, trois seraient laïcs et les trois autres ecclésiastiques. Au bureau ainsi constitué le nonce trouvait des analogies avec le tribunal mixte de Naples approuvé naguère par Benoît XIV. Sa première idée avait même été de solliciter la même faveur papale pour la création russe, mais, vu les circonstances

(1) *P. S. Z.*, t. XXV, n^{os} 18345, 18377, p. 49, 74.

locales, il crut devoir plutôt s'en abstenir et se borner à un rôle passif. Ce parti était sage, car Siestrzencewicz ne tarda point à introduire son frère, un calviniste, dans le département, et inviter un représentant du synode à y siéger, afin de juger les affaires contentieuses entre catholiques, uniates et orthodoxes (1). Mgr Litta ne le prévoyait certainement pas. Au moment où nous sommes, il tenait encore l'archevêque en haute estime, et ne se doutait pas que, tout en négociant avec lui, on écoutait plutôt Siestrzencewicz. La preuve en sera donnée incessamment.

III

LES OUKAZES DU 28 AVRIL 1798

Les négociations commencées à Moscou se poursuivaient courtoisement, mais lentement sur les bords de la Néva. Mgr Litta bénéficiait de la faveur dont jouissait à la cour le bailli Giulio, son frère, et, sauf les brusqueries passagères de l'empereur, on l'entourait de prévenances et d'égards.

Un grave souci personnel le préoccupait. Les moyens financiers lui manquaient pour subvenir aux frais de son ambassade. Le trésor pontifical ne suffisait plus pour les dépenses ordinaires, et l'opulente famille Litta, éprouvée par l'invasion française, ne pouvait y suppléer. Dès le 13/24 mars 1798, Litta prévenait délicatement le pape que, faute de ressources, il ne saurait prolonger son séjour en Russie, sitôt que les affaires seraient termi-

(1) MOROCHKINE, t. I^{er}, p. 351, 360.

nées, et il s'efforçait de les terminer au plus tôt (1).

Dans la même dépêche du 13/24 mars, il donnait un aperçu des résultats qu'il espérait obtenir et des concessions qu'il faudrait faire. Après un an environ d'attente et de nombreuses conférences, le prince Bezborodko se décidait enfin à manifester les desseins du gouvernement et à exposer ses désirs. En général, il y avait de quoi être satisfait. La question capitale, celle de la hiérarchie, était résolue dans un sens libéral et conforme à peu près au mémoire du 17 avril 1797. Il y aurait six diocèses latins, trois diocèses uniates; les évêques intrus seraient mis de côté, et les nouveaux titulaires choisis d'un commun accord. Désormais une organisation canonique et régulière succéderait à l'anarchie qui s'était introduite pendant les dernières années du règne de Catherine II. Cette comparaison tournait entièrement à l'avantage du nouveau régime, et faisait ressortir les excellentes dispositions de l'empereur. Des concessions étaient donc indiquées, Bezborodko les demandait, et Litta les jugeait admissibles. Suggérées par Siestrzencewicz, elles s'adaptaient parfaitement à des principes autocratiques dont Litta ne soupçonnait pas encore l'âpreté et l'ampleur.

Le ministère exigeait donc, en premier lieu, que Siestrzencewicz fût nommé métropolite, et qu'à ce titre tous les évêques de l'empire lui fussent soumis. Au fond, c'était l'ancienne idée de Catherine II qui reparaissait sous une autre forme. L'impératrice avait toujours cherché à concentrer l'autorité ecclésiastique entre les mains d'un seul homme, qu'elle-même aurait choisi, comblé d'honneurs et réduit au rôle de docile instrument.

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344. — Sauf indication contraire, tous les documents à citer dans ce paragraphe sont extraits du même volume.

Paul I^{er} marchait, sans peut-être s'en rendre compte, sur les brisées de sa mère. Mgr Litta n'y voyait pas d'inconvénient, et y trouvait même un grand avantage. D'après lui, c'eût été le meilleur moyen d'écarter les malentendus hiérarchiques, car il y avait un point qui prêtait au litige. En effet, Archetti avait, en 1783, étendu la juridiction de Siestrzencewicz sur les catholiques du rite latin de tout l'empire de Russie et de tous les royaumes dépendants du même empire. Aucune date, aucune limite n'étaient fixées. Les cas d'annexion et de conquête ne se prévoyaient pas. Ces réticences favorisaient les visées ambitieuses de l'archevêque, et, à mesure que l'empire étendait ses frontières, il prétendait étendre sa juridiction, fût-ce même aux dépens des évêques en fonctions. Or, en lui conférant le titre de métropolitain, on coupait court à cet abus. Siestrzencewicz se contenterait de ses droits de prééminence, et les canons qui les limitent sauvegarderaient en même temps les droits des ordinaires. La situation deviendrait nette. Autrement il était à craindre, Litta se l'avouait, que, profitant de sa faveur en cour, l'archevêque ne s'adressât au ministère, et n'obtint des pouvoirs d'une largeur extrême, et dont la source n'eût pas été légitime.

Une autre question également chère à Siestrzencewicz et au ministère était celle des réguliers à soumettre aux évêques des diocèses respectifs. Encore une reminiscence de Catherine II, à laquelle un fait récent donnait un regain d'actualité. Le cabinet noir avait intercepté une correspondance secrète qui compromettait gravement des religieux. Preuve qu'il fallait les surveiller de près, et, en l'absence des supérieurs majeurs, restés à l'étranger, les évêques diocésains n'étaient-ils pas les mieux qualifiés pour s'acquitter de cette besogne? Ce point de vue

fut adopté par le nonce. Il jugeait cette concession nécessaire et inévitable, se réclamait de la fameuse patente du 15 août 1778, étendait même de trois à cinq ans la durée des facultés que l'on donnerait aux évêques.

Des questions moins importantes furent encore débattues. En principe, Mgr Litta adhéraît à toutes les propositions du ministère, les trouvant dignes de l'approbation pontificale, insistant pour qu'elles fussent approuvées, fixant au pape un terme de deux ou trois mois, après quoi, si rien n'arrivait, il aurait fait usage de ses pouvoirs de légat. Une prompt solution lui paraissait absolument nécessaire, il craignait qu'un retard ne causât de graves difficultés.

Tandis que ses dépêches devenaient de plus en plus pressantes, le ministère redoublait envers lui d'attentions. On faisait miroiter à ses yeux la possibilité d'une représentation papale permanente, et pourvue suffisamment de ressources. Des ouvertures furent faites dans ce sens, Litta l'indique vaguement, le 2/13 avril, et, quelques jours après, sa dépêche n° 37 livre le secret et donne les détails. Pourquoi faut-il qu'elle se soit égarée? Elle n'est connue que par un rappel.

Pour nous les voiles tombent et se déchirent, le 24 avril (5 mai). Ce jour-là, Bezborodko et Litta sont de nouveau en tête à tête. Vis-à-vis du grand seigneur italien, représentant d'un pape en exil, le vieux diplomate, formé à l'école de Catherine II, déploie toute sa finesse, équilibrant avec un art infini l'offre et la demande. La conférence s'ouvrit par la lecture, à titre confidentiel, de la note qui servira de réponse au mémoire du 17 avril. La rédaction n'étant pas définitive, l'article VII put être modifié. Il portait primitivement que l'archevêque de Mohilev aurait « tous les droits compétents aux métropo-

lites, et qu'ils exerçaient anciennement, et qui dans les temps postérieurs leur furent retirés par le Saint-Siège ». Ces mots rendaient bien la théorie de Siestrzencewicz, mais Litta les trouva injurieux pour le pape, et la divagation historique fut, à sa prière, supprimée (1).

Nous reviendrons ailleurs sur cette note, car la conférence du 24 avril, à en juger d'après les dépêches, semble avoir roulé plutôt sur des questions personnelles, un lambeau de pourpre pour l'un et une grasse aumône pour l'autre (2).

La hantise des grandeurs tourmentait l'archevêque de Mohilev. Le pape ne l'avait pas admis parmi les « cousins » des rois de la chrétienté, Bezborodko ne le voulait pas primat des Églises de Russie. Faute de mieux, il se rabattit sur les insignes cardinalices : sans posséder l'éminente dignité, il en aurait, au moins, les dehors. Ce biais mérita l'approbation souveraine. L'article de la note ministérielle disait expressément : « L'archevêque se nomme archevêque métropolitain de Mohilev. Il jouit de l'honneur du pallium et de la croix attaché à sa dignité, ainsi que de la pourpre à l'instar des cardinaux (3). » Bezborodko ne cachait point que l'empereur voulait ainsi récompenser le prélat dont il n'avait qu'à se louer, et relever le prestige du métropolite, appelé à la présidence d'un département. Il était aisé de comprendre que cette demande ne serait pas refusée impunément, et Litta s'efforça de parer à ce danger.

Aussi bien il plaide la cause à fond et multiplie ses arguments. D'abord, la pourpre ne serait qu'une distinc-

(1) Annexe à la dépêche du 15/26 février 1799, f. B.

(2) Dépêches des 23, 24, 30 avril (4, 5, 11 mai) 1798.

(3) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, IV, note ministérielle du 30 avril 1798.

tion tout à fait convenable pour le métropolitain de toutes les églises d'un si vaste empire, et ce titre était censé accordé sans conteste. Ensuite, le sujet dont il s'agit est bien méritant, et il crayonne, à sa manière, le portrait de celui dont Rome redoutait les principes fébronien : « Je dois enfin », écrit-il, « rendre le témoignage que réclament de moi la justice et la vérité. Je crois Mgr Siestrzencewicz digne de cette grâce particulière de Sa Sainteté, ayant reconnu en lui un prélat irréprochable dans sa conduite, austère dans ses mœurs, inlassable à procurer les avantages de l'état ecclésiastique, plein de prudence et d'adresse dans l'expédition des affaires, soumis au Saint-Siège, zélé pour la religion catholique. Il m'a été d'un notable secours pour le succès et l'arrangement de différentes choses relatives à ma mission. Il jouit d'un grand crédit et de considération auprès du monarque et du ministère. C'est à lui que l'on doit la suppression de l'ancien département et la formation du nouveau qui est certainement plus avantageux à la religion catholique. Depuis qu'il est à la tête du département susmentionné, il a déjà écarté beaucoup d'inconvénients, réformé des abus, et procuré à notre Église quelque liberté et considération plus grandes. En raison de tous ces motifs, je suis d'avis qu'il mérite de nouvelles faveurs de Sa Sainteté. Elles augmenteront son zèle et son attachement pour le Saint-Siège. »

Il y a plus : un premier pas dans cette voie a été déjà fait. Siestrzencewicz a été naguère sur le point de coiffer le chapeau rouge. Catherine II, on s'en souvient, n'admettait qu'à ce prix un nouveau représentant du pape, et Pie VI, en cas de succès de son représentant, promettait d'adhérer au désir de l'impératrice. Or, reprenait Litta, le succès est maintenant complet, l'empereur s'est rendu

aux désirs du Saint-Siège, il a « certainement surpassé nos espérances. » D'ailleurs, « ses qualités personnelles, ses bonnes dispositions, sa faveur et sa munificence envers notre sainte religion, ses sentiments de vénération, d'affection et de constante amitié pour la personne du Saint-Père, l'intérêt qu'il prend aux épreuves du Saint-Siège, tant d'autres mérites encore » exigent que l'on ait envers lui plus d'égards que l'on n'en aurait eu envers sa défunte mère. Eût-il demandé le cardinalat, que sa demande eût été « indéclinable ». Le moins que l'on puisse faire, c'est d'accorder la pourpre. Et que l'on s'exécute sans tarder. La promptitude sera très appréciée, et considérée comme une preuve de haute estime et du prix que l'on attache aux sentiments de l'empereur et à sa propension pour l'Église catholique.

L'insistance de Mgr Litta, le ton de sa dépêche laissent entendre que le langage de son interlocuteur avait été singulièrement pressant et efficace. Aux paroles du chancelier vint s'ajouter un acte impérial qui semblait servir de pendant à la demande de la pourpre. L'ordre de Malte était en Russie à son âge d'or, le bailli Litta à l'apogée de son crédit. Promoteur discret de l'ambassade de son frère, il est possible que le désir de la consolider lui ait inspiré des démarches dans ce sens. Quoi qu'il en soit, Bezborodko annonça, en guise de conclusion, à Mgr le nonce, que l'empereur, au fait des épreuves du Saint-Siège et de la famille Litta, avait la gracieuse intention de fonder, pour l'entretien du représentant papal, une nouvelle charge de grand aumônier de l'ordre de Malte. A ce titre, il jouirait des revenus d'une commanderie, et aurait ainsi les moyens de continuer sa mission. Des appartements lui seraient réservés dans le palais des che-

valiers, et leur église serait à sa disposition et sous sa complète dépendance.

Ces généreuses propositions furent accueillies avec des sentiments de profonde reconnaissance. « Un trait particulier et prodigieux », disait à ce propos Mgr Litta, « de la Providence divine qui assiste son Église d'une manière inattendue et extraordinaire. » Salarié par l'empereur, il eût servi le pape et les âmes. Toutes ces fonctions lui paraissent parfaitement compatibles, et leur fusion dans le même individu « convenable, utile, importante ». D'avance il demandait des privilèges pour son église, et pour lui-même la grand'croix de Malte (1). Il ne songeait pas au revers de la médaille. Le jour n'est pas éloigné où l'empereur dira à Siestrzencewicz : « Que le nonce sache se contenir dans les bornes voulues, autrement je retire la pension, et il mourra de faim (2). »

Pour le moment, on était encore aux manifestations mutuelles de courtoisie. Kourakine rivalise avec Bezborodko. Le 1^{er}/12 mai, les pièces officielles à la main, il s'entretient longuement avec le nonce. Ici tout est à noter soigneusement : dates, textes, langues, mode de transmission, coïncidences (3). Le prince commença par donner lecture de la note ministérielle, datée du 30 avril, rédigée en français, portant la signature de Bezborodko et Kourakine, déjà communiquée officieusement au nonce et retouchée selon son désir (4). Au fond, elle n'était qu'un résumé du mémoire de Siestrzencewicz, et principalement du premier chapitre sur la hiérarchie. Les deux autres, sur les réguliers et les séminaires, réduits à deux

(1) 30 avril/11 mai 1798, *Mgr Litta à Pie VI*.

(2) MOROCHKINE, t. I^{er}, p. 347.

(3) Dépêche du 7/18 mai 1798.

(4) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, IV. — Le mémoire de Siestrzencewicz chez Tolstoï, t. II, *Annexes*, p. 20.

paragraphes, étaient réservés pour l'avenir. La note s'ouvrait par cette déclaration : « Sa Majesté Impériale mettant sa sollicitude à ce que ses fidèles sujets des différentes provinces de son empire, qui professent la religion romaine, puissent jouir d'une administration ecclésiastique conforme aux principes de leur religion et aux lois de l'empire, a daigné manifester à cet égard les dispositions suivantes. » Suivent onze points, dont nous reparlerons plus bas, et qui amènent cette conclusion : « C'est dans ces points que consistent les arrangements spéciaux de Sa Majesté Impériale l'empereur, concernant l'administration de l'Église romaine, dans les provinces de son empire, et que Sa Majesté a daigné ordonner à son ministère de communiquer à S. E. Monsieur l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Souverain Pontife.

« L'empereur est persuadé que le Souverain Pontife rendra justice à ses bonnes intentions et à sa sollicitude pour le bien de l'Église romaine, et que Monsieur l'ambassadeur, en vertu des pleins pouvoirs et des instructions qui lui ont été donnés, se trouvera en état de contribuer à l'exécution d'une œuvre aussi salutaire, en tant que cela peut avoir rapport à lui. »

Simultanément avec la note, Kourakine remit au nonce deux oukazes en langue russe, du 28 avril (vieux style) : l'un avait trait au rite latin, l'autre au rite uniato (1). Il s'abstint de traduire le premier, qui était censé reproduire la note française, et ne traduisit que le second, qu'aucune note n'avait précédé, encore fallut-il insister pour qu'il le fit. Les *Actus* de Mgr Litta, dont il sera question tout à l'heure, reproduiront les parties essentielles de ces pièces qui se prêteront mieux alors à une

(1) *P. S. Z.*, t. XXV, n° 1 503, 18504, p. .

plus ample analyse. Qu'il suffise, pour le moment, de relever une coïncidence suggestive. Le même jour, 28 avril, où Paul I^{er} signait les oukazes mentionnés plus haut, il signait encore deux décrets, dont l'un attribuait à Mgr Litta, grand aumônier de l'ordre de Malte, une pension annuelle de trente-six mille florins, et l'autre, à l'auditeur Benvenuti, nommé chapelain conventuel, une pension de trois mille deux cents florins dans les mêmes conditions. Et donnant aux oukazes l'importance d'un traité, on offrit aux négociateurs des présents : croix pectorale ornée de saphirs et de diamants à Litta, tabatière en or avec diamants à Benvenuti.

Le nonce rentra chez lui si pleinement réconforté qu'il écrivit aussitôt à Kourakine une lettre débordante de gratitude (1). Il croyait pouvoir annoncer d'avance la « plus vive satisfaction du pape pour cette nouvelle preuve d'affection et d'amitié », Pie VI y puiserait « un motif de consolation et de joie ». Pour sa part, il se répandait en remerciements, se conformait aux désirs de l'empereur, se disait prêt à concourir à leur réalisation, notamment quant à la pourpre pour l'archevêque. Ses amis partagèrent son contentement, et Serracapriola écrivit à son maître que Litta avait obtenu tout ce qu'il désirait avec la pension en plus (2).

Cependant une affligeante déception ne tarda point à tempérer l'élan de la première heure. La traduction de l'oukaze sur le rite latin révéla l'existence d'un article XII, non reproduit dans la note, et qui contenait — euphémisme facile à comprendre — la défense de correspondre avec l'étranger, et l'ordre aux évêques de soumettre à

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 343, IV, 1^{er}/12 mai, *Mgr Litta à Kourakine*.

(2) Naples, Archives d'État, *Russia*, 1680, 11 mai 1798.

l'empereur les bulles qui leur viendraient de Rome. Quelque peu déconcerté, le nonce se demandait avec stupeur si c'était « par malice, par délicatesse ou par inadvertance » que personne ne lui avait parlé de ce malencontreux article. Maintenant qu'il était imprimé, promulgué, déclaré obligatoire, Litta ne crut pas devoir élever de protestation immédiate (1).

Une semaine environ après la conférence avec Kourakine, le 7/18 mai, il envoya à ses chefs hiérarchiques le dossier très complet de ses négociations : pièces officielles, lettres particulières, rien n'y manque. La dépêche qui les accompagne ne présente pas le même caractère rigoureusement objectif. Un souffle d'optimisme l'anime, l'effort constant d'atténuer, voire de dissimuler les difficultés est visible. Aussi bien, ce n'est pas sur l'oukaze avec le déplaisant article XII que le nonce s'arrête, mais sur la note française du 30 avril, bien qu'elle contienne aussi quelques dispositions regrettables.

Afin d'éviter les redites, la question hiérarchique sera réservée pour plus tard, et je ne signalerai ici, à la suite du nonce, que les déconvenues d'un autre genre. Ainsi, l'article IV établit l'appel du consistoire, « non à l'archevêque », mais au département des affaires catholiques. Ce tribunal, quoique présidé pour lors par Siestrzencewicz, relevait du Sénat et en dernière instance de l'empereur. Il y avait là par conséquent une ingérence de l'Etat dans la sphère ecclésiastique, analogue à celle que le *Règlement* du 12 février 1769 avait inaugurée, et contre laquelle la Propagande avait si souvent protesté. Litta regrettait cet envahissement laïc, et s'en remettait aux *Actus* qu'il devait publier lui-même, espérant pouvoir combiner ses expres-

(1) Annexe à la dépêche du 15/26 février 1799, f. B.

sions de manière à sauvegarder l'autorité de l'Église et les droits du métropolitain. L'occasion de faire cette rectification ne se présenta point, que je sache, et de simples formules n'eussent pas renversé un système.

Un autre article, le cinquième, favorisait l'Église, mais lésait des particuliers. Il transmettait aux évêques la collation des bénéfices. L'empereur renonçait à tous les droits exercés naguère par les rois de Pologne, le pape était maître de céder les siens, restaient ceux des fondateurs et bienfaiteurs. En les spoliant d'un privilège acquis par des sacrifices personnels, l'empereur abusait certainement de son pouvoir. Mais ne donnait-il pas aussi l'exemple de la générosité? Ne fallait-il pas préférer l'intérêt de l'Église aux avantages de quelques individus? Ne pouvait-on pas espérer que personne ne porterait plainte? Autant de motifs, selon Mgr Litta, pour admettre l'article.

Le sixième article, d'une logique douteuse, retirait un privilège, mais il fallait s'y résigner. « Tout évêque », disait le texte, « devant veiller soigneusement à ce que son diocèse soit pourvu d'individus qui possèdent les langues des autres nations, les ecclésiastiques étrangers ne pourront par conséquent y être admis que d'après la volonté expresse du souverain. » Délicieux ce « par conséquent ». Kourakine se chargea de l'interpréter. L'empereur avait une haine farouche des Jacobins, il craignait leur invasion même en soutane, et se réservait la police de la frontière. Les facilités, d'ailleurs souvent illusoire, péniblement obtenues par Archetti, devaient disparaître. Désormais un contrôle plus sévère réglerait l'entrée en Russie.

Sans revenir sur la pourpre de Siestrzencewicz et sur les réguliers, questions déjà discutées ailleurs, le nonce observe seulement que le nom et les attributions des provinciaux d'ordre, supprimés naguère par Catherine II,

étaient rétablis, « les règlements canoniques » confirmés, de sorte que les évêques n'auraient qu'à veiller à l'observation des règles et de la discipline, ce qui paraissait tout à fait acceptable. Il termine ses remarques en déclarant la conclusion, citée plus haut, de la note « vraiment consolante et même édifiante », et, à l'aide d'un « pour ainsi dire », l'empereur est représenté soumettant ses décisions à l'approbation du pape.

En réalité, il faut bien l'avouer, on était en présence d'un fait accompli. Les oukazes avaient force de loi depuis le 28 avril. Il ne s'agissait plus que de leur mise à exécution. La note avec sa date du 30 avril soulignait la priorité des dispositions impériales. Le dilemme se posait de lui-même : s'incliner ou se brouiller.

Litta, nous le verrons, se rendait compte de cette situation anormale, mais, pour le moment, il n'était pas d'humeur à insister. Après avoir analysé la note, il résume en un seul mot l'oukaze sur les latins : les nouveaux évêques recevront un traitement de six mille roubles. Il s'étend davantage à propos de l'oukaze sur les uniates qui laisse aussi à désirer. On lui a bien accordé trois diocèses, mais non le quatrième qu'il demandait, et l'ancien métropolite des uniates, Mgr Rostowski, était autorisé à séjourner en Russie sans toutefois être réintégré dans sa charge. A ce sujet, il n'y eut qu'échange d'idées, et aucune démarche ne fut tentée. Kourakine le déconseillait fortement. En qualité de ministre, et plus encore en qualité d'ami, il affirmait que, le maximum des concessions ayant été atteint, il n'y avait plus rien à espérer de la part de l'empereur.

Mgr Litta se laissa persuader facilement de ne plus rien entreprendre. Son œuvre, telle qu'il l'avait ébauchée, lui apparaissait déjà satisfaisante et non dépourvue

d'éclat. En vue surtout de l'établissement de la hiérarchie, dont il sera question tantôt, il constatait un accroissement de dignité et d'autorité pour le Saint-Siège, des avantages considérables pour l'Église, des conditions de sécurité pour le clergé. Il n'hésitait pas à déclarer que ce serait là un glorieux monument du pontificat de Pie VI. Et ne doutant pas de l'approbation de son maître, il annonçait la publication prochaine des *Actus* qui donneraient la sanction papale à un certain nombre de mesures édictées par les oukazes. Auparavant il met son ami Consalvi au courant de ses succès, et celui-ci, dans un élan d'admiration, le proclame « premier prélat » de la cour de Rome (1).

IV

LES « ACTUS » DE MONSIEUR LITTA

Investi des pouvoirs de légat *a latere*, en qualité de nonce de Pologne, Mgr Litta les conservait encore comme ambassadeur à Pétersbourg. Aussi se croyait-il, à bon droit, autorisé à mettre le dernier sceau aux négociations, à confirmer leurs résultats par un acte officiel et public sans attendre l'approbation formelle du pape qui, du reste, pouvait tarder longtemps à venir, car l'invasion étrangère désolait l'Italie, Pie VI prenait le chemin de l'exil, et la régularité des correspondances s'en ressentait fortement.

D'autres motifs encore plus graves engageaient Mgr Litta à se presser. Sa dépêche du 3/14 août 1798 les expose

(1) WITTICHEN, p. 32, n° 12, 3 juillet 1798, *Consalvi à Litta*.

longuement, et cette exposition nous révèle jusqu'à quel point le nonce se sentait embarrassé (1). En effet, il se félicite d'une part d'avoir obtenu « le libre et plein exercice de l'autorité pontificale dans l'érection des églises, la fixation des limites diocésaines, la translation des évêques, leur institution canonique, en général tout ce qui regarde la hiérarchie ecclésiastique ». Et d'autre part, il avoue que les *oukazes* du 28 avril, qui érigent des diocèses et nomment des évêques, ont déjà force de loi, et que, s'il tardait à donner sa sanction, bien des changements se feraient dans la sphère ecclésiastique sous les yeux du ministre pontifical, et sans l'intervention du Saint-Siège. La vérité est qu'il y avait en principe un malentendu, et que personne ne tenait à l'éclaircir. Les négociateurs russes voulaient bien laisser au nonce l'illusion de l'autonomie, mais les *oukazes* émanaient directement de l'empereur, libre au pape de les confirmer. Archetti avait trouvé le moyen de tourner la difficulté : c'était de subir les *oukazes* et de les reprendre en sous-œuvre, n'approuvant, au nom du pape, que les articles conformes aux canons, et passant le reste sous silence. Litta s'en tint au même système. Les événements devaient, à bref délai, en démontrer la fragilité.

Cependant les tendances optimistes reprenaient d'ordinaire le dessus, et cette dépêche du 3/14 août en est un frappant spécimen : elle débute par des aveux, et se termine en apothéose. Un regard en arrière fera mieux ressortir le contraste. Quatre documents marquent les grandes étapes des négociations de Mgr Litta : son mémoire du 17 avril 1797, les *oukazes* de Paul I^{er} du 28 avril 1798, la note ministérielle du 30 avril, enfin les *Actus*

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344.

pontificaux des 27, 31 juillet (7, 11 août). Toutes ces pièces se répètent en partie, les oukazes et la note russe contiennent des mesures favorables et défavorables pour l'Église. Les déconvenues ont été indiquées au fur et à mesure que l'occasion s'en présentait. Il reste à mettre en lumière les résultats obtenus au point de vue des divisions diocésaines et des nominations épiscopales. Là est le grand succès de Mgr Litta. Ces dispositions forment la partie essentielle des trois premières pièces, elles sont l'objet unique des *Actus*.

Aux yeux des catholiques, les *Actus* revêtaient une importance de premier ordre. Les oukazes du 28 avril avaient bien été, sauf l'article XII, concertés avec le nonce, mais, promulgués par le pouvoir civil, ils n'avaient pas de valeur en dehors du for séculier. Les *Actus*, composés de neuf décrets, leur donnaient la sanction pontificale, les rendaient obligatoires, et en faisaient comme la charte constitutive de l'Église de Russie. Pour être fixé sur la source d'où ils proviennent, il suffit de les comparer au mémoire de Siestrzencewicz. Ils furent immédiatement imprimés dans la typographie des jésuites de Polotsk (1). Le 26 octobre/6 novembre, Litta en envoya deux exemplaires au pape et deux autres au nonce de Florence. La dépêche du 3/14 août est un commentaire autorisé des *Actus*. Ces deux pièces se confondent dans le rapide aperçu des décrets qui va suivre.

Le premier décret se rapporte à l'archevêché de Mohilev. A vrai dire, pour la Russie proprement dite il n'y avait rien de changé en mieux. Le diocèse établi en 1783 par Catherine II gardait ses proportions colossales, si ce

(1) La Bibliothèque slave de Bruxelles possède un exemplaire de cet opuscule rarissime. Les *Actus* ont été réimprimés à Pétersbourg, en 1849, sous ce titre : *Aktý'i Gramoty*.

n'est qu'on arrondissait encore ses frontières, en y ajoutant une partie de l'ancien diocèse de Kiev. Siestrzencewicz, maintenu à la tête de cette administration, cumulait avec les fonctions d'archevêque celles encore de métropolite de toutes les Églises de Russie et de directeur du département catholique. Il est vrai qu'on lui adjoignait deux suffragants, dont l'un domicilié à Pétersbourg et l'autre à Mohilev, mais il n'y avait pas là de quoi satisfaire la Propagande qui trouvait le diocèse démesurément grand pour un seul titulaire. Les provinces récemment annexées étaient mieux partagées.

Le nom de Vilna, supprimé par Catherine II, reparait dans les second et troisième décrets. Reprenant son appellation antique, le diocèse de Vilna comprend toute la Lithuanie, sauf la Samogitie. Les sept paroisses qui forment le diocèse de Livonie lui sont incorporées, et tout ce qui rentre dans le nouveau gouvernement de Minsk en est séparé. La capitale des Jagellons n'est plus désormais privée de son siège épiscopal, c'est un reflet de son ancienne splendeur auquel se rattachent des souvenirs historiques. Mgr Jean Kossakowski, ci-devant évêque de Livonie, est transféré à Vilna, un traitement de dix mille roubles lui est assigné et quatre suffragants l'assistent dans ses travaux, à Vilna, Troki, Brest et en Courlande.

Le titre épiscopal de Kiev traverse d'autres péripéties. Supprimé par Catherine II, il n'est pas renouvelé par Paul I^{er}. Le berceau vénéré de l'orthodoxie ne se prêtait pas, croyait-on, à la résidence d'un évêque romain, et un nom nationalisé par l'histoire à une hiérarchie étrangère. Le diocèse de Kiev est destiné à disparaître. En vertu des quatrième et cinquième décrets, il est attribué en partie à celui de Mohilev, en partie à celui de Loutsk

et Gitomir, ces deux derniers diocèses ne formant plus qu'un seul, gouverné dorénavant par l'ancien évêque de Kiev Gaspar Cieciszewski.

Une question délicate est heureusement résolue par le sixième décret. Le diocèse de Kaménets restait à peu près dans ses anciennes limites, et comprenait toute la Podolie, mais il fallait le délivrer d'un intrus et lui rendre son pasteur légitime. Mgr Dembowski avait été naguère coadjuteur avec droit de succession de l'évêque Krasinski. En 1795, celui-ci, courbé sous le poids des ans, lui avait cédé sa charge. Malgré cette délégation officielle, Catherine II, écartant le nouveau dignitaire, l'avait remplacé arbitrairement par un homme de son choix. Il y avait là un tort à redresser, et beaucoup de difficultés à vaincre. Cependant on réussit à remettre Dembowski en possession de son siège. L'affaire paraissait bien arrangée, elle ne tardera pas à revenir sur le tapis et aura des conséquences funestes.

Les trois derniers décrets sont consacrés au diocèse de Minsk, érigé nouvellement, doté d'un chapitre et confié à Mgr Dederko. Ses limites correspondent aux limites administratives du gouvernement de Minsk, il comprend des lambeaux des diocèses de Vilna et de Loutsk. L'église des jésuites devient cathédrale. L'évêque a son séminaire, il est entouré de six chanoines et six mansionnaires.

Tel est à peu près, sauf les détails, le contenu des neuf décrets, réunis en un seul document sous le nom d'*Actus*. Si la Samogitie y est à peine nommée, c'est qu'elle n'avait subi aucun changement : elle gardait ses limites diocésaines et son pasteur, le prince Étienne Gedroye. Il n'y est pas question non plus des uniates. D'autres décrets qui n'ont jamais paru, que je sache, devaient leur

être consacrés. Mgr Litta, on l'a vu, avouait franchement qu'il n'avait pas obtenu pour eux tout ce qu'il désirait; quant à l'ensemble de son œuvre, il en était souverainement satisfait. Un empire, dans sa partie catholique, soumis spirituellement au pape, un empereur orthodoxe, excellemment bien disposé envers lui, voilà les trophées de son ambassade. La conclusion de sa dépêche du 3/14 août développe cette pensée en termes solennels qui méritent d'être cités.

« Et voici », écrit-il, « tous les *Actes*, qui se rapportent à la hiérarchie latine dans l'empire des Russies. Leur complexité assure à l'autorité pontificale une action pleine et pénétrante, et peut-être depuis longues années n'a-t-on rien vu de semblable. C'est un monument insigne du pontificat de Pie VI d'avoir, par le ministère apostolique, délivré l'Église du grave scandale de deux évêchés, dont les titres, les limites et l'autorité ne procédaient que du pouvoir temporel, écarté l'intrus et l'usurpateur du siège d'autrui, rétabli dans l'empire de Russie l'ordre de la hiérarchie ecclésiastique, étendu la juridiction métropolitaine, fixé les limites des diocèses respectifs, incorporé ou séparé quelques-unes de leurs parties, érigé un nouvel évêché, conféré mission et institution canonique aux pasteurs respectifs, énoncé tout ceci dans des *Actes*, dont la teneur et les formules attestent le pouvoir suprême du pontife romain. Les circonstances du temps et l'exemple funeste des autres États doivent donner d'autant plus de relief aux sentiments de justice et de religion qui distinguent l'empereur Paul I^{er}, et nous n'avons qu'à remercier la divine Providence d'avoir, au milieu des troubles très graves et des angoisses qui affligent l'Église, dirigé à bon terme une évolution si singulière, preuve de l'assistance perpétuelle du Très Haut qui protège l'édifice fondé sur

la pierre contre laquelle ne prévaudront jamais les portes de l'enfer. »

Ces paroles enthousiastes ne firent que médiocre impression sur le cardinal Antonelli, chargé par le pape de revoir les décrets de Litta et d'en apprécier la valeur. Versé dans les matières canoniques, au courant des affaires russes, le préfet de la Propagande n'eut pas de peine à découvrir le défaut de la cuirasse. Son mémoire technique et touffu fut communiqué à Litta qui, tout en prodiguant des éloges à son critique, essaya, le 15/26 février 1799, sinon de se justifier, au moins de s'expliquer, sur quelques points particuliers (1).

Antonelli examine longuement au point de vue doctrinal et pratique la nouvelle situation créée à l'Église de Russie par les récentes mesures de l'empereur et du pape. Il s'élève vigoureusement contre le fameux article XII, introduit dans l'oukaze à la sourdine, et demande des éclaircissements, hésitant encore à se prononcer sur la procédure des appels et le département des affaires catholiques. Son grief principal se résume dans l'usurpation des droits pontificaux par le pouvoir civil. Les oukazes du 28 avril ayant paru trois mois avant les décrets, il est clair que ni les principes traditionnels, ni les règles de Benoît XIV sur la délimitation des diocèses n'ont été exactement observés. Litta se réclame de l'exemple d'Archetti et plaide les circonstances atténuantes. A la vérité, l'un et l'autre, acculés à des faits accomplis, avaient eu recours à des expédients, sauvé les apparences plutôt que le fond, et, du moins, établi après coup des hiérarchies légitimes. Litta avait même été plus

(1) Le mémoire d'Antonelli se trouve aux archives du Vatican en deux rédactions, *Polonia*, t. 343, A, f. 95, et 344, I. La réponse de Litta, *ibidem*, t. 344.

favorisé qu'Archetti, car sur la plupart des points il y avait eu avec lui entente préalable, d'ailleurs, les oukazes de Paul I^{er} étaient plus avantageux pour l'Église que ceux de Catherine II. Et puisque les décrets d'Archetti avaient fermé la bouche aux constituants français, il se persuadait que les siens auraient, le cas échéant, encore plus de succès.

Aux questions de principes se mêlent les questions personnelles. Antonelli ne recule pas devant l'obligation de les aborder. En regard du titre de légat pontifical, celui de grand aumônier stipendié par une puissance acatholique sonne mal, écrit-il, aux oreilles délicates, et, comme pour se raisonner lui-même, il se rabat sur une distinction subtile entre le personnage officiel et l'homme privé. Litta ne l'entendait pas ainsi. Il faut le dire à son honneur : sa mission lui semblait toucher à sa fin, il destinait ce traitement à ses successeurs, car l'idée d'une nonciature permanente à Pétersbourg ne l'a jamais abandonné sa vie durant. Un autre reproche bien mérité l'atteignait en plein : c'était sa lettre emphatique à Kourakine, ses promesses hâtives et imprudentes de parfaite satisfaction de la part du pape. Que sa lettre « abonde de compliments et d'éloges », Litta en convient, mais il en appelle « au style du pays », et « au caractère de la nation et de la cour ». Tout cet attirail de rhétorique, écrit ou parlé, n'était dans sa pensée qu'un moyen de maintenir les bonnes dispositions de l'empereur envers le pape et de l'intéresser au sort de l'Italie.

A bout de critique et en dernière analyse, Antonelli avait trop d'expérience pour ne pas voir que, étant données les circonstances, il ne restait qu'un seul parti à prendre, celui de confirmer les *Actus* tels que Mgr Litta

les avait dressés, et s'en remettre au temps pour obtenir des modifications. C'était bien là le fond de sa pensée.

D'ailleurs, le mémoire d'Antonelli envoyé à Pétersbourg, le 5 janvier 1799, et la réponse de Litta, datée du 15/26 février, n'avaient plus qu'un intérêt rétrospectif. La décision papale était arrêtée depuis longtemps. Déjà la lettre de Pie VI, du 18 juin 1798, la fait pressentir. Le pape n'a que des éloges pour Mgr Litta, il se réserve seulement de confier aux cardinaux l'examen des décrets, il approuve aussi la grande aumônerie de Malte, et, plus indulgent que le cardinal Antonelli, plus soucieux de pourvoir à sa représentation, il s'informe exactement des chiffres fixes et des accessoires. Les réponses de Litta sont très nettes : pension de deux mille quatre cents sequins, appartements au palais de Malte avec service, éclairage et chauffage fournis par l'ordre, évalués à deux mille sequins, enfin douze cents sequins de ressources personnelles. Dans ces conditions, le maintien d'une ambassade papale permanente à Pétersbourg devenait possible (1).

Vers la fin de l'année, le 3 novembre, c'est une approbation expresse et complète qui va combler de joie Mgr Litta et mettre un terme à ses incertitudes. Une bulle papale confirmera ses neuf décrets, et, en attendant, tout ce qu'il a demandé est accordé : la pourpre à Siestrzencewicz, les facultés sur les réguliers aux évêques, et pour lui personnellement la grand'croix de Malte et l'aumônerie. Litta désirait que la bulle parût au plus tôt, mais, quoique datée du 17 novembre 1798, elle ne fut envoyée à Pétersbourg qu'le 9 mars 1799, et, quelques

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 343, A, f. 22, Pie VI à Litta, t. 344, Litta à Pie VI, 26 octobre/6 novembre 1798 ; t. 343, A, f. 61, Odescalchi à Litta, 6 novembre 1698.

jours après, le 16 mars, on expédia le décret du 15 février 1799 qui autorisait Siestrzencewicz et ses successeurs sur le siège de Mohilev à porter, sauf le chapeau rouge, les insignes cardinalices (1). Ainsi l'exige la tradition romaine : les électeurs du pape doivent garder quelque chose d'incommunicable.

Cependant la condescendance de Pie VI envers Siestrzencewicz avait ses bornes, et n'allait pas jusqu'à légitimer l'usurpation. De sa propre autorité, l'archevêque s'était décerné le titre de *legatus natus Sedis Apostolicae*, il l'avait mis en vedette sur la première page des *Actus* imprimés à Polotsk, et Mgr Litta conseillait de ménager ses prétentions. Le pape ne s'y prêta point. Sans protester expressément, il refusa le titre sous prétexte que la présence d'un légat rendrait celle d'un nonce moins nécessaire, et l'on tenait avant tout à conserver la nonciature.

Mais ce n'est là qu'un détail. En général, on avait fait beaucoup de besogne et de la bonne besogne. Que le lecteur se reporte au mémoire de Mgr Litta du 17 avril 1797. Sans doute, aucun concordat n'avait été conclu, la nomination des évêques n'avait pas été réglementée, les ordres religieux avaient été sacrifiés, mais, au moins, avait-on établi la hiérarchie dans les provinces récemment annexées, pourvu les fidèles de pasteurs, et fait valoir les représentations du Saint-Siège. Le point obscur qui restait à l'horizon était le sort des uniates, moins favorisés que les latins, non compris dans les neuf décrets de Litta. Pour le reste, l'avenir se présentait sous un aspect

(1) Le texte de la bulle du 17 novembre 1798 (quintodecimo kalendas decembris) dans *Akty i Gram.*, p. 125, le bref à Siestrzencewicz du 15 février 1799 (quinto decimo kalendas martii) dans *Polonia*, 343, A. Le refus du titre de *legatus natus*, *ibidem*, f. 220.

rassurant, mais, à l'époque de Paul I^{er}, il fallait toujours compter avec l'imprévu et, après le triomphe, s'attendre à des déceptions. Elles ne devaient pas manquer. Auparavant il faut jeter un regard sur l'échiquier politique.

CHAPITRE III

DISGRACE DE MONSIEUR LITTA

- I. L'ÉCHIQUIER POLITIQUE. — L'adversaire de la Révolution. — Politique chevaleresque et désintéressée. — Paul I^{er} protecteur de l'ordre de Malte. — L'ambassade du bailli Litta. — Solennité. — Le pape invité en Russie. — Lettre de Pie VI à Paul I^{er}. — Prise de Malte. — Paul I^{er} grand-maître. — Malentendus. — Embarras du pape. — L'armée russe à la disposition du roi de Naples. — L'ambassade du marquis de Gallo. — Mgr Litta désapprouvé par le pape.
- II. RENVOI DE MGR LITTA. — Le bailli Litta en faveur. — Mariage avec une nièce de Potemkine. — Mgr Litta demande son rappel. — Exil du bailli Giulio. — Joies domestiques et champêtres. — Affaire Dembowski. — Décret *ab irato*. — Banquet chez l'archevêque. — Sa lettre aux ordinaires. — Mgr Litta en conférence avec Rostoptchine. — Mémoire papal contre l'élection de Paul I^{er}. — Le cabinet noir. — Mgr Litta privé de l'aumônerie de Malte. — Kotchoubeï annonce la fin de la mission. — La note du 9 avril. — Ordre à Mgr Litta de partir sans délai. — Mesures de l'empereur. — Hypothèses. — Séjour à Vienne. — Albani proposé pour une mission à Pétersbourg. — Relation finale.

I

L'ÉCHIQUIER POLITIQUE

Quarante années consécutives de victoires et de guerres avaient coûté à la Russie beaucoup de sang et d'argent. L'éclat qui en rejaillissait sur le nom de Catherine II n'avait jamais ni séduit, ni ébloui le solitaire de Gatchina. Dédaigneux des lauriers de conquérant, Paul Pétrovitch déplorait la politique envahissante de sa mère. Aussi bien,

son premier souci, en montant sur le trône, fut d'arrêter la levée d'un nouveau contingent militaire, terminer la guerre avec la Perse, déclarer aux cours amies qu'il était, en principe, partisan de la paix générale, pourvu qu'elle fût solide et honorable.

En face de la Révolution française, triomphante et agressive, ce programme était plutôt fier que pratique. Rien n'égalait l'horreur de Paul I^{er} pour le jacobinisme, si ce n'est son respect de l'autorité légitime. Il se croyait appelé à endiguer le torrent des idées subversives, défendre les droits méconnus, rétablir les trônes renversés, garantir la tranquillité de l'Europe (1). Dès lors, sa politique extérieure, chevaleresque et désintéressée, toute de justice et d'honneur, devait nécessairement devenir belliqueuse. L'Angleterre, l'Autriche faisaient appel à sa puissance, le pape lui confiait ses amertumes et ses peines, et, tandis que le Directoire soulevait l'Italie, Seracapriola lui annonçait la marche du roi de Naples au secours de Rome. La voix des événements, plus forte encore que celle des hommes, entraînait l'empereur vers la coalition qui derechef s'organisait contre la France. La prise de Malte par Bonaparte pesa aussi lourdement dans la balance.

Un lien étroit s'était formé entre l'empereur de Russie et les chevaliers de Saint-Jean par suite de la convention du 4/15 janvier 1797. Le nouveau grand maître Ferdinand de Hompesch, si tristement célèbre dans la suite, la soumit, le 7/18 août, au sacré conseil de l'ordre. Elle fut ratifiée, on le pense bien, avec enthousiasme et à l'unanimité. Jaloux de se concilier encore davantage le généreux monarque du nord, les chevaliers

(1) F. MARTENS, t. II, p. 366 et suiv. — SCHILDER, *Imp. Alex. I*, t. I, p. 191.

résolurent de lui déférer le protectorat de l'ordre (1).

C'était le premier pas dans la voie fatale des équivoques. Moines et soldats, justiciables du chef de l'Église catholique, les chevaliers seraient désormais « protégés » par un empereur orthodoxe. Les inconvénients de ce dualisme sautaient aux yeux; il fallait, pour ne pas les voir, s'aveugler volontairement. Le bailli Litta, se trouvant déjà à Pétersbourg, fut, par acclamation, nommé ambassadeur de l'ordre auprès de Paul I^{er}, et chargé de lui présenter les décisions du sacré conseil.

On ne pouvait faire un meilleur choix. L'élu connaissait le faible de l'empereur pour la mise en scène et la représentation. L'ambassade fut entourée d'une pompe éclatante. Le 26 novembre (vieux style), Litta se rendit hors de la ville, à la campagne de la comtesse Skavronski, et, le lendemain, eut lieu l'entrée officielle dans la capitale. Quarante voitures formaient le cortège d'honneur. Le soir du même jour, spectacle de gala, en place de la veillée des armes; le dimanche suivant, 29 novembre, audience solennelle au palais d'hiver. A voir tant de chevaliers aux physionomies étrangères, revêtus de leurs costumes hiératiques, accomplissant des rites d'un symbolisme pieux, on se serait cru en plein moyen âge, à la cour d'Espagne ou de France. L'empereur était dans le ravissement. Entouré de ses dignitaires et du haut clergé, il accepta gracieusement le protectorat de l'ordre. Litta le revêtit de la cotte d'armes, et le protecteur suspendit lui-même à son cou la croix de l'héroïque La Valette, hommage délicat du grand maître Hompesch. Qui nous redira les pensées qui fermentaient alors dans la tête de Paul I^{er}? Songeait-il à une croisade mondiale contre la

(1) MAISONNEUVE, p. 93. — GREPPI, *Un gentiluomo*, p. 108. — MOROCHINE, t. I, p. 319.

France ou bien voulait-il s'assurer l'empire de la Méditerranée? S'il a caressé, comme d'aucuns l'ont cru, de vastes projets, ceux-ci se sont vite dissipés. Une décoration de plus en Russie et des pensions de commandeurs, tel fut bientôt le seul résultat pratique d'une cérémonie grosse de complications extérieures. Le même jour, furent élevés à la dignité de grands-croix de Malte l'impératrice, les grands-ducs Alexandre et Constantin, les grandes-duchesses, et quelques autres privilégiés. Bezborodko et Kourakine furent de ce nombre.

Paul I^{er} prenait son protectorat au sérieux. Les diplomates russes furent avertis d'agir et de parler en conséquence. Grâce à leurs démarches, le congrès de Rastadt dut ouvrir ses portes à deux chevaliers allemands qui découvrirent et dénoncèrent les vues hostiles du Directoire sur une île réputée la place la plus forte de l'Europe. Dès lors, une rupture avec la France était à craindre. Les événements de Rome précipitèrent le dénouement.

Toujours préoccupé de l'état de l'Europe, l'empereur prenait spécialement à cœur les épreuves de Pie VI (1). Spontanément, il fit savoir à Mgr Litta combien les malheurs du Saint-Siège l'attristaient, s'informa avec sollicitude de la santé du pape, garantit la sécurité des catholiques en Russie, et déclara qu'à Rome il ne reconnaîtrait d'autre autorité, si ce n'est le gouvernement légitime. Lorsque le nonce eut l'occasion d'approcher l'empereur, celui-ci renouvela les mêmes assurances avec la même vigueur. « Vous devez être content de moi, lui dit-il, j'abonde dans votre sens. » L'exil du pape provoqua de nouvelles manifestations de sympathie. Le château de Mittau abritait déjà Louis XVIII avec sa petite cour et

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, dépêches de Mgr Litta des 2/13 février, 13/24, 19/30 mars 1798.

ses grandes prétentions, l'armée de Condé campait en Volhynie, la Russie s'ouvrait largement à toutes les infortunes. Mgr Litta savait le pape dénué de ressources. Il insista auprès des ministres sur la nécessité de le réintégrer dans sa dignité et ses États, de faire des démarches en sa faveur auprès des puissances amies. La demande réussit au delà de toute espérance. Des courriers partirent aussitôt pour Vienne, Madrid et Naples. Le César orthodoxe posait auprès des souverains catholiques en défenseur du pape, gardien de ses droits. Mieux encore : il l'invitait à venir en Russie ; à défaut d'autre refuge, l'empire servirait d'asile inviolable et sûr, où Sa Sainteté exercerait sans obstacle la plénitude de son pouvoir spirituel. Jamais encore un Romanov n'avait tenu ce langage au successeur des apôtres : il fait honneur à l'empereur Paul.

Ceci se passait dans les premiers mois de 1798. Vers la même époque, le 29 mars, Pie VI put enfin satisfaire son désir et s'adresser directement à Paul I^{er} (1). Marotti, qui lui prêtait sa plume, était rétabli, et l'abbé Badosse, en route pour la Russie, s'offrait en guise de courrier. Dans une page émouvante, le fidèle secrétaire raconte « de quelle manière atroce et barbare le pontife romain a été dépouillé de sa splendeur et de son autorité temporelle, arraché du sein de son Église par une violence sans exemple, chargé de toute sorte d'injures et d'opprobres, sans égard pour son âge, pour la longue maladie dont à peine il venait de sortir, trahi, abandonné, privé de tout, chassé de sa résidence et entraîné à Sienne en exil ».

Tout le poids de ces méfaits retombe sur l'injuste agresseur. Pie VI ne s'avoue coupable que d'une seule

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, IV.

faute : « Nous avons été trop lent », dit-il, « et trop tardif à punir les injures et à prévenir les trames ourdies par nos ennemis. » Le meurtre de Duphot ayant servi de prétexte à l'invasion française, il s'y arrête et rétablit d'abord les responsabilités : le général, quoique attaché à l'ambassade, a fomenté la révolte, il s'est jeté, l'épée à la main, sur les soldats pontificaux, il est tombé sous le feu des fusils qu'il avait chargés lui-même. Le pape condamne ensuite la procédure que l'on avait suivie, le cardinal Doria, secrétaire d'État, avait eu le tort d'intervertir les rôles : au lieu de porter plainte, il avait présenté des excuses. Et tandis que Joseph Bonaparte prônait en partant la clémence du Directoire, Berthier marchait sur Rome, l'investissait, coupait les vivres, imposait la capitulation, pénétrait dans la ville, où les arrivants se livrèrent à « toutes les horreurs et excès que par les serments les plus sacrés ils avaient promis de ne jamais commettre ».

L'image du départ de Rome se dresse devant le pape, et ce qui domine dans ses souvenirs, c'est « la cruauté, l'insulte, l'insolence, l'outrage » dont il a été victime. Le Vatican a été envahi, l'appartement du pape violé, le service entravé ; les gardes ont été éloignés, les scellés apposés jusque sur les bureaux, les « diamants » légendaires impudemment réquisitionnés. A un vieillard de quatre-vingt-deux ans, à peine convalescent, ordre a été signifié de quitter immédiatement, en plein hiver, Rome et les États de l'Église. Le pape refuse. « Enfin, forcé », écrit-il, « par les menaces et par les violences de gens féroces et barbares, nous n'avons pas été chassé seulement, mais plutôt, au mépris de toutes les lois humaines et divines, emporté et traîné de force hors des limites de nos domaines et de notre Église. » Des cavaliers paraissent à

la porte du Vatican. Sabre au clair, au grand galop de leurs chevaux, ils escortent le vicaire du Christ jusqu'à Sienne, première étape de son exil. « Inutile d'implorer l'équité des lois au milieu des révolutions populaires », dit le général Cerroni au duc de Nemi, neveu du pape, lorsque celui-ci, traqué lui-même, essaya de se plaindre.

Préoccupé du sort de l'Église plus encore que du sien, Pie VI se reporte aux jours prospères de son pontificat, il évoque le souvenir du voyage à Rome de Paul Pétrovitch, les marques d'affection et d'amitié prodiguées au pontife. En termes chaleureux il implore le secours de l'empereur et lui ouvre un avenir de gloire incomparable. « Suivez donc », écrit-il, « les élans de votre cœur magnanime, ô Paul I^{er}, empereur très grand, très auguste et très puissant : c'est ici l'occasion de déployer la grandeur de votre âme devant tout l'univers à l'admiration de tous les peuples. Prenez la défense de l'Église romaine... Prenez la défense d'un pontife maintenant en exil... Quelle grande moisson de gloire vous offre en ce moment la Providence de Dieu ! Quelle sera la renommée de votre vertu dans tous les siècles à venir, si l'Église romaine contre son attente doit reconnaître qu'elle tient de Votre Majesté Impériale son salut, sa paix et le retour de sa tranquillité ! Si la ville de Rome... par le pouvoir de Votre Majesté Impériale, recouvrant son pontife, son père et son souverain bien-aimé, se voit rappelée à son ancienne magnificence et dignité ! Nous pourrions dire alors avec vérité que nous bénissons tous les maux que nous avons soufferts, puisqu'ils vous ont donné matière de faire paraître la vertu incomparable de Votre Majesté Impériale en rétablissant par sa main puissante la tranquillité, la liberté et la grandeur de l'Église romaine. De sorte que cette gloire qui a été acquise par l'auguste Cons-

tantin et par Charlemagne dans la défense de l'Église, cette même gloire, au grand étonnement de l'univers entier, nous devons la décerner à vous, Paul I^{er}, empereur très grand, très auguste et très puissant, et elle sera célébrée avec justice par toute la postérité dans les siècles à venir. »

Cette lettre pathétique était datée de Sienne. Désormais la correspondance pontificale partait de la Toscane. Les bureaux de Rome ne fonctionnaient plus. Le cardinal Doria, secrétaire d'État, résidait à Naples, et le nonce de Florence, Mgr Odescalchi, archevêque d'Icône, le remplaçait provisoirement. Les cardinaux réunis à Naples s'associèrent à la démarche du pape. Le 27 août, les trois chefs d'ordre, Albani, Carafa et Doria, interpellèrent l'empereur en sa faveur, et, donnant plus d'ampleur à leur pensée, représentèrent le pape comme prince pacifique, ne pouvant que contribuer à la paix de l'Europe et au maintien de l'équilibre en Italie. Le 2 septembre, Pie VI inculquait encore à son représentant en Russie de tenir en éveil le défenseur des États de l'Église. Mgr Litta y mettait tout son zèle, n'épargnait pas les efforts et ne recevait toujours que des réponses reconfortantes (1).

Plus impressionnant que ces lettres était l'événement militaire qui se déroula tout à coup dans la Méditerranée. En juin 1798, grâce à des connivences coupables, Bonaparte, faisant voile pour l'Égypte, s'empara de l'île de Malte, envoya au Directoire l'original du traité conclu avec la Russie, et promit qu'il « en coûterait cher » à ceux qui voudraient le « déloger » de sa facile conquête (2). Celle-ci était un coup droit porté à l'empereur

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, I, IV, lettre des cardinaux ; t. 344, IV, Pie VI à Mgr Litta.

(2) *Correspondance de Napoleon I^{er}*, t. IV, p. 225, n° 2676.

Paul, elle contrecarrait ses projets et détruisait ses plus chères espérances. En outre, elle ébranlait la position de l'ordre. Des mesures extraordinaires s'imposaient d'elles-mêmes, et les chevaliers déjà nombreux à Pétersbourg ne se firent pas faute d'en prendre.

Le grand prieuré de Russie commença par se dégager de l'autorité de Hompesch et « se jeter dans les bras » du protecteur de l'ordre (1). Le 26 août 1798, il publia, pour légitimer ses procédés, une protestation véhémement contre la prise de Malte et un manifeste non moins violent avec huit chefs d'accusation contre Hompesch, le déclarant « coupable de la plus stupide négligence ou complice des perfides qui ont trahi l'ordre ». Pressé et conjuré de faire connaître ses volontés, l'empereur ratifia les actes du grand prieuré et la destitution du « ci-devant grand maître », prit sous sa direction suprême « le corps bien intentionné de l'ordre », « enjoignit » aux chevaliers d'administrer, d'après les anciens règlements, les affaires courantes et de les soumettre à sa confirmation. C'était une manière indirecte de poser sa candidature pour la grande maîtrise. Les moins clairvoyants ne pouvaient s'y méprendre.

Lorsque le pape fut mis au courant de ces faits, il se garda bien de les approuver en tous points. Sans doute, il condamnait la facile reddition d'une île réputée imprenable, le concours de l'empereur lui paraissait opportun, mais il n'admettait en aucune façon la destitution extralégale et précipitée de Hompesch. Chef suprême de l'ordre, strict observateur de ses lois, il exigeait que l'on instruisît un procès régulier, que l'accusé pût se défendre, et que la sentence fût juridiquement motivée. Mgr Litta et le

(1) MAISONNEUVE, p. 170, 174, 190.

bailli Giulio furent prévenus, dès le 17 octobre, d'avoir à se conformer à cette manière de voir (1). Les événements marchèrent plus vite que les dépêches. Survint un coup de théâtre.

Le 27 octobre 1798 (vieux style), les baillis, grands-croix, commandeurs, chevaliers du grand prieuré de Russie, les autres membres de l'ordre présents à Pétersbourg, animés de reconnaissance envers l'empereur, confiants dans sa parole sacrée de maintenir les institutions, privilèges et honneurs de l'ordre, proclament « S. M. I. l'Empereur et Autocrateur (*sic*) de toutes les Russies Paul I^{er} Grand Maître de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem (2) ». Par cette élection unanime, ratifiée bientôt en quelques pays étrangers, les chevaliers allaient au-devant des plus ardents désirs de leur protecteur.

Les preuves sont trop éclatantes pour que l'on puisse en douter. Une pompe solennelle et archaïque fut déployée, le 29 novembre 1798 (vieux style), pour l'inauguration du grand maître (3). Revêtus de leurs amples manteaux noirs avec croix blanche à huit pointes, les chevaliers présentèrent à l'empereur la couronne de Malte et les autres insignes de la souveraineté : le descendant des Romanov s'estima heureux de succéder aux La Valette et aux Villiers de l'Isle-Adam. Et le pouvoir qu'il acceptait, il voulut l'exercer immédiatement, dans toute son extension et au delà. Un prieuré exclusivement russe, dont Giulio Litta avait rédigé les statuts, fut fondé et largement doté pour exciter l'émulation parmi la noblesse orthodoxe. Un appel

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, VI; t. 343, A, f. 52, 20 octobre 1798, *Odescalchi à Mgr Litta*.

(2) *MAISONNEUVE*, p. 197.

(3) *Ibid.*, p. 201, 13 novembre 1798 Paul I^{er} accepte la grande maîtrise de Malte — *P. S. Z.*, t. XXV, nos 18782, 18799, p. 483, 502, manifestes de Paul I^{er}. — *TERRINONI*, p. 133 à 143, nos 12 à 14.

fut adressé aux étrangers désireux de marcher sur les traces des anciens héros. Désormais l'ordre s'ouvrait, dans certaines conditions, à toutes les célébrités militaires et civiles, scientifiques et sociales. L'élite de toutes les classes, la fleur de l'Europe devait ainsi se réunir en un seul corps que le grand maître eût dirigé vers son but idéal. La croix de Malte figura dans les armoiries de l'empire, d'or à l'aigle éployée de sable, becquée, compassée de gueules, et le pavillon de l'ordre, arboré sur un bastion de l'Amirauté, fut salué, le 1^{er} janvier 1799, par trente-trois coups de canon.

A vrai dire, ces brillants dehors dissimulaient de fâcheux malentendus et un complet bouleversement de l'ordre. Un souverain marié, chef attitré (*glava*) de l'Église orthodoxe, passait sous la juridiction du pape, en devenant chef d'un ordre monastique et militaire qui relevait du Saint-Siège. L'empereur ne s'en rendait certainement pas compte, et Pie VI n'avait pas été requis de son assentiment. Dans sa lettre du 17 octobre 1798 au bailli Litta (1), le pape n'avait prescrit qu'une mesure temporaire sans préjudice de la cause pendante de Hompesch : il avait autorisé le prieuré russe à déléguer un chevalier qui, par intérim, aurait administré l'ordre avec les pouvoirs de grand maître. Au lieu de cela, on avait hasardé une élection définitive, et par là même confirmé la déchéance de Hompesch. En vain Mgr Litta essayait-il d'accorder le fait accompli de l'élection avec la teneur de la lettre papale du 17 octobre (2). Il y avait une opposition flagrante entre les ordres de Pie VI et leur prétendue exécution. Les pièces officielles qui accompagnaient les

(1) TERRINONI, p. 163, n° 22.

(2) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, dépêches des 26 novembre-7 décembre, 9/20 décembre 1798.

dépêches, — proclamation et manifeste du prieuré de Russie, réponse de Paul I^{er}, — en fournissaient la preuve irrécusable. A défaut de meilleur argument, Mgr Litta insistait sur les promesses réitérées de l'empereur de conserver intacts les statuts de l'ordre, mais quelle portée pouvait-on attacher à ces promesses quand le statut principal, la juridiction du pape sur l'ordre, était méconnu?

Aurait-on caressé des illusions sur leur valeur que la lettre, d'ailleurs courtoise et sympathique de Paul I^{er} à Pie VI, du 14 décembre 1798, les eût vite dissipées (1). L'empereur annonçait son élection, et renouvelait ses promesses contradictoires, faisant ainsi passer l'anomalie à l'état de fait intangible et de principe indiscutable.

Ce langage mettait le pape dans une position critique et délicate. Ratifier l'élection de l'empereur, le suivre dans ses errements, n'était pas possible, et cependant il fallait le ménager, car on se doutait bien qu'au sortir de la crise, il serait le plus ferme et le plus sûr soutien du Saint-Siège. Sa parole était engagée. En dépit du congrès de Rastadt, l'Europe était en feu, l'extension de l'incendie se laissait prévoir, et le lendemain de la guerre préoccupait déjà les esprits.

L'empereur avait conclu des alliances avec l'Angleterre, Naples et la Turquie. Il appelait aux armes l'Autriche et la Prusse, et, dans sa lettre à Pie VI, il se réjouissait d'avance de voir la Révolution vaincue, l'Italie délivrée, les princes légitimes rétablis, et le pape rendu triomphalement à la Ville éternelle. Il s'efforçait d'inspirer des sentiments analogues aux autres tenants de la deuxième coalition, plus soucieux malheureusement

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, I. — *Ibidem*, la note de Seracapriola, celle de Mgr Litta, et sa dépêche du 14/25 décembre 1798. — SOMMA, p. 163, traité avec Naples du 18/29 décembre 1798.

de leurs propres intérêts que du bien général. A la vérité, seul l'empereur Paul était chevaleresquement désintéressé. C'était sur lui que l'on pourrait s'appuyer. Il était donc urgent de ne pas le contrarier.

Mgr Litta, pour sa part, comptait sur l'empereur, en quoi il avait raison, mais il se trompait cruellement, lorsque, pour favoriser la cause du pape, il plaidait celle du roi de Naples. L'incident mérite d'être relevé. Le 11/22 décembre 1798, Serracapriola présentait à Paul I^{er} une note belliqueuse : Ferdinand IV concentrait son armée au camp de San Germano, pénétrait dans les États pontificaux, occupait les points stratégiques, et, couvrant la Toscane, assurait le contact avec l'Autriche. Mesure préventive de sécurité contre l'invasion française, disait-on, laquelle cependant valait bien une déclaration formelle de guerre. Aussi « le défenseur de la cause commune » est vivement sollicité de s'intéresser à l'entreprise de son allié. Il est permis de supposer que Serracapriola provoqua aussi l'intervention de Mgr Litta. Toujours est-il que celui-ci crut de son « devoir d'implorer, au nom du Saint-Père, l'assistance, l'appui et la puissante coopération de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, afin que les saintes intentions du roi de Naples obtinssent l'effet désiré ».

Présentées le même jour, les deux notes arrivaient au bon moment. On apprit bientôt que Ferdinand IV avait, le 23 novembre, occupé Rome sans combat, l'armée française ayant évacué la ville. Dès lors l'enthousiasme de Paul I^{er} ne connut plus de bornes. En plein cercle diplomatique, il adressa au duc Serracapriola ces paroles textuelles : « Écrivez au roi de Naples que moi aussi je m'enrôle, toutes mes forces sont à sa disposition, en attendant j'ai déjà donné les ordres pour qu'un corps de

troupes marche à son secours. » « *Detto, fatto*, ajoute Mgr Litta, une armée russe, campée sur les confins de la Moldavie, va se rendre en Dalmatie, et s'embarquer pour Naples.

Il était prématuré de s'en réjouir. L'année suivante, en juillet 1799, ce fut le tour du marquis de Gallo, envoyé par Ferdinand IV à Pétersbourg, de présenter des notes à Paul I^{er} (1). Les secours militaires contre la France venaient en première ligne, mais la spoliation du pape y figurait aussi. Sous prétexte qu'il ne pourrait jamais défendre ses États, Gallo demandait, en faveur de Naples, la cession d'Ancône et des trois légations. C'était, paraît-il, le meilleur moyen de maintenir l'équilibre politique en Italie. Les Bourbons frayaient ainsi la route, sans s'en douter, à la maison de Savoie.

Disons-le de suite. Le zèle intempestif de Mgr Litta ne mérita point l'approbation du pape, et le nonce de Florence le lui signifia sans ambages (2). Naguère Pie VI avait souhaité l'apparition de la flotte russe dans la Méditerranée, maintenant il ne se souciait plus d'appeler en Italie les armées de Paul I^{er}. Plus que jamais il voulait rester fidèle à son caractère de prince pacifique, et surtout ne pas provoquer les représailles du Directoire, capable des dernières rigueurs.

Mgr Litta accepta humblement la remontrance papale et la prit en bonne part. La période des succès était close pour lui, celle des épreuves allait s'ouvrir.

(1) MARESCA, p. 6 et suiv. Gallo a présenté trois notes avec différents projets. Il proposait aussi le mariage d'un Bourbon avec une princesse russe. — SOMMA, passim.

(2) RIMIERI, *Gli Czar*, p. 158, *Mgr Odescalchi à Mgr Litta*, Siennese, 9 février 1799.

II

RENOI DE MGR LITTA

A l'époque où nous sommes parvenus, fin de 1798 et premiers mois de 1799, le bailli Litta se trouvait à l'apogée de la faveur impériale. C'est à lui que revient la part principale d'initiative dans l'établissement de l'ordre de Malte en Russie. L'empereur lui reconnaissait ce mérite, l'admettait souvent en sa présence, s'entretenait longuement avec lui, et le comblait de ses bienfaits. Un magnifique solitaire avec un don de dix mille roubles lui fut offert, lorsque, après avoir rempli son ambassade, il reprit, le 25 avril/6 mai 1798, son titre d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'ordre souverain de Malte (1). L'élection de Paul I^{er} à la grande maîtrise lui valut le poste éminent de lieutenant du grand maître, relevé encore par le titre de comte de l'empire. Le bailli ne s'en plaisait que plus sur les bords hospitaliers de la Néva, et songeait à y contracter des liens de famille. Chevalier profès d'un ordre militaire et monastique, il ne pouvait le faire sans avoir été auparavant délié de son vœu solennel de chasteté. Grâce en partie à l'intervention impériale, on obtint de Florence un bref élogieux de dispense, daté du 24 août 1798, et Siestrzencewicz fut chargé de le promulguer (2). Il ne restait plus qu'à convoler au mariage.

Une veuve de trente-sept ans — le bailli en avait

(1) MAISONNEUVE, p. 105. — Naples, Archives d'État, *Russia*, 1680, 11 mai 1798, dépêche de Serracapriola.

(2) GREPPI, *Un gentil.*, p. 142.

trente-cinq — s'était éprise du gentilhomme milanais, sympathique et décoratif. Elle était une des fameuses nièces de Potemkine qui avaient fait l'ornement et la joie de la cour dépravée de Catherine II (1). Belle encore, tour à tour dissipée ou indolente, elle trouvait son bonheur soit dans les fêtes bruyantes, soit dans une molle inaction. Mariée en premières noces au comte Skavronski, elle conserva les bonnes grâces de son oncle. A défaut de virginité, elle apportait en dot une énorme fortune. Vers le milieu du mois de novembre, Mgr Litta bénit à l'église catholique l'union de son frère, et, la fiancée étant orthodoxe, on renouvela la cérémonie à la chapelle de la cour en présence de l'empereur et de toute la famille impériale (2). Le couple était bien assorti.

Mais à mesure que Giulio Litta montait en grâce auprès de l'empereur, la malveillance et l'envie ourdisaient autour de lui de sourdes intrigues. Les hautes distinctions accordées aux étrangers excitaient la mauvaise humeur des Russes qui croyaient avoir de meilleurs droits aux honneurs et aux profits. La bonne foi de l'empereur se laissait facilement surprendre, et brusquer les situations rentrait dans son caractère. Dès le 26 février (8 mars, 1799, Mgr Litta se livrait à des réflexions mélancoliques, prévoyait la chute de son frère, et, sa mission étant presque terminée, demandait instamment son rappel (3). Il partait du principe que sa position dépendait de la position du bailli. Or, celle-ci devenait chancelante. Sans rien préciser, il fait vaguement allusion à des cabales de cour, à des malentendus avec le

(1) ADRIANOV. On y trouvera l'indication des sources. — CORBERON, t. II, p. 372.

(2) Naples, Archives d'État, *Russia*, 1680, 16 novembre 1798, dépêche de Serracapriola. Un décret récent de Pie X interdit cette répétition.

(3) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, *Cifra*.

maître, et s'attend à de cruelles surprises. « Paul I^{er}, dit-il, est au plus haut point inconstant, il passe d'un extrême à l'autre. Si mon frère tombe, je tomberai avec lui. Ma présence deviendra inutile et nuisible. Je serai accablé de vexations et réduit à l'impuissance. » En vue de cette éventualité, Mgr Litta suggère que, sous n'importe quel prétexte, on l'envoie ailleurs, et qu'on lui donne un successeur auquel il cédera sa pension de neuf mille roubles. S'il n'y a pas de candidat disponible, qu'on lui accorde au moins un congé, et qu'on charge de l'intérim son auditeur Benvenuti, initié aux affaires et généralement estimé. La dépêche chiffrée se termine par de nouvelles et pressantes instances, c'est « le bien de la religion et du Saint-Siège », dit-elle, qui exige une prompte solution.

Les fâcheux pressentiments du nonce ne se vérifièrent que trop et trop tôt. A peine quelques semaines s'étaient-elles écoulées, que Giulio Litta, déchargé, vers la fin de mars, de sa lieutenance, reçut à l'improviste, l'ordre de quitter la capitale et de se retirer sur ses terres. A en croire Georgel, alors présent à Pétersbourg, c'est Rostoptchine qui aurait machiné l'éloignement du bailli (1). Les longues audiences auprès du maître lui auraient donné de l'ombrage, et il aurait su rendre suspect le rival présumé. D'où qu'il vint, le coup était porté, et le disgracié n'eut, paraît-il, que quatre heures pour faire ses préparatifs de voyage et se mettre en route. Versé dans les classiques, il dut se dire que jamais la roche Tarpéienne n'avait été si près du Capitole. Ce n'était pas qu'il s'affligeât outre mesure de son exil. Il en prenait, au contraire, allègrement son parti. Marié depuis peu à une

(1) GEORGEL, t. VI, p. 191. — GREPPI, *Un gentil.*, p. 143 et suiv. — *Arkhiv kn. Vorontsova*, t. V, p. 275.

femme qu'il trouvait « angélique et incomparable », il se félicitait d'avoir des loisirs pour sa lune de miel, sur les bords animés de la Volga, dans une campagne pittoresque, entourée de forêts giboyeuses et de lacs poissonneux. Excellent administrateur, avant la fin de l'année, il eut acquis une nouvelle terre à douze lieues de Moscou, avec maison confortable d'hiver, jardin, genre Versailles, et parc à l'anglaise, bois et cours d'eau. Du sein de cette opulence, il esquissait ainsi à son régisseur de Milan sa situation économique : nombreuses propriétés, dépenses considérables, et, en poche, pas un sou qui vaille. Par contre, les pièces d'or ne lui manquèrent jamais. Cohéritière des trésors prodigués par Catherine II à Potemkine, sa femme en était pourvue à profusion.

Cependant que Giulio goûtait tranquillement les joies domestiques et champêtres, Mgr Lorenzo subissait, comme il l'avait prévu, le contre-coup de la disgrâce de son frère. En toute hypothèse, une rupture entre l'empereur et le nonce devait tôt ou tard se produire, l'incident de l'exil n'a pu que l'accélérer. De part et d'autre, on suivait des principes en tous points opposés, ce qui rendait le conflit fatalement inévitable. Représentant du pape, Mgr Litta se croyait à bon droit détenteur de la juridiction suprême sur tous les catholiques de Russie. Cette idée n'entrait pas dans le cerveau impérial. L'autocrate voulait bien respecter l'Église romaine, mais il tenait surtout à rester maître absolu dans son empire. « Une seule juridiction », disait-il à Siestrzencewicz, qui se gardait bien de le contredire. Les signes avant-coureurs d'une collision ne tardèrent pas à paraître.

Ainsi dès le 25 août 1797, Mgr Litta transmit officiellement des plaintes sur la persécution des uniates en Volhynie, ce qui, au point de vue russe, constituait une

tentative d'immixtion dans les affaires intérieures du pays (1). Plus tard, invité, on s'en souvient, à dégrader trois prêtres accusés de haute trahison, il se déchargea de cette besogne, au vif mécontentement de l'empereur, sur Siestrzencewicz. Il protesta contre l'oukaze du 16 décembre 1797 qui faisait ressortir au pouvoir civil certaines dispenses de mariage. Il n'approuva point le nouveau *Règlement* du 3 novembre de la même année, calqué sur le mémoire de Siestrzencewicz, se permit des observations sur le collège de justice. A ces escarmouches et d'autres encore qui se renouvelaient périodiquement succéda la grande bataille à propos de Mgr Dembowski.

« Le nonce fait des tracasseries », écrivait Rostopchine à Vorontsov, le 30 mars 1799, « et croit vivre dans le siècle où les papes fouettaient les souverains (2). » Les prétendues tracasseries n'étaient que des réclamations légitimes et inévitables. En effet, on se rappelle que Catherine II avait arbitrairement écarté Dembowski du siège de Kaménets et confié le diocèse à Sierakowski. Mgr Litta se donna beaucoup de mal pour redresser ce tort, et finalement y réussit. D'accord avec l'empereur, un bref du pape, du 28 juillet/8 août 1798, rétablit Dembowski dans ses droits, et lui assura la dignité d'évêque de Kaménets. Or, à peine le titulaire légal est-il installé que, pour motif imaginaire de santé et sans prévenir la nonciature, l'empereur le renvoie et remet à sa place Sierakowski. L'abus de pouvoir était flagrant. Fallait-il le relever?

L'archevêque de Mohilev avertit le nonce, paraît-il, du

(1) Moscou, Archives princip., *Saint-Siège*, t. IV, 1797, f. 52 à 55, Litta à Bezborodko, 25 août 1797; f. 61, 21 nov /2 déc., 1797; *ibidem*, 1798, f. 36 à 40, 25 janvier 1798.

(2) *Arkhiv kn. Vorontsova*, t. VIII, p. 201. — MOROCHKINE, t. I, p. 343.

danger qu'il y avait à contrarier un souverain jaloux de son omnipotence. Toutefois le sentiment affiné du devoir parlant plus haut, Mgr Litta prit énergiquement parti pour Dembowski, et, le 13 octobre 1798, présenta en sa faveur une note détaillée et vigoureuse (1). Des obstacles insurmontables durent néanmoins surgir devant lui et paralyser ses efforts, car bientôt il battit en retraite, et, désireux d'avoir les mains libres, engagea Dembowski à donner spontanément sa démission. Pour sortir d'embaras, il n'y avait pas d'autre issue. Tandis qu'à Florence on approuvait cet expédient, Mgr Dembowski, retiré dans un couvent de Carmes, hésitait à s'exécuter. De là, nouveaux retards et nouvelles complications. L'affaire traînait en longueur, les lettres s'échangeaient entre Pétersbourg et Florence, la solution tardait à venir. Enfin, le 23 mars 1799, Mgr Litta déclara que le pape se conformerait au désir de l'empereur.

Par malheur, on ne comptait pas avec le temps. Dans l'intervalle, le ciel s'était assombri, et l'orage avait éclaté. Le 17 mars 1799, Paul I^{er} avait signé, évidemment *ab irato*, un décret qui, interprété à la lettre, établissait, sinon un schisme formel en Russie, au moins une communauté schismatisante (2). L'empereur envahissait témérairement le domaine de l'Église, et, sciemment ou non, ne reconnaissait au fond que son bon plaisir. Il posait en principe que ses oukazes, notamment ceux du 28 avril et du 3 novembre 1798, suffisaient pour la prompte expédition des affaires ecclésiastiques, « sans aucune influence extérieure de bulles ou épîtres papales. Nous les esti-

(1) Moscou, Archives princip., *Saint-Siège*, t. IV, 1798, f. 82; *ibidem*, 1799, f. 4. Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, 11/22 février 1799, *Litta à Odoscalchi*.

(2) *P. S. Z.*, t. XXV, n° 18892, p. 589.

mons d'autant moins nécessaires, ajoutait-il, que le pouvoir même, d'où elles découlent, se trouve, dans les circonstances présentes, privé d'activité ».

Si ce point de départ était téméraire, le dispositif du décret le surpassait en hardiesse. Il enjoignait au métropolitain « unique » de Russie et à tous les évêques de gouverner à l'avenir leurs diocèses « uniquement » d'après les lois de l'empire. Le césarisme d'Église ne pouvait aller plus loin.

Menaçant par lui-même, ce décret devenait d'autant plus dangereux qu'il était adressé nominalemeut à Siestrzencewicz. Aussi fut-il, avec entrain, fêté par des banquets à l'archevêché, et commenté insidieusement, le 17 mars, dans une lettre aux évêques (1). Triste page que celle où le métropolitain dénonce le prétendu relâchement, pour ne pas dire la rupture, des liens avec le Saint-Siège, et préconise « le monument insigne de la sollicitude paternelle de l'empereur envers l'Église catholique ». En vue de cet état de choses, il propose à « ses confrères », avec un empressement mal dissimulé, « de reprendre la part d'autorité qui leur échappait dans les siècles d'ignorance, et que les papes s'étaient réservée ». Par un reste de pudeur, il ne formule rien lui-même, et il consulte seulement les évêques sur les droits à exercer et les facultés à accorder, afin de réussir à former de braves gens et de bons citoyens, qui seraient soumis au pouvoir impérial, et que l'on rendrait heureux *in utroque saeculo*. Il y avait dans cette lettre de quoi exciter des troubles dans l'Église. S'ils ne se sont pas produits, ce n'est pas la faute de Siestrzencewicz.

Emu par ces affligeants détails, sous le coup d'une im-

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, IV.

pression déprimante, Mgr Litta ne faillit pas à son devoir de diplomate (1). Son opinion sur Siestrzencewicz se modifia radicalement, il découvrit en lui un adversaire, lui attribua une large part dans les épreuves du moment, et se mit en campagne pour rechercher les causes qui avaient provoqué l'oukaze du 17 mars. Les mieux initiés et les plus compétents lui en indiquèrent trois qui paraissaient probables : d'abord les bruits persistants sur l'opposition du pape à la grande maîtrise de Paul I^{er}, puis les lenteurs et les résistances dans l'affaire Dembowski, enfin la publication des *Actus* à Polotsk. Sur ce dernier point, il n'y avait que des soupçons plutôt hasardés que fondés.

Ainsi documenté, Mgr Litta demanda une conférence ministérielle. Elle ne put s'arranger à son gré. Le chancelier Bezborodko, gravement atteint, presque moribond, gardait le lit. Son neveu Kotchoubeï, vice-chancelier de récente création, se trouvait à son chevet. Rostoptchine seul était accessible, et s'offrait de lui-même. Il venait d'être nommé troisième membre du collège des affaires étrangères, et méritait, d'après le nonce, le titre de vrai ministre. C'est avec lui que, dans les premiers jours d'avril, s'échangèrent les observations. Sous des dehors courtois et des apparences bienveillantes, il cachait une hostilité irréductible contre la curie papale. Mgr Litta ne s'en aperçut guère. Tout fut interprété par Rostoptchine en bonne part : la réserve du pape dans les affaires de Malte, les hésitations au sujet de Dembowski, la publication des *Actus*. Le nonce s'enhardit alors à lui parler de l'oukaze du 17 mars et de la lettre inquiétante de Siestrzencewicz. Étonnement de Rostoptchine qui prétend ne rien savoir de l'oukaze, assure qu'il n'est pas question

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 3 $\frac{1}{4}$, 6/17 avril 1799, *Litta à Odescalchi*.

de rompre avec le pape, promet ses bons offices auprès de l'empereur. A la fin de la conférence, Mgr Litta se sentit tout à fait rassuré, et s'attendit à de bons résultats. Son interlocuteur lui parut « perspicace, pénétrant, d'un critérium profond et solide ». Par ailleurs, on disait que l'empereur, malgré le récent oukaze, ne voulait pas d'innovation. Raison de plus de se tranquilliser.

Tandis que Mgr Litta faisait front à la mauvaise fortune, la lettre de son frère du 2/13 novembre 1798, celle de l'empereur du 14 décembre de la même année, avec la nouvelle de la grande maîtrise offerte et acceptée, plongeaient, nous l'avons dit, la curie pontificale dans la consternation. La dégradation de Hompesch et l'élection de Paul I^{er} étaient également extralégales. Elles bouleversaient les constitutions apostoliques aussi bien que les statuts de l'ordre. Ni les subtils raisonnements des frères Litta, ni les promesses illusoires de l'empereur ne modifiaient en rien la brutalité du fait en lui-même. Exilé à la Chartreuse de Florence, abandonné ou trahi par les souverains, le pape, troublé dans sa conscience, prévoyant les protestations de l'Espagne et de la Bavière, résolu de faire son devoir jusqu'au bout, en observant toutefois envers l'empereur, qui seul lui inspirait confiance, les plus grands égards. Pour éclairer les chevaliers électeurs sur leurs procédés illégaux, il fit rédiger un mémoire (1), où il se réclame de Grégoire XIII, d'Urbain VIII, de ses propres décrets, et, résumant sa pensée dans quelques mots incisifs, il veut bien laisser à l'empereur la gloire de revendiquer l'île de Malte, « mais la grandeur d'âme de Paul I^{er} », ajoute-t-il, « n'avait pas besoin d'autre encouragement. elle se suffisait à elle-même pour mettre

(1) TERRISONI, p. 166, n° 25.

toute sa puissance au service de l'ordre, sans que l'on recourût à la dégradation du grand maître actuel, sans que l'on conférât à l'empereur une dignité, dont un souverain acatholique ne saurait être revêtu, et qui relève, selon certaines formalités déterminées, des suffrages de toutes les langues ». En conséquence, pour ne pas trahir le dépôt sacré de son autorité, le pape, loin d'approuver ce qui a été fait, avertit les chevaliers d'observer les constitutions apostoliques et les statuts de l'ordre. Les promesses réitérées de l'empereur font espérer que des réclamations si légitimes seront agréées. Mgr Litta est chargé de transmettre au prieuré de Russie cette décision du Saint-Siège.

L'importance de ce mémoire, on le voit, est capitale : en termes savamment mesurés, respectueux envers l'empereur, il condamne les compromissions du bailli et les équivoques du nonce, annulant expressément tous les actes du prieuré de Russie, y compris l'élection du grand maître. La curie papale se doutait probablement de la tempête que soulèverait à Pétersbourg un document de ce genre. Aussi ne se décida-t-on à l'y envoyer que le 16 mars 1799, accompagné en outre d'une dépêche qui autorisait Mgr Litta à le garder provisoirement en portefeuille, si un froissement de l'empereur devait s'en suivre (1). Circonstance à noter : la dépêche était chiffrée, le mémoire ne l'était pas.

Les deux pièces avec d'autres encore furent expédiées de Florence, on ne sut jamais par quelle voie, à Razoumovski, ambassadeur de Russie à Vienne, qui, à son tour, les envoya au chancelier Kotchoubèï, celui-ci les fit remettre à destination. Le nonce les reçut le 6/17 avril,

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 343, A, f. 206, 16 mars 1799, *Odescalchi à Litta*.

au plus fort de ses luttes et de ses tribulations, lorsque le seul bruit de l'opposition papale à la grande maîtrise envenimait toutes les questions (1). En ouvrant le paquet, la première pièce qui lui tombe entre les mains est le mémoire sur Malte. Un coup d'œil, et aussitôt l'appréhension d'un désastre l'envahit. La dépêche hâtivement déchiffrée le confirme dans cette crainte. La valise diplomatique n'aura pas échappé, pensait-il, au cabinet noir. On aura lu le mémoire et non la dépêche. Qu'allait-il advenir? Déjà le ministre de Bavière et le chargé d'affaires d'Espagne, pour avoir hésité sur la question de Malte, avaient été brusquement renvoyés. C'était de mauvais augure.

La réponse ne se fit pas longtemps attendre. Dès le lendemain, 7/18 avril, Siestrzencewicz est à l'improviste nommé grand aumônier de l'ordre de Malte, en place du nonce, qui n'est pas seulement prévenu du changement, et se voit obligé d'évacuer en toute hâte le palais des chevaliers. Sans ménagement et sans égards, l'empereur réalisait la cruelle menace : Je le priverai de sa pension, et je le ferai mourir de faim. Le rapprochement des dates était suggestif, et le procédé trop violent pour ne pas faire craindre d'autres représailles.

La conférence du 9/20 avril répandit pleine lumière sur la situation. Quoique accablé de chagrin et d'affaires, par suite de la mort de son oncle Bezborodko, Kotchoubeï, interpellé par le nonce, ne se recusa point à l'entrevue. Des deux côtés, on avait beaucoup de choses à se dire. Un seul incident fut passé sous silence : en vrai gentilhomme, Mgr Litta ne laissa point tomber un mot sur l'aumônerie de Malte et la pension dont il

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, ff. 22 avril 1799, *Litta à Olesenschi*.

se voyait privé. Mourir de faim ne l'effrayait pas.

Il commença par présenter le bref du 15 mars à Paul I^{er} : Pie VI transmettait à l'empereur le texte du privilège qui conférait la pourpre aux archevêques de Mohilev, et, en termes émus, saluait en lui l'envoyé de la Providence, le défenseur de l'Église, le promoteur de sa glorification extérieure (1). Kotchoubèï prit connaissance des deux pièces, et la conversation s'engagea sur l'oukaze du 17 mars, qui contrastait outrageusement avec le langage du pape. Le commentaire de Siestrzencewicz, dans sa lettre aux évêques, renchérisait encore sur l'oukaze. Une note qui aurait mitigé le texte et réfuté l'interprétation devenait nécessaire, et le nonce faisait son possible pour l'obtenir. Kotchoubèï résistait : il réduisait l'oukaze à un simple rescrit adressé à l'archevêque de Mohilev, et ne visant que le temporel. C'était l'opinion de l'empereur qui, sur le rapport de ses ministres, avait ordonné de donner par écrit une réponse dans ce sens. La note était déjà rédigée. Elle fut remise séance tenante, et ne provoqua point de discussion. Il en sera question plus loin.

Pour l'instant, il y avait à débattre une affaire de plus pressante actualité. Malgré toutes les apparences contraires, Kotchoubèï annonce à l'improviste que, dans la pensée de l'empereur, la mission de Litta, à l'instar de celle d'Archetti, ne devait être que temporaire. Il convenait qu'elle prit fin. En conséquence, ordre avait été donné à Mocenigo, ministre de Russie à Florence, de se mettre en rapport avec la curie papale et de procurer les lettres de rappel. Tout se passait d'après le protocole. Mais n'était-ce pas l'épilogue de la valise égarée dans les

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, IV, 15 mars 1799, Pie VI à Paul I^{er}; 15 février 1798, bref à Siestrzencewicz au sujet de la pourpre.

bureaux russes? Mgr Litta en avait l'intime conviction. Il ne s'en cacha point, et crut devoir faire une apologie en règle des procédés pontificaux dans les affaires de Malte. En vain Kotchoubéï essaya-t-il de l'interrompre, il dut subir le long discours, mais à peine en eut-il la possibilité qu'il nia formellement toute connexion entre la valise et le rappel. L'empereur avait pris cette décision avant l'arrivée du courrier de Razoumovski. Il avait ordonné d'écrire à Mocenigo en termes gracieux et obligeants pour le pape, preuve qu'il gardait envers sa personne et sa cause des sentiments invariables.

Le nonce se le tint pour dit. Sans même essayer d'insinuer une révocation, il ne songea qu'à sauver l'avenir, insistant pour qu'il y eût à Pétersbourg, sinon une ambassade, au moins une représentation papale quelconque. Les motifs, pour en montrer la nécessité, ne lui manquaient pas. Kotchoubéï crut l'embarrasser en lui posant la question : comment faisait-on du temps de Catherine II? Réponse vengeresse : il n'y avait qu'un seul diocèse, et non pas neuf, six latins et trois uniates; en outre, le nonce de Varsovie était toujours en mesure de traiter avec l'ambassadeur de Russie en Pologne. Sans rien conclure sur ce point, on se sépara en bons termes.

Rentré chez lui, conseillé de ne plus paraître à la cour, Mgr Litta eut des loisirs pour examiner la note du 9 avril qui lui avait été transmise à la conférence (1). Quelle amère déception! Les ministres de l'empereur, ainsi Kotchoubéï et Rostoptchine s'appelaient-ils eux-mêmes, étaient chargés de déclarer que le rescrit du 17 mars ne contient rien de contraire au véritable esprit de la religion catholique, ni à la liberté dont elle jouit en Russie, que

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, IV, original avec signatures autographes; t. 344, copie.

l'empereur écarte seulement ce qui est incompatible avec les principes d'une sage administration, « lesquels rejettent toute influence d'un (*sic*) juridiction (*sic*) étrangère sous quelque forme et dénomination qu'elle puisse se présenter ». Après une déplaisante allusion aux conflits d'autorité avec les souverains d'Occident, aux tentatives de la cour de Rome pour augmenter et étendre son pouvoir dans l'intérieur de leurs États, les ministres ajoutent que, par ses édits et règlements, y compris le rescrit du 17 mars, l'empereur ne fait que maintenir les droits inaliénables de sa couronne.

Et comme si ce préambule n'était pas assez dur, les quatre « axiomes » suivants sont « confirmés et irrévocablement arrêtés » :

1^o Le temporel de l'Église catholique en Russie est assujéti sans restriction aux juridictions civiles.

« 2^o La suprématie du pontife romain doit uniquement se borner au spirituel, c'est-à-dire au maintien des observances, rites et dogmes de son Église, d'où dépend l'unité parfaite entre le chef et les membres. »

3^o Les bulles du pape doivent se rapporter « aux objets seuls de cette espèce ».

4^o Pour demander une bulle, il faut obtenir le consentement préalable de Sa Majesté. Les bulles qui seraient envoyées doivent être présentées à l'empereur et pourvues du *visa*.

Après les promesses, du reste toujours prudemment vagues, de protection spéciale, Paul 1^{er} revenait de la sorte, et il le disait expressément, au système de Catherine II, à un partage irritant et arbitraire entre le spirituel et le temporel, qui assure à l'État la suprématie sur l'Église, et, en dernière analyse, facilite l'absorption de l'Église par l'État.

Singulière ironie du sort ! Mgr Litta, tout en vendant son mobilier, contemplait tristement l'édifice déjà lézardé dont il avait vanté trop tôt la splendeur et la solidité. lorsqu'il reçut, le 28 avril/9 mai, la bulle de Pie VI du 17 novembre de l'année précédente qui confirmait le contenu des *Actus*, et louait le zèle du souverain à secourir l'Église (1). Autre ironie ! Le même jour, entre sept et huit heures du matin, à son grand ébahissement, le nonce vit se profiler devant lui la haute stature du comte Pahlen, gouverneur militaire de Pétersbourg. Sans un mot d'explication, il venait lui intimer, de la part de l'empereur, l'ordre formel de quitter la capitale avant minuit. Quel pouvait être le motif de ce brusque renvoi ? Pourquoi ne pas attendre les lettres de rappel qui n'auraient pas tardé à venir ? Le vice-chancelier Kotchoubéï, le doyen du corps diplomatique, Cobentzl, interpellés tous deux, ne savent que dire, ni que penser. Impossible de se renseigner ailleurs, les agents pressent le départ, ils insistent et reviennent sans cesse à la charge. Mgr Litta a tout juste le temps de faire ses paquets, de laisser des instructions sommaires à l'auditeur Benvenuti et de se mettre en voiture. Il part, à l'heure voulue, accompagné d'un officier de police.

L'empereur n'attendait que ce moment pour promulguer de nouveaux décrets et s'entourer de nouvelles précautions. Dès le lendemain, 29 avril, il fait savoir au procureur général Békléchov qu'il a « ordonné » au nonce de quitter le pays, à Siestrzencewicz d'administrer l'Église catholique romaine, et il défend rigoureusement l'admission en Russie des bulles et lettres papales. Le pontife octogénaire, exilé et persécuté, errant sur les grands che-

(1) *Alty i Gram.*, p. 123. — Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, 31 mai 1799, *Litta à Antonelli*.

mins de l'Europe, paraît encore redoutable à l'autocrate : qu'on veille pour qu'il ne s'empare pas du pouvoir dans les provinces récemment annexées (1).

Cette crainte était-elle réelle ou factice? Toujours est-il que la lettre à Siestrzencewicz, datée du 5 mai, aboutit à des conclusions analogues et s'appuie sur des motifs absolument opposés (2). En effet, l'empereur se félicite d'avoir établi l'Église romaine sur de fortes et immuables bases, « sans aucun appui extérieur », « sans influence de la puissance étrangère ». Et pour justifier cet exclusivisme, il ajoute que « la situation présente du pape est rétrécie par elle-même », et que « toute son action sur l'Église devient impossible ». En conséquence, il confie les affaires spirituelles à Siestrzencewicz, et réserve au pouvoir civil les affaires temporelles et la revision des bulles papales. Autant eût valu se passer entièrement du pape. Mais rien ne touche la sereine complicité de l'archevêque de Mohilev. Se conformant aux ordres reçus, il adresse, le 7 mai, une lettre circulaire aux évêques pour leur communiquer les décisions impériales. On eût dit que le départ du nonce ouvrait une ère nouvelle, et déliait les mains à l'archevêque. Il est parti, disait la lettre avec une visible satisfaction, et ne reviendra plus.

A considérer de près les ordres péremptoires de l'empereur, lancés hâtivement, sans nécessité urgente, visant surtout les bulles papales, on se demande s'ils n'étaient pas dictés par une préoccupation personnelle? Si la crainte d'être déclaré déchu de sa dignité n'obsédait pas le grand maître improvisé de Malte? Assurément, la lecture du fameux mémoire avait pu lui inspirer de vives appréhen-

(1) *P. S. Z.*, t. XXV, n° 18949, p. 626.

(2) GODLEWSKI, *Mon.*, t. I, p. 50, 5 mai 1799, *Paul I^{er} à Siestrzencewicz* — Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, *Siestrzencewicz aux évêques*.

sions, évoquer dans son esprit des visions inquiétantes. Déjà des allusions caustiques erraient sur les lèvres des plus malicieux; sauf les commanderies lucratives, tout le reste de l'attirail moyenâgeux provoquait des sourires; une dégradation officielle eut mis le comble au ridicule. Ne fallait-il pas s'efforcer d'y échapper?

Mgr Litta, pour sa part, s'en tenait toujours à l'opinion que le malencontreux mémoire sur Malte avait été la cause unique de tous les malheurs. Il taisait cependant une circonstance aggravante, révélée par Cobentzl, et qui le compromet personnellement (1). Lui-même se flattait d'avoir toujours, dans les affaires de Malte, gardé une extrême réserve et joué un rôle passif, mais l'ambassadeur d'Autriche, témoin oculaire, nous apprend que le nonce a publiquement approuvé l'élection de Paul I^{er} et applaudit au nouveau grand maître, telle était, au moins, l'impression des diplomates. Et c'est précisément ce contraste entre l'assentiment du nonce et le désaveu du pape qui aurait provoqué la colère de l'empereur, sa méfiance n'y voyait qu'une ténébreuse intrigue, il en voulait à Mgr Litta de n'avoir pas prévu l'obstacle et de ne l'avoir pas averti à temps. Le fait est qu'il eut toujours, et il ne s'en cachait pas, un grief personnel contre Mgr Litta, auquel on reprochait ostensiblement de s'être mêlé dans les affaires intérieures du pays. Aussi bien, lorsqu'on proposa un peu plus tard le rétablissement de la nonciature, Paul I^{er} y consentit volontiers, pourvu que le titulaire ne manquât point de prudence et de tact. L'allusion était suffisamment claire.

En quittant Pétersbourg, Mgr Litta se dirigea sur Bialostok, où il passa quelques jours chez Mme de Cracovie,

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 341, f. 14, 1802, 28 août, *Arezzo à Consalvi*.

sœur du roi défunt de Pologne. Il fit ensuite une apparition à Varsovie, et s'arrêta enfin plus longuement à Vienne. Son premier soin, dès qu'il eut franchi la frontière, fut de se mettre en correspondance avec son ami, le cardinal Antonelli (1). Depuis que le pape avait été emmené en France, le gouvernement de l'Église était momentanément désorganisé. Les cardinaux bannis de Rome et dispersés n'avaient plus de centre à Florence. Les plus influents et les plus en vue résidaient maintenant à Venise. Leur désir commun était de voir Mgr Litta auprès d'eux, afin de se renseigner sur la Russie. Les souverains affolés par les exploits de la Révolution montraient peu de zèle pour la cause papale. Antonelli se plaignait amèrement de cet abandon et accusait surtout l'Autriche. On se tournait de préférence vers l'empereur Paul, plus que jamais en renom de justicier, de vengeur des opprimés. L'idée fut même mise en avant de recommander à Souvorov, qui remplissait l'Italie de sa gloire, les États de l'Église, convoités par des voisins indécents : les cardinaux lui auraient écrit une lettre que Mgr Litta aurait été chargé de lui porter.

En pleine guerre, atteindre un capitaine célèbre par la rapidité de ses marches et contremarches, pénétrer avec des missives dans le tumulte des camps, n'était pas une entreprise facile pour un prélat diplomate. Mgr Litta sut la décliner honnêtement. Quant au retour en Italie, il ne demandait qu'à l'effectuer au plus tôt, mais le transport des archives de Varsovie et quelques autres affaires le retenaient encore à Vienne. En attendant, le 17 août 1799, après avoir reçu les lettres de Benvenuti et de Serracapriola, lié connaissance avec Razoumovski, am-

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, 31 mai au 29 septembre 1799, *Litta à Antonelli et Albani*; t. 344, 344, 1, *Antonelli à Litta*.

ambassadeur attitré, et Kolytchev, ambassadeur subsidiaire, il rendit un compte détaillé de la situation en Russie. Son plus ardent désir est le rétablissement des relations diplomatiques en vue d'assurer au pape et aux États de l'Église la protection efficace de l'empereur Paul. C'est, à ses yeux, ce qu'il y a de plus pressant, et tout le reste est subordonné à cette considération d'intérêt supérieur. Aussi bien est-ce la note optimiste qui domine chez lui. Il oublie l'hostilité des oukazes, les manœuvres insidieuses de Siestrzencewicz, il écarte la question de principes, et n'admet qu'une question personnelle. Que l'on nomme un autre représentant pontifical, et tout s'arrangera pour le mieux. Cette idée le poursuit et l'absorbe. A force de la creuser, elle lui paraît réalisable, il suggère un moyen qu'il croit inspiré d'en haut : que les cardinaux écrivent une lettre à Paul I^{er}, que cette lettre soit confiée à Mgr Albani, auditeur du nonce à Vienne, et qu'il s'en aille en mission extraordinaire et officieuse à Pétersbourg.

Pour le cas où l'on accepterait une représentation officielle, il serait muni d'une lettre protocolaire de créance. L'empereur qui joue à l'arbitre de l'Europe serait flatté de cette attention exceptionnelle. Mgr Albani n'étant pas dans les ordres, sa mission sera d'autant moins suspecte. Il lui faut un passeport, on le demandera à Kolytchev. Il a besoin de fonds, Mgr Litla propose un prêt de vingt mille roubles, soit trois mille sequins, produit de la vente de son mobilier, en dépôt chez le banquier Livio.

Un triste événement qui, d'ailleurs, se laissait prévoir, suspendit pour un moment toutes les combinaisons. Le 20 août 1799, épuisé par l'âge, les infirmités, les souffrances, les émotions, Pie VI mourut saintement à Va-

lence, laissant à son successeur de redoutables problèmes à résoudre.

La mission d'Albani n'eut pas lieu. De retour à Rome, Mgr Litta rédigea sur son ambassade à Pétersbourg une relation sommaire, incomplète et d'allure plutôt optimiste. Les sombres couleurs sont réservées pour le règne de Catherine II. Tout change avec Paul I^{er}. Mgr Litta ne voit plus que le beau côté des choses, et oublie volontiers les anomalies. La hiérarchie latine a été rétablie complètement, la hiérarchie uniате en partie, et cela en vertu de l'autorité pontificale. Désormais, les uniates ne seront plus ni vexés, ni inquiétés, et si l'empereur ne consent pas à restituer quoi que ce soit, au moins a-t-il promis de mettre un terme aux confiscations. En vue de l'avenir, car le passé le satisfait, Mgr Litta insiste sur la nécessité d'une nonciature à Pétersbourg, non seulement à cause de l'importance des diocèses et le grand nombre de fidèles, mais aussi pour se garantir contre les empiétements du pouvoir civil. Chef de l'Église orthodoxe, le souverain peut se croire également chef de l'Église catholique, et usurper les droits pontificaux. L'expérience, on l'a vu, n'était plus à faire. La curie est mise au courant des négociations interrompues, et qu'il importe de terminer. A son usage, les silhouettes des évêques sont rapidement retracées. Siestrzencewicz n'est plus reconnaissable : il est ambitieux, hardi dans ses entreprises, il abuse de ses facultés, il s'arroge des privilèges, son attachement au Saint-Siège est douteux, le pape n'est pour lui que le vicaire de saint Pierre. Les successeurs de Mgr Litta auront à contrôler ces assertions, et leur jugement sera encore plus sévère.

CHAPITRE IV

L'INTÉRIM DE BENVENUTI

- I. LE PÈRE GRUBER. — Détente soudaine. — « L'homme extraordinaire » de Joseph de Maistre. — Talents du P. Gruber. — Marotti. — Proposition de Mgr Litta. — Approbation du pape. — Paul I^{er} au collège d'Orcha. — Le P. Kareu élu vicaire général. — Gruber à Pétersbourg. — Audience décisive. — Le sénateur Rezzonico bien accueilli. — Le conclave de Venise. — Lettre de Consalvi à Paul I^{er}. — Gruber à l'apogée de la faveur. — Paul I^{er} réclame le « sanctionnement formel » de la Compagnie. — Ses idées sur l'éducation. — Audience du 10 octobre. — Conséquences. — Lettre de l'empereur au P. Kareu. — Exil de Siestrzencewicz. — Benislawski le remplace. — Réforme du département. — Nouveau règlement.
- II. RÊVE D'UNION. — La politique papale se modernise. — Le cardinal Consalvi. — Ses qualités, ses talents. — Désir de relations intimes avec la Russie. — L'abbé Badosse. — Indiscrétions. — Retard fatal. — Bonnes dispositions de Pie VII pour les jésuites. — Correspondance avec Charles IV. — Confidences du P. Gruber. — Mot de Paul I^{er} : « Je suis catholique de cœur. » — Note de l'archimandrite Eugène. — Billet de Mgr Litta. — Témoignages du bailli Litta et de Serracapriola. — Dépêche de Lizakewicz. — Pie VII prêt à se rendre à Pétersbourg. — Bref en faveur des jésuites. — Combinaison pour les affaires de Malte. — Petite comédie. — L'imprévu.
- III. LA MORT DE PAUL I^{er}. — État d'exaspération à Pétersbourg. — Régime de terreur. — Une belle-fille respectueuse, mais pas tendre. — Les Cosaques envoyés à la conquête des Indes. — Les chefs de la conspiration. — Le souper macabre. — L'omelette et les œufs. — Un déchainement d'allégresse. — Correctif de Serracapriola. — Les regrets des jésuites. — Union chimérique ou réelle? — Le roman de Mlle Lopoukhine. — Vastes horizons. — Base fragile.

I

LE PÈRE GRUBER

Les récents oukazes de l'empereur, les lettres perfides

de Siestrzencewicz ne présageaient rien de bon pour l'avenir. Des conflits semblaient inévitables. Il n'en fut rien. A peine Mgr Litta est-il parti, qu'une détente se manifeste, et bientôt l'auditeur Benvenuti accuse une transformation rapide, complète, inespérée, en mieux. Ce revirement provenait en partie du P. Gruber. En faveur auprès de Paul I^{er}, il occupait une place marquante parmi les jésuites de la Russie Blanche, dont la situation s'éclaircissait et se raffermissait de plus en plus.

Le collège de Polotsk leur offrait un centre de ralliement et d'action (1). Grâce au concours de Catherine II et de Paul I^{er}, il réalisait peut-être mieux qu'auparavant le vœu du royal fondateur Stéphane Bathory : une jeunesse plus nombreuse y recevait l'éducation. Sous l'impulsion d'un homme hors ligne, le collège se développa considérablement et devint un établissement d'études de premier ordre. Pour réussir dans cette entreprise, il fallait mettre au service d'une énergie inlassable des connaissances variées et des talents multiples. Le P. Gruber, Autrichien, réunissait en lui ces qualités et ces dons. « Homme véritablement extraordinaire », dit Joseph de Maistre qui l'a connu, « ... homme d'État, ... et fait peut-être pour être le ministre d'un grand prince (2). » Naguère ingénieur hydrographe de profession, ayant desséché des marais et régularisé des cours d'eau, il se fit jésuite en 1755. La souplesse de son esprit s'adaptait avec la même facilité aux sciences spéculatives, exactes et expérimentales. Théologien, mécanicien, opticien, chimiste, médecin, il parlait couramment plusieurs

(1) Bruxelles, Bibl. slave, ROZAVEN, ms. f. 84, 89. — BRZOWSKI, ms. f. 7. — *Materyaly... Akad. pol.*

(2) *Corr. dipl.*, t. II, p. 212. — Voir aussi WURZBACH, t. V, p. 382. — SOMMERVOGEL, t. III, col. 1882. — MOROCHKINE, t. I^{er}, p. 367.

langues et cultivait les arts : dessin, peinture, architecture. En 1786, il vint à Polotsk rejoindre ses frères. L'enseignement scientifique lui laissant des loisirs, il s'entoura d'une équipe d'ouvriers qu'il avait formés lui-même, et se mit courageusement à l'œuvre. Bientôt le cabinet de physique s'enrichit de nouvelles machines, un laboratoire de chimie surgit à côté, d'élégantes armoires abritèrent les seize mille volumes de la bibliothèque. Une galerie de tableaux fut inaugurée. Dès 1787, une imprimerie admirablement outillée propagea les livres en grand nombre. On se vit même obligé, par suite des conditions locales, de se pourvoir soi-même de drap et de serge. Le P. Gruber était l'âme de ce renouveau. Son action se faisait sentir partout, et ses collègues le secondaient vaillamment. Les hauts fonctionnaires russes venaient à l'occasion le collège, restaient émerveillés de cette oasis dans le désert, rendaient justice à l'activité civilisatrice des jésuites, et c'est ainsi, et non par d'obscures intrigues, que ceux-ci se conciliaient, jusque dans les sphères officielles, de précieuses sympathies.

Siestrzencewicz en prenait philosophiquement son parti. Au point de vue de la correction extérieure, les relations avec lui ne laissaient rien à désirer. Les jésuites, de leur côté, s'enhardissaient de plus en plus. Les encouragements qui leur venaient de Rome, quoique discrets et indirects, les y autorisaient. L'aveugle inconscience des Bourbons avait organisé et mené la campagne contre les jésuites. Instruit par l'amère expérience, c'est encore un Bourbon, le duc Ferdinand de Parme, qui, le premier, travaille activement à les rétablir. Le pape l'approuve sous main et le soutient. Interpellée par le duc, Catherine II lui adresse une lettre « obligantissima e significantissima », et lui envoie, pour fonder le noviciat

de Colorne, trois jésuites de la Russie Blanche (1).

Auprès du pape, les jésuites avaient un protecteur intime dans la personne de l'abbé Joseph Marotti, leur ancien confrère (2). Fin lettré, helléniste et poète, professeur d'éloquence, c'est au dévouement du « fils de saint Ignace » que Pie VI fit appel, lorsqu'il voulut se l'attacher comme secrétaire et l'emmener à Sienne. Aussitôt, sacrifiant sa position, Marotti consacra sa plume et sa vie au service du pontife exilé. Volontiers il se faisait l'intermédiaire des jésuites et de leurs amis. C'est à lui que, le 26 novembre/7 décembre, 1798, Mgr Litta fit ses confidences (3). En route pour Pétersbourg, il s'était arrêté au collège d'Orcha, il avait vu les jésuites à l'œuvre, vivant en communauté, observant leur règle, prêchant, confessant, enseignant. Arrivé dans la capitale, des renseignements sur l'état des esprits et le manque de secours spirituels lui vinrent de différents côtés. Sous l'empire de ces impressions, n'ayant en vue que le bien de l'Église, il crut devoir, à ce sujet, s'expliquer franchement avec Marotti. Loin de condamner les jésuites ou de critiquer leurs procédés, il désirait, au contraire, qu'ils élargissent leur cercle d'action, et qu'ils fussent, à cet effet, publiquement reconnus et confirmés par le pape. Il se faisait fort d'obtenir une requête dans

(1) *Rom. seu Neap.*, p. 8, n° VI, 23 juillet 1793. *Ferdinand I^{er} à Catherine II*; p. 28, n° XII, au *P. Borgo*. — *Romana*, p. 3, n° II, 13 novembre 1793, *Catherine II à Ferdinand I^{er}*.

(2) *L'abbé Joseph Marotti*. — SOMMERVOGEL, t. V, col. 594. La correspondance de Marotti a été publiée par le P. Gagarine dans *l'Emp. Paul*. Les originaux se trouvent dans le t. 41 des *Miscellanea* du cardinal Valenti Gonzaga. Cette collection était au Gesù de Rome. Elle a été confiée, en 1873, par le gouvernement italien.

(3) Bruxelles, Bibl. slave, ROZAVEN, ms. t. 101. *Romana*, p. 19, n° XIII, 1798, 7 décembre, *Litta à Marotti*; p. 20 à 24, n° XIV à XVII, 1799, 2, 23 février, 2 mars (bis) *Marotti à Litta*.

ce sens de l'empereur Paul ainsi que des évêques polonais, et chargeait son correspondant de soumettre l'affaire à leur maître commun.

Marotti s'y prêta de bonne grâce, et trouva favorable accueil. La tempête se déchaînait contre l'Église, une digue avait été rompue; pourquoi, puisque l'occasion s'offrait, ne pas la réparer? Confiné dans la Chartreuse de Florence, en butte à de cruelles vexations, faisant un retour sur le passé, Pie VI regrettait la disparition des jésuites, et voulait bien les rappeler à la vie. Cependant l'opposition de l'Espagne qu'il fallait prévoir paralysait ses desseins. Fort à propos, Mgr Litta lui suggérait un moyen de passer outre et de suivre son penchant. L'idée fut donc approuvée, et son exécution recommandée. Quelle joie pour Marotti de communiquer ce résultat à Mgr Litta, dont le « chef-d'œuvre » a été lu au pape. Nul besoin d'insister. D'avance on se trouvait d'accord. « C'est maintenant à la divine Providence », ajoute Marotti, « de le conserver (*Pie VI*) en état de pouvoir opérer librement; c'est à Votre Excellence Révérendissime d'agir avec l'activité, la sollicitude et l'efficacité que les circonstances exigent, afin que votre zèle soit pleinement couronné. Vous voyez combien, dans l'affaire présente, il est nécessaire d'éviter le tapage. » La lettre officielle du 2 mars 1799 qui accompagnait ces épanchements intimes portait l'ordre suivant : « Notre Seigneur m'a chargé de vous répondre par ces paroles précises : *Votre Excellence Révérendissime n'a qu'à envoyer la requête de la cour et des évêques, et, en outre, tout ce qu'elle croira opportun de la part des jésuites eux-mêmes; et, en attendant, vis-à-vis d'eux qu'elle se comporte de la manière qu'elle saura être conforme au désir de la cour et des évêques.* »

Réponse singulièrement opportune : elle traçait la voie

à suivre, et, l'empereur étant dans les meilleures dispositions, on pouvait espérer d'aboutir. Paul I^{er} approuvait les principes d'éducation des jésuites et le proclamait hautement. Pendant son voyage d'Italie, en causant avec le duc Ferdinand I^{er} de Parme, il avait motivé et souligné ses préférences. Lorsqu'il vint à Orcha, après le couronnement, il se montra envers les jésuites aussi prévenant et aimable que naguère à Polotsk (1). Ses deux fils, Alexandre et Constantin, l'accompagnaient. Arrivé le 7 mai 1797, au soir, le lendemain, à six heures du matin, il était déjà au collège, visitant l'église et les classes, traitant le Père vicaire Lenkiewicz « d'ancienne connaissance ». Un souvenir de voyage lui mit sur les lèvres des paroles rassurantes. Joseph II l'avait fait, à Vienne, assister à une scène déplaisante. Les moines d'un couvent supprimé par le gouvernement tardaient à évacuer la place. Le fils de Marie-Thérèse s'y rendit et prit violemment à parti le supérieur qui, à la grande édification de Paul Pétrovitch, se maintint calme et digne. « Mais moi », reprit l'empereur, « je ne suis pas venu avec de semblables intentions. » Et, se tournant vers le Père Gruber, arrivé exprès pour la circonstance, « Vous avez », lui dit-il, « beaucoup d'ennemis. » Ce n'était que trop vrai. Le P. Gruber observa seulement que les ennemis des jésuites sont aussi les ennemis de Dieu et des rois, et il se félicita de l'asile sûr et bienveillant trouvé en Russie. La réflexion dut plaire à l'empereur. Elle rentrait parfaitement dans sa manière de voir. Il l'approuva en soupirant, et ses dernières paroles, répétées en allemand et en français, furent celles-ci : « Je veux que vous soyez conservés dans mes États tels que vous

(1) Bruxelles, Bibl. slave, ROZAVEN, ms. f. 104, 117, 119.

avez été jusqu'ici... Je fais grand cas de votre ordre. »

La visite impériale laissa après elle une impression de sécurité. Les jésuites furent bientôt dans le cas de s'en ressouvenir. Le P. Lenkiewicz, successeur de Czerniewicz dans le vicariat de la Compagnie, étant mort, le 10 novembre 1798, il fallut, pour le remplacer, réunir la congrégation, c'est-à-dire les plus anciens profès de l'ordre, ayant droit aux élections. Les habitudes policières du pays, l'hostilité latente de l'archevêque, conseillaient la prudence. Comme en 1785, on voulut se faire autoriser : des requêtes similaires furent expédiées à Mohilev et à Pétersbourg. Plus malicieux que hardi, Siestrzencewicz, pour toute réponse, envoya, sous pli cacheté et muni du sceau de ses armes, le règlement du 3 novembre. L'empereur signa la requête, le 7 décembre, mais au collège de justice on y ajouta encore un exemplaire du même règlement. Entre les deux pièces il y avait contradiction irréductible : l'une autorisait l'élection du vicaire général, l'autre supprimait le généralat. On s'en tint résolument à la plus favorable : le 1^{er} février 1799, le P. Karcu fut élu vicaire général, et Gruber envoyé à Pétersbourg soumettre l'élection à l'empereur.

Mission suffisamment ardue par elle-même, à élargir encore selon les circonstances. Les jésuites désiraient non seulement se mettre à l'abri du règlement et conserver leur institut dans son intégrité, mais obtenir aussi une déclaration explicite du Saint-Siège sur la légitimité de leur existence en Russie. On se persuadait que, pour atteindre le but, l'intervention de Paul I^{er} suffirait, car les bonnes dispositions de Pie VI ne faisaient pas de doute. Le plus difficile était de parvenir jusqu'à l'empereur. A la nouvelle cour, Gruber se sentait isolé : plus de Potemkine, plus de Tchernychev pour aplanir les voies. Dans

les bureaux, indifférence ou hostilité. Chez les catholiques, Mgr Litta en tête, bonne volonté peu efficace. L'audience tant désirée se remettait de jour en jour, tantôt à cause du carnaval, tantôt à cause du carême. L'ingénieuse machine, une tondeuse pour drap, inventée par le P. Gruber, et qui devait faciliter à l'inventeur l'accès du palais, avait été livrée aux autorités compétentes, mais ne parvenait pas jusqu'à l'empereur. Gruber comprit qu'il ne pouvait compter que sur lui-même, et renonça aux intermédiaires.

Le mois de mai attirait la cour à Pavlovsk, lieu de plaisance des environs de Pétersbourg, affectionné par l'impératrice, sa création et sa résidence préférée. Gruber s'y rendit aussi, et s'arrangea de manière à rencontrer dans les jardins d'abord l'impératrice qu'il avait vue naguère en Allemagne, et puis l'empereur lui-même. Reconnu par les souverains, encouragé à parler librement, il obtint sur-le-champ son audience, et se fit restituer sa tondeuse. Elle lui servit d'entrée en matière, lorsqu'il se présenta au château. Son habileté, à cette occasion, ne se démentit pas. Après avoir parlé science et art, mécanique et peinture, sans toucher au règlement du 3 novembre qui, en dernière analyse, supprimait les ordres religieux, il demanda pour les jésuites la faveur de rester fidèles à leurs serments, et supplia l'empereur de conserver l'institut tel qu'il était sorti des mains de saint Ignace. « Et comment ne le ferais-je pas ? » reprit Paul qui se souciait peu de rester d'accord avec lui-même, « votre institut doit absolument rester tel qu'il a été jusqu'ici ; si l'on y faisait quelque changement, il n'aurait plus pour les peuples la même utilité, et celle-ci est démontrée par une longue expérience. » Il continua encore sur ce ton, et conclut en disant : « Vous avez votre

général, il est votre supérieur et répond de tous les autres. » Enhardi par ces paroles, au courant sans doute des démarches de Litta et de Marotti, Gruber n'hésita plus à manifester ce qu'il avait le plus à cœur. Se maintenant toujours dans le même ordre d'idées, la gloire de l'empereur et l'utilité de l'empire s'en ressentiraient, dit-il, si le pape sanctionnait l'existence des jésuites en Russie, d'anciens membres de l'ordre viendraient partager les travaux de leurs frères, et rendraient témoignage à la grandeur d'âme du souverain. Pie VI, on le savait de bonne source, ne ferait pas de difficultés. Paul I^{er} se laissa facilement séduire, il se sentait de taille à renverser l'œuvre ténébreuse des Pombal et des Choiseul, et demanda qu'on lui présentât un mémoire. L'audience avait été décisive, la cause était gagnée. Vers la mi-juin 1799, Gruber rapportait à Polotsk ces bonnes nouvelles. Le mémoire fut rédigé aussitôt et remis à l'empereur, le 29 juin, lorsque Pie VI montait déjà son calvaire sur la route de Valence. On prévoyait que la correspondance avec le pape deviendrait impossible. Il fallait se contenter d'une pierre d'attente.

Sur ces entrefaites, un envoyé romain arrivant à Pétersbourg fut traité avec la même bienveillance que le P. Gruber (1). Les cardinaux réfugiés à Venise suivirent en substance le conseil suggéré par Mgr Litta. En leur nom, les trois chefs d'ordre écrivirent une nouvelle lettre à Paul I^{er}, et chargèrent le sénateur Abondio Rezzonico, neveu de Clément XIII, de la lui remettre. Infatigable touriste, ayant entrepris de lointains voyages, son déplacement n'excitait pas de soupçons et n'inspirait pas de méfiance. En même temps, Mgr della Genga, nonce à Munich, sou-

(1) Naples, Archives d'État, *Russia*, 1680, 1799, 31 juillet, 23 septembre, dépêches de Serracapriola. *Ibidem*, copie de la lettre de Paul I^{er} aux cardinaux, sans date.

levait auprès de son collègue de Russie la question de la nonciature. La réponse fut donnée à Rezzonico qui parut à Pétersbourg vers la fin de juillet 1799. Il y passa environ deux mois, et il n'eut qu'à se louer de l'accueil qui lui fut fait. Les dépêches de Serracapriola, toujours à l'affût des nouvelles d'Église, ne permettent pas d'en douter. A l'audience de congé, en septembre, l'empereur offrit à Rezzonico une bague précieuse, parla du pape et des cardinaux en termes sympathiques, montra un vif intérêt pour l'Église, agréa en principe la nonciature proposée, et s'en remit à d'autres pour les détails. Le vice-chancelier les donna le lendemain, justifiant le passé et réglant l'avenir. Le renvoi de Mgr Litta fut traité d'incident purement personnel, et, faisant allusion aux motifs qui l'avaient provoqué, on exprimait l'espoir que les cardinaux feraient maintenant un choix judicieux, et que le nouveau nonce ne s'immiscerait pas dans les affaires d'intérieur. Dans sa lettre aux cardinaux l'empereur disait : « L'intérêt que m'inspirent la dignité, l'âge et les malheurs du Saint-Père peut vous être un sûr garant du zèle que je mettrai à le rétablir dans ses droits aussitôt que la Providence divine aura couronné de succès les efforts que je fais pour la cause des souverains. »

Une nouvelle occasion de contact avec la Russie vint du conclave qui se réunit, en 1799, pour donner un successeur à Pie VI. Depuis quelque temps déjà on prévoyait cette éventualité, et Paul I^{er} qui se piquait d'activité mondiale avait naguère entretenu Mgr Litta sur ce sujet (1). Un scrupule de délicatesse l'empêchait de proposer comme lieu de réunion la Russie orthodoxe, Vienne lui semblait offrir des inconvénients, il préférait Venise, quoique

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 334, 1799, 7 septembre. — F. MARTENS, t. II, p. 363.

françois II y fût également maître. Les événements justifiaient les prévisions de Paul I^{er}, et les victoires de Souvorov ouvrirent aux cardinaux dispersés le chemin des légations. Les comices improvisés dans la cité des doges durèrent six longs mois. Les électeurs du futur pape se mirent en rapport avec les souverains amis et s'assurèrent de leur protection. On n'eut garde d'oublier l'empereur de Russie. Le pro-secrétaire du Sacré Collège, Ercole Consalvi, lui adressa, le 8 octobre 1799, une de ces lettres exultantes et emphatiques, où « le monde entier » est « ravi d'admiration » pour le pontife défunt, où gloire et grandeur, noblesse et vertu sont largement attribuées à celui dont on sollicite l'amitié et l'appui (1). La phrase maîtresse doit être citée en entier : « Il faut le dire », écrit Consalvi, « entre tout ce qui mérite le plus l'admiration et les applaudissements, c'est de vous voir, sans qu'aucune vue d'intérêt vous pousse, malgré les dangers qui se dressent menaçants, consacrer généreusement vos forces, vos trésors, vos ressources sans nombre à défendre, à relever la religion, à rétablir sur leur trône les princes dépossédés, à rendre aux peuples une paix désirée, à ramener à un état de prospérité l'humanité que les hommes pervers avaient, comme une contagion funeste, corrompue, anéantie sous les maux et les désastres. Après cela, quelle gloire, quelle grandeur pourraient être mises au-dessus de votre gloire et de votre grandeur ? Qui marcha à la célébrité par un chemin plus fortuné ? »

Moins pressé que Consalvi, le cardinal doyen Albani attendit quatre mois avant de se prononcer sur les pourparlers entamés par Rezzonico. Finalement, le 18 janvier 1800, il prévint Benvenuti que la vacance du Saint-

(1) CONSALVI, t. I, p. 210.

Siège ne permettait pas l'envoi immédiat d'un nonce, et il exprima la reconnaissance des cardinaux pour la réponse impériale (1).

Tandis que la mort de Pie VI paralysait ou retardait les négociations officielles avec la curie, le P. Gruber poussait vigoureusement sa pointe. Dès la seconde moitié de janvier 1800, il est de nouveau à Pétersbourg avec son énergie, son savoir faire et des idées bien arrêtées. En très peu de temps, sans protecteur attitré, il sut se rapprocher du trône, gagner la confiance d'un souverain éminemment soupçonneux, captiver une fois pour toutes ses bonnes grâces, dont personne n'était jamais sûr, et mériter ses confidences les plus intimes. Assurément il y a là un phénomène curieux de psychologie. On a essayé de l'expliquer trop naïvement peut-être par une tasse de chocolat préparée à la romaine, que Gruber aurait servie à l'empereur. En réalité, le problème est autrement complexe. Je ne prétends pas le résoudre. Qu'il suffise de l'indiquer. Il y entre des éléments sérieux : la volonté inébranlable d'écraser le démon de la révolution, le dessein de confier aux jésuites l'éducation de la jeunesse, peut-être des sympathies secrètes pour l'Église catholique. Une part doit être faite aux qualités personnelles de Gruber. L'empereur se sentit en face d'un homme supérieur qui partageait sa haine de l'anarchie, et dont il pouvait être absolument sûr.

En possession de la confiance impériale, Gruber n'hésita point à s'en servir pour le bien de l'Église catholique en Russie, et la diffusion de son ordre. Immense était le champ qui s'ouvrait devant les jésuites. Résolus à y consacrer le meilleur de leurs forces, ils se mirent en mesure

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, IV.

à satisfaire à l'attente de l'empereur qui voulait multiplier leurs établissements. En vue de cette expansion prochaine, il convenait plus que jamais de régulariser ostensiblement la situation canonique de la compagnie de Jésus en Russie. Une déclaration précise, catégorique eût facilité le recrutement des anciens collègues dispersés à l'étranger. La frontière russe, il est vrai, leur était librement ouverte; l'empereur avait accordé toutes les facilités désirables pour les passeports, mais une approbation formelle du pape eût exercé, on n'en doutait pas, une influence autrement efficace. Et, dans la poursuite de ce but, il n'y avait pas d'obstacle insurmontable à redouter. Au conclave de Venise, après six mois environ de discussions pénibles, Pie VII apportait sur la chaire de Saint-Pierre, avec de vastes projets, une grande affection pour la Compagnie. Un nouveau Grégoire XIII, disait Marotti qui le voyait de près. Consalvi, secrétaire d'État, nouveau prudent, partageait les sentiments de bienveillance de son maître. Les sympathies de la Russie contrebalançaient avantageusement l'attitude toujours hostile de l'Espagne et de la France. Gruber pouvait donc donner de l'avant sans craindre d'exposer l'empereur à un échec. Reprenant l'ancien projet de Mgr Litta, il obtint aisément de Sa Majesté une lettre autographe, adressée au pape, datée de Gatchina, 11 août 1800, et dont voici le texte (1) :

« Mon Très Saint-Père, le Révérend Père Gruber, préposé des religieux de la société de Jésus, établis dans ces États, m'ayant transmis le désir des membres de cette société d'être reconnus par Votre Sainteté, j'ai cru ne pas devoir Me refuser à réclamer pour cet ordre,

(1) *Romana*, p. 47, n° XXVIII. L'original autographe est aux archives du Vatican, *Polonia*, t. 355.

auquel Je porte un intérêt particulier, le sanctionnement formel de Votre Sainteté, espérant que Je n'aurai pas fait par cette instance une démarche inutile.

« Je suis avec respect de Votre Sainteté le bien affectueux ami.

« PAUL I^{er}.

« Gatchino, du 11 août 1800. »

Cette lettre fut confiée, pour être remise entre les mains du pape, à l'abbé Badosse, prêtre italien, qui s'en retournait à Rome porteur aussi d'une lettre du Père Kareu, vicaire général de la Compagnie, et que nous rencontrerons encore dans la suite de ce récit. Une réflexion s'impose ici d'elle-même. La missive courtoise, mais laconique de Paul I^{er} suffit, on le verra, pour rétablir les jésuites en Russie, et naguère, pour les supprimer, que n'a-t-on pas écrit? Quelles dépêches foudroyantes, et en quelle quantité, n'a-t-il pas fallu envoyer de Madrid et de Versailles? Le rapprochement est suggestif.

Cependant, sans attendre la réponse pontificale, Paul I^{er}, toujours affolé, voulut incessamment mettre la main à l'œuvre. Plus conséquent que sa mère, qui persécutait Novikov et reconnaissait l'impuissance des canons contre les idées, cet homme, qu'un ministre étranger déclarait fou, faisait sien un système éminemment raisonnable qui peut déplaire à certains esprits, mais dont la logique ne saurait être contestée (1). Embrassant du regard son empire, de la base au sommet, s'inspirant de ses propres idées, car ses entours lui tenaient un tout autre langage, en tête à tête avec Gruber, il disait à celui-ci : « Pour

(1) Le mot est du chevalier Balbo, ministre de Sardaigne à Pétersbourg. GREPPI, *Sardaigne*, p. 120. — GAGARINE, *l'Emp. Paul*, p. 7.

arrêter le flot de l'impiété, de l'illuminisme et du jacobinisme dans mon empire, je ne vois d'autres moyens que de confier l'éducation de la jeunesse aux jésuites. C'est par l'enfance qu'il faut commencer. Il faut reprendre l'édifice par le fondement, sinon tout croulera, et il ne restera plus ni religion, ni gouvernement. »

Dans ces paroles s'incarnaient les méditations solitaires de Gatchina. Les actes correspondants leur succédaient avec une rapidité tumultueuse (1). C'est par les provinces récemment annexées que devait commencer l'œuvre de la réforme scolaire. Le 22 août, l'empereur s'entretint longuement avec Gruber, et le chargea de faire une tournée en Lithuanie, d'examiner l'état des écoles, et de présenter ensuite ses observations.

Le 10 octobre, retour de son voyage, Gruber est de nouveau en audience auprès de l'empereur. Que s'est-il passé entre eux ? On ne le sait pas exactement, mais tout porte à croire que l'ensemble des questions religieuses fut passé en revue, et, qu'à cette occasion, de graves résolutions furent prises et concertées. En effet, à partir de ce jour, les oukazes qui se succèdent, et les nominations qui se font transforment la face de la communauté catholique. Et loin d'être décousues ou jetées au hasard, ces dispositions se tiennent entre elles, et s'enchaînent d'après un plan évidemment préconçu. De la sorte, l'audience du 10 octobre se révèle comme le point de départ d'une réaction plus intense qu'auparavant.

Dès le lendemain, 11 octobre, d'après les témoignages contemporains, l'université de Vilna, sauf la faculté de médecine, est confiée aux jésuites. A partir du mois de mai 1801, ils occuperont toutes les chaires, reprendront

(1) Bruxelles, Bibl. slave, ROZAVEN, ms. f. 127 et suiv.

leurs anciennes traditions locales, créeront un centre de direction pour l'enseignement secondaire et les hautes études.

En même temps, le collège de Polotsk est encouragé à essaimer, et le Sénat autorisé à restituer aux jésuites leurs anciennes propriétés au fur et à mesure de leur extension (1).

Quelque chose d'analogue, dans des proportions moindres, devait se faire en pleine Russie, sur les bords de la Néva. Le même jour, 11 octobre, les jésuites sont désignés pour desservir la paroisse de Sainte-Catherine. Une semaine après, le 18, l'église, consacrée naguère par Archetti, passe avec la maison attenante sous leur administration. Ils sont appelés dans la capitale non seulement pour prêcher et confesser, mais aussi pour enseigner, car l'église doit être doublée d'une école, où seront reçus indigènes et étrangers. Les cours s'ouvriront au mois de février de l'année suivante, et l'école aura son heure de célébrité et de vogue.

Les Pères destinés pour cette nouvelle fondation arrivèrent à Pétersbourg, le 20 novembre, et, le 21, l'empereur répondit à la lettre du Père vicaire Kareu qu'ils lui avaient apportée. Cette réponse est trop caractéristique pour que le texte n'en soit pas reproduit en entier. Le voici (2) :

« Mon Révérend Père. J'ai reçu votre lettre du 9 de ce mois, et j'y ai vu avec une véritable satisfaction les sentiments d'attachement et de zèle sincère que vous exprimez en votre nom comme en celui de toute votre société. Je suis pleinement convaincu de la sincérité de vos protestations et de la pureté de vos principes. Je me félicite

(1) *P. S. Z.*, t. XXVI, n^{os} 19596, 19597, 19608, p. 338, 339, 347.

(2) Bruxelles, Bibl. slave, RoZAVEN, ms. f. 128.

de ce qu'en vous appelant dans mes États et vous y procurant un établissement solide, j'ai été utile à un ordre respectable comme le vôtre, qui a toujours eu pour base et pour but de propager les principes salutaires qui tendent à rectifier les mœurs et sont également utiles au public et aux particuliers. Vous pouvez être persuadé que je suis et serai toujours prêt à donner à votre société et à vous en particulier des preuves certaines de ma bienveillance.

« Votre très affectionné

« PAUL.

« Saint-Pétersbourg, 21 novembre 1800. »

Et non content de protéger les jésuites en Russie, l'empereur voulait les propager ailleurs : en Suède, à l'occasion de l'arrivée du roi Gustave IV, qu'il mit en rapports avec Gruber; en Turquie, où le conseiller privé Tamara avait à faire de pressantes réclamations (1).

La faveur croissante des jésuites devait avoir pour conséquence inévitable la chute de Siestrzencewicz. Le Père Gruber voyait avec tristesse le grand diocèse de Mohilev gouverné par cet archevêque dont Joseph de Maistre dira, en 1816 : « S'il fallait absolument toucher la main à cet homme, je mettrais un gant de buffle (2). » Dès les premières années de son épiscopat, les procédés du prélat courtisan avaient, on se le rappelle, alarmé la Propagande. Pape de la Russie, s'était écrié le cardinal Pallavicini dans un élan d'indignation. Les rapports favorables d'Archetti, lors de sa mission auprès de Catherine II, en

(1) *Dnevnik*, ms. 2 et 6 décembre 1800. — GAGARINE, *l'Emp. Paul*, p. 9, 1800, 8 décembre, *Paul I^{er} à Tamara*.

(2) *Corr. dipl.*, t. II, p. 305.

partie ceux de Litta avaient mitigé la mauvaise opinion qu'on avait de lui, mais après le renvoi du nonce, il s'était complètement démasqué, et ses tendances séparatistes s'étaient étalées au grand jour. Gruber le constatait avec angoisse, et, reprenant le mot de Pallavicini, il écrivait à Marotti, le 11/23 novembre 1800 : « L'archevêque fait tout ce qu'il peut pour devenir dans l'empire le pape de tous les catholiques », et plus tard, le 21 décembre 1800 (3 janvier 1801) : « L'archevêque manifestait l'intention de se séparer du Saint-Siège pour s'ériger lui-même en souverain pontife de toute la Russie (1). »

A côté de Siestrzencewicz et sous sa présidence, fonctionnait le département des affaires catholiques, création hybride, qui se prêtait facilement aux abus. Sa composition, pour le moment, était telle qu'il fallait redouter les pires aberrations. Benvenuti n'a pas ménagé les sombres couleurs pour peindre les quatre membres laïcs qui siégeaient dans cette assemblée, et servaient de doublures aux membres ecclésiastiques : un juif baptisé et vénal, un moine défroqué, un calviniste, un uniaste douteux (2). C'est dans cet aréopage hétéroclite qu'aboutissaient les affaires délicates de conscience, et c'est à lui que se soumettaient les plus graves questions religieuses. On se figure quelles funestes conséquences dérivait de cette anomalie. L'argent faisait des ravages. Les bénéfices et les abbayes allaient aux plus offrants, les divorces se multipliaient, les scandales n'étaient pas réprimés.

Dans ses épanchements avec Marotti, Gruber insistait sur la nécessité de réagir contre ces tendances pernicieuses. « Nous avons surtout », écrivait-il, le 11/23 no-

(1) GAGARINE, *l'Emp. Paul*, p. 7, 13.

(2) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 347, dépêche du 29 septembre 1800.

vembre 1800, « à déjouer les trames de l'archevêque (1). » Par-dessus les abus de toute sorte, la question vitale se posait impérieusement d'elle-même, préoccupant les esprits, inspirant des inquiétudes. On se demandait si le relâchement des liens avec le Saint-Siège n'aboutirait pas, un jour, à la rupture, et s'il n'était pas urgent d'y pourvoir. Nul doute que Gruber ait prémuni l'empereur contre les dangers de l'anarchie ecclésiastique, éclairé sa conscience sur les agissements de Siestrzencewicz et de ses satellites. Aussi bien le prélat disgracié dut s'effacer et disparaître. Démissionnaire pour motif de santé, en réalité par ordre, il fut bientôt renvoyé de la capitale, immobilisé dans une de ses terres, puis dans une autre plus écartée, soumis à la surveillance de la police, privé de communications avec l'extérieur. En butte à des tracasseries incessantes, il vécut de tristes jours jusqu'à l'avènement d'Alexandre I^{er}. Exilés aussi ou destitués peu à peu les membres laïcs du département.

Ainsi brisait-on avec un récent passé. Le gouvernement du diocèse de Mohilev fut confié au coadjuteur de l'archevêque, Mgr Benislawski, appelé exprès à Pétersbourg, nommé vice-président et, bientôt après, président du département des affaires catholiques. Étranger aux intrigues, dévoué au pape, l'ancien jésuite savait remplir les fonctions de sa charge avec discrétion et prudence, sans hasarder de démarches téméraires, et se tenant plutôt sur la réserve. Au moment voulu, l'énergie ne lui manquait pas, et il déployait une sage fermeté. Ses premiers soins se reportèrent sur l'odieux département qui avait besoin d'une réforme radicale dans le personnel et même dans son organisation. Il se hâta aussi de faire rédiger un

(1) GAGARINE, *l'Emp. Paul*, p. 7

nouveau règlement à soumettre à la sanction impériale (1). Celui-ci parut le 11 décembre 1800, et, revenant sur les dispositions du 3 novembre 1798, rendit aux religieux de tous les ordres la possibilité de vivre et de se développer. Le point noir n'y manquait pas : c'était le recours, dans certains cas, aux tribunaux civils, contre lequel la curie ne cessait de protester, et qui était maintenu comme par le passé, mais l'empereur donna de vive voix l'assurance qu'en pratique cet appel serait supprimé. Aussi bien la signature de Mgr Benislawski figure-t-elle au bas du règlement.

Cependant toutes ces innovations et ces déplacements ne se firent pas sans exciter des troubles et provoquer des déceptions. Le futur historien de l'Église catholique en Russie racontera les détails de ces luttes et de ces rivalités. Les partisans de Siestrzencewicz en voulaient principalement au P. Gruber. L'initiative des mesures qui les frappaient lui était attribuée, car la porte du cabinet impérial s'ouvrait facilement devant lui, ses audiences se répétaient fréquemment, et la Compagnie de Jésus, dont il était le membre le plus marquant, se voyait favorisée de préférence à tous les autres ordres religieux. Par contre, le représentant officieux du Saint-Siège comblait d'éloges le même Gruber, et approuvait l'expansion des jésuites.

(1) *P. S. Z.*, t. XXVI, n° 19684, p. 443. — La signature de Benislawski ne se trouve que sur les feuillets séparés de la traduction latine, et non dans le *P. S. Z.* — Le 5 janvier 1801, Gruber écrivait à Kareu : « *Notifico Imperatorem concessisse, ut nihil ex sacramentalibus, exempli gratia, divortia, dispensationes in gradibus, in votis, ad Senatum veniat, sed statim decidatur ab episcopo cum consiliariis ecclesiasticis sine appellatione.* » Notre collection, lettre autographe.

II

RÊVE D'UNION

Benvenuti ne pouvait se lasser d'admirer le changement inespéré, survenu, bientôt après le départ de Mgr Litta, dans les affaires de l'Église catholique. Il s'entendait à merveille avec le P. Gruber, auquel l'unissait une sincère amitié, et l'entente mutuelle amenait en pratique les plus heureux résultats (1).

A cette époque, au lendemain de l'élection de Pie VII, la politique papale subit la sourde influence des idées nouvelles, et, sans broncher sur les principes, tend à se moderniser. Un diplomate éminent, Ercole Consalvi, bientôt cardinal et secrétaire d'État, la dirige d'une main ferme à travers les écueils (2). Le futur négociateur du concordat de 1801 possédait des aptitudes remarquables pour s'orienter dans les hautes sphères internationales. Ses inclinations, son caractère, son extérieur même s'y prêtaient admirablement. Des yeux pénétrants, que Lawrence trouvait incomparables, animaient ses traits fins et réguliers, et par leur jeu discret trahissaient l'habitude de la pensée. Son apparition, pleine de dignité et de réserve, ne passait jamais inaperçue dans le monde. Ses manières étaient simples et captivantes. Il avait des connaissances variées, des goûts artistiques, le culte de l'antiquité. L'ami fidèle de Cimarosa, appréciait Canova et

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 347, *Benvenuti à Consalvi*, 1800-1803; t. 345, *Consalvi à Benvenuti*, 1799-1802.

(2) MAHUL. — SILVAGNI, t. II, p. 758. — RINIERI, *la Dipl.*, p. 95. — CAËTANI, p. 14. — CARDINALI.

Thorwaldsen, goûtait Niebuhr et Humboldt. Le tour de son esprit, sa parole élégante lui ménageaient d'agréables triomphes : une discussion avec Napoléon ne l'intimidait pas, il se faisait écouter par les plus habiles diplomates, et, dans les salons, tenait les grandes dames suspendues à ses lèvres, une comtesse d'Albany, une duchesse de Devonshire, la Teano, la Chigi, la Giustiniani. Les succès de société ne paralysaient pas son action : sans se fier plus qu'il ne faut aux entours, il se livrait lui-même au travail avec acharnement. Un lourd fardeau pesait sur ses épaules : toutes les affaires intérieures et extérieures ressortissaient alors à la secrétairerie d'État. Consalvi dirigeait l'ensemble de l'administration, finances, commerce, armée, travaux publics, fouilles, musées, beaux-arts, introduisait partout des réformes, s'essayait même à des créations. On se demande comment, accablé de tant d'occupations absorbantes, à une époque où la carte de l'Europe se transformait, il trouvait encore le temps et les forces nécessaires pour se consacrer à la grande politique et en suivre attentivement les phases. Et avec cela, que de dépêches n'a-t-il pas écrites ou dictées, que de correspondances n'a-t-il pas entretenues avec des souverains et des ministres, toujours bien renseigné, allant au fond des choses, armé de subtiles raisonnements.

Dès les premiers jours de son ministère, Consalvi, encouragé peut-être par les confidences de Mgr Litta, et sous la pression même des événements, s'attache à entretenir avec la Russie les meilleures relations. Déjà, pendant la vacance du Saint-Siège, l'empereur avait consenti à recevoir derechef un nonce à sa cour. Il était urgent de le prendre au mot, car un contre-ordre soudain était toujours à craindre. Aussi Benvenuti renouvelait périodiquement ses instances, se réclamait de Rostoptchine, de

Serracapriola, du P. Gruber. « Toute l'Italie », écrivait-il, le 22 février 1801, « devrait mettre sa confiance dans l'empereur Paul. » Personne n'était plus désireux d'établir cette nonciature que Consalvi lui-même, mais il ne parvenait pas à la pourvoir d'un titulaire. Il jeta les yeux sur Mgr della Genga qui se déroba sous prétexte de santé et d'économie. On chercha un remplaçant, on tergiversa, on fit si bien que, du vivant de Paul I^{er}, aucun nonce ne parut à Pétersbourg. Benvenuti continua toujours de servir d'intermédiaire entre Rome et Pétersbourg. Les incohérences du gouvernement rendaient sa position difficile et précaire. Les plus hauts fonctionnaires conféraient avec lui, mais une de ses lettres chiffrées ayant été interceptée, défense lui fut faite d'entretenir des correspondances officielles. D'autre part, son habileté n'inspirait pas à Consalvi la même confiance qu'autrefois à Litta. On ne rendit justice à ses mérites que plus tard : l'héritage de son prédécesseur était lourd à porter, et il avait sur les bras de grosses affaires.

D'abord, la réponse papale à la lettre où Paul I^{er} demandait « le sanctionnement formel » de la Compagnie de Jésus tardait à venir. Le retard s'expliquait facilement. La missive impériale du 11 août 1800 avait été confiée, on s'en souvient, à l'abbé Philippe Badosse qui, changeant soudainement d'allures, ne répondit pas à l'attente de ses commettants.

Sa première apparition à Pétersbourg datait de l'année 1798. Protonotaire apostolique, chevalier de l'Éperon d'or, bénéficiaire de Sainte-Marie-Majeure, il arrivait de Sienne avec un bref de Pie VI à l'empereur et de chaudes recommandations à Mgr Litta (1). Bien reçu par les

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, I.

catholiques de marque, le duc de Serracapriola en tête, à demeure chez l'architecte Vincenzo Brenna que Paul Pétrovitch avait amené de Rome, et qui était marié à sa tante, il sut s'insinuer dans l'amitié du P. Gruber. Celui-ci lui accorda toute sa confiance, le chargea de se rendre à Rome, l'initia aux espérances de la Compagnie, et lui donna deux pièces importantes à présenter au pape : la requête de Kareu, datée de Polotsk, 31 juillet, dans laquelle le P. Vicaire demandait à Pie VII, en se réclamant de la lettre de Clément XIV à Catherine II et des paroles de Pie VI à Mgr Benislowski, un bref apostolique de confirmation pour les jésuites de la Russie Blanche (1), ensuite la lettre impériale du 11 août qui donnait à la requête de Kareu un caractère officiel. Les frais du voyage furent supportés par le P. Gruber.

Bientôt on s'aperçut combien le choix était détestable. Pour réussir, il fallait évidemment se dépêcher et garder le secret. Au lieu de cela, Badosse, arrivé à Vienne, s'y installa pour quatre mois, se mit à fréquenter l'ambassade d'Espagne et à faire des indiscretions. N'allait-il pas jusqu'à se dire chargé de négocier à Rome l'union des Églises d'Orient et d'Occident? Sitôt qu'il eut vent de ces rumeurs, Gruber fut épouvanté, et supplia Marotti d'y porter remède. « Si ceci venait à se répandre », écrivait-il, le 11/23 novembre 1800 (2), les plus graves conséquences pourraient en résulter et pour nous, et pour l'empereur lui-même (*ipsi Imperatori exitialis esse potuisset*). Cette indiscretion a profondément affligé l'ambassadeur de Naples, duc de Serracapriola, qui, tout en étant l'ami du prélat, le blâmait d'avoir parlé d'une affaire qui ne lui avait pas été confiée. Combien j'en ai souffert, je ne puis

(1) *Romana*, p. 72, n° IV.

(2) GAGARINE, *l'Emp. Paul*, p. 8.

l'exprimer, d'autant plus que j'aime ce prélat de tout mon cœur. » Moins affecté et moins soucieux, Badosse prolongeait tranquillement son séjour à Vienne. Il ne fallut rien moins que l'intervention énergique du nonce pour le décider à partir. A Rome, il n'arriva que fin décembre 1800.

Ce retard eut des conséquences fatales, et ne permit pas au pape de manifester aussitôt qu'il l'eût voulu ses bonnes dispositions. On comprit que le P. Gruber était le moteur principal de l'affaire, qu'elle était concertée entre les jésuites et l'empereur, et on tenait à entourer celui-ci des plus grands égards. Le 18 janvier 1801, le cardinal Consalvi accusa réception des lettres de Russie, non au P. Vicaire, confiné à Polotsk, mais au Père Gruber, dont il entendait se servir à la cour : « Votre Révérence », écrit-il (1), « ne peut assez s'imaginer la consolation et la joie que le Saint-Père a éprouvées en recevant ce témoignage (*la lettre du 11 août*) de la bonté et amitié, dont l'honneur un monarque si grand par sa puissance, si célèbre par la renommée de ses vertus. » Après cet exorde, il s'étend longuement sur l'ardent désir de Pie VII, compatriote, parent, créature de Pie VI, et « bien-aimé de son cœur » d'entretenir, à l'exemple de son prédécesseur, les plus étroites relations avec Paul I^{er}. C'est au P. Gruber, dont le zèle et le dévouement n'ont pas besoin d'être stimulés, d'obtenir pour le Saint-Siège la protection spéciale de l'empereur. Quant à la requête du P. Kareu, le pape s'en préoccupe vivement. Les désastres, au lendemain de Marengo, ont troublé la marche des affaires, les fêtes de Noël ont jusqu'ici empêché de les reprendre, désormais une réponse précise et

(1) *Romana seu Neap.*, p. 79, n° XLIII.

nette ne se fera plus attendre. Et, à en juger d'après les assurances d'estime et d'affection que Consalvi transmettait au nom du pape, elle s'annonçait propice. Il s'y mêlait, pour les efforts que tenterait Gruber, une promesse de reconnaissance.

Cependant le secrétaire d'État ne disait pas tout. Il dissimulait même le principal : l'opposition à craindre de la part de l'Espagne. Avant de recevoir la lettre du 11 août, Pie VII songeait déjà à favoriser les jésuites de Russie, en ménageant, autant que possible, Charles IV. Dans ce but, il lui adressa, le 28 juillet 1800, une lettre émouvante, écrite, disait-il (1), « en présence de Dieu qui doit nous juger, dont jamais nous ne trahisons la cause, et dont nous invoquons le témoignage ». En termes robustes, il esquisse à grands traits les horreurs de la situation présente : séditions, guerres, révolutions, pillages, félonie, anarchie, libertinage effréné, mépris de la religion, apostasie, athéisme triomphant, funeste propagande, — et il se demande à quoi il faut attribuer cette étrange et déplorable transformation. Lui-même est persuadé, il en a l'évidence, qu'elle est due à la suppression de la Compagnie de Jésus, tombée victime des pires ennemis de la religion, et il déclare ouvertement son intention de la faire revivre. Des souverains et des évêques le lui demandent. Chef et père universel de l'Église, il ne saurait le leur refuser.

Ces accents solennels et graves ne trouvèrent pas d'écho à l'Escurial. Inféodé à la tradition paternelle, effarouché sans doute par les indiscretions de Badosse, Charles IV répondit, le 18 octobre 1800, par une charge à fond

(1) *Romana*, p. 42, n° XXVII, 28 juillet 1800, *Pie VII à Charles IV*; p. 156, n° XXXIV, 15 octobre 1800, *Charles IV à Pie VII*; p. 48, n° XXIX, 1801, 24 janvier, *Pie VII à Charles IV*.

contre les jésuites. Vains efforts. Le pape ne se laissa pas ébranler. La lettre de Paul I^{er} ne pouvait que le confirmer dans sa résolution. Respectueusement, mais catégoriquement, il réfuta, le 24 janvier 1801, les assertions du roi d'Espagne, et annonça qu'il approuverait l'existence canonique des jésuites en Russie, où ils n'ont cessé de travailler, ajoutait-il, même du temps de Clément XIV, « sans avoir jamais été déclarés réfractaires ».

En dehors des motifs généraux qui amenèrent dans la suite, en 1814, le rétablissement de la Compagnie dans le monde entier, le pape avait des motifs tout particuliers pour se rendre aux désirs de Paul I^{er} et cultiver son amitié. Une question autrement grave que la restauration des jésuites ou le recouvrement des légations surgissait à l'horizon. Des bruits d'union se répandaient, et il convient d'examiner ici jusqu'à quel point ils étaient vraisemblables ou fondés.

C'est le P. Gruber qui nous met sur la trace du mystère. Dans sa lettre du 2 janvier 1801 à Marotti (1), après avoir affirmé que Siestrzencewicz serait parvenu à s'ériger « en souverain pontife de toute la Russie », si l'empereur n'eût été « attaché de cœur au Saint-Siège », il continue en ces termes : « Pour vous confirmer, monseigneur, ce que je viens de vous dire de la pensée intime de l'empereur, j'ajouterai qu'il n'y a pas longtemps, dans une longue audience que m'accorda ce prince, il me dit ces propres paroles : *Si le pape a besoin d'un asile sûr, je le recevrai comme mon propre père, et toutes mes forces seront employées à sa défense, et ce ne sera pas comme l'ont fait d'autres princes qui, en lui promettant de l'aider, ne*

(1) GAGARINE, *l'Emp. Paul*, p. 13, 15 (lettre du 8/20 janvier). Le 9 janvier, Gruber écrivait à Kareu que l'empereur était *ex corde Religioni nostrae addictus*. Notre collection, lettre autographe.

voulaient en réalité que le dépouiller et le priver de ses meilleures provinces. »

« Il est certain qu'on a de la peine à croire tout ce que l'empereur fait en faveur de l'Église catholique romaine, qu'il s'efforce de conserver dans son intégrité, et toutes les promesses qu'il a faites, il les tient. Combien il désire la réunion de sa propre Église avec la sainte Église romaine ! Mais ceci ne peut être traité que de vive voix et avec la plus grande prudence. Le désir de l'empereur est, en outre, que notre Saint-Père lui envoie au plus tôt, à titre de légat apostolique, un homme doué de prudence et de piété, et spécialement versé dans l'habitude de traiter les affaires. Il ne trouvera plus ici les mêmes difficultés ; puisque la cause des dissensions a été éloignée (1). »

Le 8/20 janvier, il revient en partie sur le même sujet : « Je dois en outre, monseigneur », écrit-il, « par ordre de Sa Majesté, vous notifier ce que je vous ai déjà écrit, savoir, que l'empereur, notre auguste maître, offre au pape un asile dans ses États, où il sera en toute sécurité, si, ce qu'à Dieu ne plaise, les malheurs de la guerre obligeaient Sa Sainteté à quitter de nouveau ses propres États. »

Plutôt qu'une impression passagère, les sympathies de l'empereur pour l'Église romaine étaient, semble-t-il, un état d'âme. Déjà l'année précédente, le 30 novembre, Benvenuti avait averti le cardinal Consalvi que l'empereur, dans ses fréquentes entrevues avec Gruber, avait laissé plus d'une fois s'échapper cet aveu : « Je suis catholique de cœur, tâchez par vos discours de persuader mes

(1) C'est probablement au sujet de cette lettre que Benvenuti écrit, le 5 janvier 1801, à Consalvi : « *Sua Santità può prestare una piena fede a quanto scrive P. Gruber nella lettera a M-r Marotti per parte di S. M. e riguardare il tutto come ufficiale. Il conte di Rastopchin ha detto lo stesso a questo Sgr duca di Serracapriola.* »

évêques. » Étonnante parole dans la bouche d'un César orthodoxe souverainement jaloux de son autorité, et qui ne devait pas se perdre dans le vide. A la suite peut-être d'un mémoire de Gruber, la question fut très certainement agitée en haut lieu et jugée digne d'être approfondie. Rostoptchine, au nom de son maître, demanda un mémoire à l'archevêque Ambroise qui passa discrètement la plume à l'archimandrite Eugène, réputé savant entre tous (1). Celui-ci écrivit, en effet, une « disquisition canonique sur le pouvoir papal » en latin et en russe, et voilà comment il s'explique à propos de ce travail : « Cette note a été rédigée par moi sur l'ordre du métropolite Ambroise, à l'occasion suivante. En 1800, le général des jésuites, Gruber, résidant à Saint-Petersbourg et ayant fréquemment accès dans le cabinet de Paul I^{er}, lui proposa, par suite des intrigues papales, la réunion des Églises. Quelques membres de notre clergé avaient été gagnés (*podgovoreny*), et l'empereur lui-même, soucieux de sa gloire, paraissait fléchir devant les promesses du pape et des jésuites. La question fut posée par le ministre Rostoptchine au métropolite qui, au lieu de réponse, présenta cette note. L'empereur en ayant pris connaissance changea d'opinion et défendit aussitôt de laisser entrer dans son cabinet le jésuite Gruber. Il y eut alors pareillement beaucoup de plaintes contre moi. Mais, grâce à Dieu, aucun malheur ne survint. Cette note a été présentée en automne. »

Disons-le de suite, elle ne pêche point par excès d'exactitude : Mgr Ambroise n'était pas encore métropo-

(1) SCHMOURLO, *Mitrop.*, p. 287. Eugène Bolkhovitinov, plus tard métropolite, était alors préfet des études à l'académie ecclésiastique de Pétersbourg. Le texte russe de sa *Disquisition* a été imprimé dans le *Roukovodstvo dla selskikh pastyreï*, 1867, n° 34, p. 568-580.

lite, Gruber n'était pas encore général, il n'a jamais été disgracié, aucune trace d'intrigues papales ne se laisse surprendre. Mais le fait d'avoir rédigé un mémoire demandé par l'empereur et qui devait lui être soumis est à retenir. Il confirme les assertions de Gruber, il trahit les préoccupations du moment. Aussi bien, on comprend maintenant les terreurs du confident impérial, lorsqu'il apprit les indiscretions de Badosse à Vienne.

Il est d'ailleurs probable que le mémoire d'Eugène a été envoyé à Rome, pour y être examiné, car voici comment Mgr Litta, toujours consulté pour les affaires de Russie, s'exprime dans un billet à Consalvi : « Je vous renvoie les dépêches de Benvenuti, et je ne garde chez moi que les pièces latines, auxquelles il serait bon de faire répondre par M. le cardinal Gerdil, puisque c'est une matière qu'il a déjà traitée autrefois avec suprême habileté ; et il serait nécessaire de fournir à la personne qui se rendra en Russie les lumières que suggérera le dit pourpré, afin de pouvoir répondre à un écrit très cauteleux, mais, quoique mauvais, non méprisable dans son genre (1). » Or, le cardinal Gerdil est l'auteur des *Remarques sur le plan proposé par quelques docteurs de Sorbonne pour la réunion à l'Église latine des grecs dissidents*. Mgr Arezzo fut, en effet, pourvu de ce mémoire, lorsqu'il partit pour Pétersbourg. Et c'est bien l'écrit de l'archimandrite Eugène qui semble visé par l'épithète de « très cauteleux ». Il est vrai que le billet de Mgr Litta, daté du 2 mai 1801, est postérieur à la mort de Paul I^{er}, mais ne fallait-il pas être toujours prêt à poursuivre la négociation ?

A ces témoignages il faut joindre encore deux autres :

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 348. Le billet de Litta est autographe. — Pour le plan des docteurs de Sorbonne, voir t. IV, p. 250 et suiv.

celui du bailli Litta et celui de Mgr Arezzo. Soudainement gracié et rentré à Pétersbourg, le bailli écrivait à son frère, le 30 novembre 1800 : « Le P. Gruber demeure déjà à l'Église catholique, et de plus il attend sur une base *stable* et prochainement ses collègues. On m'assure qu'il se dit en situation d'approcher tout ce qu'il y a de plus haut et d'agir directement, il a parlé des dispositions meilleures et de la probabilité de succès qui s'annonce pour le grand projet de réunion, dont les premiers germes ont été jetés encore de votre temps. Qui que ce soit qui en recueille le fruit, ce sera toujours d'une grande consolation pour les bons, et d'une très grande pour tous ceux qui y ont contribué. Ce but suprême doit inviter au rapprochement mutuel, et l'idée de quelque vœu ou difficulté moindre deviendrait dans la balance un reproche (1). »

Mgr Arezzo qui, en 1803, représentait le pape à Pétersbourg, et dont il sera longuement question plus bas, est encore plus explicite. Les précautions oratoires lui sont étrangères, et son texte mérite d'être reproduit intégralement. « Parmi les cultes tolérés », ainsi porte sa relation finale, « on a une prédilection spéciale, à Pétersbourg, pour le culte catholique. L'opinion générale dans cette ville est que la religion gréco-russe ne diffère que peu ou point de la religion catholique. Presque tous les Russes, et surtout les dames, admirent la pompe, l'ordonnance et la régularité de nos cérémonies sacrées, et, s'ils méprisent, comme on l'a vu, leur clergé, ils estiment d'autant le clergé latin, composé de personnes distinguées, bien élevées et instruites. Ils recherchent avidement nos solennités ainsi que les sermons, et ils y assis-

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 348.

tent avec un parfait recueillement. Et ce n'est pas seulement le cas des simples laïcs russes : beaucoup, même parmi les évêques, et surtout Mgr Ambroise, métropolitain de Pétersbourg, sont aussi sympathiques à notre religion. Ceux-ci n'attendent que l'impulsion de la cour pour traiter de la réunion si désirée avec l'Église latine. Cette réunion eût même été effectuée, si l'empereur Paul I^{er} n'eût été prévenu par une mort prématurée et violente. Il était positivement décidé à mettre, pour de bon, fin au schisme si long et si obstiné de l'Église russe. Dans ce but, il fit appeler le ministre de la cour de Naples, résidant à Pétersbourg, M. le duc de Serracapriola, lui manifesta ses sentiments très précis, et sa ferme résolution, et son ardeur pour la réunion souhaitée (*impegno per la bramata riunione*), et le chargea d'écrire en son nom à la cour de Naples, afin que celle-ci servît de médiatrice et entreprit immédiatement les négociations avec le Saint-Siège en vue de la conciliation. Le ministre déjà mentionné s'y prêta volontiers, rédigea des lettres conformes à l'intention de l'empereur, et les expédia à la cour. Celles-ci étaient encore en route, lorsque Paul I^{er} cessa de vivre, la fin de sa vie mit aussi un terme au projet de l'union désirée, et actuellement il ne faut pas se faire beaucoup d'illusions (1). »

Malheureusement les lettres de Serracapriola sur ce sujet, par suite d'une lacune dans sa correspondance, ne se retrouvent plus aux archives d'État de Naples. Il n'est donc guère possible de contrôler les assertions de Mgr Arezzo. Cependant, comme il était l'ami et le confident de Serracapriola, son témoignage ne laisse pas de peser dans la balance, au moins pour ce qu'il contient

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 342, chapitre 1, n° 21.

d'essentiel, car il est évident que, pour le reste, il faut en rabattre, et, sous le nom de Russes, n'entendre que le grand monde.

Le Vatican n'était pas sans savoir, vaguement sans doute, qu'une brise de conciliation soufflait à Pétersbourg. On pense bien que Marotti ne gardait pas pour lui les confidences de Gruber, et que Badosse n'épargnait pas les commentaires. Toujours est-il que l'on crut devoir faire de discrètes et timides avances. Ainsi Consalvi termine sa lettre à Gruber, du 10 mars, par des vœux « de réunion parfaite de Sa Majesté Impériale à notre communion. Oh ! voilà bien », ajoute-t-il, « ce qui aplanirait toute les voies et couronnerait de gloire interminable le pontificat de Sa Sainteté et l'œuvre immortelle de votre Paternité Révérendissime. » Et l'entretien du pape avec un diplomate russe, Lizakewicz, prouve assez que ces paroles n'étaient pas une formule banale jetée au hasard.

Lizakewicz se trouvait justement de passage à Rome. Accrédité auprès du roi de Sardaigne, il l'avait suivi dans les déplacements que nécessitait l'invasion française, et il était sur le point de partir pour Pétersbourg. Se prévalant de l'occasion, le pape le manda au Vatican pour lui faire des confidences. L'ayant fait asseoir à ses côtés, il protesta de sa confiance illimitée, de son entière franchise. Et Lizakewicz garda l'impression que le pape avait le cœur sur les lèvres. L'affaire de Malte vint en premier lieu. Pie VII s'engagea sur l'honneur à tenir compte en ce point des prétentions russes. Il voulait seulement savoir exactement jusqu'où s'étendaient les désirs de l'empereur, et, pour s'entendre avec lui, estimait nécessaires les trois conditions suivantes : 1° confier la négociation à un homme prudent, d'âge mûr, qui sache garder le secret, car les ministres d'Autriche et d'Espagne

sont aux aguets; 2° choisir un négociateur d'origine russe non étrangère, encore moins italienne; 3° accréditer ce négociateur uniquement pour les affaires de Malte, et ne lui conférer un titre officiel que lorsque tout sera terminé. Une demi-heure d'entretien avec l'empereur lui-même eût suffi, d'après le pape, pour se mettre d'accord. En attendant, il promettait de traiter personnellement, mais en italien, non en français, avec le négociateur que l'on aurait choisi, il aurait exposé les difficultés et indiqué les moyens de les vaincre. Une entente à l'amiable lui paraissait si certaine qu'il anticipait sur les événements : il voyait déjà l'empereur décoré de la grande maîtrise de l'ordre (1), l'île de Malte restituée aux chevaliers, et, en cas de persécution de la part de la France, le pape lui-même réfugié à Lavalette, où il aurait vécu tranquillement sous la protection puissante de l'empereur de Russie.

Ici de nouvelles assurances de dévouement servaient de transition, un peu brusque quand même, au point culminant du dialogue. « Mon désir », poursuivit le pape, « s'étend encore plus loin, il va jusqu'à la réunion de la foi grecque avec la foi catholique. En vue d'un objet si important qui rendra immortel et éternellement glorieux le nom du grand Paul I^{er}, je suis prêt à me rendre moi-même à Saint-Pétersbourg, à traiter de vive voix avec le souverain, dont le caractère est fondé sur la vérité, la justice et la fidélité. » Profondément convaincu de la grandeur de l'œuvre, le pape annonçait avoir ordonné, dans ses États, des prières publiques pour le succès de ses entreprises.

A la fin de l'audience, il revint encore sur les affaires

(1) On verra plus bas que la grande maîtrise devait se borner au temporel.

de Malte, sur Hompesch qu'il tolérât, pour ne pas indisposer Vienne et Madrid, dans un coin obscur de Fermo, mais avec lequel il ne voulait pas correspondre. Il recommande à Lizakewicz de renseigner fidèlement l'empereur, exprime une fois de plus son dévouement pour « l'ami de l'humanité, le défenseur désintéressé et le protecteur de ceux que les Français oppriment et persécutent ». Puis il ajoute : « Je désire de tout cœur établir des rapports constants et sans intermédiaire, une amitié étroite, une liaison avec Sa Majesté Impériale, entretenir un nonce à sa cour, et avoir son ministre auprès de moi. J'aurais déjà envoyé un nonce à Saint-Pétersbourg, si je savais que cet envoi serait agréable à l'empereur de Russie. » Et le pape tenait tant à une prompt communication que Lizakewicz, obligé de s'attarder en route, dut lui promettre d'envoyer un courrier spécial. Il tint parole. Sa dépêche, datée du 24 janvier/5 février 1801, partit d'Ancône par estafette (1).

Assurément, un grand et bel avenir semblait s'annoncer. Le cas échéant, on eût vu Pie VII et Paul I^{er} rouvrir, sur les bords de la Néva, un nouveau concile de Florence, et parachever glorieusement ce que Byzance agonisante avait seulement ébauché. La mentalité des diplomates pontificaux subissait le contre-coup de ces prévisions, mais le langage officiel ne devait pas s'en ressentir. Au point de vue de la correction, Consalvi ne laissait rien à désirer. Dans les premiers jours de mars, il expédia à Pétersbourg un gros paquet de dépêches, qui contenait principalement la réponse de Pie VII à Paul I^{er},

(1) L'original de la dépêche *très secrète* se trouve aux archives du ministère des Affaires étrangères à Pétersbourg, *Rome*, n° 4, an. 1801. — MOROCHKINE (t. I^{er}, p. 324, note) en a publié des extraits en la rapportant à l'année 1798, et confondant Pie VI avec Pie VII.

le bref en faveur des jésuites, une lettre au père Gruber et des instructions pour Benvenuti (1).

Il y avait là tout un plan de campagne dressé selon les règles d'une stratégie savante. Encore fallait-il s'y conformer exactement, lutter d'adresse et se prévaloir des circonstances. Convaincu de cette nécessité, le cardinal adjure Benvenuti de lire toutes les pièces dans un ordre déterminé, d'en peser attentivement les termes, de s'imprégner de leur esprit, de se rendre maître absolu de la matière. A tout prix, un échec devait être évité, et, dès le début, il était à craindre.

En effet, la lettre du pape à Paul I^{er} ne portait pas sur l'adresse le titre impérieusement revendiqué de grand maître de Malte. Et Consalvi se demandait avec anxiété si, malgré cette lacune, l'empereur consentirait à recevoir la missive. Plus d'une fois cette omission avait provoqué des scènes fâcheuses, et interrompu immédiatement la correspondance. Mais la lettre contenait le bref, le bref séduirait le P. Gruber, et le P. Gruber saurait peut-être écarter ce péril. Il y avait donc une ouverture de ce côté et un motif d'espérance.

Le bref *Catholicae fidei*, daté du 7 mars 1801, adressé au P. Kareu (2), était la pièce de résistance. Marotti en avait rédigé, paraît-il, le texte primitif, mais on l'avait écarté, et préféré celui du cardinal Antonelli. Quelles précautions, quels soins ne fallait-il pas prendre pour éviter les écueils et atteindre le port ! Consalvi insiste complaisamment sur toutes ces finesses. Le bref de Clément XIV, écrit-il à Benvenuti, n'a pas été mis directe-

(1) *Romana*, p. 69 à 76, n° 2, 3, Consalvi à Benvenuti; n° 4, Kareu à Pie VII; n° 5, Pie VII à Paul I^{er}; n° 6, Consalvi à Gruber. — *Romana seu Neap.*, p. 83, n° XLIV, instructions de Consalvi à Benvenuti.

(2) THEINER, *Die neu. Zust.*, p. 124, n° XXXIV. — *Romana*, p. 80, n° VII, Antonelli à Consalvi. — CONSALVI, *Mémoires*, t. II, p. 308.

ment en cause, les princes qui ont demandé la suppression de la Compagnie n'ont pas été pris à partie, mais on a donné du relief à l'intention du pape de subvenir aux besoins spirituels des catholiques de Russie, de satisfaire au désir de l'empereur, soucieux de la bonne éducation de ses sujets. En conséquence, l'autorisation est accordée dans les limites de la Russie, et non ailleurs, de s'unir en corps sous la dépendance d'un supérieur, de s'adjoindre de nouvelles recrues ainsi que les anciens membres de la Compagnie, d'ériger des collèges, de prêcher la parole de Dieu et d'administrer les sacrements. La règle à suivre est celle de saint Ignace, telle qu'elle a été approuvée par Paul III. Aucun privilège n'est accordé, aucun n'est révoqué; c'est en arrachant ainsi les armes des mains des adversaires que l'on prépare la résurrection complète de la Compagnie, dès à présent celle-ci sera sous la protection immédiate du Saint-Siège. Ce bref, on le voit, allait au delà des prétentions de l'empereur qui n'avait demandé qu'un « sanctionnement formel », il comblait les vœux des jésuites de Russie.

Consalvi passe ensuite à l'affaire singulièrement complexe de Malte. Le congrès de Rastadt ne l'avait pas résolue. Il fallait s'attendre, en cas de quelque décision papale, à de pressantes réclamations de différents côtés. De graves intérêts matériels étaient en jeu. L'ordre ne renonçait pas à son île que l'Angleterre se promettait de garder. En Autriche, en Bavière, en Espagne, les gouvernants convoitaient les commanderies largement dotées, et n'attendaient que l'occasion de s'en emparer. Vis-à-vis de Paul I^{er}, la difficulté changeait de nature. Les fondations maltaises le tentaient si peu qu'il en créait lui-même à profusion, n'aspirant qu'à l'honneur d'être chef d'un ordre qu'il tenait en haute estime. De là, cruel embarras

pour le pape. On ne pouvait vraiment pas laisser à la tête d'une milice catholique un empereur orthodoxe, et soumettre des moines, quelque bardés qu'ils fussent de fer, à sa juridiction. L'idée survint enfin de séparer l'élément spirituel de l'élément temporel. Le pape aurait reconnu la grande maîtrise de l'empereur sur le temporel, à condition que l'empereur reconnût le pouvoir spirituel du pape sur l'ordre entier. Assurément, cette cote mal taillée n'inspirait pas de sécurité, mais, pour le moment, c'était la meilleure solution que l'on pût imaginer, d'autant plus que Rostoptchine avait déjà sondé l'empereur et déclaré la condition acceptable.

Tout ceci n'épuisait pas encore les instructions. Consalvi prescrivait aussi la manière de les exécuter, et de faire en même temps quelques pas en avant. A l'étude des pièces succédait une petite comédie, d'ailleurs tout innocente. Benvenuti devait mettre en poche les copies — non les originaux — des pièces reçues de Rome, et, documenté de la sorte, se rendre au plus tôt chez le Père Gruber, lui montrer la lettre de Pie VII à Paul I^{er} et le bref au P. Kareu. « Sans doute, écrit Consalvi, il débordera de joie et s'empressera de courir aussitôt auprès de l'empereur pour lui communiquer la faveur obtenue de Sa Sainteté. » C'est le moment psychologique qu'il faudra saisir pour parler de Malte, de l'adresse écourtée sur la lettre papale, et, si cela mord, des trois légations non encore restituées au pape et qui forment la plus belle partie de ses États, d'Avignon et du Comtat Venaissin usurpés par la France, enfin de Bénévent et de Ponte Corvo, où le pape est traité de simple baron, tandis qu'autrefois tout le royaume de Naples était feudataire du Saint-Siège.

Consalvi, on le voit, comptait sur le crédit de Gruber,

le dévouement du jésuite ne faisait pas de doute. Toutefois, au fond des plus gracieuses assurances se retrouvait l'inévitable dilemme : ou faire passer l'adresse écourtée, ou se priver du bref, car, destiné au P. Kareu, il devait être remis à l'empereur sous la même enveloppe que la lettre papale.

Pour mieux couvrir le pape, Consalvi désirait encore que le gouvernement russe se fit d'avance le défenseur du bref auprès des gouvernements catholiques, et surtout auprès de l'Espagne. Une note diplomatique d'un ton ferme et décidé eût prévenu les réclamations, et épargné au Vatican des ennuis toujours possibles.

Tout semblait avoir été prévu. Seule, une disparition subite avait échappé aux prévisions.

III

LA MORT DE PAUL I^{er}

Les espérances romaines et les combinaisons du Père Gruber reposaient uniquement sur la personne de Paul I^{er} et ses dispositions intimes. A l'improviste, victime d'une conjuration de palais, il vint à manquer.

Quelques mois avaient suffi pour préparer le régicide, tant il y avait d'exaspération dans les hautes sphères de la capitale. Le caractère de l'empereur, tout élevé qu'il fût, se résolvait en contradictions bizarres et parfois funestes. Si modéré et si sage vis-à-vis de Gruber, si constant dans sa haine de la Révolution, si persévérant dans sa lutte contre elle, si logique dans le choix des moyens, si résolu à s'en servir, si dévoué à la papauté, si bien disposé envers la compagnie de Jésus, Paul I^{er} était

par ailleurs d'une versatilité déconcertante, passait souvent d'un extrême à l'autre, recourait à des mesures d'une rigueur extrême, s'ingérait tyranniquement dans la vie privée de ses sujets, disgraciait brusquement ses plus dévoués serviteurs. L'exercice du pouvoir développait en lui ces fatales inclinations. Vers la fin de son règne, il était entouré d'ennemis secrètement armés contre lui, n'épiant que le moment de frapper le coup décisif.

Le régime de terreur qui régnait dans la capitale favorisait la conspiration. Une femme intelligente, douée d'un esprit observateur, l'impératrice Élisabeth, alors encore grande-duchesse, esquissait ainsi la situation, dès l'année 1797 : « C'est toujours quelque chose », écrivait-elle à sa mère, la margrave de Bade, le 5/16 juin, « que d'avoir l'honneur de ne pas voir l'empereur. En vérité, maman, cet homme m'est *widerwärtig*, à entendre parler de lui seulement, et sa société me l'est encore davantage, où chacun, qui que ce soit, qui dit devant lui quelque chose qui a le malheur de déplaire à Sa Majesté, peut s'attendre à recevoir une grossièreté de sa part, et qu'il faut souffrir. Aussi je vous assure qu'excepté quelques affidés, en général, le gros du public le déteste; on dit même que les paysans commencent à parler. Qu'est-ce que les abus que je vous détaillais l'année passée, ils sont le double à présent, et il se fait des cruautés, et sous les yeux mêmes de l'empereur : figurez-vous, maman, il fit battre une fois un officier chargé de l'approvisionnement de la cuisine de l'empereur, parce que le bouilli avait été mauvais à diner; il l'a fait battre sous ses yeux, et a encore fait choisir une canne bien forte... Oh! maman, cela fait un mal affreux de voir journellement des injustices, des brutalités, de voir faire des malheureux (combien n'en a-t-il pas sur sa conscience?), et devoir faire

semblant de respecter, d'estimer un homme pareil. Dites, maman, si cela ne doit pas être un martyr, de devoir faire la cour à un homme pareil. Aussi suis-je la belle-fille la plus respectueuse, mais en vérité pas tendre ; au reste, cela lui est égal d'être aimé, pourvu qu'il soit craint : il l'a dit lui-même. Et sa volonté est remplie généralement, il est craint et haï, au moins à Pétersbourg, universellement. Il est peut-être quelquefois aimable et caressant, quand il veut, mais son humeur est plus changeante qu'une giroüette (1). »

D'autre part, les ordres qui émanaient d'en haut, toujours pressants et impérieux, trahissaient parfois des préoccupations vraiment déraisonnables. Quelques régiments de cosaques n'ont-ils pas été chargés de faire la conquête des Indes, et dans quelles conditions ? Sans doute, c'est bien là que Bonaparte proposait de porter à l'Angleterre un coup mortel. L'ancien régime y avait déjà songé, et prêté l'oreille au nabab René Marec et à ses insinuations. Encore fallait-il concerter savamment cette expédition. Paul I^{er} s'y prend à sa manière (2). Sans songer aux intelligences nécessaires dans le pays, au ravitaillement des hommes et des chevaux, aux soins à donner aux malades et aux blessés, en plein hiver, à travers les steppes, par des chemins impraticables, en dépit des bourrasques et des tempêtes de neige, avec des cartes quelconques qui leur arrivent en retard, il envoie vers les rives du Gange, le 12 janvier 1801, vingt-deux mille cosaques du Don avec douze obusiers et douze pièces de canon. Une besogne gigantesque leur est imposée : faire passer sous la domination russe les rois et roitelets indigènes, se substituer à l'Angleterre, s'emparer

(1) Le GRAND-DUC N. M., *Imp. Elis.*, t. I^{er}, p. 294.

(2) SCHILDER, *Imp. Pavel*, p. 147.

de son commerce et de son influence (1). C'était un monde à conquérir. Cette randonnée parut à d'aucuns si fantastique qu'on s'avisa d'attribuer à l'empereur le dessein secret d'extirper les cosaques, pour en finir avec leurs libertés. Quoi qu'il en soit, il est facile de deviner quel appoint fournissaient aux conspirateurs les extravagances de ce genre.

On sait maintenant comment la funèbre catastrophe s'est produite (2). Les meneurs et les complices ont déposé leurs témoignages, et il serait superflu de revenir sur les détails. Nikita Panine, vice-chancelier disgracié, l'amiral Ribas et Whitworth, ministre d'Angleterre, semblent bien s'être ralliés les premiers à l'idée du complot. Pahlen, gouverneur militaire de Pétersbourg, en fut l'âme, Benningssen, l'ordonnateur intrépide et farouche, Platon Zoubov, l'amant de Catherine II, comblé de bienfaits par l'empereur, un des principaux chefs. Le 11 mars, sur le tard, les conspirateurs se réunirent chez Pahlen. C'est à lui qu'on attribue la phrase banale, mais en ce moment suggestive et tragique : « Pour faire une omelette, il faut casser des œufs. » A ce souper macabre, le champagne coulait à pleins bords. Au palais Michel, où l'empereur résidait depuis le 1^{er} février, sauf les affidés, on ne se doutait de rien. Vers minuit, grâce aux dispositions prises et aux connivences, une bande d'officiers avinés pénétre jusque dans la chambre à coucher de Paul I^{er} qui, effrayé par le bruit sinistre, saute à bas de son lit et se blottit derrière un écran. Une scène hideuse se passe alors. Quelques instants après l'empereur Paul I^{er} n'existait plus.

La nouvelle de cette mort se répandit à Pétersbourg

(1) Les cosaques ont été arrêtés dans leur marche par Alexandre I^{er}, le jour même de son avènement au trône.

(2) *Tsaréoub.*, passim. SCHIEMANN., *Zur Geschichte.*

comme une trainée de poudre. Dans la haute société, et même dans la majeure partie de la population, elle provoqua une explosion de joie. « La Russie certainement va respirer », écrit la grande-duchesse Élisabeth à sa mère, le 13/25 mars, « après une oppression de quatre ans, et, si une mort naturelle avait terminé les jours de l'empereur, je n'aurais pas éprouvé peut-être ce que j'éprouve à présent. Car l'idée d'un crime est affreuse (1). » Et, quoique terrassée par le drame sanglant, elle constate non seulement autour d'elle, mais dans la ville entière comme un déchaînement d'allégresse.

A ces observations, il importe d'ajouter, en guise de correctif, celles de Serracapriola. On sait que ses dépêches relatives à la mort de Paul I^{er} n'ont pas été retrouvées. Mais quelques mois après, le 7 septembre, il eut l'occasion de parler du testament du défunt et des lettres laissées à la famille. Son admiration leur est acquise. Le testament, rédigé en 1788, a tout prévu, et, avec une délicatesse exquise, tout arrangé : le souvenir reconnaissant du défunt s'étend depuis l'impératrice jusqu'au dernier serviteur. Quant aux lettres autographes adressées à Marie Fedorovna et à ses fils pour leur être remises après décès, le duc atteste « qu'elles respirent la pureté de sentiments et de principes que l'on a toujours remarquée dans ce souverain, et qui formait la partie la plus précieuse de ses bonnes qualités. Eussent-elles été toujours soutenues par de bons conseils, elles auraient fait son bonheur et celui des autres (2) ». Hélas ! Il faut bien l'avouer, si les bons conseils manquèrent, c'est que les bons conseillers eux-mêmes furent souvent intimidés ou réduits au silence.

(1) SCHIEMANN, *Zur Geschichte*, p. VI.

(2) Naples, Archives d'État., *Russia, Diversi*, 1681.

Cependant, la joie universelle attestée par la grande-duchesse Élisabeth ne l'était pas au point d'exclure tous les accents de tristesse. Pour ne rien dire des autres, les jésuites de Russie ressentirent profondément la douleur de cette perte. En peu de mots, mais qui trahissent l'émotion, s'en remettant aux « jugements inscrutables de Dieu », le P. Gruber annonce d'abord au Père vicaire Kareu et puis à Mgr Marotti la disparition subite du « grand protecteur de l'Église romaine et de la Compagnie de Jésus (1) ». Si l'on pouvait espérer que les catholiques de Russie ne souffriraient pas du changement de règne, il n'était pas également sûr que le pape trouverait dans le successeur de Paul I^{er} les mêmes dispositions de haute et généreuse bienveillance, et il était tout à fait certain que le projet d'union, œuvre éminemment personnelle, tomberait de lui-même. Et c'est ici qu'il convient de faire le départ du chimérique et du réel dans cette tentative impériale de tendre la main au pape, reprendre un rêve éphémère de Charles-Quint, revivre une phase d'histoire byzantine.

Et d'abord, quelle est la genèse de cette idée conciliatrice? A la vérité, elle ne saurait passer pour la résultante d'un travail intérieur de conscience. Elle ne procède pas d'un renouveau de vie surnaturelle ou d'une tendance à s'unir intimement avec Dieu dans la vérité et la justice. Malgré ses envolées mystiques, Paul I^{er} entretenait à cette époque des liaisons douteuses, incompatibles avec un élan pur et sérieux vers la profession de foi catholique. Sa vie de famille avait été ébranlée et l'ignoble Koutaïsov, de barbier devenu grand seigneur, sut trouver une favorite. Après des couches laborieuses et la naissance du

(1) 15/27 mars, *Gruber à Kareu*; 17/29 mars, *à Marotti*, collection Valenti, *Miscellanea*, t. 47.

grand-duc Michel, l'impératrice avait été condamnée par les médecins au repos. C'est le tour du roman de Mlle Lopoukhine. L'empereur la voit à Moscou, s'éprend d'elle éperdument, la fait venir avec sa parentèle à Pétersbourg. Honneurs, distinctions, titres, largesses pleuvent abondamment sur toute la famille. La jeune fille a le courage de résister. Son cœur est captif. Elle avoue son penchant pour le prince Gagarine. Chevaleresque d'instinct, l'empereur arrange splendidement le mariage avec l'heureux rival, mais bientôt la passion reprend le dessus et la princesse Gagarine, au gré des mauvaises langues, se montre moins inaccessible que Mlle Lopoukhine. Elle a son appartement au palais Michel, au-dessous de celui de l'empereur qui passe ses soirées de préférence chez elle (1). A la même époque, un caprice passager valut à Paul I^{er} une fille qui naquit trois mois après la mort de son père, et dont la magnifique dotation avait été prévue d'avance (2).

Dans ces conditions, le projet d'union avec Rome ne saurait être attribué à un désir austère de sanctification personnelle. Sans doute, le cœur a ses mystères, il est victime de ses inconséquences, mais ces profondeurs insondables relèvent du psychologue plutôt que de l'historien. A ne juger que d'après des indices moins fuyants,

(1) *Tsaéroub.*, p. V. — Paul I^{er} affirmait que la liaison était platonique. Voici ce que Kotchoubéï écrivait à ce sujet, le 6 août (v. s.) 1801, au comte Simon Vorontsov : « En me parlant de vous, l'Empereur (*Alexandre I^{er}*) me dit... qu'il aurait désiré que je rectifiasse quelques-unes de vos idées sur les localités d'ici ; qu'il avait vu qu'en parlant du Conseil que vous aviez l'idée que le prince de L... avait prostitué sa fille, et le prince de G... l'honneur de son fils, en lui faisant épouser la princesse de L... ; que cependant lui, Empereur, savait que cette dernière n'avait pas été prostituée, et le tenait de feu son père et de bouche et par écrit ; que d'ailleurs, pendant sa faveur, le prince de L... s'était parfaitement bien conduit. » *Arkhiw Kn. Vorontsova*, t. XIV, p. 152.

(2) Le GRAND-DUC N. M., *Imp. Elis.*, t. II, p. 112, 341. Cette fille reçut le nom de Mousina-Iourieva. Elle mourut en bas âge.

Paul I^{er} a dû se laisser séduire par le frappant caractère d'universalité de l'Église romaine, sa forte ossature, ses cadres solides, sa rigide discipline. Assurément, le principe d'autorité n'a jamais eu de plus merveilleuse incarnation, et théoriquement l'autocrate devait s'y complaire. La prédilection de l'empereur pour les chevaliers de Malte dérivait de cette même mentalité. Si la grande maîtrise flattait ses goûts d'exhibition pompeuse, elle ouvrait aussi à son intelligence prime-sautière de vastes horizons. A la tête de cette milice sacrée, c'était bien, au début du moins, la grande armée de l'ordre social qu'il comptait opposer à l'armée de la révolution, pour relever les trônes renversés, raffermir les chancelants, et faire régner en Europe la sécurité et la paix. Peut-être est-ce en creusant cette idée, et encouragé sans doute par le P. Gruber, qu'il a rêvé de réunir, par la réunion des Églises, les forces vives d'Orient et d'Occident en un seul faisceau, et donner ainsi à son entreprise des proportions vraiment mondiales. Du reste, ce n'est là qu'une pure hypothèse. Dans une de ses lettres à Marotti, Gruber déclare que les questions de ce genre doivent être traitées de vive voix, et pas autrement. Lui-même n'a que trop bien observé cette règle de prudence, car, sauf les allusions indispensables citées plus haut, on n'a rien retrouvé dans ses écrits sur ce sujet.

Les négociations avec Rome ayant été brusquement interrompues, on se demande quelle aurait pu être, en cas de réussite, leur portée et leur conséquence? Si l'on se reporte à la manière dont le fils de Catherine II régenta l'Église nationale, étendait les pouvoirs de l'État, s'arrogeait despotiquement des droits contestables, il est difficile de croire que l'entente avec le Vatican eût duré longtemps et résisté à des lubies impétueuses. L'édifice qui s'élevait hâtivement ne reposait pas sur une base solide.

LIVRE III

LE VATICAN ET ALEXANDRE I^{er}

CHAPITRE PREMIER

A L'ASSAUT D'UNE AMBASSADE

- I. INNOVATIONS D'ALEXANDRE I^{er}. — L'âme « à jamais déchirée ». — Panine aux affaires étrangères. — Benvenuti chargé d'affaires. — Correspondance entre Pie VII et Alexandre I^{er}. — L'ambassade papale acceptée. — Une tempête contre les jésuites. — Le bref du 7 mars 1801 leur est communiqué. — Comité d'organisation pour l'Église catholique. — Création du collège ecclésiastique. — Attributions, composition, budget.
- II. UNE AMBASSADE EN PANNE. — Mgr Arezzo destiné pour le poste de Pétersbourg. — Son passé, ses qualités. — Difficultés de la cour de Russie. — L'affaire de Malte sert de prétexte. — Ultimatum présenté par Cassini. — Consalvi cherche à gagner du temps. — Ruspoli nommé grand maître de Malte. — Alexandre I^{er} à demi satisfait. — *Combinazioni*. — Restrictions déplaisantes. — Passeport délivré à Mgr Arezzo.
- III. ARRIVÉE A PÉTERSBOURG. — Fêtes. — Alexandre Vorontsov. — Sa formule : l'empereur l'exige. — Adam Czartoryski. — « Un bon Russe » préférable. — Tatistchev et Boutourline. — Conseils de Consalvi. — Le corps diplomatique. — Joseph de Maistre. — Arezzo et les jésuites. — Rapports avec Siestrzencewicz.
- IV. AFFAIRES DES LATINS. — Instructions du cardinal Gerdil. — Leur application. — Facultés demandées par Siestrzencewicz. — Ingérence du pouvoir civil. — Renouveau partiel des facultés. — Désir de l'empereur. — Arrière-pensée. — Exaspération de Consalvi. — Facultés papales renouvelées par l'empereur. — Ignace Giedroyc aspire à l'épiscopat. — Ses intrigues. — Mgr Ambroise et les grandes dames. — L'université de Vilna. — Le séminaire central.
- V. AFFAIRES DES UNIATES. — Mesures équivoques. — Départ de Lissowski pour Jérusalem. — Ses griefs, ses prévisions. — Il reprend le projet

d'union de la Sorbonne. — Plaintes présentées par Krassowski. — Dénouement. — Lewinski appelé à Pétersbourg. — Les uniates admis au collége. — Appréhensions d'Arezzo.

VI. LÉGATION CONTREMANDÉE. — Projet de légation à Rome. — Double but. — Libéralisme d'Alexandre I^{er} d'après Czartoryski. — Le *rescript* du 24 septembre 1803. — Rapport de Vorontsov. — Lettre à Siestrzencewicz, du 8 décembre 1803. — Circulaire du métropolitain. — Pouvoirs demandés pour lui. — Boutourline nommé ministre à Rome. — Ses desirs et ses goûts. — Ses relations avec Arezzo. — Ses idées sur sa mission. — Une chimère. — Plaisanteries de Simon Vorontsov. — Le ministre manqué directeur de l'Ermitage.

I

INNOVATIONS D'ALEXANDRE I^{er}

« Et le grand-duc Alexandre, empereur aujourd'hui. Il était absolument anéanti par la mort de son père, par la manière dont il est mort. Son âme sensible en restera à jamais déchirée. » Ainsi s'exprimait, le 13/25 mars 1801, dans une lettre à sa mère, la grande-duchesse Élisabeth, désormais impératrice (1). Elle disait vrai.

Alexandre Pavlovitch avait été prévenu du complot. Jamais il n'eût laissé assassiner son père, on ne lui parla que d'abdication. Affolé, hésitant, angoissé, ne sachant ni résister, ni s'imposer, il laissa faire. L'événement lui dessilla les yeux, et le remords ne le quitta plus.

Au milieu du trouble causé par la mort inattendue de Paul I^{er}, il fallut refouler au fond de l'âme la cuisante douleur, et s'occuper immédiatement de politique, rassurer l'Angleterre qui se croyait menacée, décourager ailleurs les tendances belliqueuses, adopter vis-à-vis des puissances étrangères une ligne de conduite fermement

(1) SCHIEMANN, *Zur Gesch.*, p. VI.

établie. A l'intérieur, on revenait aux traditions de Catherine II, et le nouvel empereur le déclarait avec tant d'insistance qu'il semblait vouloir désavouer le règne précédent.

Avec la cour de Rome il y eut de part et d'autre, entre souverains et ministres, échange de bons procédés. Malgré son titre de vice-chancelier, Alexandre Kourakine ne jouait qu'un rôle effacé. Le vrai ministre des affaires étrangères, l'homme de confiance, était, pendant les premiers mois du règne, Nikita Pétrovitch Panine, le conspirateur avisé et prudent. L'empereur le rappela de l'exil, auquel l'avait condamné Paul I^{er}, l'accueillit avec des larmes dans les yeux, et lui dit en l'embrassant : « Hélas ! les choses n'ont pas tourné comme nous l'avons cru (1). » Après cette allusion attendrie qui certes ne présageait pas une prochaine disgrâce, Panine entra immédiatement en fonctions. Lorsque vint le tour de Benvenuti de se présenter, il lui déclara courtoisement que rien, dans les rapports avec le Saint-Siège, ne serait changé. Bien entendu, il ne fut guère plus question de l'union des Églises. Cette affaire se traitait en dehors des voies officielles, à l'insu certainement d'Alexandre Pavlovitch. Il eût été prématuré de la soulever à nouveau.

Benvenuti allait au plus pressé. Dans la même dépêche du 29 mars 1801, où il annonce que, pendant la nuit du 23 au 24 mars, Paul I^{er} « a cessé de vivre », il insiste avec vigueur sur l'envoi d'un nonce, et s'offre, en attendant, comme chargé d'affaires (2). Cette combinaison

(1) Dépêche de Stedingk citée dans *Materialy*, t. VI, p. 2. *Ibidem*, p. 6, le titre de vice-chancelier conservé à Kourakine. — CZARTORYSKI, *Mém.*, t. I^{er}, p. 231.

(2) Dépêches de Benvenuti de 1801 à 1803, Archives du Vatican, *Polonia*, t. 347.

n'était pas pour déplaire à Rome. Assurément, ce n'est pas au gouvernement russe qu'il faut s'en prendre, si la nonciature de Pétersbourg restait encore vacante. Dès le 7 mars, le chevalier d'Italinski, accrédité alors à Naples, en transmettant au pape une lettre de Paul I^{er}, avait demandé le nom du prélat qui se rendrait à la cour de Russie (1). Malheureusement, on avait tardé à s'exécuter. Et le nouvel empereur survenant, il était à craindre que les mêmes démarches ne dussent être renouvelées. Un auxiliaire attitré sur place n'eût donc pas été superflu. Mgr Litta, interpellé par Consalvi, conseilla « de toute la force de son esprit » de se presser et de nommer immédiatement Benvenuti chargé d'affaires.

Le conseil fut suivi. Le rapprochement avec la Russie était, en ce moment, plus désirable que jamais, car, au sortir de la tourmente, il y avait à récupérer des provinces entières, et le concours d'Alexandre I^{er} eût été précieux. Le 8 mai, Consalvi écrivit à Panine au sujet des trois légations enlevées aux États de l'Église par le traité de Tolentino et que des mains étrangères détenaient encore. Il s'en réfère à la lettre du pape à l'empereur, et se borne à quelques insinuations délicates. Trois jours après, le 11 mai, il reprend la plume, et, rappelant que la question de la nonciature avait déjà été soulevée par le pape, il propose la nomination de Benvenuti en qualité de chargé d'affaires intérimaire (2).

Pie VII avait, en effet, dès le 27 avril, informé l'empereur Alexandre que Paul I^{er} lui avait adressé deux lettres, l'une pour demander l'approbation des jésuites en Russie, l'autre pour lui offrir, en cas de besoin, un

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, II, *Italinski à Consalvi*; t. 348, 2 mai 1801, *Litta au même*.

(2) *Materialy*, t. VI, p. 353 à 354, n^{os} 262, 263.

asile dans son empire (1). Or, la Providence avait écarté toute nécessité de déplacement, et le bref du 7 mars 1801 avait servi de réponse à la première lettre. Le pape exprimait l'espoir que la Majesté du nouvel empereur surpasserait son auguste père « dans la gloire de ses entreprises, dans la protection et la faveur qu'Elle daignera accorder à la religion et à ses sujets catholiques, dans l'intérêt qu'Elle prendra pour la cause de l'Église romaine ». Successeur de Pie VI, il prétendait aussi à l'affection et à l'amitié personnelle. Quant à la nonciature, il semblait vouloir forcer la main à l'empereur et lui couper la retraite. Il annonçait donc que Mgr della Genga était déjà désigné pour remplir ces fonctions, et il ne demandait plus que l'agrément impérial, afin que le même prélat pût présenter les souhaits pontificaux d'heureux avènement au trône.

Avant de se décider, le cabinet de Pétersbourg prit du temps pour réfléchir. Dans l'intervalle, Consalvi fit son voyage de Paris, et conclut le fameux concordat. Les réponses russes, évasives et pleines de réticences, n'arrivèrent à Rome que bien après son retour (2). L'empereur voulait bien, écrivait Panine, le 7/19 août, entretenir avec la cour de Rome des « liaisons de correspondance et d'amitié », Benvenuti était admis en qualité de chargé d'affaires, le comte Cassini, par réciprocité, nommé en la même qualité auprès du pape. A ce renseignement précis, succédaient des divagations sur l'époque désastreuse, les embarras croissants, les circonstances critiques, et il n'y avait d'autre allusion aux trois légations

(1) Un texte incorrect de cette lettre a été publié par MOROCHKINE, t. II, p. 38, note. Mêmes incorrections, p. 40, note, dans la lettre d'Alexandre I^{er} à Pie VII (non Pie VI) du 26 août. Cassini y est nommé Corsini.

(2) *Materialy*, t. VI, p. 355, n° 264.

que cette phrase banale : « Dans cette complication de tant d'intérêts, ceux du Saint-Siège ne seront pas oubliés. »

La lettre de l'empereur à Pie VII, du 26 août, est plus expansive, explicite même au sujet de l'ambassade courtoisement acceptée, mais tout à fait muette sur l'article de la politique. Quant aux catholiques de l'empire, Alexandre promettait qu'il aurait « en particulier » pour eux « une tendre sollicitude ». C'était trop. On se fût contenté de moins.

Pour le moment, ce qu'il y avait de plus à redouter, c'était la rentrée aux affaires de Siestrzencewicz, déjà gracié et délivré de la surveillance odieuse de la police. Dans une lettre, du mois d'avril, au cardinal Consalvi, le P. Gruber manifestait ses craintes, et dressait contre le prélat un sévère réquisitoire (1). Il l'accusait ouvertement de favoriser des tendances séparatistes, de faire la guerre au Saint-Siège, de le mettre en discrédit, de l'avoir rendu suspect à la cour impériale. Un autre grief était l'hostilité du métropolite envers les ordres religieux. Il érigeait en principe leur parfaite inutilité, et, n'eût été l'opposition formelle de Paul I^{er}, il les eût, dit Gruber, complètement supprimés en Russie. Cependant l'adversaire de Siestrzencewicz ne se décourageait pas. Loin de prévoir des échecs, il croyait qu'il y aurait dorénavant plus de stabilité dans les affaires. Bientôt on put s'apercevoir que la situation se modifiait.

A peine deux mois s'étaient-ils écoulés après la mort de Paul I^{er} qu'une furieuse tempête se déchaîne à la paroisse de Sainte-Catherine. L'administration temporelle servait de prétexte et de point de départ, en réalité c'était le renvoi des jésuites que demandaient les uns, et

(1) *Rom. seu Neap.*, p. 106, n° LI.

que les autres repoussaient. Chargé de faire une enquête, le procureur général Békéléchov se prononça en faveur des jésuites. Il fit son rapport à l'empereur dans ce sens, et, le 11 mai, parut un oukaze qui maintenait les jésuites à la tête de la paroisse, leur en confiait l'administration, et sanctionnait les mesures antérieures de Catherine II et de Paul I^{er} (1). Cet acte d'équité bienveillante n'allait pas sans restriction : désormais les jésuites ne pouvaient développer leurs œuvres qu'à Polotsk ; partout ailleurs, il fallait, au préalable, se munir d'une autorisation officielle. En conséquence, la restitution des anciennes propriétés qui devait se faire au fur et à mesure des nouvelles fondations était également suspendue, et l'introduction des jésuites à l'université de Vilna contremandée.

Cette limitation d'activité n'offrait pas, pour le moment, d'inconvénients. Un vaste champ de labeur s'ouvrait à Pétersbourg, et plutôt que l'ouvrage aux ouvriers, les ouvriers manquaient à l'ouvrage. Bientôt on put aussi se rassurer sur les sentiments personnels d'Alexandre I^{er}. En route pour Memel, et de passage à Polotsk, il vint, le 17 juin 1802, visiter le collège (2). Il y passa trois heures, examinant tout avec soin, exprimant son entière satisfaction. Il poussa la bienveillance jusqu'à se rendre lui-même auprès du P. vicaire Kareu, retenu en chambre par un mal qui devait l'emporter bientôt. Il lui adressa des paroles réconfortantes, et, le lendemain, lui envoya son propre médecin. De toutes ces marques de souveraine clémence le collège de Polotsk conserva un souvenir impérissable.

Cependant le bref de Pie VII, à la grande déconvenue des intéressés, gisait encore au fond des chancelleries.

(1) *P. S. Z.*, t. XXVI, n° 19865, p. 619.

(2) Bruxelles, Bibl. slave, ROZAVEN, ms. f. 142.

On se rappelle qu'il avait été adressé à Paul I^{er}. Arrivé à Pétersbourg après la mort de celui-ci, il fut présenté à son successeur et soumis à un long stage dans les bureaux. Pour en obtenir communication, le P. Gruber travaillait journellement, comme il le dit lui-même, des pieds et des mains, et toujours sans succès. Le P. vicaire Kareu mourut, le 30 juillet 1802, sans avoir contemplé l'original dont il n'avait entre les mains qu'une copie. Ce fut seulement le 9/21 septembre que Kotchoubeï remit à Gruber le précieux document avec une lettre « assez obligeante » de l'empereur, approuvant le bref dans tous ses détails.

Comment expliquer ce long retard, signe indéniable, sinon d'hostilité, au moins de méfiance? Dans sa lettre au cardinal Consalvi du 10/22 septembre, Gruber l'attribuait non aux sentiments personnels de l'empereur, bien disposé selon lui, mais à des « circonstances complexes » qu'il renonçait à détailler (1). Et malgré ces accrocs, il augurait bien de l'avenir. La position de la Compagnie de Jésus en Russie lui paraissait plus stable et plus affermie que jamais, des établissements nouveaux ne tarderaient pas à surgir. Et dans cette extension, il croyait entrevoir un dessein providentiel de rapprochement entre les Églises. L'idée conciliatrice absorbait toutes les puissances de son âme ardente, il lui consacrait ses meilleures forces, et voyait en elle le but de sa vie.

Les bureaux du gouvernement, et, d'après eux, l'empereur lui-même, comprenaient la mission des jésuites en Russie d'une manière plus étroite. Une lettre officielle du prince Lopoukhine, du 8 septembre 1802, vint le rappeler au P. Gruber à l'heure même où il s'épanchait avec

(1) *Rom. seu Neap.*, p. 137, n° LXII; p. 143, n° LXV, 6 novembre 1802, Consalvi à Gruber.

Consalvi (1). Le futur ministre de la justice devait son élévation, ses titres, ses richesses, sa belle maison du quai de la Cour (2), à l'empereur Paul I^{er}, pour n'avoir pas refusé de lui livrer sa fille. Il n'en déployait pas moins de zèle en faveur de l'orthodoxie, et, annonçant à Gruber la remise du bref, il résumait ainsi les devoirs des jésuites : s'appliquer à l'éducation de la jeunesse, encourager l'étude des sciences en langue russe, et ne rien entreprendre qui pût blesser « la religion dominante ». Des menaces sanctionnaient ce programme. « L'empereur entend d'ailleurs », disait Lopoukhine, oublieux de la syntaxe, « qu'en cas de contravention, surtout si l'on se permettra (*sic*) de porter la jeunesse professant une autre religion que la catholique romaine à embrasser celle-ci, il soit recherché avec sévérité, et que ces motifs soient comme sous-entendus du refus de toute protection à l'ordre des jésuites et même à la tolérance en Russie. » Ce galimatias bureaucratique n'avait pas le don de troubler le P. Gruber. Il se maintenait dans les régions supérieures de liberté, où les oukazes n'atteignent pas les droits imprescriptibles des consciences, croyait fermement à la puissance de l'élément surnaturel, et ne reculait pas devant les responsabilités. Bientôt celles-ci allaient peser encore plus lourdement sur lui, car, le 10 octobre 1802, il fut, au deuxième tour de scrutin, élu général de la Compagnie par la congrégation réunie, avec l'assentiment de l'empereur, à Polotsk. Pie VII et le cardinal Consalvi adressèrent au nouvel élu, le 15 janvier 1803, des lettres encourageantes (3).

Ce réconfort venait à propos, car, malgré l'optimisme

(1) MOROCHKINE, t. II, p. 99.

(2) Actuellement n° 10, Dvortsovaïa Naberejnaïa.

(3) *Rom. seu Neap.*, p. 144, 145, n° LXVI, LXVII.

de Gruber, on s'engageait en réalité dans une phase critique et pénible. Disciple de Laharpe, Alexandre I^{er} arrivait au pouvoir avec des idées libérales, mais incohérentes. Il conférait secrètement avec des jeunes gens : Kotchoubeï, Novosilstov, Czartoryski, Stroganov, qui formaient son *Comité de Salut public* (1). La refonte complète de tout l'organisme social servait d'objet principal à ces conciliabules. Les idées plutôt avancées de progrès et de liberté y prédominaient. Les catholiques ne se ressentirent pas de cet entraînement d'ailleurs éphémère. Le souffle rénovateur n'atteignit que les dehors de l'Église romaine; au fond, l'ancienne routine reprit son cours, les maximes fébronienues furent remises en vigueur, et le plus illustre, comme aussi le plus néfaste, représentant de ce système reparut sur la scène.

Dès le 5 juillet 1801, Benvenuti avait annoncé que Siestrzencewicz, rentré à Pétersbourg, déblatérerait sans cesse contre Rome, aspirait à reprendre ses fonctions, et, pour y parvenir, répandait de l'or à profusion. Ses efforts aboutirent. Un mot d'ordre fut lancé en sa faveur.

Pas plus tard que le 16 juillet, un décret impérial établissait un comité qui devait reprendre en sous-œuvre toute la législation relative au culte catholique et la mettre au diapason des réformes projetées. La présidence de ce comité échut au général d'infanterie, procureur général et chevalier Béklichov. Le comte Wielhorski, le comte Potocki, le prélat mitré Byszkowski et le moine défroqué Masclet furent appelés à siéger avec lui. Cet amalgame de croyances et de professions ne choquait alors personne.

(1) Le grand-duc NICOLAS MIKHAILOVITCH a publié (*Graf P. A. Stroganov*, t. I^{er}, p. 91, t. II, p. 3. et suiv.) les documents relatifs à ce comité, y compris les procès-verbaux des séances. Voir aussi CZARTORYSKI, t. I^{er}, p. 269, et DE MAZADE.

Sauf l'ancien jésuite Byszkowski, aucun de ces élus n'avait la compétence requise pour traiter les matières ecclésiastiques. Encore moins jouissaient-ils d'une liberté suffisante, afin de faire œuvre utile. En effet, le décret impérial, justement critiqué par Benvenuti dans sa dépêche du 31 août, portait que le comité devrait rétablir Siestrzencewicz dans ses fonctions, et avoir en vue, pour l'avenir, d'exclure l'immixtion de toute autorité étrangère. L'ordre était péremptoire, et l'euphémisme transparent. En outre, deux pièces de circonstance furent communiquées au comité et soumises à son examen : un mémoire sur le cumul des fonctions et ses inconvénients, qui visait Siestrzencewicz, et une requête de l'infatigable métropolite Rostocski.

Le comité, tout hétéroclite qu'il fût, alla vite en besogne. Un mois environ lui suffit pour achever son travail (1). S'inspirant du même esprit que les oukazes de 1795, 1798 et 1800, il essaya de les condenser en huit articles, et se persuadait d'avoir ainsi élaboré un *pologénié* ou décret qui se rapprochait également des lois de l'État et du droit canon, et « en vertu duquel les affaires de l'Église romaine seraient gérées et administrées sans aucune influence d'une autorité étrangère ». C'est de la sorte que Békłéchov, pas grand clerc, on le pense bien, ès sciences théologiques, caractérisait l'œuvre du comité, en la présentant, le 13 août 1801, au plénum du Sénat. Il importe de se rendre compte de cette législation quelque peu rajeunie, et d'esquisser rapidement les huit articles du décret.

L'innovation la plus marquante, dont les conséquences se font encore sentir de nos jours, était la création du

(1) *P. S. Z.*, t. XXVI, n° 20053, p. 823. Le budget du collège, t. XLIV, p. 2, année 1801.

collège ecclésiastique romano-catholique. Le collège de justice allait être, dans le courant de l'année 1802, transformé en ministère. Le département des affaires catholiques devait disparaître, et d'ores et déjà on lui substituait le nouveau bureau, dont l'article 1^{er} définissait ainsi la genèse et la nature : « Le tribunal ecclésiastique, composé de clercs et de laïcs, traite des affaires communes d'après les lois civiles, mais pour les affaires spirituelles et ecclésiastiques qui se rapportent aux dogmes de la foi et aux droits canoniques, il reste les consistoires ecclésiastiques établis dans les diocèses, et au-dessus d'eux le consistoire ecclésiastique principal ou collège ecclésiastique romano-catholique en place du département du collège de justice. »

Rien de plus obscur et de plus élastique que ce texte. Les consistoires diocésains, créés par Catherine II, en 1783, sur le modèle protestant, n'étaient au fond que des conseils épiscopaux. L'autorité des évêques suffisait pour les constituer. Une sanction plus haute était nécessaire pour le soi-disant « consistoire principal », dont le champ d'action était autrement vaste, et qui succédait au département du collège de justice, toujours suspect au Saint-Siège. Ce manque d'approbation était une tare originelle d'autant plus grave qu'elle dissimulait une pente vers l'indépendance, et que le collège tournait au synode orthodoxe. Tout l'édifice reposait donc sur une base fragile et fausse, ou plutôt il n'avait pas de base du tout. On voulut bâtir quand même.

Le personnel du collège est assorti de manière à gratifier l'État d'une bonne part d'influence. La présidence revient à l'archevêque *pro tempore* de Mohilev, assisté d'un évêque et d'un abbé mitré. L'élection de ces deux membres, réservée au collège, est soumise par le Sénat à

l'empereur qui choisit entre les candidats présentés. Les autres membres sont des prélats ou des chanoines élus pour une durée de trois ans par les chapitres diocésains. Ils sont six, selon le nombre des diocèses latins (2^e article).

A cet aréopage de neuf membres, ainsi qu'aux évêques, consistoires et clergé, on impose l'obligation d'administrer les affaires d'après les lois et règles de l'Église. Il faut en même temps se conformer aux oukazes impériaux, et, en vertu du serment de fidélité, observer les lois de l'État, veiller aux intérêts de l'empereur et aux prérogatives de l'autocratie (3^e article). Évidemment, le comité n'admet pas d'autre hypothèse que celle d'une harmonie parfaite et constante entre l'Église et l'État. Il ne prévoit pas la possibilité d'une collision, bien que le collège serve aussi de cour d'appel pour les plaintes contre les évêques et les consistoires et pour les causes matrimoniales (4^e article).

Des inconséquences analogues se reproduisent dans les mesures relatives aux ordres monastiques. D'une part, prescription de vivre d'après la règle et l'institut; d'autre part, défense, sous les peines les plus sévères, de correspondre avec les généraux résidant à l'étranger, ce qui renverse l'institut et la règle. Cependant pour éviter le danger d'anarchie, et ne pas priver les religieux de supérieurs responsables, on les soumet aux évêques, mais avec tant de précautions et de restrictions qu'il faut s'attendre à de regrettables malentendus (5^e article).

Viennent ensuite les prescriptions sur la collation des paroisses qui doit se faire « selon les règles ecclésiastiques sans le moindre écart » (6^e article); sur les finances, le contrôle et les privilèges des capitaux et des propriétés ecclésiastiques (7^e article).

La conclusion du décret renchérit encore, en fait de

confusion des pouvoirs, sur le début. Le collège, à titre d'organe principal de gouvernement ecclésiastique, est mis en demeure de se renseigner auprès des évêques sur le clergé, les églises, les monastères, sur tous les événements du monde clérical, et, selon l'occurrence, présenter ses rapports au Sénat. Et c'est après cette mainmise sur le sanctuaire que reparait le refrain fatidique avec son équivoque latent et perpétuel. « Du reste, dit ce texte officiel, le collège doit traiter et décider les affaires d'après les règles ecclésiastiques, en observant, du reste (*sic*), les procédures ordinaires prescrites aux collèges par le règlement général et les autres lois de l'État. »

Ce projet de décret, accompagné d'un budget évalué à 17 450 roubles, fut présenté, on l'a déjà dit, au Sénat qui s'empressa de lui donner sa haute approbation. Approuvé aussi le cumul de fonctions dans la personne de Siestrzencewicz. Rien, par contre, ne fut accordé à Rostocski, ni le siège de métropolite qu'il réclamait pour lui-même, ni l'indépendance relative qu'il désirait pour ses ouailles. Le mot historique de Paul I^{er} motivait ce refus. Les uniates, avait dit l'empereur, sont unis soit à nous, soit aux catholiques, ils n'existent pas par eux-mêmes.

Toutes ces pièces, projet du comité, rapport de Bék-
léchov, décision du Sénat, furent soumises à l'empereur, et, le 13 novembre, revêtues de la sanction suprême par le légendaire *Byte po sémou* (qu'il en soit ainsi). C'est l'équivalent de la formule française : car tel est notre bon plaisir. La publication officielle eut lieu le 9 décembre 1801.

Elle manifestait au grand jour le premier résultat de la « tendre sollicitude » d'Alexandre I^{er} pour les catholiques de son empire : réintégration dans sa charge du plus dangereux adversaire de Rome, et création d'un tribunal

anticanonique sourdement invité à se soustraire au Saint-Siège.

Le cardinal Consalvi était tenu au courant de ces péripéties par les dépêches de Benvenuti. La nécessité d'une intervention efficace ne lui échappait point. Il comptait en charger le représentant papal que l'on aurait envoyé à Pétersbourg. Cette ambassade lui réservait encore de graves difficultés et de cruelles déceptions.

II

UNE AMBASSADE EN PANNE

Le cardinal Consalvi, on l'a déjà dit, appréciait hautement, au point de vue politique et religieux, les bonnes relations avec la Russie. Il tenait à envoyer à Pétersbourg un diplomate de valeur, auquel il pût se fier entièrement. Rude besogne que cette sélection. On ne sait où donner de la tête, écrivait-il familièrement à Benvenuti, le 26 décembre 1801, quand il s'agit de trouver un nonce (1). Outre la disette ordinaire d'hommes éminents qui soient disponibles ou amovibles, il fallait tenir compte de la pénurie du trésor pontifical, et, autant que possible, le décharger des frais de représentation.

Après quelques tâtonnements, on s'arrêta sur Mgr Tommaso Arezzo (2). Ses qualités de prudence, de tact, de

(1) Lettres de Consalvi à Benvenuti, de 1801 à 1803, Archives du Vatican, *Polonia*, t. 345, 346, 349.

(2) Pour les détails biographiques, voir AREZZO (Pietro), AREZZO (Tommaso), BOGLINO, MANGO, LENZI, COMBES DE LESTRADE, LE GLAY. — Le 6 juin 1804, Consalvi écrivait à Arezzo : « Ne si potrebbe trovare in altri più avvezza, prudenza, talento, zelo, destrezza, capacità, buona maniera di quello che in lei si trova. » Archives du Vatican, *Polonia*, t. 350.

finesse le rendaient cher à Consalvi qui s'épanchait volontiers avec lui. D'une famille patricienne de Sicile, il portait un nom respecté à Palerme. Sa mère, une Fitzgerald de Linster, était Irlandaise. Lui-même, après avoir achevé ses études à Rome, avait revêtu la soutane et s'était engagé dans la carrière administrative, d'où on le fit passer à la nonciature de Florence qu'il gérait avec succès. Rien de prime-sautier, encore moins de téméraire dans cette nature plutôt timide, pondérée et conciliante. Elle se retrempe fortement dans la passion du devoir poussée jusqu'à l'abnégation suprême. Le personnage se peint d'un seul trait. Arezzo était partisan de la conciliation avec la France, dont il redoutait les représailles, mais après le fameux colloque de Berlin du 12 novembre 1806 (1), lorsqu'il eut exposé à Pie VII les exigences brutales du vainqueur d'Iéna, et que celles-ci furent repoussées, c'est lui qui contresigna la lettre de refus adressée à Talleyrand, c'est lui qui la remit à Alquier, ministre de France à Rome.

Le 29 mars 1802, Arezzo est préconisé, en plein consistoire, archevêque *in partibus* de Séleucie, et bientôt après, le 27 avril, destiné officiellement pour le poste de Pétersbourg. Il se met en route, vers la fin de juin, accompagné de son auditeur Giulio Alvisini, et se laisse, à Florence, complimenter et fêter par le roi d'Étrurie, Louis I^{er} de Bourbon. Mais après ce petit triomphe, tandis qu'il se rapproche du lieu de sa destination, un mouvement de recul se dessine à la cour de Russie. Il est obligé de s'arrêter à Vienne, et d'y attendre l'issue des négociations laborieuses poursuivies par la secrétairerie d'État.

(1) AREZZO, Pietro, p. 139.

Le gouvernement semblait se repentir d'avoir agréé un représentant papal, et vouloir, d'une manière ou d'une autre, dégager sa parole. Des témoins non suspects accusent Siestrzencewicz d'avoir intrigué dans ce sens, et certes le départ de Litta lui avait causé tant de joie que l'arrivée d'Arezzo ne pouvait que l'attrister (1). Quoiqu'il en soit, des signes non équivoques de mauvaises dispositions se produisirent bientôt (2). A deux reprises, le 1^{er} et le 8 juin, Kotchoubéï, successeur de Panine aux affaires étrangères, prévint Benvenuti que la mission d'Arezzo serait temporaire, un chargé d'affaires étant, pour les relations ordinaires, plus indiqué qu'un ambassadeur. A ce propos, il revenait sur les plaintes portées contre Litta, pour s'être mêlé dans les affaires intérieures du pays, et avoir provoqué par là du mécontentement. Quelques jours après, le prince Kourakine, vice-chancelier, s'exprima dans les mêmes termes à peu près. Il y avait donc évidemment un parti pris avec lequel il fallait compter. Consalvi protesta. Il se réclamait de Paul I^{er} qui n'avait pas fixé de limites, il invoquait le témoignage de Kolytchev et d'Albani, de Buhler et de della Genga, qui étaient au courant de tous les détails. Le cardinal ne soupçonnait pas qu'on voulait non seulement abréger le séjour de l'ambassadeur en Russie, mais encore lui en interdire l'entrée. Il n'y avait qu'à trouver un prétexte spécieux et plausible, et il s'offrait de lui-même, car l'affaire de Malte se laissait exploiter dans tous les sens. Elle tient de si près aux péripéties de l'ambassade qu'il importe de la reprendre dès le début.

(1) CONSALVI, t. II, p. 316. Benvenuti exprime les mêmes accusations dans ses dépêches.

(2) Lettres de Benvenuti à Consalvi, de 1800 à 1803, Archives du Vatican, *Polonia*, t. 347.

Alexandre I^{er} ne partageait pas les utopies de son père. Mystique à son tour, mais plus tard et à sa manière, l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem n'avait pour lui aucun attrait chevaleresque, et les solennités rituelles, en honneur sous le règne précédent, ne lui inspiraient que de l'ennui. Tout se réduisait pour lui à des intérêts politiques et au point d'honneur à cause des engagements contractés spontanément.

Quelques semaines après la mort de Paul I^{er}, le 16 mai 1801, la situation juridique de l'ordre fut réglée à nouveau par voie législative (1). Laissant à Nicolas Saltykov les fonctions de lieutenant du grand maître, l'empereur ne retint pour lui que le titre de protecteur, il maintint les privilèges et les droits des deux prieurés russes, et chargea le conseil réuni à Pétersbourg du gouvernement provisoire de l'ordre. Quant à la grande maîtrise, il y renonçait pour de bon, engageant les chevaliers à élire eux-mêmes leur chef, leur promettant son appui.

D'après les statuts de l'ordre, cette élection est réservée de droit au chapitre général que l'on convoque à cet effet. Les terribles épreuves de l'époque ne permettant pas aux chevaliers de s'en tenir à la légalité, le conseil adopta, le 20 juillet 1801, une mesure tout à fait exceptionnelle, qui ne créait pas de précédent pour l'avenir (2). Chaque langue, c'est-à-dire chaque province de l'ordre, devait, selon le nombre des chevaliers, procéder à l'élection d'un ou plusieurs candidats; parmi les candidats élus de la sorte, le pape, en sa qualité de chef suprême, aurait choisi le grand maître, et promulgué son choix par un bref adressé à toute la chrétienté.

Les complications auxquelles il fallait s'attendre sur-

(1) *P. S. Z.*, t. XXVI, n° 19794, p. 591.

(2) TERRINONI, p. 176, n° 29.

girent bientôt. Trop de convoitises se heurtaient âprement. Malte n'est qu'un rocher, mais un rocher situé au centre d'une mer historique, à mi-chemin de l'Afrique et de l'Europe, avec un port admirable qui en fait le joyau de la Méditerranée. Ni la France ni l'Angleterre ne voulaient se désintéresser d'un point stratégique de si haute importance. En outre, l'ordre de Saint-Jean possédait sur le continent d'opulentes fondations, des commanderies et des prieurés, que les gouvernements respectifs couvaient du regard, et qu'ils se proposaient de ne pas lâcher. Ainsi se formait autour des chevaliers une ambiance d'intérêts politiques et matériels, où le pape avait aussi à intervenir, l'ordre étant à la fois militaire et monastique.

En dehors de ces considérations, la Russie avait un motif spécial pour prendre le chemin de Rome. Elle tenait à régulariser les innovations de Paul I^{er}, et favoriser l'élection de son propre candidat. Du coup, la position du pape devenait souverainement délicate. Le candidat de la Russie ne pouvait convenir à la France, et Pie VII ne pouvait ratifier les mesures désavouées par Pie VI.

Tandis que l'on tergiversait en échangeant des notes, le fameux traité d'Amiens, du 25 mars 1802, conclu entre l'Angleterre d'une part, et de l'autre la République française, l'Espagne et la République batave, fixait définitivement — au moins se donnait-on l'air de le croire — le sort de l'île et de l'ordre de Malte (1). Les chevaliers devaient rentrer à Lavalette, reprendre possession de leur îlot, et se donner eux-mêmes un grand maître. C'était un suprême, mais, hélas ! stérile hommage, rendu à la vaillance de ceux qui avaient autrefois servi de rempart contre

(1) G. F. DE MARTENS, t. VII, p. 404, n° 43.

Turcs et semé la terreur parmi les pirates musulmans. L'Angleterre aurait évacué le petit État souverain désormais neutralisé, et son indépendance aurait été garantie par la France, l'Angleterre, l'Autriche, l'Espagne, la Russie et la Prusse. On sait ce qu'il en fut, et il n'est pas nécessaire de revenir sur ces événements. Quant à l'élection du grand maître, les puissances intéressées l'abandonnèrent, pour cette fois, au pape. Elles se conformaient par là aux désirs de l'ordre, mais la position de Pie VII n'en restait pas moins difficile, surtout, on va le voir, vis-à-vis de la Russie.

Vers le milieu du mois d'avril 1802, le comte Cassini, avec lequel nous ferons bientôt plus ample connaissance, rentrait de Pétersbourg à Rome et reprenait ses fonctions de chargé d'affaires. Il était muni d'instructions spéciales au sujet de Malte. L'ancien coadjuteur d'Albi, Mgr de Bernis, pensionné par la Russie, prit part également à ces négociations.

Faisons grâce au lecteur des incidents de caractère international. Les prétentions de la Russie n'étaient plus les mêmes que du temps de Paul I^{er}. Elles se réduisaient à deux points, maintenus après le traité d'Amiens tels qu'ils avaient été formulés auparavant (1). Cassini sollicitait, en premier lieu, l'élection du grand maître par le pape, espérant bien que ce serait le candidat russe qui passerait, et puis l'approbation pontificale en bloc de toutes les mesures décrétées par Paul I^{er}, à titre de protecteur et grand maître de l'ordre de Malte. Or, dans ce bloc rentraient la fondation d'un prieuré orthodoxe et naturellement aussi l'élection de l'empereur à la grande maîtrise. Le Saint-Siège désapprouvait, même au point de vue ré-

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, II. — MOROCHKINE, t. II, p. 74.

trospectif, la fusion anormale de ces éléments réfractaires à l'union. Pie VII voulait se maintenir dans la même réserve que son prédécesseur, et observer la même discrétion, en évitant d'appuyer sur les différences confessionnelles qui étaient, au fond, l'unique obstacle à l'approbation en bloc.

L'on s'en doutait bien à Pétersbourg, sans pour cela se désister des prétentions que l'on renouvelait, au contraire, impérieusement. Peut-être n'était-on pas fâché d'avoir un motif apparent de décliner l'ambassade papale. Toujours est-il que Kourakine, après avoir fait ressortir le caractère temporaire de la mission d'Arezzo, en vint à déclarer péremptoirement que, si le pape n'admettait pas le bloc, l'ambassadeur ne serait pas admis à la cour. Cassini tenait le même langage au Vatican. Le 30 juillet 1802, il présenta une note fièrement tournée, et, à vrai dire, plutôt grotesque à force d'être menaçante (1). Il fallait se prêter aveuglément à toutes les exigences, et si l'on essayait de résister, non seulement Mgr Arezzo trouverait porte close à Pétersbourg, mais encore l'autorité spirituelle du pape sur les chevaliers de Russie serait compromise. La note concluait brutalement que « toute contestation, controverse ou réflexion » seraient « superflues et déplacées ».

Au Vatican, l'ultimatum russe fit l'effet d'un coup de foudre. Cassini n'hésite point à l'avouer. Le pape, aurait dit Consalvi, en forçant un peu la note, croyons-nous, a failli en mourir de chagrin. Lui-même partageait l'émotion de son maître. Une ambassade papale arrêtée à l'improviste, obligée, au su et au vu de l'Europe entière, de rebrousser chemin et de rentrer à Rome sans avoir rempli

(1) MOROCHKINE, t. II, p. 81, 82, 87.

rempli sa mission, ne serait-ce pas un comble d'humiliation diplomatique? un funeste et regrettable précédent? Vision troublante, qui faisait cruellement souffrir Consalvi, et l'excitait à ne pas abandonner la partie.

Arezzo fut averti aussitôt. Rendu à Vienne, il avait pris contact avec Razoumovski, ambassadeur de Russie, s'était présenté au grand-duc Constantin, de passage en Autriche, et attendait les passeports qui n'arrivaient toujours pas (1). Inquiet de ce retard, il conçut des soupçons contre Benvenuti. Chargé d'affaires, ne voudrait-il pas gagner du temps, régler lui-même les questions pendantes, et se faire valoir aux dépens de l'ambassadeur? Mieux renseigné, il fit amende honorable, et, de concert avec le nonce Severoli, chercha de son côté le moyen de sortir d'embaras. L'ancien ambassadeur d'Autriche en Russie, Cobentzl, fut consulté. Partisan de l'entente entre Rome et Pétersbourg, il prônait les concessions au sujet de Malte. Dès le début, il avait taxé de ridicule l'entreprise de Paul I^{er}, maintenant il n'admettait pas que le Vatican pût désavouer ce qu'un nonce pontifical avait approuvé, et il racontait ce qui s'était passé sous ses yeux à Pétersbourg.

Severoli mettait tout sur le dos du pauvre Lorenzo Litta, dégageait la responsabilité du pape, et croyait avoir impressionné Cobentzl en lui disant qu'un grand maître de Malte orthodoxe, accepté par le pape, fraierait le chemin, en Allemagne, à un empereur protestant.

Les discussions de Vienne étaient pacifiques et amicales. La lutte corps à corps se livrait à Rome entre deux adversaires d'habileté inégale, Consalvi et Cassini. Liza-

(1) Lettres originales d'Arezzo à Consalvi, de 1802 à 1804, Archives du Vatican, *Polonia*, t. 351. Les tomes 341 et 342 contiennent des copies, c'est à elles que se réfèrent les citations.

kewicz, arrivant de Pétersbourg, et, quoique accrédité auprès du roi de Sardaigne, se mêlant des affaires romaines, fut traité d'intrigant et mis résolument de côté. Retarder la réponse et se ménager des délais fut le premier souci du cardinal. Il trouvait partout des objections et s'en prévalait adroitement. Ainsi les instructions de Cassini, antérieures au traité d'Amiens, ne pouvaient plus, disait-il, servir de règle directive; l'approbation du bloc supposait la connaissance des détails, et on les ignorait. Dès lors, comment s'entendre sur des données vagues et incertaines? Après avoir épuisé ces prétextes, Consalvi, à bout d'expédients, exigea non plus une déclaration quelconque, mais une note officielle, en bonne et due forme, avec refus catégorique de recevoir l'ambassadeur papal. Peut-être se doutait-il que Cassini reculerait devant cette responsabilité compromettante. En même temps, il stimulait le zèle de Benvenuti, le pressait d'obtenir les passeports, ne fût-ce, ajoutait-il en chiffres, que pour quelques mois.

Sur ces entrefaites, la nomination du nouveau grand maître amena une détente dans les relations mutuelles. Le pape conféra cette dignité au bailli romain Bartolomeo Ruspoli, frère du prince du même nom, ancien diplomate, infatigable touriste, en renom de haute probité et de modération (1). Il voyageait pour lors en Écosse. Le chevalier Bussi fut chargé de courir sur ses traces et de lui remettre le bref papal, contresigné, le 16 septembre 1802, par l'abbé Marotti. Ruspoli n'était pas le candidat d'Alexandre I^{er}, il n'était pas non plus celui de Bonaparte. La langue italienne l'avait présenté, et, en donnant la préférence à un sujet pontifical, Pie VII faisait

(1) CONSALVI, t. II, p. 309. — TERRINONI, p. 177, n° 30.

preuve d'impartialité, et tenait la balance égale entre la France et la Russie.

Le bref du 16 septembre, communiqué à l'empereur de Russie avec une lettre papale, était insinuant (1). Il ne donnait pas à Paul I^{er} le titre de grand maître, mais il reconnaissait les mérites insignes du protecteur de l'ordre, et ne lui ménageait pas, ainsi qu'à son successeur, des éloges emphatiques. A demi satisfait par ce langage et le choix du grand maître, Alexandre I^{er} eut le bon goût de ne pas réclamer davantage. Il répondit au pape par une lettre correcte et réservée, *secca del tutto*, disait, le 3 janvier 1803, le cardinal Consalvi. L'exubérance italienne en était quelque peu choquée. Fort à propos, Cassini présenta des remerciements chaleureux pour l'honneur rendu à l'auguste mémoire d'un souverain qui avait si bien mérité des chevaliers de Malte. Cela servit de compensation.

Les autres affaires relatives à Malte furent réglées en même temps, mais ici les détails précis nous échappent. Dès le 15 septembre 1802, c'est-à-dire la veille même du jour où Ruspoli fut nommé grand maître, Consalvi avertit laconiquement Cassini que les notes échangées dernièrement entre eux ne serviraient plus à rien, qu'il avait parlé avec Lebzeltern, ambassadeur d'Autriche, et que l'incident de Malte était clos à la satisfaction de la Russie (2). Que s'était-il passé? L'intervention de Vienne aurait-elle été si efficace? Aurait-on fait toutes les concessions voulues? Ou bien encore aurait-on trouvé un biais quelconque, *una combinazione*?

Les dépêches diplomatiques nous font défaut ici, et ne nous renseignent pas suffisamment. Revenant dans ses

(1) MOROCHKINE, t. II, p. 85.

(2) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, II.

Mémoires sur « les actes de Paul I^{er} », Consalvi s'exprime ainsi : « Il était impossible de les sanctionner, et ils ne furent pas approuvés (1) ». Mais on eut, de l'aveu même du cardinal, des égards pour la Russie. L'on se déroba, paraît-il, à l'approbation du bloc en proposant d'examiner tous les articles en particulier, au fur et à mesure que l'occasion s'en présenterait. Des gages de condescendance furent certainement donnés, si bien que, Ruspoli ayant décliné la grande maîtrise, le choix du pape se reporta sur le bailli Tommasi, de Sienne, qui était un des quatre candidats proposés par le prieuré russe (2).

Une évolution favorable s'opérait parallèlement à Pétersbourg. Quels qu'aient été les ressorts mis en jeu et qui nous sont inconnus, toujours est-il que Razoumovski annonça, vers le 18 décembre 1802, à Mgr Arezzo qu'il n'y avait plus d'obstacle à sa réception, et des questions de détail furent soulevées aussitôt.

A son tour, le 3 janvier 1803, Consalvi informa Benvenuti de la solution intervenue, et dont il ne se félicitait qu'à moitié. Des restrictions blessantes accompagnaient l'agrément de la Russie. Arezzo serait reçu non en qualité de nonce, mais comme ambassadeur extraordinaire. Le titre en lui-même eût été indifférent, Archetti et Litta n'en avaient pas porté d'autre, mais on lui prêtait des origines suspectes et on en tirait des conséquences fâcheuses. Au gré des diplomates russes, il impliquait le renoncement à la juridiction spirituelle et une limitation étroite de durée. Ces conditions furent même posées expressément : Arezzo devait s'abstenir de tout acte juridictionnel et ne pas séjourner à la cour au delà de trois ou quatre mois. Pour légitimer ces exigences, on disait

(1) CONSALVI, t. II, p. 313 et suiv.

(2) TERRINONI, p. 189, n° 35. — MOROCHKINE, t. II, p. 70.

ingénument que « la religion catholique se trouve ici sous les auspices immédiats du souverain ». Excuse qui valait un aveu.

Consalvi était navré de ces restrictions qu'il qualifiait de désobligeantes, et il ne les acceptait qu'à titre de moindre mal. Aussi recommandait-il à Benvenuti de les tenir secrètes, pour « ne pas publier », disait-il, « sa propre honte ». La presse russe ne se croyait pas obligée à tant de discrétion. Lorsqu'elle eut ébruité les déplaisantes conditions, le cardinal chargea Benvenuti, le 22 janvier 1803, d'insérer dans les journaux quelques phrases équivoques, afin de dérouter le public.

Le 30 janvier 1803, Arezzo put enfin annoncer à Consalvi que Razoumovski lui avait remis les passeports si ardemment désirés. Le point essentiel était donc gagné : l'ambassade était prise d'assaut. On s'épargnait la confusion devant l'Europe, et une angoissante préoccupation se dissipait. L'ambassadeur ne se pressa point de rejoindre son poste. Deux mois se passèrent en préparatifs. Il n'arriva à Pétersbourg que le 9 avril 1803.

III

ARRIVÉE A PÉTERSBOURG

L'ambassadeur papal arrivait à Pétersbourg à la veille des fêtes en mémoire de la fondation séculaire de la capitale. Dans un coin reculé du golfe de Finlande, le geste despotiquement impérial d'un seul homme avait créé des merveilles sur des pilotis et des monceaux de cadavres, tant on avait sacrifié de vies humaines pour faire surgir d'un sol marécageux une cité pompeuse et floris-

sante. Cette lugubre vision du passé se dissipait devant les splendeurs qui s'offraient aux regards des générations nouvelles. Rien ne fut épargné pour donner de l'éclat à ce triomphe prodigieux de l'intelligence et de la force sur la nature, et pour en perpétuer le souvenir. Le corps diplomatique assista aux fêtes éblouissantes données au palais d'hiver, et courtoisement la première place fut déferée à Mgr Arezzo.

Le prélat italien entraît soudainement dans un monde en voie de transformation. Depuis la mort de Paul I^{er}, un souffle nouveau pénétrait dans les classes dirigeantes de la société. Les hautes sphères officielles changeaient, extérieurement du moins, d'aspect, et un mot d'ordre libéral, quoique d'une sincérité douteuse, circulait, on l'a déjà dit, autour du trône.

Le promoteur de ce renouveau était le souverain lui-même. Admis en sa présence, l'ambassadeur put apprécier ses manières captivantes, sa conversation aimable. Mais, comme Archetti à la cour de Catherine II, il se tint à distance respectueuse, et jamais on ne l'encouragea à sortir de sa réserve. Ses relations avec l'empereur n'allèrent pas au delà des rencontres d'étiquette et des audiences officielles. On lui conta que le disciple de Laharpe était d'un caractère élevé, mais imbu d'idées philosophiques, il le crut sur parole, et, sans rien contrôler par lui-même, exprima son admiration et ses regrets.

Les affaires diplomatiques se concentraient entre les mains du comte Alexandre Vorontsov, c'est donc avec lui et ses adjoints que Mgr Arezzo fut le plus souvent en contact. Les novateurs du comité secret trouvaient que ce vieux serviteur retraits de Catherine II avait des « idées jeunes », et, pour se couvrir de son autorité, proposèrent de le nommer chancelier. L'empereur n'y consentit qu'à

regret. Il lui répugnait de travailler avec un homme, selon lui, têtue et quelque peu arriéré (1). Lorsque Vorontsov se vit à la tête de l'administration, il s'érigea en conciliateur des idées d'Alexandre avec l'ancienne routine, et n'eut qu'à se féliciter de sa condescendance et de sa discrétion. Aux affaires d'Église il n'entendait rien, et, peu soucieux de la dignité des consciences, il se réclamait, en dernier appel, de la volonté souveraine. Le « Dieu le veut » des croisés se transformait dans sa bouche dans cette autre formule qui n'a jamais enfanté de héros : « L'empereur l'exige. »

Il avait pour adjoint attiré le prince Adam Czartoryski, Polonais, exécré par certains Russes, mais ami et confident de l'empereur, initié à tous les secrets. Au milieu des intrigues qui s'ourdissaient autour de lui, sa position était des plus délicates. Vorontsov le prit en affection, le fit assister au conseil, et le chargea de rédiger les dépêches. Après avoir vu ce catholique à l'œuvre, Arezzo avouait franchement qu'il eût préféré avoir à faire à « un bon Russe », plus libre dans ses allures et moins exposé aux soupçons de partialité. Czartoryski faisait litière des droits garantis à la Pologne par les traités, et s'en tenait au principe que, la religion catholique n'étant que tolérée en Russie, elle devait s'adapter au système impérial (2).

A côté de l'adjoint, le chancelier avait encore sous ses ordres ses neveux, Tatistchev et Boutourline, deux antipodes. Partisan dévoué de Siestrzencewicz, d'une étroitesse d'esprit étrange, le premier ne désirait que le prompt départ du « signor Arezzo », et s'y employait de son mieux. Par contre, le second, destiné à représenter

(1) Le grand-duc NICOLAS MIKHAÏLOVITCH. *Graf P. A. S.*, t. I, p. 101 ; t. II, p. 97.

(2) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 341, f. 440.

la Russie au Vatican, s'attachait à établir avec le Saint-Siège une entente cordiale et durable. Des relations d'amitié l'unissaient à l'ambassadeur papal. Il en sera question plus bas.

Après les entrevues d'affaires avec ces personnages, on se rencontrait dans le monde avec eux et l'élite de la société. Consalvi, coutumier des salons, insinuait à son ami les précautions à prendre : rester toujours un pas en arrière, ne pas s'imposer, mais se faire rechercher (1). Il est à croire que ces conseils furent discrètement suivis, car toutes les portes s'ouvraient devant Mgr Arezzo, et il était généralement bien vu. Une sourde animosité régnait alors dans les hautes sphères contre la France du Premier Consul, et de temps à autre elle se manifestait bruyamment. Le tragique événement qui ensanglanta les fossés de Vincennes provoqua une de ces furieuses tempêtes. Les émigrés encore nombreux à Pétersbourg profitaient largement de cette disposition des esprits, posaient en victimes, et sympathisaient avec le représentant papal. Arezzo ne les décourageait pas, et s'efforçait, à cause des négociations pendantes avec la France, de se maintenir en équilibre. Au milieu des Russes, il se sentait plus à l'aise, frayait volontiers avec eux, et ne tenait aucun compte des courants d'opinion. Ainsi, il fréquentait assidûment les mercredis de l'amiral Tchitchagov, homme de grand caractère et d'esprit indépendant, qui s'élevait avec force contre les abus, et que les fanatiques traitaient d'ennemi de la Russie.

Aucune considération de ce genre ne troublait ses relations avec le corps diplomatique. Il retrouvait parmi les ministres étrangers les fidèles amis de Mgr Litta : le duc

(1) « *Un passo indietro, ricercato e non cercando* ». Archives du Vatican, *Polonia*, t. 349, 18 juin 1803.

Serracapriola, survivant du règne de Catherine II, le baron Stedingk, naguère page de Marie-Antoinette et soldat de l'armée américaine, protestant sans préjugés, accrédité par la Suède, et se remettait avec eux sur l'ancien pied de courtoise intimité. Bientôt, il vit arriver Joseph de Maistre, envoyé auprès d'Alexandre I^{er} par le roi de Sardaigne, et, victime d'un malentendu, il ne soupçonna point quelle grande âme se cachait sous des dehors frondeurs et mondains. « L'Allobroge » de génie fut sévèrement jugé. Arezzo le trouvait « plein de connaissances, mais plein aussi de vanité et d'idées fausses, dangereux dans les circonstances présentes ». Il communiquait à Consalvi ses appréhensions, craignant que l'hostilité tapageuse du comte de Maistre contre Bonaparte ne créât de nouvelles difficultés au Saint-Siège.

Dans le monde ecclésiastique, divisé entre partisans et adversaires de Siestrzencewicz, Arezzo prit position franchement. Correct et prévenant envers tous, il ne dissimulait pas ses sympathies. Les jésuites jouissaient alors d'une vogue d'ailleurs éphémère. Ils venaient d'ouvrir leur pensionnat, et d'y recevoir quelques enfants de la meilleure noblesse. L'église de Sainte-Catherine, confiée à leurs soins, offrait aux fidèles d'abondantes ressources pour leurs besoins spirituels. Le P. Gruber n'avait plus ses entrées à la cour, mais il gardait l'estime des familles les plus distinguées. L'ambassadeur papal apprécia la variété de ses connaissances, la sûreté de son coup d'œil et son tact parfait. Il se rendit compte de l'esprit qui animait les jésuites, de leurs œuvres, de leurs procédés, et n'hésita point à les encourager et à leur donner, dans ses dépêches romaines, des éloges motivés.

A l'endroit de Siestrzencewicz, son langage devient tout autre. Renseigné sur l'état du diocèse de Mohilev,

voyant de près les criants abus, sentant partout la main de l'archevêque, il s'élève âprement contre lui, n'attend rien de bon de son gouvernement, reprend le mot de Benvenuti : « fléau de l'Église », et renchérit encore, nous le verrons, sur cette épithète.

Les relations personnelles d'Arezzo lui donnaient des facilités pour s'orienter dans les différentes sphères où devait s'exercer son activité. Il ne semble pas avoir recherché le contact avec le clergé orthodoxe, comme l'avait fait naguère Archetti. Mais la lecture du *Règlement*, inspiré à Prokopovitch par Pierre le Grand et imbu de césarisme, fut pour lui un trait de lumière. Si l'Église réputée et reconnue dominante, se disait-il, est complètement asservie par l'État, que sera-ce d'une Église qualifiée avec affectation de tolérée seulement. La série déplaisante des difficultés qu'il aurait à vaincre dut se présenter à son esprit : il mettait le doigt dans la plaie.

III

AFFAIRES DES LATINS (I)

Le Vatican avait pourvu son ambassadeur d'instructions. A la secrétairerie d'État, elles ne furent pas, semble-t-il, consignées sur papier. Consalvi avait eu le loisir d'initier de vive voix son mandataire aux quelques affaires politiques pendantes, et de l'entretenir de la situation pénible du Saint-Siège, privé de ses plus belles provinces. Et pour le reste, il pouvait s'en remettre au zèle et à l'habileté d'un ami éprouvé.

(1) D'après les dépêches de Consalvi (*Polonia*, t. 394), les dépêches et la relation d'Arezzo (*Polonia*, t. 341, 342, 351 à 359).

Par contre, la Propagande se mit en frais d'instructions écrites, signées par le cardinal Gerdil et ne portant aucune date (1). L'auteur de cette pièce semble n'avoir en vue que le but idéal à atteindre. Il ne songe pas aux moyens à employer, encore moins aux obstacles qui devront être surmontés. Voici quels sont ses *desiderata* : liberté de correspondance avec Rome, nomination d'évêques latins, entente mutuelle sur le collège ecclésiastique, réinstallation du métropolite uniate, réglementation des paroisses et monastères, défense de passer au rite latin, en cas d'union, adoption de la formule de Florence. En outre, sous l'impression peut-être des dernières tentatives du P. Gruber, le cardinal Gerdil remettait à Mgr Arezzo sa réfutation du mémoire envoyé naguère par les docteurs sorboniens à Pierre le Grand.

A la vérité, ces instructions, d'exécution difficile, convenaient mieux à un nonce qu'à un ambassadeur. Or, la Russie refusait le nonce et n'admettait que l'ambassadeur. Pressenti par Vorontsov, Arezzo lui avait écrit, le 29 janvier 1803, qu'il venait complimenter l'empereur à l'occasion de l'avènement au trône et lui recommander les catholiques. La formule, équivoque en elle-même, se prêtait à toute espèce d'interprétations. D'ailleurs, la distinction entre le nonce et l'ambassadeur papal était si subtile et arbitraire que le chancelier lui-même démentait la théorie en pratique. Encouragé par cet exemple, Arezzo profitait de sa liberté, se servait de tous ses pouvoirs, et laissait faire les évêques (2). Ceux-ci lui soumettaient leurs difficultés, recouraient à son entremise, lui envoyaient des relations sur leurs diocèses, et il correspondait directement avec eux, mais en latin, et en se servant,

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 349.

(2) MOROCHKINE, t. II, p. 222 à 224.

pour échapper au cabinet noir, du sceau de Benislawski.

Un seul évêque restait étranger à ce consentement tacite de tourner une légalité surannée. A quelques rares exceptions près, rigide observateur de la loi civile, Siestrzencewicz s'interdisait toute correspondance étrangère, directe ou indirecte, avec qui que ce fût. Lorsque les évêques constitutionnels l'invitèrent, en 1801, à leur concile national, il en référa au chancelier, et leur envoya une réponse « sèche »¹. « Je n'ai pas osé l'attendrir », écrivait-il à Vorontsov, « par des souhaits de succès de leurs pieux travaux, car je n'ai point d'échelle politique, et je ne sais pas à quel degré peut monter notre humeur confraternelle. » Dans ses rapports avec le Saint-Siège, il s'imposait la même contrainte, et se servait toujours de la voie officielle. Il déclara sans ambages à Mgr Arezzo qu'il ne pourrait pas traiter directement avec lui, et celui-ci se garda bien de le blâmer ou de le contredire. Une grande bataille diplomatique allait être livrée. En dépit de ses modestes apparences, la question à résoudre était d'une importance majeure, car il pouvait en résulter une dangereuse scission des catholiques de Russie. Le coup partait de Siestrzencewicz.

Dans le courant de l'année 1802, il avait demandé que ses pouvoirs, accordés successivement par la Propagande, Archetti et Litta, fussent renouvelés (1). Rien de plus correct que cette démarche. De la part de Rome, le désir d'un contrôle exact était tout aussi légitime. Mgr Arezzo fut chargé de s'en occuper à Pétersbourg, et l'archevêque averti qu'il recevrait la réponse de l'ambassadeur papal. On ne se doutait pas de l'ingérence inopportune qui s'introduirait par cette voie.

(1) THEINER, *Die neu. Zust.*, t. I, p. 481; t. II, p. 131, n° XXXVI.

En effet, dès le 15 avril, Siestrzencewicz remet sa cause entre les mains de Vorontsov (1). Nommé par Paul I^{er} « métropolitain unique dans l'empire », se prévalant de ce titre douteux, il aspire à des honneurs plus grands encore, et c'est au Saint-Siège, par l'entremise du chancelier, de les lui accorder. Aux honneurs doivent correspondre les facultés. Il en donne un résumé rapide et substantiel. « Le but de toutes ces demandes », écrit-il, « est de pouvoir sans embarras exercer ma charge, et servir mon souverain dans toute l'étendue de mon zèle. » La lettre était accompagnée du texte même des facultés à obtenir. Siestrzencewicz se taillait hardiment une province dans l'Église universelle où, d'accord avec César, il aurait été le maître absolu. Et d'abord, le titre ambitionné de légat du Saint-Siège qu'il usurpait de temps à autre, devait lui être conféré officiellement. Mgr Litta, affirmait-il, avait promis, par lettre du 28 octobre 1789, de le lui obtenir : restait à réaliser la promesse. Avec le prestige de sa nouvelle dignité, le légat aurait exercé la juridiction ordinaire sur tous les fidèles de l'empire, et ces fidèles appartenaient à trois rites différents; le légat aurait fait sacrer les évêques admis par le pape et agréés par l'empereur, et leur aurait conféré les pouvoirs nécessaires « suivant les lois de l'Église »; le légat aurait eu lui-même des pouvoirs illimités sur les religieux et leur sécularisation, en matière de bénéfices et de causes matrimoniales.

Le chancelier approuvait en tous points les prétentions de l'archevêque. Dès la première conférence, il insista auprès d'Arezzo sur la nécessité d'en tenir compte, en vue, disait-il, d'une expédition plus rapide des affaires,

(1) GODLEWSKI. *Mon.*, t. I, p. 71. — Archives du Vatican, *Polonia*, t. 341, f. 510.

et il lui fit remettre, séance tenante, le texte même des demandes. La gravité de la question que l'on soulevait de la sorte ne fut appréciée par l'ambassadeur qu'à demi. Il n'attribuait ces exigences anticanoniques qu'à l'ambition démesurée de Siestrzencewicz, tandis qu'elles faisaient partie intégrante du système officiel inauguré par Catherine II. Si le gouvernement favorisait le métropolitain, c'est qu'il entendait restreindre l'influence du pape, afin de régenter plus facilement l'Église. Cette connivence secrète formait le nœud de la difficulté, le danger n'en devenait que plus grand. En face de ces prétentions exagérées et imprévues, Arezzo, faute d'instructions, ne donna qu'une réponse dilatoire avec promesse d'envoyer à Rome le texte des demandes, qu'il crut devoir approfondir lui-même.

Cependant qu'il se livrait à cette étude, les évêques réclamèrent le renouvellement des facultés ordinaires qui allaient bientôt expirer. Il était urgent d'y pourvoir, rien que pour éviter les correspondances fréquentes qui eussent donné dans l'œil au gouvernement. D'autre part, comment satisfaire les évêques et ne pas satisfaire le métropolitain? Arezzo s'en tint à un moyen terme qui, comme d'ordinaire en pareil cas, ne contenta ni Rome, ni Pétersbourg (1). Sans se prononcer sur les demandes récentes, transmises par Vorontsov, il renouvela, vers la fin du mois d'août, les anciennes facultés épiscopales, en limitant, sur quelques points importants, celles de Siestrzencewicz. Aussitôt, de Rome on lui reprocha d'avoir été trop large, tandis qu'à Pétersbourg cette largeur s'appelait étroitesse. Il plaidait encore sa cause en invoquant l'exemple de ses prédécesseurs, lorsqu'il reçut une dépêche

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 353, fascicule *Moscovia A* ; t. 344, V, 8 août 1803, facultés données par Arezzo à Siestrzencewicz.

de Consalvi, datée du 10 septembre. Elle opposait un refus catégorique et motivé aux demandes du métropolitain que l'on trouvait exorbitantes, contraires au droit canon et même incompatibles avec les lois russes. Arezzo avait fourni lui-même les éléments de cette réponse, elle lui revenait maintenant avec la sanction du maître et l'ordre de s'en prévaloir au besoin. Il espérait ne jamais s'en servir et la gardait en portefeuille, lorsque à une réunion de la cour, le 12/24 novembre, Boutourline lui souffla à l'oreille d'être prêt à traiter ce sujet, et Vorontsov l'engagea courtoisement à une conférence pour le lendemain.

Assisté de son adjoint Czartoryski et de son neveu Tatistchev, le chancelier ouvrit la séance, au jour marqué, en annonçant qu'il avait une communication à faire au nom de l'empereur, que l'empereur désirait avoir pleine satisfaction sur tous les points à énumérer, et il passa la parole à son neveu qui lut un document dont voici les origines.

L'échec du mois d'août n'avait pas déconcerté l'entrepreneur métropolitain. Aussitôt après, il mit ses partisans en campagne, excita leur zèle, et fit parvenir ses plaintes jusqu'à l'empereur. Elles parurent, en haut lieu, si bien fondées que l'on décida de revenir encore une fois à la charge. Un nouveau texte de pouvoirs à obtenir du pape et à communiquer à son ambassadeur fut rédigé. C'était ce texte, du reste peu différent du premier, que Tatistchev était chargé de faire connaître.

Tandis qu'il se livrait à cette étrange lecture, le représentant du pape méditait la réponse à donner. Gagner du temps lui parut encore ce qu'il y aurait de mieux à faire, d'autant plus qu'un spécieux prétexte s'offrait de lui-même. Son premier soin, lorsque son tour vint de parler, fut d'écarter les reproches de lenteur, les facultés urgentes ayant été accordées au mois d'août, et les réponses de

Rome au sujet des autres étant déjà arrivées et sur le point d'être entièrement traduites. Profitant ensuite de la diversité des textes, il avoua qu'un nouveau recours au Saint-Siège serait nécessaire, et promit d'y mettre de l'empressement. Vorontsov ne reprit la parole que pour insister d'un ton âpre et hautain sur la volonté absolue de l'empereur d'obtenir satisfaction. Quant à Czartoryski, il ne desserra pas les dents.

Très préoccupé de la tournure que prenait cette affaire, obligé toutefois de paraître dans le monde, Arezzo rencontra le jour même, en soirée, Vorontsov et Boutourline. Le chancelier racheta par sa prévenance les brusqueries de la matinée, il prit l'ambassadeur à part, lui recommanda la réussite de l'affaire, et, à propos de moines orthodoxes, trouva moyen d'inculquer son axiome : Si l'empereur le veut, il le faut bien. Tout cela n'était guère rassurant. Et voilà que Boutourline propose un rendez-vous pour le lendemain sur le tard. En proie à l'émotion, Arezzo passa la nuit sans dormir, et la journée suivante dans une fiévreuse attente. L'entrevue si désirée ne lui apporta ni réconfort, ni lumière. On convint qu'il n'y avait pas d'autre démarche à hasarder, si ce n'est d'envoyer les pièces à Rome, l'empereur ayant pris résolument fait et cause pour Siestrzencewicz et ses partisans.

Mais Boutourline ne savait pas tout ou bien gardait d'office le silence. Il s'agissait non seulement de terminer une affaire, mais de supprimer, à bref délai, l'ambassade papale. Le cabinet noir avait intercepté la correspondance d'Arezzo avec les évêques, on traduisait les lettres du latin en français, le chancelier en prenait connaissance, et, au besoin, les faisait revoir et annoter par Siestrzencewicz. Cette découverte le confirma dans la résolution d'en finir avec la représentation romaine que,

d'ailleurs, on n'avait acceptée qu'à titre temporaire (1). Son rapport à l'empereur sur ce sujet sera mentionné plus bas. Disons ici que, le 13 décembre, une nouvelle note, plus pressante que les autres, fut présentée à Mgr Arezzo avec le refrain ordinaire de la « sollicitude paternelle » de l'empereur. Elle prit encore le chemin de Rome, et arriva dans un moment pénible (2).

L'affaire Vernègues, dont il sera question ailleurs, battait son plein. La politique se mêlait à la religion. Consalvi était obsédé par les instances de Cassini qui ne l'épargnait guère. A la lecture des notes russes il fut exaspéré. « Je le dirai en deux mots », écrit-il à Mgr Arezzo, le 11 février 1804, « c'est un coup de foudre qui nous a atteints, et dans quelles circonstances ! O Dieu, est-il possible de donner son adhésion à des demandes pareilles ? » Néanmoins, le 28 du même mois, une congrégation spécialement convoquée à cet effet se livre à leur examen approfondi. Les cardinaux qui la composaient prirent connaissance des pièces envoyées de Pétersbourg, on les renseigna sur le personnage en jeu, et ils furent saisis de stupeur et d'indignation. Siestrzencewicz leur apparut sous les traits d'un ennemi déclaré du Saint-Siège. Étendre son autorité dans la mesure qu'il ambitionnait eût été, à leur avis, pernicieux et dangereux. Il serait devenu pape de Russie, tandis qu'il méritait, non pas des faveurs, mais une lettre sévère de désapprobation comme celle de Grégoire le Grand à Venant (3).

Entre ce jugement, étayé d'une part sur des faits incontestables, d'autre part sur des principes juridiques, et les exigences de Vorontsov qui relevaient uniquement de

(1) MOROCHKINE, t. II, p. 224.

(2) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, II.

(3) *Ibid.*, t. 348; *Addit.* t. XII.

la volonté impériale, il y avait des abîmes. La diplomatie n'arriverait jamais à les combler. Personne n'en était plus profondément convaincu que Mgr Arezzo lui-même. Aussi, ne prévoyant aucun succès, il ne se hâtait pas de présenter la réfutation savante qu'il avait préparée en réponse aux demandes de Siestrzencewicz. Les preuves et les textes se pressaient sous sa plume pour démontrer qu'elles étaient contraires à l'esprit des conciles généraux, à la discipline de l'Église, aux constitutions apostoliques, aux maximes du Saint-Siège, et même aux lois de l'empire, particulièrement à l'oukaze du 13 novembre 1801. Il ne se décida à faire cette démarche qu'au moment du départ, le 2/14 juin 1804. Vorontsov, succombant sous le poids de l'âge, des maladies et du travail, était parti en congé illimité. Czartoryski le remplaçait. C'est entre ses mains que fut remis, comme venant de Rome, le docte mémoire, et il promit naturellement de le prendre en sérieuse considération (1). Vaines assurances. Aucune réponse directe ne fut jamais donnée aux intéressés. Emporté par le tourbillon de la politique courante, chargé d'une lourde responsabilité, obligé de défendre sa position personnelle, Czartoryski n'avait ni le temps, ni peut-être l'envie de s'occuper d'une question qui devait lui paraître tout à fait secondaire. Dans ce patriote polonais, quand il s'agissait des catholiques de Russie, il y avait du Febronius. Ce n'est pas lui qui aurait protesté contre les empiétements de l'État sur l'Église. Quant à Siestrzencewicz, il restait si invariablement attaché à ses idées que, profitant du départ d'Arezzo, il se fit renouveler par l'empereur Alexandre, le 10 août 1804, les facultés qu'il avait reçues naguère du pape Pie VI (2).

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 341, f. 515 à 532.

(2) *P. S. Z.*, t. XXVIII, n° 21421. p. 473.

Anomalie déplorable, qui ne choquait pas l'ambitieux prélat. Mais qu'on se figure l'étonnement de l'auditeur Alvisini, toléré encore à Pétersbourg. Il n'en croyait pas à ses yeux en lisant la traduction de l'oukaze. Des réclamations pressantes furent faites auprès de Czartoryski. L'incompétence de l'autorité laïque en matière religieuse fut démontrée une fois de plus. Ces efforts n'aboutirent à rien. En général, toute cette affaire des pouvoirs de Siestrzencewicz, soulevée avec tant de fracas, poussée avec tant de vigueur, fut brusquement ensevelie dans le silence. Arezzo conseillait de ne pas la perdre de vue.

A côté du métropolitain, désireux d'élargir son autorité et coutumier des voies détournées, il y avait un autre personnage importun, le prince Ignace Giedroyc qui, aspirant à l'épiscopat, s'égaraient dans les mêmes sentiers de traverse, et créait à l'ambassadeur papal des difficultés graves. Une haute recommandation militait en sa faveur. Dans leurs notes et en conversation, Vorontsov et Czartoryski revenaient sans cesse sur la mitre ambitionnée par le jeune prélat, et cette insistance trahissait une arrière-pensée.

En effet, la hiérarchie catholique établie par le pape de concert avec Paul I^{er} devait être maintenue sur le même pied, mais comment nommerait-on les évêques? Obligé de partir à l'improviste, Mgr Litta n'avait pas eu le temps de pourvoir de titulaires tous les sièges vacants. Cinq procès canoniques se trouvaient en cours d'instruction. Mgr Arezzo comptait suivre la filière ordinaire et s'en tenir aux coutumes juridiques. En Russie, on ne l'entendait pas ainsi. Jusque-là, les expédients avaient, au gré des circonstances, remplacé les formalités régulières; aucune convention n'avait été conclue avec le Saint-Siège, et, sans le dire encore ouvertement, on tendait à résér-

ver à l'empereur le choix et la nomination des évêques, et assimiler sur ce point les catholiques aux orthodoxes. Vorontsov trouvait ce procédé tout à fait légitime et conforme à la nature des choses. Dès la première séance, remettant à Mgr Arezzo les cinq procès désormais terminés, il avait laissé tomber cette remarque : « Je ne comprends pas pourquoi l'on prend des informations sur des individus nommés par l'empereur, et par conséquent dignes du poste qu'ils sont appelés à occuper. » Malgré la faiblesse de l'argument, l'ambassadeur se fit un devoir de le réfuter sérieusement. Il ne croyait pas que le souverain fût infailible dans ses choix, et soutenait la nécessité d'une enquête préalable, en usage même dans les États pontificaux, « Soit », dit Vorontsov, « mais j'avoue que cette idée n'entre pas dans ma tête. » Une Église indépendante, non assujettie à l'État, dépassait l'horizon du chancelier. On devine quelles difficultés devaient se rencontrer dans les négociations avec lui.

Cette fois, le cas était particulièrement embarrassant. La question générale de la nomination des évêques ne s'agissait pas encore, mais, parmi les candidats désignés, il y en avait un, nous l'avons déjà nommé, Ignace Giedroyc, que l'on jugeait à Rome indigne de la mitre, et c'était précisément celui que, de préférence aux autres, le gouvernement s'acharnait à vouloir faire passer. La résistance s'imposait.

Trois membres de la même famille des princes Giedroyc suivaient alors la carrière ecclésiastique. L'un d'eux, Mgr Joseph, gouvernait l'opulent diocèse de Samogitie. Sur son inconstance naturelle se greffaient la maladie et la vieillesse qui paralysaient parfois ses bonnes intentions. Il avait demandé pour suffragant son cousin Simon, chanoine de Vilna, dont la prudence et la fermeté donnaient

pour l'avenir les meilleures espérances. Tout différent de Simon était l'autre cousin, Ignace, archidiacre et assesseur du collège ecclésiastique, jeune homme de mœurs faciles, de maximes erronées, d'instruction presque nulle. Il passait des nuits entières, en compagnie douteuse, à la table de jeu. Dévoué à Siestrzencewicz, il jouissait de sa protection. Grâce à elle, il obtint de Mgr Joseph, toujours en vue de l'épiscopat, une lettre pour le comte Vorontsov. Mais bientôt, cédant à de justes remontrances, le vieux cousin trop complaisant remit à l'ambassadeur papal une autre lettre pour le même personnage, où il révoquait entièrement la première, et suppliait Vorontsov « de retirer sa protection audit Ignace Giedroyc, comme à un sujet dont les qualités, la conduite et l'âge n'étant pas encore mûrs, le font incapable de posséder une dignité si éminente dans l'Eglise ».

Arezzo se servit habilement et au bon moment de cette précieuse pièce. Lorsque la réponse négative arriva de Rome, où la candidature d'Ignace Giedroyc avait été proposée, il la communiqua au chancelier avec force précautions, en insistant sur l'impression déplorable que produirait le choix d'un homme si peu méritant. Le comte le laissa parler, il croyait remporter une facile victoire en se réclamant de Mgr Joseph, et négligeait les autres arguments. Au lieu de triomphe, il subit une défaite. Dès qu'il eut produit son atout, la rétractation fut mise sous ses yeux. Elle était explicite, écrasante, de source autorisée. Impossible de la repousser. Vorontsov parut convaincu et prêt à rendre les armes. Mais il fallait bien que son fameux axiome prît toujours le dessus.

Ignace Giedroyc fournit l'occasion de l'appliquer. Le refus du Vatican lui servit d'aiguillon pour reprendre, fût-ce même aux dépens de sa dignité, ses agissements. Un

lout l'étrange idée d'aller demander l'appui de l'imbrouse. Rien qu'à le voir, le prélat archaïque, la coupe de ses allures montanées, son costume archaïque, ses favoris à la mode polonoise. Encore plus surpris, pour ne pas dire scandalisé, lorsqu'il entend le jeune archidiacre exposer ses prétentions à l'aide et invoquer l'assistance étrangère. Soient les convenances, il refusa d'intervenir dans une affaire qui n'est pas de son ressort, et signa son refus à son le P. Gruber.

Le jeune archevêque arriva l'impérial candidat. Une fois le bras levé devant lui, il s'en alla frapper à une porte qu'il ne connaissait pas. Il se renseigna et sachant qu'il s'adressait à deux dames polonoises, confidentes du prince-archevêque de l'empereur Alexandre et sœurs de Mgr Arezzo — et leur protection lui paraissant sans doute une garantie infaillible, se présenta à son tour. Les dames, sans doute, furent blâmables inconséquentes, l'empereur, pour faire plaisir à des dames, se laissa aller à soutenir le candidat repoussé par le Saint-Siège. L'empereur reçut l'ordre formel d'avertir Mgr Arezzo de son élection et de l'empereur de voir le candidat prêtre sans retard à l'épiscopat. Prisonnier de son axiome, il n'hésita point à exécuter la délicate mission. Mais aux instances répétées de la Russie, le pape opposa de nouveau une réponse négative. Elle fut au moment du départ précipité d'Arezzo, lorsque l'on était plus aux négociations, et rien ne fut conclu. Cette trêve inévitable ne devait pas, à bref délai, empêcher la lutte de recommencer.

Un sujet de préoccupations graves était aussi l'enlèvement de la théologie et la formation du jeune clergé — questions capitales, que Mgr Arezzo aurait voulu soustraire au gouvernement et ne pas livrer à Sies-

trzencewicz. Sous cette forme, le problème devenait à peu près insoluble. Par suite des conditions locales, les difficultés se concentraient momentanément à Vilna. Paul I^{er} avait, de concert avec le P. Gruber, formé le plan de confier aux jésuites l'université de cette ville ainsi que la direction générale des écoles en Lithuanie. Toutes les dispositions étaient déjà prises, et, vers la fin de l'année 1801, les nouveaux professeurs devaient prendre possession de leurs chaires. La mort imprévue de l'empereur empêcha leur installation, et amena, dans le domaine scolaire, une complète évolution. Les anciens projets furent, en 1803, radicalement remaniés. On ne voulut plus se servir des jésuites, et la haute direction de l'université passa entre les mains de Czartoryski, jaloux de se partager entre la politique étrangère et l'instruction nationale (1). Or, l'université de Vilna comprenait aussi une faculté catholique de théologie, et celle-ci, grâce au statut officiel, échappait entièrement au contrôle des évêques. Le conseil académique faisait tout par lui-même, et, de plein droit, choisissait les professeurs, surveillait leur doctrine et répondait de leurs livres.

Il y avait là une regrettable anomalie. Mgr Arezzo s'en rendait compte, mais une intervention efficace lui semblait impossible. Il prévoyait que Czartoryski ne consentirait pas à modifier un règlement que lui-même avait soumis à l'empereur, et que l'empereur venait de sanctionner. Eût-il même consenti à le faire, et obtenu pour les évêques un droit d'ingérence, la faculté se fût trouvée sous la coupe de Siestrzencewicz et du collège ecclésiastique. Dans cette alternative, le *statu quo* semblait, au moins pour le moment, préférable. Le corps enseignant

(1) *P. S. Z.*, t. XXVII, n° 20704, p. 526.

inspirait encore confiance, des basiliens et d'anciens jésuites en faisaient partie. Czartoryski demandait que l'on envoyât de Rome un professeur de théologie, et s'engageait à l'accepter de confiance. Cette situation admettait des délais, Arezzo s'y résigna.

L'instruction théologique est, pour les jeunes lévites, inséparable d'une formation spéciale qui les prépare à exercer dignement les saints ministères. Les principes régulateurs de cette éducation cléricale avaient été posés au concile de Trente. On prétendit s'y conformer en Russie malgré l'innovation suspecte qui prêtait le flanc à de justes critiques. Un oukaze impérial créait, à Vilna, au-dessus des séminaires diocésains, un séminaire central pour tout l'empire, une espèce d'école de hautes études, où l'élite de la jeunesse cléricale, sous la direction d'habiles professeurs, devait se perfectionner dans les différentes branches des sciences sacrées. Évêques et supérieurs réguliers des deux rites étaient invités à envoyer à Vilna les meilleurs sujets de leurs diocèses et de leurs couvents. Ces élus auraient suivi les cours de la faculté universitaire de théologie, obtenu des diplômes et des grades scientifiques, et formé ensuite dans le clergé comme une caste privilégiée. En effet, à partir de la dixième année après la fondation du séminaire central, tous les postes importants, soit dans les chapitres ou les paroisses, soit dans les couvents, leur étaient réservés de droit (1). Mgr Arezzo se méfiait à juste titre de cette nouvelle création, dont Siestrzencewicz était le promoteur principal, et qui, loin d'être désirée par les évêques, comme le portait l'oukaze, leur était imposée par le gouvernement. En dehors de quelques spécieux avantages,

(1) THEINER, *Die neu. Zust.*, p. 326, n° CVII.

il y voyait des dangers et des inconvénients : restriction des droits épiscopaux surtout dans les choix des dignitaires, difficultés pour les religieux d'observer leur règle, atteinte par conséquent à la discipline monastique. Mais, ce qu'il craignait par-dessus tout, à cause de l'ambiance, c'était l'infiltration des principes fébronien, le mauvais esprit, les habitudes d'indépendance. Déplorable au point de vue moral, l'oukaze était ruineux au point de vue matériel, à cause des grands voyages qu'il nécessitait et des frais coûteux d'entretien à Vilna. On se demandait anxieusement si, dans ces conditions, les ordres réguliers pourraient encore subsister longtemps. L'oukaze les touchait de plus près que le clergé séculier, et bouleversait leur existence. Aussi, se préparaient-ils à faire au gouvernement des représentations respectueuses. Mgr Arezzo les encourageait, formait des vœux pour leur succès, mais ici encore il ne put arrêter le cours des événements qui se déroulèrent après son départ. Mêmes difficultés dans les affaires des uniates.

V

AFFAIRES DES UNIATES (I).

Avec le règne d'Alexandre I^{er} commence pour les uniates une époque nouvelle. Catherine II visait leur complète extirpation. Paul I^{er} leur reprochait d'être « ni chair ni poisson ». L'empereur Alexandre entra dans la voie des mesures équivoques, bienveillantes en apparence, parfois même en réalité, mais qui astucieusement

(1) Mêmes sources inédites que pour l'article précédent. — BOBROWSKI.

exploitées fournirent des armes aux fauteurs de la défection de 1830.

Dès le début, surgit une complication étrange. Au moment où le représentant du Saint-Siège arrivait à Pétersbourg, le chef spirituel des uniates de Russie, Héraclius Lissowski, archevêque de Polotsk et administrateur de la métropole, partait à l'improviste pour Jérusalem. Il abandonnait son troupeau dans des circonstances critiques, et entreprenait un voyage au long cours sans y être autorisé par le pape. A Mgr Arezzo il fit parvenir une lettre protestant de son attachement au Saint-Siège, et se lamentant de l'état misérable de son Église, digne d'un torrent de larmes. Un mémoire, rempli de plaintes contre les latins et aboutissant à un projet inacceptable, accompagnait la lettre.

Les griefs de Lissowski remontaient jusqu'au concile de Brest : jamais, disait-il, tant que la Pologne a duré, les évêques uniates n'ont été admis au Sénat, à peine le métropolitain seul put-il y entrer sur le tard et occuper le dernier rang. Et après le partage de la Pologne, les latins imposent leur rite à quelques milliers d'uniates, et pas un seul uniate ne siège au collège ecclésiastique.

L'avenir apparaissait à l'archevêque, de même qu'à Siestrzencewicz, sous des couleurs sombres. Impossible, à cause des lois existantes, de propager l'union. Impossible peut-être, à moins d'évolution favorable, de la conserver intacte. Lissowski ne voyait de salut que dans l'un ou l'autre des deux partis suivants : adopter le rite latin ou établir l'union des Églises. A l'encontre de Siestrzencewicz qui n'en faisait aucun cas, il croyait invincible la répulsion du peuple contre le rite latin, et renonçait à la combattre. Mais la réunion des Églises, disait-il avec une admirable candeur, est aussi facile que l'imposition du

rite latin est difficile. Les évêques russes sont bien disposés. Ils l'étaient déjà du temps de Pierre le Grand. Il n'y aurait qu'à gagner l'empereur, et puis aller de l'avant. Le projet de réunion n'est plus à faire : il a été rédigé, en 1717, par les docteurs de Sorbonne et communiqué au tsar Pierre.

Mgr Lissowski donnait ainsi lui-même la mesure de sa valeur théologique et de la confiance que l'on pouvait lui accorder. Le projet sorbonien qu'il préconisait avec tant d'assurance portait l'empreinte du jansénisme et sacrifiait les droits pontificaux. La réfutation, due à la plume du cardinal Gerdil, de ce projet schismatisant se trouvait dans les papiers de Mgr Arezzo. La Propagande, nous l'avons déjà dit, l'avait prudemment pourvu de cette pièce, destinée à lui rendre un bon service. Désormais, l'ambassadeur était fixé sur la doctrine et les tendances du pèlerin de Terre-Sainte. Il pouvait constater que le candidat de Catherine II ne justifiait pas les espérances d'Archetti. Et la mentalité douteuse du chef de l'Église uniate l'obligeait à redoubler de zèle pour l'Église elle-même.

Le champ ne laissait pas d'être vaste. En partant pour la Palestine, Mgr Lissowski avait envoyé à Pétersbourg son fondé de pouvoirs, l'abbé Jean Krassowski, d'instruction médiocre et facile à circonvenir. Il avait ordre de recourir aux bons offices de Mgr Arezzo. Il s'agissait avant tout de dédommager le troupeau uniate des pertes qu'il avait subies, de lui rendre ses popes, ses fidèles, ses églises. Les latins étaient ici en cause aussi bien que les orthodoxes.

En conformité à son principe, pour mettre leur foi à l'abri, Siestrzencewicz avait fait passer au rite latin huit mille uniates avec vingt-quatre popes et vingt-deux églises.

Arezzo supposait qu'il procédait ainsi uniquement par ambition et pour augmenter le nombre de ses ouailles. Ce jugement est peut-être trop sévère. Toujours est-il qu'il en résultait un conflit entre prélats, dont les pauvres vingt-quatre papes étaient principalement victimes. Lisowski les avait déclarés suspens, et Siestrzencewicz les laissait dire la messe. Mais comment dire la messe latine sans savoir le latin? On se tira vite d'embarras : les presses de Mohilev imprimèrent un petit missel, où le texte latin, pourvu en regard d'une traduction polonaise, était orthographié d'après la prononciation locale : *hik, hok, kalix, korpus, kwi*. Le missel ne contenait que deux messes, celle du Saint-Sacrement et celle des défunts. Elles défrayaient toute cette nouvelle liturgie, et les papes s'y retrouvaient tant bien que mal, n'étant latins à l'église qu'à demi, et pas du tout en ménage, car ils gardaient leurs femmes.

Krassowski s'adressa d'abord au collège ecclésiastique qui s'attribuait, sur l'article des rites, des pouvoirs illimités. Sans négliger les détails, il posa la question dans toute son ampleur, et demanda le retour à l'union des papes et des fidèles latinisés. Ç'eût été revenir sur les mesures prises par Siestrzencewicz, et lui infliger tacitement un blâme. Trop respectueux de son président pour s'aventurer jusque-là, le collège se contenta de passer complaisamment l'éponge sur le passé. Ses rigueurs n'atteignaient que l'avenir. En harmonie avec l'opinion prédominante, il décida que désormais les uniates ne passeraient plus au rite latin, et transmit sa décision au Sénat qui, du reste, ne songea point à la confirmer.

Le délégué de Lisowski ne s'en souciait guère. La demi-satisfaction qu'on lui accordait lui parut si décevante et si maigre que, sans attendre le dénouement, il

saisit de sa réclamation le ministre de l'intérieur Kotchoubéï, un des membres du fameux comité de *Salut public*. Cette manœuvre habile transportait la question dans une sphère où l'on cultivait ne fût-ce que les apparences de la liberté. Kotchoubéï fit son rapport de telle sorte que l'empereur voulut approfondir lui-même la situation. Admis à une audience particulière, Krassowski put s'expliquer tout au long, retracer l'existence misérable des uniates, leurs angoisses, leurs incertitudes, les dommages qu'ils avaient soufferts. Les conséquences de ces révélations ne se firent pas longtemps attendre. Siestrzencewicz, cité par-devant Kotchoubéï, reçoit, au nom de l'empereur, une réprimande officielle. Le 5 mai 1803, paraît un oukaze de liberté tout à fait rassurant pour les uniates : l'orthodoxie ne serait jamais imposée de force à ceux d'entre eux qui n'auraient pas embrassé le latinisme (1). On se servait, paraît-il, de cette menace pour leur faire abandonner le rite national. Le gouvernement opposait à ces bruits alarmants un démenti formel et une défense rigoureuse de les répandre. Par suite de cette nouvelle orientation, le consistoire de Mohilev fut mis en demeure de s'exécuter et de renoncer à ses conquêtes en dehors du rite latin.

Tandis que ces négociations, où Siestrzencewicz était à la fois juge et partie, se poursuivaient péniblement, les uniates, enhardis par un premier succès, demandèrent la restitution des églises confisquées naguère par les orthodoxes, et leur requête trouva un accueil favorable. Ils furent mis officiellement en rapports avec Mgr Ambroise, métropolite de Pétersbourg, et quelques autres membres du synode, qui regrettaient et désavouaient les violences

(1) *P. S. Z.*, t. XXVII, nos 20748, 20749, p. 584.

exercées sous Catherine II, rejetaient la faute sur des subalternes et se montraient de bonne composition. En même temps, Kotchoubeï donna l'ordre aux autorités civiles de Polotsk et de Kiev de se concerter avec les évêques orthodoxes de ces localités et d'examiner ensemble les prétentions des uniates. Chacun devait en toute justice rentrer dans ses possessions et ses droits.

Mgr Arezzo soutenait de son mieux ces légitimes revendications, se conformant ainsi à l'esprit et à la lettre des ordonnances du Saint-Siège, interdisait aux uniates le passage au rite latin, le déclarait même nul et non avenu. Ce principe une fois posé, la réintégration des fidèles et des popes dans leur troupeau et la restitution des églises usurpées n'étaient plus que des événements heureux, et l'on avait du mérite à les provoquer.

Une prudente réserve s'imposa nécessairement à l'ambassadeur, lorsque les uniates demandèrent leur admission au collège ecclésiastique. Au point de vue pratique, il y avait un avantage évident à pénétrer dans ce centre administratif, où ne siégeaient que des latins, et dont les pouvoirs ne manquaient pas d'étendue. Mais d'autre part, le collège était une création improvisée par l'État, non approuvée par le pape, et, sauf modification, ne pouvant être approuvée par lui. Le représentant du Saint-Siège devait se maintenir en parfait équilibre et ne rien préjuger. Arezzo crut pouvoir y réussir, tout en encourageant les uniates dans leurs démarches.

Rien de semblable n'entravait l'action de Kotchoubeï. De prime abord, la requête lui parut appuyée sur des motifs sérieux et féconds en conséquences qui échappaient peut-être à ceux qui la présentaient. Non content de conférer avec Krassowski, désireux d'être mieux informé, il

fit appeler à Pétersbourg Mgr Lewinski, évêque de Luck, plus versé dans ces matières et plus considéré parmi ses collègues. L'échange de vues et d'idées qu'il y eut alors entre eux est instructif au suprême degré. Quelle notion étriquée de liberté religieuse ne voulait-on pas faire prévaloir, et que d'illusions se laissaient encore escompter ! Le point culminant des discussions fut atteint, lorsqu'on proposa aux uniates de mettre à leur tête un collège spécial d'où les latins seraient entièrement exclus. Le mirage était séduisant : ainsi disparaissait un voisinage considéré toujours comme une tutelle. Mais il fallait payer cher cette délivrance. Le collège soustrait aux influences latines devait être mis sous la dépendance du synode orthodoxe, et le même procureur aurait fonctionné dans les deux assemblées.

Le danger de cette transaction se dénonçait de lui-même : c'était l'asservissement immédiat à l'État et la fusion avec l'orthodoxie en perspective. Mgr Lewinski était assez perspicace pour s'en apercevoir et trop attaché au Saint-Siège pour s'y complaire. Quant à Krassowski, il fallut se donner bien du mal pour lui dessiller les yeux. Sans y mettre de malice, il se laissait entraîner par les sympathies nationales, et craignait l'envahissement polonais plus que l'envahissement orthodoxe. On parvint cependant à lui faire entrevoir le péril qu'il y avait à mettre les uniates sous la coupe synodale, et il s'en remit à l'évêque de Luck. Celui-ci trouva moyen de décliner l'offre de Kotchoubeï sans le choquer ou l'indisposer. Il fut convenu, en principe, que les uniates feraient partie du même collège que les latins, et qu'ils auraient les mêmes prérogatives. Une mesure législative réglerait les détails.

En effet, le 12/24 juillet 1802, parut un oukaze en

cinq articles, rédigé dans ce but (1). Les uniates, admis désormais au collège, obtinrent d'emblée quatre sièges. Ils étaient représentés par un évêque, membre permanent, et trois assesseurs, un pour chaque diocèse, à élire de trois ans en trois ans. En vertu du principe d'égalité qui devait prévaloir autant que possible, ces quatre membres furent, quant au traitement, assimilés aux latins, et, dans les affaires de leur rite, ils disposèrent chacun de deux voix, afin d'équilibrer les huit voix des latins. Ces trois premiers articles n'apportaient rien d'inattendu, et n'inspiraient pas de soupçons. Il n'en fut pas de même de l'article 4 qui assurait aux uniates le droit d'entrer en rapports directs avec le Sénat et de lui soumettre leurs difficultés. Mgr Arezzo se méfiait de cette facilité de commerce si largement attribuée, il craignait qu'elle ne dégénérât en abus, et ne servit d'acheminement au projet primitif de Kotchoubéï. Qui aurait enrayé le mouvement s'il venait à se produire? Il y avait bien dans l'oukaze un cinquième et dernier article qui chargeait le collège de veiller sur tous les consistoires, fussent-ils uniates ou latins, afin que chacun d'eux restât dans la sphère qui lui était assignée et ne souffrit pas d'atteinte dans sa liberté. Mais on se disait en confidence que ce n'était là qu'un sourd avertissement donné à Siestrzencewicz, dans le but de prévenir toute ingérence de sa part en dehors du rite latin. Dans tous les cas, vis-à-vis de l'État, qui s'arrogeait partout la suprématie, il n'y avait pas de contrôle.

Cependant les uniates se félicitaient de voir leurs vœux accomplis, et leur parité avec les latins reconnue devant la loi. Sans doute, les deux rites ayant les mêmes droits,

(1) *S. P. Z.*, t. XXVIII, n° 21393, p. 450; 21400, p. 454.

la justice exigeait qu'ils fussent traités de la même manière. Mais, dans l'espèce, il y aurait eu des précautions à prendre. La méfiance de Mgr Arezzo n'était que trop légitime, et ses prévisions ne se réalisèrent que trop tôt. Un jour, les membres uniates du collège seront séparés de leurs collègues latins. Ils formeront un collège spécial qui passera bientôt sous la dépendance du synode, et deviendra entre les mains des Siemaszko et des Zoubko, anciens élèves du séminaire de Vilna, l'instrument de la défection hiérarchique de 1830, que l'on essaierait en vain de faire passer pour une défection populaire. Telles furent les conséquences fatales des mesures d'Alexandre I^{er} accueillies naguère avec tant de bonheur.

La mission diplomatique que la Russie devait établir à Rome aurait pu prévenir des malentendus. On l'espérait du moins. Elle fut contremandée.

VI

UNE LÉGATION CONTREMANDÉE

Dès les premières semaines de son séjour dans la capitale du Nord, Arezzo entendit parler d'une légation impériale que la Russie aurait établie prochainement à Rome. Une confidence du comte Boutourline, destiné à occuper le nouveau poste, lui valut cette précieuse information. Bientôt le bruit s'en répandit dans le public. Il fut confirmé par une communication officielle faite au Vatican d'après la formule du protocole.

En apparence, ce procédé diplomatique passait pour un indice de rapprochement. L'ambassadeur papal y rattachait des facilités d'entente mutuelle, mais s'il eût mieux

connu les dessous des cartes, les dispositions de l'empereur, les desseins de Vorontsov, la mentalité de Boutourline lui-même, il aurait peut-être rabattu de ses espérances.

Au fond, malgré la nouveauté de la mesure, on revenait à l'ancienne routine de Catherine II. Le double but que l'on se proposait en envoyant un ministre à Rome était d'enserrer l'influence du pape que l'on ne pouvait atteindre autrement, et d'élargir le plus possible les pouvoirs des évêques, sur lesquels on avait toujours prise. La tendance fébronienne se dissimulait sous la courtoisie de convention. On s'essayait timidement au césarisme dans l'Église.

L'empereur s'y prêtait de bonne grâce. Son libéralisme ne s'y opposait point. Il était plus apparent que réel. Le prince Czartoryski a finement esquissé ces velléités flottantes. » L'empereur », écrit-il dans ses *Mémoires*, « aimait les formes de la liberté comme on aime les spectacles; il se plaisait à voir représentées les apparences d'un gouvernement libre et en tirait vanité; mais il ne voulait que les formes et les apparences, et il n'entendait pas qu'elles se changeassent en réalité; en un mot, il eût volontiers consenti à ce que tout le monde fût libre, à la condition que tout le monde ferait volontairement sa volonté seule (1). » Dans ce souverain aux sentiments élevés, aux élans généreux, aux attentions délicates, il y avait un fond d'atavisme qui le rapprochait du général Araktchéev, odieux despote, exécré dans l'armée. Cet homme était traité en confident et ami, il n'a jamais perdu la confiance de son maître. Alexandre I^{er} se servait souvent de lui, mais non dans les affaires d'Église. Pour

(1) CZARTORYSKI, t. I, p. 345.

la politique à suivre vis-à-vis de Rome, le programme de Catherine II suffisait à lui tout seul.

La pensée impériale se manifeste sans réticence dans le *rescript* du 24 septembre 1803, que Boutourline devait emporter avec lui pour en faire sa règle suprême (1). Le point capital soigneusement mis en lumière, inculqué avec insistance au ministre est celui-ci : établir les relations du Saint-Siège avec le clergé catholique en Russie « de manière que la suprématie sacerdotale ne pèse sur lui que le moins possible ». Une profonde méfiance dictait ces précautions : on supposait à la cour de Rome l'ambition d'accaparer le monopole spirituel, d'en faire un levier pour s'emparer du temporel, de créer un État dans l'État. Rien de pareil ne s'était encore passé en Russie, aucun indice ne trahissait de si noirs desseins, mais à défaut de bonnes raisons, la phraséologie occidentale légitimait les deux conclusions auxquelles il fallait arriver. La première écartait les rapports directs, déjà interdits depuis Catherine II, entre les fidèles et le pape : les affaires en cas d'intervention « indispensable » seraient traitées « ministériellement de cour à cour, non entre les ouailles et leur pasteur ». La seconde réservait à l'empereur le droit régalien de nommer les évêques. Le pape n'aurait qu'à envoyer les bulles de consécration et s'abstenir de toute initiative.

Malgré ces prétentions exagérées le *rescript* souhaitait que « la complaisance mutuelle » présidât aux relations diplomatiques. Belle théorie, mais comment l'appliquait-on ? A la moindre résistance, Boutourline devait insinuer que le recours au pape était une simple gracieuseté, une concession que l'on peut retirer à volonté. Pra-

(1) GODLEWSKI, *Mon.*, t. II, p. 33.

tiquement, c'était donc l'alternative : que le pape cède, cède toujours, ou bien on se passera de lui.

Tandis que l'on se complaisait dans ces arrangements à prendre, le cabinet noir, nous l'avons déjà dit, mettait la main sur la correspondance confidentielle d'Arezzo avec les évêques. Elle constituait, aux yeux des Russes, un cas de contravention, du moins de la part des évêques, les lois prohibitives, quoique moins précises qu'elles ne le furent plus tard, étant déjà en vigueur. L'incident ne fut pas relevé, par égard peut-être envers l'ambassadeur. On allait, d'ailleurs, recourir à une mesure plus radicale. Vorontsov présenta un rapport détaillé à l'empereur sur les relations directes avec Rome (1). Il parlait du principe que la défense de les entretenir datait de loin, et faisait partie intégrante de la législation russe. Restait seulement à mieux assurer l'observance de la loi et prévenir les abus. Pour atteindre ce but, il proposait de concentrer tout le maniement des affaires entre les mains du ministre de Russie à Rome, et, sitôt que les demandes de Siestrzencewicz auraient été satisfaites, ne plus traiter avec les agents du Saint-Siège à Pétersbourg. En d'autres termes, il proposait de supprimer la représentation papale en Russie au moment même où l'on organisait la représentation russe à Rome, et de renforcer les relations officielles du côté de la Russie pour mieux éluder les relations confidentielles et secrètes du côté de Rome.

A la suite du rapport de Vorontsov, approuvé par l'empereur, au su et au vu d'Arezzo, l'on procéda à un commencement d'exécution. Le 13 décembre 1803, parut une lettre du chancelier à Siestrzencewicz avec dé-

(1) MOROCHINE, t. II, p. 226.

fense renouvelée « sous les peines capitales les plus sévères » à tout sujet catholique de Sa Majesté, évêque prêtre ou laïc, de se mettre en relations directes avec le Saint-Siège.

En cas de nécessité absolue de recourir au Pape, il fallait suivre une filière nouvelle et commencer par l'évêque ; l'évêque s'adresse au métropolitain, le métropolitain, s'il ne peut trancher la question lui-même, s'adresse au ministère impérial, le ministère impérial prend les ordres de Sa Majesté, et, s'il y est autorisé, transmet ses instructions au ministre de Russie près le Saint-Siège. De même, toutes les pièces arrivant de Rome seront présentées immédiatement au ministère impérial, et ne pourront être rendues publiques qu'avec la permission du gouvernement. De la sorte, une main profane érigeait entre le père commun des fidèles et les catholiques de Russie un mur de séparation. L'impitoyable bureaucratie intervenait dans leurs communications mutuelles, et les rendait plutôt impossibles que difficiles. Ce n'est pas à l'empereur et à son ministre que l'évêque pouvait faire le rapport d'usage sur l'état de son diocèse. Ce n'est pas à eux qu'un simple fidèle, illustre ou obscur, aurait découvert les plaies de son âme et demandé un suprême soulagement. Sans doute, des évêques comme Siestrzencewicz n'y voyaient pas grand inconvénient. Vorontsov comptait si bien sur son concours, qu'il le chargeait d'informer ses collègues, par circulaire spéciale, des nouvelles dispositions prises au sujet de la correspondance avec Rome.

Les évêques, à leur tour, auraient à renseigner les fidèles, afin que, le cas échéant, personne ne pût prétexter l'ignorance. La lettre de Vorontsov fut communiquée au Sénat, déclarée obligatoire, insérée, le 13 décembre 1803, dans la Collection complète des lois de l'em-

pire (1). Deux jours après, le 15 décembre, parut la circulaire de Siestrzencewicz.

Une autre conséquence du rapport de Vorontsov fut la note du 13 décembre remise à Mgr Arezzo et déjà mentionnée plus haut, sur laquelle il nous faut cependant revenir (2). Elle avait trait aux pouvoirs de Siestrzencewicz que l'on demandait pour la troisième fois avec plus d'insistance qu'auparavant.

Si l'on se pressait tellement, c'est qu'à peine reçu la réponse, l'on eût interrompu les relations avec le représentant du Saint-Siège, et l'on se fût adressé au ministre de Russie à Rome qui devait rejoindre son poste incessamment. Arezzo ne se doutait pas de la surprise qu'on lui préparait. En substance, la note du 13 décembre ne différait guère des notes précédentes sur le même sujet. Elle avait été soumise à Siestrzencewicz qui signala des lacunes, réclama des changements, rappela que la promesse de légation restait « sans effet », s'excusa, faute de temps, de ne pas requérir davantage, et s'en remit à la bienveillance « d'un ministre éclairé ». Par contre, ce qui distinguait la nouvelle note, c'était la forme choquante et le ton brusque. La cour de Russie prend à cœur « le bon ordre et la discipline intérieure des églises catholiques romaines dans l'empire », et reproche à la cour de Rome de n'avoir pas « senti l'importance de ses demandes ou trop négligé d'y faire droit ». Au pape, on n'attribue que des délais « préjudiciables aux intérêts du culte catholique romain et aux sujets de cette communion », tandis que Sa Majesté impériale, pleine de « sollicitude pater-

(1) *P. S. Z.*, t. XXVII, n° 21078, p. 1062. — GODLEWSKI, *Mon.*, t. I^{er}, p. 77, avec la date du 8 décembre 1803.

(2) GODLEWSKI, *Mon.*, t. II, p. 39, note du 13 décembre 1803; p. 45, lettre de Vorontsov à Boutourline approuvée par l'empereur, le 24 décembre 1803.

nelle » envers « une religion tolérée, non dominante », de « sentiments sincères d'amitié » envers le pape, ne fait que « des demandes justes et urgentes ». On se souvient que la demande du 13 décembre fut examinée à Rome en février 1804, et repoussée non sans quelque dédain. Pour lors, on n'en était pas encore là.

La nouvelle tactique devait être mise à l'essai. La lettre de Vorontsov et la note ministérielle furent donc communiquées à Boutourline avec l'injonction suivante : « Ces deux pièces renfermant les points et articles essentiels qui, en vertu des ordonnances des souverains de Russie, servent de fondements et comme de limites aux rapports qui peuvent et pourront avoir lieu entre notre gouvernement et la cour de Rome pour les intérêts et l'avantage des sujets catholiques de cet empire, vous devez, monsieur, les prendre constamment pour base des explications et démarches que vous aurez à faire à Rome. »

A côté de ces affaires épineuses d'Église, la politique proprement dite n'avait plus qu'une importance secondaire. L'Italie se transformait alors violemment. Son sort se décidait sur les champs de bataille, et Rome, disait Alexandre I^{er}, a « quelque chose à espérer et tout à craindre du gouvernement français ». Pour avoir un coup d'œil d'ensemble, il désirait être renseigné sur l'état d'esprit des populations de la péninsule, ses relations internationales, surtout avec la France, le mouvement des troupes indigènes et étrangères. Personne n'était mieux placé que le ministre de Rome pour recueillir les observations de ce genre. Ordre lui fut donné de les consigner, et, le cas échéant, d'en profiter.

Assurément, Mgr Arezzo ne pouvait avoir connaissance exacte des instructions données à Boutourline, mais dans

ces deux pièces du 13 décembre il y avait de quoi l'édifier suffisamment sur le but que poursuivrait à Rome la légation russe. Son optimisme ne s'en effarouchait pas outre mesure. Il se promettait plutôt des avantages de ce commerce diplomatique, surtout à cause des qualités personnelles du nouveau titulaire de ce poste. En principe, il n'approuvait pas la présence d'un ministre orthodoxe à Rome, succédant à des agents catholiques, mais, s'il fallait déroger à la coutume, aucun choix ne pouvait, d'après lui, être plus heureux que celui du comte Dmitri Pétrovitch Boutourline (1).

Catherine II avait tenu sur les fonts baptismaux ce petit-fils du maréchal Alexandre Borisovitch, favori d'Élisabeth. Orphelin en bas âge, son éducation avait été confiée à son oncle, Alexandre Vorontsov, qui était maintenant son chef hiérarchique, car l'ancien élève du corps des cadets n'avait servi que six semaines dans l'armée, comme aide de camp de Potemkine, et s'était fait aussitôt admettre au collège des affaires étrangères. Sans être lui-même du comité secret, il en soupçonnait l'existence, mais restait inféodé au système et aux vues de son oncle qu'il tenait pour l'homme providentiel du moment.

La légation de Rome mettait le comble à ses vœux (2). Il la désirait, ce sont ses propres termes, comme il désirait sa maîtresse à vingt ans. L'avenir sous le ciel bleu du Midi lui souriait étrangement : il espérait rétablir sa santé, satisfaire ses goûts de bibliophile, soigner l'éducation de ses enfants, voire ménager sa fortune mal administrée, mais considérable. Initié aux études et à la littérature classiques, « la patrie de Cicéron, d'Horace et de Virgile » avait pour lui un attrait indicible.

(1) BOUTOURLINE, M. D., *Otcherk*, passim; *Zapiski*, p. 219.

(2) *Arkhiv kn. Vorontsova*, t. XXXII, p. 345, 356, 375, 382, 398.

Dans ces conditions, le rapprochement avec l'ambassadeur du pape se fit sans difficulté. Arezzo aimait à passer ses soirées chez son futur collègue. Il appréciait ses allures nobles et loyales, s'épanchait librement avec lui, croyait l'avoir gagné à sa cause, et profitait amplement de ses bonnes dispositions. A propos de l'affaire Vernègues, il lui rendit ce témoignage que le ministre de Russie s'était comporté en ministre papal. La présence de la comtesse, née Anna Vorontsov, et cousine éloignée de son mari, augmentait le charme de ces conversations intimes. Cette femme distinguée valait autant par son intelligence que par son caractère : elle passa plus tard au catholicisme.

Mais le parfait homme du monde, l'agréable causeur à la mémoire prodigieuse, n'en restait pas moins diplomate. Libéral par conviction, il sera partisan des Grecs en 1821, il écrira en leur faveur une brochure que Capo d'Istria prendra soin de « protocoler », et, d'autre part, il saura s'adapter aux exigences d'Alexandre I^{er} et de Vorontsov. A en croire Arezzo, il aurait rédigé lui-même ses instructions. Quel est précisément le texte désigné par ce nom, nous ne saurions le dire avec certitude, mais une conjecture se laisse faire. Le 15 juin 1803, Boutourline écrivait à Simon Vorontsov, frère d'Alexandre, et ambassadeur à Londres : « J'ai jeté quelques idées sur la nature des occupations d'un ministre de Russie à Rome (1). » Or, cette minute s'est retrouvée parmi ses papiers. Elle est l'œuvre, non d'un homme d'État, mais d'un dilettante en diplomatie. Boutourline se rend compte de la double nature des affaires à traiter : relations politiques avec le prince-souverain, relations religieuses avec

(1) *Arkhir kn. Vorontsova*, t. XXXII, p. 358 ; t. XX, p. 494.

le chef spirituel de la catholicité. Au point de vue politique, rien, d'après lui, ne s'oppose à l'harmonie des deux cours. Les tendances envahissantes de la France l'émeuvent, il voudrait atténuer son influence à Rome, et il se met à sillonner le champ des hypothèses : que fera le pape si les Français sont vainqueurs ? que fera-t-il s'ils sont vaincus ? Quoi qu'il arrive, c'est au ministre de Russie qu'il réserve le beau rôle. Au courant des fluctuations qu'il se fera un devoir d'observer, fort de la rectitude et de la pureté de ses vues, il sera le médiateur impartial, ne donnant ombrage à personne, se prêtant de bonne grâce et selon l'équité aux intérêts temporels du Saint-Père, méritant ainsi une réciprocité de bienveillance et de facilité « dans la partie sacerdotale de sa mission ».

Là est le point essentiel, mais aussi le point délicat. Boutourline ressentait quelque appréhension des « controverses serrées » et « des ergoteurs en cour de Rome », et d'avance il voulait se prémunir contre les attaques de ce genre « par l'étalage ostensible de quelques principes généraux, de quelques maximes fondamentales, sur lesquelles (*sic*) devra être basée l'instruction du ministre, et auxquelles il ne sera pas indifférent d'habituer le Saint-Siège avant que de les mettre en pratique ». Et sans se préoccuper de cet « étalage », il énumère les affaires que l'on aura à discuter plus fréquemment : pouvoirs et bulles des évêques, dispenses de mariage, sécularisation des religieux, taxes de chancellerie. L'atout qu'il croyait avoir entre les mains était celui-ci : faire sentir à la cour de Rome que l'on s'adressait à elle par pure bienveillance, que, selon l'opportunité, on passerait outre. Et, en regard d'une religion simplement tolérée, il fait sonner bien haut la liberté et l'indépendance de la cour de Russie, « sa toute-puissance temporelle sur les choses et les

personnes ecclésiastiques », l'impossibilité pour le pape d'exercer une influence quelconque en pays orthodoxe. Cette grandiloquence ne l'empêche pas de réduire l'action du ministre à fort peu de chose : transmettre à qui de droit les pièces envoyées par le collège ecclésiastique de Pétersbourg, appuyer de son crédit les demandes présentées, du reste paraître étranger aux affaires. De cette manière, le ministre, au gré de Boutourline, « gagnera en liberté et franchise plus que ce qu'il peut perdre par l'ignorance des matières théologiques et canoniques ». A vrai dire, ces avantages eussent été aussi problématiques que la phrase elle-même est obscure et déroutante.

Plus claire, mais aussi plus décevante est l'opinion de Boutourline sur une affaire qui, aux yeux d'Arezzo, était de loin la plus importante. « Le chimérique (*sic*) de la réunion des deux Églises », écrit-il, « étant une des marottes du Saint-Siège, il suffira, sans s'y prêter, de ne le pas combattre ouvertement, pour entretenir une disposition bien propre à obtenir des concessions au présent, dans l'espoir de les retrouver à l'avenir. Il ne conviendrait peut-être pas d'établir cette idée, mais il serait également peu adroit de n'en point profiter quand on la trouve établie, et surtout lorsque pour l'entretenir il suffit de se renfermer dans des réticences, des espérances sur un avenir éloigné et incertain ; en un mot, quand pour nourrir cette chimère, il suffit au ministre d'une conduite passive et qui n'engage à rien. »

Tel est à peu près le contenu de cette minute qui tourne parfois à la divagation. Datée du mois de mai 1803, elle est antérieure au *rescript* du 24 septembre. Entre les deux pièces, il y a un air de parenté, les grandes lignes sont les mêmes, « l'étalage » mentionné dans l'une est reproduit en entier dans l'autre. Il est donc pro-

nable que si Boutourline n'a pas écrit lui-même ses instructions, comme le croyait Arezzo, il a, du moins, fourni des notes pour la rédaction du *rescript*, et que l'on s'est contenté d'y ajouter les compliments d'usage en pareil cas.

Quel espoir de succès pouvait inspirer une mission dont le titulaire dissimulait des maximes pernicieuses sous des formes courtoises, et qui obéissait à des prescriptions ultra-fébronniennes? Si Mgr Arezzo en augurait bien, c'est qu'il se laissait égarer par ses sympathies personnelles, d'ailleurs légitimes, pour Boutourline, et séduire par de brillants, mais vains mirages. L'avenir lui épargna la possibilité même de la déception : la mission n'eut pas lieu.

Tout était prêt pour le départ : l'oukaze signé depuis le 31 mai 1803 et le traitement fixé à 25 000 roubles (1). Simon Vorontsov voyait déjà son neveu arriver à Rome, le bourdon à la main, et baiser les pieds du Saint-Père, il le félicitait d'aller dans un pays où il y a des indulgences à gagner, et il en demandait pour sa part une bonne provision. Mais, tandis qu'il s'essayait péniblement à faire de l'esprit, la santé de son frère Alexandre, depuis longtemps chancelante, donnait des inquiétudes. Quelques mois de repos, loin des affaires, loin de la capitale, au fond d'une campagne, furent jugés indispensables. Son état, sans être alarmant, exigeait des soins. Boutourline ne voulait pas le quitter. « Le Saint-Père », écrivait-il à Simon Vorontsov, le 10 octobre 1803, « a bien vécu sans moi jusqu'à présent, j'espère donc qu'il patientera encore quelques mois. D'ailleurs, j'imagine que l'envoyé de Dieu (*Bonaparte*) l'occupe plus que l'envoyé du Nord. » Et le

(1) *P. S. Z.*, t. XXVII, n° 20777, p. 635; XLIX, p. 22. — *Arkhiv kn. Vorontsova*, t. X, p. 215, 219; t. XXXII, p. 375, 383, 419.

12 novembre : « Mon oncle (qui est mon étoile polaire) continue à persister d'abandonner l'arène et de partir à la fin de janvier. Comme ce n'est que pour lui que j'ai différé mon voyage, je lui tiendrai fidèle compagnie jusqu'au bout, et ne ferai atteler mes chevaux pour Rome que quand les siens seront prêts pour Moscou. »

Ce retard prolongé devait avoir des conséquences fatales. Des complications imprévues survinrent, les relations avec le Saint-Siège se ralentirent, l'envoi d'un ministre fut, en juin 1804, suspendu, et remis à une époque indéterminée. Le 20 février 1806, après avoir enterré son oncle Alexandre, mort vers la fin de l'année précédente, Boutourline écrivait à Simon Vorontsov : « Je suis toujours ministre à Rome résidant à Moscou. Dieu sait si jamais je verrai mon poste, mais je m'en inquiète peu. » N'est-ce pas là un aveu spontané de dilettantisme ? Le ministre manqué devint directeur de l'Ermitage, galerie célèbre de tableaux à Pétersbourg, et dans la suite, se fixa, pour des motifs de santé, à Florence.

Il nous faut maintenant remonter un peu plus haut pour exposer l'incident qui a troublé les relations de la Russie avec Rome et arrêté le départ du ministre.

CHAPITRE II

L'AFFAIRE VERNÈGUES

- I. L'ARRESTATION. — La *jettatura*. — Les *Mémoires* de Consalvi en désaccord avec ses dépêches. — Époque des complots. — L'incident de Vernègues. — Le cardinal Fesch. — Vittorio Cassini Capizucchi. — Joachim Lizakewicz. — Rivalité entre les représentants de la Russie. — La mentalité d'Alexandre I^{er}. — Le chevalier du Vernègues. — Dénoncé par Alquier. — Bonaparte demande l'arrestation. — Vernègues se fait déclarer sujet russe. — Cruel embarras du Pape. — Le *oui* de Consalvi. — Vernègues au château Saint-Ange.
- II. L'EXTRADITION. — Égards envers le prisonnier. — Lettres de Consalvi et de Lizakewicz. — Contraste. — Entre diplomates. — Rapport banal et rapport perfide. — Question de bonne foi. — Arezzo et Czartoryski. — Consalvi et Fesch. — Casuistique et métaphysique. — Confidences. — Un tribunal romain. — Note de Cassini. — Bonaparte entre en lice. — Les idéologues. — Beau geste du Premier Consul. — Consalvi sur la brèche. — Vernègues extradé. — Départ de Cassini. — L'insouciance de Caprara révélée. — Volontaire et préméditée? — Opinion de Boutourline et de Czartoryski. — Le grand coupable d'après Consalvi.
- III. LA RUPTURE. — Secret dessein de la Russie. — Tatistchev et « la tragi-parade ». — Sourire et congé. — « Conférence mémorable et très amère ». — Vains efforts d'Arezzo pour rester — Départ pour Dresde, sans audience. — Vernègues au Temple. — Ses souffrances. — Ses déclarations. — Ses défenseurs. — Pie VII obtient sa mise en liberté. — Lettre papale laissée sans réponse. — Ingratitude de Vernègues. — Son mariage. — Arezzo et d'Antraigues. — Audience refusée. — Mot cruel.

I

L'ARRESTATION

Le cardinal Consalvi s'est plaint mélancoliquement de la fatalité qui, à propos d'un incident d'importance

moindre, mit aux prises le Saint-Siège avec la France et la Russie, et contraria invariablement tous les essais de conciliation : *una jettatura*, eût dit le populaire (1). Manieur incomparable d'affaires, il avoue l'impuissance de l'homme contre la force du destin, ou plutôt il s'incline devant les conseils mystérieux de la Providence, toujours juste dans ce qu'elle veut ou permet. « Je ne sache pas », dit-il dans ses *Mémoires*, « qu'il y ait eu une plus désolante affaire que celle de ce Vernègues. Elle fut très malheureuse dans son principe, dans tout son cours et jusque dans son issue (2). » Les *Mémoires* de Consalvi ne sont pas toujours d'accord avec les documents de l'époque, ce sont ces derniers qui me serviront de guide, et je me bornerai à signaler quelques divergences.

Nous sommes en 1803, à l'époque des complots royalistes contre le futur empereur, des poursuites tapageuses contre les coupables vrais ou présumés, des impérieuses réclamations au sujet de Christin et d'Antraigues. A la même catégorie de diplomates douteux appartient le chevalier du Vernègues qui entre maintenant en scène. Il réside à Rome, mais il est émigré français, et, de fraîche date, sujet russe ou aspirant à l'être. La police consulaire ne le perd pas de vue. Elle signale ses agissements. Bonaparte parvient à le faire arrêter, et aussitôt exige du pape son extradition. Alexandre I^{er} s'y oppose énergiquement, et c'est encore au pape, par suite des conditions territoriales, à prononcer le verdict sans appel, livrer Vernègues

(1) Paris, Affaires étrangères, *Rome, Corresp.*, t. 936. — Archives nationales F⁷, 3305; 6371, dossier 7569; 6477, dossier 364: AF, IV, 1019; n° 43; 1956, n° 1 bis. — Archives du Vatican, *Polonia*, t. 341, 342, 349, 350; *Francia*, t. 584, — Saint-Pétersbourg, Affaires étrangères, lettres de Vernègues, Cassini, Lizakewicz, Tatistchev, Consalvi, Arezzo, Fesch; papiers saisis chez Vernègues; notes diverses.

(2) T. II, p. 317.

à la France ou s'entendre avec la Russie, car dans la lutte acharnée qui s'engage on s'adresse à lui des deux côtés, et il ne peut se dérober à une responsabilité redoutable.

Le secrétaire d'État la partage dans une large mesure, il est l'âme des négociations qui se déroulent et l'inspirateur des mesures que l'on va prendre. L'importance des intérêts en jeu surexcitant son zèle, il épuise les ressources de son esprit fécond en expédients. Malheureusement, il est mal secondé à Paris par les hésitations et la nonchalance du nonce Caprara, tandis qu'à Rome le cardinal Fesch exécute avec une activité inlassable les ordres du Premier Consul. L'ambassadeur de France est encore en bonne harmonie avec le ministre du pape. Celui-ci le trouve aristocratique dans ses allures, bon prêtre, sage, très modéré, attaché au Saint-Siège, digne de mériter la confiance du gouvernement et capable de lui donner satisfaction. C'est sous ces traits que, le 5 novembre 1803, Consalvi dépeint à Mgr Arezzo le cardinal Fesch.

D'autres couleurs sont en réserve sur sa palette pour certains diplomates russes. Et c'est ici qu'il importe d'entrer dans quelques détails (1). Cependant que Boutourline, déjà nommé ministre à Rome, s'attardait à Pétersbourg, la Russie était représentée près le Saint-Siège par un chargé d'affaires, le comte Vittorio Cassini, déjà mentionné plus d'une fois, originaire de Turin, de son vrai nom Capizucchi. Excellent consul pendant une série d'années, il devint diplomate aussi médiocre que son français était détestable. Tant que sa correspondance avec Consalvi ne roule que sur passeports, chevaux de poste et escortes de

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 344, II, correspondance de Consalvi avec Cassini et Lizakewicz.

dragons, tout marche à souhait, mais lorsque surviennent des affaires épineuses et compliquées, il se trouve au-dessous de sa tâche, et se montre mal à propos ou trop fier ou trop déprimé. Ce n'était pas qu'il y mit de la malice. Son nid était fait à Rome, et il ne désirait rien tant que d'y rester. Peu fortuné et père d'une famille nombreuse, c'est à l'ombre du Saint-Siège qu'il avait le plus de chance de se refaire. Aussi bien, le 1^{er} juillet 1803, il s'adresse à Consalvi pour obtenir par son intercession des faveurs lucratives : la grand'croix de Malte pour sa personne, et pour son fils aîné, Vittorio Saverio, la croix de justice avec pension attachée à une commanderie et reversible, en cas de mariage ou de décès, sur le second fils Casimir. Et Consalvi qui refusait pour lui-même la croix de Malte, richement montée en diamants, recommandait avec insistance au grand maître de l'ordre la requête de Cassini. Mais que celui-ci fût décoré ou non, ce n'est pas sur sa dextérité et sa discrétion que l'on pouvait compter dans les moments critiques.

A côté du représentant officiel de la Russie, il y en avait un autre, Joachim Lizakewicz, qui résidait à Rome accidentellement, et que Pie VII, on s'en souvient, avait chargé de transmettre à Paul I^{er} une missive importante. Il était accrédité auprès du roi de Sardaigne que l'invasion française avait obligé de chercher un asile à Gaëte, et il le suivait de loin dans ses déplacements. Consalvi subissait le fastidieux personnage, et, quoique celui-ci n'eût pas le droit d'y prétendre, lui accordait les franchises diplomatiques, mais il l'avait en horreur. Méchant homme, *uomo cattivo*, écrivait-il, le 6 avril 1805, qui a compromis et desservi tous les gouvernements auprès desquels on l'envoyait. Et ailleurs, il le dit « d'un caractère intrigant et pervers, terrible à tous ceux qui étaient en

relation avec lui ou qui avaient le malheur d'être sous ses ordres (1) ». On verra bientôt l'exception.

Pour comble d'infortune, entre les deux représentants de la Russie il y avait une rivalité irritante, toujours prête à dégénérer en conflit. Lizakewicz posait en censeur rigide et implacable de son collègue, et Cassini le redoutait autant qu'il l'exécrait. Les occasions, grandes et petites, de se contrarier ne leur manquaient pas. Ainsi, lorsque, le 3 février 1803, Pierre I^{er} et sa femme Catherine parurent sur les planches dans un drame ridicule intitulé *Pace al Pruth*, Cassini s'empessa de porter plainte. Réparation immédiate et éclatante : dès le lendemain, on lui présente des excuses, la pièce est interdite, et le *capo-comico* passe des coulisses à la geôle. Ce petit triomphe de son collègue déplut à Lizakewicz. Il demanda immédiatement la mise en liberté du pauvre *capo-comico* qui, à dire vrai, n'était guère coupable, l'œuvre ayant été approuvée et admise par la censure romaine, tout à fait étrangère aux soucis politiques.

Quelques mois plus tard, en octobre, c'est encore au théâtre Valle que le cocher de Lizakewicz en vient aux mains avec la sentinelle qui monte la garde. Les torts du cocher, surpris en flagrant délit, sont si évidents que l'on se voit obligé de l'arrêter, mais la sentinelle, quoique irréprochable, reçoit aussi une réprimande imméritée, au sensible déplaisir de Cassini, qui condamne cette espèce de compensation accordée à Lizakewicz. Il accuse Consalvi de faiblesse, et lui écrit dans son fin langage : « Qui se fait brebis (et le mot italien dont il se sert *pecora* a encore plus de saveur) est mangé par le loup. »

Assurément, si Consalvi ménageait Lizakewicz, ce n'est

(1) T. II, p. 320.

pas qu'il eût à se louer de ses procédés : pure question de convenances. Car notamment dans l'incident Vernègues, c'est lui qu'il dénonce comme le grand coupable et le fougueux perturbateur. Peut-être se laisse-t-il même entraîner trop loin par l'animosité. Le sous-ordre n'a joué un rôle actif que dans les préliminaires. Il a préparé le terrain, fourni les armes, aiguisé leurs tranchants. mais sitôt que les deux adversaires sont en présence, plus n'est question de lui. C'est un duel diplomatique qui s'engage entre Bonaparte et Alexandre, avant-coureur du gigantesque duel sur les champs de bataille, à la tête des peuples frémissants. Duel fatalement inévitable. Un mot est tombé de la plume d'Alexandre, fulgurant comme un éclair. « Bonaparte prétend que je ne suis qu'un sot », écrit-il à sa sœur chérie Catherine. « *Rira le mieux* (sic) *qui rira le dernier!* et moi je mets tout mon espoir en Dieu. » La lettre est du 26 mai 1807 (1), mais la mentalité date de loin. Tout y est : et l'amour-propre blessé, et la revanche personnelle, et la mystique confiance du libérateur de l'Europe dans le Dieu des armées. En 1803, la mauvaise humeur contre la France s'accumule à Pétersbourg. Lizakewicz lui donne l'occasion de s'épancher. Vernègues, au fond simple comparse, devient le héros du drame. C'est à ce titre qu'il le faut présenter au lecteur.

De son propre aveu, Joseph Hilarion Gauthier Poët, chevalier du Vernègues, était un royaliste militant (2). Originaire d'Aix en Provence, d'une famille dévouée à la monarchie, capitaine au régiment Lorraine-Dragons, il quitte la France en 1789, et s'en va rejoindre les princes fugitifs à Turin. Sa bonne volonté est mise immédiate-

(1) De l'année 1808, selon SCHIEMANN, *Kaiser*, p. 543.

(2) D'après les dossiers des Archives nationales cités précédemment et la notice autobiographique envoyée à Pétersbourg.

ment à profit : il est chargé d'entretenir des relations avec le Midi. Ceci ne l'empêche pas de faire dans le corps de Condé la première campagne contre la France. Après quoi, déposant les armes, il revêt la toge, et reprend en Piémont « le fil des intelligences qu'il s'était ménagées dans le Midi ». On devine, sans qu'il le dise, de quelle nature devaient être ces « intelligences » avec les régions témoins naguère du camp de Jalès. Nommé par le comte de Lille, chargé d'affaires à Gênes, il cumule cette dignité quelque peu chimérique avec le service d'Espagne d'abord, et ensuite celui de Russie. Sa position sociale ne se dessine un peu mieux que lorsqu'il est attaché par Catherine II à la légation impériale de Gênes avec un traitement de cent cinquante ducats de Hollande, mais sans aucune attribution spéciale. Toujours est-il qu'il demeure chez Lizakewicz et possédait ses bonnes grâces. D'autre part, Louis XVIII l'honorait de sa confiance, le chargeait « d'occupations et d'affaires délicates », le duc de Berry lui confiait le soin de sa pension napolitaine, le comte d'Avaray lui donnait des preuves d'amitié. Du Vernègues entretenait une vaste correspondance, recevait des lettres anonymes et se faisait appeler « l'Héritier ». Des espions étaient à ses trousses. Le 2 juillet 1803, on le signalait à la police en ces termes : « agent universel des princes pour l'Italie et écrivain infatigable ».

Trop sûr de lui-même, il crut pouvoir, vers la fin de la même année, risquer un voyage à Naples, et affronter impunément l'ambassadeur de France, Alquier, son œil vigilant et son oreille tendue. Le Vendéen révolutionnaire, rallié à Bonaparte, rachetait ses anciens égarements par un excès de zèle. Il apprend que Pichegru et Dumouriez proposent aux Anglais une descente en Bretagne, que le comte d'Artois exige au préalable la recon-

naissance de la monarchie. Le prince Castelvicala, ministre des Affaires étrangères, Acton, le tout-puissant favori, sont au courant de ces projets. Déjà les émigrés invitent les officiers français au service de Naples à passer en Angleterre, Vernègues est du nombre de ceux qui les embauchent. Alquier demande et obtient son expulsion de Naples, et, le 11 octobre 1803, le dénonce à Talleyrand, comme ourdissant des trames et réfugié à Rome. Le coup était rude, le royaliste touché (1).

Dès lors, dans l'esprit de Bonaparte, le nom de Vernègues est associé à celui des deux conspirateurs, qui s'entendent avec les Anglais, et son sort est irrévocablement fixé : il sera livré à la France et jugé par des tribunaux français. Pas de compromis sur le chapitre des complots : tous les fils des intrigues anticonsulaires doivent être saisis promptement, énergiquement, et, s'il le faut, audacieusement. Mais, calculateur avisé, Bonaparte se contente pour l'instant de la mainmise sur la personne de Vernègues et ses papiers, tous ses papiers, originaux et copies. Le 1^{er} novembre, Talleyrand transmet ses ordres au cardinal Fesch, il les réitère le 12, et, le 14, il y ajoute une allusion aux qualités et protection étrangères, dont Vernègues pourrait se prévaloir et qui ne méritent pas d'attention. L'ambassadeur rédige une note dans le sens indiqué, et, le 22 novembre, la transmet à Consalvi sous le sceau du plus grand secret. Arrêter un conspirateur et s'emparer de ses papiers, quoi de plus simple ? Dès le lendemain, le secrétaire d'État promet son appui. Aussitôt le gouverneur de Rome est prévenu, et il met en mouvement le *bargello* et les sbires.

L'allusion énigmatique de Talleyrand qui avait passé

(1) Paris, Affaires étrangères, *Rome, Corresp.*, t. 936, f. 13, n° 10.

inaperçue était grosse de difficultés inextricables. L'élément international allait faire irruption dans les rapports avec la France. Consalvi ne soupçonnait pas les précautions dont s'entourait le chevalier du Vernègues.

Après avoir longtemps voltigé autour de la légation de Russie à Gênes et à Rome, et encaissé consciencieusement ses cent cinquante ducats annuels, il finit par demander, avec l'approbation de Louis XVIII, l'admission effective au service diplomatique de la Russie. Chaudement patronné par Lizakewicz, il envoie à Vorontsov une notice autobiographique, il la communique, le 16 décembre 1802, à Czartoryski avec une lettre en style mièvre : appel au « cœur noble et généreux » de Son Excellence, espoir de « douce consolation », promesse de « zèle le plus ardent », « éternelle et vive reconnaissance ». Le prince ne se laissa ni toucher, ni séduire. Le 31 janvier 1803, il écarta courtoisement la demande indiscrete, engageant toutefois le solliciteur à exposer ses idées sur la manière dont on pourrait l'employer utilement (1).

Des idées de cette espèce Vernègues en avait à vendre, mais il tenait surtout à faire son commerce en pleine sécurité. Allant au plus pressé, le 26 mars, l'émigré français, en guise de réponse, requiert la grâce d'être naturalisé Russe. Et dans quel but ? Il l'avoue sans détour : il n'ambitionne ni grade, ni argent. S'il désire appartenir à une grande puissance qui honorera le reste de ses jours, et à laquelle il consacrera ses faibles moyens, c'est qu'il veut rester fidèle à ses principes, et se mettre à l'abri de tout inconvénient, se procurer une plus grande tranquillité et des facilités pour se rendre utile. En bon français

(1) Saint-Pétersbourg, Affaires étrangères, *Correspondance de Vernègues*.

cela signifie : laissez-moi battre pavillon russe et me démenter en royaliste. C'est bien ainsi que Vernègues l'entend. Il promet de rester fidèle à la « circonspection », et garantit d'avance que la France ne réclamera point. Il devait se tromper cruellement.

La franchise du chevalier lui valut un prompt succès. Le 18 juin, on l'autorise à présenter une supplique, au mois de septembre le chancelier lui annonce que l'empereur l'a déclaré sujet russe; le 21 novembre, Tatistchev confirme la nouvelle, et s'excuse du retard à cause des formalités à remplir au Sénat et qui n'étaient pas encore remplies. Les fonctionnaires qui s'exécutent avec tant de zèle, Vorontsov et Czartoryski, Lizakewicz et Tatistchev, se doutaient-ils qu'ils attireraient leur maître dans un guépier? Ne prévoyaient-ils pas des complications inévitables? Assurément, ils ont été ou trop naïfs ou très coupables. Faut-il innocenter l'empereur lui-même? Il a pu ignorer les détails et présumer de sa finesse.

Quant à Vernègues, il débordait de bonheur et de joie d'avoir réussi à se dénationaliser. Il en informe aussitôt Cassini en le priant d'en faire à qui de droit la déclaration officielle, et, le 21 décembre, celui-ci s'acquitte de cette commission auprès du secrétaire d'État. Circonstance à noter : soit qu'on l'ait induit en erreur, soit qu'il ait négligé lui-même de s'instruire, Consalvi était persuadé que Vernègues avait déjà entre les mains son brevet ou diplôme de nationalité russe, tandis qu'il ne possédait que des lettres qui le lui annonçaient. Une solution pouvait jaillir de ce fait, qui ne fut jamais ni relevé, ni exploité. Il est, d'ailleurs, tout à fait sûr et certain. Car c'est seulement le 14/26 janvier 1804 que le Sénat de Pétersbourg fut saisi de l'affaire Vernègues, que la volonté de l'empereur lui fut signifiée, et qu'il décréta

les mesures à prendre pour son exécution (1). Légalement, le 21 décembre 1803, Vernègues n'était donc pas sujet russe, il n'avait pas le droit de se réclamer d'une puissance étrangère. Lizakewicz, initié aux détails du métier, ne pouvait l'ignorer. Sa mauvaise foi est incontestable. Il voulait monter un coup, faire esclandre. Il y a réussi.

Ici se place un incident mentionné dans les *Mémoires* de Consalvi (2), et qui est en contradiction flagrante avec ses propres dépêches. Le cardinal raconte qu'il s'est rendu lui-même chez Cassini, et lui a proposé de faire à la sourdine évader du Vernègues. Enchanté de ce biais, le chargé d'affaires s'en va trouver le prétendu néo-Russe qui le reçoit très mal. Une scène orageuse se passe entre eux. On se fait mutuellement des menaces. Vernègues, que le cardinal traite de fou et de téméraire, s'obstinait à ne pas démarrer, Cassini manquait de courage pour l'y contraindre, le Saint-Siège dut agir.

Or, d'après la dépêche de Consalvi du 27 décembre, adressée à Mgr Arezzo, destinée à renseigner l'empereur et ses ministres, confirmée, à différentes époques, par les pièces postérieures, les choses se sont passées tout à fait diversement. Averti par Cassini de la faveur accordée à Vernègues, le secrétaire d'État se hâta de faire son rapport au pape, et tous deux, sans contrôler ou approfondir le fait, ne se préoccupèrent que de la gravité de cette révélation. Lié par le secret vis-à-vis de Fesch, lié par la promesse d'arrestation, Consalvi ne pouvait ni s'ouvrir avec Cassini, ni révoquer des ordres qui lui semblaient justes et nécessaires. Une suspension, une dilation, pour

(1) Saint-Petersbourg, Archives du Sénat, *Affaire Vernègues*.

(2) T. II, p. 325. — Saint-Petersbourg, Affaires étrangères, 27 décembre 1803, *Consalvi à Arezzo*.

avoir le loisir d'aviser, c'est tout ce que l'on osait espérer, encore convenait-il de s'entendre avec Fesch. Le 24 décembre, Consalvi lui annonce que Vernègues est sujet russe, et lui fait part de ses désirs et anxiétés. Dès le lendemain, l'ambassadeur rejette toute idée de sursis, maintient sa demande d'arrestation immédiate, et agite le spectre du complot tramé contre la France.

Le même jour, une agaçante contrariété : en proie aux plus accablantes prévisions, obligé de les dissimuler, le secrétaire d'État fait, sur le tard, une apparition dans les salons du ministre d'Allemagne. Il y rencontre Lizakewicz qui s'empresse de lancer l'interpellation insidieuse : « Êtes-vous prévenu de la nouvelle nationalité de Vernègues ? » Consalvi laisse tomber un oui, et s'esquive, pour ne cacher, dira l'indiscret questionneur, l'expression sinistre de sa physionomie qui m'eût révélé son secret.

En effet, encore quelques heures et l'ordre d'arrestation allait enfin être exécuté. La police était en retard, et ce retard reste inexpliqué et inexplicable. Dans sa dépêche du 27 décembre 1803, à Mgr Arezzo, Consalvi ne relève pas cette anomalie, et il ne mentionne que « les diligences » du gouverneur de Rome pour s'assurer de la personne de Vernègues. Singulières « diligences » qui, du 22 novembre au 21 décembre, n'aboutirent à aucun résultat. Les *Mémoires* du cardinal augmentent les incertitudes plutôt qu'ils ne les dissipent : tant que Vernègues se promène au grand jour, on le croit parti de Rome ; dès qu'il se cache, on perd sa piste, et, au dernier moment, lorsqu'il reparait avec la cocarde russe, on hésite encore avant de l'arrêter (1). Évidemment, il y a là quelque chose de surprenant, pour ne pas dire de

(1) T. II, p. 319.

louche. Le champ reste ouvert aux hypothèses : il y en aurait de plausibles à faire.

Quoi qu'il en soit, c'est dans la nuit du 25 au 26 décembre que Vernègues, déjà paisiblement endormi, fut réveillé par le pas cadencé de la troupe. Une vingtaine de soldats, conduits par un officier, pénétrèrent à l'improviste dans sa demeure. Ses papiers sont réunis et soigneusement emballés ; lui-même est, sous bonne escorte, conduit au château Saint-Ange.

Il fallait prévoir les réclamations de la Russie, mais la France serait-elle complètement satisfaite ?

II

L'EXTRADITION

Le mausolée colossal d'Adrien, tour à tour citadelle et palais, servait aussi de prison. Ses murs cyclopéens avaient abrité des criminels illustres, parfois de simples prévenus, auxquels, en échange de liberté, on prodiguait des égards. Le chevalier du Vernègues n'était pas un condamné, une puissance étrangère s'intéressait à son sort, il convenait donc de le ménager. Les rigueurs de l'isolement furent compensées par les soins et le confort : bien logé, bien nourri, Vernègues put même garder à son service son propre valet de chambre.

A l'intérieur du château, un morne et profond silence régnait autour du prisonnier, mais au dehors son arrestation allait soulever des clameurs qui retentiraient dans toute l'Europe, depuis les bords du Tibre jusqu'à ceux de la Seine et de la Néva.

Par sa position et la force même des choses, le secré-

taire d'État se vit obligé d'entrer le premier dans la voie des explications diplomatiques. Le 26 décembre, de grand matin, Cassini reçut du Quirinal un message qui le remplit de stupeur. Consalvi lui annonçait officiellement que Vernègues avait été arrêté, des crimes antérieurs à l'adoption par la Russie en étaient la cause. Il justifiait l'arrestation par les obligations mutuelles des États entre eux, et prévenait courtoisement que Mgr Arezzo porterait le fait à la connaissance de l'empereur.

Bientôt après arrive une lettre de Lizakewicz. Même sujet, mais quelle différence de ton ! Très raide, très autoritaire, renforcée par une espèce de sommation d'avoir à réclamer « avec la plus grande force et énergie » la mise en liberté immédiate de Vernègues. Piqué au vif par cette injonction brutale, jaloux de son indépendance professionnelle, Cassini répondit non sans rudesse qu'il connaissait les devoirs de sa charge, et qu'il n'était responsable que devant l'empereur et ses ministres. L'âpreté de cette correspondance provoquait le conflit entre les deux représentants de la Russie, et le conflit ne pouvait avoir que des conséquences funestes. En effet, Cassini se contentait provisoirement de protester. Il voulait, jusqu'à nouvel ordre, rester, selon son expression, « dans certaines bornes ». Cette réserve lui paraissait opportune pour ne pas entrer immédiatement en lutte périlleuse avec le cardinal Fesch. Peut-être ménageait-il aussi le gouvernement pontifical, qui tenait à éviter le tapage, et dont il déplorait la situation humiliée vis-à-vis de la France. Mais, dans la société de Pétersbourg, il se faisait passer pour un foudre de guerre. Il faut citer ses propres paroles à propos de la « charmante affaire ». « Quant à moi », écrit-il à Maisonneuve, le 8 janvier 1804, « j'espère que notre cour sera contente de ma gestion, n'ayant

rien omis pour me récrier contre un acte arbitraire de cette nature, ignorant parfaitement par quels moyens ce gouvernement entendra de légitimer sa conduite. Je vous avoue néanmoins, cher commandeur, que je suis très agité sur la résolution que pourra prendre Sa Majesté l'empereur, craignant un déplacement qui m'occasionneroit une très grande perte sur les effets de mon nouveau (*sic*) établissement, et me contraindrait à des nouveaux frais de voyage avec une aussi nombreuse famille telle que la mienne. » Maisonneuve, représentant de l'ordre de Malte à Pétersbourg, lui donna une réponse mortifiante (1), et Arezzo, admis dans la confidence, ne lui accorda, une fois de plus, que *poco cervello*.

Avec un adversaire de ce genre la lutte était facile. Malgré lui et contre lui, Lizakewicz allait donner libre cours à sa haine contre la France, à ses préventions contre le Saint-Siège, et soulever de la sorte une grosse question internationale. La société de Pétersbourg était alors très montée contre le Premier Consul, et les voyageurs russes, de passage à Rome, se prêtèrent volontiers à des manifestations bruyantes. Un compatriote improvisé jeté en prison pour faire plaisir à l'ambassadeur de France, il y avait là de quoi surexciter les esprits. Un soir, on se réunit chez Lizakewicz. Une protestation à envoyer à l'empereur est rédigée, elle se couvre de signatures. Toute la compagnie se rend ensuite chez Cassini. On le presse d'agir efficacement, et, comme il ne montre pas assez d'ardeur, on lui fait des avanies dans les salons et des affronts au théâtre. Le gouvernement pontifical n'échappe pas non plus aux représailles. Les plus exaltés proposent de quitter Rome ostensiblement et s'engager à ne plus y

(1) Archives du Vatican, *Polonia-Russia*, t. 351.

revenir. Mme Toutomline et la comtesse Protasov renoncent à l'audience papale dont l'heure et le jour étaient déjà fixés, et se disent indisposées. Sans doute, ces bonnes dames se flattaient de sauver ainsi l'honneur national.

L'effervescence qui régnait parmi les Russes contraignait énormément le cardinal Fesch. Il l'attribuait aux excitations de Lizakewicz qu'il tenait pour « infatigable intrigant » et « ennemi implacable de la France ». Au Quirinal, où demeurait alors le pape, on envisageait la situation avec calme, mais non sans une extrême appréhension. Les événements de Rome pouvaient avoir à Pétersbourg un contre-coup fatal. Le pape, écrivait le même cardinal, le 28 décembre, quoique décidé à soutenir ce qu'il a fait, tremble pour les catholiques de Russie, tandis que Cassini se croit déjà perdu. De même que son maître, Consalvi était décidé à tenir tête à l'orage, et, si possible, à le prévenir. D'ailleurs, son siège était fait : il croyait, puisqu'on le lui affirmait pertinemment, que Vernègues avait comploté, que la cocarde russe, obtenue en fraude, ne servait qu'à le soustraire à la justice française, que l'arrestation par conséquent n'avait pas pu être refusée. Mais il tenait à justifier cette mesure aux yeux de la Russie, d'autant plus qu'une nouvelle complication, qui se produisit effectivement, se laissait déjà prévoir.

Le 27 décembre, un courrier est donc expédié à Pétersbourg. Il porte à Mgr Arezzo un de ces messages prolixes dont la seule vue devait épouvanter les ministres absorbés par les affaires et les obligations mondaines. A Consalvi s'applique le mot célèbre : il n'avait pas le temps d'être court. La dépêche raconte l'incident par le menu, fixe exactement les dates, prouve que l'ordre d'arresta-

tion une fois donné, lorsque Vernègues était encore émigré français, ne pouvait être ni révoqué, ni communiqué au représentant de la Russie. C'était tout un petit traité de droit international, émaillé de grands mots : sécurité des souverains et des États, défense sociale, danger des complots, devoirs mutuels.

Faisant bonne mine à mauvais jeu, Consalvi suppose que l'empereur approuve la manière dont les principes juridiques généralement reçus ont été appliqués à Rome, et qu'il eût blâmé une conduite contraire. D'ailleurs, les rôles eussent été intervertis, qu'on aurait agi envers la Russie comme on vient d'agir envers la France.

Mais tout cela n'était plus qu'un fait accompli. Il fallait se préoccuper de l'avenir : si la France demandait l'extradition de Vernègues, on ne pourrait pas la lui refuser. Consalvi voulait y associer, du moins, un acte d'hommage envers la Russie, sans toutefois se lier les mains. Il faisait donc spontanément promettre au pape « de tâcher... que la consignation et tout autre acte irrévocable n'eût lieu qu'après avoir porté toute l'affaire à la connoissance et à l'intelligence de Sa Majesté l'empereur des Russies ». Cette phrase entortillée réalisait le double but : apparence d'égards et liberté d'action.

Il importait aussi de lutter de vitesse avec Lizakewicz et de prévenir à Pétersbourg sa relation qui serait certainement défavorable. Le cardinal Fesch croyait même qu'on y avait réussi, tant on s'était hâté d'expédier le courrier. En réalité, Cassini, autorisé à se servir de la même occasion, avait secrètement et déloyalement inséré dans son pli le rapport de son rival. De la sorte, toutes les pièces arrivèrent en même temps à destination.

Le rapport de Cassini était banal, celui de Lizakewicz perfide : ce dernier contenait une apologie de Vernègues

et un réquisitoire contre Fesch. Sage, prudent, très circonspect, incapable de délit, le néo-Russe avait rompu, après le traité de 1802, toutes ses liaisons politiques. Sa correspondance avec Louis XVIII et le duc de Berry était tout à fait anodine et d'affaires privées. Quant au cardinal, il est d'un esprit borné et d'un caractère méchant, il est furieux contre les émigrés, mortifié de s'être trompé au sujet de Vernègues. Prévenu de l'erreur, il a passé la nuit à fouiller les archives de l'ambassade, et, ne trouvant ni passeport, ni visa relatif au prisonnier, il s'est écrié : « Par Dieu, il est donc Russe. » Et, tout penaud, il s'en va répétant à qui veut l'entendre : « Si on le réclame, je le relâche. » C'était le contraire de la vérité, c'était aussi une excitation à la résistance, et une promesse mensongère de succès.

Ainsi, lorsque Mgr Arezzo se présenta, dans les derniers jours de janvier, chez Czartoryski, celui-ci avait déjà sur son bureau toutes les pièces du procès. La question de bonne foi, que chacun pourra résoudre, se dresse encore ici. Car, on l'a déjà dit, c'est seulement le 14/26 janvier 1804, que Derjavine, le chantre de Catherine II, transformé en ministre de la justice, communique au Sénat les ordres de l'empereur au sujet de Vernègues, c'est le même jour que le Sénat autorise la prestation du serment de fidélité et l'accomplissement des dernières formalités requises. Or donc, tandis qu'on réclamait contre l'arrestation, les dernières formalités n'étaient pas encore remplies, le serment n'était pas prêté. Le 26 janvier 1804, pas plus que le 21 et 25 décembre 1803, Vernègues n'était pas de plein droit sujet russe. Faute d'espions ou d'amis dévoués, Arezzo ne savait rien de tout cela. Il s'en tenait aux renseignements venus de Rome, et se plaçait au point de vue de Consalvi.

De prime abord, il crut même que l'affaire pourrait s'arranger. Les rapports de Cassini et de Lizakewicz ne semblaient pas avoir fait mauvaise impression, à la cour on ne changeait pas de procédés vis-à-vis de lui. Il recommandait toutefois de ne céder qu'à la violence manifeste, et il citait le mot de Czartoryski : « Je le comprends, contre la force il n'y a pas de raisons qui tiennent. »

Cependant qu'il exprimait cet espoir un peu optimiste, on entra à Rome dans la phase critique prévue par Consalvi. L'ambassadeur avait envoyé à Paris les papiers saisis chez Vernègues, originaux et copies légalisées. Ils étaient insignifiants, mais leur possesseur se confondait avec Pichegru et Dumouriez. Une main de fer voulait l'étreindre. Le 13 janvier, Talleyrand écrit à Fesch que l'arrestation serait incomplète, si elle n'était suivie de l'extradition immédiate, et celui-ci demande à Consalvi cet « acte de justice », au nom du Premier Consul, en vue de la tranquillité des empires. « Il est important », écrit-il dans sa note du 30 janvier, « d'obtenir du dit Vernègues des révélations qui dévoileront toute la noirceur d'un terrible complot dont mon gouvernement tient les preuves les plus certaines, et l'examen de cette affaire ne peut être épuré qu'en France (1). »

La réponse de Consalvi était toute prête : Vous avez demandé l'arrestation, on l'a accordée sans retard. Quant à l'extradition, qui n'a pas été exigée, c'est autre chose. Elle ne peut se faire immédiatement. Le pape a promis à la Russie *qu'il tâcherait qu'elle n'eût lieu que d'après l'intelligence de la cour impériale*. Impossible de violer la promesse. Mais, afin de hâter le dénouement, comme preuve

(1) Les notes de Fesch des 30 janvier, 2 et 5 février 1804, celles de Consalvi des 1^{er} et 5 février ont été envoyées à Arezzo qui les a présentées à Czartoryski. Saint-Pétersbourg, Affaires étrangères.

de bonne volonté, malgré la pénurie du trésor, un courrier spécial partira pour Pétersbourg. Après le diplomate, c'est le confident de Pie VII qui prend la parole. Il révèle d'un ton ému les secrètes angoisses du Père des fidèles : les catholiques de Russie pourraient se ressentir d'un manque d'égards envers l'empereur, et le pape s'exposerait non seulement à l'improbation générale, mais il éprouverait encore « le déchirant remords » d'avoir trahi les devoirs essentiels de son ministère apostolique. Et sur ce mot qui dit tout, la plume de Consalvi se brise.

Insensible à ce touchant langage, Fesch, le 2 février, revient à la charge. L'ancien séminariste se croit versé en casuistique, il va s'en servir à tort et à travers. L'extradition n'aurait donc pas été exigée, — mais il l'a demandée *implicitement* en même temps que l'arrestation, dès le 25 décembre, puisqu'il a déclaré Vernègues engagé dans un complot. D'ailleurs, rien ne s'y oppose, et il se met à sonder jusque dans ses derniers replis la conscience papale. La note de Consalvi est scrupuleusement examinée, texte et contexte. Une formule s'en dégage avec un mot équivoque. La promesse de Pie VII est enserrée dans le verbe élastique *tâcher*, et l'ambassadeur n'hésite pas à s'en prévaloir. Qu'est-ce que cette promesse? De quelle nature est-elle? Elle serait absolue, que la raison d'État et le salut public suffiraient pour lui ôter sa valeur. Mais elle est évidemment conditionnelle. Et quelle est cette condition? Sans doute, ce n'est pas l'apparition d'une armée française aux portes de Rome qui est sous-entendue, — c'eût été un outrage au Premier Consul, — cela ne peut être que la preuve dûment présentée de la nécessité de l'extradition. Or, le cardinal est persuadé d'avoir fourni cette preuve abondamment, il y revient, il la développe encore, il insiste, et il conclut ainsi : « Cette affaire

ne peut regarder en rien la Russie. C'est un point de droit public, dicté par la raison, sanctionné par le sang des Français et proclamé par la victoire. »

Les derniers mots, hors-d'œuvre risqué, résonnent comme un coup de clairon. Assurément, l'avenir est sombre. Le canon de Marengo a fait des ravages inoubliables, le traité de Tolentino semble n'être qu'une pierre d'attente, l'armée d'Italie entoure le domaine pontifical, mais le secrétaire d'État ne songe pas aux dangers de l'heure présente, c'est le point d'honneur qui le préoccupe : la parole du pape est sacrée, elle sera maintenue. Deux jours se passent à méditer la réponse qui est datée du 5 février. D'un trait de plume, Consalvi écarte l'étrange théorie des demandes implicites et par illation. L'épithète de subreptice n'eût pas été ici trop forte, mais il s'en abstient : le nœud de la question est ailleurs. Aux hypothèses de l'ambassadeur, il oppose la franche et loyale affirmation du pape, seul interprète « dans son intime conscience » du vrai sens de sa parole. Et, logicien consommé, s'appuyant sur les confidences de son maître, il analyse à son tour la promesse papale, sa nature, son étendue et sa force. Il admet la présence non pas précisément d'une condition, mais d'une réserve dans la pensée de Pie VII. Cette réserve ne vise pas l'invasion de Rome par l'armée française. Elle ne vise pas non plus l'argument péremptoire à produire en faveur de l'extradition. Et puisque Fesch met sa confiance dans cette arme, il faut la lui arracher des mains. Consalvi multiplie à cet endroit ses efforts, il suit l'adversaire à travers les sinuosités du discours, il le serre de près, il l'enlace comme un serpent, il distingue « les raisons préconnées et préexistantes », il les exclut, car elles rendraient la promesse illusoire, il met en cause la dignité du pontife.

Non, ce qui a inspiré la réserve papale, c'est la crainte « de voir se briser les liens de relations et d'harmonie avec le gouvernement françois », la crainte d'une rupture, mais sans déclaration de guerre. La conclusion qui s'insinuait timidement était celle-ci : la France ne veut pas la rupture, elle voudra donc que le pape tienne sa promesse.

C'était vrai, mais subtil. Il y avait là peut-être trop de métaphysique, plus certainement que n'en comporte un cerveau ordinaire. Visiblement agacé, Fesch refuse de poursuivre le dialogue, et se réserve d'envoyer la note à Paris. Talleyrand n'a qu'à la déchiffrer lui-même. Cependant Consalvi méritait mieux. Il disait clairement : la question n'est pas si l'on doit ou non livrer Vernègues, mais si l'on doit le livrer « dans l'instant », et sans intelligence préalable avec la Russie. En principe, on était donc d'accord, il s'agissait seulement d'un répit.

Encore, pour gagner du temps, le courrier promis à l'ambassadeur partait-il à franc étrier dès les premiers jours de février. Il emportait dans sa valise, avec les notes échangées à propos de l'extradition, des lettres de Consalvi à Mgr Arezzo. Celui-ci est heureux de revoir la chère écriture, mais à mesure qu'il avance dans la lecture son émotion va toujours croissant, et des larmes s'échappent de ses yeux. Quelle douloureuse évocation et quel contraste ! A la veille du carême, le peuple romain s'amuse bruyamment, les masques circulent dans les rues et se jettent des *confetti*, mais au fond du Quirinal, dans le cabinet du pape, c'est la consternation qui règne. « Nous voici en plein carnaval », écrit Consalvi, « et nous sommes encore, comme à la Noël, plongés dans un océan de tristesses, d'angoisses et d'amertume. Et c'est toujours l'affaire Vernègues qui en est la cause. » Un lien

étroit de vénération et d'amitié respectueuse unissait le secrétaire d'État à son maître, et il le voyait dépérir sous ses yeux sans pouvoir y remédier. « Le pape », écrit-il encore, « est dans un état d'abattement qui fait peur. Il a maigri de moitié, il ne mange pas, il ne dort pas, un agneau au milieu... et la phrase reste inachevée. Quant à moi, combien j'y perds d'années de vie, je ne saurais le dire, mais je sais bien ce que je souffre : sueur, torture, palpitations. Un seul réconfort nous soulage, nous n'avons pas cherché *quid utile*, mais *quid rectum*, et *justum*, et *honestum*, et *decorum*. « La situation était, en effet, des plus critiques : Bonaparte ne cédant pas, il fallait s'attendre aux représailles de la Russie, et à de violentes attaques contre « le vil serviteur du Premier Consul », car c'est ainsi qu'on nommait déjà Consalvi. Et l'odieux Lizakewicz était toujours là pour attiser le feu. Il prédisait l'écrasement de Cassini, l'écrasement des États pontificaux, et déblatérail sans cesse contre la France au risque de contraindre les diplomates à demander son expulsion, et causer de nouveaux ennuis à Consalvi (1).

Quoique bouleversé par ces troublantes nouvelles, Arezzo dut essayer promptement ses larmes, se mettre bravement à l'œuvre, tenter d'accréditer l'idée de l'extradition. Boutourline, toujours pressé de partir pour Rome et ne bougeant pas, le soutient vaillamment, et c'est à cette occasion, disons-le encore une fois, qu'il se montre ministre pontifical plutôt que ministre russe. Désormais, c'est avec Czartoryski qu'il faudra traiter. Il est au pincle, il remplace Vorontsov, malade et sur le point de partir en congé illimité. Une surprise attendait Mgr Arezzo. Il est appelé sur un terrain nouveau, une passe d'armes

(1) Les lettres de Consalvi à Arezzo sont autographes. Archives du Vatican, *Polonia*, t. 349.

inattendue va se livrer. On fait trêve aux discussions. L'extradition est mise de côté. L'empereur de Russie délègue tous ses pouvoirs au pontife romain, le pontife n'a qu'à nommer une commission, la commission ainsi nommée jugera Vernègues, déterminera la peine, s'il y a délit, et fera exécuter la sentence, avec, au besoin, le concours de la Russie. Les apparences flatteuses de cette proposition en dissimulaient mal les inconvénients. Czartoryski ne pouvait ne pas les voir. Il s'empresse néanmoins d'enfourcher le dilemme qui doit lui servir ainsi qu'à ses sous-ordres de cheval de bataille. « Écoutez », dit-il à Mgr Arezzo, « ou le pape est libre et indépendant, et il pourra accepter cette proposition, ou il ne l'est pas, et alors quelles relations peut-on entretenir avec un État qui dépend du caprice d'autrui, et, par suite d'influence extérieure, compromet jusqu'à la liberté individuelle des étrangers? » Dans ce raisonnement tout était faux ou arbitraire : les présomptions juridiques et les conditions de fait. L'arrière-pensée ressortait visiblement.

Arezzo semble avoir relevé le gant avec un calme parfait et sans protestation d'aucune sorte. Le cas était imprévu, l'ambiance décourageante, il n'y avait pas de mot d'ordre. A l'optimisme des premiers jours succédaient des inquiétudes qui n'excluaient pas toujours les lueurs d'espérance. En soumettant à Consalvi la nouvelle proposition russe, Arezzo écrivait : tout est fini, au moins pour ici. Bien ou mal, il ne le savait pas trop. Il s'estimerait heureux, si sa dépêche donnait au pape un moment de soulagement. Malgré ces cruelles incertitudes, sa liberté d'esprit ne le quittait pas : il envoyait en même temps à Rome du thé exquis, tellement exquis et fort qu'il fallait le mélanger avec du thé ordinaire. Et Consalvi, toujours affable, oubliant ses souffrances, le remerciait en son

nom et au nom du pape. Quelques semaines auparavant, il avait obtenu pour Arezzo une augmentation de traitement, et pour l'auditeur la *mantelletta* de protonotaire. Menus détails au milieu des grands événements.

De son côté, Czartoryski se fit un devoir d'informer directement Consalvi du projet que l'on avait mûri à Pétersbourg. Le 15 mars, Cassini présenta une note à ce sujet. Elle était d'une rédaction étrange. Il y avait là de tout, des appels à la justice, à la religion et à l'humanité, des critiques de ce qui s'est fait à Rome, des reproches amers à l'adresse de Consalvi qui aurait manqué de franchise, de sincérité et d'égards. Pourquoi ne pas avoir prévenu le chargé d'affaires de Russie? Ne pas avoir exigé la preuve du délit avant l'arrestation? En lisant ces lignes, Consalvi aurait pu se demander s'il avait vraiment violé tant de lois divines et humaines, ou s'il s'était mal expliqué dans sa justification, dont on ne tenait aucun compte?

Cette note du 15 mars offre non seulement un spécimen de langage acéré, mais elle nous met aussi en présence d'un nouveau tournant de la négociation. Bonaparte entre en lice contre l'empereur Alexandre. La rencontre était inévitable. Les plus vulgaires convenances exigeaient que l'on n'entreprît pas de juger Vernègues sans avoir demandé son agrément à la France. D'ailleurs, les preuves du complot, dont on faisait le chef principal d'accusation, se trouvaient à Paris, et sans en avoir pris connaissance aucune action juridique n'eût été possible. La note de Cassini dut donc nécessairement être communiquée à Bonaparte.

L'intervention de la Russie dans une affaire qu'il était sur le point de régler donna de l'humeur au Premier Consul. Il ne prit pas au sérieux la proposition de jugement papal, et traita de haut, sans jamais les discuter, les pré-

tentions russes. Initier des étrangers, fût-ce même le pape, aux affaires intérieures de la France, il ne fallait pas seulement y songer. Le 31 mars, Bonaparte écrit de Malmaison à Talleyrand et lui expose sa manière de voir. Les mots à effet ne lui manquent pas non plus : le droit public du monde, le droit de la nature, l'indépendance des États, attaquée par la Russie « puisqu'elle veut se donner une juridiction sur des sujets qui ne sont pas nés russes ». Toutefois, cette phraséologie n'obscurcit point sa pensée sur les émigrés : ce sont des rebelles, mais des rebelles français, condamnés à mort par les lois de leur pays, et considérés partout comme civilement morts. Libre à la Russie de les prendre à son service, pourvu qu'ils ne soient pas protégés et accrédités sur les frontières de France, dans des milieux d'intrigues. En conséquence, qu'un courrier soit envoyé au cardinal Fesch avec injonction « d'exiger absolument » l'extradition de Vernègues, que le légat Caprara soit mis au courant de l'incident, et, puisque les Russes aiment l'idéologie, « il faut » dit Bonaparte, « tourner la question sous tous les points de vue ».

Ses ordres furent exécutés fidèlement. Fesch remit à Consalvi une proluxe dissertation, corrigée et recorrecte, qui concluait à l'effondrement des États et au triomphe de l'anarchie, si l'extradition n'avait pas lieu immédiatement. Un mot échappé à Talleyrand donne la valeur de ces déductions : quelques semaines après ces événements le citoyen ministre se plaignait que la Russie eût obligé la France « de violer les droits du pape (1) ». La pièce fut néanmoins communiquée aux diplomates russes, qui donnèrent bonnement dans le piège, et justifèrent la réputation

(1) *Sbornik... ist. obstch.*, t. LXXVII, p. 622.

tion d'idéologues. Leur contre-dissertation remonte, à propos de Vernègues, jusqu'à la formation des États, le pacte social, le consentement avéré ou tacite des peuples. Encore un peu, et c'était du préhistorique.

Cependant que l'on élucubrait ces fastidieux mémoires, destinés à être promptement oubliés, Bonaparte eut un beau geste. La dépêche du 20 mars de l'ambassadeur de Rome était d'un poignant réalisme. « Je ne dois pas vous laisser ignorer, écrit-il à son neveu, que le pape est dans un état bien digne d'exciter la compassion. D'un côté, il ne voudrait pas vous désobliger, et, de l'autre, il craint une rupture avec la Russie, qui entraînerait la ruine des affaires catholiques en ce pays. Son abattement est tel qu'il disoit dernièrement que ce qui pourroit lui arriver de plus heureux, ce seroit que Dieu le retirât de ce monde. Toute sa confiance est, après Dieu, en vous. Il espère que vous ne voudrez pas le forcer à une démarche qui abrégeroit et empoisonneroit le reste de ses jours. Il est cependant disposé à faire tout ce que vous voudrez. »

Soit impression de pitié, soit hantise de Charlemagne ou vision du sacre à Notre-Dame, toujours est-il que Bonaparte voulut faire acte de bienveillance envers le Saint-Siège (1). Dans les premiers jours d'avril, il rencontre chez Mme Bonaparte le légat Caprara, et lui tient cet étonnant langage : « Que le pape déclare que j'ai raison, que je demande une chose juste, et puis nous parlerons du sort de Vernègues. » Le 8 avril, le légat consigne ces mots dans sa dépêche, mais il supprime le reste du dialogue autrement important que le prélude. En effet, Bonaparte avait ajouté : « Et même pour vous faire voir que, dans cette affaire, je veux montrer mon attachement

(1) RINIERI, *Napoleone*, t. I, p. 14.

au pape et des égards envers la Russie, je vous déclare que peu m'importe d'avoir Vernègues à Paris entre mes mains. Je demande seulement que le monde reconnaisse mon droit. Et à ce propos, je vous suggère de prévenir le cardinal Consalvi qu'il fasse escorter Vernègues par les soldats du pape sur la route de Macerata, et à une certaine distance de la frontière de la république italienne et de l'endroit où il devrait être livré, qu'on le laisse prendre la fuite, et qu'on lui donne la possibilité d'aller en Russie; peu m'importe qu'il y demeure, mais il m'importe beaucoup qu'il ne se rapproche pas de la France et qu'il quitte absolument l'Italie. » Et, en son propre nom, Caprara soulignait cette confiance en ces termes : « Ce que je sais d'une manière tout à fait sûre, c'est que je me crois autorisé à communiquer tout ce qui précède, et que le Premier Consul m'a dit non pas une fois, mais plusieurs fois : la seule apparence que Vernègues doit m'être consigné suffit; qu'on le fasse escorter par la troupe pontificale sur une partie du parcours; arrivé à Macerata ou dans les environs, qu'on le laisse prendre la fuite. J'y suis tout à fait indifférent. »

Vernègues en fuite, Vernègues en liberté, — c'était dans les circonstances présentes la meilleure des solutions possibles. Consalvi eût tressailli de joie en recevant cette nouvelle, les angoisses du pape se fussent calmées. Mais au lieu de se hâter, d'envoyer un courrier, de donner un récit complet, Caprara se contente d'allusions, le 8 avril, et passe sous silence la partie principale du discours et ses propres impressions. Le 14, il écrit par la poste et n'en dit pas davantage. Le même jour, Talleyrand lui offre de profiter d'un courrier en partance pour Rome, mais les secrétaires passent l'après-midi en promenade,

il n'y a personne pour rédiger une dépêche, et le légat ne songe pas à prendre lui-même la plume.

Tandis que les bonnes dispositions du Premier Consul restaient ainsi inconnues à Consalvi, l'exaspération croissante de la Russie contre la France lui ôtait, de ce côté, tout espoir d'entente mutuelle. Le drame de Vincennes mit le comble aux mauvais rapports et déclancha l'indignation longtemps contenue. La cour impériale prit le deuil, assista ostensiblement au service funèbre du duc d'Enghien, célébré à l'église de Sainte-Catherine. Les salons se fermèrent devant les diplomates français. L'ambassadrice, Mme d'Hédouville, essaya de forcer la consigne, autour d'elle le vide se fit chez les Biéloselski, elle quitta la maison en disant à sa compagne : « Allons-nous-en, nous sommes des pestiférées. » Mgr Arezzo constatait avec effroi le flot montant de l'irritation générale : rien que le mot d'extradition, écrivait-il, soulève des tempêtes. Les plus sensés n'y tiennent pas. Cassini avait reçu d'avance l'ordre de quitter Rome au cas où Vernègues serait livré à la France.

Les plus noires prévisions obsédaient Consalvi, mais il ne succombait pas. Planté sur la brèche, il se défend tant qu'il peut, et ne se rendra qu'après avoir brûlé la dernière cartouche. Chaque jour lui apporte une nouvelle déception. Le 22 avril, Cassini exige une « adhésion précise, catégorique et formelle » à la proposition de jugement devant les tribunaux romains ; le 23, Fesch, qui ne sait rien du projet de fuite approuvé par Bonaparte, décline la discussion du jugement. Le 24, Consalvi répond à Cassini que la décision ultime n'est pas encore prise, à Fesch qu'il faut attendre le rapport de Caprara, chargé de négocier la même affaire avec Talleyrand. Le 28, Fesch rejette toutes les excuses, et se réclame des

ordres pressants qu'il a reçus. Le même jour, Consalvi réplique que le rapport de Caprara n'est pas encore arrivé. Le 29, Fesch proteste formellement contre un refus qui lui paraît « blesser essentiellement les relations d'amitié établies entre la République française et le gouvernement, et qui met nécessairement sur la responsabilité du Saint-Père toutes les conséquences qui peuvent en résulter ». Le 30, arrive le rapport de Caprara, le jugement papal n'est pas seulement pris en considération. Aucun prétexte ne se laisse plus invoquer, l'heure fatale a sonné, et, l'anxiété dans l'âme, Consalvi annonce à Fesch que Vernègues sera immédiatement livré, il implore pour lui indulgence et modération. En effet, dès le lendemain, 1^{er} mai, les portes du château Saint-Ange s'ouvrent à 10 heures du soir, Vernègues quitte sa prison après quatre mois et six jours de détention. Escorté de dragons et d'un secrétaire d'ambassade, aux frais de la République française, il est dirigé sur Rimini. A Pesaro, il se souvint des égards qu'on lui avait prodigués, et envoya au cardinal Consalvi une lettre de remerciements. Des ordres furent donnés, paraît-il, par Bonaparte, pour faciliter en route l'évasion du prisonnier. C'est, du moins, ce qu'on relève d'un rapport officiel, quoique anonyme, adressé, le 15 juin, à Sa Majesté Impériale. Ces ordres n'arrivèrent pas à temps (1).

Désormais, la France avait obtenu, tardivement il est vrai, tout ce qu'elle demandait. Restait à s'entendre avec la Russie et affronter son ressentiment. Dans une note démesurément longue, transmise à Cassini le 1^{er} mai, Consalvi annonce l'extradition, récapitule les phases de l'affaire, les motifs de la décision papale, les principes de

(1) Paris, *Affaires étrangères, Rome, Corresp.*, t. 936, f. 260, n° 159; f. 227, n° 137, *Consalvi à Cassini*, f. 225, n° 136, *Cassini à Consalvi*.

droit politique sur lesquels elle s'appuie, il prévient que le pape « dans l'amertume extrême de son esprit » écrira directement à l'empereur, se remettant à la « magnanimité, bonté et justice » de Sa Majesté Impériale.

Le même jour, Cassini proteste à la face de toute l'Europe contre un procédé « aussi arbitraire, aussi inouï qu'injurieux et lésif (*sic*) la dignité de Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies ». Il ajoute à sa protestation des éloges emphatiques de son maître, des reproches au gouvernement du pape. Le cas échéant, il partira immédiatement pour la Toscane, et Boutourline ne viendra point à Rome.

C'était le commencement de la rupture que l'on tenait tant à prévenir. L'extradition ayant eu lieu, Cassini ne répondit plus à une nouvelle note de Consalvi, mais il accepta, le 3 mai, l'audience de congé au Quirinal. Elle fut émouvante. En proie à la douleur, le pape reste quelques instants sans parler, et puis, avec un accent persuasif de sincérité, il exprime ses profonds regrets et son chagrin poignant. En termes presque suppliants, il en appelle à la sagesse, à l'équité de l'empereur, auquel il s'adressera directement. Les angoisses de son âme se reflètent dans son discours, et le vénérable vieillard inspire la compassion. Il propose à Cassini de remettre son départ jusqu'au retour du courrier que l'on enverrait à Pétersbourg, et, sur son refus, demande de délivrer, selon l'usage, le passeport nécessaire pour le courrier. Cassini essaye de refuser encore, mais se laisse fléchir, et il quitte le pape pénétré des bontés dont Sa Sainteté daignait le combler « par des remerciements les plus flatteurs ». Il descendit ensuite chez le secrétaire d'État et fut « effrayé » de son accablement. Le 6 mai, départ pour Florence et Trieste.

Tout le dossier de ces navrantes péripéties fut transmis, le 3 mai, à Mgr Arezzo par courrier extraordinaire. Consalvi y ajouta des lettres particulières qui respirent un profond découragement. « Le ciel a été de bronze », écrit-il le 1^{er} mai, « cette épine peut coûter la vie au Saint-Père. » Nouvelles lettres deux jours après : il a soutenu, en dépit de la nature, la grande bataille, mais sa force vitale est épuisée, la prostration physique est complète. « Cette malheureuse affaire », dit-il, « me coûtera peut-être la vie, et certes je ne le verrai pas avec peine, car ce sera précisément la fin de ma peine. Par les temps qui courent, il n'est pas bon d'être en charge, je le considère pour moi comme le plus grand des malheurs. Mais que Dieu dispose de moi comme il lui plaît ».

Tandis que l'on traversait à Rome cette crise douloureuse, vers le milieu du mois de mai, arrive, par courrier, une dépêche de Caprara du 28 avril, qui annonce une dépêche envoyée par la poste, le 22 du même mois. Celle-ci arrive à son tour, et rien qu'à la parcourir, saisi de surprise et de douleur, Consalvi la laisse s'échapper de ses mains (1). Elle contenait, au grand complet, le dialogue déjà cité de Bonaparte avec Caprara, et donc l'aplanissement des difficultés auxquelles on avait succombé. N'était le silence opiniâtre du légat, le Saint-Siège se fût épargné des semaines d'angoisses, et la rupture avec la Russie n'eût pas eu lieu. En présence de ce fait, quelle maîtrise étonnante de soi-même ne fallait-il pas posséder, pour ne pas être pris d'un violent accès de légitime colère ! Consalvi avait le tempérament imperturbable. Son émotion est profonde, mais son geste ne rappelle en rien celui de Moïse brisant les Tables de la Loi.

(1) RINIERI, *Napoleone*, t. I, p. 16, 15 mai 1804, *Consalvi à Caprara*.

Le 15 mai, il fait des reproches au légat, relève l'importance du dialogue, reproduit l'historique des dépêches, déplore les conséquences de l'étrange mutisme. Et dans tout ce discours, aucune trace d'amertume, encore moins d'indignation.

Il importe de se demander ici jusqu'à quel point l'insouciance de Caprara était volontaire et préméditée. Quelques indices font croire qu'il y avait entre lui et Bonaparte un accord secret de retarder la nouvelle du consentement à la fuite jusqu'après le fait accompli de l'extradition.

En effet, le 31 mars, Bonaparte envoie un courrier à Fesch avec ordre « d'exiger absolument » que Vernègues soit livré : cet ordre n'est jamais révoqué. Talleyrand insiste toujours avec véhémence, voire auprès de Caprara, sur l'extradition (1), et Fesch ne soupçonne même pas les bonnes intentions de son neveu. Il y a plus. Les ordres militaires de Bonaparte, pour faciliter la fuite du prisonnier, arrivent en retard. Et ils émanent d'un capitaine qui, mieux que tout autre, sait prévenir les événements.

Suspecte également la conduite de Caprara. Son silence prolongé s'appuie sur des motifs futiles : il suppose que Fesch est au courant de tout. Et le 15 avril, plusieurs jours après le fameux dialogue, il écrit à Talleyrand : « Votre Excellence me demande d'employer mes offices près de mon gouvernement pour le décider à l'extradition en question, ce que je ferai de mon mieux. Mais permettez que je vous avoue que les développements avec lesquels la question est traitée n'ont pas besoin ni d'éclaircissements, ni d'offices. » Il est vrai que le même Caprara écrira, le 7 septembre 1804, à Mgr Arezzo : « Dieu le sait, combien de démarches j'ai faites, moi aussi, pour que

(1) *Sbornik... ist. obst.*, t. LXXVII, p. 543.

l'affaire s'arrangeât... » Démarches — soit. Deux lignes en temps opportun — point.

L'entente avec Caprara permettait à Bonaparte de ne pas lâcher son prisonnier, et d'être en même temps agréable au pape, qu'il fallait ménager en vue du sacre à Paris. Caprara y gagnait les bonnes grâces du futur empereur.

Ces suppositions rétrospectives qui peuvent paraître machiavéliques restèrent étrangères à Consalvi. Il ne voyait dans tout cela que fâcheux contretemps et malentendu. Sa confiance dans la bonne foi des intéressés était telle qu'il redoutait maintenant la colère de Bonaparte, dont la proposition chevaleresque semblait avoir été méconnue. Il fut décidé que le pape écrirait lui-même au Premier Consul, expliquerait l'enchaînement des faits, et demanderait qu'on lui rendit Vernègues. Avec une délicatesse raffinée, Consalvi s'excuse auprès de Caprara de devoir ainsi dévoiler le retard de la correspondance, et il conclut la lettre en priant le légat de soigner sa précieuse santé, de ne pas s'affliger de cet incident, d'épargner cette peine au Saint-Père, de lui laisser à lui seul, cardinal Consalvi, le poids de la souffrance, et de tout attribuer à la fatalité (1).

Ce dernier et charitable conseil n'allait pas à tout le monde. Dmitri Boutourline s'en prenait « au pauvre pape » et à sa « faiblesse », tout en cherchant ailleurs « le véritable coupable ». Il s'en prenait surtout à Cassini, « maladroit dans ses faiblesses et dans sa jactance » et, d'un ton décidé, il ajoutait : « Tout pouvait se faire autrement (2). » Facile à dire, mais comment s'y prendre ? Pro-

(1) Paris, Affaires étrangères, *Rome, Corresp.*, t. 936, f. 188, n° 116. — Archives du Vatican, *Polonia*, t. 350, *Caprara à Arezzo*.

(2) *Arkhiv kn. Vorontsova*, t. XXXII, p. 404, 405. Le mémoire sur Vernègues est à Pétersbourg, aux Affaires étrangères.

fitant des loisirs que lui laissait la mission décommandée de Rome, il écrivit un mémoire sur l'affaire Vernègues. A côté des citations d'Horace, Racine et Milton qui ne prouvent pas grand'chose, son seul argument est la nationalité russe obtenue par l'émigré français. On a vu plus haut à quelle date elle remonte, et ce qu'elle peut valoir. Du reste, Consalvi, mal renseigné, admettait aussi que Vernègues était un Russe de circonstance, mais cette transformation soudaine lui semblait être une manœuvre louche, un moyen d'échapper aux poursuites légitimes de la France. Et quelle était la solution que rêvait Boutourline? Le pape aurait dû, d'après lui, faire appel à son titre de pontife, et, dans un langage élevé et mystique, refuser son concours. Mais pouvait-on bien espérer que l'affaire se terminerait ainsi?

Moins expansif et plus équitable, le prince Czartoryski se plaignait du pape, mais « dans le fond » était convaincu que Sa Sainteté « n'a fait que ce qu'elle pouvait et devait faire ». Tel était, au moins, l'avis, d'ailleurs fort sujet à caution, de Rayneval, chargé d'affaires de France (1). Vis-à-vis d'Arezzo, Czartoryski soutenait naturellement, et avec vigueur, la thèse opposée.

Consalvi lui-même, à tête reposée, y voyait autre chose que la fatalité. Le 2 mars 1805, dans une dépêche à Mgr Arezzo, il accuse pertinemment Lizakewicz d'avoir été le grand coupable, la cause principale, unique peut-être, de tous les malheurs, et il se réserve de découvrir, un jour, ce que la discrétion l'oblige encore à tenir secret. Si ces paroles mystérieuses désignent des preuves nouvelles à charge du ministre russe, celles-ci n'ont jamais été produites.

(1) *Sbornik... ist. obstch.*, t. LXXVII, p. 643.

III

LA RUPTURE

Depuis quelque temps déjà, Consalvi fixait sur l'ambassade de Pétersbourg un regard inquiet. Cassini lui avait communiqué ses lettres éventuelles de rappel. Il était évident qu'après l'extradition il faudrait s'attendre à des représailles. Dès le 17 mars, le secrétaire d'État écrivait à Mgr Arezzo : « Je ne sais ce qui sera de vous. Si l'on vous propose de partir, aidez-nous des pieds et des mains, remuez ciel et terre, recourez aux raisonnements et aux prières pour faire rapporter cette décision, et attirer sur la conduite de Rome la compassion plutôt que le blâme. »

L'ambassadeur papal y travaillait de son mieux dans les conditions défavorables dont il a été fait mention plus haut. La cour de Russie, en délicatesse avec la France, avait aussi des griefs contre le Saint-Siège, et ne demandait pas mieux que de renvoyer honnêtement et au plus tôt une ambassade admise seulement pour quatre mois.

L'affaire Vernègues pouvait servir d'excellent prétexte. La diplomatie russe voyait avec dépit que Bonaparte n'attachait aucune importance au tribunal romain rêvé par l'empereur. Sans même discuter le bizarre projet, le Premier Consul lui opposait la fameuse note du 23 avril, destinée aux idéologues, et qui devait triompher des hésitations du Saint-Siège. La Russie se préparait à faire expier au pape la concession arrachée de vive force.

L'opinion publique s'échauffait à tel point que

Mgr Arezzo vivait dans des transes continuelles. A la vue d'un courrier, le sang se glaçait dans ses veines. Il ne s'attendait qu'à des nouvelles désastreuses. Le petit succès à propos de Lizakewicz ne comptait pas. Pour remédier à ses excès de langage, le comte de Maistre, sur les instances d'Arezzo, écrivit une de ces notes pressantes et acérées comme il savait les écrire, et force fut à l'indiscret personnage de se modérer au moins pendant quelque temps. Mais les événements marchaient toujours. Le 23 mai fut un jour d'inoubliable émotion : l'ambassadeur reçut, par courrier spécial, un gros paquet de Rome qui contenait le dossier de l'extradition, le message du pape à l'empereur et les lettres déjà citées de Consalvi. A lire les notes des derniers jours, brèves et incisives comme des bulletins de bataille, les commentaires et les confidences qui les accompagnaient, Arezzo comprit mieux que jamais combien il serait difficile de se maintenir à Pétersbourg. Car c'était bien là le problème qu'on lui donnait à résoudre. Il allait s'y essayer et faire des démarches auprès du gouvernement.

Czartoryski était, à la suite de l'empereur, en excursion à Revel, il fallut traiter avec son remplaçant Tatistchev, déjà mis au courant de tout ce qui s'était passé par un rapport très documenté de Cassini. L'entrevue eut lieu, le 24 mai, à sept heures du soir. Arezzo présenta les pièces venues de Rome, Tatistchev n'avait qu'à les transmettre à qui de droit, lui-même n'ayant aucun pouvoir de négocier, mais il profita de l'occasion pour exciter Czartoryski contre le Saint-Siège et son représentant. Si, à la prière du pape, Vernègues était rendu à la Russie, écrivait-il le même jour à son chef, on aura tout le temps d'envoyer un ministre à Rome « et dans l'intervalle on aura toujours eu le bénéfice de s'être débarrassé de l'in-

trigant monsignor Arezzo ». Sa crainte d'une entente était telle qu'il ajoutait : « J'espère, mon cher prince, qu'on ne se laissera pas apitoyer par la tragi-parade que le pape et Mgr Consalvi ont jouée devant Cassini. La scène de mélodrame du secrétaire d'État et le récitatif obligé du pape sont sans doute très touchants, mais il ne faut pas qu'ils influent sur le dénouement de la pièce. De grâce, ne vous en laissez pas imposer par ces perfides ultramontains. »

A l'ambassadeur papal il tenait un autre langage : le « signor Arezzo » ne devait pas avoir à se plaindre de lui. Et s'il ne s'est pas conduit, comme il s'en vantait, « avec une modestie et une douceur virginale », au moins les convenances furent-elles à peu près observées. Il ne put toutefois s'épargner des insanités dans le genre de celle-ci : que Vernègues était une victime, et que le pape envoyait cette victime à la mort. Du reste, un seul incident au cours de l'entretien. Moins avisé que Consalvi qui n'appuyait jamais sur le déploiement militaire autour de Rome, Arezzo s'avança jusqu'à dire : « La France a cent mille hommes en Italie, et la Russie n'en a pas un seul. » Il avoue lui-même cette phrase que son interlocuteur rend ainsi : « Vous nous avez menacés de la rupture, et les Français sont à nos portes, eh ! ma foi, l'un est plus dangereux que l'autre. » Quelle qu'en ait été la forme, la remarque était regrettable, équivoque, trahissant plutôt une crainte, d'ailleurs naturelle, que le souci de la justice. Tatistchev s'en aperçut immédiatement. « C'est une confidence qui vous échappe, dit-il, rassurez-vous, je n'en ferai pas usage. »

Cette entrevue n'eut aucun résultat pratique. Il fallait attendre le retour de l'empereur qui voulait, disait-on, prendre lui-même connaissance des documents romains.

Arezzo s'en félicitait. Le cœur du souverain sera peut-être, écrivait-il, notre meilleur avocat. Mais la note de Consalvi à Cassini, du 1^{er} mai, lui inspirait des appréhensions. Il regrettait d'avoir été obligé de la transmettre. Que ne l'a-t-on laissé faire ! Avec sa connaissance du pays et des hommes, il eût présenté l'affaire sous un autre aspect, évité les écueils, *e forse la causa era vinta*. Espoir téméraire, d'autant plus que la note serait, quoique par une autre voie, parvenue quand même au ministère.

Tandis qu'il supputait les chances de succès, la cour rentrait à Pétersbourg et, le 9 juin, il est invité à une conférence. Czartoryski le reçoit avec une mine souriante, des propos aimables, une note à la main dont il va lui faire part. Cette note, datée du 2 juin, exprimait en médiocre français les regrets de l'empereur, sa compassion envers le pape, la nécessité d'une satisfaction pour la Russie, et finissait par ces mots : « Monsieur l'ambassadeur du Saint-Siège sentira facilement lui-même qu'après le départ de Rome du chargé d'affaires de Russie le séjour de Son Excellence en cette capitale seroit tout au moins inutile. »

Stupeur d'Arezzo. C'était un effondrement subit et complet, que le gracieux début n'avait pas permis de prévoir. Il n'y avait plus qu'à disputer le terrain pas à pas. D'abord, pour se soustraire au départ, l'ambassadeur invoqua des arguments politiques. Czartoryski n'eut pas de peine à les réfuter, et finit par dire que « la raison d'État commande parfois des choses qui répugnent aux sentiments du cœur ». La raison d'État étant un dieu inexorable, le départ est accepté, mais ne sera-t-il pas accompagné des honneurs de la guerre ? Arezzo prétendait laisser à Pétersbourg un chargé d'affaires, et faire venir de Rome ses lettres de rappel, ce qui aurait duré

environ un mois et demi, juste le temps nécessaire pour faire ses paquets. Par pure courtoisie, Czartoryski promit de soumettre à l'empereur des désirs qu'il savait inadmissibles, et, à trois reprises, sollicita Mgr Arezzo d'accepter la note du 2 juin. Celui-ci, pour ne pas se priver d'un dernier rayon d'espoir, refusa net.

Le 14 juin, à une nouvelle conférence, il put se convaincre combien ce rayon était pâle et faible. Dans l'intervalle, il avait renouvelé ses démarches auprès de ses amis et collègues et constaté de nombreuses sympathies. Son impression était que le mal ne venait pas précisément d'en haut, mais de la « clique philosophique » qui avait des intelligences dans la place, et des sourdes intrigues de Siestrzencewicz. On lui insinuait de toutes façons, et il s'obstinait à ne pas le comprendre, que l'empereur lui-même se ressentait de la préférence accordée à Bonaparte et tenait à prendre sa revanche. En effet, c'était une bataille diplomatique perdue, il y avait là un froissement d'amour-propre, et ce sont des choses qui ne se pardonnent pas. Quoi qu'il en soit, les mesures rigoureuses furent maintenues. Le départ devait s'effectuer. La dignité de la Russie l'exigeait. L'empereur consentait cependant à donner à ce départ les allures d'un congé, et accordait un délai de quinze à vingt jours.

Arezzo prit la concession au sérieux, et s'informa quand il pourrait obtenir, conformément à l'usage, l'audience d'adieux, et présenter son remplaçant d'office, l'auditeur Alvisini. Ici, nouvelle déception. Son congé n'était pas un congé régulier, mais un congé de faveur, en dehors du protocole. L'audience n'était donc pas de rigueur, d'autant plus que l'empereur s'absentait souvent pour aller à la campagne. Quant à l'auditeur, il ne serait certainement pas admis comme représentant officiel.

tout au plus pourrait-il, à titre de simple particulier, séjourner quelques semaines et terminer les affaires pendantes, encore fallait-il se munir du consentement de l'empereur. Après tant de restrictions et de refus, une parole reconfortante étant indiquée, Czartoryski annonça que la réponse de l'empereur à la lettre du pape était déjà expédiée; d'ailleurs, dit-il, l'affaire Vernègues n'aura point de conséquences fâcheuses.

En dépit des faits qui proclamaient le contraire, force fut de se contenter de ces assurances. Mgr Arezzo espérait qu'elles serviraient de « baume salulaire au cœur » affligé du Saint-Père. Puis-je ajouter, demanda-t-il, que Boutourline viendra prochainement à Rome? — Certainement, répliqua Czartoryski, il ne partira pas de sitôt, mais cela se fera, et les relations seront reprises.

La conférence « mémorable et très amère » ne se passa point sans revue rétrospective et plaintes mutuelles. Le Saint-Siège luttait pour le maintien de ses droits, il surveillait de près la nomination des évêques, il refusait à Siestrzencewicz les facultés exagérées revendiquées pour lui, de là mécontentement, reproches, représailles. Aux observations de Czartoryski, Arezzo répondit par cette apostrophe : « Soyez persuadé, mon prince, de deux choses, d'abord que le pape ne peut pas bouleverser la discipline ecclésiastique, et accorder à la Russie ce qu'il n'accorde à aucune autre puissance, ni catholique, ni acatholique; et puis, qu'il importe de s'entendre pour comprimer les ambitions perverses, sans quoi les malentendus ne cesseront de se produire. » L'allusion à Siestrzencewicz était plus claire que la substance même de la proposition. Du reste, Arezzo ne tenait pas à s'expliquer plus longuement. « A quoi bon? » écrivait-il, « ce qui entre par une oreille

sort par l'autre, et, chaque fois qu'une difficulté se présente, c'est à recommencer. »

Cependant tous les moyens de résistance et d'atermolement étant épuisés, en face des résolutions inébranlables du gouvernement, il ne restait plus qu'à prendre son parti et abandonner la place. « Mon unique prière », dit Arezzo à Czartoryski en lui faisant ses adieux, « est celle-ci : que l'on protège notre sainte religion, et que l'on prenne à cœur, surtout pendant la crise fatale que nous traversons, les intérêts et la dignité du Saint-Siège. Le 2 juillet, muni d'un passeport diplomatique, mais privé de l'audience impériale, après avoir emballé et scellé ses archives, il quitta Pétersbourg, en y laissant provisoirement son auditeur, et se dirigea sur Dresde (1). C'est là qu'il voulait s'arrêter, et attendre les ordres ultérieurs de ses chefs. Consalvi approuva ce choix à tous les points de vue, conserva à Mgr Arezzo son ancien traitement, l'encouragea à tenter la rentrée en Russie, et ne cacha point la profonde douleur du pape de voir son représentant renvoyé sans obtenir d'audience et sans laisser de remplaçant.

Pendant que l'ambassadeur disgracié s'installait dans la capitale de la Saxe, à l'hôtel du Casque d'or, Vernègues, d'étape en étape, de citadelle en citadelle, parvenait jusqu'à Paris, où il fut écroué, le 13 juin 1804, à la prison du Temple. D'attristants souvenirs l'y entouraient, une maladie nerveuse épuisait ses forces, les interrogatoires n'apportaient aucun résultat. Il semble avoir pris l'initiative dans la voie, sinon des aveux, au moins des informations. Son dossier contient une pièce intitulée : *Déclaration volontaire et secrète que j'ai l'hon-*

(1) Ces archives sont actuellement au Vatican.

neur de faire au gouvernement français. C'est un résumé rapide de toute sa vie, malheureusement il est vierge de dates. Royaliste, émigré, au service d'Espagne et de Russie, Vernègues avoue qu'il était traqué à Rome par Cacaault et à Naples par Alquier ; il avoue ses relations avec le comte de Lille et le duc de Berry, mais il repousse énergiquement les accusations de crime. En se mettant ainsi sur la défensive, il restait dans son rôle. C'était à d'autres de produire les preuves de culpabilité. Étaient-elles en réalité aussi écrasantes qu'on se plaisait à le dire ? A en juger d'après les procès-verbaux, on n'avait comme pièces de conviction que les vagues insinuations d'Alquier, d'anciens rapports de police, et surtout les six liasses de papiers saisies à Rome chez Vernègues lui-même (1). Ces papiers furent annotés, analysés, condensés dans un rapport pour orienter les juges. On ne découvrit pas le nom des correspondants anonymes, Vernègues, et cela lui fait honneur, refusa de les nommer. En dépit de cette discrétion, le fait apparaissait indéniable qu'il était agent des princes, qu'il faisait leurs affaires, qu'il se mêlait de politique, mais un délit qualifié, un acte de conspirateur ne lui semblaient pas imputables. Lui-même dans ses lettres à la Sûreté générale, au grand-juge, au ministre de la police affirmait péremptoirement n'avoir jamais été agent de complot en France, avoir même rendu des services personnels. A la vérité, il n'était pas de la race des Cadoudal, il n'avait pas l'étoffe d'un Pichegru, aucune attache ne le liait au noir complot qui inspirait tant d'horreur au cardinal Fesch. On le laissait languir en prison quand même.

(1) Ces papiers furent, le 16 octobre 1824, restitués à Vernègues, « maréchal de camp, ancien ministre du roi près la cour de Toscane ». Paris, Archives nationales, F⁷, 6371, dossier 7569.

Et dire que les défenseurs ne lui manquaient pas ! Le pape, en vue de motifs politiques, s'intéressait au sort de Vernègues. Celui-ci n'était pas encore arrivé à Paris que Pie VII, se prévalant des bonnes dispositions manifestées en vain à Caprara, intercédait pour lui auprès de Bonaparte. Consalvi crut même, un moment, l'affaire complètement arrangée, mais bientôt il s'aperçut que la nouvelle était prématurée. D'autres efforts seraient encore nécessaires.

Invité à Paris pour le sacre de Napoléon qu'un plébiscite avait acclamé empereur, Pie VII renouvela sa demande. Le nouveau César devait être bien persuadé que son prisonnier n'était pas un conspirateur, car le désir pontifical fut promptement satisfait. Le 17 décembre 1804, quinze jours après le sacre, un bulletin officiel annonce aux geôliers que Vernègues, détenu au Temple, est « réclamé par Sa Sainteté ». Dès le lendemain, les portes de la prison s'ouvrent, et, grâce au pape, le protégé de Lizakewicz est rendu à la liberté. Auparavant, ordre avait été donné d'exiger de lui la promesse écrite de n'habiter ni la France, ni l'Italie, et de se retirer en Allemagne, à plus de cinquante lieues du Rhin.

Mais fatalement Vernègues devait être pour le Saint-Siège une source intarissable de désagréments. Le pape s'empressa d'informer l'empereur Alexandre de l'heureuse issue de ses démarches, exprimant l'espoir de voir Arezzo retourner à Pétersbourg et Boutourline arriver à Rome. La lettre pontificale resta sans réponse. Vernègues lui-même, comblé de bienfaits, n'avait sur les lèvres que des reproches. « Un monstre d'ingratitude », disait de lui Consalvi, capable d'exaspérer le cœur le plus pacifique. A Pétersbourg, où il devint « l'idole de la ville », il se plaignit amèrement qu'on ne l'eût pas averti de

l'arrestation imminente. A Vienne, le nonce Severoli fut choqué de son avidité, et Arezzo, avec son franc parler sicilien, lui reprocha de tenir des *discorsi bestiali*. Dans la suite, Vernègues se maria à la comtesse Tolstoï, née Baria-tinski, dite la Longue, à cause de sa taille élevée, et il ne fut plus question de lui.

En attendant, la cour de Russie ne se pressait pas de reprendre les relations diplomatiques avec Rome, tandis que l'ancien ambassadeur se préoccupait fortement de cette reprise : jamais il ne la perdait de vue. A peine arrivé à Dresde, le ministre d'Espagne, Ulloa, lui fit faire la connaissance du comte d'Antraigues, émigré du même type que Vernègues, mi-aventurier, mi-diplomate, et surtout intrigant (1). A son endroit, des propos véhéments furent échangés entre Napoléon et l'ambassadeur de Russie, Morkov, ce qui donna à son nom un moment de célébrité européenne. A Dresde, il remplissait pour lors les fonctions de conseiller à la légation de Russie. Il mit son dévouement au service d'Arezzo, le rassura sur les dispositions de l'empereur Alexandre, et lui promit un retour triomphant à Pétersbourg. Ces relations ne durèrent pas longtemps. Sitôt que Consalvi en eut vent, il donna ordre de les rompre : il ne voulait pas se compromettre vis-à-vis de la France.

Déçu d'un côté, Arezzo se rejeta d'un autre. Il voulut intéresser à la cause du pape les représentants d'Autriche, d'Espagne, de Naples et de Sardaigne, accrédités à Pétersbourg. Le comte de Maistre qu'il traitait de *uomo attivo e gran parlatore* lui paraissait le mieux qualifié pour exercer sur les ministres russes une influence efficace, et il comptait sur son bienveillant concours. Vers la fin de

(1) PINGAUD, *Un agent*, p. 299 et suiv.

l'année 1805, une expérience personnelle lui permit de constater qu'il était encore prématuré d'entrer en conversation. Le 11 novembre, Alexandre I^{er} se trouvait de passage à Dresde. Par l'entremise de Czartoryski qui l'accompagnait, Arezzo se hâta de demander une audience. La réponse décourageante et sèche fut que l'empereur ne recevait personne.

Quelques jours après, le 22 novembre, reportant en arrière son regard attristé, repassant dans sa mémoire les angoisses vécues, sous le coup du récent échec, Mgr Arezzo résumait ses impressions dans ce mot cruel : « Plutôt sacristain à Saint-Pierre qu'ambassadeur en Russie. *Più tosto chierico a San Pietro che ambasciatore in Russia.* »

En quittant son poste à Pétersbourg, Mgr Arezzo avait laissé en souffrance les affaires courantes. Son auditeur Alvisini, invité à partir environ trois mois après lui, ne put les terminer non plus (1). Aussi bien, la nomination des évêques latins et uniates restait en suspens, le collège ecclésiastique n'était ni condamné, ni, encore moins, approuvé, quelques démêlés d'ordre matériel attendaient une solution.

A tout prendre, au moment du départ d'Arezzo, l'on n'était pas plus avancé qu'à l'arrivée d'Archetti. Entre le Saint-Siège et la Russie il n'y avait guère, sur les questions les plus graves, d'entente systématique et bien établie. Des mesures particulières et des expédients paraient aux difficultés sans cesse renaissantes.

Toutefois sur un point capital la lumière s'était faite. Le métropolitain de Mohilev, recommandé par Garampi,

(1) Archives du Vatican, *Polonia*, t. 351, dépêches d'Alvisini.

favorisé par Archetti, tardivement démasqué par Litta, n'était plus désigné que sous le nom de « fléau de l'Église ». On prévoyait que, tant qu'il occuperait sa place, aucune réforme radicale ne serait possible, et que des innovations funestes étaient plutôt à craindre.

En effet, dans le courant de l'année 1806, Siestrzencewicz, inébranlable dans son système et jaloux de le réaliser, présenta au ministre de la justice, Lopoukhine, des mémoires qui, aux dépens du Saint-Siège, ne visaient à rien moins qu'à une complète subordination de l'Église à l'État et une suprématie exagérée du métropolitain. Malgré le mystère dont il s'entourait, ses desseins furent éventés et réduits à néant (1).

Cependant son zèle et ses efforts furent d'abord mal récompensés par ceux-là mêmes dont il escomptait l'appui. En 1810, une nouvelle mesure du gouvernement, loin d'étendre ses droits, les restreignit, au contraire, considérablement. Une administration générale, un département, en style bureaucratique, composé de laïcs, fut créé pour gérer les affaires des confessions étrangères, catholique et autres. Sa compétence s'étendait à la présentation des évêques, la confirmation des provinciaux d'ordres religieux, l'attribution des bénéfices, la surveillance des séminaires, couvents, biens-fonds et capitaux ecclésiastiques, l'envoi de visiteurs, enfin aux plaintes élevées contre les évêques. Autant de causes soustraites au collège ecclésiastique et par conséquent au métropolitain lui-même (2).

Quelques années plus tard, le 24 octobre 1817 (vieux style), parut un manifeste qui annonçait la création d'un ministère des affaires ecclésiastiques et de l'instruction

(1) SZANTYR, t. I, p. 242.

(2) TOLSTOÏ, éd. fr., t. II, p. 155. — GODLEWSKI, *Mon.*, t. II, p. 63.

publique (1). Il eut comme premier titulaire le prince Alexandre Golitsyne. Une section spéciale, comprenant trois bureaux, était destinée aux catholiques latins, uniates et arméniens. Du reste, cette réforme fut éphémère. En 1823, on rétablit l'administration générale.

C'était pour la Russie. Dans la Pologne proprement dite, fonctionnait depuis le 6/18 mars 1817 une commission des cultes et de l'instruction publique. Un décret impérial, daté du même jour, lui accordait des attributions analogues à celles du ministère (2). Les deux pièces, décret et manifeste, étaient imbues d'esprit fébronien, ce qui n'était pas pour déplaire à Siestrzencewicz.

D'autre part, l'expulsion des jésuites de Pétersbourg, en 1815, et de toute la Russie, cinq ans après, éloignait des témoins incommodes. L'année 1812 avait été pour eux une année prospère. Grâce principalement à l'appui du comte de Maistre qui jouissait alors de l'entière confiance de l'empereur Alexandre, leur collège de Polotsk fut érigé en académie (3). Ils y donnaient le haut enseignement, et, à l'égal des établissements officiels, conféraient le doctorat et même le *tchine*. A Pétersbourg, leur église de Sainte-Catherine continuait à attirer beaucoup de monde, et leur pensionnat réunissait une élite d'élèves catholiques et même orthodoxes. Mais ils avaient aussi des ennemis puissants, et ceux-ci eurent le dernier mot. Les dépêches du comte de Maistre jettent quelque lumière sur cet incident (4).

Le prétexte que l'on avait invoqué pour expulser les jésuites était leur prosélytisme. Il parut alarmant, et l'on

(1) *P. S. Z.*, t. XXXIV, n° 27106, p. 34.

(2) THEINER, *Vicissit.*, t. I, p. 30. — En 1818, il y eut un concordat spécial pour la Pologne.

(3) *P. S. Z.*, t. XXXII, n° 24952, p. 10.

(4) DE MAISTRE, *Corr. dipl.*, t. II, p. 153.

en prit ombrage. Vers la même époque, et sans effaroucher qui que ce fût, Grégoire, ancien évêque constitutionnel de Blois, poursuivait parmi les Russes ses projets de réunion des Églises. Déjà en 1814, profitant de la présence à Paris des empereurs de Russie et d'Autriche, il leur avait présenté un mémoire sur ce sujet, sans parvenir toutefois à captiver leur attention. Il revenait maintenant à ses idées de conciliation pacifique, se réclamait des docteurs en Sorbonne qui avaient traité avec Pierre le Grand, et se flattait de mieux réussir, en s'appuyant sur les mêmes maximes gallicanes, et n'attribuant aux puissances temporelles qu'une intervention secondaire. A cet effet, il correspondait avec Platon, métropolite de Moscou, et envoyait des mémoires à Siestrzenciewicz.* Une lettre de celui-ci, datée du 8/20 avril 1819, sur la manière de préparer l'union a été imprimée par Grégoire. Inutile d'ajouter qu'on n'alla jamais au delà des discussions purement académiques. Celles-ci ne sont remarquables qu'au point de vue de la mentalité des correspondants (1).

Cependant la nécessité de munir les évêques des pouvoirs indispensables pour exercer leur charge, et ne pas violenter leur conscience par des autorisations réputées à Rome nulles et non avenues, amenait périodiquement des essais de rapprochement avec le Saint-Siège. On proposa même, en 1811, sans succès toutefois, d'élever Siestrzenciewicz à la dignité de *legatus natus* et primat de Russie, et de lui conférer ainsi qu'à ses successeurs les pouvoirs les plus étendus. Ces négociations se poursuivaient tantôt à Vienne entre l'ambassadeur de Russie et le nonce, tantôt à Rome, car il y eut, à cette époque, des diplo-

(1) GRÉGOIRE, t. IV, p. 103.

mates russes accrédités auprès du Saint-Siège, le baron Tuyll en 1815, le chevalier Italinski en 1817.

Pie VII se tenait sur la réserve, et même beaucoup plus qu'il ne l'eût désiré, ne pouvant approuver les procédés étranges de Siestrzencewicz qui s'affiliait à la société biblique et tronquait un texte conciliaire, ce qui lui valut une mise en demeure de rétractation. Mais, d'autre part, il recherchait avec empressement la reprise des relations avec la Russie. Sans doute, la politique n'était pas étrangère à ces démarches : la perte des trois légations se faisait cruellement sentir, pour en obtenir la restitution on comptait sur l'appui de l'empereur Alexandre qui se montrait équitable et bien disposé. Cependant sur les soucis temporels se greffaient aussi des pensées plus élevées. Un jour, le cardinal della Somaglia entretint le baron Tuyll de l'union des Églises. Cette parole ne trouva point d'écho. Le promoteur de la Sainte-Alliance, épris de mysticisme, comprenait autrement la fraternité des peuples et les destinées mondiales. Il en voulait au pape d'avoir refusé de signer une charte qui devait servir de base à l'entente internationale, mais dont la rédaction prêtait à l'équivoque.

La réflexion et l'expérience, et peut-être plus encore les terribles convulsions de l'Europe, semblent avoir modifié sur plusieurs points les idées d'Alexandre. A l'avènement de Léon XII, il lui exprima le désir de continuer « les relations d'amitié et de confiance réciproques » qu'il avait entretenues avec son prédécesseur. Et lorsque le nouveau pape, instruit probablement des plans de voyage de l'empereur, lui eut écrit, le 2 octobre 1824, pour lui recommander les catholiques et l'inviter à visiter Rome, il répondit par des paroles obligeantes dont voici le texte : « Je prie Votre Sainteté d'être persuadée que

mes sujets catholiques trouveront de ma part dans l'exercice de leur culte la plus constante protection. La religion qu'ils professent éprouvera invariablement en Russie et en Pologne les salutaires effets d'une sollicitude toute fraternelle. Il me serait agréable de pouvoir profiter, un jour, de l'invitation par laquelle Votre Sainteté termine sa lettre, et si jamais les circonstances me rapprochent encore de l'Italie, je mettrai le plus sincère empressement à venir assurer moi-même Votre Sainteté du véritable attachement dont je suis pénétré pour sa personne. Je me recommande aux prières et à la bénédiction de Votre Sainteté et lui renouvelle les assurances de ma respectueuse considération (1). »

Ce langage s'écarte étrangement de celui que l'empereur tenait naguère à Boutourline, lorsqu'il le destinait à la légation de Rome. Assurément, il faut tenir compte de la différence entre des instructions diplomatiques et une lettre de souverain à souverain. Que si, à cette comparaison, le message impérial perd de sa valeur, il gagne, au contraire, quand on le rapproche des confidences que l'empereur fit, en 1825, au général Michaud de Beauretour, en le chargeant d'une mission personnelle auprès de Léon XII (2). Un grand problème psychologique serait ici à résoudre. Il faudrait suivre l'empereur Alexandre dans la voie qu'il a parcourue lui-même, surprendre le travail intérieur qui s'est fait dans son âme sous l'influence de l'entourage qu'il a admis ou subi, des événements providentiels auxquels il a été mêlé, constater enfin jusqu'à quel point les rapports avec Rome se sont ressentis de ces évolutions successives. C'est là une étude qui reste encore à faire.

(1) GODLEWSKI, *Mon.*, t. II, p. 75.

(2) PIERLING, *Un probl. hist.*

BIBLIOGRAPHIE

I

MANUSCRITS

BRUXELLES, Bibliothèque slave, Nicodemus MUSNICKI, *Historia Societatis Jesu Rossiacae conservatae in Alba Russia et propagatae*. Tomus I (copie); Ignatius BRZOWSKI. *Item*. Tomus II (copie); Jean-Louis DE LEISSEQUES DE ROZAVEN, *Histoire de la Compagnie de Jésus conservée en Russie* (original). Ce ms. que l'on croyait, à tort, perdu est exactement décrit dans TOLSTOÏ, *Rimski Katolitsizm v Rossii*, t. II, p. 145. *Correspondance de Garampi avec Smogorzewski* : 1772, 2 novembre; 1773, 19 avril (autographe), 24 septembre; 1774, 10 janvier, bis (copies), 31 janvier (copie), 28 février, 4 avril, 8, 24, 27 juin, 15 août, 10 octobre, 28 novembre, 5 décembre; 1775, 10 juillet; *Correspondance d'Archetti avec le même* : 1776, 8 mai; 1781, 17 décembre; *Correspondance d'Antonelli avec le même* : 1782, 16 février (sauf indication contraire, toutes les lettres sont originales avec signature autographe); *Rapports anonymes de Rome* (probablement d'Antici) *et pièces diverses* : 1772, 26 avril; 1783, 19 avril; 1784, 24 janvier, 20 mars, 24 juillet; 1785, 30 avril, 14 mai; 1788, 31 mai; *Dnevnik péterbourgskoï Kollegii Obščestva Iézouitov*, 1800-1814 (Extraits du *Diarium Collegii Petropolitani* traduits en russe). — Collection Valenti Gonzaga, *Miscellanea*, n° 41. *Affari dei Gesuiti di Russia e lettere su quelli, scritte dalla Russia al fu Msgr Giuseppe Marotti, allora segretario di Pio VI*. La Collection Valenti faisait partie de la bibliothèque du Gesù de Rome qui a été confisquée, en 1873, par le gouvernement italien. La Bibliothèque slave possède des extraits du ms. *Miscellanea*, n° 41.

Moscou, Archives principales du Ministère des Affaires étrangères, Rome, III, 1785, *Dépêches de Iousoupov à Ostermann*, vingt-neuf dépêches en français, la première est du 4/15 janvier 1785, la dernière du 19/30 juillet de la même année; *Saint-Siège* (aliàs Rome), IV, Réception de

Mgr Lorenzo Litta; Mémoires de SIESTRZENCIEWICZ : *De l'élection des papes. De la hiérarchie de l'église catholique dans l'empire.*

NAPLES, Archives d'État, 1670, 1679, 1680, 1681, *Dépêches de Sciracapriola*.
PARIS, Archives nationales, Affaire Vernègues, 1^{er}, 3305; 6371, dossier 7569; 6478, dossier 364, série 2^e; AF, IV, 1019, n^o 43; 1956, 15 novembre 1807, n^o 1 bis. — Archives du Ministère des Affaires étrangères, Rome, t. 863, *Dépêches de Bernis*, mai-août 1773; Rome, *Correspondance*, t. 936.

ROME, Archives de la Propagande, *Lettere della Sacra Congregazione dell'anno 1770*, t. 216; *Mosconia, Relazioni, Miscellanea*, t. I; *Scrittura riferite in Congregazioni generali, Mosconia*, t. XI, XV. Archives du Vatican, *Lettere di Propaganda*, t. 70; *Missioni di Mosconia, Pietroburgo, Riga, Iamburgo, Nuova Russia*, t. 104; *Nunziatura di Francia*, 584, *Correspondance de Caprara*; *Nunziatura di Germania*, 410, *Correspondance de Garampi*; *Nunziatura di Polonia* (aliàs *Polonia-Russia*), 283 (aliàs 282 A), 308, 312, *Garampi*, de janvier à juin 1773, 313, *idem*, de juillet à décembre 1773; 314, *idem*, de janvier à juin 1774; 315, *idem*, de 1774 à 1775; 316, *idem*, d'avril à décembre 1775; 317, *Garampi et Archetti*, de janvier à juillet 1776; 318, *Archetti*, d'août à décembre 1776; 319, *idem*, de janvier à juin 1777; 320, *idem*, de juillet à décembre 1777; 321, *idem*, de janvier à juin 1778; 322, *idem*, de juillet à décembre 1778; 323, *idem*, 1779; 324, *idem*, de janvier à juin 1780; 325, *idem*, de juillet à décembre 1780; 326, *idem*, 1781 à juin 1782; 327, *idem*, 1775 à 1779; 328, *idem*, 1780; 333, *idem*, 1778 à 1779; 334, *idem*, de mai 1779 à avril 1780; 335, *idem*, de mai 1780 à décembre 1781; 336, *idem*, de 1782 à juin 1783; 337, *Lettere di Segretaria di Stato a Mgr Archetti*, 1776-1783; 338, *Legazione di Pietroburgo*, 1783-1784; 339, *Lettere alla Congregazione di Propaganda*, 1776-1780; 340, *idem*; 341, *Missione diplomatica di Mgr Arezzo alla corte di Russia*, t. I (copies); 342, *idem*, t. II (copies); 343, A, *Lettere di Segretaria di Stato a Mgr Litta*, 1798, 1799; 344, *Lettere di Mgr Litta al Segretario di Stato*; 344, I, *Affari diversi Carte di Mgr Litta*; 344, II, *Affari politici e coi disuniti*; 344, III, *Affari ecclesiastici e cogli uniti*; 344, IV, *Affari ecclesiastici generali e coi Latini*; 344, V, *Affari ecclesiastici generali e coi regolari (basiliani e gesuiti)*; 344, VI, *Affari di Malta*; 345, *Lettere di Segretaria di Stato a Benvenuti*, 1799-1802; 346, *idem*, luglio 1802-aprile 1803; 347, *Lettere di Benvenuti al Segretario di Stato*, 1800-1803; 348, *Registri e carte di Benvenuti*; 349, *Lettere di Segretaria di Stato a Mgr Arezzo in Pietroburgo*, 1803-1804; 350, *Altre come sopra al medesimo in Dresda*, 1804-1808; 351, *Lettere di Mgr Arezzo al Segretario di Stato da Pietroburgo*; 352, *Altre del medesimo come sopra da Dresda*, 1804-1808; 353, *Conti e carte di Mgr Arezzo*; 354, *Minute e fogli di Mgr Arezzo*, 1802-1808; *Additamenta ad Nuntiaturam Poloniae*, XVI, *Minute e originali a Visconti e Garampi*, 1766-1776; XVII, *idem* ad Archetti, 1777-1784; XI, *Carte di Archetti*; XX, *Dispacci di Saluzzo*; XXI, *idem* a Mgr Archetti. — Bibliothèque Vallicelliana, Ms. Z, 73.

SAINT-PETERSBOURG, Archives du Ministère des Affaires étrangères, 1801 : 24 janvier/5 février, *Lizakewicz* à *Paul I^{er}*, dépêche très secrète; 1802, 16 décembre, *Vernègues* à *Czartoryski*; 1803, 31 janvier, *Czartoryski* à *Vernègues*, 26 mars, *Vernègues* à *Czartoryski*, 21 novembre, *Tatistchev* à *Vernègues*, 14/26 décembre, *Lizakewicz* à *Cassini*, 14/26 décembre; *Cassini* à *Lizakewicz*, 16/28 décembre, *Cassini* à *Vorontsov*, 19/31 décembre, *Lizakewicz* au même, 27 décembre, *Consalvi* à *Arezzo*; 1804, 25 février, *Arezzo* à *Czartoryski*, avec cinq annexes; 19/31 mars, *Lizakewicz* à *Czartoryski*, 21 avril/3 mai, *Cassini* à *Czartoryski*; 12 mai, *Tatistchev* à *Czartoryski* avec annexe; *Observations sur la note du 3 floréal (23 avril) 1804*; *Mémoire, Exposé et Réflexions sur l'affaire de Vernègues*; *Papiers saisis chez Vernègues*; 1805, 4 janvier, *Severoli* à *Razoumovski*. — Archives du Sénat, Affaire *Vernègues*.

II

IMPRIMÉS

- L'abbé Joseph Marotti* dans *Précis historiques*, Bruxelles, octobre 1873.
Accord des vrais principes de l'Église, de la morale et de la raison sur la constitution civile du Clergé de France. Par les évêques des Départements, membres de l'Assemblée nationale constituante. Paris, 1791.
Actes du second Concile national de France, tenu l'an 1801 de J.-C. (an 9 de la République française). Paris, an X, t. III.
 ADRIANOV (S. A.), *Grafinia Ekaterina Vasilievna Litta, ourojdenaia Engelhardt* dans *Istoritcheskij Viestnik* Saint-Petersbourg, novembre 1897
Akty i Gramoty o oustroistvie i oupravlenii Rimsko-Katolitcheskoi Tserkvi v Imperii Rossijskoi i Tsarstvie Polskom, 1849 (Opuscule imprimé dans la typographie de la 2^e section de la Chancellerie particulière de S. M. I., et qui n'a pas été mis en vente.)
 AREZZO (Pietro), *Quattro personaggi della famiglia Arezzo (Giacomo, Claudio-Mario, Orazio e Tommaso).* Palermo, 1910.
 AREZZO (cardinale Tommaso), *Mia fuga da Corsica.* Palermo, 1903.
 ARKHIV kniaza Vorontsova, Moskva, 1870-1895. 40 vol.
 ARNETH (Alfred, Ritter von), *Joseph II und Katharina von Russland.* Wien, 1869.
 ARNETH (Alfred, Ritter von), *Maria Theresia und Joseph II* Wien, 1868, Dritter Band, August 1778-1780.
 ARSENIJEV (K. I.), *Istoritcheskia Boumagui.* Saint-Petersbourg, 1872
 BENEDETTI (F. Augusto de), *La Diplomazia pontificia e la prima Spartizione della Polonia.* Pistoia, 1896.
 BERE (Ernst von), *Der Malteserorden und seine Beziehungen zu Russland.* Riga, 1879.
 BERTOLA (Aurelio de' Giorgi), *Vita del Marchese Michele Enrico Sagrmoso, Bali del S. M. Ordine di Malta.* Parte I. Pavia, 1793, presso Galeazzi

- BILBASOV (V. A.), *Istoria Ékatériny vtoroi*. Berlin, 1900, 2 vol.
- BOBROVSKI (P. O.), *Rousskaia gréko-ouniatskaia Tserkov v. ts. i. Alexandra I*. Saint-Pétersbourg, 1890.
- BOERO (G.), *Osservazioni sopra l'istoria del pontificato di Clemente XIV scritta dal P. A. Theiner*. Monza, 1854.
- BOGLINO (Benef. Luigi), *la Sicilia e i suoi cardinali*. Palermo, 1884.
- BOIS (J.), *l'Église catholique en Russie sous Catherine II La création d'un évêché de Blanche-Russie et le maintien des Jésuites*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique*. Louvain, janvier-avril 1909.
- BOUTOURLINE (M. D.), *Otcherk gizni grafa D. P. Boutourlina*, dans *Rousskij Arkhiv*. Moskva, 1867.
- *Zapiski grafa Mikhaila Dmitriévitcha Boutourlina*, dans *Rousskij Arkhiv*. Moskva, 1897.
- BRAY (Chevalier DE), *la Russie sous Paul I^{er}*, dans *Revue d'histoire diplomatique*. Paris, octobre 1909.
- BULGARIS, *Zapiska arkhiepishopa Evguénia Bulgarisa*, dans *Khristianskoïé Tchténié*. Saint-Pétersbourg, juillet 1887.
- CAETANI (Enrichetta), *Alcuni Ricordi di Michelangelo Caetani duca di Sermoneta*. Milano, 1904.
- CARDINALI (Luigi), *Elogio detto alla memoria di Ercole Consalvi*. Pesaro, 1824.
- CASTERA (J.), *histoire de Catherine II, Impératrice de Russie*. A Paris, an VIII. 3 vol.
- CATHERINE II, *Memoires de l'impératrice Catherine II écrits par elle-même*. Londres, 1659. (A comparer avec l'édition de l'Académie des Sciences, faite par A. N. Pypine : *Sotchinénia Ekateriny II*. Saint-Pétersbourg, t. XII, 1907).
- CHAILLLOT (J.-L.), *Pie VII et les Jésuites d'après des documents inédits*. Rome, 1879.
- CHOTKOWSKI (X. Wladyslaw), *Historya polityczna Kosciola w Galycyi za rzondow Maryi Terezy*. Krakow, 1909, 2 vol.
- CHOUMIGORSKI (E. S.), *Ékaterina Ivanovna Nelidova (1758-1839)*. Saint-Pétersbourg, 1902.
- *Impérator Pavel I. Jizn i Tsarstvovanié*. Saint-Pétersbourg, 1907.
- *Impératritsa Maria Feodorovna (1759-1828)*. Saint-Pétersbourg, 1892. T. I^{er} (seul paru).
- COMBES DE LESTRADE, *le cardinal Arezzo et sa fuite de Corse dans Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques : Compte rendu*, février, 2^e livraison. Paris, 1907.
- CONSALVI, *Memoires du cardinal Consalvi*. Paris, 1864. 2 vol. — Nouvelle édition illustrée. Paris, s. a. en 1 vol.
- CORBERON (Chevalier DE), *Un diplomate français à la cour de Catherine II, 1775-1780*. Paris, 1901, 2 vol.
- Correspondance de Napoléon I^{er}*, Paris, 1860, t. IV.
- CZARTORYSKI, *Mémoires du prince Adam Czartoryski et correspondance avec l'empereur Alexandre I^{er}*. Paris, 1887, 2 vol.
- DENGEL (Ignaz Philipp), *Die politische und kirchliche Tatigkeit des Monsignor Josef Garampi in Deutschland 1761-1763*. Rom, 1905.
- *Nuntius Josef Garampi in Preussisch Schlesien und in Sachsen im*

- Jahre 1776*, dans *Quellen und Forschungen h. vom K. Preuss. Hist. Institut in Rom*. Band V, Heft 2, Rom, 1903.
- DE ROMANIS (Marianus), *Bibliothecae Josephi Garampii cardinalis catalogus*. Romae, 1796, 5 vol.
- Documents officiels et procès-verbaux ayant rapport aux fondations diverses des Français domiciliés à Moscou*, 1789-1892. Moscou, 1892.
- Documents servant à éclaircir l'histoire des provinces occidentales de la Russie ainsi que leurs rapports avec la Russie et la Pologne*. Saint-Pétersbourg, 1865.
- DOLGOROUKOW, *Memoires du prince Pierre Dolgoroukow*. Genève, 1867-1871, 2 vol.
- GAGARINE, *l'Empereur Paul et le P. Gruber*. Lyon, 1879.
- *Un Nonce du Pape à la cour de Catherine II. Mémoires d'Archetti*. Paris, 1872.
- *Récit d'un Jésuite de la Russie Blanche*. Paris, 1872.
- GARAMPI (Cardinale Giuseppe), *Viaggio in Germania, Baviera, Svizzera, Olanda e Francia compiuto negli anni 1761-1763*. Roma, 1889.
- Gazette universelle ou Papier-Nouvelles de tous les pays et de tous les jours*, 1791, t. II.
- GENDRY (Jules), *Pie VI, sa Vie — son Pontificat (1717-1799)*. Paris, s. d., 2 vol.
- GEORGEL (l'abbé), *Mémoires pour servir à l'histoire des événements de la fin du dix-huitième siècle*. Paris, 1820, 6 vol.
- GODLEWSKI (Michael), *De cardinalatu Stanislai Siestrzencewicz-Bohusz (1784-1817)*. Petropoli, 1909.
- *Monumenta Ecclesiastica Petropolitana*. Petropoli, 1906-1909, 3 vol.
- GOLOVKINE (comte Fédor), *la Cour et le règne de Paul I^{er}*. Paris, 1905.
- GRÉGOIRE, ancien évêque de Blois, *Histoire des sectes religieuses*. Paris, 1828-1829. 5 vol.
- GREPPI (le comte Joseph), *Révélations diplomatiques sur les relations de la Sardaigne avec l'Autriche et la Russie*. Paris, 1859.
- *Sardaigne, Autriche, Russie (1796-1802)*. Rome, 1910.
- *Un gentiluomo milanese, Guerriero-Diplomatico*, 1763-1839. Milano, 1896.
- HELLWALD (Ferdinand DE), *Bibliographie méthodique de l'ordre souverain de Saint-Jean de Jérusalem*. Rome, 1885.
- *Institutum Societatis Jesu*. Romae, 1870, 2 vol.
- IOUSOPOV (N.), *O rodie Kniazei Iousoupovykh*. Saint-Pétersbourg, 1866, 2 vol.
- KOBÉKO (Dmitri), *Tsésarévitch Pavel Pétronitch (1754-1796)*. Saint-Pétersbourg, 1887.
- LE GLAY (André), *Une victime de Napoléon. Mgr Arezzo*. Paris, 1908.
- LENZI (Furio), *Un diplomatico orbelletano nel tempo napoleonico*. Roma, 1905.
- LETHONEN (U. L.), *Die polnischen Provinzen Russlands unter Katharina II. In den Jahren 1772-1782*. Berlin, 1907.
- LORET (Maciej), *Kosciol Katolicki a Katarzyna II, 1772-1784*. Krakow i Warszawa, 1910.

- MAHUL (A.), *Annuaire nécrologique. Année 1825*. Paris, 1826, p. 306 à 333.
- MAISONNEUVE, *Annales historiques de l'ordre souverain de Saint-Jean de Jérusalem depuis l'année 1725 jusqu'au moment présent*. Saint-Petersbourg, 1799.
- MAISTRE (Joseph DE), *Correspondance diplomatique de Joseph de Maistre (1811-1817) recueillie et publiée par Albert Blanc*. Paris, 1860, 2 vol.
- MANGO DI CASALGERARDO (Antonino), *la Luogotenenza generale in Sicilia offerta al card. Tommaso dei marchesi Arezzo*. Palermo, 1901.
- MARGHESI (G. B.), *Un mecenate del Settecento (il cardinale Angelo Maria Durini)*, dans *Archivio storico lombardo*. Seria IV, fasc. III. Milano, 1904.
- MARESCA (B.). *Il Marchese di Gallo a Pietroburgo nel 1799*. Napoli, 1908.
- MARTENS (Geo. Fréd. DE), *Recueil de Traités*, t. II, 1771-1779 inclusiv. Göttingue, 1817.
- MARTENS (F.), *Recueil des Traités et Conventions conclus par la Russie avec les Puissances étrangères*. Saint-Petersbourg, 1874-1909, 15 vol.
- MASSON (Frédéric), *le Cardinal de Bernis depuis son ministère, 1758-1794. La suppression des Jésuites. — Le schisme constitutionnel*. Paris, 1903.
- Materialy dla giznéopisania grafu Nikity Pétrovitcha Panina (1770-1837)*. Izdanie A. Briknera. Saint-Petersbourg, 1888-1892. 7 vol.
- Materialy do dziejow Akademii Polochiej i szkol od niej zaleznych*. Krakow, 1905.
- MAZADE (Charles DE), *Alexandre I^{er} et le prince Czartoryski*. Paris, 1865.
- MORANE (Pierre), *Paul I^{er} de Russie avant l'avènement, 1754-1796*. Paris, 1907.
- MOROCHKINE (Michel), *Iezouity v Rossii s tsarstvovania Ekatériny II i do nachégo vrémeni*. Saint-Petersbourg, 1867-1870, 2 vol.
- MÜRR (Christoph Gottlieb von), *Journal zur Kunstgeschichte und zur allgemeinen Litteratur*. Nürnberg, t. IX, 1780; t. XI, 1783; t. XIII, 1784; t. XVII, 1789.
- NICOLAS MIKHAILOVITCH (Le grand-duc), *Impératrice Élisaveta*. Saint-Petersbourg, 1908-1909, 3 vol.
- *Péropiska... Alexandra I... s Ekatérinoï Pavlounoi*. Saint-Petersbourg, 1910.
- *Graf Pavel Alexandrovitch Stroganov (1774-1817)*. Saint-Petersbourg, 1903, 3 vol.
- NILLES (Nicolaus), *De rationibus festorum*. Oeniponte, 1885. 2 vol.
- Notice biographique sur la vie et les travaux de M. le duc de Serracapriola par M. Gustave H.*, dans *Publications de la Renommée. Fastes diplomatiques*. Paris, 1842.
- Opisanie dokumentov i diel... v arkhivié... synoda*. Saint-Petersbourg, t. IV, 1880.
- PARCZEWSKI (Stanislaw), *Mowa miana nad grobem... Siestrzencwicza Bohusza*. w Wilnie, 1827.
- PÉKARSKI (Piotr), *Istoria impératorskoï Akademii Naouk v Péterbourguié*. Saint-Petersbourg, 1870-1873, 2 vol.
- PHILADETUS (Ignatius), *Apologia pro Jesu Societate in Alba Russia inco-*

- lumi, libri quatuor, auctore Ignatio Philacreto* (pseudonyme du P. Barthélemy Pou) *ad Marcum Bolanum*. Ansteddami (sic), 1793. 4 vol.
- PIERLING (P.), *Un problème historique. L'empereur Alexandre I^{er} est-il mort catholique?* Paris, 1901.
- PINGAUD (Léonce), *Un agent secret sous la Révolution et l'Empire. Le comte d'Antraigues*. Paris, 1893.
- Polnoé Sobranie Postanovlenij ... po viedomstvu pravoslavnago ispoviédania. Saint-Pétersbourg, t. IV, 1876.
- P. S. Z., *Polnoé Sobranie Zakonov Rossijskoj Imperii*. Saint-Pétersbourg, t. XVI (1830) à t. XXXI (1830).
- PONIATOWSKI, *Mémoires secrets et inédits de Stanislas Auguste — comte Poniatowski — Journal privé du roi Stanislas Auguste*. Leipzig, 1862.
- POPOV (A. N.), *Snochénia Rossii s Rimom s 1845 po 1850 god* Saint-Pétersbourg, 1871.
- POPOV (M. S.), *Arséni Matsiévitsh, Mitropolite Rostovski i Iaroslavski*. Saint-Pétersbourg, 1905.
- POBOCHINE (S. A.), *Zapiski sloujastchia k istorii Gosoudaria Pavla Pétrévitcha*. Saint-Pétersbourg, 1844.
- Recueil de pièces authentiques concernant l'érection, faite par le Pape, de la ville de Mohilow, dans la Russie Blanche, en Archevêché du rit latin. Publiées par M. Bossard, Directeur du séminaire Saint-Louis à Paris. Suivies de notes, et d'une Histoire abrégée de l'établissement et des progrès de la Religion catholique en Russie*. A Paris, 1792.
- RINIERI (P. Mario), *Gli Czar ed i Russi in Roma* dans *La Civiltà cattolica*. Roma, 17 octobre 1903.
- *La Diplomazia pontificia nel secolo XIX*. Roma, 1902, 4 vol.
- *Napoleone e Pio VII (1804-1813)*. Torino, 1906, 2 vol.
- Romana. Beatificationis... ven. servi Dei Josephi Mariae Pignatelli. Positio super virtutibus. Pars altera*. Romae, 1907.
- Romana seu Neapolitana. Beatificationis... ven. servi Dei Josephi Mariae Pignatelli. Novum Summarium Additionale*. S. l., s. d.
- ROSA (Gabriele), *Notizie del cardinale Andrea Archetti, nunzio in Polonia, dans Archivio storico italiano*. Firenze, 1865, p. 62 à 89.
- Rousskij Arkhiv* Moscou, années 1867, 1876, 1881, 1887, 1897.
- SABATHIER DE CABRES, *Catherine II et la Cour de Russie en 1772* Berlin, 1862.
- SAINT-BEUVE (C.-A.), *Nouveaux Lundis*, t. II. Paris, 1888.
- SANGUINETTI (P. Sébastien), *La compagnie de Jésus et son existence canonique dans l'Eglise... traduit de l'italien...* Paris, 1884.
- Sbornik imperatorskago rousskago istoritcheskago obstchestva* Saint-Pétersbourg, 1867-1911, 135 vol.
- SCHIRMANN (Theodor), *Kaiser Alexander und die grossfürstin Ekaterina Pavlovna, dans Zeitschrift für Osteuropäische Geschichte*. B. I, Heft 4, 1911.
- *Zur Geschichte der Regierung Paul I und Nikolaus I*. Berlin, 1906.
- SCHILDER (N. K.), *Impérator Alexander Pervyj Ego jizn i tsarstvovanié*. Saint-Pétersbourg, 1897-1898, 4 vol.
- *Impérator Pavel Pervyj*. Saint-Pétersbourg, 1901.

- SCHMOURLO (E.), *Mitropolite Evguéni hak outcheny, 1767-1804. Saint-Petersbourg, 1888.*
- SÉMÉNOV (P. N.), *Biografitcheskié otcherki Sénatorov, dans Tchténia. Moskva, t. II, 1886.*
- SIENNICKI (Stanislaw Josef), *Opis historyczny rzymsko-katolickiego kościoła S. Katarzyny w St Petersburgu od. r. 1763 do. 1872. Warszawa, 1872.*
- SILVAGNI (David), *la Corte e la Società romana nei secoli XVIII e XIX. Firenze, 1881, 3 vol.*
- SOKOLOVSKAJA (T.), *Rousshoé Masonstvo i ego znatchénie v istorii obščestvennago dvijénia Saint-Petersbourg, s. a.*
- SOMMA (Carlo di), *marquis de Circello, Une mission diplomatique du marquis de Gallo à Saint-Petersbourg en 1799. Napoli, 1910.*
- SOMMERVOGEL (Carlos), *Bibliothèque de la compagnie de Jésus, Paris, 1890-1900, 9 vol.*
- SOREL (Albert), *la Question d'Orient au XVIII^e siècle, le partage de la Pologne et le traité de Kainardji. Paris, 1902.*
- STACHOWSKI (J. X. Fr.), *Rys zycia i prac naukowych s. p. Stanisława de Bohusz Siestrzencewicza, dans Rocznik Towarzystwa Naukowego Krakowskiego. Krakow, 1841.*
- Starye Gody. Saint-Petersbourg, avril 1910.*
- SZANTYR (X.), *Zbior wiadomosci o hosciela i religii katolickiej w cesarstwie rossyjskiem. Poznan, 1843. 2 vol.*
- SZERPIŃSKI, *Krathoé natchertanie... jizni... Stanislava Sestrenstevitcha-Bogoucha. Saint-Petersbourg, 1886.*
- Tchténia v imperatorskom obščestvé istorii i drevnostej rossijskikh pri Moskovskom Ouniversity. Moskva, t. IV, 1862.*
- TERRINONI (Avv. F. Giuseppe), *Memorie storiche della resa di Malta ai Francesi nel 1798 e del S. M. Ordine Gerosolimitano dal detto anno ai nostri giorni. Roma, 1867.*
- THEINER (Augustinus), *Clementis XIV Pont. Max. Epistolae et Brevia selectiora. Parisiis, 1852.*
- *Vetera Monumenta Poloniae et Lithuaniae. Romae, t. IV, 1864.*
- *Vicissitudes de l'Église catholique des deux rites en Pologne et en Russie. Paris, 1843. 2 vol.*
- *Die neuesten Zustände der katholischen Kirche beider Litus in Polen und Russland. Augsburg, 1844, 1845.*
- TOLSTOI (Dmitri), *le Catholicisme romain en Russie. Saint-Petersbourg, 1863-1864, 2 vol.*
- *Rimski Katolitsizm v Rossii. Saint-Petersbourg, 1876, 2 vol.*
- Tsareoubijstvo 11 marta 1801 goda. Saint-Petersbourg, 1907.*
- Ueber Leben und Tod des W. E. P. Stanislaus Czerniewicz generalvikars der Gesellschaft Jesu in Weissreussen. S. I. 1785.*
- VANDAL (Albert), *Napoléon et Alexandre I^{er}. Paris, 1891-1896. 3 vol.*
- Viéstnik Evropy, Saint-Petersbourg, 1872, t. II, p. 622, donne le projet de Siemachko contre l'Union.*
- VILLENEUVE-BALGEMONT (le vicomte L.-F. de), *Monumens des Grands Maîtres de l'ordre de Saint-Jean de Jerusalem. Paris, 1829. 2 vol.*

- WALISZEWSKI (K.), *Autour d'un trône. Catherine II de Russie. Ses collaborateurs. Ses amis. Ses favoris.* Paris, 1897.
— *Le Roman d'une Impératrice. Catherine II de Russie.* Paris, 1893.
- WITTICHEN (Paul), *Briefe Consulats aus den Jahren 1795-96 und 1798.* Rom, 1904.
- WUBZACH (Dr. Constant v.), *Biographisches Lexicon des Kaiserthums Oesterreich.* Wien, 1859, t. V.
- ZALENSKI (Ks. Stanisław), *Historya zniesienia Jesuitow w Polsce i ich zachowanie na Białej Rusi.* Lwow, 1875.
— *Jezuici w Polsce, 1773-1820.* Krakow, 1906, t. V, 1^{re} partie.
— *Les Jésuites de la Russie Blanche. traduit du polonais par le P. Alexandre Vivier.* Paris, s. a., 2 vol.
-

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES CONTENUS DANS CE VOLUME

- ACTON (Joseph), 408.
- ALBANI, auditeur de nonciature, 287, 288, 351.
- ALBANI (Gianfrancesco), cardinal, 262, 299.
- ALBANY (Caroline), comtesse d', 310.
- ALEMBERT (Jean Lerond, dit d'), 179.
- ALEXANDRA PAVLOVNA, grande-duchesse, 137.
- ALEXANDRE I^{er}, empereur de Russie, 9, 184, 258, 294, 307, 336 à 338, 340, 341, 344, 348, 352, 357, 358, 362, 364, 373, 377, 380, 388, 389, 394, 396, 402, 406, 425, 444 à 446, 448, 450, 451.
- ALQUIER, ministre de France à Rome, 350, 407, 408, 443.
- ALVISINI (Giulio), auditeur de Mgr Arezzo, 350, 374, 440, 446.
- AMALIK, margrave de Bade, 328, 336.
- AMAND, dominicain, 24.
- AMBROISE (Saint), évêque de Milan, 29.
- AMBROISE PODOBÉDOV, métropolitaine de Pétersbourg, 317, 320, 377, 384.
- ANNA IVANOVNA, impératrice de Russie, 150.
- ANTICI (Tommaso), cardinal démissionnaire, 110.
- ANTONELLI (Leonardo), cardinal, 125, 133, 138, 139, 146 à 148, 164, 165, 250 à 252, 286, 324.
- ANTRAIGUES, comte d', 402, 445.
- APRAXINE (Stéphane), 189.
- ARAKTCHÉEV (Alexei), 389.
- ARCHETTI (Andrea), cardinal, 29, 80, 82, 84, 85, 87, 89 à 93, 96 à 101, 103, 104, 106, 107, 109, 110, 115 à 124, 126 à 134, 136 à 139, 141 à 150, 152 à 162, 166 à 171, 182, 218, 233, 242, 245, 250, 251, 280, 304, 305, 359, 361, 365, 367, 382, 446, 447.
- AREZZO (Tommaso), cardinal, 149, 318 à 320, 349 à 351, 360 à 383, 385, 387, 388, 391, 393, 394, 396, 398, 399, 403, 411, 412, 414 à 416, 418, 422 à 425, 429, 432, 433, 435 à 442, 444 à 446.
- AREZZO, marquis, 350.
- ARTOIS, comte d', 407.
- AVARAY, comte, 407.
- BADOSSE (Philippe), abbé, 259, 302, 311 à 314, 318, 321.
- BAKOUNINE, 159.
- BATHORY (Stéphane), roi de Pologne, 41, 290.
- BATTONI (Girolamo), peintre, 186.
- BEAUMARCHAIS, 159.
- BECCARIA (Cesare), 3.

- BÉKLÉCHOV (Alexandre), procureur général, 283, 341, 344, 345, 348.
- BENISLAWSKI (Jean), coadjuteur de Mohilev, 120, 127, 129 à 133, 136, 141, 152, 307, 308, 312, 367.
- BENNINGSSEN (Léonti), comte, 330.
- BENOIT XIV (Prosper Lambertini), pape, 65, 149, 230, 250.
- BENVENUTI (Giovanni), chargé d'affaires papal, 209, 240, 271, 283, 286, 290, 300, 306, 309 à 311, 316, 318, 324, 326, 337 à 339, 344, 345, 349, 351, 356, 357, 359, 365.
- BERNIS (François-Joachim DE PIERRES DE), cardinal, 106, 131, 186.
- BERNIS (François DE PIERRES DE), coadjuteur d'Albi, 354.
- BERRY, duc DE, 407, 418, 443.
- BERTHIER (Alexandre), prince de Wagram, 260.
- BERTOLA (Aurelio DE GIORGI), 69, 80.
- BEZBORODKO (Alexandre), prince, 141, 158, 159, 198, 223, 225, 230, 232, 234, 235, 237, 238, 258, 276, 279.
- BIÉLOSELSKI (les), 429.
- BONAPARTE (Joseph), 260.
- BONAPARTE, Madame, 427.
- BONAPARTE (Napoléon), v. NAPO-LÉON I^{er}.
- BONCOMPAGNI (Ignazio), cardinal, 163.
- BONIFACE VIII (Benoît Caëtani), pape, 28, 215.
- BORGIA (Stefano), secrétaire de la Propagande, 22, 23, 59, 99.
- BOSSARD, directeur de séminaire, 145.
- BOURBONS (Les), 59, 87, 89, 106, 109, 110, 120, 127, 131, 192, 206, 268, 291.
- BOUTOURLINE (Alexandre), comte, 395.
- BOUTOURLINE (Dmitri), comte, 362, 370, 371, 388 à 390, 394 à 400, 403, 423, 431, 434, 435, 441, 444, 451.
- BOUTOURLINE, comtesse, née Anna Vorontsov, 396.
- BRAMANTE, 184.
- BRASCHI (Les), 163.
- BRASCHI-ONESTI (Luigi), duc de Némi, 186, 261.
- BRASCHI-ONESTI, née Falconieri, duchesse de Némi, 186.
- BRENNA (Vincenzo), architecte, 312.
- BRUNNOV, baron, 31.
- BUHLER, baron, 351.
- BULGARIS, v. EUGÈNE.
- BUSSI, chevalier de Malte, 357.
- BYZKOWSKI, prélat mitré, 344, 345.
- CACAULT, ministre de France à Rome, 443.
- CALINO (Lodovico), cardinal, 132.
- CANOVA, 309.
- CAPO D'ISTRIA, 396.
- CAPRARA (Giambattista), cardinal, 403, 426 à 430, 432 à 434, 444.
- CARAFÀ (Francesco), cardinal, 262.
- CASSINI CAPIZUCCHI (Casimir), 404.
- CASSINI CAPIZUCCHI (Vittorio), comte, 339, 354 à 358, 372, 403 à 405, 410, 411, 414 à 417, 419, 422, 425, 429 à 431, 434, 436 à 439.
- CASSINI CAPIZUCCHI (Vittorio Savario), 404.
- CASTELCICALA, prince, 190, 408.
- CASTELLANE, marquis DE, 63.
- CASTELLI (Giuseppe), cardinal, 27, 39, 99, 101, 105.
- CASTÈRA, 180.
- CATHERINE I^{re}, impératrice de Russie, 405.
- CATHERINE II, impératrice de Russie, 3 à 9, 15, 16, 18 à 20, 23, 26, 27, 30, 31, 34, 36 à 38, 40, 42, 43, 45, 46, 51, 52, 54, 56 à 58, 60 à 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74 à 80, 82, 84, 86, 88, 94 à 96, 101, 104 à 111, 114 à 118, 120, 121, 123, 125 à 129, 131, 134 à

- 136, 141, 142, 144 à 147. 149 à 152 à 155 à 158, 160 à 164, 166, 168 à 179, 181, 183, 185 à 188. 192 à 194, 202, 203, 218, 219, 221, 229, 232 à 234, 242, 246 à 248, 251, 255, 270, 272, 273, 281, 282, 288, 290, 291, 305, 312, 330, 334, 337, 341, 346, 361, 364, 369, 380, 382, 385, 389, 390, 395, 407, 408.
- CATHERINE PAVLOVNA, sœur d'Alexandre I^{er}, 406.
- CAVACEPPI, artiste, 186.
- CAVALCABO, chevalier de Malte, 77.
- CERRONI, général, 261.
- CHARLEMAGNE, 262, 427.
- CHARLES-QUINT, 332.
- CHARLES III, roi d'Espagne, 23, 106.
- CHARLES IV, roi d'Espagne, 314.
- CHICI, princesse, 310.
- CHOUVALOV (Ivan), 15, 16, 77.
- CHRISTIN, 402.
- CIECISZEWSKI (Gaspar), évêque de Loutsk et Gitomir, 172, 248.
- CICÉRON, 395.
- CIMAROSA (Dominique), compositeur, 309.
- CLÉMENT VIII (Ippolito Aldobrandini), pape, 21.
- CLÉMENT XI (Gianfrancesco Albani), pape, 118.
- CLÉMENT XIII (Carlo Rezzonico), pape, 73, 88, 297.
- CLÉMENT XIV (Lorenzo Ganganelli), pape, 20, 23, 26, 34, 38 à 40, 47 à 50, 54 à 56, 60, 61, 71, 74, 83, 87, 88, 93, 98, 102, 108, 111, 129, 312, 315, 324.
- CLENCHEN (Rodolphe), 139.
- COBENTZL, diplomate, 214, 283, 285, 356.
- CONDÉ (Louis-Joseph), prince de, 259, 407.
- CONSALVI (Ercole), cardinal, 158, 205 à 207, 224, 244, 299, 301, 309 à 311, 313, 314, 316, 318, 321, 323, 324, 326, 327, 338 à 340, 342, 343, 349, 350, 351, 355 à 360, 363 à 365, 370, 372, 401 à 405, 408 à 412, 414, 416 à 426, 428 à 432, 434 à 439, 442, 444, 445.
- CONSTANTIN LE GRAND, 261, 294.
- CONSTANTIN PAVLOVITCH, grand-duc, 258, 356, 377.
- CORBERON (BOURRÉE DE), diplomate, 74.
- CRACOVIE, Madame de, 285.
- CYRUS, 150.
- CZARTORYSKI (Adam), prince, 135, 344, 362, 370, 371, 373, 374, 378, 379, 389, 409, 410, 418, 419, 423 à 425, 435, 437, 439 à 442, 446.
- CZARTORYSKI (Adam-Casimir), prince, 134.
- CZERNIEWICZ (Stanislas), vicaire général des jésuites, 41, 42, 45, 46, 49, 50 à 53, 55, 88, 95, 129.
- DACHKOV (Ékatérina), princesse, 80.
- DEBOLI, ministre de Pologne, 118.
- DE CAESARIS, secrétaire d'Archetti, 134.
- DEDERKO (Jacques), évêque de Minsk, 248.
- DEMBOWSKI (Jean), évêque de Kaménets, 248, 273, 274, 276.
- DERJAVINE, 418.
- DEVONSHIRE, duchesse de, 310.
- DIDEROT (Denis), 155.
- DLUGOSZ, 125.
- DORIA (Giuseppe), cardinal, 224, 260, 262.
- DUMOURIEZ, 407, 419.
- DUPHOT (Léonard), 260.
- DURINI (Pier Angelo), cardinal, 12, 13, 15, 66.
- EDIGUEI, 159.
- ÉLISABETH ALEXEIEVNA, impératrice de Russie, 178, 179, 328, 331, 332, 336.
- ÉLISABETH PÉTROVNA, impératrice de Russie, 4, 69, 395.

- ÉLISÉE, prophète, 133.
 ENCHÏEN, duc d', 429.
 EUGÈNE, prince de Wurtemberg, 228.
 EUGÈNE BOLKHOVITINOV, métropolitaine de Kiev, 317, 318.
 EUGÈNE BULGARIS, archevêque orthodoxe, 174.
 FALCONET, 135.
 FALKENSTEIN, comte, v. JOSEPH II.
 FERRONIUS (Justinus), pseudonyme de HONTHEIM, 6, 66, 373.
 FELICI, auditeur de Rezzonico, 88.
 FERDINAND I^{er}, duc de Parme, 183, 291, 294.
 FERDINAND IV, roi de Naples, 189, 190, 267, 268.
 FERSEN, comtesse, 196.
 FESCH (Joseph), cardinal, 403, 408, 411, 412, 414, 416 à 422, 425, 426, 429, 430, 433, 443.
 FESER (Christian), confiturier, 8.
 FLORIDA-BLANCA (José MONINO), comte, 23, 121.
 FRANÇOIS II, empereur d'Autriche, 190, 299.
 FRANKENBERG (Adolphe), franciscain, 7, 11, 12, 16.
 FRÉDÉRIC II, roi de Prusse, 17, 58, 69, 174, 182.
 GABRIEL PÉTROV, métropolitaine de Pétersbourg, 137, 158.
 GAGARINE (Gabriel), prince, 196.
 GAGARINE (Paul), prince, 333.
 GAGARINE, princesse, née Lopoukhine, 333.
 GALLO (marquis de), 268.
 GARAMPI (Giuseppe), cardinal, 15, 17, 26, 27, 29, 32, 36 à 39, 50, 52, 53, 59, 63, 64, 66, 67, 70 à 74, 76 à 80, 82, 87, 90, 130, 149, 163, 184, 446.
 GENCA (Annibale DELLA), v. LÉON XII.
 GEORCEL, abbé, 271.
 GERDIL (Hyacinthe), cardinal, 224, 318, 366, 382.
 GIEDROYC (Étienne), prince, évêque de Samogitie, 248.
 GIEDROYC (Ignace), prince, chanoine, 374 à 377.
 GIEDROYC (Joseph), prince, évêque de Samogitie, 375, 376.
 GIEDROYC (Simon), prince, chanoine, 375, 376.
 GIUSTINIANI, princesse, 310.
 GOLITSYNE (Alexandre), prince, 448.
 GOLITSYNE (Dmitri), prince, 130, 142, 157.
 GRÉGOIRE, évêque constitutionnel de Blois, 449.
 GRÉGOIRE I^{er} LE GRAND, pape, 372.
 GRÉGOIRE VII (Hildebrand), pape, 28, 215.
 GRÉGOIRE IX (Ugolino Segni), pape, 125.
 GRÉGOIRE XIII (Ugo Boncompagni), pape, 139, 277, 301.
 GRIMALDI, marquis, 106, 131.
 GRIMM (Frédéric-Melchior), baron, 95, 112 à 114, 123, 138, 140, 155.
 GRUBER (Gabriel), général des jésuites, 290, 291, 294 à 297, 300 à 303, 305 à 309, 311 à 319, 321, 324, 326, 327, 332, 334, 340, 342 à 344, 364, 366, 375, 378.
 GUGLIELMI (Francesco), auditeur d'Archetti, 134, 156, 157, 167.
 GUSTAVE III, roi de Suède, 136, 196.
 GUSTAVE IV, roi de Suède, 305.
 HARSBOURG (les); 59, 115, 206.
 HÉDOUVILLE (Mme d'), 429.
 HEIKING, baron, 229, 230.
 HENRI, prince de Prusse, 17.
 HOLOWINSKI (Ignace), archevêque de Mohilev, 16.
 HOMPESCH (Ferdinand), grand maître de Malte, 256, 257, 263, 265, 277, 323.
 HORACE, 395.
 HUMBOLDT (Charles-Guillaume), baron, 310.
 HUSARZEWSKI (Thomas), prêtre de la Mission, 13.

- IGNACE DE LOYOLA** (Saint), 296, 325.
INNOCENT NIETCHAEV, évêque de Pskov, 158.
IOURI, Kniaz de Vladimir, 125.
IOUSOUPOV (Nicolas), prince, 159, 160 à 168.
ITALINSKI, diplomate, 338, 450.
JACELLONS (les), 247.
JEANNE-ÉLISABETH, princesse de Zerbst, 68.
JOSEPH II, empereur d'Allemagne, 58, 115, 142, 168, 183, 294.
KARHOVSKI, général, 26, 42.
KAREU (François), vicaire général des jésuites, 295, 302, 304, 312, 324, 326, 327, 332, 341, 342.
KATERBRING (Joseph), jésuite, 45.
KAUNITZ, prince, 58, 60, 62, 83, 157.
KOENIGSFELS, conseiller d'ambassade, 84.
KOLYTCHEV, diplomate, 287, 351.
KONISSKI (Iouri), évêque orthodoxe, 173.
KOSCIUSZKO (Thaddée), 207, 209.
KOSSAKOWSKI (Jean), évêque de Vilna, 172, 247.
KOSSAKOWSKI (Joseph), évêque de Livonie, 208.
KOTCHOUBEI (Victor), prince, 276, 278 à 281, 283, 342, 344, 351, 384 à 387.
KOURAKINE (Alexandre), prince, 195, 196, 198, 200, 201, 204, 223, 226, 230, 238 à 243, 251, 258, 337, 351, 355.
KOURAKINE (Boris), prince, 72.
KOUTAISOV (Ivan), comte, 332.
KRASINSKI (Adam), évêque de Kaménets, 248.
KRASSOWSKI, abbé, 382 à 386.
KRETCHETNIKOV, général, 42.
LAHARPE (Frédéric-César), 344, 361.
LANSKOI (Alexandre), comte, 114, 135, 156.
LA VALETTE (Jean PARISOT DE), grand maître de Malte, 257, 264.
LAWRENCE (Thomas), 309.
LEBZELTERN, diplomate, 358.
LENKIEWICZ (Gabriel), vicaire général des jésuites, 45, 294, 295.
LÉON XII (Annibale della Genga), pape, 188, 298, 311, 339, 351, 450, 451.
LÉOPOLD I^{er}, empereur d'Allemagne, 40, 58.
LEPRI (Amanzio), 163.
LETI (Gregorio), 70.
LEWINSKI, évêque de Luck, 386.
LILLE, comte DE, v. Louis XVIII.
LINNÉ (Charles), 68.
LISSOWSKI (Héraclius), métropolite uniate, 145, 146, 158, 164, 167, 173, 381 à 383.
LITTA (les), 231, 237.
LITTA VISCONTI ARESE (Giulio), comte, 188, 192 à 196, 198 à 204, 214, 220, 223, 231, 237, 257, 264, 265, 268, 270 à 272, 319.
LITTA VISCONTI ARESE (Lorenzo), cardinal, 29, 171, 172, 176, 202 à 211, 213, 214, 216 à 222, 224 à 227, 231 à 246, 249, 250 à 253, 258, 259, 262, 263, 265 à 268, 270 à 274, 276 à 281, 283, 285 à 288, 290, 292, 293, 296 à 298, 301, 306, 309 à 311, 318, 338, 351, 356, 359, 363, 367, 368, 374, 447.
LITTA VISCONTI ARESE, comtesse, née Engelhardt, 257.
LIVIO, banquier, 287.
LIZAKIEWICZ (Joachim), diplomate, 321, 323, 357, 404 à 407, 409 à 412, 414, 415, 417, 419, 423, 435, 437, 444.
LOBKOWITZ, diplomate, 61, 63, 64.
LOPOUKHINE, prince, 342, 343, 447.
LOUIS I^{er}, roi d'Étrurie, 350.
LOUIS XIV, roi de France, 128.
LOUIS XV, roi de France, 106.
LOUIS XVIII, roi de France, 258, 407, 409, 418, 443.
LUCINI, secrétaire d'Archetti, 134.

MACKENZIE, hygiéniste, 28.
 MAISONNEUVE, chevalier de Malte, 414, 415.
 MAISTRE (Joseph) comte de, 24, 87, 189, 290, 305, 365, 437, 445, 448.
 MAREC (René), nabab, 329.
 MARIE-ANTOINETTE, reine de France, 364.
 MARIE-FÉDOROVNA, impératrice de Russie, 133, 136, 180, 185, 205, 228, 331.
 MARIE-THÉRÈSE, impératrice d'Allemagne, 58 à 61, 63, 64, 294.
 MAROTTI (Joseph), secrétaire pontifical, 259, 292, 293, 297, 301, 306, 312, 315, 321, 324, 332, 334, 357.
 MASCRET, abbé, 344.
 MASSALSKI (Ignace), prince, évêque de Vilna, 25 à 27, 34, 49, 55, 134, 208.
 MATTEI (Alessandro), cardinal, 213.
 MATSIÉVITCH (Arsène), archevêque de Rostov, 4.
 MÉTASTASE, 70.
 MICHAUD DE BEAUBETOUR, général, 451.
 MICHEL-ANGE, 184, 186.
 MICHEL-PAVLOVITCH, grand-duc, 333.
 MIKHÉLSON (Ivan), général, 130.
 MOCENIGO, diplomate, 280, 281.
 MOÏSE, 152, 432.
 MONSAGRATI (Angelo), théologien romain, 93, 94.
 MONTESQUIEU, 3, 68.
 MOROKOV (Arcadius), comte, 445.
 MURAT (Joachim), roi de Naples, 190.
 NAAMAN, Syrien, 133.
 NAPOLEON I^{er}, empereur, 34, 201, 202, 205, 213, 256, 262, 310, 329, 357, 364, 399, 402, 406, 408, 423, 425 à 427, 429, 430, 432 à 434, 440, 444, 445.
 NASSAU-SIEGEN (Otton), prince de, 193.

NICOLAS I^{er}, empereur de Russie, 31.
 NIETUHR, 310.
 NORD, comte du, v. PAUL I^{er}.
 NORD, comtesse du, v. MARIE FÉDOROVNA.
 NORMANDEZ, agent d'Espagne, 114.
 NOVIKOV, 302.
 NOVOSILTSOV (Nicolas), 344.
 ODESCALCHI (Antonio-Maria), archevêque d'Icône, 262.
 O'HARA, chevalier de Malte, 202.
 OSTERMANN (Ivan), comte, 141 à 143, 145, 147, 153, 156 à 159, 162, 165, 166, 168 à 170, 203.
 OSTROG, princes de, 69, 194.
 PAULEN (Pierre-Louis), comte, 283, 330.
 PALLAVICINI (Opizio), cardinal, 26, 59, 71, 77, 79, 82, 93, 94, 96 à 98, 100, 104, 106, 110, 119, 123, 125, 126, 128, 132, 136, 142, 146, 147, 156, 162, 163, 305, 306.
 PANFILOV (Ivan), confesseur de Catherine II, 137, 158.
 PANINE (Nikita Ivanovitch), comte, 63, 74 à 76, 78, 79, 86, 108 à 111, 117, 141, 179.
 PANINE (Nikita Pétrovitch), comte, 330, 337 à 339, 351.
 PARDELLI, artiste, 186.
 PAUL (Saint), apôtre, 29, 31, 92, 152.
 PAUL I^{er}, empereur de Russie, 25, 75, 109, 119, 136, 137, 161, 174, 176, 179, 180, 182, 183, 185, 187, 189, 191, 192, 195 à 197, 199, 203, 204, 210, 213 à 217, 219, 228, 229, 233, 240, 245, 247, 249, 251, 254 à 259, 261 à 264, 266 à 269, 271, 274, 276, 277, 282, 285 à 288, 290, 293 à 299, 302, 305, 311 à 313, 315, 317, 318, 320, 322 à 327, 329 à 334, 336 à 338, 340 à 343, 348, 351 à 354, 356, 358, 359, 361, 368, 374, 378, 380, 404.

- PAUL III (Alessandro Farnese), pape, 323.
- PERCOLÈSK, 186.
- PICHEGRU, 407, 419.
- PICHLER, confesseur de Marie-Thérèse, 60, 64.
- PIE IV (Giovanni Medichino), pape, 48.
- PIE V (Michel Ghislieri), pape, 144.
- PIE VI (Giovanni Braschi), pape, 56, 88, 102, 108, 110, 113, 117, 119, 123, 124, 129, 131, 132, 144, 160, 162, 164, 169, 176, 185 à 188, 203, 204, 236, 240, 244, 249, 252, 253, 258, 259, 261, 262, 265, 266, 268, 280, 283, 287, 293, 295, 297, 298, 300, 311 à 313, 339, 353, 373.
- PIE VII (Gregorio Chiaramonti), pape, 163, 301, 309, 312 à 314, 321, 323, 326, 338, 340, 341, 343, 350, 353 à 355, 357, 404, 420, 421, 444, 450.
- PIERRE (Saint), apôtre, 288.
- PIERRE LE GRAND, empereur de Russie, 2, 3, 4, 6, 37, 40, 46, 117, 135, 145, 146, 174, 192, 194, 224, 365, 366, 382, 405, 449.
- PIERRE III, empereur de Russie, 179.
- PIRANESI, 186, 187.
- PLATON LEVCHINE, métropolitaine de Moscou, 158, 179, 187, 449.
- PONIATOWSKI, v. STANISLAS-AUGUSTE.
- PORTICO (Vincent del), 144.
- PORREVINO (Antonio), jésuite, 72.
- POTEMKINE, prince de la Tauride, 28, 79, 101, 114 à 116, 130, 135, 136, 140, 141, 152, 153, 156, 158, 181, 230, 270, 272, 296, 395.
- POTOCKI, comte, 344.
- POUGATCHEV (Éméliane), 74.
- PROTASOV, comtesse, 416.
- RADZIWIŁŁ (les), 25.
- RADZIWIŁŁ (Martin), 25.
- RAPHAËL, 186.
- RAYNEVAL, diplomate, 435.
- RAZOUNOVSKI (André), prince, 180, 278, 281, 286, 356, 359, 360.
- RAZOUNOVSKI (Cyrille), 156.
- REGENSBURG, directeur de fabrique, 8.
- REMI DE PRAGUE, franciscain, 7, 11, 12.
- REPNIK (Nicolas), prince, 13.
- REZZONICO (Abondio), sénateur, 186, 297 à 299.
- REZZONICO (Carlo), cardinal, 88.
- RIBAS (Joseph), amiral, 330.
- ROHAN (Emmanuel de), grand maître de Malte, 192.
- ROMANOV (les), 264.
- ROSTOKI (Théodose), métropolitaine uniate, 243, 345, 348.
- ROSTOPTCHINE (Fedor), comte, 178, 271, 273, 276, 281, 310, 317, 326.
- RUSPOLI (Bartolomeo), 357 à 359.
- RYLLO (Maximilien), évêque uniate, 116.
- SADKOWSKI (Victor), évêque orthodoxe, 174.
- SACRAMOSO (Michele Enrico), marquis, 64, 67 à 72, 74 à 77, 79, 80, 82, 194.
- SAINT-BEUVE, 178.
- SALDERN, baron, 19, 26.
- SALLUSTE, 207.
- SALTYKOV (Nicolas), prince, 352.
- SALTYKOV (Serge), comte, 43.
- SALUZZO, nonce de Varsovie, 171.
- SANTA-CROCE, princesse, 186.
- SANTINI, consul de Russie, 132, 170.
- SERRACAPRIOLA, duc de, 156, 188, 190, 191, 192, 213, 240, 256, 267, 286, 298, 311, 312, 320, 331, 364.
- SERRACAPRIOLA, duchesse de, née Anna Viazemski, 189.
- SEVEROLI, nonce de Vienne, 356, 445.

- SIEMANZKO (Joseph), métropolit., 388.
- SIEBAKOWSKI, évêque de Prusse, 172, 273.
- SIESTUZENGIEWICZ BOUTEZ (Stanislas), métropolit., 20, 23, 25 à 27, 29, 32 à 36, 38 à 40, 51, 53, 55 à 57, 66, 78, 85 à 87, 89 à 91, 94, 96 à 104, 107, 109, 111, 116, 119 à 122, 125 à 128, 130 à 132, 136, 139, 140, 143, 144, 146 à 150, 152, 158, 160 à 164, 166 à 171, 175, 182, 203, 215, 216, 218, 225 à 228, 230 à 233, 235, 236, 238, 241, 242, 246, 247, 252, 253, 269, 272, 273, 275, 276, 279, 280, 283, 284, 287, 288, 290, 291, 295, 305 à 308, 315, 340, 344, 345, 348, 351, 362, 364, 367 à 369, 371 à 374, 376 à 379, 381 à 384, 387, 391 à 393, 440, 441, 447 à 450.
- SIEVERN (Iakov), comte, 171.
- SIMOLIN, baron, 16.
- SIMONETTI, architecte, 186.
- SKARGA (Pierre), jésuite, 41.
- SKARZEWSKI (Adalbert), évêque latin de Chelm, 209.
- SKAVRONSKI, comte, 270.
- SKAVRONSKI, comtesse, v. LITTA VISCONTI ARESE.
- SMOGORZEWSKI (Jason), métropolit. uniate, 21, 44, 58, 116.
- SOMMAGLIA (DELLA), cardinal, 450.
- SOUDOROV (Alexandre), prince, 178, 191, 209, 286, 299.
- SPINKELI, gouverneur de Rome, 185.
- STACKELBERG (Otto Magnus), baron, 84, 95, 103, 106 à 111, 114, 116 à 118, 120, 122 à 124, 126 à 129, 134, 155, 157, 158.
- STANISLAS-AUGUSTE, roi de Pologne, 13 à 15, 26, 28, 43, 58, 110, 111, 157, 210, 213.
- STEDINGK, baron, 364.
- STROGANOV (Paul), comte, 344.
- SZEMBER (Christophe), coadjuteur de Ploek, 134.
- TALLEYHAND-PÉRICORD, prince de Bénévent, 350, 408, 419, 422, 426, 428, 429, 433.
- TANUCCI, marquis, 189.
- TAMARA, diplomate, 305.
- TAMERLAN, 159.
- TASSE (Le), 193.
- TATISTCHIKY, 362, 370, 440, 437, 438.
- TCHERNYCHEV (Zakhar), comte, 19, 26, 28, 36, 42, 43, 50 à 52, 55, 56, 89, 94 à 97, 100, 114, 116, 156, 296.
- TCHETCHAGOV, amiral, 363.
- TEANO, princesse, 310.
- TERLOV (Grigori), sénateur, 45, 51.
- THÉODORE LE GRAND, 29.
- THEOPHANE PROKOPOVITCH, archevêque de Novgorod, 4, 45, 365.
- THORWALDSEN, 309.
- TOMMARI (Giovanni), grand maître de Malte, 359.
- TOLSTOÏ, comtesse, née Anna Barintinski, 445.
- TOUTOMLINE, Mme, 416.
- TOWIANSKI (Félix), évêque latin de Polouk, 44.
- TUYLL, baron, 450.
- ULLOA, ministre d'Espagne, 445.
- URBAIN VIII (Maffeo Barberini), pape, 277.
- VALADIER, 186.
- VELLANI DE LA MOTTE, architecte, 150.
- VENANT, 372.
- VERGORNES, comte DE, 131.
- VIERKOTICH (Joseph GAUTHIER POKRU), 372, 396, 402, 406 à 414, 416 à 420, 422, 425 à 430, 433 à 438, 441 à 445.
- VERTOT, abbé DE, 195.
- VICTOR-AMÉDÉE III, roi de Sardaigne, 159.
- VILLIERS DE L'ISLE-ADAM, grand maître de Malte, 264.
- VINCIG, 395.
- VISCONTI (Antonio), cardinal, 59, 60, 64.

- VOLTAIRE, 159, 179.
VORONIKHINE, architecte, 184.
VORONTSOV (Alexandre), comte, 361,
362, 367 à 376, 389, 391 à 396,
399, 400, 409, 410, 423.
VORONTSOV (Simon), comte, 157,
273, 396, 399, 400.
WAZYNSKI (Porphyre), basilien,
145
WHITWORTH, ministre d'Angleterre,
330.
WIELHOBSKI, comte, 344
WILHELMINE, princesse de Hesse-
Darmstadt, 180.
ZORITCH (Semen), 18.
ZOUBKO, 388.
ZOEBOV (Platon), prince, 181, 194,
330.
-

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	I
------------------------	---

LIVRE PREMIER

LE VATICAN ET CATHERINE II

CHAPITRE PREMIER

UN CHEVALIER DE MALTE A PÉTERSBOURG

I LE RÈGLEMENT DE 1769. — Liberté des cultes étrangers sous Pierre I ^{er} et ses successeurs. — Mesures législatives de Catherine II. — Sa politique religieuse. — L'incident de l'archevêque de Rostov. — <i>Le virus</i> du système. — Dissensions parmi les catholiques. — Recours à l'Impératrice. — Enquête du 6 novembre 1766. — <i>Règlement</i> du 12 février 1769. — Franciscains en désaccord. — Renseignements contradictoires. — Protestations de la Propagande. — Le nonce de Varsovie chargé d'envoyer un visiteur en Russie. — La visite n'a pas lieu. — Autre mission concertée. — Intervention du roi de Pologne. — Nouvel échec. — Réponses transmises par Chouvalov. — Mémoires remis à Chouvalov et à Simolin. — <i>Le Règlement</i> de 1769 jugé en 1854	I
II L'ÉVÊQUE DE MALLO. — L'agonie de la Pologne. — Le butin de la Russie. — La question religieuse à l'étude. — <i>Ukaze</i> du 14 décembre 1772. — Organisation des Latins et des Uniates. — Consistoires diocésains. — Appel au Collège de justice et au Sénat. — Contre-mémoire de la Propagande. — Stanislas Siekrzencewicz, sa jeunesse, sa vocation. — Agréé par Catherine II, soutenu par Massalski, recommandé par Garampi. — Départ pour Pétersbourg. — Qualités et défauts de l'évêque de Mallo. — Obséquieux envers l'État, avide de pouvoir. — Historien, poète, écrivain. — Illusions des nonces sur son compte. — <i>Le statu quo</i> promis par Catherine II. — Obéissance exclusive à l'Impératrice	I

Mémoires présentés à Catherine II et à la Propagande. — Textes différents. — Réponses du gouvernement. — Siestrzencewicz nommé par Catherine II évêque de la Russie Blanche. — Hésitations de Rome. — Instances du nouvel élu. — Mesure provisoire.	17
III. LES JÉSUITES DE LA RUSSIE BLANCHE. — Le collège de Polotsk fondé par Bathory. — Le Père Recteur Czerniewicz. — Tchernychev gouverneur général de la Russie Blanche. — Le serment de fidélité. — Les Jésuites à Pétersbourg. — Le sénateur Teplov. — Bonnes dispositions de Catherine II. — Le bref de suppression en Russie. — Aspect juridique de la question. — Ordres de Massalski. — Silence de Garampi. — Czerniewicz appelé à Pétersbourg. — Désir de se conformer au bref. — Refus du gouvernement. — Action diplomatique. — Démarches de Siestrzencewicz. — Ses antilogies. — Compromis entre lui et Czerniewicz. — Évolution à Rome. — Témoignages.	40
IV. INTERVENTION DE L'AUTRICHE. — Position délicate de Marie-Thérèse vis-à-vis de Catherine II. — Le nonce Vixenti demande l'intervention de l'Autriche. — Mémoire de la Propagande. — Difficultés. — Correspondance entre les deux impératrices. — Belles promesses sans résultat. — Les ministres ne réussissent pas mieux. — Malice de Panine. — Échec de Lobkowitz. — Plus d'intervention.	57
V. MISSION SECRÈTE DE SAGRAMOSO. — Le nonce Garampi, diplomate et savant. — Sa position à Varsovie. — Ses rapports avec Siestrzencewicz. — Son amitié pour Sagramoso. — Humeur vagabonde du chevalier de Malte. — Relations avec la maison Zerbst et voyages en Russie. — Projet de mission à Pétersbourg. — Morceau de fantaisie de Garampi. — Arrêt causé par la mort de Clément XIV. — Nouveau projet sous Pie VI. — Instructions de Garampi. — Sagramoso à Pétersbourg. — Succès de société. — Échec auprès de Panine. — Réponse évasive de Catherine II. — La question des Jésuites insabordable. — Vaines finasseries de Garampi. — Le cardinal Pallavicini peu satisfait de la mission. — Appel gracieux à sa bourse. — Réponses laconiques du gouvernement russe. — Lettres de Panine. — Sagramoso au pied du Vésuve.	64

CHAPITRE II

AMBASSADE D'ARCHETTI

I. LE NOVICIAT DE POLOTSK. — Le type du monsignor de carrière. — Archetti à Rome et à Varsovie. — <i>Madama Caterina</i> . — Amitié avec l'ambassade de Russie. — Excellents rapports avec Siestrzencewicz. — Pointe de méchance. — Catherine protège les Jésuites. — Politique de Rome. — Mémoire de Czerniewicz à Pie VI. — Bonne réponse. — Hostilité d'Archetti. — Ordination des Jésuites. — Menaces de Siestrzencewicz. — Avis du théologien romain. — Catherine II autorise l'érection d'un noviciat. — Facultés accordées à Siestrzencewicz par la Propagande.
--

- gande. — Mandement du 30 juin 1779. — Surprise d'Archetti. — Furcur de Pallavicini. — Position délicate du Vatican. 82
- II. UNE CAMPAGNE DIPLOMATIQUE. — Les cours bourboniennes protestent contre le noviciat. — Note d'Archetti à Stackelberg. — Lettre à Siestrzenciewicz. — Panine « rectifie » les idées du nonce. — L'intervention de Poniatowski écartée. — Négociations rompues. — Confidences à Grimm. — Catherine II à Polotsk. — Spoliation du pape proposée à Joseph II. — L'affaire des Unis devient alarmante. — Lettre de Pie VI à Catherine II. — Exigences de l'impératrice. — Ses procédés arbitraires. — Le coup de foudre. — Archetti conseille une ambassade en Russie. — Ses vues conciliantes. — Triomphe de Stackelberg. — Archetti désigné pour Pétersbourg. — Benislawski à Rome. — Deux versions sur les réponses du pape. — Bref du 29 janvier 1783. — Scrupules et préparatifs de voyage. — Le serment d'Annibal. — Départ de Varsovie. . . 105
- III. ARCHETTI A LA COUR DE CATHERINE II. — Le palais d'hiver. — Sainte luxure. — Mot cruel à l'audience. — Rapports avec le clergé orthodoxe. — Conversation doctrinale. — Les instructions d'Antonelli. — Le retour du « Cyclope ». — L'incident du serment. — Signature des actes. — Rédaction habile. — Jugée, en 1791, par les évêques assermentés de France. — Lissowski est accepté pour le siège de Polotsk. — Questions épineuses évitées. — Admission des prêtres étrangers. — Facultés accordées à Siestrzenciewicz. — Consécration de l'église de Sainte-Catherine. — Tradition du pallium. — Consécration de Benislawski. — L'affaire des Jésuites écartée. — Archetti déchiffré par Catherine II. — Démarches pour son cardinalat. — Elles aboutissent. — Archetti reçoit des cadeaux et demande des abbayes. — Résultats de l'ambassade. 135
- IV. LE PRINCE IOUSOPOV A ROME. — Le rejeton d'Édiguëï, ministre à Turin, envoyé à Rome en 1784. — Chargé d'obtenir le chapeau pour Siestrzenciewicz. — Trois audiences auprès du pape. — Pas de succès. — Plaintes de Iousoupov. — Les demandes de l'archevêque de Polotsk. — Une seule est accordée. — Audience à Terracine. — Petite ruse inutile. — Le prince s'adresse à Archetti. — Un spécieux prétexte. — Départ pour Turin. — Interpellé par Ostermann, Archetti trouve moyen de lui échapper. — Le nonce de Varsovie ne s'y prête pas non plus. — Triste état des Latins et des Unis. — Konisski, Bulgari, Sadkowski. — Émotion du Vatican. — On propose une nouvelle ambassade. — Elle est agréée en principe. 159

LIVRE II

LE VATICAN ET PAUL I^{er}

CHAPITRE PREMIER

UN AMBASSADEUR PAPAL AU COURONNEMENT

- I LE GRAND-DUC PAUL A ROME. — Un déséquilibré sur le trône — Tare congénitale. — Éducation manquée — Lettres galantes — Second mariage — Fausse position à la cour. — Souffrances et tristesses — Voyage à l'étranger. — Chez les Jésuites à Polotsk. — A Rome. — Audiences et fêtes. — Vivre avec les morts plutôt qu'avec les vivants. — Apparition impressionnante de Pie VI — Échange de cadeaux — Critique — La pelisse de l'impératrice. — Les baisers du pape. 177
- II SERRACAPRIOLA ET GIULIO LITTA. — Un demi-siècle passé à Pétersbourg — La seconde patrie de Serracapriola. — Son salon, sa femme, sa parenté. — Adversaire de l'Autriche — Optimisme de ses dépêches — Giulio Litta. — Distingué par Catherine II. — Affaire d'Ostrog. — L'ordre de Malte. — Enthousiasme de Paul I^{er} — Convention du 4/15 janvier 1797. — Opinion de Litta sur Paul I^{er}. — Sur Kourakine. — La convention parvient à Malte. 188
- III. LORENZO LITTA A MOSCOU. — Projets de mission en Russie et en Prusse. — Mort de Catherine II. — Paul I^{er} accepte l'ambassade papale. — Mgr Litta en est chargé. — Lettres de Pie VI à l'Empereur et à l'Impératrice — Opinion de Mgr Litta. — Lettres de Consalvi. — Le mot de Salluste. — Mémoire présenté au Pape. — Mgr Litta à Varsovie. — Soulèvement de la Pologne. — Deux évêques massacrés. — Le troisième est sauvé par Mgr Litta. — Entrevue avec Kosciuszko — Départ pour Moscou. — Paul I^{er} *caput ecclesiæ*. — Mgr Litta au couronnement. 202

CHAPITRE II

LORENZO LITTA A PÉTERSBOURG

- I. NÉGOCIATIONS COMPLEXES. — Le traité de Tolentino. — Pièce infâme à la Scala. — Ambiance favorable à Pétersbourg. — *Sic volo, sic jubeo*. — Les principes de Siestrzencewicz. — Dialogue avec l'Empereur —

Le « délateur-né » du nonce — Prudence de Mgr Litta — Affaires politiques. — Affaire de Malte. — Difficultés de la réciprocité. — Plan de campagne. — Grievs contre Catherine II.	212
II. NOTE DU 17 AVRIL 1797. — Oukazo de liberté. — Les <i>desiderata</i> du Saint-Siège. — Préambule. — Nomination des évêques — Ordres religieux. — Indemnités. — Un concordat en vue. — Le mémoire de Litta annoté par l'Empereur. — Projet de nonciature permanente — Un mémoire de Siestrzencewicz — Dégradation de trois prêtres. — Dialogue avec l'Empereur. — Hautes faveurs. — Le département catholique réorganisé. — Nouveau personnel. — Mgr Litta satisfait.	219
III. LES OUKAZES DU 28 AVRIL 1798 — Soucis personnels du nonce — Aperçu général. — Concessions à faire. — Un métropolitain à nommer. — Les religieux soumis aux évêques. — Ouvertures flatteuses. — L'offre et la demande. — La pourpre de Siestrzencewicz. — L'aumônerie de Mgr Litta — Éloge de l'archevêque. — Trait prodigieux de la Providence. — Note ministérielle du 30 avril. — Les oukazes du 28 avril. — Gratitude débordante. — Déception. — Rapport optimiste — Un « pour ainsi dire » équivoque. — Le fait accompli. — S'incliner ou se brouiller. — Mgr Litta « premier prélat »	231
IV. LES ACTES DE MGR LITTA. — Empressement motivé de Mgr Litta — Malentendu non éclairci. — Dispositif des <i>Actus</i> . — Le « monument insigne ». — Critique d'Antonelli. — L'aumônier stipendié. — La lettre emphatique. — Admission des <i>Actus</i> . — Chiffres demandés par le Pape. — Bulle d'approbation. — Titre de légat refusé à l'archevêque — Bonne besogne.	244

CHAPITRE III

DISGRACE DE MGR LITTA

I. L'ÉCHICHIÈRE POLITIQUE. — L'adversaire de la Révolution. — Politique chevaleresque et désintéressée. — Paul I ^{er} protecteur de l'ordre de Malte. — L'ambassade du bailli Litta. — Solennité — Le pape invité en Russie. — Lettre de Pie VI à Paul I ^{er} . — Prise de Malte. — Paul I ^{er} grand maître — Malentendus — Embarras du pape. — L'armée russe à la disposition du roi de Naples — L'ambassade du marquis de Gallo. — Mgr Litta désapprouvé par le Pape	255
II. RENVOI DE MGR LITTA. — Le bailli Litta en faveur. — Mariage avec une nièce de Potemkine. — Mgr Litta demande son rappel. — Exil du bailli Giulio. — Joies domestiques et champêtres — Affaire Dembowski. — Décret <i>ab irato</i> — Banquet chez l'archevêque. — Sa lettre aux ordinaires. — Mgr Litta en conférence avec Rostoptchine. — Mémoire papal contre l'élection de Paul I ^{er} — Le cabinet noir. — Mgr Litta privé de l'aumônerie de Malte. — Kotchoubéï annonce la fin de la mission. — La note du 9 avril. — Ordre à Mgr Litta de partir sans délai. — Mesures de l'Empereur. — Hypothèses. — Séjour à	

Vienne — Albani proposé pour une mission à Pétersbourg. — Relation finale	269
---	-----

CHAPITRE IV

L'INTÉRIM DE BENVENUTI

I. LE PÈRE GRUBER. — Détente soudaine. — « L'homme extraordinaire » de Joseph de Maistre. — Talents du P. Gruber — Marotti — Proposition de Mgr Litta. — Approbation du Pape. — Paul I ^{er} au collège d'Orcha. — Le P. Karcu élu vicaire général. — Gruber à Pétersbourg. — Audience décisive. — Le sénateur Rezzonico bien accueilli. — Le conclave de Venise. — Lettre de Consalvi à Paul I ^{er} . — Gruber à l'apogée de la faveur. — Paul I ^{er} réclame le « sanctionnement formel » de la Compagnie. — Ses idées sur l'éducation. — Audience du 10 octobre. — Conséquences. — Lettre de l'Empereur au P. Karcu. — Exil de Siestrzencewicz. — Benislawski le remplace. — Réforme du département. — Nouveau règlement	289
II. RÊVE D'UNION. — La politique papale se modernise. — Le cardinal Consalvi. — Ses qualités, ses talents. — Désir de relations intimes avec la Russie. — L'abbé Badosse — Indiscrétions. — Retard fatal. — Bonnes dispositions de Pie VII pour les Jésuites. — Correspondance avec Charles IV. — Confidences du P. Gruber. — Mot de Paul I ^{er} : « Je suis catholique de cœur. » — Note de l'archimandrite Eugène — Billet de Mgr Litta. — Témoignages du bailli Litta et de Serracapriola. — Dépêche de Lizakewicz. — Pie VII prêt à se rendre à Pétersbourg. — Bref en faveur des Jésuites. — Combinaison pour les affaires de Malte. — Petite comédie. — L'imprévu	309
III. LA MORT DE PAUL I ^{er} . — État d'exaspération à Pétersbourg. — Régime de terreur. — Une belle-fille respectueuse, mais pas tendre. — Les Cosaques envoyés à la conquête des Indes. — Les chefs de la conspiration. — Le souper macabre. — L'omelette et les œufs. — Un déchainement d'allégresse. — Correctif de Serracapriola. — Les regrets des Jésuites. — Union chimérique ou réelle? — Le roman de Mlle Lopoukhine. — Vastes horizons. — Base fragile.....	327

LIVRE III

LE VATICAN ET ALEXANDRE I^{er}

CHAPITRE PREMIER

A L'ASSAUT D'UNE AMBASSADE

- I. INNOVATIONS D'ALEXANDRE I^{er}. — L'âme « à jamais déchirée ». — Panine aux Affaires étrangères. — Benvenuti chargé d'affaires. — Correspondance entre Pie VII et Alexandre I^{er}. — L'ambassade papale acceptée. — Une tempête contre les Jésuites. — Le bref du 7 mars 1801 leur est communiqué. — Comité d'organisation pour l'Église catholique. — Création du collège ecclésiastique. — Attributions, composition, budget. 336
- II. UNE AMBASSADE EN PANNE. — Mgr Arezzo destiné pour le poste de Pétersbourg. — Son passé, ses qualités. — Difficultés de la cour de Russie. — L'affaire de Malte sert de prétexte. — Ultimatum présenté par Casini. — Consalvi cherche à gagner du temps. — Ruspoli nommé grand maître de Malte. — Alexandre I^{er} à demi satisfait. — *Combinazioni*. — Restrictions déplaisantes. — Passeport délivré à Mgr Arezzo. 349
- III. ARRIVÉE A PETERSBOURG. — Fêtes. — Alexandre Vorontsov. — Sa formule : l'Empereur l'exige. — Adam Czartoryski. — « Un bon Russe » préférable. — Tatistchev et Boutourline. — Conseil de Consalvi. — Le corps diplomatique. — Joseph de Maistre. — Arezzo et les Jésuites. — Rapports avec Siestrzencewicz. 360
- IV. AFFAIRES DES LATINS. — Instructions du cardinal Gerdil. — Leur application. — Facultés demandées par Siestrzencewicz. — Ingérence du pouvoir civil. — Renouvellement partiel des facultés. — Désir de l'empereur. — Arrière-pensée. — Exaspération de Consalvi. — Facultés papales renouvelées par l'empereur. — Ignace Giedroye aspire à l'épiscopat. — Ses intrigues. — Mgr Ambroise et les grandes dames. — L'université de Vilna. — Le séminaire central. 365
- V. AFFAIRES DES UNIATES. — Mesures équivoques. — Départ de Lissowski pour Jérusalem. — Ses griefs, ses prévisions. — Il reprend le projet d'union de la Sorbonne. — Plaintes présentées par Krassowski. — Demi-satisfaction. — Lewinski appelé à Pétersbourg. — Les Uniates admis au collège. — Appréhensions d'Arezzo. 380
- VI. LÉGATION CONTREMANDÉE. — Projet de légation à Rome. — Double but. — Libéralisme d'Alexandre I^{er} d'après Czartoryski. — Le *rescript* du 24 septembre 1803. — Rapport de Vorontsov. — Lettre de Siestrzencewicz, du 8 décembre 1803. — Circulaire du métropolitain. — Pouvoirs

demandés pour lui. — Boutourline nommé ministre à Rome. — Ses désirs et ses goûts. — Ses relations avec Arezzo — Ses idées sur sa mission. — Une chimère. — Plaisanteries de Simon Vorontsov. — Le ministre manqué directeur de l'Ermitage. 388

CHAPITRE II

L'AFFAIRE VERNÈGUES

I. L'ARRESTATION. — La <i>gettatura</i> . — Les <i>Mémoires</i> de Consalvi en désaccord avec ses dépêches. — Époque des complots. — L'incident de Vernègues. — Le cardinal Fesch. — Vittorio Cassini Capizucchi. — Joachim Lizakewicz. — Rivalité entre les représentants de la Russie. — La mentalité d'Alexandre I ^{er} . — Le chevalier du Vernègues. — Dénoncé par Alquier. — Bonaparte demande l'arrestation. — Vernègues se fait déclarer sujet russe. — Quel embarras du pape. — Le <i>oui</i> de Consalvi. — Vernègues au château Saint-Ange.	401
II. L'EXTRADITION. — Égards envers le prisonnier. — Lettres de Consalvi et de Lizakewicz. — Contraste. — Entre diplomates. — Rapport banal et rapport perfide. — Question de bonne foi. — Arezzo et Czartoryski. — Consalvi et Fesch. — Casuistique et métaphysique. — Confidences. — Un tribunal romain. — Note de Cassini. — Bonaparte entre en lice. — Les idéologues. — Beau geste du Premier Consul. — Consalvi sur la brèche. — Vernègues extradé. — Départ de Cassini. — L'insouciance de Caprara révélée. — Volontaire et préméditée? — Opinion de Boutourline et de Czartoryski. — Le grand coupable d'après Consalvi.	413
III. LA RUPTURE. — Secret dessein de la Russie. — Tatistchev et la « <i>tragi-parade</i> ». — Sourire et congé. — « Conférence mémorable et très amère ». — Vains efforts d'Arezzo pour rester. — Départ pour Dresde, sans audience. — Vernègues au Temple. — Ses souffrances. — Ses déclarations. — Ses défenseurs. — Pie VII obtient sa mise en liberté. — Lettre papale laissée sans réponse. — Ingratitude de Vernègues. — Son mariage. — Arezzo et d'Antraigues. — Audience refusée. — Mot cruel	436
BIBLIOGRAPHIE	453
INDEX ALPHABÉTIQUE des noms de personnes contenus dans ce volume.	463
TABLE DES MATIÈRES.	473

